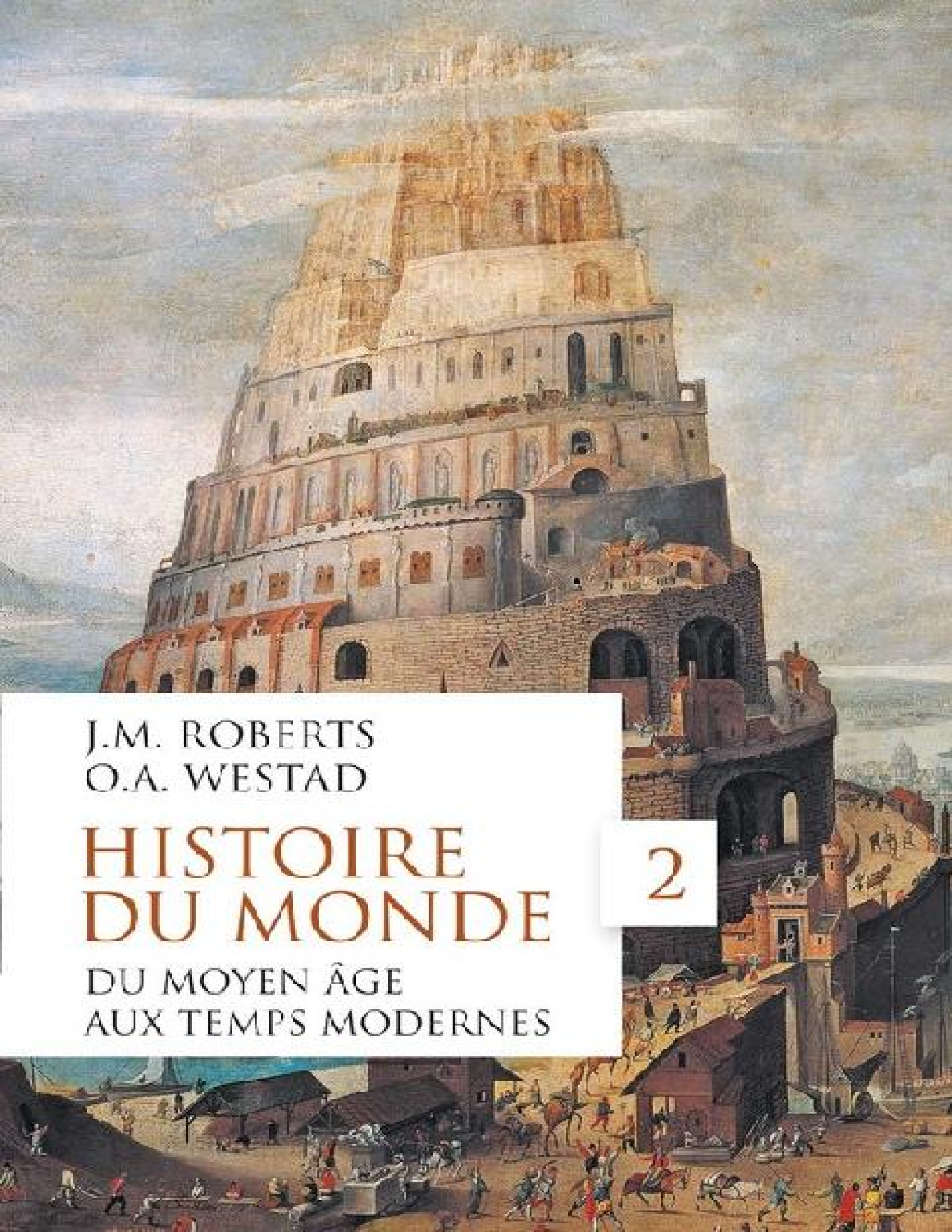


J.M. ROBERTS
O.A. WESTAD

HISTOIRE DU MONDE

2

DU MOYEN ÂGE AUX TEMPS MODERNES

John M. Roberts & Odd A. Westad

DU MOYEN ÂGE AUX TEMPS MODERNES

HISTOIRE DU MONDE

**

Traduit de l’anglais par
Martine Devillers-Argouarc’h

ÉDITIONS FRANCE LOISIRS

Les bouquins de l’hàt.elier

Note de l’éditeur

L’Histoire du monde de J.M. Roberts et O.A. Westad compte trois tomes. Le présent volume, « Du Moyen Âge aux Temps modernes », en constitue le deuxième et couvre l’histoire mondiale du VI^{e} aux XVII^{e}-XVIII^{e} siècles, les césures chronologiques n’étant pas nécessairement similaires pour tous les espaces géographiques.

Le premier tome, « Les Âges anciens », s’ouvre sur la préhistoire pour se conclure autour du VI^{e} siècle.

Le troisième et dernier volume, « L’Âge des révolutions », reprend le fil de l’histoire au XVIII^{e} siècle pour se conclure sur la toute fin du XX^{e} siècle.

Si chaque tome peut être lu et consulté indépendamment des autres, cette *Histoire du monde* a néanmoins été pensée comme un tout et il existe de nombreux liens entre les trois livres. Chaque tome comporte un index, mais l’introduction générale ne se trouve que dans le premier.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÂGE DES DIVERGENCES CULTURELLES

Les « Romains » de l'époque de Justinien se savent très différents des autres hommes, et ils en sont fiers. Ils appartiennent à une civilisation particulière, la meilleure que l'on puisse concevoir, aux yeux de certains d'entre eux du moins. En cela, ils ne sont pas les seuls : on peut en dire autant d'autres populations, des Chinois par exemple. Sur tous les continents, l'Australasie exceptée, la civilisation est à l'œuvre bien avant la naissance de Jésus-Christ, creusant en accéléré les fossés apparus entre les comportements humains de l'époque préhistorique. Au commencement de l'histoire, la diversité culturelle du genre humain passe déjà à travers les mailles du filet le plus fin et, à l'époque où la désagrégation du monde classique méditerranéen paraît finalement irréversible (nous prendrons l'an 500 comme marqueur approximatif), de nombreuses cultures, contrastées, peuplent la planète.

Le monde civilisé est encore étranger à la majeure partie du globe, mais au sein des régions qu'il couvre, encore relativement restreintes, opèrent des cultures puissantes, spécifiques, souvent conscientes de leur particularité et dotées d'une grande indépendance. Les différences vont se creuser encore pendant un millier d'années. Vers 1500, le genre humain est probablement plus hétéroclite qu'il ne l'a

jamais été et ne le sera jamais. On n'y trouve encore aucune culture dominante.

En conséquence, toutes ces civilisations, chinoise, du Sud-Est asiatique, indienne, occidentale et musulmane, vivent en toute indépendance pendant un laps de temps assez long pour laisser des marques indélébiles dans le plan d'ensemble du monde actuel. Paradoxalement, leur coexistence s'explique par leur similitude sur un point : d'une manière générale, elles pratiquent l'agriculture de subsistance et toutes doivent puiser l'énergie dans la force éolienne, hydraulique et musculaire, du bétail ou de l'homme. Aucune d'elles n'est en mesure de s'imposer pour transformer les autres. Partout, aussi, le poids de la tradition est énorme. Ces coutumes différentes, mais que nul ne conteste, régissent la vie de l'humanité. Elles paraîtraient intolérables aujourd'hui.

Bien évidemment, la diversité du développement culturel s'accompagne déjà de techniques différentes. Il faudra attendre longtemps avant que les Européens puissent de nouveau entreprendre des travaux d'ingénierie comparables à ceux des Romains, et bien avant cela les Chinois auront découvert l'usage des caractères d'imprimerie mobiles et la poudre à canon. L'impact de ces avancées ou retards reste néanmoins marginal, en grande partie parce qu'il est difficile d'établir des relations entre civilisations, hormis dans quelques régions privilégiées. On ne saurait cependant parler de démarcation absolue. Il existe toujours une forme d'interaction physique et mentale. Les barrières tiennent plus de la membrane perméable que de la muraille infranchissable, même si, pour la plupart, les hommes de cette époque se satisfont d'un mode de vie dont l'évolution est pourtant très lente, sans savoir que, à quelques centaines, voire quelques dizaines de kilomètres, d'autres de leurs congénères vivent différemment.

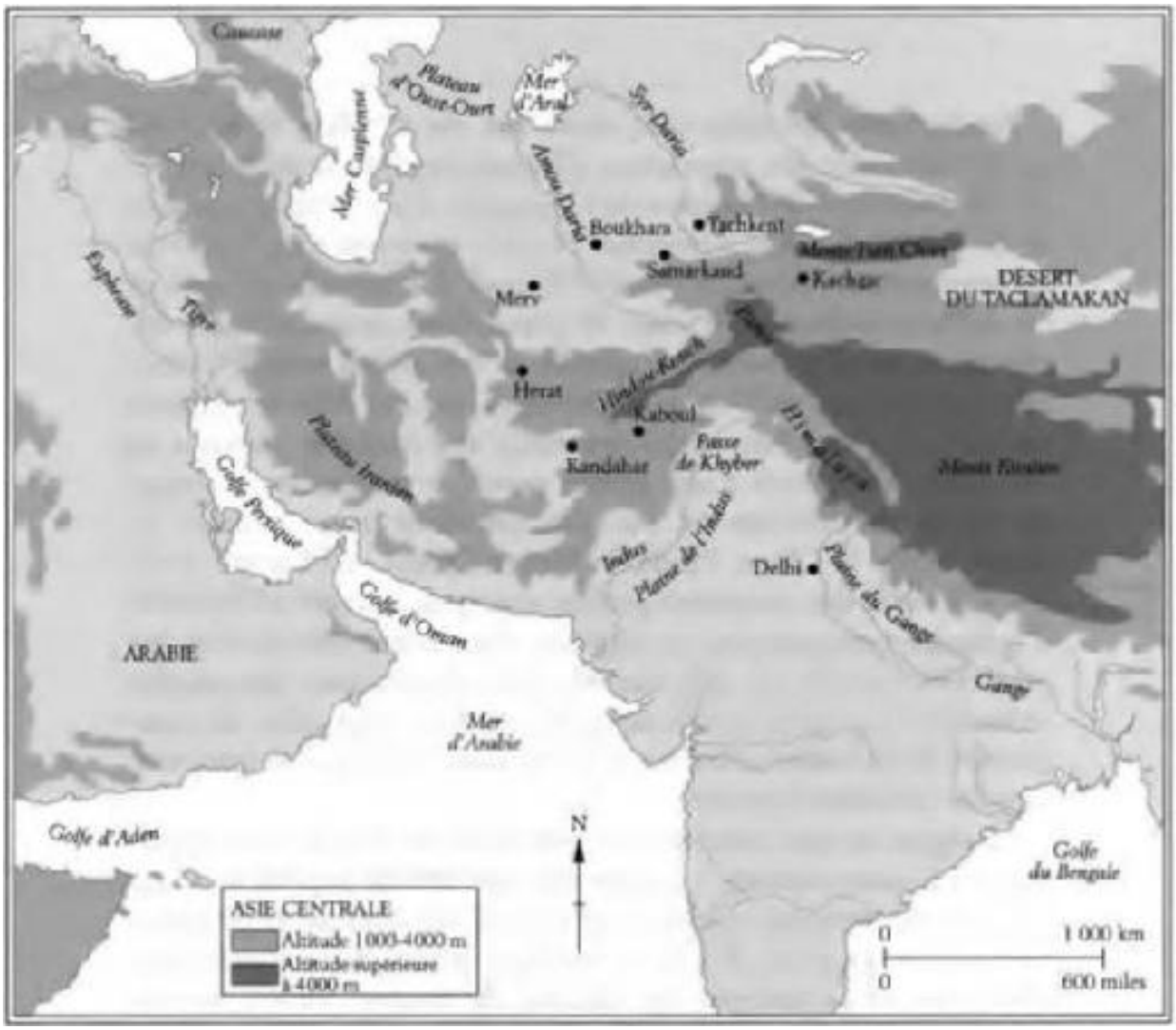
Cette grande époque de diversité culturelle couvre une très longue période. Pour certaines civilisations, il faut remonter jusqu'au III^{e} siècle avant J.-C. pour reprendre le fil de l'histoire et, dans le mur qui les sépare, les premières brèches irrémédiables n'apparaissent que bien après l'an 1500. Jusqu'à cette date, la plupart des civilisations évoluent selon un rythme qui leur est propre. De temps à autre seulement se manifestent les effets d'un grand bouleversement venu de l'extérieur. Seule exception à cette règle, l'influence déterminante des grands empires nomades de l'Asie centrale sur le reste du monde. Malgré leur caractère éphémère, ils constituent les principaux signes avant-coureurs des changements du I^{er} millénaire. Ils seront suivis d'une autre grande perturbation qui finira par toucher toute la population de la planète, de l'Espagne jusqu'en Indonésie et du fleuve Niger jusqu'en Chine : la naissance et le développement de l'islam. La plus jeune des grandes religions, née au Moyen-Orient, berceau des civilisations les plus anciennes, est à bien des égards leur héritière. Elle va cependant transformer le monde d'une manière radicalement nouvelle.

I
Les carrefours de l’Eurasie centrale

Pendant plus de mille cinq cents ans, du IIe siècle avant J.-C. au XIVe de notre ère, les régions d’Eurasie centrale constituent les pièces maîtresses de l’histoire de l’humanité. Pour se faire une idée de ce rôle clé, il suffit d’imaginer l’espace situé entre les frontières coréennes et les plaines de l’est de l’Europe comme un tapis roulant où défilent technologies, idées et populations, grâce aux grandes migrations et à l’avènement irrégulier de très grands empires, généralement éphémères. Depuis les Xiongnu, qui ont défié les Chinois de la dynastie des Han antérieurs, jusqu’aux Mongols, devenus au XIIIe siècle les maîtres d’une grande partie de la planète, la steppe du centre de l’Eurasie est un vaste carrefour où se croisent en même temps la Chine, l’Inde, le Moyen-Orient et l’Europe, pour des guerres et des conquêtes parfois, mais plus souvent à l’occasion d’échanges commerciaux et religieux. Pour l’ensemble de l’humanité, cette période est celle des dernières dominations des peuples sédentaires par leurs voisins nomades, et il est impossible de comprendre la transition entre les deux mondes, classique et moderne, sans en connaître l’impact.

La région où tout commence − que, faute de mieux, nous appellerons l’Eurasie centrale − couvre une très grande superficie. C’est une sorte d’immense corridor qui s’étend sur quelque 6 000 kilomètres d’est en ouest. Bordé au nord par le mur de la grande forêt sibérienne et au sud par des déserts, de hautes chaînes montagneuses et les plateaux du Tibet et de l’Iran, ce couloir est dans sa majeure partie une steppe herbeuse dont la frontière avec les zones désertiques

est fluctuante. Les déserts abritent de grandes oasis qui depuis toujours constituent une part caractéristique de leur économie. Des peuplades s’y établissent, dont le mode de vie suscite antagonismes et jalousies chez les nomades. Les oasis sont plus fréquentes et plus luxuriantes à proximité des deux grands fleuves que les Grecs connaissent comme l’Oxus et le Jaxarte[1]. Des villes y sont bâties, célèbres pour leur richesse et leur savoir-faire − Boukhara, Samarkand, Merv. Elles deviennent les grandes étapes des principaux axes commerciaux reliant la Chine lointaine au Moyen-Orient et à l’Europe.



Le premier peuple des steppes à marquer de son influence une grande partie de l'histoire du monde, ce sont les Xiongnu, des nomades qui pendant cinq cents ans, avant et après l'an zéro, habitent ce que nous connaissons aujourd'hui comme la Mongolie et la partie orientale du Xinjiang. Grands rivaux des Han en Chine, les Xiongnu pénètrent assez profondément dans le nouvel Empire chinois, jusqu'à ce que des dissensions internes éliment leur puissance et que les Han soumettent la faction du sud. Puisque tout ce que nous connaissons aujourd'hui des Xiongnu nous vient de sources chinoises (y compris la signification de leur nom), il est difficile de comprendre la structure interne de l'État. Comme nombre de leurs semblables qui prendront leur suite en Eurasie centrale, il s'agit probablement d'une coalition de groupes ethniques différents, soudés par des rites et croyances communs acquis à la guerre, avec à leur tête une élite à tel point liée par les serments et les liens du sang qu'elle se considère comme une seule famille. Ils forment une redoutable machine de guerre, misant sur une cavalerie légère et rapide, ainsi que sur l'usage d'armes et de techniques empruntés à leurs rivaux chinois, pour s'assurer une hégémonie sur toute la steppe orientale.

En tant que groupe, les Xiongnu sont parfois assimilés aux Huns, arrivés dans l'ouest de l'Eurasie centrale à l'époque de la chute du dernier État Xiongnu à l'est. Il est possible que des liens aient existé entre les deux mais, quelle qu'ait été la nature de ces associations, les Huns qui ont déferlé sur l'Europe sont forcément passés ensuite par une série de révolutions politiques et culturelles. Toutefois, les spéculations sur l'origine des Huns mettent en lumière deux aspects importants de la vie dans l'Eurasie centrale, jusqu'à notre époque. Il s'agit en réalité d'une seule région, sans aucune barrière naturelle susceptible de bloquer les itinéraires principaux entre la steppe de l'ouest et celle de l'est. Peuples, religions, langues, idées et technologies

peuvent circuler facilement d'un bout à l'autre des grandes plaines, sauf à être retenus par un changement subit de l'échiquier politique ou par la guerre. Cette interconnexion n'ouvre pas seulement de vastes horizons pour le commerce, elle offre aussi de nombreuses possibilités de mutation sociale, des groupes ethniques entiers changeant d'identité, de foi et même de nom au fil de leur progression dans la steppe.

D'un bout à l'autre de ce vaste territoire, le mode de vie des peuples d'Eurasie centrale reste cependant sensiblement identique. Les Xiongnu, comme les Scythes qui dominent la steppe de l'ouest à peu près à la même période, sont des nomades qui mènent leurs troupeaux − chevaux, vaches et moutons − de pâture en pâture. Cavaliers émérites, ils sont particulièrement habiles dans le maniement de l'arc composite, l'arme de l'archer de cavalerie, que sa fabrication à partir d'un assemblage de bois et de corne rend plus puissant qu'un arc uniquement en bois. Ils savent réaliser des tissages, sculptures et décors élaborés, mais ne sont pas portés sur le regroupement en cités ou en bourgades. Nomades, ils se livrent souvent à des échanges commerciaux, même sur de longues distances. C'est fréquemment par le commerce, plus que par les conquêtes, que leur groupe est amené au contact des grands empires qui les entourent − la Chine, la Perse et l'Empire romain d'Orient. Toutefois, témoins de la richesse du monde sédentaire, ils aspirent à en prendre leur part, par le maniement des armes ou de la monnaie d'argent.

Le peuple qui prend la relève des Xiongnu à la tête de la steppe asiatique se nomme les Avars, et ils nous sont un peu mieux connus. Comme leurs prédécesseurs, ils constituent une population mixte, composée de Turcs, d'Iraniens et de Mongols. Ils ont à leur tête un empereur, le *khagan*, lequel aspire à contrôler l'ensemble du territoire eurasien − et il y parvient presque, au V^{e} siècle. La ruée des Avars vers l'ouest est probablement l'une des raisons qui expliquent les

grandes migrations des peuples de l'Asie centrale et occidentale durant cette période ; ils partent autant parce qu'ils sont refoulés que pour chercher ailleurs une herbe plus verte lorsque tombent les frontières de l'Empire romain d'Occident. Les Huns, les Goths et les Alains, iranophones, quittent alors leur steppe natale pour pénétrer en Europe centrale et occidentale, fonder de nouveaux États et établir au passage des liens avec les tribus germaines et slaves.

À la fin du VI^e^ siècle, les Avars ont conquis un territoire qui correspond à la Hongrie actuelle, pénétrant jusqu'à l'Adriatique. L'une des principales raisons de leurs succès militaires tient à leur parfaite maîtrise de la cavalerie ; ils sont les premiers à se servir d'étriers, ce qui leur procure un avantage considérable sur leurs ennemis. Vers l'an 600, ils semblent bien engagés sur la voie de la maîtrise de l'Europe et d'une partie de l'Asie. En 626, ils s'allient aux Perses sassanides et assiègent Constantinople, mais la ville résiste et l'entreprise se solde par une défaite. Les Avars orientaux ou Ruanran (les Chinois les appellent les Rouran), maîtrisés par la dynastie Sui, ne deviendront cependant jamais les vassaux de la Chine et poursuivront progressivement leur expansion vers l'est pendant une bonne partie du VII^e^ siècle.

La puissance avar est mise à mal lorsque se produit l'une des métamorphoses les plus remarquables de toute la région eurasienne, avec la montée des Turcs. Sujets vassaux des Avars à l'origine, ils émergent à partir du milieu du V^e^ siècle comme une véritable entité. Leur mythologie est centrée sur les monts Altaï, et plus précisément sur un endroit d'où ils sont censés venir : Otukan Yish. À la fin du V^e^ siècle, ils quittent la partie centrale et septentrionale de la Mongolie pour essaimer. Leurs chefs ayant probablement acquis leur expérience de la guerre au contact des Huns et des fédérations d'Avars, c'est bien préparés et organisés qu'ils défient la suprématie avar au VI^e^ siècle. Vers le milieu

du VII^{e}, ils dominent toute la plaine eurasienne, de la Corée à la mer Noire.

Leurs succès, les Turcs les doivent en partie à leur volonté de s'adjoindre tous leurs alliés putatifs et à ce qui semble être un réel attrait culturel. À l'origine, l'élite turque croit en Tängri, le dieu du ciel. Très tôt cependant, certains se convertissent au bouddhisme tandis que d'autres se tournent vers le manichéisme ou le christianisme. À l'époque de leur conquête de la région qui entoure la mer d'Aral, les Turcs constituent une fédération de croyances et d'ethnies différentes, soudées par la langue et la culture turques. Leur projet politique n'a pas tenu beaucoup plus que le temps d'une génération, mais leur héritage s'apparente à celui d'Alexandre le Grand, qui par ses conquêtes, presque mille ans auparavant, a ouvert de nouveaux horizons culturels sur un vaste territoire.

L'influence des Turcs ne se résume pas seulement aux prouesses de leur armée. Leurs compétences commerciales et leur tendance générale à l'inclusion culturelle expliquent probablement pourquoi des groupes ethniques ont pris l'identité turque sans jamais avoir été militairement vaincus. D'où, peut-être, l'apparition d'un nombre incroyable de groupes turcs à un stade plus avancé de l'histoire de l'Asie et de l'Europe : Azéris, Kazakhs, Kirghizes, Turkmènes, Ouïgours, Bachkirs, Khazars, Bulgares, Mamelouks, Timourides, Ottomans, et bien sûr les Turcs modernes, pour n'en citer que quelques-uns. La propagation de la culture turque au VII^{e} et au VIII^{e} siècle montre son attrait pour les populations d'un vaste territoire s'étendant de la Mandchourie à l'Anatolie.

En limitant l'influence des Perses au nord, les Turcs, qui se déplacent vers l'ouest, jouent un rôle majeur dans l'histoire de l'Europe orientale et du Moyen-Orient. Leur alliance, dès le début, avec l'Empire romain d'Orient aide celui-ci à survivre et à entreprendre la métamorphose de Byzance, qui va lui permettre de durer presque mille ans de

plus. L'un des héritiers les plus étranges des Turcs est le *khagan* des Khazars, qui vers l'an 630 vassalise la steppe pontique, entre la mer Noire et la mer Caspienne. La dynastie régnante se convertit au judaïsme sous le *khagan* Boulan, en 740, à la fois par conviction, dit-on, et par besoin d'une identité distincte, ni chrétienne ni musulmane. L'État khazar conserve sa position de grande puissance jusqu'à sa destruction à la fin du X^{e} siècle par la Rus' de Kiev, alors en pleine expansion.

Côté occidental, un autre groupe turc, les Bulgares, pénètre au nord-ouest de la région de la mer Noire et se mêle aux peuples slaves, adoptant progressivement leur langue. Les Bulgares exerceront une grande influence sur l'histoire slavonne. Une autre ethnie, les Seldjoukides, s'installe autour de la mer d'Aral. Le fondateur de la dynastie a servi les Khazars (d'où les prénoms de ses enfants ; Moussa, Mikaïl et Israïl), dont il a appris les principes du commerce et de la guerre. Au XI^{e} siècle, l'un de ses successeurs, Malik Shah, reprend une partie de l'Anatolie − la Turquie actuelle − qu'il intègre à un Empire seldjoukide en plein essor.

L'héritage turc influe aussi sur la partie orientale de l'Asie. En Chine, la dynastie Tang est en partie d'origine turque, ce qui explique probablement pourquoi elle est si soucieuse de contrôler la steppe orientale. Toutefois, en dépit de plusieurs victoires des Tang sur les ethnies turques de l'est, au VII^{e} siècle et au début du VIII^{e}, certaines d'entre elles survivent en tant que puissances indépendantes, jusqu'à la montée des Mongols au XI^{e} siècle. Vers 750, sur les frontières nord-ouest de la Chine, une autre ethnie turque, les Ouïgours, fonde elle aussi son royaume indépendant.

Avec à sa tête une dynastie qui, à l'origine, est adepte du manichéisme (la plupart des Ouïgours ne se convertiront à l'islam qu'à partir du XV^{e} siècle), l'État ouïgour forme un lien géographique et historique important entre la Chine et

l’Asie méridionale. Les Ouïgours sont heureux de perpétuer une tradition qui leur vient des Sogdiens, leurs voisins les plus proches à l’ouest, du côté de Samarkand et de Boukhara. Ce grand peuple de marchands qui a poursuivi ses échanges commerciaux dans toute l’Eurasie centrale, quel que soit l’empire dominant, leur a enseigné les principes de base de la route de la Soie. Toutefois, dans la première moitié du millénaire, ils ont aussi subi l’influence du grand empire Kushana, disparu bien avant le VIII^{e} siècle. Situé au sud de la Sogdiane, il s’étendait de l’Afghanistan jusqu’au nord de l’Inde. Son élite indo-européenne était originaire de cette même région que les Ouïgours contrôleront plus tard. C’est sous leur domination que le bouddhisme s’est propagé d’abord en Asie centrale, puis en Chine.

L’Eurasie centrale n’est pas une simple zone périphérique à partir de laquelle les Barbares menacent les grandes civilisations orientales, méridionales et occidentales. C’est, pendant une très longue période, une vaste chambre de compensation du commerce et des idéologies, et le centre du pouvoir politique. À la fin du I^{er} millénaire, cette époque est loin d’être révolue : sa phase la plus importante − celle de l’Empire mongol − est encore à venir. Cependant, au VIII^{e} siècle, la configuration de l’échiquier politique a changé. L’Empire byzantin n’a pas seulement survécu, il s’est réaffirmé. La dynastie Tang ravive la flamme de la puissance chinoise au cœur de l’Eurasie centrale. Surtout, au sud, les armées arabes sont en marche, animées d’une foi nouvelle. En juillet 751, certaines d’entre elles affrontent une armée Tang à Atlakh, près de la frontière nord-ouest du Kirghizstan actuel. Les Arabes remportent la victoire. L’islamisation de l’Asie centrale peut commencer pour de bon, inaugurant une nouvelle époque dans l’histoire de cette vaste région.

II
L’islam et les Empires arabes

Pendant le millénaire qui précède l’an 500 de notre ère, les grands empires du plateau iranien s’acharnent contre leurs voisins, avec des périodes d’accalmie relativement courtes. Les guerres ont cette particularité, parfois, de rapprocher les civilisations, et au Moyen-Orient deux cultures ont une telle influence réciproque que l’histoire de l’une ne va pas sans l’autre, même si les deux restent distinctes. Grâce à Alexandre et à ses successeurs, l’idée et la forme d’une royauté de droit divin, venue des Achéménides mais dont l’origine remonte à l’ancienne Mésopotamie, gagnent Rome pour contaminer ensuite l’Empire chrétien de Byzance, en guerre contre les Sassanides. Objets de fascination l’une pour l’autre, la Perse et Rome finissent par contribuer chacune à leur destruction respective. Leur détermination à persévérer dans cet antagonisme alors qu’étaient requises ailleurs, et d’urgence, leur attention et leurs armées leur a été fatale. Toutes deux ont fini par succomber.

Le premier souverain sassanide, Ardéchir, ou Artaxerxès, possède un sens aigu de la continuité de la tradition perse. Il rappelle le souvenir des Parthes et du Grand Roi, et ses successeurs le suivent dans cette voie, en entretenant leur mémoire par des sculptures et des inscriptions. Ardéchir revendique l’autorité sur tous les pays autrefois gouvernés par Darius et va même au-delà, avec la conquête des oasis de Merv et Khiva et l’invasion du Pendjab ; il faudra encore cent cinquante ans pour confirmer la maîtrise de l’Arménie, mais, en définitive, la plus grande partie se retrouve sous l’hégémonie perse. C’est la dernière fois qu’est reconstitué

l’ancien empire ; au VI^e^ siècle, sa partie méridionale s’étend même jusqu’au Yémen.

La variété de sa géographie et de son climat constitue depuis toujours un risque majeur de désintégration pour cet immense territoire, mais pendant longtemps les Sassanides trouvent la solution aux problèmes de gouvernance. Ils perpétuent une tradition bureaucratique qui remonte aux Assyriens et revendiquent une autorité royale de droit divin. L’histoire politique de l’État sassanide est celle des tensions entre ces forces centralisatrices et les intérêts des grandes familles. Il en résulte une alternance de souverains qui peinent à maintenir leurs droits ou n’y parviennent pas. Tout dépend de leur capacité, d’une part, à nommer des personnes de leur choix aux plus hautes fonctions de l’État, en résistant aux revendications de nobles à l’ambition exacerbée, et, d’autre part, à garder le contrôle sur le choix de leur successeur. Car, si le souverain nomme officiellement celui à qui il transmet la royauté, la déposition de quelques-uns des rois perses a parfois donné lieu à l’émergence d’un système semi-électoral dans lequel les plus hauts fonctionnaires de l’État, les militaires et les prêtres opéraient un choix parmi les membres de la famille royale.

Les dignitaires qui contestent le pouvoir royal et souvent règnent en maîtres dans les satrapies sont issus d’un petit nombre de grandes familles prétendant descendre des Arsacides, la dynastie régnante des Parthes. Ils jouissent de fiefs importants accordés à titre de pension mais, s’ils pèsent lourd dans l’équilibre des pouvoirs, leur poids est contrebalancé par deux autres forces : le clergé et l’armée des mercenaires, en grande partie aux mains de la petite noblesse à qui l’on donne ainsi la possibilité d’empiéter sur le terrain des puissants. Son *corps d’élite*[2] la cavalerie lourde de la Maison royale, dépend directement du souverain.

La Perse sassanide est une entité religieuse autant que politique. Ardéchir a redonné sa place officielle au zoroastrisme et octroyé à ses prêtres, les mages, d'importants privilèges qui, en temps et en heure, mènent également au pouvoir politique. Les prêtres confirment le caractère divin de la royauté, exercent des fonctions judiciaires de premier ordre et en viennent à superviser la collecte des impôts fonciers, socle des finances persanes. Les doctrines qu'ils enseignent semblent s'être considérablement éloignées du monothéisme strict attribué à Zoroastre pour se focaliser sur un dieu créateur, Ahura Mazda, dont le vice-roi sur Terre est le souverain. L'élévation du zoroastrisme au rang de religion d'État est intimement liée à l'affirmation de l'autorité des Sassanides.

La base idéologique de l'État perse gagne encore de l'importance lors de la christianisation de l'Empire romain. Les différences religieuses commencent à compter beaucoup plus que par le passé et la distanciation vis-à-vis de la religion est désormais considérée comme un geste politique. Du fait des campagnes contre Rome, le christianisme est associé à une forme de trahison et, suivant cette logique, les chrétiens, tolérés dans les premiers temps, deviennent l'objet de persécutions qui se poursuivent pendant une grande partie du V^{e} siècle. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. En 276 a lieu l'exécution d'un prédicateur persan nommé Mani, condamné à être écorché vif. Mani sera connu en Europe sous son nom latinisé, Manicheus, et sa doctrine comptera au nombre des hérésies.

Le manichéisme rassemble les croyances judéo-chrétiennes et le mysticisme persan. Le cosmos y est vu comme le lieu d'un drame où s'affrontent les forces de la lumière et celles des ténèbres. Les initiés qui ont appréhendé cette vérité cherchent à prendre part à la lutte par des pratiques austères censées leur ouvrir la voie à la perfection et à l'harmonie avec le drame cosmique du salut.

Le manichéisme différencie clairement le bien et le mal, la nature et Dieu. Son dualisme à tous crins plaît à certains chrétiens, qui y voient une doctrine cohérente avec les enseignements de saint Paul. Saint Augustin a été manichéen dans sa jeunesse, et, beaucoup plus tard, on en retrouvera des traces chez les hérétiques de l'Europe médiévale. Peut-être certains esprits sont-ils nécessairement attirés par un dualisme intransigeant. Quoi qu'il en soit, ce privilège d'être doublement persécuté, par une monarchie zoroastrienne et une autre chrétienne, précède la propagation des idées manichéennes. Les convertis trouvent refuge en Asie centrale et en Chine, où la nouvelle religion semble prospérer jusqu'au XIII^{e} siècle.

Quant aux chrétiens orthodoxes de Perse, le concordat du V^{e} siècle stipulant qu'ils doivent bénéficier d'une certaine tolérance reste lettre morte, parce que leur loyauté risque de faire défaut au cours des affrontements continuels avec Rome. Il faut attendre la fin du siècle pour qu'un souverain perse publie un édit de tolérance, et encore est-ce dans le seul but de se concilier les Arméniens. Le problème n'est pas résolu. Très vite, les chrétiens s'irritent du prosélytisme actif des adeptes du zoroastrisme. Les rois persans promettront d'autres garanties de tolérance envers les chrétiens, mais rien n'indique que celles-ci aient été effectives, ni même que l'on s'y soit appliqué. Peut-être était-ce impossible, étant donné le contexte politique. Une exception, cependant, confirme la règle : en raison, précisément, des persécutions romaines, les nestoriens seront tolérés par les Sassanides, qui de ce fait leur accordent une certaine fiabilité politique.

Certes, la religion et l'apogée de la puissance et de la civilisation sassanides au VI^{e} siècle, sous Khosrô I^{er}, contribuent à donner à la rivalité entre empires la dimension d'une compétition entre deux civilisations, mais la reprise des guerres qui ponctuent le siècle ne présente pas grand intérêt. Il ne s'agit la plupart du temps que d'une

succession ennuyeuse de batailles en règle, constituant pourtant l'avant-dernière série des belligérances déclenchées par les Grecs et les Perses un millier d'années auparavant. Ces combats atteignent leur paroxysme au début du VII^{e} siècle, au cours de la dernière guerre mondiale de l'Antiquité, dont les ravages ont peut-être bien sonné le glas de la civilisation urbaine hellénistique au Moyen-Orient.

La Perse est alors sous l'empire de Khosrô II, le dernier grand souverain sassanide. Une belle occasion se présente à lui lorsque les Byzantins affaiblis − l'empire d'Occident n'est plus et Slaves et Avars déferlent sur les Balkans − perdent un bon empereur, Maurice I^{er}, assassiné par des mutins. Redevable à Maurice de l'avoir aidé à remonter sur le trône, Khosrô II prend prétexte de ce régicide et déclare vouloir venger sa mort. L'armée perse envahit les pays du Levant et met à sac les villes syriennes. En 615, elle prend Jérusalem et ramène les reliques de la sainte Croix, le trésor le plus célèbre de la ville. Notons au passage que les Juifs réservaient souvent un bon accueil aux Perses, profitant de l'occasion pour organiser des pogroms contre les chrétiens − d'autant plus délectables, à n'en pas douter, qu'ils y voyaient le juste revers d'une médaille qui depuis longtemps tombait toujours du même côté. L'année suivante, l'armée perse jette son dévolu sur l'Égypte et, un an plus tard, son avant-garde ne s'arrête qu'à un kilomètre ou deux de Constantinople. Elle livre même bataille sur mer, lance un raid sur Chypre et s'empare de Rhodes. Le grand empire de Darius semble restauré quasiment à l'époque où, à l'autre bout de la Méditerranée, l'Empire romain perd ses dernières possessions espagnoles.

Rome traverse alors la période la plus noire de son long combat contre la Perse. Elle a cependant son sauveur à portée de main. En 610, Héraclius, fils de l'exarque de Carthage, fomente une révolte contre le successeur de Maurice et met fin au règne de ce tyran sanguinaire en

l’assassinant. À son tour, il reçoit du patriarche la couronne impériale. Endiguer d’un coup la vague de défaites en Asie n’est pas possible, certes, mais Héraclius s’avère l’un des plus grands empereurs soldats. En 626, Constantinople est sauvée par sa seule puissance maritime, qui empêche le transport des troupes perses s’apprêtant à venir renforcer leurs alliés avars dans le siège de la ville. Dès l’année suivante, Héraclius pénètre en Assyrie et en Mésopotamie, ancien bastion de la stratégie moyen-orientale, au cœur de toutes les convoitises. L’armée perse se mutine, Khosrô II meurt assassiné et son successeur négocie la paix. La grande époque sassanide est révolue. Les reliques − ou prétendues reliques − de la sainte Croix sont restituées à Jérusalem. Ainsi prend fin le long duel entre la Perse et Rome. Dorénavant, l’histoire du monde tournera autour d’un nouvel axe de conflits.

En définitive, la chute des Sassanides vient de ce qu’ils avaient trop d’ennemis. L’année 610 avait créé un précédent de mauvais augure : pour la première fois, une armée perse était défaite par des troupes arabes. Toutefois, pendant des siècles, les rois persans ont été beaucoup plus préoccupés par leurs ennemis de la frontière septentrionale que par ceux du sud. Ils ont dû affronter les nomades d’Eurasie centrale, évoqués plus haut mais dont il est difficile de retracer l’histoire, même dans sa globalité. Néanmoins, un point fondamental ressort clairement : pendant presque quinze siècles, l’Eurasie centrale a été le fer de lance de l’histoire du monde, à l’origine d’un mouvement qui, bien que spasmodique et confus, a donné lieu à une série d’événements allant des invasions de l’Europe occidentale par les Germains à la reviviscence du gouvernement chinois dans l’est de l’Asie.

Les premiers de ces peuples à laisser leur empreinte au Moyen-Orient et en Europe sont les Scythes, qu’il n’est cependant pas facile de définir de manière très précise. D’aucuns considèrent en effet le terme comme un fourre-

tout, un melting-pot de plusieurs peuples, comme les Avars et les Turcs. Les archéologues ont identifié des « Scythes » en de nombreux endroits d'Asie et de Russie, et en Europe jusqu'en Hongrie. Ce peuple semble avoir un long passé d'ingérence dans les affaires du Moyen-Orient. Au VIII^{e} siècle avant J.-C., une partie d'entre eux auraient harcelé les frontières assyriennes. Plus tard, ils ont attiré l'attention d'Hérodote, qui eut beaucoup à dire sur eux, objets de fascination pour les Grecs. Il ne s'agit d'ailleurs probablement pas d'un ensemble très homogène, mais plutôt d'un groupe de tribus apparentées, dont certaines semblent avoir séjourné assez longtemps dans le sud de la Russie pour établir des relations régulières avec les Grecs. Ce peuple d'agriculteurs échangeait des céréales contre des objets en or fabriqués par les Grecs des côtes de la mer Noire (on en a découvert dans des tombes scythes). Mais les guerriers scythes ont aussi beaucoup impressionné les Grecs, avec leurs archers à cheval et leur façon de battre en retraite face à un ennemi supérieur en nombre, deux points qui vont devenir caractéristiques des nomades asiatiques. Pendant des centaines d'années, ils s'en sont pris aux Achéménides et à leurs successeurs, avant de se rendre maîtres des Parthes, peu avant le dernier siècle avant Jésus-Christ.

Les Scythes ne se contentent pas de pénétrer dans le sud de la Russie, ils poussent leur avance jusqu'en Inde, mais nous laisserons de côté, pour l'instant, cette partie de l'histoire. Vers l'an 350 de notre ère, les Huns commencent à envahir l'Empire sassanide (où ils étaient connus sous le nom de Chionites). Au nord, ils ont quitté depuis quelque temps le lac Baïkal pour se diriger vers l'ouest, chassés par des rivaux plus chanceux, comme eux-mêmes en avaient chassé d'autres. Au siècle suivant, certains font leur apparition à l'ouest de la Volga (nous avons déjà constaté leur présence aux environs de Troyes, en Gaule, en 451).

Ceux qui se dirigent vers le sud constituent un nouvel handicap pour la Perse dans son conflit avec Rome.

En 620, l'Empire sassanide s'étend de la Cyrénaïque (la partie orientale de la Libye) à l'Afghanistan et au-delà. Trente ans après, il a cessé d'exister. Il disparaît avec son dernier souverain, que ses sujets assassinent en 651. Mis à mal par la résurgence de l'Empire romain d'Orient, durement ébranlé par les invasions nomades, c'est pourtant d'un autre envahisseur qu'il reçoit le coup fatal. Et, cette fois, ce n'est pas seulement une dynastie qui est emportée, c'est l'État zoroastrien qui capitule devant une nouvelle religion triomphante autant que devant la puissance militaire arabe.

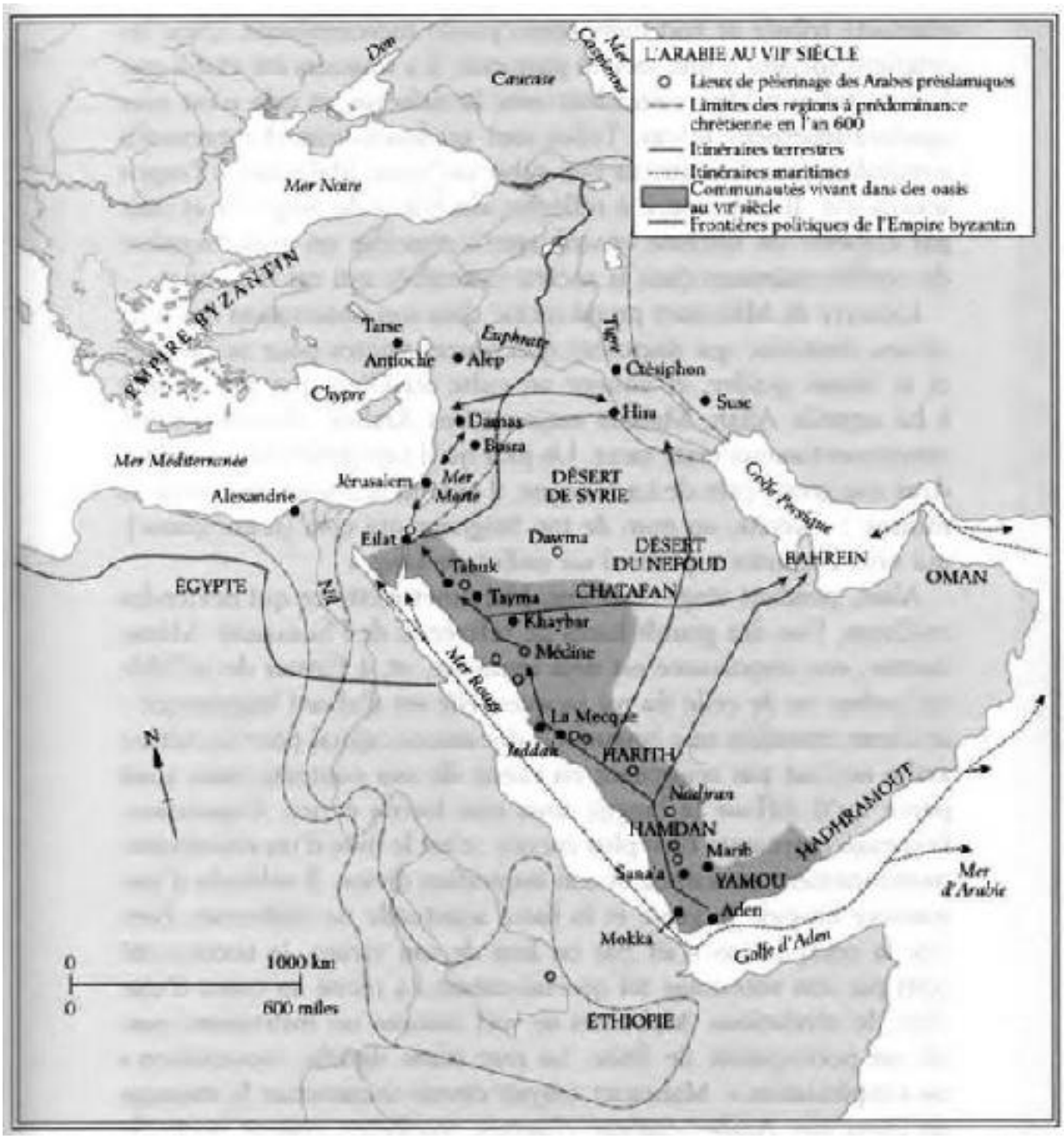
L'islam montre des capacités d'expansion et d'adaptation supérieures à celles de toutes les autres religions, à l'exception du christianisme. Il attire des peuples aussi différents et aussi distants l'un de l'autre que les Nigériens et les Indonésiens ; même au sein des pays arabes situés entre le Nil et l'Inde − le bastion musulman −, la nouvelle religion englobe des cultures et des courants extrêmement différents. Pourtant, aucun des autres facteurs déterminants de l'histoire du monde ne dispose d'aussi peu d'éléments au départ, hormis, peut-être, le judaïsme. De manière sans doute significative, le nomadisme des Juifs tirait son origine d'une société tribale, barbare, primaire et arriérée, comme celle qui a fourni les effectifs de la première armée musulmane. La comparaison s'impose pour une autre raison : le judaïsme, le christianisme et l'islam sont les trois grandes religions monothéistes. Aucune d'entre elles, à ses débuts, ne pouvait être pressentie comme une force majeure dans l'histoire du monde hormis, peut-être, par les plus obsessionnels et les plus fanatiques de ses adeptes.

L'histoire de l'islam commence avec Mahomet, mais pas à partir de sa naissance, dont la date est l'un des nombreux éléments nébuleux de sa vie. Sa première biographie, par un auteur arabe, n'a été écrite qu'un siècle environ après sa

mort, et encore ne subsiste-t-elle que sous une forme indirecte. Nous savons seulement que Mahomet naît vers 570, de parents pauvres habitant le Hedjaz[3], et que très vite il se retrouve orphelin. Parvenu à l'âge adulte, il se singularise, prêchant l'existence d'un Dieu unique, juste et bon, qui jugera tous les hommes, lesquels peuvent assurer leur salut en se conformant à Sa volonté, dans leur pratique religieuse comme dans leur comportement personnel et social. Ce Dieu a eu d'autres apôtres, car c'est le Dieu d'Abraham et des prophètes juifs, dont le dernier en date s'appelait Jésus de Nazareth. Mahomet se voit comme le restaurateur d'une ancienne croyance monothéiste plus que comme un innovateur : selon lui, tous les hommes − juifs, chrétiens et infidèles − doivent embrasser la seule vraie foi, telle que Dieu la lui a révélée.

Mahomet appartient à un clan mineur d'une importante tribu bédouine, les Quraychites. Il en existe de nombreuses autres sur cette immense péninsule Arabique de 900 kilomètres de large sur plus d'un millier de long. Les habitants de la région vivent dans des conditions très éprouvantes physiquement : à la saison chaude, la plus grande partie de l'Arabie, roussie par le soleil, n'est que désert ou montagne rocheuse. Dans cet environnement où survivre est déjà un exploit, les côtes sont hérissées de petits ports peuplés d'Arabes établis comme marins depuis le II^{e} millénaire avant Jésus-Christ. Ces hommes de la mer relient la vallée de l'Indus à la Mésopotamie et rapportent en Égypte, par la mer Rouge, épices et gomme arabique d'Afrique orientale. Leur origine, comme celle des peuples de l'intérieur des terres, est controversée, mais leur langue et leur généalogie (qui remonte aux patriarches de l'Ancien Testament) suggèrent l'existence de liens avec d'autres tribus pastorales sémites archaïques, elles aussi ancêtres des Juifs, si pénible cette conclusion puisse-t-elle paraître à certains aujourd'hui.

L’Arabie n’a pas toujours été aussi peu engageante. Juste avant et durant les premiers siècles de l’ère chrétienne s’y trouvait un groupe de royaumes prospères, qui persistèrent probablement jusqu’au V^{e} siècle. La tradition islamique et les spécialistes d’aujourd’hui établissent un lien de cause à effet entre l’effondrement des systèmes d’irrigation d’Arabie Saoudite et la disparition de ces royaumes, due au mouvement migratoire conséquent, du sud vers le nord, qui donna naissance à l’Arabie de l’époque de Mahomet. Aucun des grands empires n’ayant pénétré à l’intérieur de la péninsule autrement que sur une brève période et sans aller très loin, la région n’a pas vraiment bénéficié des fumures élaborées des autres civilisations. Elle a donc décliné rapidement pour devenir une société tribale fondée sur un nomadisme pastoral. Le patriarcat et les liens de parenté suffisent à en régler les affaires, aussi longtemps que les Bédouins restent dans le désert.



À la fin du VI^e siècle, de nouveaux changements sont perceptibles. Dans certaines oasis, la population augmente. Il n'existe pas d'exutoire à cette croissance démographique qui met à rude épreuve la pratique sociale traditionnelle. La Mecque, où vit le jeune Mahomet, en est un exemple : oasis et lieu de pèlerinage important, les gens y viennent de toute l'Arabie pour vénérer la Kaaba, une météorite noire essentielle pendant les siècles qui ont suivi l'émergence de

la religion arabe. Mais La Mecque est aussi un carrefour sur la route des caravanes entre le Yémen et les ports de la Méditerranée, et celles-ci amènent leur lot d'étrangers et de cultures inconnues. Polythéistes depuis toujours, les Arabes adorent des dieux, croient aux démons et aux esprits de la nature, mais, à mesure que se développent leurs relations avec le monde extérieur, ils voient apparaître des communautés juives et chrétiennes, et le christianisme gagne en popularité.

À La Mecque, certains des Quraychites commencent à pratiquer le commerce (parmi les rares éléments biographiques dont nous disposons sur la jeunesse de Mahomet figure son mariage à vingt ans et quelques avec une riche veuve quraychite qui tire ses revenus du commerce caravanier). Cette évolution crée cependant de nouvelles tensions sociales, car le loyalisme incontesté de la communauté tribale se voit compromis par le mercantilisme. Dans les relations sociales d'une société pastorale, il a toujours été établi que l'aristocratie et l'âge coïncident avec la richesse, et cela n'est plus systématiquement le cas. Telles sont quelques-unes des pressions psychologiques formatrices que subit un jeune Mahomet à l'esprit tourmenté. Il commence à réfléchir aux voies du Seigneur et finit par élaborer un système contribuant à résoudre un grand nombre de conflits naissants dans la société perturbée qui est la sienne.

L'œuvre de Mahomet prend racine dans son observation des juifs et des chrétiens, qui disposent d'Écritures saintes pour se rassurer et se laisser guider, et vouent un culte au Dieu que son peuple à lui appelle Allah. Mais la majorité des Arabes, observe-t-il, ne connaissent aucun texte sacré. Un jour qu'il s'est retiré pour méditer dans une grotte près de La Mecque, il entend une voix lui révéler sa mission :
« Récite, au nom de ton Seigneur qui créa [toute chose], qui créa l'homme à partir d'un caillot de sang. »

Alors, pendant vingt-deux ans, Mahomet récite ce qui deviendra le Coran, l'un des grands livres de référence de l'humanité. Même limitée, son importance est déjà immense, et, à l'instar de la Bible de Luther ou de celle du roi Jacques, elle est d'abord linguistique : le Coran cristallise une langue. Ce document capital pour la culture arabe ne l'est pas seulement en raison de son contenu, mais aussi parce qu'il diffuse la langue sous une forme écrite. Cependant, l'ouvrage représente bien plus encore : c'est le livre d'un visionnaire, passionnément convaincu de son inspiration divine. Il véhicule d'une manière limpide le génie et la force spirituelle de Mahomet. Bien que la compilation n'ait pas eu lieu de son vivant, le texte a été écrit par son entourage tel que lui-même l'a récité au cours d'une série de révélations. Mahomet se voit comme un instrument passif, un porte-parole de Dieu. Le mot *islam* signifie « soumission » ou « capitulation ». Mahomet croyait devoir transmettre le message de Dieu aux Arabes comme d'autres prophètes avaient porté Sa parole à d'autres peuples, mais lui est certain d'occuper une place particulière. Si d'autres l'ont en effet précédé, révélant des choses que juifs et chrétiens ont entendues (mais déformées), Mahomet est l'ultime prophète. À travers lui, croient les musulmans, Dieu délivre Son dernier message à l'attention de l'humanité.

Le message en question exige un culte exclusif à Allah. Selon la légende, Mahomet serait un jour entré avec ses compagnons dans la Kaaba pour s'acharner sur les idoles, ordonnant de les détruire, à l'exception d'une image de la Vierge et de l'Enfant Jésus qu'il protégea de ses mains. Son enseignement débute dans un centre religieux polythéiste, par un prêche sans compromis en faveur du monothéisme. Puis il poursuit en définissant une série de pratiques nécessaires pour obtenir le salut, ainsi qu'un code social et personnel souvent en opposition aux idées de l'époque, concernant, par exemple, le statut du croyant quels que soient son âge ou son sexe. On comprend aisément que cet

enseignement n’ait pas toujours été bien accueilli. On pouvait y voir une nouvelle influence perturbatrice et pour ainsi dire révolutionnaire, dressant les convertis contre ceux de leur tribu qui adoraient d’autres dieux ou pratiquaient différemment le culte, ce qui leur vaudrait sans doute d’être damnés. L’industrie du pèlerinage risquait elle aussi d’être mise à mal (bien que, en fin de compte, elle ne s’en portât que mieux, car Mahomet insistait lourdement sur la valeur du pèlerinage dans un lieu aussi saint). Enfin, sur le plan communautaire, les liens du sang occupent la seconde place, derrière le partage de la foi : c’est la confrérie des croyants qui est à l’origine de la communauté, et non les clans familiaux.

Rien d’étonnant donc à ce que les chefs de sa tribu s’en prennent à Mahomet, contraignant une partie de ses disciples à émigrer en Éthiopie, pays monothéiste où le christianisme a déjà pénétré. Les récalcitrants restés sur place se voient infliger un boycott économique. Mahomet apprend qu’il peut trouver meilleur accueil à Yathrib, autre oasis située à environ 400 kilomètres plus au nord. Précédé de deux cents adeptes, le Prophète quitte La Mecque pour Yathrib en 622. Cette émigration − l’« Hégire » − marque l’an zéro du calendrier musulman, et Yathrib deviendra Médine, la ville du Prophète.

Médine aussi est perturbée par des transformations socio-économiques, mais contrairement à La Mecque elle n’est pas sous la domination d’une tribu unique et toute-puissante, car deux clans rivaux se la disputent. De plus, il s’y trouve d’autres Arabes qui adhèrent au judaïsme. Ces divisions favorisent la prééminence de Mahomet. Les familles converties accordent l’hospitalité aux immigrés. Avec les premiers disciples, ils vont former la future élite de l’islam : les compagnons du Prophète. Les instructions que leur donne Mahomet indiquent une nouvelle orientation : le Prophète se tourne désormais vers l’organisation d’une communauté. L’insistance des révélations de La Mecque sur

la spiritualité s’efface derrière des déclarations pratiques sur la nourriture, la boisson, le mariage et la guerre. L’islam prend désormais sa teinte caractéristique, celle d’une religion doublée d’une culture et d’une communauté.

Médine sert de point de chute à Mahomet pour soumettre La Mecque d’abord, puis les tribus arabes. Le Prophète dispose d’un principe unificateur avec le concept de l’*oumma*, la « communauté des croyants ». Celle-ci intègre les Arabes (avec, au début, les Juifs) dans une société qui conserve une grande partie du cadre tribal traditionnel, en mettant l’accent sur la structure patriarcale, pour autant qu’elle n’entre pas en conflit avec la nouvelle confrérie musulmane. La Mecque garde même son statut officiel de lieu de pèlerinage. Au-delà, les intentions de Mahomet ne sont pas très claires. Il a fait des ouvertures aux tribus juives de Médine mais, comme elles ont refusé ses conditions, il les a chassées. Il ne reste donc que la seule communauté musulmane, ce qui n’implique pas nécessairement l’existence d’un conflit durable avec le judaïsme ou son relais, le christianisme. Des liens doctrinaux sont présents dans la forme − le monothéisme − et les Écritures, même si, avec leur conception de la sainte Trinité, les chrétiens passent pour avoir versé dans le polythéisme. Aux yeux de Mahomet comme dans le Coran, chrétiens et juifs ne sont pas des infidèles mais des frères croyants qui n’ont pas encore ouvert les yeux sur le renouvellement du message divin.

Mahomet meurt en 632, à un moment où la communauté qu’il a rassemblée court un risque sérieux de division et de désintégration. Pourtant, elle va servir de fondation à deux grands Empires arabes qui domineront des périodes successives de l’histoire, à partir de deux centres de gravité différents. Chacun d’eux reposera sur une institution essentielle, le califat, avec à sa tête un calife, héritier de Mahomet, à la fois prédicateur et détenteur de l’autorité sur la communauté. On ne constate alors aucune tension entre

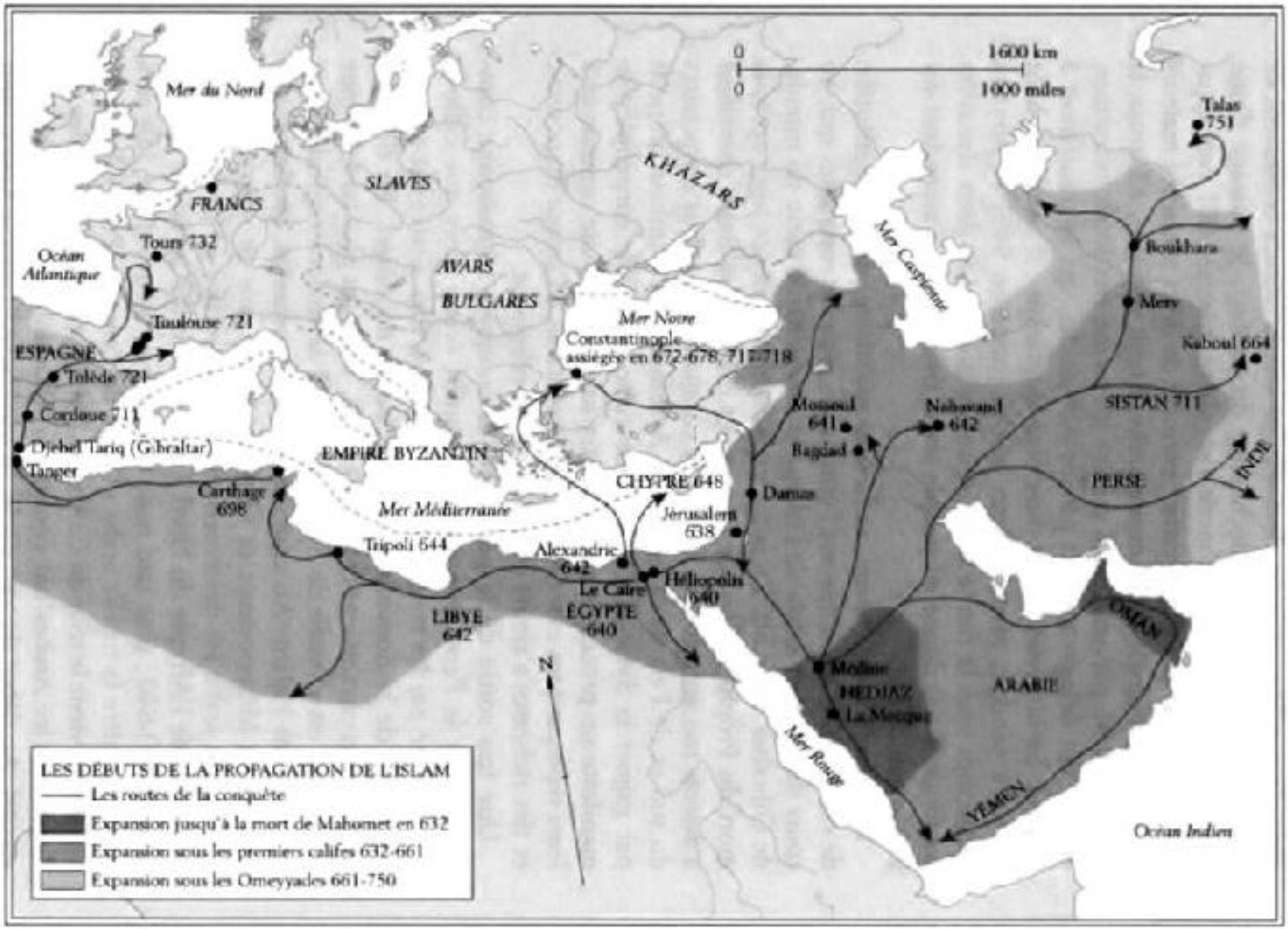
autorité religieuse et laïque, rien de ce dualisme « Église-État » qui marquera la politique chrétienne pendant plus d'un millier d'années. On a dit de Mahomet, fort justement, qu'il était son propre Constantin − prophète et souverain à la fois. Ses successeurs ne seront pas prophètes comme lui, mais pendant longtemps ils profiteront de l'unité des pouvoirs religieux et politiques reçue en héritage.

Les premiers califes « patriarcaux » sont tous des Quraychites, apparentés pour la plupart au Prophète, par alliance ou par les liens du sang. Très vite, on leur reproche leur richesse et leur position et on les accuse de se comporter comme des tyrans ou des exploiteurs. Le dernier d'entre eux est déposé puis assassiné en 661, après une série de conflits au cours desquels les conservateurs contestent ce qu'ils estiment être une déchéance du califat : le passage d'une fonction religieuse à une fonction séculière. L'année 661 voit apparaître le califat des Omeyyades, premier de deux schismes majeurs dans la chronologie de l'Empire arabe. Établi en Syrie, à Damas, la capitale, il ne parvient pas à mettre un terme aux luttes intestines, et il se fait déloger en 750 par les Abbassides, qui le transfèrent à Bagdad. Le nouveau califat dure plus longtemps : il tiendra le haut du pavé pendant presque deux siècles (jusqu'en 946) et survivra longtemps sous la forme d'un régime fantoche. Les deux dynasties confondues ont donné au peuple arabe trois siècles d'ascendant sur le Moyen-Orient.

La première expression, et la plus manifeste, de la constitution de cet Empire islamique est l'étonnante série de conquêtes qui, au cours du premier siècle de l'islam, va redessiner la carte du monde, de Gibraltar à l'Indus. En fait, l'expansion commence juste après la mort du Prophète, lorsque le premier calife, Abu Bakr, cherchant à asseoir son autorité, se lance à la conquête des tribus réfractaires du sud et de l'est de la péninsule Arabique. Les combats finissent par gagner la Syrie et l'Irak. Dans cette péninsule

surpeuplée se manifeste un processus analogue aux troubles en Asie centrale et à leurs répercussions extérieures, mais, cette fois, à l'amour du pouvoir et des richesses s'ajoute une dimension religieuse.

Une fois sortie de la péninsule, la conquête musulmane commence par la Perse sassanide. Le conflit éclate alors que celle-ci est éreintée par les successeurs d'Héraclius. Eux aussi vont essuyer les coups de la nouvelle puissance surgie du désert. En 633, les musulmans envahissent la Syrie et l'Irak. Trois ans plus tard, l'armée byzantine est chassée de Syrie et en 638 Jérusalem capitule à son tour devant l'islam. Au cours des années suivantes, les Sassanides perdent la Mésopotamie et l'Égypte, à peu près en même temps. Une flotte arabe est désormais constituée, prête à se lancer dans la conquête de l'Afrique du Nord. Chypre subit des invasions dans les années 630-640 ; plus tard mais toujours au même siècle, l'île sera partagée entre la tutelle arabe et celle de l'empire. Puis, à la fin du VII^{e} siècle, vient le tour de Carthage. Entre-temps, les Sassanides ont disparu et les Arabes ont conquis le Khorassan en 655, et Kaboul en 664. Au début du VIII^{e} siècle, ils traversent l'Hindou-Kouch pour envahir le Sind, qu'ils occupent entre 708 et 711.


0
1600 km
0
1600 miles
Mer du Nord
FRANCS
SLAVES
KHAZARS
Mer Caspienne
Talas 751
Océan Atlantique
Tours 732
AVARS
BULGARES
Mer Noire
Boukhara
Merv
Toulouse 721
Constantinople assiégée en 672-678, 717-718
Nahoud 664
ESPAGNE
Tolède 721
Cordoue 711
Mossoul 641
Nahavand 642
SISTAN 711
Djebel Tariq (Gibraltar)
Tanger
EMPIRE BYZANTIN
Bagdad
INDE
PERSE
CHYPRE 648
Damas
Carthage 698
Mer Méditerranée
Jérusalem 638
Tripoli 644
Alexandrie 642
Héliopolis 640
Le Caire
ÉGYPTE 640
LIBYE 642
OMAN
N
Médine
HEDJAZ
La Mecque
ARABIE
Mer Rouge
YÉMEN
Océan Indien
LES DÉBUTS DE LA PROPAGATION DE L'ISLAM
Les routes de la conquête
Expansion jusqu'à la mort de Mahomet en 632
Expansion sous les premiers califes 632-661
Expansion sous les Omeyyades 661-750

Cette même année, une armée arabe alliée à des Berbères traverse le détroit de Gibraltar (qui tire précisément son nom du chef berbère Tariq : il s'agit du *Djebel Tariq*, le « mont de Tariq »). De là, les Arabes pénètrent en Europe, où ils font voler en éclats le royaume wisigoth. En 732, cent ans après la mort du Prophète, une armée musulmane poursuit ses razzias en France mais, déconcertée par des lignes de communication trop étendues et l'approche de l'hiver, elle fait demi-tour près de Poitiers. Les Francs qui l'affrontent et tuent son commandant revendiquent la victoire. Quoi qu'il en soit, pour la conquête musulmane de l'Occident, c'est là que se situera la ligne des hautes eaux, même si au cours des années suivantes d'autres razzias permettront aux Arabes d'avancer jusque dans le Haut-Rhône. Quel que soit ce qui a mis un terme à la progression des « Sarrasins » (peut-être simplement leur manque d'intérêt pour la conquête de l'Europe, une fois éloignés des régions chaudes du littoral méditerranéen), la réussite des razzias musulmanes en Occident demeure un fait étonnant, bien que la vision fantaisiste d'un enseignement du Coran à Oxford, comme l'imaginait l'historien anglais Edward Gibbon, n'ait jamais été une réalité, ni de près ni de loin, du moins jusqu'à notre époque.

À l'est aussi, l'avance arabe est finalement stoppée. Fait remarquable pour beaucoup, les Byzantins vont se montrer une fois encore à la hauteur des circonstances, même si cette reprise intervient après deux sièges de Constantinople et une redéfinition des frontières de la partie orientale de l'empire, limitée aux Balkans et à l'Anatolie occidentale. En Asie centrale, en 751, l'armée chinoise de la dynastie Tang est vaincue par les forces arabes, dans le Pamir oriental, mais les musulmans ne poursuivent pas leurs ennemis jusqu'à l'intérieur du territoire chinois. L'islam établit sa frontière le long des monts du Caucase et de l'Oxus, après une cuisante défaite devant les Khazars en Azerbaïdjan. Sur tous les fronts, d'Europe occidentale, d'Asie centrale,

d’Anatolie et du Caucase, la vague des conquêtes arabes commence à refluer. Nous sommes au milieu du VIII^{e} siècle.

La déferlante musulmane n’a pas été continue. L’agressivité arabe s’est pour ainsi dire essoufflée lors des querelles intestines qui ont précédé l’instauration du califat omeyyade, et, au cours des deux dernières décennies du VII^{e} siècle, les musulmans se sont livrés d’âpres combats. Pendant longtemps, cependant, les Arabes ont été favorisés par les circonstances. Leurs premiers grands ennemis, les Perses et les Byzantins, adversaires acharnés depuis des siècles, étaient tous deux très engagés sur d’autres fronts. Après l’effondrement de la Perse, Byzance a dû se battre encore contre ses ennemis du Nord et de l’Ouest, les repoussant d’une main tout en se colletant avec les Arabes de l’autre. Nulle part ces derniers n’ont rencontré, en s’approchant de la Chine, un adversaire comparable à l’Empire byzantin. C’est pourquoi ils ont poussé leurs conquêtes jusqu’à la limite de ce qui était géographiquement permis ou de ce qui les attirait, et parfois leur défaite a montré qu’ils avaient outrepassé leurs capacités. Pourtant, même face à un redoutable adversaire, ils disposaient encore d’atouts militaires importants.

Les effectifs de l’armée étaient recrutés parmi des combattants affamés à qui le désert d’Arabie ne laissait guère d’alternative − la surpopulation est un aiguillon efficace. Leur confiance dans les enseignements du Prophète, selon lesquels mourir en se battant contre les infidèles est le plus sûr chemin d’accès au paradis, constituait un immense avantage sur le plan moral. Et puis ils attaquaient des pays dont la population était souvent déjà mécontente des princes régnants. En Égypte, par exemple, l’orthodoxie byzantine avait fait émerger des minorités dissidentes et marginales. Pourtant, l’addition de tous ces éléments n’en rend pas moins stupéfiant le succès des Arabes. Au fond, son explication réside sans doute dans l’effet stimulant d’un idéal religieux capable de mobiliser les

foules. Les Arabes croyaient accomplir la volonté de Dieu et créer par la même occasion une nouvelle confrérie ; ils ont su éveiller en eux un enthousiasme semblable à celui des futurs révolutionnaires. Et les conquêtes n'ont été que le début de l'histoire de l'impact de l'islam sur le monde. Sa variété et sa complexité n'ont de comparables que celles du judaïsme ou du christianisme. On a pu croire un temps qu'aucune force au monde ne résisterait à l'islam. Il ne devait pas en être ainsi, mais ces conquêtes et conversions allaient permettre l'édification de l'une des grandes cultures de l'humanité.

En 661, le gouverneur arabe de la Syrie, Muawiya, se proclame calife après une révolte réussie et l'assassinat du calife Ali, cousin et gendre du Prophète (sans y avoir participé, cependant). L'événement met fin à une période d'anarchie et de divisions, et donne naissance au califat des Omeyyades. Au sein des populations arabes, cette usurpation confère l'ascendant politique aux plus puissants des Quraychites, ceux-là mêmes qui, à La Mecque, s'étaient opposés à Mahomet. Muawiya établit sa capitale à Damas et, plus tard, désigne son fils comme successeur, introduisant ainsi le principe dynastique.

La domination omeyyade marque aussi le début d'un schisme au sein de l'islam : un groupe dissident, les chiites, ne reconnaît le droit d'interpréter le Coran qu'aux seuls descendants de Mahomet. Selon eux, la voix divine a désigné Ali, le calife assassiné, comme imam exempt de péché ou d'erreur dont la fonction est transmise à ses descendants. Ils s'appuient sur le Coran et d'autres textes fondamentaux, les *hadiths* − paroles du Prophète et des premiers imams. Au fil du temps, l'effet persuasif des chiites exercera une influence particulière en Perse, en Mésopotamie et en Azerbaïdjan, où ils représentent aujourd'hui une grande partie de la population. Mais, dans l'ensemble du bloc islamique, ils constituent une minorité, souvent persécutée. Leur premier chef, Hussein, fils d'Ali et

de Fatima, la fille de Mahomet, est tué à la bataille de Kerbala en 680, devenant ainsi le premier d'une longue lignée de martyrs chiites.

Les partisans du calife des Omeyyades, les sunnites, estiment que l'autorité doctrinale est du ressort de la communauté musulmane et qu'avec le califat elle a changé de main. Ils insistent sur le fait que la *Sunna*, récit de la vie du Prophète, constitue l'adjuvant le plus important du Coran. Avec la création d'une armée de métier et un système de taxation des infidèles pour en assurer le financement, un pas décisif est franchi : on s'éloigne d'un monde arabe uniquement tribal. Le siège de la capitale omeyyade contribue beaucoup, lui aussi, à changer le style de la culture islamique, de même que les goûts personnels du premier calife. La Syrie est un État méditerranéen, mais Damas se situe à la frontière des terres cultivées du Croissant fertile et des zones arides du désert : le cœur de la ville bat au rythme de ces deux mondes. Pour les Arabes du désert, le premier est certainement le plus attrayant. La Syrie a connu une longue période hellénistique et la femme et le médecin du calife sont chrétiens. Tandis qu'en Europe les Barbares se tournent vers Rome, les Arabes se laissent façonner par l'héritage grec.

Le premier califat omeyyade reconquiert rapidement les territoires orientaux aux mains des dissidents qui résistent au nouveau régime et le chiisme se voit contraint à la clandestinité. S'ensuivent cent années glorieuses dont l'apogée se situe sous les sixième et septième califes, entre 685 et 705. Malheureusement, nous connaissons mal l'histoire de la période omeyyade et de ses institutions. Parfois, des découvertes archéologiques éclairent des tendances générales et révèlent l'influence des Arabes sur leurs voisins. Les archives étrangères et les récits des chroniqueurs retracent des événements importants, mais sur les débuts de l'histoire arabe il n'existe pratiquement que des documents épars cités ici et là par un auteur de la

région. La religion musulmane n’avait pas non plus de bureaucratie ecclésiastique centralisée. Il n’existait rien dans l’islam qui eût, même de loin, l’ampleur des archives de la papauté, par exemple, contrairement à ce que l’analogie entre les fonctions de pape et de calife pouvait raisonnablement laisser espérer. Au lieu des registres administratifs permettant de mettre en lumière des continuités, on ne trouve que des recueils d’éléments occasionnels conservés presque par hasard, comme une masse de papyrus d’origine égyptienne, des accumulations spécifiques de certains documents par des communautés minoritaires (les Juifs, par exemple), ainsi que des pièces de monnaie et des inscriptions. L’immense corpus de la littérature arabe, imprimés ou manuscrits, fournit de plus amples détails, mais il reste toujours plus difficile d’énoncer avec certitude des vérités générales sur le gouvernement des califats que d’évoquer l’Empire byzantin.

Il semble néanmoins que les premières dispositions des califes, héritées des califats patriarcaux, soient très souples et très simples − peut-être trop élastiques d’ailleurs, comme le montre la défection des Omeyyades. Ces derniers se lancent dans les conquêtes pour le tribut qu’ils en retirent plus que pour assimiler des peuples, d’où une série de compromis avec les structures existantes. Sur le plan administratif et politique, les premiers califes ont pris la relève des gouvernements précédents. Les dispositions en vigueur dans les Empires byzantin et sassanide n’ont pas changé ; le grec est la langue officielle du gouvernement de Damas, et à Ctésiphon, l’ancienne capitale sassanide, on pratique le parsi jusqu’au début du VIII^{e} siècle. Sur le plan institutionnel, globalement, les Arabes ne changent rien aux sociétés qu’ils absorbent, sauf en matière de fiscalité.

Cela ne signifie nullement, bien sûr, que les choses continuent comme avant. Dans le nord-ouest de la Perse, par exemple, la conquête arabe semble suivie d’un déclin du commerce et d’une diminution de la population, qu’il serait

difficile de ne pas lier à l'effondrement du système complexe de drainage et d'irrigation que les Sassanides avaient réussi à préserver. En d'autres lieux, les effets de la conquête arabe sont moins drastiques. Les vainqueurs évitent de se mettre à dos les peuples soumis en les obligeant à accepter l'islam, mais ils instaurent une hiérarchie au sommet de laquelle figurent les musulmans arabes. Juste après viennent les vaincus récemment convertis, et ensuite les *dhimmis*, liés aux Arabes par un pacte de protection, tels les juifs et les chrétiens. Au bas de l'échelle figurent les païens et ceux qui n'adhèrent à aucune religion révélée. Aux premiers temps, les Arabes vivent séparés des autochtones, comme une caste militaire, dans des villes spéciales, et leur rémunération vient du produit des impôts locaux, mais ils ne sont pas autorisés à se lancer dans le commerce ou à posséder des terres.

Une telle organisation ne peut être longtemps maintenue. À l'instar des coutumes bédouines importées du désert, la ségrégation subit l'érosion de la vie de garnison. Progressivement, les Arabes deviennent propriétaires terriens et agriculteurs, transformant leurs villes-camps, les *amsar*, en cités nouvelles, cosmopolites, telles Koufa ou Bassora, le grand entrepôt du commerce avec l'Inde. De plus en plus, ils se mêlent à la population locale dans une relation à deux sens, car les élites indigènes connaissent un processus d'arabisation administrative et linguistique. Les califes nomment de plus en plus de fonctionnaires dans les provinces et, vers le milieu du VIII^{e} siècle, l'arabe est devenu presque partout la langue officielle. Avec la monnaie unique, à graphie arabe, c'est la preuve formelle que les Omeyyades ont réussi à poser les fondations d'une civilisation nouvelle et éclectique. Cette évolution est plus rapide en Irak, où elle est favorisée par la prospérité liée au nouveau dynamisme commercial qu'insuffle la paix arabe.

L'affirmation de leur autorité est une source d'ennuis pour les califes omeyyades. Les potentats locaux, surtout dans la

moitié orientale de l'empire, voient d'un mauvais œil cette ingérence dans leur indépendance. Alors que beaucoup d'aristocrates des anciens territoires byzantins ont émigré à Constantinople, l'élite perse n'a pas eu cette possibilité. N'ayant nulle part où aller, elle a été contrainte de rester sur place et s'irrite de sa subordination aux Arabes, qui lui ont pourtant laissé une grande partie de son autorité locale. À cela s'ajoute le fait que les derniers califes omeyyades sont des personnages médiocres et ne forcent nullement le respect qu'ont mérité les grands hommes de la dynastie. Lorsqu'ils cherchent à oublier la monotonie de leur existence dans les villes dont ils ont la charge, ils partent s'installer dans le désert non pour retrouver la vie de Bédouin, mais pour profiter de leurs nouvelles villes et palais, certains lointains et luxueux, équipés de bains chauds et de grands enclos de chasse, avec plantations et jardins irrigués pour les alimenter.

Pour les désenchantés, les chiites d'abord, les occasions ne manquent pas. Outre leur attractivité première, politique et religieuse, ils tirent de plus en plus parti des revendications sociales des convertis musulmans non arabes, particulièrement en Irak. Dès le début, sous le régime omeyyade, s'est opérée une distinction très nette entre les musulmans nés dans une tribu arabe et les autres. Le nombre de ces derniers augmente rapidement ; les Arabes n'ont pas cherché à convertir la population (au début, ils ont même parfois tenté de l'en dissuader), mais l'attrait d'une foi conquérante est accompagné d'un atout puissant : y adhérer permet de réduire le montant d'impôts à payer. Autour des garnisons, l'islam se propage rapidement dans la population non arabe, élevée pour répondre à leurs besoins. La religion musulmane rencontre également beaucoup de succès auprès des élites locales chargées de l'administration au quotidien. Nombre de ces néomusulmans, les *mawali*, finissent par devenir soldats eux aussi. Ils se sentent cependant de plus en plus aliénés et

exclus de la société aristocratique purement arabe. Le puritanisme et l'orthodoxie des chiites, aliénés eux aussi, mais pour des raisons politiques et religieuses, exercent sur eux un attrait puissant.

À l'est éclatent des troubles de plus en plus fréquents annonçant l'effondrement de l'autorité omeyyade. En 749, Abu al-Abbas est proclamé calife à la mosquée de Koufa, en Irak. Pour les Omeyyades, c'est le début de la fin. Le nouveau calife, descendant direct d'un oncle de Mahomet, annonce son intention de redonner une certaine orthodoxie au califat. Il plaît à de nombreux opposants, notamment aux chiites. Son nom complet a une signification prédestinée : « le sanguinaire ». En 750, Abu al-Abbas bat le dernier calife omeyyade et le fait exécuter. Un dîner est organisé pour les hommes de la maison vaincue ; les convives y sont assassinés avant même d'avoir mangé l'entrée, que l'on sert ensuite à leurs hôtes. Avec ce grand ménage débute une période de presque deux siècles au cours desquels le califat abbasside règne sur le monde arabe. Le premier sera le plus glorieux.

Le soutien dont bénéficient les Abbassides dans les territoires arabes orientaux se reflète dans le transfert de la capitale en Irak, à Bagdad, un simple village chrétien au bord du Tigre. Les répercussions de ce changement sont multiples : l'influence hellénistique s'affaiblit ; le prestige de Byzance semble perdre de son caractère incontestable. L'ascendant perse acquiert une nouvelle importance, particulièrement dans les domaines politique et culturel. On observe également un changement au sein de la caste dirigeante, assez drastique pour amener quelques historiens à parler de révolution sociale. Désormais, les gouvernants ne sont plus nécessairement arabes mais seulement arabophones. Cette matrice, constituée à partir d'une seule religion et d'une seule langue, masque une élite gouvernante issue de peuples venant de tout le Moyen-Orient. Ce sont presque toujours des musulmans, mais

souvent des convertis ou des enfants de convertis. Le cosmopolitisme de Bagdad reflète cette nouvelle diversité culturelle. La grande ville qu'elle est devenue se pose en rivale de Constantinople, avec peut-être un demi-million d'habitants ; c'est la parfaite antithèse du mode de vie que les premiers conquérants arabes ont apporté du désert. Un grand empire réunit de nouveau tout le Moyen-Orient. Sans rupture avec l'idéologie passée, cependant, car, après avoir longtemps lanterné en évoquant d'autres possibilités, les califes abbassides reprennent à leur compte l'orthodoxie sunnite de leurs prédécesseurs, ce que confirmeront bientôt la déception et l'agacement des chiites qui ont contribué à leur accession au pouvoir.

Les Abbassides sont violents et, une fois victorieux, ils ne prennent aucun risque, étouffant l'opposition avec autant de célérité que de férocité et muselant leurs anciens alliés susceptibles de mal tourner. Plus que la confraternité avec l'islam, c'est la loyauté envers la dynastie qui devient la base de l'empire, reflétant ainsi l'ancienne tradition perse. Les Abbassides font cependant grand cas de la religion, qu'ils érigent en pilier de la dynastie, persécutant ceux qui ne la professent pas. Une innovation majeure est apportée à la machine gouvernementale, plus élaborée : la création de la fonction de vizir (qui restera le monopole d'une seule famille jusqu'à son anéantissement par le calife Haroun al-Rachid). La structure tout entière se bureaucratise, les taxes foncières générant des recettes assez importantes pour entretenir les fastes de la monarchie. Néanmoins, les distinctions provinciales demeurent bien réelles. Le poste de gouverneur tend à devenir héréditaire et, de ce fait, l'autorité centrale est fatalement contrainte à la position défensive. Les gouverneurs ont de plus en plus de pouvoir pour décider des affectations et de la gestion des impôts. Il n'est pas facile de définir le pouvoir réel du califat, car il régit un éventail de provinces assez éloignées les unes des

autres, dont la véritable dépendance est très liée aux circonstances du moment.

Nul ne saurait pourtant douter de la richesse et de la prospérité des Abbassides à l'apogée de la dynastie. Toutes deux reposent non seulement sur l'importance de la main-d'œuvre disponible et l'existence de vastes territoires, où l'agriculture se pratique en toute sérénité durant la paix arabe, mais aussi sur les conditions favorables aux échanges commerciaux qui en résultent. La gamme de matières premières en circulation est plus étendue qu'elle ne l'a jamais été, tout comme la zone d'échanges, surtout à l'est − les Abbassides ont sur le monde un point de vue nettement plus oriental que leurs prédécesseurs. Le fils d'Haroun, al-Mamoun, a même, un temps, transféré la capitale à Merv, en Asie centrale. Ces points forts contribuent à relancer le commerce dans les villes situées sur les itinéraires caravaniers qui traversent les pays arabes d'est en ouest. Les richesses du Bagdad d'Haroun al-Rachid reflètent la prospérité qu'elles apportent.

Dans les territoires arabes, la civilisation musulmane atteint son apogée sous les Abbassides. Paradoxalement, c'est au déplacement de son centre de gravité loin de la péninsule et du Levant qu'elle le doit. L'islam a en effet doté ces territoires d'une organisation politique qui, en assurant la cohésion d'une immense étendue, a servi de berceau à une culture avant tout synthétique, un melting-pot avant l'heure des idées hellénistiques, chrétiennes, juives, zoroastriennes et hindoues. Sous les Abbassides, la culture arabe accède plus intimement à la tradition persane et établit un nouveau contact avec l'Inde. Elle y gagne un regain de vigueur et une nouvelle créativité.

La civilisation abbasside voit arriver entre autres la grande époque des traductions en arabe, la nouvelle « *lingua franca* » du Moyen-Orient. Des érudits chrétiens et juifs mettent à la portée des lecteurs arabes les œuvres de Platon et d'Aristote, d'Euclide et de Galien, introduisant

ainsi les catégories grecques au sein de la culture arabe. La tolérance de l'islam envers ses tributaires le permettait, en principe, dès la conquête de la Syrie et de l'Égypte, mais les traductions les plus importantes sont réalisées sous les premiers califes abbassides. Tout cela peut être retracé de façon quasi certaine, mais il est plus difficile d'en déterminer les implications. Si les textes de Platon sont dorénavant à la portée de tous, il n'en s'agit pas moins du Platon de la fin de la culture hellénistique, vu au travers des interprétations des moines chrétiens et des intellectuels sassanides.

La culture influencée par ces ouvrages est essentiellement littéraire. L'islam de l'Empire arabe produit des édifices magnifiques, de beaux tapis et des céramiques d'un grand raffinement, mais son grand moyen d'expression reste le verbe, oral et écrit. Les grands ouvrages scientifiques arabes sont eux-mêmes souvent de lourds compendiums. L'accumulation de cette littérature représente un volume énorme dont une grande partie reste ignorée des érudits, qui ne la lisent pas. Une perspective pleine de promesses : l'absence de documents d'archives concernant les débuts de l'islam est heureusement contrebalancée par ce volumineux corpus littéraire présent sous des formes variées, excepté la forme théâtrale. La profondeur de sa pénétration au sein de la société islamique reste obscure, bien que, manifestement, la population instruite se sente capable d'écrire des vers et sache juger des prestations des chanteurs et des bardes. Les établissements scolaires sont nombreux : le monde musulman est probablement très cultivé comparé à l'Europe médiévale, par exemple. Il est plus délicat de jauger l'enseignement supérieur, directement lié à la religion car dispensé dans les mosquées ou des institutions spéciales tenues par des enseignants religieux. Difficile de dire, par conséquent, à quel point l'effet potentiellement discordant et stimulant des idées tirées des autres cultures se fait

sentir en deçà du niveau des grands intellectuels et scientifiques musulmans. Néanmoins, dès le VIII^e^ siècle, les nombreux germes d'une culture propice à la remise en cause et à l'autocritique sont déjà en place.

Ses plus grands gouvernants situent l'apogée de la culture arabe aux XI^e^ et X^e^ siècles en Orient, et aux XI^e^ et XII^e^ siècles en Espagne. Si son histoire et sa géographie sont toutes deux très impressionnantes, la palme revient aux sciences et aux mathématiques : nous employons toujours les « chiffres arabes », qui ont permis l'écriture décimale positionnelle, beaucoup plus simple que la numération romaine, présentée par un arithméticien arabe bien que développée en Inde, l'autre grande source de savoir en dehors de la Grèce. Cette fonction de transmission, inhérente à la culture arabe, a toujours été importante et caractéristique, mais elle ne doit pas masquer son originalité. Le nom du plus grand des astronomes musulmans, al-Khawarizmi, à qui l'on doit l'algèbre (il a écrit un livre intitulé *al-Jabr*) et l'algorithme, trahit des origines perses (le berceau de sa famille est l'actuel Ouzbékistan). Son œuvre, ainsi que celle d'un autre Perse de la même époque, le mathématicien al-Fazari, reflète bien la situation de la culture arabe, à la confluence des savoirs des peuples tributaires. Leurs mathématiques et tables astronomiques constituent néanmoins de hauts faits d'armes, à l'image de cette synthèse que l'empire a permise.

Les traductions de l'arabe vers le latin sont d'une importance capitale pour le monde chrétien. Vers la fin du XII^e^ siècle, en effet, la plupart des ouvrages d'Aristote sont disponibles dans cette langue, nombre d'entre eux ayant transité par l'arabe. À l'époque, la réputation et l'admiration suscitée par les auteurs arabes parmi les érudits chrétiens constituent une véritable reconnaissance de leur importance. Du plus grand de leurs philosophes, al-Kindi, il subsiste aujourd'hui plus d'ouvrages en latin qu'en arabe, et

l’on trouve également un hommage de Dante à Ibn Sina (connu en Occident sous le nom d’Avicenne) et Averroès dans la *Divine Comédie*. Le poète florentin, qui attribue aux grands hommes leur destin *post mortem*, les situe en effet dans le premier cercle de l’Enfer (les limbes), en compagnie de Saladin, le héros des croisades, musulman d’origine kurde. De toute la période chrétienne, ce sont les seuls qui auront droit à ce traitement de faveur. Les médecins persans qui se sont illustrés dans la littérature médicale arabe ont laissé des ouvrages qui, pendant des siècles, ont servi de manuels de référence dans les écoles de médecine occidentales. Encore aujourd’hui, les langues européennes sont ponctuées de mots qui témoignent de l’importance des travaux des grands savants originaires de cette culture : « zéro », « chiffre », « almanach », « algèbre » et « alchimie ». La pérennité du vocabulaire commercial − « tarif », « douane », « magasin » − rappelle elle aussi la supériorité des techniques arabes dans ce domaine ; leurs marchands enseignaient aux chrétiens la façon de tenir les comptes. Un souverain d’Angleterre a même fait frapper sa monnaie sur le modèle des dinars.

De façon tout à fait remarquable, cette circulation culturelle est presque entièrement à sens unique. Au Moyen Âge, à une époque où les savants arabes se passionnent pour l’héritage culturel laissé par la Grèce, la Perse et l’Inde, un seul texte latin semble avoir fait l’objet d’une traduction en arabe, et un pauvre morceau de papier contenant quelques mots en langue germanique et leur équivalent en arabe constitue l’unique témoignage, en huit cents ans d’Espagne musulmane, d’un quelconque intérêt porté aux langues occidentales autres que celles pratiquées dans la péninsule. Les Arabes considéraient la civilisation des pays froids du Nord comme une piètre aubaine, un peu simpliste, ce qui sans doute était exact. En revanche, Byzance les impressionnait.

Dans le domaine des arts visuels, une culture arabe fondée sous la dynastie omeyyade se développe aussi sous les Abbassides, mais elle est de moindre portée que la science musulmane. L'islam en est venu à interdire la reproduction de visages ou de silhouettes, et même si cette injonction n'est pas scrupuleusement respectée, elle empêche longtemps l'apparition d'une peinture ou d'un art sculptural naturalistes. Bien entendu, cette restriction n'affecte en rien les architectes, qui pousseront très loin leur recherche d'un style dont les concepts fondamentaux apparaissent à la fin du VII^{e} siècle : à la fois redevable au passé et propre à l'islam. L'impression produite sur les Arabes par les édifices chrétiens en Syrie sert de catalyseur : ils en tirent des enseignements, mais cherchent à aller plus loin, convaincus que les musulmans devraient disposer de lieux de culte mieux conçus et d'une splendeur plus éclatante que les églises des chrétiens. De plus, un style architectural caractéristique pourrait servir de force séparatrice visible dans le monde non musulman qui entoure les premiers conquérants arabes d'Égypte et de Syrie.

Les musulmans empruntent aux Romains leurs techniques, et aux Hellènes leur notion d'espace intérieur, mais le résultat obtenu est caractéristique. Le monument le plus ancien de l'architecture islamique est le Dôme du Rocher, construit à Jérusalem en 691. Du point de vue du style, c'est un lieu unique dans l'histoire de l'architecture, le premier édifice musulman surmonté d'une coupole. Il a été érigé, semble-t-il, en l'honneur de la victoire de l'islam sur les confessions juive et chrétienne mais, contrairement aux mosquées congrégationnelles, édifiées au cours des trois siècles suivants, le Dôme du Rocher est un sanctuaire à la gloire et pour la protection de l'un des plus hauts Lieux saints des juifs comme des musulmans : d'aucuns croient qu'au sommet de cette colline aurait eu lieu le sacrifice

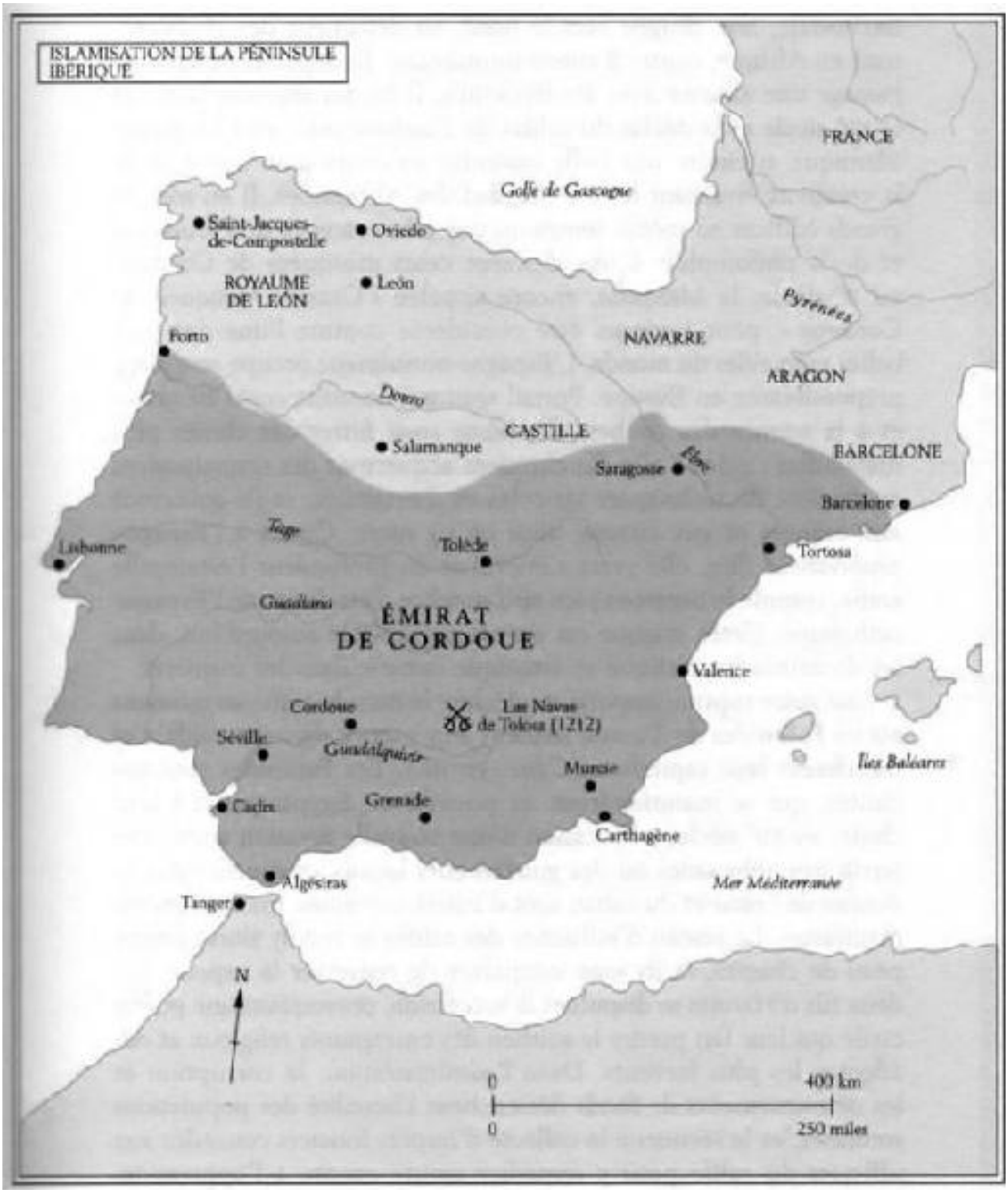
d’Isaac, sacrifice d’Abraham à son Dieu, et que du même endroit Mahomet serait monté au Ciel.

Peu après, à Damas, est édifiée la Grande Mosquée des Omeyyades, la plus imposante des mosquées classiques d’une nouvelle culture. Comme il arrive si souvent dans ce nouveau monde arabe, elle incarne une grande partie du passé − à cet emplacement se dressait une basilique chrétienne qui avait elle-même remplacé un temple de Jupiter − et elle est décorée de mosaïques byzantines. Son originalité réside dans son architecture, tirée du modèle de lieu de prières imaginé par le Prophète pour sa demeure de Médine. L’élément essentiel est le *mirhab*. Cette niche située dans le mur du lieu de prières indique la direction de La Mecque.

Les céramiques et les sculptures, comme la littérature et l’architecture, continuent à se développer et à tirer parti d’éléments glanés dans les cultures du Moyen-Orient et d’Asie. Les potiers s’efforcent de recréer le style et la glaçure de la porcelaine chinoise, venus jusqu’à eux par la route de la Soie. Les arts du spectacle sont moins répandus et semblent avoir peu fait appel à d’autres cultures, qu’elles soient méditerranéennes ou indiennes. On ne connaît pas de théâtre arabe à l’époque, même si l’on apprécie les conteurs, poètes, chanteurs et danseurs. Dans les langues européennes, la commémoration de l’art musical arabe passe par les mots « luth », « guitare » et « rebec ». Les œuvres musicales aussi ont été considérées comme des joyaux de la culture arabe, mais elles sont restées moins accessibles à la sensibilité occidentale que les arts plastiques et visuels.

Parmi les grands noms de cette civilisation, beaucoup écrivent et enseignent encore alors que le déclin de la structure politique est déjà entamé et son effondrement manifeste, situation due en partie au remplacement progressif des Arabes au sein des élites du califat. Mais, à leur tour, les Abbassides perdent le contrôle de leur empire,

des provinces périphériques d’abord, puis de l’Irak. En tant que puissance internationale, ils atteignent très vite leur apogée ; en 782, des troupes arabes sont aux portes de Constantinople. Ce sera la dernière fois. Elles n’iront plus jamais aussi loin. Haroun al-Rachid se verra peut-être témoigner du respect par Charlemagne, mais les premiers signes d’une désagrégation inéluctable sont déjà présents à son époque.



En Espagne, en 756, un prince omeyyade qui n’a pas accepté le sort réservé à sa dynastie s’autoproclame émir, ou gouverneur, de Cordoue. D’autres suivent, au Maroc et en Tunisie. Al-Andalus[4] devra attendre le X^{e} siècle pour

avoir son propre calife (jusqu'alors ses gouverneurs sont des émirs), mais depuis longtemps la région jouit d'une indépendance *de facto*. Il ne faut pas en déduire, cependant, que l'Espagne omeyyade est exempte de troubles. L'islam n'a jamais été maître de toute la péninsule, et au Xe siècle les Francs en récupèrent le nord-est. Les royaumes chrétiens occupent alors le nord du territoire, toujours prêts à amplifier la vague de dissidence en al-Andalus, là où une politique plutôt tolérante à l'égard des adeptes du Christ n'a pas écarté le risque de rébellion.

Néanmoins, al-Andalus, sans embrasser la totalité de la péninsule Ibérique, devient le centre d'un monde musulman. Les Omeyyades développent leur puissance maritime et envisagent une expansion territoriale, non dirigée vers le nord, au détriment des chrétiens, mais en Afrique, contre d'autres musulmans. Ils négocient même au passage une alliance avec les Byzantins. Il faudra attendre le XIe et le XIIe siècle et le déclin du califat de Cordoue pour voir l'Espagne islamique atteindre une belle maturité au cours d'un âge d'or de la créativité rivalisant avec le Bagdad des Abbassides. Il en sort de grands édifices en même temps qu'une effervescence de l'érudition et de la philosophie. L'une des sept cents mosquées de Cordoue au Xe siècle, la *Mezquita*, encore appelée « Grande Mosquée de Cordoue », peut toujours être considérée comme l'une des plus belles merveilles du monde. L'Espagne musulmane occupe une place prépondérante en Europe. Portail spirituel donnant accès au savoir et à la science des Arabes, elle laisse aussi filtrer des choses plus matérielles : grâce à elle, les chrétiens acquerront des connaissances en matière de techniques agricoles et d'irrigation, et ils goûteront aux oranges et aux citrons, ainsi qu'au sucre. Quant à l'Espagne proprement dite, elle verra s'imprimer en profondeur l'estampille arabe, comme le noteront plus tard nombre d'étudiants de l'Espagne catholique. Cette marque est

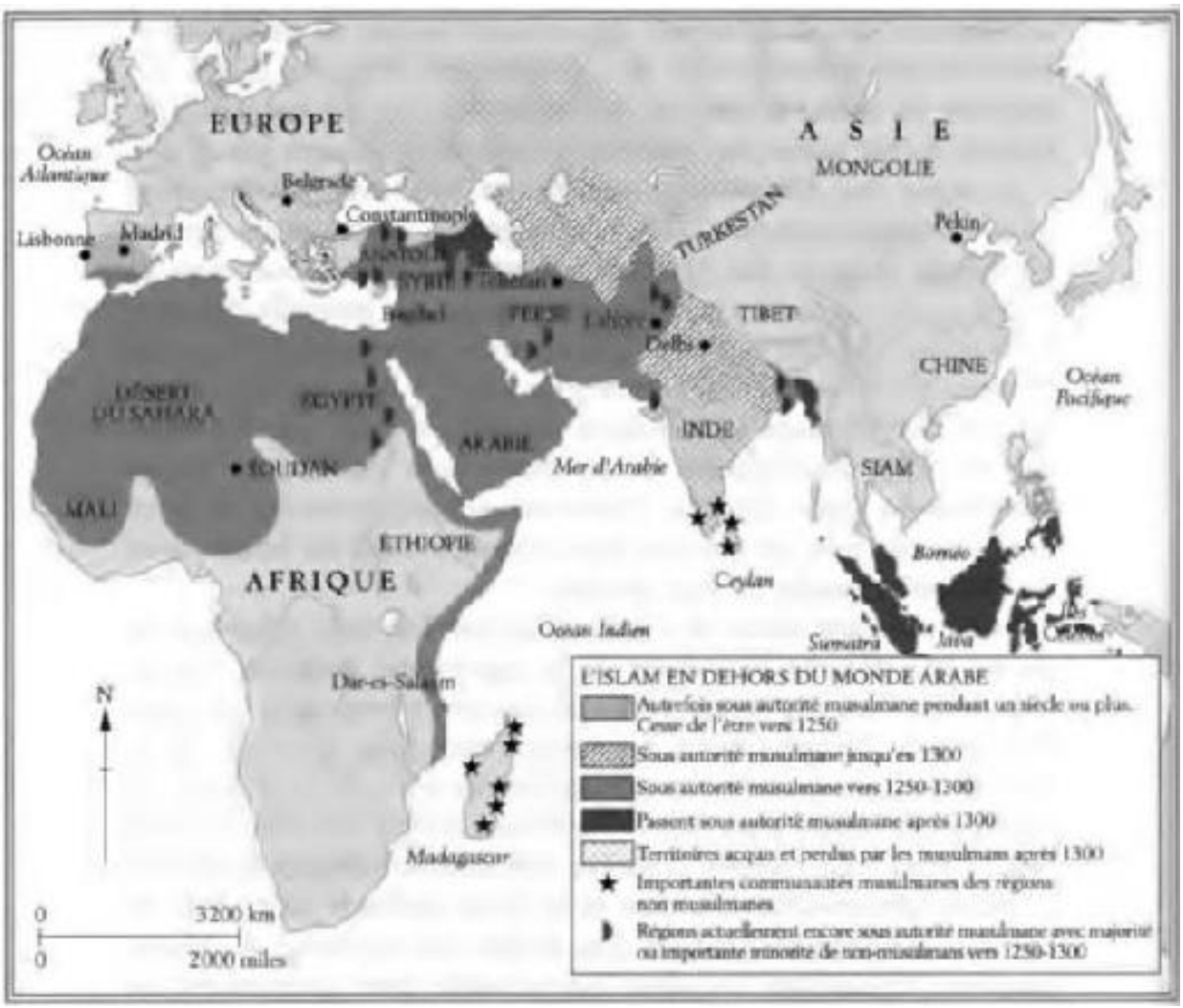
encore perceptible aujourd'hui, dans les domaines linguistique et artistique comme dans les manières.

Une autre rupture importante déchire le monde arabe au moment où les Fatimides de Tunisie fondent leur propre dynastie califale et transfèrent leur capitale au Caire, en 973. Les Fatimides sont des chiites, qui se maintiendront au pouvoir en Égypte jusqu'à leur chute, au XII^{e} siècle, à l'occasion d'une nouvelle invasion arabe. Les territoires abbassides où des gouverneurs locaux commencent à se donner de l'émir et du sultan sont d'autres exemples, quoique moins manifestes. Le réseau d'influence des califes se réduit alors comme peau de chagrin, et ils sont incapables de renverser la vapeur. Les deux fils d'Haroun se disputent la succession, provoquant une guerre civile qui leur fait perdre le soutien des enseignants religieux et des adeptes les plus fervents. Dans l'administration, la corruption et les détournements de fonds déclenchent l'hostilité des populations soumises, et le recours à la collecte d'impôts fonciers concédés aux officiers du calife pour y remédier ajoute encore à l'oppression. L'armée recrute un nombre toujours plus grand de mercenaires étrangers et d'esclaves. À la mort du successeur d'Haroun, elle est presque entièrement constituée de Turcs.

Ainsi des étrangers sont-ils incorporés au sein de la structure même du califat, comme l'Empire romain avait intégré les Barbares occidentaux. Au fil du temps, ils prennent des airs de prétoriens et exercent une domination de plus en plus grande sur les califes. Et, toujours, les chiites et autres sectes exploitent l'opposition populaire. Dans le même temps, la prospérité économique amorce son déclin.

Le règne des Abbassides prend fin en 946, avec la destitution puis le remplacement du calife par un général persan et son armée. En théorie la lignée des Abbassides n'est pas interrompue, mais en réalité ce changement a tout d'une révolution ; la nouvelle dynastie, les Buyides, s'établit

en Perse. L’islam arabe est morcelé ; l’unité du Moyen-Orient touche une fois de plus à sa fin. Bien que les Abbassides survivent jusqu’au massacre du dernier calife par les Mongols en 1258, il ne subsiste aucun empire pour affronter les siècles d’invasions à venir. D’ici là, l’unité musulmane reviendra en force une nouvelle fois, en réaction aux croisades, mais les beaux jours de l’Empire musulman sont révolus.



La nature particulière de l’islam veut que l’autorité religieuse ne puisse être séparée longtemps de la suprématie politique. Aussi, lorsque les Turcs ottomans prennent une place prépondérante dans l’histoire du Moyen-Orient, repoussant encore les frontières de la

nouvelle religion pour la faire progresser de nouveau en Europe, le califat tombe entre leurs mains. Toutefois, malgré cet effondrement final, l'œuvre des Arabes conserve son impressionnante grandeur. L'ancien Moyen-Orient romain et la Perse sassanide sont abolis et Byzance confinée en Anatolie. Les Arabes ont implanté, du Maroc jusqu'en Afghanistan, un islam indéracinable dont l'avènement est à bien des égards révolutionnaire. Certes, il maintient les femmes, par exemple, à un statut inférieur, comme auparavant, mais il leur confère un droit à la propriété dont nombre d'Européennes ne pourront bénéficier qu'au XIX^{e} siècle. Les esclaves eux-mêmes possèdent des droits, et la communauté des croyants ne connaît ni castes ni statuts héréditaires. Cette révolution s'enracine dans une religion qui, comme le judaïsme, ne s'oppose pas aux autres aspects de la vie mais les englobe tous. Chez les musulmans, aucun terme n'existe pour exprimer ce que la tradition chrétienne a érigé en principe catégorique, à savoir la distinction entre le sacré et le profane, entre le spirituel et le temporel. Pour eux, religion et société font un, et cette unité-là a survécu à des siècles de division politique. Il s'agit d'une unité de droit et d'attitude ; l'islam n'est pas une religion fondée sur les miracles (même si elle en revendique certains), mais plutôt sur la pratique et la conviction intellectuelle.

Outre un impact considérable − politique, matériel et intellectuel − sur le monde chrétien, l'islam a un rayonnement qui va bien au-delà du domaine de l'hégémonie arabe : jusqu'en Eurasie centrale au IX^{e} siècle, en Inde entre le VIII^{e} et le XI^{e}, au-delà du Soudan et jusqu'au Niger au XI^{e}. Entre le XII^{e} et le XVI^{e} siècle, la foi musulmane gagnera du terrain en Afrique, où l'islam demeure encore aujourd'hui la confession religieuse qui se propage le plus rapidement. Elle pénètre en Chine au VIII^{e} siècle et y prendra de l'importance au XIII^{e}, grâce à la conversion des Mongols. Au XV^{e} et au XVI^{e} siècle, elle se répandra dans l'océan Indien, jusqu'en territoire malais.

Missionnaires, émigrés et marchands, arabes surtout, la véhiculent avec eux dans les caravanes d'Afrique ou sur leurs boutres, du golfe Persique et de la mer Rouge jusque dans la baie du Bengale. Au XV^{e} et au XVII^{e} siècle, elle se propagera même une dernière fois dans le sud-est de l'Europe. C'est un aboutissement remarquable pour une idée défendue à l'origine par une poignée de tribus sémites. Toutefois, malgré ce prodigieux record, passé le X^{e} siècle, aucun État arabe ne redonnera jamais son unité à l'islam. Celle-ci ne dépassera pas le stade du rêve, un rêve que l'on caresse encore aujourd'hui.

III
Byzance et sa sphère d’influence

En 1453, neuf cents ans après Justinien, Constantinople tombe aux mains des infidèles. « Jamais il n’y eut et n’y aura événement plus terrible », écrit alors un scribe grec. Un événement marquant en effet. En Europe, personne n’y était préparé ; le monde chrétien est sous le choc. Plus que celle d’un État, c’est la fin de Rome. La transmission directe de la civilisation méditerranéenne classique est rompue. Si quelques-uns regardent la chose dans la même longue perspective que les érudits prompts à y voir le châtiment mérité des Grecs pour le sac de Troie, l’événement marque tout de même la fin d’une culture vieille de deux mille ans. Abstraction faite du monde païen de la civilisation hellénistique et de la Grèce antique, les mille ans de l’Empire chrétien de Byzance forment un continuum assez impressionnant pour que ce passage à trépas prenne des allures de tremblement de terre.

Cette histoire fait partie de celles dont il est utile de connaître la fin en même temps que le commencement. S’agissant de l’Empire byzantin, encore appelé Empire romain d’Orient, le plus étonnant est qu’il ait perduré pendant mille ans après la chute de Rome en Occident. Selon certains historiens, ce fut un millénaire de décadence. Ils avaient tort, comme le souligne un autre, plus éclairé, observant avec ironie que rester sur le déclin pendant un millier d’années, ce n’est déjà pas si mal. La remarque est juste. Même au cours de ses dernières années, l’Empire byzantin ne laisse pas de surprendre les étrangers, qui à travers son prestige et ses traditions ressentent le poids de son passé impérial. Jusqu’à la fin, en effet, ses empereurs

ont été des *Augusti* et ses citoyens des « Romains ». Pendant des siècles, la basilique Sainte-Sophie est demeurée la plus importante des églises chrétiennes. S'il est facile de parler, rétrospectivement, du caractère inéluctable du déclin et de la chute de l'empire d'Orient, ce n'est pas ainsi que le voit la population de l'époque. Consciemment ou non, elle connaît les capacités de cet empire. Grâce à un remarquable sens de la conservation, il a survécu à des conditions extrêmes, et jusqu'à la fin ou presque son style archaïque est parvenu à masquer des changements importants.

Néanmoins, au cours de ce millénaire, Orient et Occident vivent de grands bouleversements. L'histoire joue avec Byzance, modifiant ou oblitérant certains éléments de son héritage et insistant sur d'autres, de sorte qu'à la fin, au XV^{e} siècle, l'empire est très différent de celui de Justinien, même s'il ne s'en écarte jamais complètement. Il n'existe pas de véritable ligne de démarcation entre l'Antiquité et Byzance. Le centre de gravité de l'empire commence à se déplacer à l'est bien avant Constantin, et lorsque Constantinople, sa ville, devient la capitale d'un empire mondial, elle hérite des prétentions de Rome. La fonction d'empereur montre particulièrement bien comment évolution a pu rimer avec conservatisme. Jusqu'en 800, rien ne vient révoquer de manière formelle l'autorité séculière théorique de l'empereur sur l'ensemble de l'humanité. Mais cette année-là, à Rome, a lieu le sacre de Charlemagne, empereur d'Occident, qui remet en cause le caractère unique de la pourpre impériale byzantine, quoi que l'on puisse dire et penser, en Orient, du statut exact de ce nouveau régime.

Byzance continue pourtant de caresser le rêve d'un empire universel. Jusqu'à la fin, elle conserve ses empereurs, auréolés d'une impressionnante majesté. Toujours choisis, en théorie, par le Sénat, l'armée et le peuple, ils n'en exercent pas moins une autorité absolue. Si

les réalités de l'accession au trône de l'empereur d'Orient, quel qu'il soit, peuvent déterminer l'étendue réelle de ses pouvoirs − et il arrive que la succession dynastique rompe sous le poids des tensions −, il s'agit bel et bien d'une autocratie comme jamais l'empire d'Occident n'en a connue. Le respect du principe de légalité et les acquis de la bureaucratie peuvent étouffer la volonté de l'empereur dans ses actes, mais, en théorie, il conserve sa suprématie. Les chefs des grands ministères n'ont de comptes à rendre qu'à lui. Cette autorité suprême explique la focalisation particulière de la politique byzantine sur la cour impériale : c'est là que s'exerce le jeu des influences, et non dans les institutions représentatives ou corporatives telles qu'on en voit se développer très progressivement dans certaines parties de l'Europe.

L'autocratie, comme toujours, est un régime policier d'une grande dureté. Les *curiosi*, ces mouchards de la police secrète grouillant sur tout le territoire, ne sont pas de simples figurants. Toutefois, la nature même de la fonction impériale impose des obligations à l'empereur. Couronné par le patriarche de Constantinople, il exerce l'autorité suprême mais doit s'acquitter des responsabilités incombant au représentant de Dieu sur Terre. En Orient, la ligne de démarcation entre le profane et le sacré n'est pas clairement définie. On n'y connaît rien de semblable à l'opposition occidentale entre l'Église et l'État, véritable défi permanent au pouvoir illimité. Pourtant, dans l'ordre des choses byzantin, le représentant de l'autorité divine est soumis à des pressions continues lui imposant d'agir de manière appropriée, avec philanthropie. La finalité du pouvoir autocratique est la préservation du genre humain et de ses deux sources de vie − l'orthodoxie et l'Église. Bien entendu, la plupart des premiers empereurs chrétiens sont canonisés, exactement comme les *Augusti* païens étaient déifiés, la fonction suprême n'ayant pas seulement subi l'influence chrétienne. Devant les empereurs byzantins doit

être accompli le rituel oriental de la prosternation et, sur les mosaïques qui les représentent les yeux baissés, leur visage est entouré, comme les portraits des derniers empereurs préchrétiens, d'une auréole en lien direct avec le culte païen du dieu Soleil (on retrouve d'ailleurs ce même nimbe dans les représentations des souverains sassanides). Néanmoins, c'est avant tout comme chrétien que l'empereur justifie de son autorité.

Ainsi la fonction impériale elle-même renferme-t-elle une grande partie de l'héritage chrétien de Byzance, et ce legs introduit une distinction très nette, à bien d'autres niveaux, entre l'empire d'Orient et l'Europe occidentale avec, en premier lieu, les particularités ecclésiastiques de ce que l'on nommera plus tard l'Église orthodoxe. Le clergé oriental, par exemple, a parfois considéré l'islam comme une hérésie plutôt que comme une religion païenne. D'autres différences se situent dans la vision orthodoxe des relations clergé-société ; l'union du sacré et du profane n'est pas seulement importante pour le trône impérial, mais à de nombreux autres niveaux. Le maintien du mariage des membres du clergé en est un symbole ; le prêtre orthodoxe, malgré sa sainteté présumée, ne sera jamais tout à fait cet homme à part que deviendra son homologue catholique occidental. D'où le rôle majeur de l'Église orthodoxe comme ciment fédérateur de la société jusqu'à nos jours. Enfin et surtout, aucune autorité sacerdotale aussi forte que celle du pape n'émergera. Le centre de l'autorité suprême est l'empereur : par sa fonction et les responsabilités qui lui incombent, il domine largement les évêques, tous au même rang. Bien sûr, cela n'implique nullement qu'en termes de réglementation sociale l'Église orthodoxe soit plus tolérante que les autorités religieuses de l'Europe médiévale. Les périodes difficiles sont en effet toujours susceptibles d'être interprétées comme le signe que l'empereur n'accomplit pas son devoir de chrétien, lequel inclut le harcèlement des

boucs émissaires habituels, Juifs, hérétiques et homosexuels notamment.

Cette distinction entre l'Europe centrale et occidentale résulte en partie de l'histoire politique et du relâchement progressif des contacts après la division de l'empire, et en partie d'une différence de style apparue dès l'origine. Les traditions catholique et orthodoxe empruntent rapidement des voies divergentes, même si, au début, la divergence est légère. Très vite, le christianisme latin se trouve quelque peu exclu du fait des concessions que les Grecs doivent accorder aux pratiques syriennes et égyptiennes. Pourtant, c'est aussi grâce à elles qu'est maintenu un certain polycentrisme au sein de la chrétienté. Lorsque Jérusalem, Antioche et Alexandrie, les trois autres grands patriarcats orientaux, tombent aux mains des Arabes, la polarisation de Rome et de Constantinople s'accentue. Progressivement, le monde chrétien cesse d'être bilingue : un occident latin s'oppose à un orient grec.

Au début du VII^{e} siècle, finalement, le latin n'est plus la langue officielle de l'armée et de la justice byzantines, les deux derniers bastions de la résistance au grec. L'hellénophonie de l'administration va devenir un élément essentiel. Lorsque l'Église d'Orient échoue avec les musulmans, elle ouvre un nouveau champ d'action missionnaire et gagne énormément de terrain parmi les païens du Nord. En fin de compte, l'Europe du Sud-Est et la Russie doivent leur évangélisation à Constantinople. Entre autres conséquences, les peuples slaves n'emprunteront pas seulement à leurs guides religieux un alphabet dérivé du grec, mais aussi nombre de leurs idées politiques fondamentales. Et l'ouest et le centre de l'Europe, d'obédience catholique, entretiendront avec le monde slave des relations parfois hostiles, de sorte que les peuples slaves en viendront à considérer la moitié occidentale du monde chrétien avec les plus grandes réserves. Mais ce

futur-là est encore loin ; il n’est pas nécessaire de nous y transporter dès à présent.

Les traits distinctifs de la tradition chrétienne orientale ressortent de bien des manières. Le monachisme, par exemple, demeure plus proche de sa forme érémitique originale en Orient, et l’importance du saint homme toujours plus grande qu’au sein de l’Église romaine, plus hiérarchisée. Les Grecs semblent également plus enclins que les Latins à se lancer dans des débats houleux. De tout temps, les origines hellénistiques de l’Église ont favorisé les conjectures, et les Églises d’Orient, ouvertes aux modes orientales, ont toujours été sensibles aux nombreuses influences culturelles, ce qui ne les a pas empêchées d’imposer des solutions dogmatiques aux querelles religieuses.

Certains de ces différends concernent des sujets qui semblent aujourd’hui tout à fait dénués d’importance, voire sans objet. Forcément, à une époque séculière comme la nôtre, sans connaître l’état d’esprit sous-jacent, il est difficile de comprendre ne serait-ce que les plus grands de ces débats. Un effort est nécessaire pour nous souvenir que derrière la précision des définitions et les arguties dialectiques des théologiens se cache une préoccupation d’une terrible importance : sauver l’humanité de la damnation. Il est un autre obstacle à notre faculté de compréhension, pour une raison dont l’importance est inversement proportionnelle à la précédente : les divergences théologiques au sein du christianisme oriental ont souvent fait figure de symboles et suscité des débats contradictoires sur des questions politiques et sociétales, ainsi que sur la relation des groupes nationaux et culturels à l’autorité, ce qui n’est pas sans rappeler la façon dont l’ergotage sur la théologie séculière du marxisme-léninisme reflétera les différends politico-économiques à venir entre communistes du XX^{e} siècle. Ces questions sont plus complexes qu’il n’y paraît, et leur complexité a influé sur

l’histoire mondiale de manière aussi radicale que le mouvement des armées ou les grands phénomènes migratoires. La lente divergence des deux principales cultures chrétiennes est d’une importance capitale ; elle ne provient peut-être pas d’un schisme théologique, mais les querelles religieuses qui ont surgi les ont éloignées l’une de l’autre, écartant de plus en plus la possibilité d’un autre scénario.

Un exemple remarquable nous en est donné avec le débat sur le monophysisme, doctrine qui a divisé les théologiens chrétiens à partir du milieu du V^{e} siècle. L’importance de cette question de théologie est à première vue obscure pour notre époque postreligieuse. Le monophysisme part du principe de la nature unique, exclusivement divine, du Christ incarné ; il en refuse la dualité (à la fois divine et humaine) comme le prônait généralement l’Église à ses débuts. Il nous faut ici, à regret peut-être, laisser de côté les exquises subtilités des longs débats soulevés par cette question. Notons seulement − et cela suffira − que les protestations des aphthartodocètes, corruptibles et théopaschites (pour ne citer que quelques-uns des mouvements contestataires) surviennent dans un contexte non théologique qui a son importance et dont l’un des éléments est la lente cristallisation de trois Églises monophysites coupées de l’orthodoxie de l’Église d’Orient et du catholicisme romain. Devenues Église copte d’Égypte et d’Éthiopie, Église syriaque et Église arménienne, ce sont en un sens des Églises nationales. C’est pour tenter de les réconcilier et consolider l’unité de l’empire face à la menace perse d’abord, puis arabe, que les empereurs se laissent entraîner dans le débat théologique ; en clair, le problème se situe au-delà de la responsabilité particulière de la fonction impériale apparue pour la première fois lors du concile de Nicée présidé par Constantin. Au début du VII^{e} siècle, l’empereur Héraclius, par exemple, s’efforce de trouver un compromis entre les parties divisées sur le

monophysisme. Ce compromis prend la forme d'une nouvelle doctrine, le monothélisme, et laisse envisager, pendant un temps, la conclusion d'un accord. Accusé d'être une forme de monophysisme caché, le monothélisme finit pourtant par être condamné.

En attendant, de fait, la question éloigne encore un peu plus l'Orient de l'Occident, et si, d'un point de vue théologique, on aboutit à la conclusion d'un accord en 681, un schisme entre Latins et Grecs apparaît dès la fin du V^e^ siècle. Il faudra quarante ans pour réunir de nouveau Rome et Constantinople, mais une autre difficulté survient sous le règne d'Héraclius. Face aux attaques des Arabes, l'empire doit abandonner l'Italie à son sort. Or, le pape et l'empereur tiennent maintenant à faire front commun, ce qui explique en partie la décision papale d'avaliser le monothélisme (soucieux d'apaiser les inquiétudes du patriarche de Jérusalem, Héraclius a demandé l'avis du pape). Honorius, successeur de Grégoire le Grand, soutient les efforts de l'empereur dans sa recherche d'un compromis, et cette attitude lui vaut une telle hostilité des antimonophysites que, presque un demi-siècle plus tard, il aura le triste privilège d'être condamné par un concile œcuménique, décision unanime des représentants des deux bords − fait assez rare s'agissant d'un pape.

L'héritage byzantin n'est pas seulement impérial et chrétien. Il doit aussi beaucoup à l'Asie non seulement en raison d'un contact direct avec des civilisations étrangères, que symbolise l'arrivée de marchandises chinoises sur la route de la Soie, mais aussi du fait de l'héritage culturel complexe de l'Orient hellénistique. Naturellement, Byzance conserve ses préjugés, prenant pour des « Barbares » les peuples qui ne parlent pas le grec, et une grande partie de son élite intellectuelle se réclame encore de la tradition hellène. Pourtant, la Grèce dont ils parlent est un pays dont le monde est coupé depuis longtemps, excepté par le canal de l'Orient hellénistique. Lorsque l'on observe la culture

byzantine, il est difficile de mesurer avec certitude la profondeur de ses racines grecques et tout ce qu'elle a puisé à la source asiatique. Prenons la langue, par exemple : en Asie Mineure, le grec semble avoir été surtout celle des rares citadins que comptait la région. Autre signe : l'administration impériale et les grandes familles, au sein desquelles, au fil des siècles, on trouve de plus en plus de noms asiatiques. L'Asie comptera forcément davantage après la perte de territoires que subit l'empire au V^e^ et au VI^e^ siècle, lorsqu'il se trouve réduit à un couloir européen autour de sa capitale. Puis il est encore refoulé en Asie Mineure par les Arabes, bordé au nord par le Caucase et au sud par la chaîne des monts Taurus, avec sur sa frange une frontière toujours perméable à l'islam. Les populations qui vivent sur ce territoire se trouvent naturellement aux marches de l'empire, mais Byzance montre parfois les signes d'une influence extérieure plus profonde : presque à la même époque, la plus importante de toutes les querelles religieuses byzantines − l'iconoclasme − se produit en parallèle d'une autre, semblable, au sein de l'islam.

Les aspects les plus caractéristiques d'un héritage complexe se mettent en place au VII^e^ et au VIII^e^ siècle : une tradition autocratique, le mythe romain, la tutelle sur le christianisme oriental et la concrétisation d'une réclusion à l'est. Déjà commence à poindre, émergé du Bas-Empire romain, l'État médiéval ébauché sous Justinien. Pourtant, de ces siècles cruciaux nous ne savons pas grand-chose. D'aucuns prétendent qu'il est impossible d'écrire l'histoire de cette époque, étant donné l'insuffisance des sources et nos maigres connaissances archéologiques. Néanmoins, au début de cette période trouble, les atouts de l'empire se distinguent nettement. Byzance peut tirer profit d'une accumulation considérable de compétences administratives et diplomatiques, d'une grande tradition militaire et d'un prestige immense. Une fois ses charges réduites en proportion, elle jouit de considérables ressources fiscales

potentielles et d'une abondante réserve en hommes. L'Asie Mineure constitue un bassin de recrutement qui dispense l'empire d'Orient du recours aux Barbares germains, un mal autrefois nécessaire pour l'Occident. Sur le plan militaire, elle dispose d'une technologie remarquable ; le « feu grégeois », arme dont elle a le secret, est activement employé contre les navires susceptibles d'attaquer la capitale. La situation géographique de Constantinople constitue elle aussi un avantage militaire. Ses remparts datant du V^{e} siècle rendent difficile toute attaque terrestre, sauf à posséder un matériel lourd, chose improbable pour les attaquants, et sur mer la flotte a les moyens d'empêcher un débarquement.

Le moins solide, à long terme, est le socle social de l'empire. Il est toujours difficile de maintenir les petites exploitations agricoles en empêchant les puissants propriétaires terriens d'empiéter dessus. Les tribunaux ne protègent pas toujours le petit paysan, qui subit aussi une forte pression économique du fait de l'augmentation constante des propriétés du clergé. Ces forces ne se compensent pas facilement par l'octroi aux petits fermiers de concessions assorties d'une obligation de service militaire. Mais l'ampleur du problème n'apparaîtra que bien plus tard ; l'avenir à court terme donne suffisamment matière à réfléchir aux empereurs des VII^{e} et VIII^{e} siècles.

L'empire est trop étendu. En 600, il englobe encore la côte nord-africaine, l'Égypte, le Levant, la Syrie, l'Asie Mineure, les côtes de la mer Noire jusqu'au-delà de Trébizonde, la côte de Crimée et celle de Byzance jusqu'à l'embouchure du Danube. En Europe, il comprend la Thessalie, la Macédoine et la côte adriatique, une bande de territoire qui traverse le centre de l'Italie, des enclaves dans le bout et le talon de la botte italienne avec, pour finir, la Sicile, la Corse et la Sardaigne. Compte tenu de ses ennemis potentiels et de la localisation de ses forces armées, c'est un cauchemar pour les stratèges. Les deux siècles qui suivent voient la

résurgence de vagues d'invasions successives. Perses, Avars, Arabes, Bulgares et Slaves tourmentent la partie centrale de l'empire, tandis qu'à l'ouest presque tous les territoires repris par les généraux de Justinien se laissent bientôt emporter par le déferlement des Arabes et des Lombards. Finalement, l'Europe occidentale montre elle aussi un côté prédateur ; le fait que pendant des siècles l'empire d'Orient ait absorbé une grande partie du châtiment qui, autrement, se serait abattu sur l'Europe ne l'épargne pas. Il se retrouve en état de guerre permanente. En Europe, cela veut dire livrer bataille jusque sous les murs mêmes de Constantinople, et, en Asie, mener des campagnes épuisantes pour disputer à d'autres les marches de l'Asie Mineure.

Voilà le défi lancé à un État qui, au début du VII^e^ siècle, n'exerce encore qu'un contrôle très relâché sur ses territoires et dont la puissance dépend en grande partie d'un mélange nébuleux d'influence, de diplomatie, de christianisme et de prestige militaire. Ses relations avec ses voisins peuvent être interprétées de plusieurs façons : ce qui, d'un point de vue ultérieur, ressemblera à une forme de tribut payé aux Barbares, sous la menace, par les empereurs successifs, de Justinien à Basile II, est, dans la culture romaine, l'expression de leurs largesses envers des alliés soumis ou des peuples fédérés (les *foederati*). À l'intérieur de l'empire, la diversité ethnique et religieuse est masquée par l'idéologie officielle. Son hellénisation est souvent superficielle. La réalité affleure dans l'empressement de nombreux chrétiens syriens à accueillir les Arabes, comme plus tard, en Anatolie, beaucoup s'ouvriront aux Turcs. Les persécutions religieuses reviennent comme un boomerang.

En outre, les Byzantins ne comptent aucune grande puissance parmi leurs alliés. En cette période troublée que sont les VII^e^ et VIII^e^ siècles, leur allié le plus important est le khaganat khazar, un État immense mais peu structuré,

fondé par les Turcs nomades qui, vers l'an 600, dominent les autres peuples des vallées du Don et de la Volga. Ils s'établissent ainsi dans tout le Caucase, pont de terre stratégique qu'ils opposent aux Perses et aux Arabes durant deux siècles. Dans sa partie la plus large, l'État khazar s'étend le long des côtes de la mer Noire jusqu'au Dniestr, puis vers le nord, où il englobe la Haute-Volga et le Don. Byzance, qui ne ménage pas sa peine pour que les Khazars restent dans de bonnes dispositions, tente apparemment de les convertir au christianisme, en vain. La suite demeure mystérieuse, mais les chefs khazars, tout en tolérant le christianisme et plusieurs autres cultes, semblent se convertir au judaïsme vers 740, consécutivement, peut-être, à l'arrivée d'émigrés juifs venus de Perse après la conquête arabe, mais aussi probablement par jeu diplomatique. En tant que juifs, ils ne risquent pas d'être attirés dans l'orbite de l'Empire chrétien, ni spirituellement, ni politiquement, pas plus que dans celle des califes. En revanche, ils ont l'avantage d'entretenir des relations diplomatiques et commerciales avec les deux.

Le premier grand héros du combat des Byzantins pour la survie de l'empire est Héraclius. Il s'efforce d'équilibrer la menace européenne à force d'alliances et de concessions, pour pouvoir se lancer dans une campagne vigoureuse contre les Perses, dont l'empire sort victorieux, mais pas indemne : avant d'en être chassés, les Perses ont causé des dommages effroyables au Levant et en Asie Mineure. Certains spécialistes les considèrent comme les véritables responsables de la destruction du monde hellénistique des grandes cités. À cet égard, l'archéologie ne nous apprend pas encore grand-chose, mais des signes postérieurs à la victoire d'Héraclius indiquent que les grandes cités d'autrefois sont désormais réduites à l'état de ruines, que parfois seule en subsiste l'acropole, où battait leur cœur, et que l'on enregistre une baisse spectaculaire de la population.

Les offensives arabes visent donc une structure dont une grande partie est déjà profondément ébranlée, et elles se poursuivent durant deux siècles. Avant sa mort en 641, Héraclius voit se retourner comme un gant presque tous ses succès militaires. Quelques-uns des empereurs de sa lignée seront des hommes compétents, mais ils ne parviendront qu'à lutter obstinément contre un raz de marée. La chute d'Alexandrie, en 643, sonne le glas de la domination grecque en Égypte. En quelques années, l'Afrique du Nord et Chypre ont été perdues. Au cours de la décennie suivante, ce sera le vieux champ de bataille d'Arménie, et finalement la crue arabe s'arrêtera avec le siège de Constantinople (673-678). Peut-être est-ce le feu grégeois qui a sauvé la capitale menacée par la flotte ennemie. Avant cela, et en dépit d'une visite personnelle de l'empereur en Italie, la reconquête des territoires italiens et siciliens pris par les Arabes et les Lombards n'avait absolument pas progressé. Le siècle poursuit son cours avec, dans son dernier quart, l'apparition d'une nouvelle menace − les Slaves, qui se pressent jusqu'en Macédoine et en Thrace − et le franchissement du Danube par un autre groupe ethnique, les Bulgares, slavonisés plus tard eux aussi.

Le VII^{e} siècle s'achève sur une mutinerie dans l'armée et le remplacement d'un empereur par un autre. Tous ces symptômes portent à croire que l'empire d'Orient connaîtra un sort pareil à celui de son homologue occidental, la fonction impériale devenant une récompense militaire suprême. Au début du VIII^{e} siècle, une succession d'empereurs brutaux ou incompétents laisse la voie libre aux Bulgares, qui s'approchent des portes de Constantinople, assiégée une seconde fois en 717 par les Arabes. Sans être la dernière intrusion musulmane dans le Bosphore, le siège de 717 n'en marque pas moins un tournant décisif dans l'histoire de l'empire d'Orient. Cette année-là voit aussi l'avènement de Léon III l'Isaurien, l'un des plus grands empereurs que Byzance ait connus.

Stratège d'un « thème » (circonscription administrative militaire), il est parvenu à contrer les attaques arabes sur son territoire et s'est dirigé vers la capitale pour la défendre et forcer l'empereur à abdiquer, afin de se couvrir ensuite lui-même de la pourpre. Souverain à la fois populaire et chaleureusement accueilli par le clergé, il fonde la dynastie isaurienne, ainsi nommée d'après sa région d'origine. Voilà qui donne une idée de la façon dont les élites de l'Empire romain d'Orient deviennent progressivement celles de Byzance, monarchie orientale.

Le VIII^{e} siècle est une période de reprise, ponctuée toutefois de revers. Au grand étonnement de la plupart de ses compatriotes, Léon III en personne libère l'Anatolie de l'invasion des forces omeyyades et son fils repousse les frontières jusqu'aux confins de la Syrie, de la Mésopotamie et de l'Arménie. Dorénavant, les frontières avec le califat sont plutôt stables, comparées à ce qu'elles étaient précédemment, même si chaque campagne apporte son lot de razzias et d'escarmouches. Ces exploits − attribuables en partie, bien sûr, au déclin relatif de la puissance arabe − marquent l'amorce d'une nouvelle période de progrès et d'expansion, qui durera jusqu'au début du XI^{e} siècle. L'Occident n'offre guère de possibilités. Ravenne est perdue et il ne reste que quelques orteils dans la botte italienne et la Sicile. Mais, du côté oriental, l'expansion reprend, à partir de la Thrace et de l'Asie Mineure, son centre. Une chaîne de « thèmes » est créée le long de la péninsule balkanique. Pendant deux cents ans, l'empire n'y aura pas d'autres entrées. Au X^{e} siècle, Chypre, la Crète et Antioche réintègrent le territoire. L'armée byzantine franchit l'Euphrate et continue de se battre pour le nord de la Syrie et les monts Taurus. En Géorgie et en Arménie, elle gagne du terrain.

Sur le front oriental, les Byzantins finissent par contenir l'avance bulgare dont l'expansion connaît son apothéose au début du X^{e} siècle, alors que les Bulgares sont déjà

convertis au christianisme. Basile II, auquel la postérité donnera le surnom de « Bulgaroctone », le « tueur de Bulgares », finit par réduire leur puissance à néant au cours d'une bataille cruciale, en 1014, après laquelle il fait crever les yeux de 15 000 prisonniers qu'il renvoie chez eux pour « encourager » leurs compatriotes. On raconte que le roi des Bulgares est tombé raide mort en voyant arriver cette armée d'aveugles. En quelques années, la Bulgarie devient province byzantine, mais jamais l'empire ne parviendra à l'assimiler. Peu après, l'expansion byzantine prendra fin avec la conquête de l'Arménie.

Dans l'ensemble, l'histoire de cette période se résume donc à une série d'avances et de reprises. C'est aussi l'une des grandes époques de la culture byzantine. La politique intérieure est stable, en ce sens que, globalement, le principe dynastique est observé. L'un des personnages les plus impressionnants de la lignée isaurienne est l'impératrice Irène, souvent appelée Irène l'Athénienne. D'abord régente, puis impératrice en son nom propre entre 780 et 803, c'est une forte personnalité, que parfois on appelle « l'Empereur ». Elle écrase les dissidences religieuses et contribue à améliorer les relations entre les Églises d'Orient et d'Occident. Elle aurait même proposé à Charlemagne de l'épouser, afin d'unifier également les royaumes politiques. Ses successeurs ne se montrent pas à la hauteur de la tâche, cependant, et la dynastie isaurienne prend fin au milieu du IX^{e} siècle, pour être remplacée en 867 par la dynastie macédonienne, qui portera Byzance à son apogée. Lorsque, à son avènement, un souverain n'a pas encore atteint la majorité, on lui adjoint un coempereur, procédé conçu pour sauvegarder le principe dynastique.

Comme bien souvent auparavant, la religion demeure l'une des principales sources de divisions et de difficultés dans l'empire à la fin du XI^{e} siècle. C'est un véritable fléau qui l'empêche de recouvrer sa puissance en le laissant souvent s'empêtrer dans des problèmes politiques et locaux.

L’exemple le plus remarquable est une controverse qui animera les rancœurs pendant plus d’un siècle : l’iconoclasme.

Les icônes de la Vierge et du Christ sont alors devenues une sorte d’emblème du christianisme orthodoxe, autour duquel tournent la dévotion et l’enseignement religieux. Dans l’Antiquité tardive, ces images avaient aussi cours en Occident mais, aujourd’hui encore, elles occupent une place à part dans les églises orthodoxes, où elles sont souvent enchâssées ou placées sur des panneaux spéciaux comme objets de vénération et de contemplation pour les fidèles. Ce sont bien plus que de simples objets décoratifs, car leur disposition véhicule les enseignements de l’Église et, selon une sommité religieuse, elles constituent le « point de rencontre entre le Ciel et la Terre ». La prééminence des icônes dans les églises orientales date du VI^{e} siècle environ. Pendant deux cents ans, elles inspirent le respect et en maints endroits une ferveur populaire croissante, mais ensuite leur usage commence à être remis en question. Curieusement, ce revirement se produit juste après une campagne du califat contre l’utilisation des images dans l’islam. On ne saurait cependant en déduire que les iconoclastes se sont inspirés des musulmans. Les détracteurs des icônes les assimilent à des idoles et accusent les iconodoules (favorables au culte des images saintes) de détourner le culte de Dieu pour l’orienter vers les créations des hommes. Ils exigent leur destruction ou leur enlèvement et s’y attellent avec détermination, à grands coups de chaux, de pinceaux et de marteaux.

Léon III prend leur parti. La raison qui pousse l’autorité impériale à se ranger derrière les iconoclastes est encore mystérieuse, mais le pape agit sur le Conseil des évêques. Invasions arabes et éruptions volcaniques sont certainement perçues comme un signe de la colère divine. C’est pourquoi l’année 730 voit la promulgation d’un édit interdisant l’usage des icônes dans les lieux de culte publics. Tous ceux

qui résistent subissent des persécutions. L'application du décret est toujours plus marquée à Constantinople que dans les provinces. La crise atteint son paroxysme sous le règne de Constantin V. En 754, un Conseil des évêques ratifie l'iconoclasme. Les persécuteurs redoublent d'acharnement et font des martyrs, particulièrement chez les moines qui défendent les icônes avec plus d'ardeur, en général, que le clergé séculier. Toutefois, l'iconoclasme étant toujours accroché à la locomotive impériale, au cours du siècle suivant, la destruction des icônes passe par des périodes fluctuantes. Sous Léon IV et Irène, sa veuve, la tension se relâche et les iconodoules regagnent du terrain, mais il ne s'agit que d'un phénomène éphémère avant une nouvelle vague de persécutions. La vénération des icônes ne sera finalement rétablie qu'en 843, le premier dimanche de carême, journée que l'on commémore encore aujourd'hui, dans l'Église d'Orient, comme le dimanche du triomphe de l'orthodoxie.

Quelle signification accorder à cet étrange épisode ? On peut le justifier par un certain pragmatisme : la conversion des juifs et des musulmans est en effet réputée beaucoup plus difficile à cause du respect que les chrétiens portent aux images, mais cet argument ne mène pas très loin. Une fois encore, une querelle religieuse ne peut pas être dissociée de facteurs extérieurs à la religion, mais ici l'explication ultime se trouve probablement dans un principe de précaution religieuse, et, étant donné les passions suscitées dans l'empire d'Orient par le débat théologique, on comprend aisément qu'il ait tourné à l'aigre. Les réformateurs ont le sentiment que les Grecs tombent dans l'idolâtrie en raison de leur extrême dévotion aux icônes, relativement récente. Pour eux, les victoires arabes ne sont que les premiers grondements du tonnerre divin ; un roi pieux comme dans l'Israël de l'Ancien Testament pourrait cependant sauver le peuple des conséquences du péché en détruisant les idoles.

L’iconoclasme est aussi, en partie, une réaction violente à un long courant favorable aux autorités locales et aux moines, lesquels attachent beaucoup d’importance aux icônes dans leur enseignement. C’est donc à la fois une démarche prudente visant à apaiser la colère divine et une réaction de l’autorité centrale, celle de l’empereur et des évêques, contre les sermons moralisateurs des prêtres, l’indépendance des villes et des monastères, et le culte des saints hommes du pays.

L’iconoclasme offusque beaucoup de monde dans l’Église d’Occident, mais, plus que tout, il montre combien l’orthodoxie est désormais loin du christianisme latin. L’Église d’Occident a évolué elle aussi ; la culture latine, reprise par les Germains, dérive loin de l’esprit des Églises de l’Orient grec. Le synode iconoclaste des évêques a été un affront pour la papauté, qui a déjà condamné les partisans de Léon III.

C’est que les prétentions de l’empereur, qui tient à intervenir dans les affaires spirituelles, suscitent une vive inquiétude à Rome. L’iconoclasme accentue donc la division entre les deux moitiés de la chrétienté. La différence culturelle a gagné beaucoup de terrain − ce qui n’a rien d’étonnant si l’on considère que, pour se rendre en bateau de Byzance en Italie, il faut parfois compter deux mois. Sur terre, les peuples slaves font obstacle. Officiellement, le contact entre l’Orient et l’Occident ne peut pas disparaître tout à fait, mais ici aussi l’histoire crée de nouvelles divisions, notamment lors du sacre de Charlemagne, roi des Francs, en l’an 800 − véritable défi lancé aux Byzantins qui se veulent les légataires de Rome. À Constantinople, on ne fait guère de distinctions au sein du monde occidental ; les responsables byzantins ont identifié un adversaire dans le royaume franc et dès lors, pour eux, tous les Occidentaux deviennent des « Francs », un usage qui s’étendra même à la Chine. Les deux mondes chrétiens ne parviennent pas à lutter de concert contre les Arabes et chacun froisse la

susceptibilité de l'autre. Le sacre de Charlemagne est peut-être, en partie, une réaction au fait qu'Irène, souveraine énergique et femme de surcroît, se soit arrogé le titre de *basileus*, réservé aux empereurs byzantins.

Bien sûr, l'Orient et l'Occident chrétiens ne peuvent pas tout à fait perdre le contact. Au X^e^ siècle, un souverain du Saint Empire germanique épouse une princesse byzantine[5], et l'art de cette époque se laisse imprégner par les thèmes et techniques de Byzance. Toutefois, c'est précisément la divergence des deux univers culturels qui rend ces contacts si fructueux, et, au fil des siècles, elle devient de plus en plus palpable. Les vieilles familles aristocratiques de Byzance sont progressivement remplacées par d'autres, de souche anatolienne ou arménienne. Surtout, la vie de la cité impériale, par sa splendeur et sa complexité uniques, semble favoriser une totale interpénétration des mondes séculier et religieux. Le calendrier chrétien est inséparable de celui de la Cour ; réunis, ils donnent le rythme d'une mise en scène impressionnante où les rituels de l'Église et de l'État montrent au peuple la majesté de l'empire.

Il existe à Byzance un art séculier, mais ce que la population a constamment devant les yeux est avant tout religieux. Même aux pires moments, cet art conserve sa force, exprimant la grandeur et l'omniprésence de Dieu, dont l'empereur a reçu les pouvoirs par délégation. Le rituel maintient l'étiquette rigide de la Cour, où se multiplient intrigues et conspirations, ses plaies caractéristiques. L'apparition publique de l'empereur chrétien ressemble à celle du dieu d'un culte secret : elle s'accompagne du lever de plusieurs rideaux successifs et d'une mise en scène spectaculaire. Nous sommes à l'apogée d'une civilisation étonnante, qui montre à la moitié du monde, pendant peut-être la moitié d'un millénaire, ce qu'est un véritable empire. Lorsque, au X^e^ siècle, des Russes païens, émissaires du prince de Kiev, Vladimir, viendront à Byzance pour y observer la pratique de la religion chrétienne, comme ils

l’ont fait ailleurs, ils évoqueront uniquement leur stupéfaction devant ce qu’ils ont vu à Sainte-Sophie. « Là-bas, diront-ils, Dieu habite parmi les hommes. »

Difficile, en revanche, de parler de la situation à la base de l’empire. Tout indique une baisse démographique au VII^{e} et au VIII^{e} siècle, liée, peut-être, aux guerres et à l’épidémie de peste. À la même époque, on constate assez peu de nouvelles constructions dans les villes de province et un ralentissement de la circulation monétaire. Autant d’éléments qui indiquent une économie chancelante, comme le laisse supposer l’ingérence toujours plus grande de l’État. Les fonctionnaires de l’empire cherchent à répondre aux besoins essentiels en s’arrangeant pour taxer directement les produits, en créant des organes spéciaux pour alimenter les villes, et en regroupant artisans et marchands en guildes et autres corporations.

Une seule ville, dans l’empire, conserve son importance économique durant toute cette période, et c’est la capitale elle-même, Byzance. L’activité commerciale ne s’est jamais tarie complètement, et jusqu’au XII^{e} siècle perdurera un important commerce de transit pour les produits de luxe, partis de l’Asie et à destination de l’Europe et du Moyen-Orient. Sa position à elle seule garantit à Byzance un rôle commercial de premier ordre et un essor des industries artisanales, qui fournissent d’autres produits de luxe à ses voisins. Enfin, cette période révèle une augmentation constante du pouvoir et de la richesse des grands propriétaires terriens. Les paysans sont de plus en plus liés aux domaines et, au crépuscule de l’empire, on assiste à l’émergence d’unités économiques locales substantielles, basées sur les grandes propriétés foncières.

Cette économie est à même d’étayer à la fois la magnificence de la civilisation byzantine à son apogée et l’effort militaire de redressement sous les empereurs du IX^{e} siècle. Toutefois, deux siècles plus tard, une conjoncture défavorable met une fois de plus la force de l’empire à rude

épreuve. S’ouvre alors une longue période de déclin, qui débute par une nouvelle vague de troubles intérieurs et personnels. Un certain nombre d’empereurs et d’impératrices éphémères et médiocres affaiblissent le pouvoir central. La rivalité entre deux grands groupes appartenant à la classe dirigeante byzantine échappe à tout contrôle : l’aristocratie foncière présente à la Cour s’empêtre dans un conflit avec les plus hauts fonctionnaires de l’administration. Cet antagonisme est également, en partie, le reflet d’un conflit entre chefs militaires et élite intellectuelle, avec pour conséquence malheureuse des coupes drastiques dans le budget nécessaire pour l’armée et la marine, placées dans l’incapacité d’affronter de nouvelles crises.

Aux frontières occidentales de l’empire, l’équilibre est menacé par les dernières migrations des Barbares de l’Europe occidentale, les Normands chrétiens, qui se dirigent à présent vers le sud de l’Italie et la Sicile. En Asie Mineure, le problème vient de la pression turque. Le XI^{e} siècle voit déjà la fondation d’un sultanat turc à l’intérieur du territoire impérial (d’où son nom, Roum, pour « Rome »), où le pouvoir abbasside est passé aux mains des chefs des tribus locales. Après une défaite écrasante devant les Turcs seldjoukides, à Mantzikert, en 1071, l’empire perd pratiquement toute l’Asie Mineure, ce qui porte un coup terrible aux ressources fiscales et à l’armée byzantine. Les califats avec lesquels les empereurs ont appris à vivre cèdent la place à des ennemis plus féroces. Au sein de l’empire éclatent au XI^{e} et au XII^{e} siècle une série de révoltes des Bulgares, et la province voit se répandre comme une traînée de poudre le plus puissant des mouvements dissidents de l’orthodoxie médiévale, le bogomilisme, doctrine hérétique populaire qui puise sa force dans la haine du haut clergé grec et de ses manières byzantines.

Une fois encore, une nouvelle dynastie se rallie à l'empire. Les Comnènes réussiront à se maintenir à sa tête pendant un autre siècle (de 1081 à 1185). Ils chassent les Normands de Grèce, repoussent les Petchenègues, autre tribu nomade turque venue du sud de la Russie, mais ne parviennent pas à défaire les Bulgares ni à regagner l'Asie Mineure et, pour continuer comme avant, ils doivent accepter des concessions commerciales importantes. Certaines sont accordées à leur propre élite, d'autres à des alliés qui, à leur tour, se révéleront dangereux.

Pour l'un d'eux, la République de Venise, autrefois satellite de Byzance, ces concessions prennent des proportions particulièrement inquiétantes pour l'empire. En effet, l'unique raison d'être de la République vénitienne est devenue son expansion en Méditerranée orientale. La cité lagunaire est le principal bénéficiaire du commerce européen avec l'Asie et très tôt elle sait s'assurer une position privilégiée. En échange de leur aide dans la lutte contre les Normands, au XI^{e} siècle, les Vénitiens obtiennent le droit d'établir dans tout l'empire des comptoirs commerciaux exonérés de taxes ; ils doivent être traités comme des sujets de l'empereur, non comme des étrangers.

Mer Noire
BULGARIE
ROYAUME DE SERBIE
Sofia
Philippopolis
Adrianopolis
Constantinople
EMPIRE BYZANTIN
Thessalonique
Gallipoli
EMPIRE MONGOL
Ephèse
Corinthe
Crète
Mer Méditerranée
L'EMPIRE BYZANTIN VERS 1265

Mer Noire
BULGARIE
ROYAUME DE SERBIE
Sofia
Philippopolis
Adrianopolis
Constantinople
EMPIRE BYZANTIN
Thessalonique
Gallipoli
TURCS OTTOMANS
Ephèse
Corinthe
N
Crète
Mer Méditerranée
0
500 km
0
300 miles
VERS 1354

La prééminence et le succès de Venise sont aussi bâtis sur la structure de sa société et de l'État vénitien. Construite par des réfugiés de la botte italienne sur une constellation de petits îlots lagunaires de la mer Adriatique, progressivement reliés par des ponts et des canaux, la République de Venise, jalouse de son mode de gouvernement et de ses intérêts commerciaux, milite dès sa création. À sa tête se trouve un doge, élu à vie et originaire d'une des grandes familles patriciennes, qui toutes ont fait fortune dans le commerce. Les Vénitiens (et les Génois, habitants d'une république similaire créée plus tard sur la côte occidentale de l'Italie) revendiquent le droit de pratiquer librement le commerce partout où ils l'entendent, et, pour appliquer ce qu'ils érigent en principe, ils construisent une flotte puissante. Progressivement, des avant-postes vénitiens émergent le long de la côte dalmate vers les îles grecques ; Corfou, la Crète et Chypre, colonisées, permettent de développer encore l'activité commerciale de la Sérénissime, notamment avec le Moyen-Orient puis l'Asie.

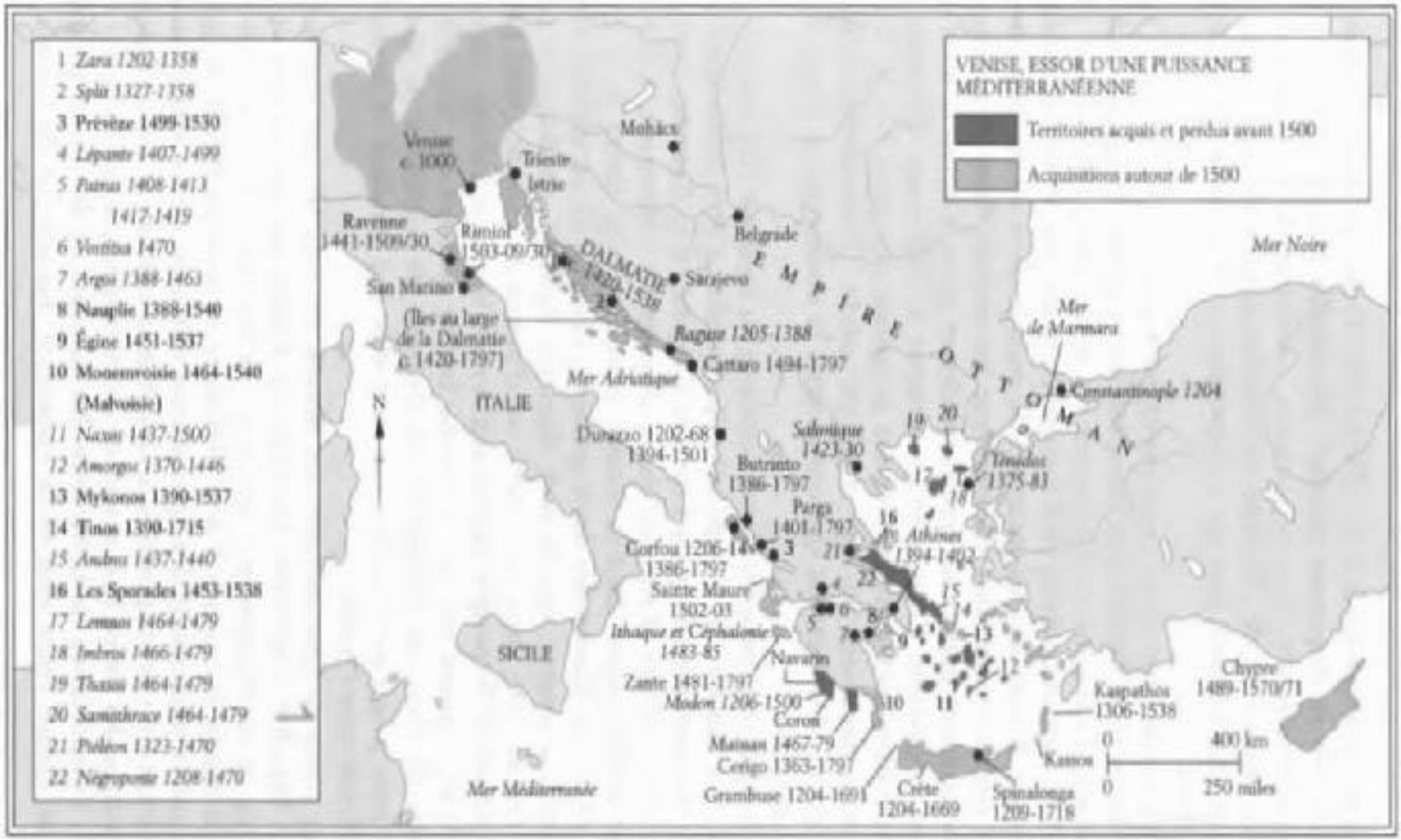
La puissance maritime de Venise augmente rapidement et, le déclin de la flotte byzantine aidant, elle prend de plus en plus un caractère prédominant. En 1123, les Vénitiens détruisent la flotte égyptienne et, à partir de là, leur ancien suzerain perd tout contrôle sur eux. Une seule fois, la Sérénissime se bat contre Byzance, mais elle tire plus de profits de son soutien à l'empire contre les Normands et du butin des croisades. Ses exploits lui rapportent des concessions commerciales et des acquisitions territoriales. Les premières revêtent une plus grande importance. On peut dire que Venise s'est bâtie grâce au déclin de l'empire, qui, économiquement parlant, était un hôte à fort potentiel pour ce parasite de l'Adriatique. Au milieu du XII^{e} siècle, Constantinople abrite en effet quelque 10 000 Vénitiens, tant le nombre de leurs établissements commerciaux y est important. Vers le XIII^{e} siècle, la République peut

s’enorgueillir de posséder aussi les Cyclades, nombre d’autres îles de la mer Égée et une grande partie des côtes de la mer Noire ; des centaines de communautés vont venir s’ajouter et seront assimilées complètement au cours des trois siècles suivants. Ainsi se forge le premier empire commercial et maritime depuis Athènes.

Le défi vénitien et la persistance d’autres rivalités, plus anciennes, seraient déjà bien assez embarrassants pour les empereurs byzantins sans l’apparition de nouveaux troubles à l’intérieur. Mais, au XII^{e} siècle, les révoltes se banalisent. Le danger est double, puisque juste au même moment les Européens partent en croisade contre le Moyen-Orient. Sans nous attarder sur les divergences de vues à propos des croisades, disons simplement que, du point de vue byzantin, l’irruption des Occidentaux ressemble de plus en plus à une nouvelle forme d’invasion barbare. Au XII^{e} siècle, ils abandonnent aux croisés quatre États du Levant ayant appartenu à l’empire, comme pour se rappeler qu’ils ont maintenant un nouveau rival au Moyen-Orient. Le ralliement des forces musulmanes sous la bannière de Saladin le Kurde et l’indépendance retrouvée des Bulgares à la fin du XII^{e} siècle sonneront finalement le glas de la grande époque de Byzance.

Le coup fatal est porté en 1204, avec la prise et le sac de Constantinople, à ceci près que cette ultime tentative n’est pas l’œuvre des païens qui l’ont si souvent menacée, mais des chrétiens. Les Vénitiens ont en effet détourné vers Constantinople une armée de croisés partie combattre les infidèles en Orient, au cours de la quatrième croisade. Ils sèment la terreur dans la capitale, se livrent au pillage (et enlèvent notamment les chevaux en bronze de l’hippodrome, qui seront placés sur la façade de la basilique Saint-Marc où ils resteront jusqu’au début des années 1980) et assoient une prostituée sur le siège du patriarche, dans la basilique Sainte-Sophie. Il ne pouvait exister manière plus brutale de séparer les deux mondes de la chrétienté. Le sac

de la ville, dénoncé par le pape, restera comme une infamie dans la mémoire orthodoxe. De toute évidence, les « Francs », comme les appellent les Grecs, ne considèrent pas Byzance comme appartenant à leur civilisation, ni même, peut-être, au monde chrétien. Depuis un siècle et demi, un schisme existe *de facto*.


1 Zara 1202-1358
2 Split 1327-1358
3 Prévèze 1499-1530
4 Lépante 1407-1499
5 Patras 1408-1413
1417-1419
6 Vostitsa 1470
7 Argos 1388-1463
8 Nauplie 1388-1540
9 Égine 1451-1537
10 Monemvoisie 1464-1540
(Malvoisie)
11 Naxos 1437-1500
12 Amorgos 1370-1446
13 Mykonos 1390-1537
14 Tinos 1390-1715
15 Andros 1437-1440
16 Les Sporades 1453-1538
17 Lemnos 1464-1479
18 Imbros 1466-1479
19 Thasos 1464-1479
20 Samothrace 1464-1479
21 Ptolémaïs 1323-1470
22 Négrepont 1208-1470
VENISE, ESSOR D'UNE PUISSANCE MÉDITERRANÉENNE
Territoires acquis et perdus avant 1500
Acquisitions autour de 1500
Venise c. 1000
Trieste
Istrie
Mohács
Ravenne 1441-1509/30
Rimini 1503-09/30
DALMATIE 1420-1538
Belgrade
Sarajevo
Mer Noire
San Marino
(Îles au large de la Dalmatie c. 1420-1797)
Raguse 1205-1388
Cattaro 1494-1797
Mer Adriatique
EMPIRE OTTOMAN
Mer de Marmara
Constantinople 1204
ITALIE
N
Durazzo 1202-68 1394-1501
Salonique 1423-30
Butrinto 1386-1797
Ténédos 1375-83
Parga 1401-1797
Athènes 1394-1402
Corfou 1206-14 1386-1797
Sainte Maure 1502-03
Ithaque et Céphalonie 1483-85
SICILE
Navarin
Zante 1481-1797
Modon 1206-1500
Coron
Maïnas 1467-79
Cerigo 1363-1797
Grambuse 1204-1691
Crète 1204-1669
Spinalonga 1209-1718
Kasos
Kasphathos 1306-1538
Chypre 1489-1570/71
Mer Méditerranée
0 400 km
0 250 miles

Malgré leur abandon de Constantinople et la restauration de l'empire en 1261, les Francs ne libèrent l'ancien territoire byzantin qu'à l'arrivée de nouveaux conquérants, les Turcs ottomans. Entre-temps, à Byzance, le cœur n'y est plus, même s'il reste encore deux siècles avant l'effondrement de l'empire. Les bénéficiaires immédiats de cette situation sont les Vénitiens et les Génois : c'est à leur histoire que la richesse et le commerce byzantins sont désormais associés.

L'héritage de Byzance − ou une grande partie de cet héritage − est en revanche déjà lié au futur, bien qu'aucunement sous une forme dont les Romains d'Orient auraient tiré assurance et fierté. Il se trouve en effet dans l'enracinement du christianisme orthodoxe au sein des peuples slaves, ce qui n'est pas sans avoir de lourdes conséquences, dont beaucoup se font encore sentir aujourd'hui. L'État russe et les autres nations slaves modernes n'auraient pas été intégrés à l'Europe, ni considérés comme européens si leur conversion au christianisme n'avait pas d'abord reçu l'estampille particulière de Byzance.

Savoir comment cela est arrivé reste en grande partie impossible et notre connaissance des Slaves d'avant l'époque chrétienne est encore plus discutable. Bien que l'implantation des peuples slaves d'aujourd'hui ait été établie à peu près à la même époque que celles des Européens occidentaux, la géographie prête à confusion. L'Europe slave couvre un territoire où les invasions nomades et la proximité de l'Asie ont autorisé une grande fluidité longtemps après l'installation de la société postromaine à l'Ouest. La majeure partie du paysage européen du centre et du sud-est est montagneuse, et les vallées fluviales y canalisent la répartition des groupes ethniques. La Pologne moderne et la Russie européenne, en revanche, s'étendent sur une vaste plaine. Bien que longtemps couverte de forêts, celle-ci n'offre à l'époque ni un habitat naturel évident, ni

une barrière insurmontable à la colonisation. Dans cet espace immense, les peuples se disputent pendant des siècles le droit de s'installer, et lorsque s'achève leur répartition, au début du IIe millénaire, il émerge dans l'est de l'Europe un certain nombre de pays slaves qui auront chacun une histoire indépendante. Il en sera ainsi jusqu'à nos jours.

Une civilisation slave caractéristique a pris corps, bien que tous les Slaves n'en fassent pas complètement partie et qu'au final les Polonais, Tchèques et Slovaques de notre époque s'avèrent plus proches, culturellement, de l'Europe centrale que de son homologue orientale. Les structures étatiques du monde slave seront mouvantes, mais deux d'entre elles, formées par les nations russe et polonaise, se montreront particulièrement solides et aptes à survivre sous une forme organisée. Elles devront résister à beaucoup d'avatars, le monde slave subissant parfois des pressions des deux bords, Est et Ouest, notamment au XIXe et au XXe siècle. L'agressivité occidentale est un des facteurs qui ont permis la conservation d'une forte identité slave.

L'histoire des peuples slaves remonte au moins à 700 avant J.-C., époque à laquelle ce groupe ethnique semble s'être établi dans une sorte de corridor allant de l'est des Carpates à la Crimée. Pendant plus d'un millier d'années, ils se dispersent lentement, à l'ouest et au nord, jusque dans la Russie d'aujourd'hui. Entre le Ve et le VIIe siècle, les Slaves des deux groupes, oriental et occidental, commencent à migrer vers le sud, dans les Balkans. Analogue à celle des Turcs, cette expansion slave est d'abord en grande partie liée à leur situation de peuple asservi aux Avars. Venus d'Eurasie centrale, les Avars règnent sur une immense bande de terre qui traverse les vallées du Don, du Dniepr et du Dniestr. Ils contrôlent le sud de la Russie jusqu'au Danube. Ce sont eux qui guident et poussent les Slaves vers l'ouest.

Au cours de leur histoire, les Slaves ont montré une extraordinaire capacité à survivre. Harcelés en Russie par les Scythes et les Goths, et en Pologne par les Avars et les Huns, ils n'en sont pas moins restés accrochés à leur territoire et se sont même étendus. Ce sont certainement des agriculteurs obstinés. Leurs arts premiers montrent une prédisposition à absorber la culture et les techniques des autres. Ils tirent leur savoir de leurs maîtres, à qui ils survivent. D'où l'importance de la barrière des Khazars et des Proto-Bulgares qui se dresse entre eux et la puissance dynamique de l'islam au VII^{e} siècle. Ces deux peuples forts ont aussi contribué à canaliser le déplacement progressif des Slaves vers les Balkans et jusqu'en mer Égée. Plus tard, ils remonteront la côte adriatique pour atteindre la Moravie et l'Europe centrale, la Croatie, la Slovénie et la Serbie. Aux environs du X^{e} siècle, les peuples de langue et de culture slavonnes étaient certainement majoritaires dans les Balkans, bien que les recherches anthropologiques modernes, fondées sur l'ADN, montrent que seuls de petits groupes de Serbes ou de Macédoniens sont génétiquement apparentés aux premiers Slaves.

La Bulgarie est le premier État à émerger de ce processus de slavisation, même si les Bulgares ne sont pas d'origine slave, mais turque. Certains d'entre eux se slavisent peu à peu grâce aux unions exogamiques et au contact des Slaves ; c'est le cas des Bulgares occidentaux, qui s'établissent dans le bassin du Danube au VII^{e} siècle. Ils participent avec les peuples slaves à une série d'attaques sur Byzance. En 559, ils pénètrent les défenses de Constantinople et campent dans ses faubourgs. Comme leurs alliés, ce sont des païens. Byzance exploite les différences entre les tribus bulgares et l'un de leurs khans reçoit le sacrement du baptême à Constantinople, avec pour parrain l'empereur Héraclius. Le *basileus* se sert de l'alliance byzantine pour chasser les Avars de ce qui deviendra la Bulgarie. Peu à peu, la souche bulgare se mêle

au sang et à l'influence slaves. Lorsque apparaît enfin un État bulgare, à la fin du siècle, il peut être considéré comme slave. En 716, Byzance reconnaît son indépendance. Désormais, un corps étranger existe sur un territoire depuis longtemps tenu pour être une partie de l'empire. Si Byzance a formé des alliances avec lui, il n'en est pas moins une épine dans son pied, qui contribue à ruiner ses tentatives de reprise de territoires à l'ouest. Au début du IX^{e} siècle, lors d'une bataille, les Bulgares tuent un *basileus* (et prennent son crâne pour en faire une coupe dans laquelle le roi boira le breuvage de la victoire). Depuis 378, aucun empereur n'était mort au cours d'une campagne contre les Barbares.

Une étape décisive est franchie − sans marquer la fin du conflit − lorsque les Bulgares se convertissent au christianisme. Un autre souverain de Bulgarie reçoit le baptême en 865, après une brève période au cours de laquelle il a courtisé Rome et caressé l'idée de se liguer avec elle contre Constantinople. Sa conversion soulève des oppositions, mais à partir de ce moment la Bulgarie devient chrétienne. Quel que soit le bénéfice diplomatique espéré par les hommes d'État byzantins, on est loin de voir disparaître le problème bulgare. Néanmoins, c'est une étape à marquer d'une pierre blanche, un immense pas en avant dans un processus capital − l'évangélisation des peuples slaves. On y trouve aussi une indication de la façon d'y parvenir : en partant du sommet de la hiérarchie, par la conversion des souverains.

L'enjeu est énorme : il s'agit de la nature de la future civilisation slave. Deux grands noms dominent les débuts de sa formation. Ce sont les frères saint Cyrille et saint Méthode, deux prêtres nés à Thessalonique au IX^{e} siècle et encore tenus en haute considération dans l'Église orthodoxe. Cyrille a d'abord été envoyé en mission chez les Khazars. L'œuvre des deux frères doit être placée dans le contexte général de la diplomatie byzantine. Les missionnaires orthodoxes ne se distinguent pas nettement

des émissaires diplomatiques byzantins, et ces hommes d'Église auraient eu bien du mal à faire la distinction. Leur action va bien au-delà de la simple conversion d'un voisin dangereux. Le nom de Cyrille est pour toujours associé à l'alphabet qu'il a mis au point : l'alphabet cyrillique. Rapidement diffusé parmi la population slave, il a vite atteint la Russie et permis non seulement le rayonnement du christianisme, mais aussi la cristallisation de la culture slave. Potentiellement ouverte aux autres influences, car Byzance n'est pas le seul voisin, cette culture, en définitive, est profondément marquée par une seule, celle de l'Église orthodoxe d'Orient.

Du point de vue byzantin va suivre une conversion encore plus importante, même si elle ne dure pas plus d'un siècle. En 860, une flotte de deux cents navires attaque Byzance. Les citoyens sont terrifiés. Dans la basilique Sainte-Sophie, ils écoutent en tremblant l'homélie du patriarche[6] : « Un peuple venu du Nord nous est tombé dessus. […] Ce peuple est cruel et sans pitié, sa voix résonne comme un océan mugissant […] une tribu féroce et sauvage […] détruisant tout, n'épargnant rien. » On croirait entendre la voix d'un moine d'Occident invoquant la protection divine à l'arrivée des sinistres drakkars vikings, chose tout à fait compréhensible, car ce sont des Vikings, au fond, ces attaquants. Mais les Byzantins les connaissent comme des Rus, et cette attaque surprise marque le tout début de la future puissance militaire russe.

Pour lors, quasiment rien ne justifie encore l'appellation d'État. La Russie est toujours en devenir. Elle trouve son origine dans un amalgame auquel la contribution slave sera fondamentale. Au fil des siècles, les Slaves orientaux se sont éparpillés sur une grande partie des vallées en amont des fleuves qui se jettent dans la mer Noire, probablement à cause de la culture sur brûlis, une technique agricole primitive qui consiste à épuiser le sol en deux ou trois ans, puis à passer à un autre endroit. Vers le VIII^{e} siècle, ils sont

assez nombreux pour laisser les traces d'un habitat relativement dense, peut-être synonyme d'une sorte de vie urbaine, sur les collines des environs de Kiev. Regroupés en tribus dont le mécanisme économique et social reste obscur, les Slaves orientaux n'en constituent pas moins le socle de la future Russie. Nous ignorons qui en étaient les souverains autochtones, mais ils vivaient apparemment dans des blocs protégés par des palissades, les premières villes, et exigeaient un tribut des habitants de la campagne environnante.

Ces tribus slaves tombent sous la coupe des Scandinaves, qui deviennent leurs suzerains ou les vendent comme esclaves dans le Sud. Avides de nouvelles terres, ces hommes du Nord combinent commerce, piraterie et colonisation. Ils apportent des techniques commerciales, de grandes compétences en matière de navigation et d'organisation de leurs drakkars, une force de combat redoutable et, semble-t-il, très peu de femmes. Comme leurs cousins vikings de la Humber et de la Seine, ils empruntent les fleuves russes, beaucoup plus longs et plus profonds, pour pénétrer dans le pays convoité. Quelques-uns y parviennent sans encombre ; vers 846, à Bagdad, on entend parler de « Varègues », comme on les appelle encore. En 860, Constantinople est la cible de l'une de leurs nombreuses attaques en mer Noire.

Les nouveaux suzerains des Slaves doivent combattre les Khazars à l'est, et il est possible qu'ils se soient d'abord établis à Kiev, région tributaire de ces derniers. Toutefois, l'histoire traditionnelle de la Russie débute avec leur installation à Novgorod, la « Holmgard » de la grande saga nordique. C'est là, dit-on, qu'un prince dénommé Rourik se serait établi avec ses frères aux environs de 860. À la fin du siècle, un autre prince viking s'empare de Kiev et en fait la capitale d'un nouvel État.

L'apparition d'une nouvelle puissance consterne les Byzantins tout en déclenchant une réaction idéologique,

comme d’habitude face à l’émergence d’une difficulté d’ordre diplomatique. Il semble en effet qu’ait lieu une tentative de conversion de quelques Rus au christianisme, et l’un de leurs souverains se serait laissé convaincre. Les Varègues conservent pourtant leur paganisme nordique et leurs dieux Thor et Odin, tandis que leurs sujets slaves, avec lesquels ils sont de plus en plus étroitement mêlés, ont leurs propres divinités, peut-être venues d’une très lointaine histoire indo-européenne. En tout état de cause, avec le temps, celles-ci tendent à se confondre. Bientôt resurgissent les hostilités avec Byzance. Un prince du début du X^{e} siècle, Oleg (Helge), attaque de nouveau Constantinople en l’absence de la flotte byzantine. Selon les chroniqueurs de l’époque, il aurait abordé sur le rivage et fait installer des roues sur ses vaisseaux pour contourner la Corne d’Or, dont l’accès était barré. Peu importe la façon dont il s’y prend, le fait est qu’il parvient à négocier avec Byzance, en 911, un traité qui lui est extrêmement favorable. Il accorde aux Russes des privilèges commerciaux inhabituels et fait apparaître clairement l’importance capitale du commerce dans la vie de la nouvelle principauté.

Un demi-siècle ou presque après l’arrivée du légendaire Rourik, la Rus est une réalité, une sorte de fédération autour d’un réseau fluvial, axée sur Kiev et reliant la Baltique à la mer Noire. La jeune principauté est païenne, mais la civilisation et le christianisme lui parviennent grâce à un accès facile à Byzance par la voie maritime. En 945, elle prend le nom de Rus’ de Kiev. Son unité est toujours loin d’être réalisée. L’adoption par les Vikings du partage de l’héritage, un principe slave, rend encore moins rigide une structure déjà incohérente. Les souverains de la principauté sont tantôt d’un centre politique tantôt d’un autre, Kiev et Novgorod étant les deux principaux. La famille de Kiev finit néanmoins par devenir la plus importante.

Au cours de la première moitié du X^{e} siècle, les relations entre Byzance et la Rus’ de Kiev mûrissent lentement. Sous

les dehors de la politique et du commerce a lieu une réorientation plus profonde : les liens entre Kiev et la Scandinavie se distendent et la jeune principauté lorgne de plus en plus vers le sud. La pression varègue semble diminuer, peut-être à cause des succès scandinaves en Europe occidentale où, en 911, l'un de leurs souverains, Rollon, reçoit du roi de France un territoire qui deviendra plus tard le duché de Normandie. Il s'écoulera toutefois longtemps avant que l'on assiste à un resserrement des liens entre Kiev et Byzance.

L'un des obstacles à ce rapprochement est la prudence excessive de la diplomatie byzantine, toujours plus soucieuse, en ce début du X^{e} siècle, d'aller pêcher en eaux troubles en négociant avec les tribus sauvages des Petchenègues turques, qui harcèlent les Rus sur leur territoire, que d'apaiser ces derniers. Les Petchenègues ont déjà repoussé vers l'ouest les Magyars, tribus jusque-là tampons entre les Rus et les Khazars, et l'on peut s'attendre à ce que les ennuis redoublent. Et puis, les Varègues poursuivent leurs incursions, même si le recul de la flotte rus devant le feu grégeois en 941 marque un moment décisif. Le traité qui s'ensuit réduit considérablement les privilèges commerciaux accordés trente ans auparavant. La réciprocité des intérêts ressort toutefois plus clairement lors du déclin de l'Empire khazar. Les Byzantins prennent alors conscience que Kiev pourrait être un allié précieux contre la Bulgarie. Les signes de rapprochement se multiplient ; la garde royale de Constantinople compte désormais des Varègues, et les marchands rus viennent plus fréquemment. Certains se seraient même fait baptiser.

Malgré son mépris, parfois, à l'égard du commerçant, le christianisme reste souvent dans le sillage des marchandises. En 882, Kiev compte déjà une église, et il se peut qu'elle ait été édifiée pour les marchands étrangers. Mais les traces du christianisme russe s'arrêtent là. On n'en trouve plus guère avant le milieu du siècle suivant. En 945,

en effet, Olga, la veuve du prince Igor, devient régente de la principauté (elle exercera la régence jusqu'à la majorité de son fils, Sviatoslav, héritier du trône et premier prince de Kiev à porter un nom slave et non scandinave). Quelques années plus tard, la future sainte Olga se rend en visite officielle à Constantinople pour y recevoir le sacrement du baptême en la basilique Sainte-Sophie, en présence de l'empereur. L'événement ayant des connotations diplomatiques, il est difficile de lui donner une signification certaine. Après tout, Olga a aussi dépêché un émissaire en Occident pour lui amener un évêque et voir ce que Rome pourrait lui offrir. En outre, dans l'immédiat, l'événement ne débouche sur rien de concret. Sviatoslav (962-972) s'avère être un païen militant, comme d'autres seigneurs vikings de l'époque. Il s'accroche aux divinités nordiques et nul doute qu'il voit dans ses victoires, lors de ses incursions en terre khazare, la confirmation de ses croyances. Il rencontre cependant moins de succès contre les Bulgares et finit par tomber sous les coups des Petchenègues.

Nous sommes à une époque cruciale. La Russie existe, mais elle est encore viking, en équilibre entre l'Occident et l'Orient chrétiens. Au moment critique, la Khazarie a repoussé l'islam, mais la Russie pourrait se tourner vers l'Europe des Latins. Déjà, les Slaves de Pologne ont été convertis au catholicisme romain, et les épiscopats germaniques poussés vers l'est, sur les côtes de la Baltique et en Bohême. La séparation des deux grandes Églises chrétiennes, voire leur hostilité, est déjà un fait établi, et, pour l'une comme pour l'autre, la Russie constitue une récompense majeure dont l'attribution n'a pas encore été décidée.

En 980, une série de luttes dynastiques fratricides aboutissent à la victoire et à l'avènement du prince à l'origine de la Russie chrétienne, Vladimir I^{er}. Il est possible qu'il ait été élevé comme un chrétien, mais il arbore encore le paganisme ostentatoire des seigneurs vikings. Puis il

commence à s’intéresser à d’autres religions. La légende veut qu’il ait fait débattre de leurs différents mérites en sa présence ; les Russes aiment particulièrement évoquer son rejet de la religion musulmane en raison de la règle qui interdit de consommer de l’alcool. Vladimir Ier envoie des émissaires se renseigner sur les diverses Églises de la chrétienté. Selon leurs conclusions, les Bulgares sentent mauvais et les Germains n’ont rien à offrir. Mais Constantinople les a séduits. Là-bas, disent-ils en des termes souvent repris, « nous ne savions pas trop si nous étions au Ciel ou sur la Terre, car sur Terre il n’existe rien du même genre, ni d’aussi beau, et nous sommes incapables de le décrire ». Vladimir prend sa décision en conséquence et, vers 986-988, il accepte le christianisme orthodoxe pour lui-même et pour son peuple.

Nombre de religieux orthodoxes l'ont admis depuis lors : cette époque marque un tournant dans l'histoire et la culture de la Russie. Car, écrit l'un d'eux un siècle et demi plus tard dans son panégyrique de Vladimir I^{er}, « alors les ténèbres de l'idolâtrie ont commencé à s'estomper, et l'aube de l'orthodoxie s'est levée ». Pourtant, le zèle déployé par Vladimir I^{er} pour obtenir le baptême de ses sujets, par la force si nécessaire, n'est pas seulement le fruit de son enthousiasme religieux. C'est aussi un choix guidé par des

raisons diplomatiques. Vladimir ayant accordé son aide militaire à Basile II, on lui promet maintenant la main d'une princesse byzantine. Cette proposition est sans précédent : pour la première fois, on lui reconnaît le statut de prince de Kiev. La sœur de l'empereur est offerte en mariage parce que Byzance a besoin d'une alliance avec les Rus pour combattre les Bulgares. Alors, lorsque les choses traînent un peu trop, Vladimir fait pression sur les Byzantins en occupant leurs possessions de Crimée. Le mariage a enfin lieu. Kiev vaut bien une messe nuptiale pour Byzance. Ce choix va cependant entraîner Vladimir bien au-delà de la diplomatie, ce que reconnaîtront ses compatriotes deux cents ans plus tard en le canonisant. Le prince de Kiev a pris la décision qui, plus qu'aucune autre, déterminera l'avenir de la Russie.

Au X^{e} siècle, la Rus' de Kiev possède très probablement et à bien des égards une culture plus riche que ne peut en offrir la majeure partie de l'Europe occidentale. Les villes sont des pôles commerciaux importants. Des marchandises y transitent avant d'être acheminées au Moyen-Orient, où les fourrures et la cire d'abeille de la Rus' sont très prisées. La mise en exergue des activités commerciales reflète une autre différence : en Occident, l'économie de subsistance domaniale, autarcique, est apparue comme l'institution qui supporte le poids de l'effondrement du monde économique de la période classique. Sans le domaine seigneurial occidental, la Russie ne connaîtrait pas non plus le seigneur féodal. L'aristocratie foncière mettra plus de temps à apparaître en Russie que dans l'Europe catholique ; pendant longtemps les boyards russes restent les compagnons et partisans des grands chefs de guerre. À un niveau inférieur de l'échelle sociale, dans les villes, la nouvelle religion s'enracine progressivement, d'abord grâce aux prêtres bulgares, qui apportent avec eux la liturgie slavonne méridionale et l'alphabet cyrillique. Le russe devient une langue littéraire. Sur le plan ecclésiastique, l'influence

byzantine est très forte et, généralement, c'est le patriarche de Constantinople qui nomme le métropolite de Kiev.

La capitale de la Rus' devient célèbre pour la magnificence de ses églises. C'est la grande époque des édifices dont le style emprunte beaucoup à l'art grec. Construits en bois, la plupart n'ont malheureusement pas résisté à l'épreuve du temps, mais la réputation de cette primauté artistique reflète la richesse de Kiev, qui connaît son apogée sous le règne du fils et successeur de Vladimir, Iaroslav le Sage. Selon un Occidental en visite à Kiev, la ville se pose en rivale de Constantinople. Culturellement parlant, la Russie est alors aussi ouverte aux influences extérieures qu'elle le sera ensuite pendant des siècles. Cette ouverture reflète en partie la position militaire et diplomatique de Iaroslav, qui entretient des relations avec Rome et reçoit à Novgorod les marchands de la ligue hanséatique. Ayant lui-même épousé une princesse suédoise, il marie ses filles à des têtes couronnées, en Pologne, en France et en Norvège. Une famille royale anglo-saxonne, harcelée, trouve refuge à sa cour. Jamais plus il n'existera de liens aussi étroits avec les cours royales d'Occident. Sur le plan culturel encore, les Slaves récoltent les premiers fruits de l'ancrage byzantin. La première grande œuvre de littérature, la *Chronique de Nestor*, insiste sur l'héritage slave et propose une histoire de la Rus' d'un point de vue chrétien.

La faiblesse de la Rus' de Kiev réside dans la persistance d'un principe successoral qui rend presque inéluctable l'apparition de divisions et de conflits à la mort du grand-prince. Bien qu'un autre prince du XI^{e} siècle réussisse à affirmer son autorité et à tenir à distance ses ennemis de l'étranger, après Iaroslav, la suprématie de Kiev périclite. Les principautés du Nord montrent une plus grande autonomie. Moscou et Novgorod finissent par devenir les deux plus importantes, bien qu'une autre « grande » principauté, équivalente à celle de Kiev, soit fondée à Vladimir au cours de la seconde moitié du XIII^{e} siècle. Ce

basculement du centre de gravité de l'histoire de la Russie n'est pas sans rapport avec une nouvelle menace au sud : la pression des Petchenègues atteint à présent son paroxysme.

L'événement est capital. Dans les États du Nord, on discerne déjà les prémices des tendances ultérieures au sein du gouvernement et de la société russes. Lentement, les terres concédées par les princes transforment les vieux boyards, compagnons de route des rois seigneurs de guerre, en une aristocratie foncière. Les paysans colonisés eux-mêmes commencent à jouir de droits de propriété et d'héritage. Un grand nombre de ceux qui travaillent la terre sont des esclaves, mais il n'existe pas de pyramide d'obligations comme dans la société foncière de l'Europe médiévale occidentale. Ces changements se déroulent au sein d'une culture dont l'orientation principale a été fixée par la période kiévienne de l'histoire de la Russie.

Une autre entité nationale durable commence à cristalliser à peu près à la même époque que la Russie. Il s'agit de la Pologne, dont l'origine remonte à un groupe de tribus slaves apparues pour la première fois dans les annales de l'histoire au X^{e} siècle, au moment où elles luttent contre la pression des Germains implantés sur le même territoire. Aussi, lorsque Mieszko I^{er}, premier souverain de Pologne à figurer dans les annales, décide d'opter pour la religion chrétienne, il obéit peut-être à des considérations politiques. Mieszko I^{er} ne se tourne pas vers l'Église d'Orient, comme la Russie, mais vers Rome. Toute l'histoire de la Pologne sera donc associée à l'Europe centrale comme celle de la Russie à l'Europe orientale et à l'Eurasie centrale. La conversion du duc de Pologne, en 966, ouvre une période de cinquante années qui verront la consolidation rapide d'un nouvel État. L'un de ses successeurs, énergique, entreprend l'édification d'un système administratif et étend le territoire à la Baltique, au nord, et à la Silésie, la Moravie et Cracovie, à l'ouest. Otton III du Saint Empire romain germanique reconnaît sa

souveraineté en l'an 1000, et en 1025 le duc de Pologne devient Boleslas I^{er}, roi de Pologne. Contretemps politiques et réactions païennes dissiperont une grande partie de son œuvre, et des temps difficiles suivront, mais, grâce à Boleslas, la Pologne est devenue une réalité historique.

En outre, trois des thèmes dominants de l'histoire de la Pologne sont également apparus : la lutte contre l'empiétement germanique occidental, l'identification avec les intérêts de l'Église romaine, et l'esprit factieux et indépendant de la noblesse à l'égard de la Couronne. Les deux premiers expliquent en grande partie l'histoire malheureuse de cette nation tiraillée par des forces différentes. En tant que Slaves, les Polonais sont les gardiens de la frontière du monde slave, la digue qui les protège contre les grandes marées de l'immigration teutonique. En tant que catholiques, ils font office d'avant-poste de la culture occidentale dans sa confrontation avec l'Orient orthodoxe.

Tout au long de ces siècles de désordres et de confusion, d'autres peuples slaves sont poussés vers le nord de l'Adriatique et en Europe centrale, et de ces migrations émergent de nouvelles nations qui marqueront l'avenir. Convertis au christianisme orthodoxe par Cyrille et Méthode au IX^{e} siècle, les Slaves de Bohême et de Moravie le sont ensuite au catholicisme romain par les Germains. Le heurt des confessions religieuses joue aussi un rôle important dans l'histoire de la Croatie et de la Serbie, où un autre groupe slave s'établit et fonde des États séparés des souches orientales par les Avars d'abord, puis par les Germains et les Magyars, dont les invasions, à partir du IX^{e} siècle, auront des conséquences particulièrement lourdes en coupant de son soutien byzantin l'orthodoxie de l'Europe centrale.

Une Europe slave existe donc dès le début du XII^{e} siècle. Certes, elle est divisée, sur le plan religieux et dans sa répartition géographique. L'un des peuples qui s'y sont

établis après avoir traversé les Carpates depuis la Russie méridionale, les Magyars, ne possède rien de slave − il est originaire de la partie asiatique de l'Oural. Toute la région subit alors la pression toujours plus forte des pays germaniques où la politique, la ferveur des croisés et l'appétit expansionniste rendent irrésistible l'attrait de la poussée vers l'est. Le développement de la Russie kiévienne n'est pas à la mesure de son potentiel : après le XI^{e} siècle, la grande puissance slave est handicapée par une fragmentation politique et, au XII^{e}, elle subit le harcèlement des Coumans turcs. Autour de 1200, elle a perdu le contrôle des voies fluviales qui mènent à la mer Noire ; la Russie, repliée vers le nord, est en passe de devenir la Moscovie. Des temps difficiles s'annoncent. Un ouragan va souffler sur l'Europe slave, apportant son lot de catastrophes, comme sur Byzance d'ailleurs. En 1204, les croisés se livrent au pillage de Constantinople, provoquant l'éclipse de la grande puissance mondiale qui a servi de terre nourricière à la religion orthodoxe. Le pire est encore à venir. Trente-six ans plus tard, Kiev la chrétienne tombera aux mains des Mongols, peuple nomade qui sèmera l'effroi.

IV
Le nouveau Moyen-Orient

Pour les prédateurs rôdant autour du Moyen-Orient, Byzance n'est pas le seul objet de convoitise et, de fait, la puissance byzantine survit à l'intérêt qu'ils lui portent plus longtemps que son vieil ennemi, le califat abbasside. L'Empire arabe entre dans une phase de déclin et de désintégration, et à partir du X^e^ siècle s'ouvre une période de désordre qui rend désespérante toute tentative de donner un bref résumé des événements. Aucune amorce d'un essor de la croissance n'est perceptible, contrairement à ce que semblaient promettre l'efflorescence du commerce et l'émergence d'une population de nantis extérieure aux hiérarchies gouvernantes et militaires. Peut-être faut-il voir l'explication fondamentale de ce phénomène dans les exactions d'un gouvernement rapace et arbitraire ; toujours est-il que, en dépit du flux et reflux des gouvernants et peuples agresseurs, rien ne vient ébranler les bases de la société musulmane. Pour la première fois dans l'histoire, toute la région comprise entre le Levant et l'Hindou-Kouch est le fief d'une seule religion, et cette situation va perdurer. À l'intérieur de cet espace géographique, l'héritage chrétien de Rome, refoulé au-delà des monts Taurus en Asie Mineure, ne conserve sa qualité de force culturelle majeure que jusqu'au XI^e^ siècle. Ensuite, le déclin du christianisme au Moyen-Orient le réduira à la dimension de pratique communautaire tolérée par l'islam.

La stabilité et l'enracinement profond des institutions socioculturelles islamiques revêtent une importance considérable, transcendant largement les faiblesses − essentiellement politiques et administratives − des États

semi-autonomes émergeant dans le but d'exercer le pouvoir sous la domination officielle d'un califat décadent. S'appesantir sur ces États n'est absolument pas nécessaire. Si notables soient-ils pour les arabisants, nous les citerons ici pour leur commodité en tant que repères plus que pour eux-mêmes. Le plus important et le plus fort est dirigé par les Fatimides, une dynastie qui contrôle l'Égypte, la plus grande partie de la Syrie et du Levant, et les bords de la mer Rouge. Ce territoire inclut les Lieux saints de La Mecque et de Médine et bénéficie du volume important d'activités commerciales lucratives avec les pèlerins. Aux frontières de l'Anatolie et du nord de la Syrie, une autre dynastie, les Hamdanides, se dresse entre les Fatimides et l'Empire byzantin, tandis que le bastion du califat, l'Irak et la Perse occidentale, est avec l'Azerbaïdjan sous la coupe des Buyides. Les provinces du nord-est, le Khorasan, le Sijistan et la Transoxiane[7], finissent par passer sous le contrôle des Samanides. Répertorier ces quatre groupes au pouvoir ne résout pas − loin s'en faut − la complexité du monde arabe en mouvement au X^{e} siècle, mais cela permet de planter le décor nécessaire à l'exposé des événements qui ont permis l'apparition de deux nouveaux empires au sein de l'islam, l'un en Anatolie et l'autre en Perse.

Le fil conducteur de leur histoire a déjà été évoqué : ce sont les Turcs, peuple originaire de l'Asie centrale. En échange de services, certains d'entre eux ont reçu des Sassanides un territoire qui deviendra leur patrie. L'« Empire » turc, si l'on peut employer ce mot pour désigner leur confédération de tribus, s'étend alors sur toute la steppe asiatique. C'est la première grande époque de ce peuple et, comme celle des autres nomades, son ascension se révèle vite éphémère. En effet, les Turcs doivent affronter des divisions intertribales en même temps qu'une résurgence de la puissance chinoise. C'est donc sur un peuple divisé et découragé que les Arabes jettent leur dévolu. En 667, ils envahissent la Transoxiane, et au siècle

suivant ils finissent par faire voler en éclats les derniers vestiges de l'Empire turc en Asie occidentale. Ils ne s'arrêteront qu'au VIII^{e} siècle, devant les Khazars, un autre peuple turc. Bien avant cela, la confédération aura fait long feu.

Cet effondrement des Turcs n'enlève rien à l'importance de leur suprématie. Pour la première fois, un État nomade, en quelque sorte, s'est installé sur l'ensemble du territoire asiatique, perdurant pendant plus d'un siècle. Les quatre grandes civilisations contemporaines − la Chine, l'Inde, Byzance et la Perse − se sont toutes senties obligées d'établir des relations avec les khans turcs, dont les sujets ont beaucoup appris à leur contact. Ils se sont entre autres familiarisés avec l'art de l'écriture : la première inscription turque subsistant à l'heure actuelle date du début du VIII^{e} siècle. Mais, malgré cela, de longues périodes de leur histoire nous resteraient cachées si nous ne pouvions compter sur les documents et récits des autres peuples.

Associée à la fragmentation de leurs tribus, cette absence de matériaux contribue en effet à une certaine opacité jusqu'à la chute des Tang, en Chine, au début du X^{e} siècle. Au moment précis où, dans le monde musulman, les signes de faiblesse se multiplient, cet événement capital va ouvrir de belles perspectives aux Turcs orientaux et sinisés avec, notamment, l'émergence des États successeurs abbassides. Les esclaves turcs, ou « Mamelouks », ont longtemps servi dans les armées du califat ; dorénavant, ils sont employés comme mercenaires par les dynasties qui tentent de combler la vacance du pouvoir. Cependant, à l'approche du X^{e} siècle, les peuples turcs nomadisent de nouveau. Vers 950, une nouvelle dynastie rétablit la puissance et l'unité chinoises. Peut-être ce dernier événement donne-t-il le coup d'envoi à la course en avant des peuples d'Asie centrale en terre étrangère. Il s'avère qu'un peuple turc, les Oghouz, se trouve à l'avant-garde de ceux qui forcent le passage dans les territoires nord-orientaux de l'ancien califat pour y

fonder leurs nouveaux États. Parmi eux se trouve le clan des Seldjoukides, ancêtres des Turcs d'Anatolie actuels. En contact étroit avec les Khazars, certains d'entre eux ont d'abord adopté le judaïsme, mais vers 960 ils se convertissent à l'islam grâce aux efforts assidus des Samanides, encore en Transoxiane.

Bien des chefs des nouveaux régimes turcs sont d'anciens gardes-esclaves au service des Arabo-Perses. L'une de ces dynasties militaires, les Ghaznévides, ne tarde pas à étendre son empire jusqu'en Inde (c'est aussi le premier régime postabbasside à prendre ses généraux comme sultans), mais elle est à son tour écartée par de nouveaux envahisseurs nomades. Les Oghouz sont suffisamment nombreux pour entraîner un bouleversement majeur dans la composition ethnique de la Perse comme dans son économie. D'un autre côté, leur arrivée provoque une mutation plus profonde que toutes les précédentes et avec eux se tourne une nouvelle page de l'histoire de l'islam. Grâce aux efforts missionnaires des Samanides, une partie des Oghouz est déjà musulmane et respecte ce qu'elle trouve sur place. De cette époque date la traduction des principales œuvres des savants arabes et perses en diverses langues turques, ouvrant ainsi, comme jamais encore auparavant, les peuples turcs à la civilisation arabe.

Au début du XI^{e} siècle, la traversée de l'Oxus par les Seldjoukides conduit à la formation d'un nouvel Empire turc, qui perdurera jusqu'en 1194, et en Anatolie jusqu'en 1243. Après l'expulsion des Ghaznévides, obligés de quitter l'est de la Perse, les Seldjoukides s'en prennent aux Buyides et s'emparent de l'Irak, devenant ainsi les tout premiers envahisseurs d'Asie centrale à pénétrer au-delà du plateau iranien. Ils semblent avoir reçu un bon accueil de la part de nombre d'anciens sujets des Buyides chiites, peut-être par leur qualité de musulmans sunnites. Leurs faits d'armes vont cependant beaucoup plus loin. Après l'occupation de la Syrie et de la Palestine, ils envahissent l'Asie Mineure et

infligent aux Byzantins l'une des plus grandes défaites de leur histoire, à Mantzikert, en 1071. Ils appellent ce nouvel empire le sultanat de Roum, car ils se considèrent désormais comme les héritiers de Rome. La nécessité, pour les musulmans, d'avoir un pied dans l'ancien Empire romain ne déclenche pas seulement l'ardeur des croisés en Europe, elle ouvre aussi l'Asie Mineure aux Turcs.

Historiquement, les Seldjoukides jouent ensuite, à bien des égards, un rôle remarquable. Non seulement ils sont à l'origine de la métamorphose de la région, qui passe du christianisme à l'islam, mais ils inaugurent aussi le temps des croisades et supportent pendant de longues années le poids de la résistance aux croisés, non sans de lourdes conséquences sur les autres fronts. Vers le milieu du XII^{e} siècle, dans les territoires iraniens, la puissance seldjoukide est déjà sur le déclin. L'empire perdure néanmoins assez longtemps pour permettre la cristallisation finale, dans tous les bastions islamiques, d'une culture commune et d'institutions qui, cette fois, incluent les peuples turcs.

Cette évolution relève moins d'une innovation du gouvernement seldjoukide que de sa reconnaissance des réalités sociales (ce qui, pour l'islam, signifie religieuses). La structure seldjoukide est essentiellement fondée sur le paiement de tributs, plus que sur l'activité administrative. Il s'agit plutôt d'une confédération de clans et de localités. Pas plus que ses prédécesseurs elle n'est capable de résister à une pression de longue durée. L'appareil central de l'empire, c'est son armée et la logistique qui l'accompagne ; à l'échelon local règnent les plus notables des oulémas, enseignants et chefs religieux musulmans. Ils consolident l'autorité et les traditions sociales qui survivront aux califats et deviendront le ciment de la société musulmane dans tout le Moyen-Orient. Ce sont eux qui dirigeront tout, jusqu'à la montée des nationalismes au XX^{e} siècle. Malgré les divisions entre écoles, les oulémas

fournissent localement un système socioculturel commun garantissant la loyauté des masses envers les nouveaux régimes qui se succèdent et dont certains sont d'origine étrangère. Ils introduisent des porte-parole politiques susceptibles d'assurer la satisfaction générale à l'échelon local et de légitimer, par leur soutien, les nouveaux régimes.

Ce système est à l'origine d'une des différences majeures entre la société musulmane et son homologue chrétienne. Composantes essentielles des oulémas, les élites religieuses organisent la communauté sur une base locale, de sorte qu'une bureaucratie au sens occidental du terme n'est pas nécessaire. À l'époque de l'affaiblissement du califat, ces élites apportent son unité sociale à un monde musulman politiquement divisé. Le modèle seldjoukide s'étend ensuite à l'ensemble du monde arabe, pour se maintenir sous les empires successeurs. Autre institution fondamentale : l'utilisation d'esclaves dans l'administration et surtout dans l'armée. Bien que les Seldjoukides octroient quelques fiefs importants en échange d'un service militaire, ce sont les esclaves, turcs bien souvent, qui constituent la vraie force sur laquelle s'appuie le régime : son armée. Enfin, un autre pilier du système est le maintien, chaque fois que possible, des personnalités locales, perses ou arabes.

Le déclin des Seldjoukides met à nu les faiblesses de cette architecture. La direction de l'empire dépend en grande partie de l'existence d'individus compétents bénéficiant du soutien des loyalistes tribaux. Mais leur dispersion oblige les Turcs à remporter des victoires pour être assurés de conserver la loyauté de leurs sujets. Après la dissipation de la première vague de colonisation musulmane en Anatolie, la présence turque dans la région n'est toujours que superficielle et les villes musulmanes se trouvent au milieu d'un territoire linguistiquement différent. Localement, la langue n'est pas arabisée comme elle l'est plus au sud, et la submersion de la culture grecque régionale ne s'accomplit que très lentement. Plus à l'est, les premières défaites

musulmanes du XII^{e} siècle profitent aux païens ; un chef nomade (qu'une grande partie des Européens penseront être un roi chrétien, le Prêtre Jean, parti d'Asie centrale pour venir en aide aux croisés) reprend la Transoxiane aux Seldjoukides.

Les croisades sont, en partie, une réaction à la formation de l'Empire seldjoukide. Les Turcs, moins tolérants que les Arabes, peut-être en raison de leur conversion tardive à l'islam, se mettent à harceler les pèlerins chrétiens qui se rendent aux Lieux saints. Les autres facteurs déclencheurs des croisades relevant de l'histoire des Européens plus que des musulmans, nous les traiterons plus loin, mais le fait est que vers 1100 le monde islamique est sur la défensive, bien que la menace franque ne présente encore aucun caractère de gravité. La reconquête de l'Espagne a tout de même commencé et les Arabes ont déjà perdu la Sicile. La première croisade (1096-1099), favorisée par la division du monde musulman, permet aux chrétiens d'Occident d'établir quatre États latins sur la côte du Levant : le royaume de Jérusalem et ses trois fiefs − le comté d'Édesse, la principauté d'Antioche et le comté de Tripoli. Ces États ne sont pas promis à un grand avenir, mais, au début du XII^{e} siècle, leur existence semble représenter une menace pour l'islam. Le premier succès des croisés provoque une réaction chez les musulmans : un général seldjoukide s'empare de Mossoul et fonde un nouvel État, en Haute-Mésopotamie et en Syrie. Il reprend Édesse en 1144, tandis que son fils voit une possibilité d'exploiter le sentiment d'aliénation de la population musulmane locale, maltraitée par les chrétiens. C'est un neveu de ce prince, Saladin, qui, en 1171, prend le pouvoir en Égypte et proclame la fin de la dynastie fatimide.

Saladin est kurde. Considéré comme le héros de la reconquête du Levant par les musulmans, il demeure à ce jour un personnage captivant, en dépit des efforts continus de certains érudits sceptiques et dépourvus de romantisme

pour occulter l'image du *beau idéal*[8] de la chevalerie sarrasine. La fascination que Saladin exerçait sur ses contemporains chrétiens est ancrée dans des paradoxes qui ont dû avoir une force éducative réelle. Non chrétien, incontestablement, Saladin a cependant la réputation d'être un homme de parole, bon et juste ; chevaleresque mais issu d'un monde étranger à cet idéal (certains Français ont trouvé cela curieux au point de devoir ajouter foi à l'histoire du musulman adoubé par un prisonnier chrétien et recevant le baptême sur son lit de mort). Sur un plan plus prosaïque, la grande victoire de Saladin demeure la reconquête de Jérusalem en 1187, événement déclencheur d'une troisième croisade (1189-1192) qui ne l'atteint pas vraiment mais augmente encore l'irritation des musulmans envers le christianisme. Leur amertume et leur hostilité idéologique sans précédent aboutissent à la persécution des chrétiens, et dès lors commence un lent mais inexorable déclin de cette population, autrefois très forte, dans les territoires musulmans.

Saladin fonde une dynastie musulmane, celle des sultans ayyubides, à la tête du Levant (en dehors des enclaves des croisés), de l'Égypte et du littoral de la mer Rouge. Le règne des Ayyubides dure jusqu'à leur remplacement par les Mamelouks turcs, là aussi d'anciens esclaves qui constituaient la garde personnelle des sultans. Ce sont eux qui détruiront plus tard le restant des conquêtes des croisés en Palestine. En comparaison, la résurgence du califat au Caire (le pouvoir califal est donné à un membre de la dynastie abbasside) est de moindre importance, mais elle indique néanmoins une chose : si l'islam est toujours une puissance prépondérante et un foyer culturel, c'est désormais l'Égypte qui en portera la marque. Les grandes heures de Bagdad sont révolues.

Les Mamelouks ont à leur crédit un autre grand fait d'armes : avoir mis un terme au demi-siècle, voire plus, d'un déferlement de conquérants bien plus menaçants que les

Francs, les Mongols, dont l'histoire se joue de tout découpage chronologique ou territorial. Dans un laps de temps étonnamment bref, en effet, ce peuple nomade a satellisé la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe, laissant derrière lui des traces indélébiles. Son histoire ne gravite pourtant pas autour d'un espace physique, hormis le campement du chef avec ses yourtes en feutre. Tel un ouragan, les Mongols se sont déchaînés, terrifiant une demi-douzaine de civilisations, massacrant et détruisant tout sur leur passage, conquérant et réorganisant la planète comme personne avant le XX^{e} siècle. Les derniers et les plus grands conquérants nomades, ce sont eux et eux seuls.

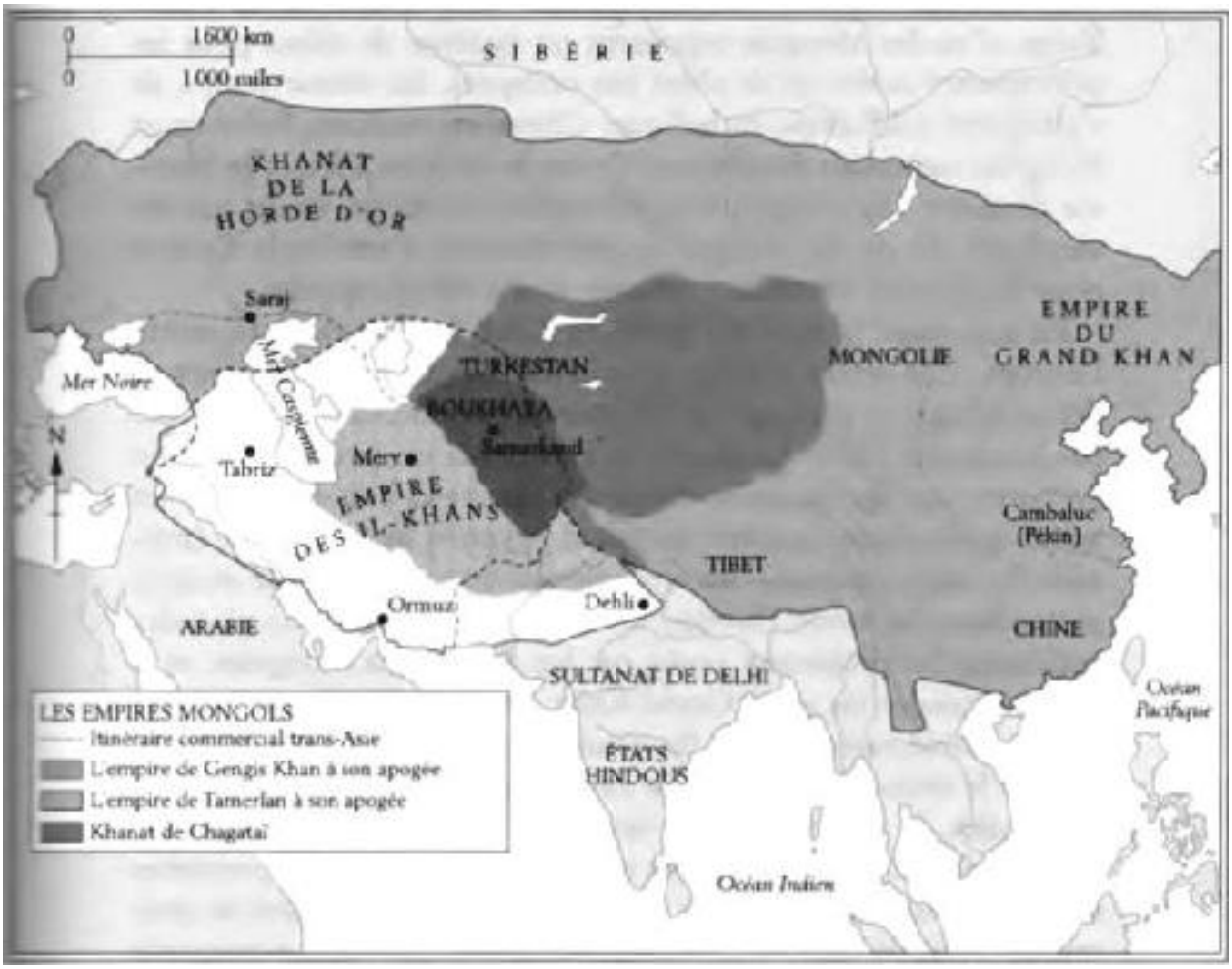
Pour remonter à leurs origines, il nous faut revenir au milieu du I^{er} millénaire, dans les contrées orientales du centre de l'Eurasie. L'expansion turque a repoussé les autres peuples jusqu'aux frontières et, parmi ceux qui refusent de se soumettre, certains partent vers le sud, colonisant l'intérieur et la périphérie extérieure de l'ancien empire Han. Un groupe de peuplades parlant des langues dites mongoles, et depuis longtemps objet de l'attention des gouvernants chinois, s'intègre progressivement au paysage politique confus de la Chine du V^{e} et du VI^{e} siècle. Certains jouent un rôle essentiel dans l'apparition de nouvelles dynasties : les Sui et les Tang sont à moitié d'origine mongole. D'autres vivent en dehors de la sphère chinoise. Beaucoup de grandes fédérations nomades du I^{er} millénaire comptent des éléments mongols, notamment les Avars, les Turcs et probablement aussi les Huns. Au cours de la seconde moitié du IX^{e} siècle et durant les premières années du X^{e}, un groupe proto-Mongol, les Khitans, fonde son propre État et pénètre en Chine septentrionale où il établit la dynastie Liao, qui entre 916 et 1125 régnera sur la Mandchourie, la Mongolie orientale et une grande partie des provinces du nord de la Chine.

Les Liao ont sans nul doute inspiré d'autres peuples mongols des régions septentrionales de la Chine, les

incitant à se voir davantage comme des pasteurs, domestiques ou artisans. Toutefois, au début du XII^{e} siècle, lorsque l'Empire khitan s'effondre brutalement sous la pression de ses ennemis, toutes les tribus mongoles en pâtissent. Le poids des ethnies rivales déclenche une lutte féroce entre les clans survivants et pousse à tous les extrêmes un jeune homme amer et sûr de lui nommé Temüjin. Son année de naissance est incertaine, mais on sait qu'il devient le khan de son peuple vers 1190. Quelques années plus tard, on le retrouve *khagan* de l'ensemble des tribus qu'il nomme les Mongols. Il se fait appeler Tchingis Khan, « souverain universel ». Une déformation arabe de son nom va le faire connaître en Europe sous le nom de Gengis Khan. Il se rend maître des autres peuples d'Asie centrale et, en 1215, remporte la victoire sur la dynastie Jin, fondée par les Jürchen, ancêtres des Mandchous, en Chine septentrionale et en Mandchourie. Ce n'est cependant qu'un début. À sa mort en 1227, le jeune garçon des steppes est devenu le plus grand conquérant de toute l'humanité.

Gengis Khan ne ressemble à aucun des seigneurs de guerre nomades qui l'ont précédé. Il croit sincèrement avoir pour mission de conquérir le monde. Son objectif, c'est la conquête, et non la prise d'un butin ou la colonisation. Les territoires acquis sont ensuite organisés de manière systématique, et la structure qui en découle justifie l'appellation d'empire, plus que la plupart des États nomades. Le Grand Khan est superstitieux, tolérant vis-à-vis des religions autres que son paganisme et, nous dit un historien persan, il tient « en haute estime les sages et ermites aimés et respectés dans chaque tribu, considérant que [c'est] une façon de plaire à Dieu ». En effet, il semble se croire investi d'une mission divine. Cet éclectisme religieux revêt une grande importance, tout comme le fait que ses partisans et lui-même ne sont pas d'obédience musulmane (à l'exception de quelques Turcs qui les ont rejoints), ce qui n'était pas le cas des Seldjoukides à leur

arrivée au Moyen-Orient. Non seulement ce point est important pour les chrétiens et les bouddhistes − les Mongols comptent parmi eux à la fois des nestoriens et des disciples de Bouddha − mais il l'est aussi par sa signification, à savoir qu'ils ne s'identifient pas à la religion du plus grand nombre au Moyen-Orient.



En 1218, Gengis Khan se tourne vers l'Occident. C'est le début de l'ère des invasions mongoles, en Transoxiane et dans le nord de l'Iran d'abord. Le khan n'agissant jamais de manière légère, capricieuse ou irréfléchie, il est fort possible que cette première attaque ait été provoquée par la folie du chah du Kharezm, lequel a massacré ses émissaires. En représailles, Gengis décide d'une incursion dévastatrice en Perse, pour remonter ensuite vers le nord, traverser le

Caucase et pénétrer en Russie méridionale avant d'en revenir, après un tour complet de la mer Caspienne.

En 1223, tout est terminé. Boukhara et Samarkand ont été mises à sac et leurs habitants massacrés afin de dissuader par la terreur tous ceux qui envisageaient de résister (avec les Mongols, la capitulation est toujours la conduite la plus sûre : après s'être rendues, plusieurs minorités ont pu survivre en n'ayant pour pire contrainte que l'obligation de s'acquitter d'un tribut et d'accepter l'arrivée d'un gouverneur mongol). Après cette agression, la Transoxiane ne retrouvera jamais sa place dans la Perse musulmane. Quant à la civilisation chrétienne, elle s'est offert un avant-goût des prouesses mongoles avec la défaite des Géorgiens en 1221 et des princes de Russie méridionale deux ans plus tard. Ces événements de mauvais augure ne sont que les prémices de ce qui va suivre.

Gengis Khan meurt en Orient, en 1227. Après avoir achevé la conquête de la Chine septentrionale, son fils et successeur, Ogödeï, renvoie son armée en Occident. En 1236, il envahit la Russie. Sous le commandement du petit-fils de Gengis, Batu, et du stratège militaire Süboteï, l'armée s'empare de Kiev et s'installe sur la Basse-Volga, d'où les Mongols organisent un système de tribut pour les principautés russes qu'ils n'ont pas occupées. En même temps, ils s'attaquent à l'Europe catholique. Chevaliers teutons, Polonais et Hongrois capitulent devant eux. Cracovie est mise à feu et la Moravie dévastée. Un groupe mongol traverse l'Autriche, tandis que les assaillants du roi de Hongrie le pourchassent à travers la Croatie pour finalement atteindre l'Albanie, avant d'être rappelés.

En apprenant la mort d'Ogödeï en 1241, l'armée de Batu quitte l'Europe. Elle rentre à temps pour rendre les derniers honneurs au défunt *khagan* et participer à l'élection de son successeur, qui n'aura pas lieu avant 1246. Assistent à la cérémonie un moine franciscain (venu en tant qu'émissaire du pape), un grand-duc de Russie, un sultan seldjoukide, le

frère du sultan égyptien ayyubide, un émissaire du calife abbasside, un représentant du roi d'Arménie et deux prétendants au trône chrétien de Géorgie. L'élection ne résoudra nullement les problèmes posés par les dissensions mongoles, et il faudra attendre un autre Grand Khan, en 1251 (après que la mort de son prédécesseur a mis fin à un règne de courte durée), pour planter le décor d'une nouvelle expédition.

Mongka, le nouveau khan, un autre des petits-fils de Gengis, va devenir l'un des plus grands souverains mongols. Ses premières attaques visent presque toutes les pays musulmans, suscitant un optimisme injustifié chez les chrétiens, qui notent l'influence croissante des nestoriens à la cour mongole. Depuis la campagne de Gengis Khan, il règne un grand désordre dans la région, théoriquement toujours soumise au califat. Les Seldjoukides de Roum, défaits en 1243, ne sont pas capables d'affirmer leur autorité. Dans cette vacance du pouvoir, des forces mongoles locales et relativement peu importantes se montrent efficaces, et l'Empire mongol s'appuie principalement sur la vassalisation d'un grand nombre de souverains locaux.

La nouvelle expédition, dont le commandement est confié au jeune frère du Grand Khan, Hülagü, commence par la traversée de l'Oxus, le jour de l'An 1256. Après en avoir fini avec la secte des Assassins, tristement célèbre, Hülagü se dirige vers Bagdad et somme le calife de se rendre. La ville est prise d'assaut et mise à sac, et le dernier calife abbasside est assassiné − une crainte superstitieuse interdisant de répandre son sang, il aurait été enroulé dans un tapis puis piétiné par des chevaux. Cet événement marque une période noire dans l'histoire de l'islam : dans tout le Moyen-Orient, les chrétiens s'enhardissent et savourent à l'avance la défaite des seigneurs musulmans. L'année suivante, les Mongols lancent une offensive contre la Syrie et après avoir capitulé les musulmans sont obligés

de s’incliner devant la croix dans les rues de Damas. Une mosquée est transformée en église. À la mort du Grand Khan, les Mamelouks égyptiens figurent en tête de la liste des futures conquêtes. Hülagü est favorable à l’élection de son jeune frère Kublai pour succéder à Mongka, mais Kublai se trouve au loin, en Chine. L’esprit occupé par le retour de son frère, Hülagü se retire en Azerbaïdjan avec une grande partie de ses hommes pour attendre la suite des événements et c’est une armée affaiblie qu’affrontent les Mamelouks à Ayn Jalut (la « source de Goliath »), près de Nazareth, le 3 septembre 1260. Le général des Mongols est tué, et la légende de leur invincibilité mise à mal : le monde se trouve à un moment charnière de son histoire. Pour les Mongols, le temps des conquêtes est révolu ; celui de la consolidation a commencé.

L’unité de l’empire de Gengis Khan touche à sa fin. Après une guerre civile, son héritage est partagé entre les princes de son clan, sous la suprématie théorique de son petit-fils Kublai, khan de Chine. Kublai sera le dernier des Grands Khans. Le khanat russe est divisé en trois : le khanat de la Horde d’Or s’étend du Danube au Caucase, avec, à l’est, le khanat Chaybanide au nord (du nom de son premier khan) et celui de la Horde blanche au sud. Le khanat de Perse, l’Ilkhanat, initialement le fief d’Hülagü, comprend une grande partie de l’Asie Mineure et s’étend jusqu’à l’Oxus, en passant par l’Irak et la Perse. Au-delà se trouve le khanat du Turkestan. Les querelles entre ces États laissent le champ libre aux Mamelouks pour ratisser les enclaves des croisés et se venger des chrétiens qui se sont compromis en s’associant avec les Mongols.

Rétrospectivement, il n’est pas facile, loin s’en faut, de comprendre la raison d’un si grand succès sur une si longue durée. À l’Ouest, les Mongols possédaient l’avantage de n’avoir en face d’eux aucune grande puissance, comme autrefois la Perse ou l’Empire romain d’Orient. Mais, à l’Est, ils ont vaincu la Chine, un empire d’une indéniable

grandeur. Ils avaient un atout en main, celui d'affronter des ennemis divisés : les souverains chrétiens caressaient l'idée d'utiliser la puissance mongole contre les musulmans, voire entre eux, mais une alliance avec la Chine était inconcevable, les Mongols contrôlant les communications entre les deux. Leur tolérance de la diversité religieuse, hormis durant la période où ils ont voué une haine implacable aux musulmans, les a également favorisés ; ceux qui acceptaient de se soumettre pacifiquement n'avaient pas grand-chose à craindre, tandis que les résistants en puissance pouvaient contempler les ruines de Boukhara ou de Kiev, ou les pyramides de crânes dans les cités persanes d'autrefois. Le succès mongol est certainement, en grande partie, la résultante de cette terreur absolue qui triomphait de la plupart de leurs ennemis avant même qu'ils ne croisent le fer avec eux.

En dernier ressort, leurs victoires s'expliquent par leurs aptitudes militaires et leurs facultés d'organisation. Le soldat mongol est coriace, bien entraîné et mené par des généraux sachant exploiter tous les avantages d'une cavalerie ultra-rapide. Leur mobilité s'explique en partie par le soin qu'ils apportent aux missions de reconnaissance et aux renseignements, préalablement à leur départ en campagne. La discipline de la cavalerie et leur maîtrise de l'art de la guerre de siège (qu'ils préfèrent néanmoins éviter) les rendent beaucoup plus redoutables qu'une horde de pillards nomades. Au fil des conquêtes, l'armée écume les populations captives pour y recruter des spécialistes. Ainsi, vers le milieu du XIII^{e} siècle, on trouve dans les rangs mongols des soldats de toutes origines ethniques. Les meilleurs d'entre eux se voient confier un rôle important lors de la réorganisation des territoires conquis en vue d'une nouvelle vague de recrutement et du paiement des tributs.

Si les besoins de son armée sont simples, l'empire de Gengis Khan, et dans une moindre mesure peut-être celui

de ses successeurs, est une entité administrative complexe qui recouvre une région immense. L'une de ses premières innovations consiste à réduire la langue mongole à l'écriture, en utilisant l'alphabet turc. Et puisque les autorités mongoles sont toujours prêtes à tirer parti des compétences des peuples soumis, c'est un prisonnier qui en est chargé. Des fonctionnaires chinois organisent la perception des recettes fiscales et, bien que l'introduction de la monnaie fiduciaire chinoise dans l'économie persane du XIII^{e} siècle aboutisse à un effondrement désastreux du commerce, cet exemple d'utilisation des techniques étrangères n'en est pas moins remarquable.

Dans un empire aussi vaste, les communications sont essentielles. Le long des routes principales, un réseau de relais de poste contrôle les messagers et courriers express. L'infrastructure routière favorise aussi le commerce et, s'ils se montrent impitoyables envers les villes qui leur résistent, avec les autres les Mongols encouragent généralement la reconstruction et la reprise des activités commerciales, soumises bien entendu à la collecte de taxes dont ils tirent profit. L'Asie de l'époque connaît une sorte de « *Pax Mongolica* ». Les caravanes sont protégées des bandits nomades par la surveillance policière mongole : les braconniers deviennent gardes-chasse. Ces nomades qui ont magistralement réussi n'ont aucunement l'intention de laisser d'autres leur damer le pion. Pendant la période mongole, le commerce terrestre entre la Chine et l'Europe est aussi aisé qu'en d'autres temps. Marco Polo est le plus célèbre des voyageurs européens à s'être rendu en Orient au XIII^{e} siècle, alors que les Mongols étaient déjà maîtres de la Chine. Avant sa naissance, son père et son oncle avaient déjà entrepris des voyages en Asie d'une durée de plusieurs années. Voyant leurs efforts amplement récompensés, les deux marchands vénitiens avaient décidé de repartir presque aussitôt, emmenant le jeune Marco. Le commerce chinois est alors lié à l'Europe par la voie maritime, *via* le

détroit d’Ormuz dans le golfe Persique, mais c’est par la voie terrestre, en passant par la Crimée et Trébizonde, que sont acheminées la plus grande partie des épices et soieries en Occident, approvisionnant le commerce byzantin à son crépuscule. Les itinéraires routiers dépendent des khans, ce qui explique certainement que les marchands aient toujours été d’ardents défenseurs du régime mongol.

Dans ses relations avec le reste du monde, l’Empire mongol montre l’influence de la Chine sur ses présupposés fondamentaux. Les khans prétendent être les représentants terrestres de Tängri, le seul et unique Ciel-dieu ; leur suprématie doit être reconnue, mais cela ne signifie pas pour autant une tolérance zéro envers les adeptes d’autres religions. En revanche, la diplomatie, au sens où les Occidentaux l’entendent, est inconcevable. À l’instar des empereurs chinois qu’ils remplaceront, les khans se considèrent comme les défenseurs d’une monarchie universelle ; c’est en suppliant que l’on doit venir à eux. Un ambassadeur est un porteur de tribut et non le représentant d’une puissance égale à celle des Mongols. Lorsque, en 1246, des émissaires romains viennent faire part au nouveau Grand Khan des protestations du pape contre le traitement réservé à l’Europe chrétienne par les Mongols, et qu’ils lui recommandent par ailleurs de se faire baptiser, la réponse tombe comme un couperet : « Si tu n’observes pas les commandements de Dieu et si tu ignores les miens, je te considérerai comme mon ennemi et je te le ferai comprendre. » Quant au baptême, le pape est prié de venir en personne le donner au khan. Le cas n’est pas unique ; l’année suivante, un autre pape recevra la même réponse du gouverneur mongol de la Perse : « Si tu veux garder ton fief, tu dois venir à nous en personne et de là tu continueras vers celui qui est le maître de la Terre. Sinon, Dieu seul sait ce qu’il adviendra. »

Les souverains mongols et leur entourage ne subissent pas seulement l’influence de la culture chinoise. De

nombreux signes attestent de l'importance du christianisme nestorien à la Cour, ce qui encourage les espoirs européens d'un rapprochement avec les khans. En 1254, juste après les fêtes de la nouvelle année, le franciscain Guillaume de Rubrouck, l'un des Occidentaux les plus notables venus rendre visite au Grand Khan, s'entend dire par un moine arménien que Mongka recevra le baptême quelques jours plus tard. Ce sont des paroles en l'air. Guillaume poursuit néanmoins ses joutes oratoires devant le Grand Khan, défendant la foi chrétienne face à des représentants musulmans et bouddhistes, et il sort victorieux de cette controverse. Nous sommes en fait à ce moment de l'histoire où les Mongols rassemblent leurs forces pour lancer leur double assaut contre la Chine des Song et les musulmans, lequel se solde finalement par un échec en Syrie face aux Mamelouks en 1260.

Ce ne sera pas la dernière tentative des Mongols pour conquérir les pays du Levant, mais aucune n'aboutit. Leurs querelles intestines laissent trop longtemps le champ libre aux Mamelouks. Comme on peut s'y attendre, c'est avec tristesse qu'en 1265 les chrétiens apprennent la mort d'Hülagü, dernier khan à constituer une menace réelle pour le Moyen-Orient avant plusieurs dizaines d'années. Après lui, en Perse, se succéderont des ilkhans, sortes de sous-khans, absorbés par leurs querelles avec ceux de la Horde d'Or et de la Horde blanche. Sous leur règne, la Perse se remettra peu à peu des invasions du début du siècle. Comme en Orient, les Mongols gouvernent par le biais d'administrateurs recrutés à l'échelon local et tolèrent assez bien chrétiens et bouddhistes, mais non les musulmans dans un premier temps. Signe évident d'un changement dans le rapport des Mongols aux Européens, les ilkhans commencent à émettre l'idée d'une alliance avec le pape contre les Mamelouks.

Avec la mort de Kublai Khan en 1294, en Chine, disparaît l'un des rares liens maintenant la cohésion de l'Empire

mongol. L'année suivante, un ilkhan nommé Ghazan rompt brutalement avec la tradition mongole en se convertissant à l'islam. Depuis lors, les souverains persans ont toujours été musulmans. À la fin du XIII^{e} siècle, néanmoins, ce changement ne donnera pas tous les résultats escomptés et lorsque l'ilkhan décédera, en pleine force de l'âge, il laissera derrière lui bien des problèmes irrésolus. Adopter l'islam est audacieux, mais insuffisant. De nombreux Mongols sont choqués. Or, en dernier ressort, les khans dépendent de leurs généraux. Néanmoins, Ghazan n'a pas renoncé à lutter contre les Mamelouks. Ses troupes prennent Alep en 1299, mais au final elles sont vaincues ; l'année suivante les fidèles de Damas prient pour lui dans la Grande Mosquée des Omeyyades. Dernier khan à tenter de mettre à exécution le projet de conquête du Moyen-Orient, formé cinquante ans auparavant, il voit ses efforts réduits à néant lorsque les Mamelouks repoussent la dernière invasion mongole en Syrie en 1303. Il meurt l'année suivante.

Bientôt, en Perse comme en Chine, la période de consolidation de la souveraineté mongole s'avère n'être qu'un bref été indien avant le début de son effondrement. Ghazan est le dernier ilkhan d'une certaine envergure. Ses successeurs n'ont qu'une influence très limitée en dehors de leurs territoires. Les Mamelouks terrorisent les chrétiens d'Arménie, leurs alliés d'autrefois, et plusieurs princes turcs se disputent l'Anatolie. Du côté de l'Europe, l'espoir est bien mince : le mirage des croisades s'est évanoui.

Malgré le recul de la puissance mongole, les vieilles terreurs du Moyen-Orient connaissent une dernière fulgurance avec un conquérant de la même trempe que Gengis Khan. En 1369, Timur le Boiteux (Timur Lang), dit Tamerlan, monte sur le trône de Samarkand. Depuis trente ans, l'histoire des ilkhans n'est qu'une suite de guerres civiles et de querelles de succession. En 1379, Tamerlan conquiert la Perse. Le nouveau khan n'aspire qu'à égaler

Gengis. Et il y parvient, pour ce qui est de l'étendue de ses conquêtes, de sa férocité et peut-être même de son aptitude à mener les hommes. Mais il lui manque les qualités d'homme d'État propres à ses prédécesseurs. Et, en matière de création artistique, il est tout à fait stérile. Il ravage l'Inde, ordonne le sac de Delhi (sa férocité s'exerce autant à l'encontre de ses coreligionnaires que des chrétiens), inflige une défaite sévère aux khans de la Horde d'Or, vainc les Mamelouks comme les Turcs et absorbe la Mésopotamie et la Perse. Paradoxalement, son rôle dans l'histoire est presque insignifiant, à deux exceptions près. On lui doit l'extinction quasi totale du christianisme en Asie, sous ses formes nestorienne et jacobite − une entorse à la tradition mongole, mais Tamerlan était aussi bien turc que mongol par le sang, et il ne connaissait rien des peuples nomades d'Asie centrale dont était issu Gengis Khan, ni de leurs bonnes dispositions vis-à-vis du clergé chrétien. Son seul véritable exploit, aussi involontaire qu'éphémère, a été de prolonger un peu l'existence de Byzance. En infligeant une défaite cuisante aux Ottomans, peuple turc vivant en Anatolie, en 1402, il les a un temps empêchés de donner le coup de grâce à l'empire d'Orient.

Ainsi s'oriente l'histoire de l'Asie occidentale depuis la démonstration mongole de l'incapacité des khans à garder le contrôle de l'Anatolie seldjoukide. L'étendue spectaculaire des expéditions − de l'Albanie jusqu'à Java − rend cette réalité difficilement perceptible avant la mort de Tamerlan en 1405, mais dès lors elle s'impose. Avant cela, déjà, en Chine, les descendants de Gengis Khan ont été renversés. L'héritage de Tamerlan s'effrite et, tandis que ses successeurs s'accrochent encore, temporairement, à la Perse et à la Transoxiane, la Mésopotamie finit par devenir l'émirat de Turcomans qui portent le joli nom de « Moutons noirs ». Vers le milieu du XV^{e} siècle, la Horde d'Or a déjà largement entamé son déclin. Si la menace mongole est

encore capable de semer la terreur en Russie, depuis longtemps elle n'a plus aucun effet sur l'Europe.

Byzance rend pourtant son dernier soupir. Depuis plus de deux siècles, l'empire se bat en vain pour assurer sa survie, et pas seulement contre ses puissants voisins musulmans. Les Européens ont été les premiers à réduire le territoire byzantin à l'état de peau de chagrin et à mettre à sac sa capitale. Après le coup fatal de 1204, l'empire n'est plus qu'un petit État balkanique. Un souverain bulgare saisit l'occasion, cette année-là, d'assurer l'indépendance de son pays, qui devient l'un de plusieurs États-successeurs éphémères apparus ensuite. En outre, sur les ruines de Byzance s'édifie la thalassocratie vénitienne, nouvel empire maritime d'Europe occidentale, le coucou dans le nid, que l'on avait d'abord soudoyé pour l'y faire entrer. Vers le milieu du XIV^{e} siècle, cet ancien client prend sa part de l'héritage byzantin : l'ensemble des îles de la mer Égée, avec Rhodes, la Crète, Corfou et Chios. Venise mène également une lutte politique et commerciale acharnée contre Gênes, sa rivale, qui elle-même a pris le contrôle, vers 1400, de la côte méridionale de la Crimée et de son commerce lucratif avec l'arrière-pays russe.

Revenons à Byzance en 1261 : avec l'aide des Osmanlis ou Ottomans, qui ont fait de l'Anatolie une région turque, les Byzantins reprennent Constantinople aux Francs. Deux facteurs peuvent encore être bénéfiques pour l'empire : d'une part, le fait que la phase cruciale des expéditions mongoles soit passée (bien que cela ne soit pas connu et que les Mongols continuent à attaquer les peuples qui protègent Byzance), et, d'autre part, l'existence en Russie d'une grande puissance orthodoxe susceptible de lui apporter une aide matérielle. De nouvelles menaces se dessinent, cependant, qui estompent les points positifs. La renaissance de l'Empire byzantin en Europe à la fin du XIII^{e} siècle est vite remise en cause par l'arrivée d'un prince serbe aspirant à fonder un empire. Il meurt avant de

pouvoir prendre Constantinople, mais laisse un empire limité à l'arrière-pays de la capitale et à une partie de la Thrace. Pour lutter contre les Serbes, Byzance en appelle une fois encore aux Ottomans. Déjà solidement établis sur les rives asiatiques du Bosphore, les Turcs mettent un pied en Europe, à Gallipoli, en 1333.

Dans ces circonstances, le mieux que puissent faire les onze derniers empereurs byzantins, les Paléologues, est de mener un combat d'arrière-garde. En 1326, ils cèdent ce qui reste de l'Asie Mineure aux Ottomans, et cette décision leur sera fatale. À l'est de la mer Noire, ils ont un allié : l'Empire grec de Trébizonde, un grand État commerçant qui ne leur survivra pas longtemps, mais en Europe ils ne peuvent espérer trouver grande aide. Les ambitions des Vénitiens et des Génois, qui dominent même, désormais, le commerce de la capitale, comme celles du roi de Naples ne leur donnent guère de répit. Par désespoir, l'un des empereurs accepte la primauté du pape et le ralliement à l'Église romaine, mais cette politique, qui ne rapporte pas grand-chose hormis l'hostilité de son propre clergé, est abandonnée par son successeur. La religion continue de diviser le monde chrétien.

Au cours de ce XIV^{e} siècle, les Byzantins se sentent de plus en plus isolés, abandonnés aux mains des infidèles. Leur recours à des mercenaires occidentaux venus de Catalogne ne leur apporte qu'une nouvelle attaque contre Constantinople par ces mêmes mercenaires, et la fondation d'un autre État séparatiste, le duché catalan d'Athènes, en 1311. Occasionnellement, les Byzantins remportent une victoire et reprennent une île ou une province, mais cela n'inverse pas la tendance générale, et ne remédie nullement à l'affaiblissement de l'empire, consécutif aux guerres civiles qui éclatent de temps à autre. Fidèles à leurs traditions, les Grecs s'arrangent, même lorsqu'ils en arrivent à de telles extrémités, pour donner à certains de leurs combats une dimension théologique. Pour couronner

le tout, la grande peste de 1347 fait disparaître un tiers de ce qui reste de la population byzantine. En 1400, lorsque l'empereur fait le tour des cours d'Europe occidentale pour demander de l'aide (il n'obtiendra qu'un peu d'argent), il ne règne plus que sur Constantinople, Thessalonique et la principauté de Morée. Il est révélateur qu'en Europe beaucoup parlent de lui comme de l'« empereur des Grecs », oubliant qu'il porte encore le titre d'empereur romain.

Les Ottomans encerclent la capitale, qu'ils ont déjà attaquée une première fois. Un second assaut a lieu en 1422. L'empereur Jean VIII tente une dernière fois de surmonter l'obstacle le plus important à la coopération avec l'Europe occidentale et centrale. En 1439, il se rend au concile œcuménique de Florence où il accepte la primauté pontificale et l'union avec Rome. Les chrétiens d'Occident se réjouissent ; les cloches sonnent à toute volée dans les églises d'Angleterre, mais l'Orient orthodoxe rechigne. La bulle d'union va totalement à l'encontre de ses traditions ; trop de choses s'y opposent : l'autorité papale, l'égalité des évêques, les rites et la doctrine. Les patriarches grecs les plus influents ont refusé d'assister au concile. Tous les métropolites présents − et ils sont nombreux − signent la bulle, à l'exception d'un seul (plus tard, d'ailleurs, il sera canonisé), mais une fois rentrés à Constantinople, ils se rétractent. Un dignitaire byzantin lancera la formule « Plutôt le turban turc que la tiare latine ». Pour la plupart des Grecs, la soumission au pape est un acte de renégat ; accepter le concile, c'est renier la véritable Église, dont la religion orthodoxe a conservé la tradition. À Constantinople même, on évite les patriarches connus pour avoir approuvé la bulle. Les empereurs suivants la respecteront mais il faudra attendre treize ans avant qu'ils n'osent proclamer publiquement l'union des deux Églises à Constantinople. Le seul bénéfice qu'ils tireront de leur soumission sera le

soutien du pape lors de la dernière croisade (qui se soldera par un fiasco désastreux en 1444).

En définitive, les deux Églises, d'Orient et d'Occident, ne parviennent pas à faire cause commune. Pour l'heure, les infidèles ne frappent que les postes de défense les plus éloignés de l'Europe. La France et le Saint Empire sont absorbés par leurs propres affaires ; Venise et Gênes voient leur intérêt peut-être autant dans la conciliation avec les Ottomans que dans la lutte. Quant aux Russes, harcelés par les Tatars, ils ne peuvent pas grand-chose pour aider les Byzantins, faute d'un contact direct avec eux. Constantinople se retrouve quasiment seule, et divisée, pour affronter l'assaut final des Ottomans.

« Ottomans » est le nom sous lequel les Européens connaissent les Osmanlis, l'un des peuples turcs issus de l'effondrement du sultanat de Roum. À leur arrivée, à la fin du XIII^{e} siècle, les Seldjoukides ont trouvé, aux portes de l'ex-califat abbasside et de l'Empire byzantin, un grand nombre de guerriers musulmans, petits seigneurs nommés *ghazi*, parfois d'origine turque, sans foi ni loi, indépendants, à qui profitent inévitablement les flux et reflux du pouvoir suprême. D'existence précaire, quelques-uns se sont laissés absorber par l'Empire byzantin lors de sa renaissance au X^{e} siècle, mais il est difficile de les contrôler. Beaucoup ont survécu à la période seldjoukide et tiré profit de l'anéantissement de ce peuple par les Mongols à une époque où Constantinople était aux mains des Latins.

L'un de ces *ghazi*, un Turc Oghouz probablement, se nommait Osman. Grâce aux qualités de meneur et à l'esprit d'initiative qu'il a su montrer, les hommes se sont rassemblés autour de lui. Il est même à l'origine de l'évolution sémantique du mot *ghazi*, devenu « combattant de la foi ». Frontaliers fanatiques, ses partisans semblent avoir pour caractéristique une certaine ardeur spirituelle. D'aucuns sont influencés par une tradition mystique particulière au sein de l'islam. Ils créent aussi leurs propres

institutions, très singulières. Quant à leur organisation militaire, elle s'approche de celle des guildes marchandes ou des ordres religieux de l'Europe médiévale : certains prétendent qu'en la matière les Européens auraient beaucoup appris des Ottomans. Leur implantation curieuse, à la frontière de cultures mi-chrétiennes mi-islamiques, les a certainement encouragés. Quelle qu'en soit l'origine première, le record ahurissant de leurs conquêtes rivalise avec celui des Arabes et des Mongols. Ils ont fini par rassembler sous l'autorité d'un même souverain le territoire de l'ancien Empire romain d'Orient, voire plus.

Au début du XIV^{e} siècle, pour la première fois, un Ottoman prend le titre de sultan. Il s'agit d'Orkhan, le fils d'Osman. Sous son règne commence la colonisation des territoires conquis, à partir de laquelle se constituera la puissance militaire ottomane. Orkhan crée aussi un nouveau corps, les janissaires, fantassins dont il a besoin pour se battre en Europe. Cette évolution marque une étape décisive dans la mutation d'un empire qui s'éloigne des institutions d'un peuple nomade naturellement constitué de cavaliers. Autre signe de ce nouvel ancrage : l'émission de la première monnaie ottomane. À sa mort, Orkhan règne sur le plus puissant des États postseldjoukides d'Asie Mineure et sur quelques pays européens. Il est devenu assez important pour que, par trois fois, l'empereur byzantin l'appelle à l'aide, et qu'il épouse l'une de ses filles.

Lentement, mais sûrement, les deux successeurs d’Orkhan engloutissent la totalité des Balkans, en s’emparant de la Serbie et de la Bulgarie. En 1396, ils sortent vainqueurs d’une nouvelle « croisade » organisée contre eux et conquièrent ensuite la Grèce. En 1391, ils assiègent une première fois Constantinople et parviennent à s’y maintenir pendant six ans. Entre-temps, l’Anatolie a été absorbée, par la force et la diplomatie. Le seul revers sérieux qu’ils essuient est leur défaite face à Tamerlan, en 1402, près d’Ankara. La crise successorale qui s’ensuit fait presque éclater l’empire. L’expansion reprend et la puissance vénitienne commence à souffrir elle aussi. Néanmoins, pour les Byzantins comme pour les Ottomans, la lutte, essentiellement religieuse, tourne autour de la

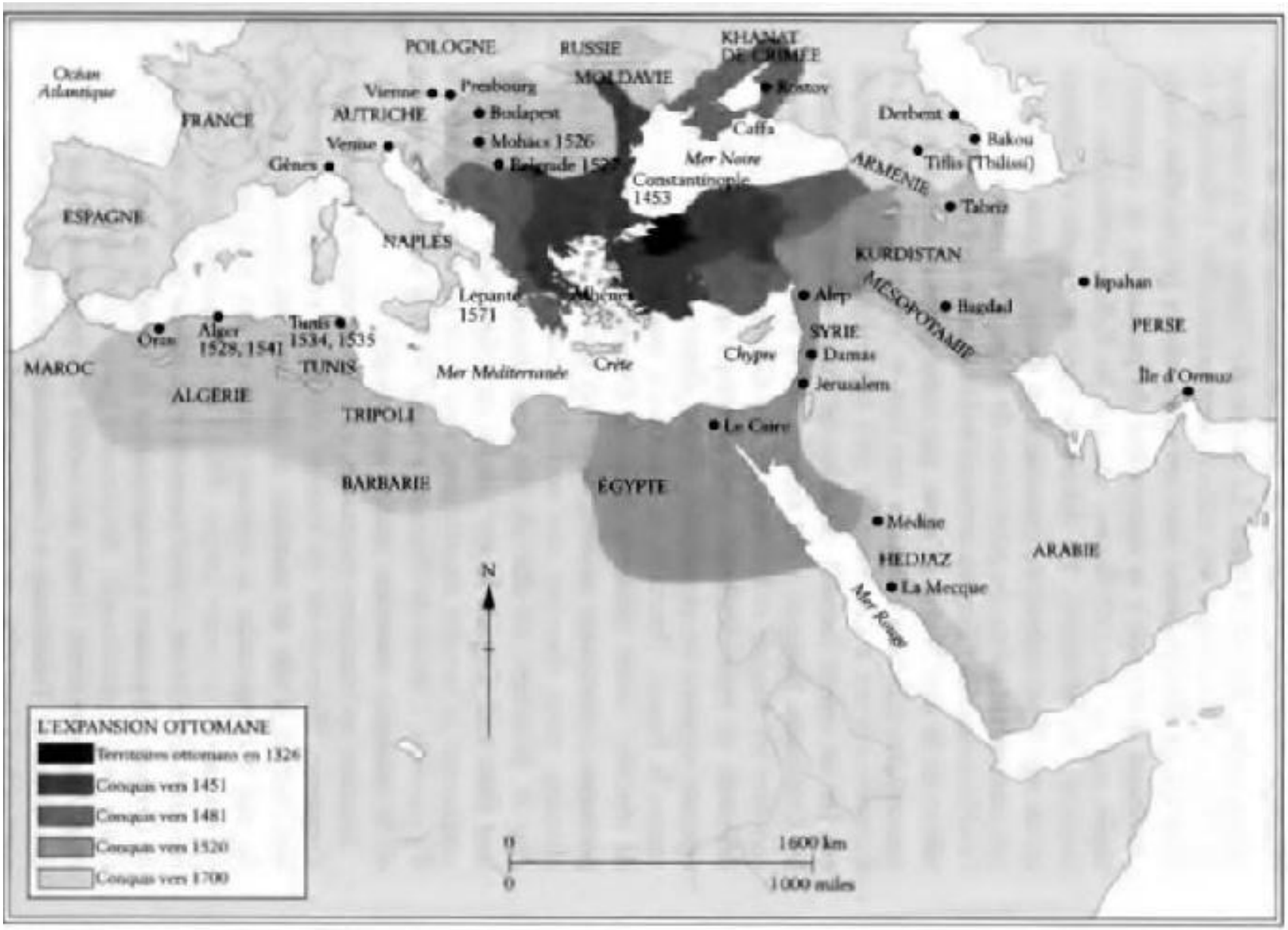
conquête de Constantinople, la capitale chrétienne millénaire.

Il faut attendre le siège décisif de Mehmed II, dit le Conquérant, pour que la ville tombe définitivement aux mains des Ottomans, en 1453. Le monde occidental tremble. C'est une immense victoire, même si les ressources de Byzance sont amoindries, et Mehmed peut en revendiquer la gloire, car il a su se montrer persévérant malgré tous les obstacles. L'ère de la poudre étant déjà bien entamée, il a demandé à un ingénieur hongrois de lui construire un canon gigantesque, si encombrant qu'il fallait une centaine de bœufs pour le manœuvrer et que le nombre de tirs était limité à sept par jour (les chrétiens ont refusé de faire appel au Hongrois, bien qu'il leur ait demandé le quart seulement de ce qu'offrait Mehmed). La tentative s'étant soldée par un échec, Mehmed obtient de meilleurs résultats avec des méthodes plus orthodoxes : impitoyable, il fait avancer ses troupes en abattant d'un coup d'épée ceux qui reculent devant l'assaut. Finalement, il fait transporter 70 navires par voie terrestre pour les amener derrière l'escadron impérial qui garde la Corne d'Or.

Le dernier assaut commence début avril. Presque deux mois plus tard, au soir du 28 mai, catholiques romains et orthodoxes se rassemblent dans la basilique Sainte-Sophie pour la dernière parade de deux Églises dont la réunion est fictive. L'empereur Constantin XI, quatre-vingtième dans la succession depuis son homonyme, le grand Constantin I^{er}, reçoit la communion et s'en va mourir dignement au combat. Peu après, tout est fini. Mehmed entre dans la ville, se rend directement à Sainte-Sophie et s'installe triomphalement sur le trône. L'église où battait autrefois le cœur de la religion orthodoxe est transformée en mosquée.

Si glorieuse soit-elle, ce n'est là qu'une étape. La bannière de la réussite ottomane flottera encore plus haut. L'invasion de la Serbie, en 1459, est presque immédiatement suivie de la conquête de Trébizonde. Si

pénible fût-elle pour ses habitants, celle-ci ne mériterait qu'une note de bas de page dans la liste des conquêtes ottomanes si elle ne marquait pas également la fin de l'hellénisme. En cet endroit éloigné de la côte sud-est de la mer Noire, en 1461, le monde des cités grecques issues des conquêtes du grand Alexandre rend son dernier soupir. L'événement marque un tournant aussi décisif que la chute de Constantinople. Un pape versé dans la culture gréco-latine déplore la « seconde mort d'Homère et de Platon » (joignant le geste à la parole, il décide de partir en croisade et prend le commandement d'une armée, mais meurt avant d'avoir pu quitter sa base d'Ancône).


POLOGNE
RUSSIE
KHANAT DE CRIMÉE
Océan Atlantique
MOLDAVIE
Vienne
Presbourg
Rostov
FRANCE
AUTRICHE
Budapest
Derbent
Venise
Mohács 1526
Caffa
Bakou
Gênes
Belgrade 1521
Mer Noire
Tiflis (Tbilissi)
Constantinople 1453
ARMÉNIE
ESPAGNE
Tabriz
NAPLES
KURDISTAN
Ispahan
Lépante 1571
Alep
MÉSOPOTAMIE
Bagdad
Oran
Alger 1528, 1541
Tunis 1534, 1535
SYRIE
PERSE
Chypre
Damas
MAROC
TUNIS
Mer Méditerranée
Crète
Jérusalem
Île d'Ormuz
ALGÉRIE
TRIPOLI
Le Caire
BARBARIE
ÉGYPTE
Médine
HEDJAZ
ARABIE
La Mecque
Mer Rouge
N
L'EXPANSION OTTOMANE
Territoires ottomans en 1326
Conquis vers 1451
Conquis vers 1481
Conquis vers 1520
Conquis vers 1700
0
1600 km
0
1000 miles

À partir de Trébizonde, les Ottomans enchaînent les conquêtes. En 1463, ils prennent le Péloponnèse, la Bosnie et l'Herzégovine. Au cours des vingt années suivantes, ce sera le tour de l'Albanie et des îles Ioniennes. En 1480, ils s'emparent d'Otrante, le port italien, qu'ils garderont pendant presque un an. En 1517, l'Égypte et la Syrie tombent entre leurs mains. Il leur faudra plus longtemps pour conquérir ce qui reste de la République de Venise, mais au début du XVI^{e} siècle leur cavalerie s'approche de Vicence. Belgrade tombe en 1521, et un an plus tard, c'est le tour de Rhodes. En 1526, à Mohács, les forces ottomanes anéantissent l'armée de Louis II de Hongrie au cours d'une bataille qui restera gravée dans la mémoire hongroise comme le jour le plus noir de l'histoire du pays. Trois ans plus tard, Vienne est assiégée pour la première fois. En 1571, Chypre passe sous contrôle ottoman, suivie de la Crète presque cent ans plus tard. Pour lors, les Ottomans ont établi leur suzeraineté sur une grande partie de l'Europe. Au XVII^{e} siècle, ils assiègent de nouveau Vienne et essuient un deuxième échec qui sera la laisse de crue de la conquête ottomane. En 1715, cependant, ils tentent encore de s'approprier de nouveaux territoires en Méditerranée. Entre-temps, ils ont repris le Kurdistan à la Perse, avec laquelle ils ne cessent de se quereller depuis l'apparition d'une nouvelle dynastie persane en 1501, envoyant l'armée jusqu'à Aden, dans le Sud.

L'Empire ottoman devait revêtir une importance unique pour l'Europe. Il en divise l'histoire en deux, et trace une ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest. La survie de l'Église et la tolérance de l'Empire ottoman à son endroit sont essentielles. L'héritage de Byzance est ainsi préservé pour ses sujets slaves (et, en effet, toute possibilité d'atteinte à la suprématie du patriarche de Constantinople, soit par les catholiques, soit par les Églises orthodoxes balkaniques, est éliminée). En dehors de l'ancien empire ne subsiste qu'un seul foyer orthodoxe important, en Russie ;

l’Église orthodoxe fait maintenant partie du patrimoine de ce pays. Pendant un temps, l’établissement de l’Empire ottoman isole l’Europe de l’Asie occidentale et de la mer Noire, et aussi, par conséquent et dans une large mesure, des itinéraires routiers vers l’est et le centre de l’Asie. Les Européens n’ont à s’en prendre qu’à eux-mêmes, ils n’ont jamais été (et ne seront jamais) capables de s’unir efficacement contre les Ottomans. Byzance a été abandonnée à son sort. « Qui pourra concilier les Anglais et les Français, les Génois et les Aragonais ? » demande un pape désabusé ; peu de temps après, l’un de ses successeurs explore les possibilités d’une alliance avec les Ottomans contre la France. Pourtant, la question a suscité une autre forme de réponse : avant même la chute de Constantinople, des navires portugais s’aventurent prudemment vers le sud, le long de la côte africaine, pour chercher une nouvelle route des épices jusqu’en Asie et, peut-être, un allié africain pour prendre les Ottomans sur leur flanc sud. Depuis le XIII^{e} siècle, on réfléchissait à la façon de contourner la barrière musulmane, sans avoir les moyens adéquats d’y parvenir. L’ironie de l’histoire a voulu qu’ils le soient au moment où la puissance ottomane atteint son apogée.

Derrière les frontières ottomanes, un nouvel empire multiethnique s’organise. Mehmed est un homme capable d’une grande compassion, même si elle est instable, et plus tard les Ottomans auront du mal à comprendre sa tolérance vis-à-vis des infidèles. Capable de massacrer un jeune garçon, filleul de l’empereur, parce qu’il a repoussé ses avances, il peut permettre en même temps à une bande de Crétois réfractaires à la capitulation de prendre le large, après la chute de Constantinople, simplement parce qu’il admire leur courage. Apparemment, il veut une société plurireligieuse. Il fait revenir des Grecs de Trébizonde à Constantinople et nomme un nouveau patriarche à leur tête, ce qui revient finalement à leur donner une sorte

d’autogouvernement. La conduite des Ottomans à l’égard des juifs et des chrétiens est bien moins répréhensible que celle des chrétiens espagnols envers les juifs et les musulmans. Constantinople reste une grande cité cosmopolite, qui compte 700 000 âmes en 1600, c’est-à-dire beaucoup plus que n’importe quelle autre ville d’Europe.

Les premiers Ottomans autorisent aussi un changement d’identité tout à fait unique pour l’époque en accordant aux autres populations un libre accès à l’empire et souvent, par la même occasion, à la nationalité turque. Cette position est probablement liée au caractère hybride de l’identité turque sous les empires précédents. Dans certains cas, le changement d’identité est obtenu par le recours à la force, mais le plus souvent il se produit avec le temps, comme pour les habitants de l’Anatolie qui acquièrent progressivement une identité nationale sans rapport avec leur ascendance. Pour d’autres, devenir ottoman revient à adopter la religion musulmane et à servir dans l’administration ottomane. George, le dernier maire orthodoxe romain de Kanina, une petite ville du sud de l’Albanie, est devenu ottoman en 1398, et cette fonction est restée héréditaire jusqu’en 1943. Les George ont fourni à l’État ottoman quantité de fonctionnaires locaux, trois gouverneurs, quatre maréchaux (deux Turcs, un Égyptien et un Grec), et un grand vizir.

Ainsi les Ottomans reconstruisent-ils une grande puissance dans l’est de la Méditerranée, et le XVI^{e} devient un grand siècle pour l’Empire musulman. Toutefois, l’Europe et l’Afrique ne sont pas les seules à se signaler par leur grandeur. Tandis que les Ottomans bâtissent quelque chose d’analogue à l’Empire byzantin, une autre puissance émerge en Perse, évocatrice d’un passé révolu. Entre 1501 et 1722, la dynastie séfévide va y régner, réunissant toutes les contrées persanes pour la première fois depuis l’éclatement de l’Empire sassanide sous la pression des invasions arabes. Comme leurs prédécesseurs, les Séfévides

ne sont pas perses. Depuis l'époque sassanide, des conquérants sont passés par là, et l'histoire perse s'est perpétuée grâce à la culture et à la religion. La Perse ne se définissait pas par le maintien d'une structure nationale dynastique mais par sa géographie, une langue commune et la religion musulmane. Les Séfévides sont d'origine turque ; ce sont des *ghazi*, comme les Osmanlis, et comme eux ils ont réussi à distancer des rivaux potentiels. Le premier souverain qu'ils donnent à la Perse est Chah Ismaïl, le descendant d'un chef de tribu du XIVe siècle qui a donné son nom à la dynastie.

Au début, Ismaïl n'est que le chef victorieux d'un groupe de tribus guerrières turques, un peu comme ceux qui, plus loin en Occident, exploitent des opportunités similaires. Depuis le milieu du XVe siècle, l'héritage timouride se disloque. En 1501, Ismaïl défait l'armée des Turcs Ak Kyonulu et entre à Tabriz, où il se proclame chah. En vingt ans, il se taille un État pérenne et entame une longue rivalité avec les Ottomans, allant jusqu'à demander l'aide du Saint Empire romain germanique. Le conflit prend également une dimension religieuse. Les Séfévides, chiites, ont fait de la Perse un empire chiite. Toutefois, au début du XVIe siècle, le califat abbasside cède le titre de calife aux Ottomans, qui gouvernent des musulmans sunnites aux yeux desquels le Commandeur des croyants est l'interprète et le détenteur de l'autorité religieuse. Les chiites sont donc automatiquement contre les Ottomans. L'officialisation de la branche chiite en Perse donne à la civilisation persane un nouveau trait distinctif, qui se révélera d'une grande importance pour sa préservation.

Les successeurs d'Ismaïl doivent se mesurer aux Ottomans à plusieurs reprises avant de conclure, en 1555, un traité de paix qui laisse la Perse intacte et ouvre La Mecque et Médine aux pèlerins persans. L'Empire séfévide connaît des troubles intérieurs et des querelles de succession, jusqu'à ce que monte sur le trône, en 1587, l'un

des plus grands souverains perses, Chah Abbas. Sous son règne, la dynastie séfévide atteint son apogée. Sur le plan politique comme sur le plan militaire, il remporte de nombreuses victoires, écrasant les Ouzbeks et les Ottomans et soumettant les vieilles tribus qui avaient affaibli ses prédécesseurs. Il est avantagé par un contexte très favorable : les Ottomans sont occupés à l'Ouest, le potentiel russe est paralysé par des troubles intérieurs et l'Inde moghole s'éloigne de son zénith. Chah Abbas est suffisamment intelligent pour voir que l'Europe pourrait se laisser embrigader contre les Ottomans. Pourtant, cette belle conjoncture internationale ne débouche sur aucune stratégie de conquête à l'échelle mondiale. Les Séfévides ne suivent pas l'exemple sassanide. Ils ne lancent aucune offensive contre la Turquie, hormis pour récupérer des possessions perdues, et s'abstiennent de pousser vers le Caucase et la Russie, au nord, ou au-delà de la Transoxiane.

Sous Chah Abbas, la culture persane s'épanouit d'une manière extraordinaire. Le souverain fonde une nouvelle capitale à Ispahan. Les visiteurs européens restent sidérés de la beauté et du luxe qu'on y déploie. Les œuvres littéraires abondent. La seule ombre au tableau est d'ordre religieux. Le chah insiste pour abandonner la politique de tolérance qui jusque-là caractérisait la dynastie séfévide. Il impose la conversion au chiisme. Ce revirement ne signifie pas tout de suite la mise en place d'un système intolérant, cela viendra plus tard ; mais il indique en revanche le passage à une étape décisive annonciatrice du déclin de la Perse séfévide et de la dévolution du pouvoir aux autorités religieuses.

Après la mort de Chah Abbas, survenue en 1629, les événements prennent vite mauvaise tournure. Son successeur, sans grand intérêt, ne tente guère de redresser la situation, préférant se retirer dans l'espace clos du harem et de ses plaisirs, alors que la splendeur des traditions de l'héritage séfévide masque un réel effondrement. Les

Ottomans reprennent Bagdad en 1638. En 1664 apparaissent les prémices d'une nouvelle menace : les Cosaques multiplient les incursions au Caucase et la première mission russe arrive à Ispahan. Les Européens occidentaux connaissent déjà la Perse depuis longtemps. En 1507, les Portugais se sont établis dans le port d'Ormuz où Chah Ismaïl leur a imposé le paiement d'un tribut. En 1561, un marchand anglais, arrivé en Perse par voie terrestre depuis la Russie, s'est lancé dans les échanges commerciaux anglo-persans. Au début du XVII^{e} siècle, ces contacts étaient bien ancrés et Chah Abbas comptait même des Anglais à son service − résultat de sa politique d'encouragement des relations avec l'Europe, où il espérait trouver un soutien dans son combat contre les Ottomans.

Ne voyant pas d'un très bon œil l'accroissement de la présence anglaise, les Portugais attaquent les agents de la Compagnie anglaise des Indes orientales lorsqu'elle y ouvre des comptoirs. En vain. Un peu plus tard, Anglais et Persans uniront leurs forces pour chasser les Portugais de l'île d'Ormuz. Dans la seconde moitié du XVII^{e} siècle, d'autres pays européens commencent à manifester leur intérêt. Français, Hollandais et Espagnols essaient tous de mettre un pied dans les affaires commerciales du golfe Persique. Les chahs ne profitent pas de l'occasion pour dresser les étrangers les uns contre les autres.

Au début du XVIII^{e} siècle, la Perse est subitement confrontée à une double agression. Les Afghans se révoltent et fondent un État sunnite indépendant − l'antagonisme religieux compte pour une bonne part dans leur sédition. Entre 1719 et 1722, ils sont en guerre contre le chah séfévide. Ce dernier abdique et un Afghan, Mahmoud, s'empare du trône, mettant un terme, pour quelque temps, à la souveraineté chiite en Perse. L'histoire ne s'arrête pas là néanmoins, car les Russes observent avec intérêt l'évolution du déclin des Séfévides. En 1708, puis en 1718, le tsar envoie des émissaires à Ispahan, puis en 1723, sous

prétexte d’intervenir dans la succession, les Russes s’emparent de Derbent et de Bakou, obtenant même des vaincus la promesse de leur céder d’autres territoires. Les Ottomans ne veulent pas être en reste : après la prise de Tiflis[9], ils s’entendent avec les Russes sur le démantèlement de la Perse. Cet État jadis si grand semble se perdre dans un cauchemar. À Ispahan, le nouveau chah afghan Mahmoud, pris d’un accès de folie, donne l’ordre de massacrer toutes les personnes susceptibles d’être des sympathisants séfévides. Bientôt l’on assiste à un ultime sursaut de la Perse, grâce au dernier grand conquérant asiatique, Nadir Kali. Toutefois, si Nadir peut rétablir l’Empire séfévide, les beaux jours du plateau iranien, siège d’une puissance capable de façonner l’histoire bien au-delà de ses frontières, sont révolus. Jusqu’au XX^{e} siècle. Mais, cette fois, ce ne seront pas ses armées qui donneront sa force à l’Iran.

Si l’on compare l’Europe à Byzance ou au califat, il est clair qu’à l’ouest de l’Elbe elle n’est plus, pendant les siècles suivant la chute de l’Empire romain, qu’une tache presque insignifiante dans l’histoire du monde. Les villes où habite une petite minorité de sa population se dressent sur les ruines de ce que les Romains ont laissé derrière eux. Aucune n’a, de près ou de loin, la magnificence de Constantinople, Cordoue, Bagdad ou Chang’an[10]. Quelques-uns de ses souverains se sentent comme des vestiges assiégés et, en un sens, c’est vrai. L’islam les a coupés de l’Afrique et du Moyen-Orient. Par leurs incursions, les Arabes ont tourmenté la population de la côte sud. À partir du VIII^{e} siècle, la violence des peuples nordiques, que nous appelons Vikings, aussi étrange qu’inattendue, s’est abattue de temps à autre sur les côtes, vallées fluviales et îles du Nord. Partout à l’Est, de nouveaux peuples du centre de l’Eurasie s’installent, ou se contentent de passer. Dans cet espace incertain, livré aux exigences d’un monde où tout semble fluctuant, va naître le continent européen.

V
La genèse de l’Europe

En cette époque où un pan entier du passé semble s’être effondré et où ce qui le remplace revêt un aspect conflictuel, effrayant, l’heure est venue de poser les fondations d’une nouvelle civilisation. L’Europe restera longtemps un continent importateur de cultures. Des siècles s’écouleront avant qu’elle ne se dote d’une architecture comparable à celles de la Méditerranée de l’époque classique, de Byzance ou des grands Empires asiatiques, et elle n’y parviendra qu’en empruntant au style de l’Italie byzantine et à l’arc ogival des Arabes. Pendant une période tout aussi longue, aucune science, aucune école d’Europe ne pourront égaler celles de l’Espagne arabe ou de l’Asie. Quant à l’Occident chrétien, il ne parvient pas à instaurer une unité politique efficace, ni une justification théorique du pouvoir à l’instar de l’empire d’Orient ou des califats. Pendant des siècles, les plus grands souverains d’Europe eux-mêmes ne sont quasiment rien d’autre que des seigneurs de guerre barbares auxquels les hommes s’accrochent pour bénéficier de leur protection ou par crainte d’un sort encore pire.

Lié à l’islam, ce sort aurait bien pu être meilleur. À certaines époques, cette hypothèse a certainement paru envisageable, car les Arabes ne se sont pas seulement établis en Espagne, mais aussi en Sicile, en Corse, en Sardaigne et aux Baléares, et longtemps il a semblé fort probable qu’ils iraient plus loin. Ils avaient beaucoup plus à offrir que les Scandinaves et pourtant, en définitive, les peuples nordiques ont davantage imprimé leur marque sur les royaumes établis par les premières populations

migrantes. Quant aux chrétiens slaves et byzantins, culturellement à l'écart de l'Europe catholique, ils n'étaient guère à même d'apporter leur contribution. Pourtant, ils ont servi de coussin protecteur, amortissant le choc de l'arrivée des nomades orientaux et de l'islam. Une Russie musulmane aurait considérablement modifié le cours de l'histoire du monde.

Globalement, avant l'an 1000, l'Occident chrétien comprend la moitié de la péninsule Ibérique, toute la France moderne, l'Allemagne à l'ouest de l'Elbe, la Bohême, l'Autriche, la botte italienne et l'Angleterre. À la périphérie de cette dernière région se trouvent, non civilisées mais d'obédience chrétienne, l'Irlande et l'Écosse, ainsi que les royaumes scandinaves, fluctuants, comme ils le resteront pendant deux cents ans. Pour désigner cette région, le terme « Europe » commence à poindre au X^e^ siècle. Un chroniqueur espagnol va même jusqu'à qualifier d'Européens les vainqueurs de 732[11]. La région que ces « Européens » occupent est presque une enclave ; car, si l'immense étendue de l'océan Atlantique leur est ouverte, les colonies norvégiennes à l'ouest de l'Islande se délitent et la Méditerranée occidentale, voie royale pour accéder aux autres civilisations et à leur commerce, est un lac arabe. Seul un étroit canal de communication par voie maritime avec un Empire byzantin qui lui est de plus en plus étranger soulage un tant soit peu l'Europe de son existence étriquée, introvertie. Sa population s'habitue aux privations plus qu'elle ne profite des occasions qui se présentent. Par nécessité, elle se blottit sous l'aile protectrice d'une classe guerrière bigarrée.

Vers le X^e^ siècle, la situation semble en passe de se stabiliser. Les Magyars sont vaincus, les Arabes commencent à rencontrer des difficultés en mer et les Vikings, s'ils constituent toujours une puissance militaire complexe et invaincue, sont sur la voie du christianisme. Pour la plupart des Européens, l'approche de l'an 1000 n'est

pas de mauvais augure. Ils n'ont même pas conscience de cette date, le décompte des années à partir de la naissance présumée du Christ n'étant pas encore inscrit dans les mœurs. L'an 1000 peut néanmoins servir, très approximativement, de marqueur d'une époque, quelles que soient l'importance ou au contraire l'insignifiance de cette date pour les contemporains. Non seulement les pressions exercées sur l'Europe commencent à se relâcher, mais on perçoit déjà quelques signes de rétablissement. Une structure politique et sociale fondamentale semble se mettre en place, et la culture chrétienne européenne contient déjà beaucoup de sa fragrance particulière.

Le XI^e^ siècle annonce une époque de révolutions et d'aventures, dont on trouve la matière première au cours de siècles parfois réunis sous l'expression d'« âges sombres ».

Bien avant cela déjà, trois changements majeurs se préparent, qui vont dessiner la carte de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'un d'eux est une distanciation, culturelle et psychologique, par rapport à la Méditerranée, foyer de la civilisation classique. Entre le V^e^ et le VIII^e^ siècle, le centre de la vie européenne, si tant est qu'il existe, se résume à la vallée du Rhin et à ses affluents. En s'attaquant aux couloirs maritimes autour de l'Italie et en détournant son attention de Byzance au VII^e^ et au VIII^e^ siècle, les Arabes contribuent eux aussi à repousser le cœur de l'Europe là où il deviendra plus tard le centre d'une civilisation revigorée.

Le deuxième changement est plus durable. Il s'agit de la progression du christianisme et de son implantation dans l'est de l'Europe. Bien que loin d'être complets en l'an 1000, les avant-postes chrétiens ont depuis longtemps dépassé l'ancienne frontière romaine. La troisième mutation est le relâchement de la pression extérieure. Au X^e^ siècle, les Magyars commencent à s'intégrer ; les Scandinaves, qui finiront par donner un souverain à l'Angleterre, à la Normandie, à la Sicile et à une partie des îles de la mer

Égée, en sont à leur dernière vague d'expansion, dont la phase finale commence au début du XIe siècle. L'Europe ne sera plus jamais une simple proie pour les étrangers. Certes, cela sera moins évident deux cents ans plus tard, avec la menace mongole, mais vers l'an 1000 elle cesse d'être totalement malléable.

L'Occident chrétien peut être considéré sous l'angle de ses trois grandes zones géographiques. Dans la partie centrale, autour de la vallée du Rhin, émergeront la France et l'Allemagne futures. On distingue ensuite la civilisation de la côte méditerranéenne occidentale, englobant d'abord la Catalogne, le Languedoc et la Provence. Avec le temps et la renaissance de l'Italie après sa période postromaine, elle s'étendra plus à l'est et au sud. Enfin, la troisième Europe se situe en périphérie, avec des populations plus ou moins diverses, à l'ouest, au nord-ouest et au nord : ce seront les premiers États chrétiens du nord de l'Espagne issus de la période wisigothe, l'Angleterre et ses voisins celtes indépendants, Irlande, pays de Galles et Écosse, et enfin les États scandinaves.

Le danger de cette représentation de l'espace géographique européen est de se laisser aller à une trop grande catégorisation. Certaines de ces régions − l'Aquitaine, la Gascogne et à certains moments la Bourgogne, par exemple − pourraient être attribuées à l'une comme à l'autre de ces trois zones. Néanmoins, la distinction est assez réelle pour présenter une certaine utilité. Leur histoire, comme leur climat et leur groupe ethnique, rend ces régions très différentes les unes des autres. Bien sûr, la majeure partie de leur population ne saurait pas dire dans laquelle elle vit ; les individus s'intéressent certainement plus à ce qui les différencie de leurs voisins du village d'à côté qu'aux distinctions entre leur région et celle qui y confine. Vaguement conscients d'appartenir au monde chrétien, très peu d'entre eux ont

une idée, même approximative, de ce que renferment les terribles zones d'ombre au-delà de cette idée réconfortante.

Revenons à l'origine du bastion de l'Europe médiévale occidentale, l'héritage franc. On y compte moins de villes que dans les régions méridionales et elles n'ont qu'une importance très relative. Paris est moins sensible à l'effondrement du commerce que Milan, par exemple. La vie tourne autour de la terre, et les aristocrates sont des guerriers devenus propriétaires fonciers. À partir de cette base, les Francs entreprennent de coloniser la Germanie. Ils protègent l'Église et consolident et transmettent la royauté, une tradition dont les origines se situent quelque part dans la dimension magique du pouvoir des souverains mérovingiens. Toutefois, pendant des siècles, les structures étatiques sont fragiles et dépendent de la puissance des rois qui se succèdent. Régner est une affaire très personnelle.

Les manières et les institutions franques ne facilitent pas les choses. Après Clovis, malgré la continuité dynastique, une succession de rois appauvris et faibles conduit à une plus grande indépendance de l'aristocratie foncière, dont les membres se font la guerre entre eux ; ils possèdent les richesses permettant d'acheter le pouvoir. Une famille d'Austrasie, au nord-est du royaume franc, en vient à éclipser la lignée mérovingienne, grâce à l'un de ses membres, Charles Martel, protecteur de saint Boniface, l'évangélisateur des provinces germaniques. En 732, Charles Martel repousse les Arabes entre Tours et Poitiers. Cette double empreinte laissée sur l'histoire de l'Europe, considérable (saint Boniface n'aurait pas atteint son but, dit-on, sans le soutien de Charles), confirme l'alliance de la famille de Charles Martel avec l'Église. En 751, les nobles et les grands du royaume franc installent sur le trône le second de ses fils, Pépin le Bref. Trois ans plus tard, le pape vient en France lui donner l'onction du sacre, comme Samuel avec Saül et David.

La papauté a besoin d'un ami puissant. Les prétentions de l'empereur d'Orient sont purement fictives et, aux yeux des Romains, il a sombré dans l'hérésie, en tout cas par sa politique iconoclaste. En conférant à Pépin le titre de « patrice des Romains », le pape Étienne usurpe réellement l'autorité impériale, mais Rome est terrorisée par les Lombards et le pape retire un bénéfice quasi immédiat de son investissement. Pépin défait les Lombards et en 756, en confiant Ravenne « à saint Pierre », il crée les futurs États pontificaux. Ainsi commencent pour le Saint-Père mille cent ans de pouvoir temporel, puisqu'il détient l'autorité séculière sur ses propriétés, dont il est le souverain au même titre qu'un autre.

De ce nouvel axe franco-romain découle la réforme de l'Église franque, la poursuite de la colonisation et de l'évangélisation de la Germanie (en guerre contre les païens saxons) par les missionnaires, le refoulement des Arabes de l'autre côté des Pyrénées et la conquête de la Septimanie et de l'Aquitaine. L'Église y gagne beaucoup. Le pape Adrien I^{er} cesse de dater les documents officiels en donnant l'année du règne de l'empereur byzantin et frappe une monnaie à sa propre effigie. La papauté dispose de nouveaux fondements pour son indépendance. Et le nouvel enchantement de l'onction pontificale ne profite pas qu'aux rois. En effet, s'il peut remplacer ou se confondre mystérieusement avec les vertus des Mérovingiens faiseurs de miracles, et élever les rois au-dessus du commun des mortels, au-delà de leur pouvoir, il souligne d'une manière subtile l'autorité latente d'un pape qui détient le pouvoir d'oindre les rois de l'huile sacrée.

Avant de mourir, Pépin, comme tous les rois francs, partage le royaume entre ses fils, mais l'aîné, le futur Charlemagne, parvient à réunir l'ensemble de l'héritage franc en 771. Il se fait couronner empereur en l'an 800. Le plus grand des Carolingiens − nom de la nouvelle dynastie − devient vite une légende, ce qui accroît la

difficulté, toujours grande en histoire médiévale, de connaître sa vie. Les actions de Charlemagne témoignent de la continuité de certaines préoccupations. De toute évidence, le chef guerrier demeure, comme le veut la tradition franque. Il fait des conquêtes et son travail, c'est la guerre. La nouveauté consiste dans une prise au sérieux de la sanctification de son rôle. Et de ses devoirs aussi, en protégeant les arts et les sciences. Il veut magnifier la grandeur et le prestige de sa cour en y multipliant les signes d'une érudition chrétienne.

Charlemagne est un grand conquérant. Il renverse les Lombards en Italie et devient leur roi, faisant passer leurs possessions dans l'héritage franc. Pendant trente ans, il enchaîne les campagnes dans les marches saxonnes et obtient par la force la conversion des populations païennes. La défaite des Avars, des Sorbes et des Slaves lui apporte la Carinthie, la Bohême et, mieux encore, lui ouvre la route vers Byzance, par le Danube. Pour soumettre les Danois, il érige une marche près de l'embouchure de l'Elbe. Au début du IX^{e} siècle, il se tourne vers le sud et crée la marche d'Espagne de l'autre côté des Pyrénées jusqu'à l'Èbre et la côte de la Catalogne. Mais il s'abstient de prendre la mer : les Wisigoths sont la dernière puissance maritime de l'Europe occidentale.

Ainsi Charlemagne constitue-t-il un royaume plus grand que tout ce que l'Europe a connu depuis Rome. Depuis lors, les historiens n'ont pratiquement jamais cessé de débattre de sa réalité, comme du sens véritable du sacre par le souverain pontife, Léon III, le jour de Noël de l'an 800, et de l'acclamation du fils de Pépin comme empereur. L'assemblée entonne : « À Charles, très pieux Auguste, couronné par Dieu, grand et pacifique empereur des Romains, vie et

victoires » Mais un empereur, il en existe déjà un, unanimement reconnu comme tel, à Constantinople. Alors que penser d'un second souverain porteur du titre ? Faut-il y voir une division du monde chrétien, avec deux empereurs, comme du temps des Romains ? Manifestement, il s'agit de revendiquer la souveraineté sur de nombreux peuples ; en acceptant le titre, Charlemagne affirme être plus que le roi des Francs. Peut-être l'Italie occupe-t-elle la première place dans l'explication de ce couronnement car, pour les Italiens, un lien avec le passé impérial pourrait servir de ciment comme nulle part ailleurs. La gratitude − ou l'opportunisme − papale compte sans doute aussi : Léon III vient juste de rétablir sa position à Rome, où il est revenu escorté par les soldats de Charlemagne. Pourtant, le roi des Francs aurait dit qu'il ne serait pas entré à Saint-Pierre s'il avait eu vent des intentions du souverain pontife. Peut-être n'a-t-il pas apprécié cette façon qu'a eue Léon III de s'arroger l'autorité. Ou peut-être a-t-il pressenti l'agacement que son couronnement susciterait à Constantinople. Il savait certainement que pour son propre peuple, les Francs, comme pour nombre de ses sujets du Nord, il était plus cohérent en tant que chef de guerre germanique traditionnel que comme successeur des empereurs romains. Il s'empresse néanmoins d'ajouter la formule *Renovatio Romani Imperii* sur l'envers de son sceau, façon délibérée de renouer avec un passé glorieux.

En fait, les relations de Charlemagne avec Byzance sont difficiles, même si la validité de son titre d'empereur d'Occident est reconnue quelques années plus tard en échange de la restitution à l'Empire byzantin de Venise, de l'Istrie et de la côte dalmate. Avec un autre grand État, le califat abbasside, Charlemagne entretient des relations plutôt formelles mais non hostiles ; Haroun al-Rachid lui aurait offert, dit-on, une coupe à l'effigie de Khosrô I^{er}, le roi qui sut porter à son zénith la puissance et la civilisation sassanides (il est peut-être significatif de voir mentionner

ces contacts dans des sources franques ; apparemment, les chroniqueurs arabes ne les ont pas jugés assez importants pour en faire état). Avec les Omeyyades de Cordoue, la situation est différente ; ils sont désignés comme ennemis d'un souverain chrétien parce que assez proches pour constituer une menace. Protéger la religion contre les païens fait partie des devoirs d'un monarque qui s'arroge le titre de « roi très-chrétien ». Malgré son soutien et sa protection, cependant, l'Église est profondément subordonnée à l'autorité de l'empereur.

Lorsque la suite de Charlemagne rapporte de Ravenne des matériaux et des idées dans le but d'embellir sa capitale d'Aix-la-Chapelle, l'art byzantin aussi commence à pénétrer plus librement la culture nord-européenne, et l'influence des modèles classiques se fait encore sentir chez les artistes. Mais ce sont les lettrés et les scribes qui donnent à la cour de Charlemagne, foyer intellectuel, un écho si retentissant. D'eux viendra l'idée de copier des textes dans un style d'écriture nouveau, peaufiné et réformé. La minuscule Caroline, comme on l'appelle, sera l'un des grands instruments de la culture en Europe (et, finalement, un modèle pour les polices de caractères modernes). Charlemagne espère l'utiliser pour fournir une copie authentique de la règle de saint Benoît à tous les monastères du royaume, mais un nouveau potentiel d'écriture manuscrite ne peut trouver meilleure expression, dans un premier temps, que dans la copie de la Bible. Le but de cette opération dépasse le cadre religieux, car l'histoire scripturaire sera interprétée comme une justification de la souveraineté carolingienne. L'histoire juive de l'Ancien Testament regorge d'exemples de rois guerriers pieux ayant reçu l'onction sacrée. La Bible est le texte le plus important des bibliothèques monastiques, lesquelles commencent à fleurir dans l'ensemble des territoires francs.

Sous Charlemagne, le centre de gravité culturel européen se déplace du monde classique aux pays du Nord. La

personnalité de l'empereur des Francs y est pour beaucoup, ses efforts pour ménager la transition entre le seigneur de guerre et le souverain du grand Empire chrétien étant brillamment récompensés de son vivant. Pour ne citer qu'un exemple, bien qu'il n'ait jamais su écrire, Charlemagne apprend, seul, à parler un latin tout à fait acceptable. Manifestement, il impressionne par sa présence physique (sa taille en impose probablement à la plupart de son entourage) et l'on voit en lui l'âme d'un bon vivant, juste et magnanime, autant que le paladin héroïque que célébreront poètes et ménestrels durant des siècles. Son autorité est empreinte d'une majesté plus grande que tout ce que l'on a pu voir dans l'Europe occidentale depuis la chute de Rome. Au début de son règne, sa cour était encore ambulante, festoyant toute l'année d'un État à l'autre. À sa mort, il laisse un palais et un Trésor à l'endroit où il sera enterré. Il a su réformer le système des poids et mesures et a doté l'Europe d'un système monétaire − la division d'une livre d'argent en 240 deniers (*denarii*) − qui persistera dans les îles Britanniques pendant mille cent ans.

Charlemagne organise le partage de ses territoires selon la coutume franque. Il pense les diviser, et seule la mort de deux de ses fils permettra à l'empire de passer dans son intégralité au plus jeune, Louis le Pieux, en 814. Le titre d'empereur vient avec (Charles le transmet à son fils), accompagné de l'alliance entre la monarchie et la papauté ; deux ans après son accession au trône, Louis est sacré empereur par le pape. Mais il ne s'agit là que d'un intermède avant le morcellement du territoire. Les successeurs de Charlemagne ne possèdent ni son autorité ni son expérience et ne manifestent peut-être aucun intérêt pour le contrôle des forces dissidentes. À l'échelle des régions se forment des allégeances particulières aboutissant à une série de partages dont le plus important sera la division finale du royaume entre trois des petits-fils de l'empereur, en 843, lors d'un traité de Verdun aux

conséquences retentissantes. Le cœur des territoires francs, à l'ouest de la vallée du Rhin, ainsi qu'Aix-la-Chapelle, la capitale de l'empire, échoient à Lothaire, le tenant du titre impérial (d'où le nom de cette région, la Lotharingie), avec, en plus, le royaume d'Italie. Au nord des Alpes sont donc réunies la Provence, la Bourgogne, la Lorraine et les territoires situés entre l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône. À l'est, Louis le Germanique reçoit un second bloc de régions où l'on parle teuton, entre le Rhin et les marches germaniques. Enfin, à l'ouest, une bande de territoires incluant la Gascogne, la Septimanie, l'Aquitaine et l'équivalent approximatif du reste de la France actuelle est attribuée à Charles le Chauve, demi-frère des deux précédents.

L'accord de Verdun ne reste pas longtemps incontesté, mais il revêt une importance décisive pour l'avenir, car il établit la frontière politique entre la France et l'Allemagne, dont les racines se situent entre l'est et l'ouest de la Francie, deux régions qui présentent déjà des différences importantes. L'unité de la troisième entité est bien moindre, tant sur le plan linguistique qu'ethnique, géographique et économique. L'existence de la Lotharingie est due en partie à la nécessité d'octroyer une part à chacun des trois petits-fils. Une grande partie de l'histoire franco-allemande à venir va s'articuler autour de la manière de partager cette région entre des voisins qui, inévitablement, la convoiteront et risqueront de se poser en rivaux.

Aucune maison royale ne peut garantir une succession ininterrompue de rois compétents, pas plus qu'elle ne peut acheter définitivement les allégeances en distribuant des territoires. Alors, progressivement, comme leurs prédécesseurs, les Carolingiens voient leur puissance décliner. Les signes d'éclatement se multiplient, un royaume de Bourgogne indépendant apparaît et le peuple commence à s'appesantir sur la grande époque du temps de Charlemagne − symptôme évident de déclin et de

mécontentement. L'histoire des Francs orientaux et occidentaux diverge de plus en plus.

En Francie occidentale, les Carolingiens se maintiendront à peine plus d'un siècle après Charles le Chauve. Vers la fin de son règne, la Bretagne, les Flandres et l'Aquitaine sont pratiquement indépendantes. La monarchie entame donc le X^e siècle en position de faiblesse, alors même qu'elle doit affronter les attaques vikings. En 911, Charles III, incapable de repousser les Scandinaves, cède à leur chef, Rollon, des territoires qui, plus tard, deviendront la Normandie. Baptisé l'année suivante, Rollon entreprend de constituer en duché le fief qu'il détient à charge d'hommage aux Carolingiens. Jusqu'à la fin du XI^e siècle, ses compatriotes afflueront de Scandinavie et s'y installeront, mais très vite ils adopteront la langue et les lois franques. Après cela, l'unité de la Francie occidentale se désagrège encore plus rapidement. De la confusion autour des questions de succession émerge le fils d'un comte de Paris qui, avec constance, bâtit une lignée puissante autour d'un domaine en Île-de-France, au cœur de la future France. À la mort du dernier souverain carolingien de Francie occidentale, en 987, le fils de cet homme, Hugues Capet, est élu roi des Francs. Ses descendants en ligne directe régneront pendant près de quatre cents ans. Le reste de la Francie occidentale est partagé en une dizaine de territoires gouvernés par des ducs de statut et d'indépendance variables.

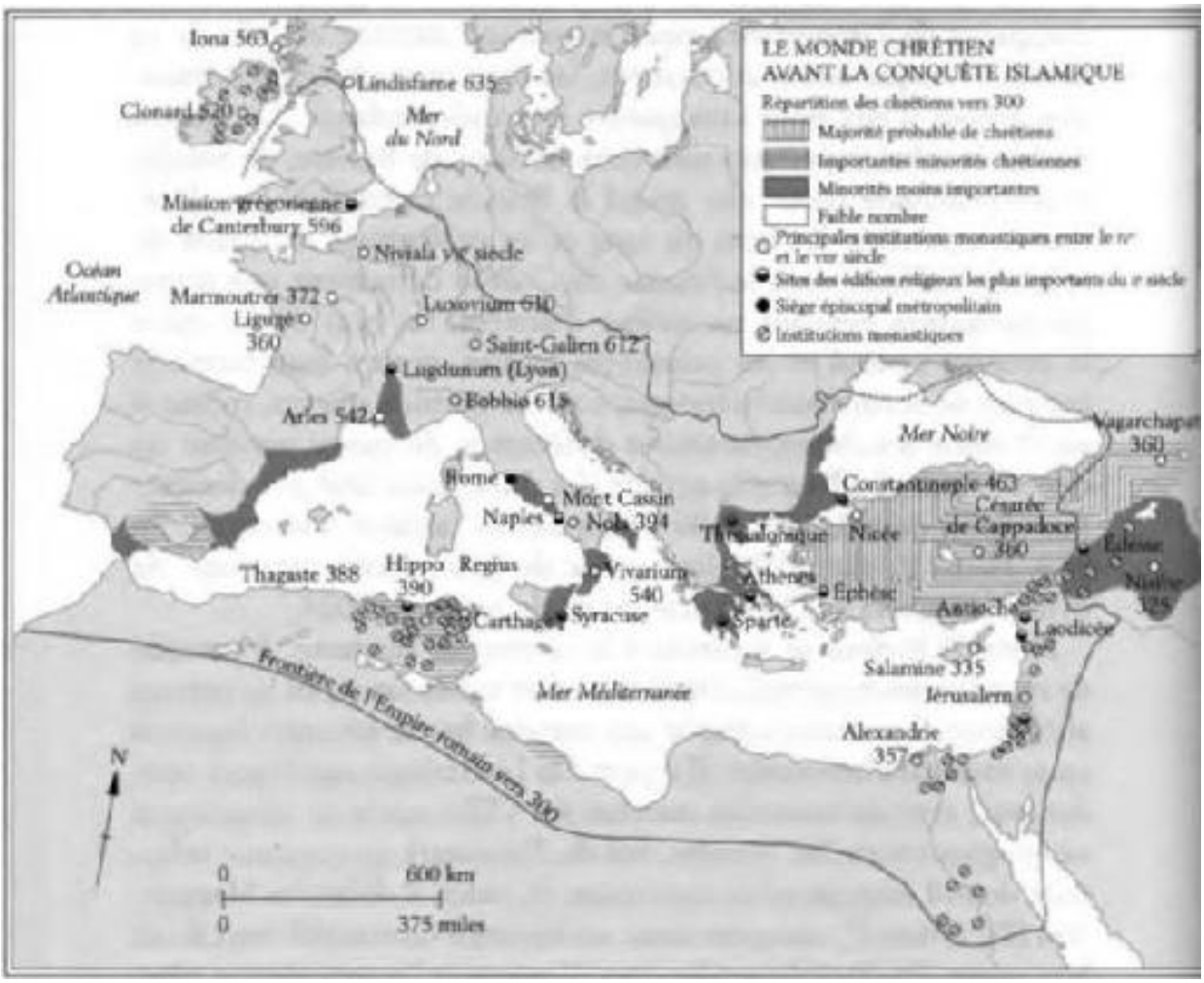
Au nombre des partisans de l'élection d'Hugues Capet figure le roi des Francs orientaux. De l'autre côté du Rhin, le partage répété de l'héritage des Carolingiens s'est vite révélé fatal pour leur lignée. Lorsque le dernier de leurs souverains meurt en 911, le paysage politique se fragmente, une caractéristique de l'Allemagne qui persistera jusqu'au XIX^e siècle. L'affirmation de l'autonomie des seigneurs en charge de ces territoires, combinée avec des allégeances tribales plus fortes qu'en Francie occidentale, débouche sur la création d'une demi-douzaine de grands duchés

puissants. De manière assez surprenante, l'un des ducs, Conrad de Franconie, est élu roi par ses pairs. Il leur fallait un chef assez fort pour s'opposer aux Magyars. Avec le changement de dynastie, conférer un statut spécial au nouveau souverain paraît tout à fait indiqué ; lors de son couronnement, Conrad reçoit l'onction des mains des évêques. Le duc de Franconie est le premier des seigneurs de Francie orientale à être traité ainsi : peut-être est-ce à ce moment qu'émerge un État germanique distinct de la Francie carolingienne.

Conrad échoue face aux Magyars ; il perd la Lotharingie et ne parvient pas à la reprendre ; avec le soutien de l'Église, il s'efforce d'acquérir de l'importance pour asseoir son autorité et celle de sa famille. Presque automatiquement, les ducs rassemblent la population autour d'eux pour sauvegarder leur indépendance. Les quatre duchés les plus importants sont ceux de Saxe, de Bavière, de Souabe et de Franconie (nom que prend la Francie orientale). Les différences régionales, les liens du sang et les prétentions naturelles de la haute noblesse dans la Francie de Conrad définissent une trame qui persistera pendant un millier d'années, un bras de fer entre le pouvoir central et les puissances locales, dont à long terme le premier ne sortira pas victorieux, comme partout ailleurs, même si au X^{e} siècle les choses paraissent différentes, du moins pendant un temps. Conrad affronte la révolte des ducs, mais finit par désigner l'un d'eux pour lui succéder et les autres ratifient son choix. En 919, Henri I^{er}, dit « l'Oiseleur », duc de Saxe, accède au trône. Sa dynastie régnera sur la Francie orientale jusqu'en 1024.

Henri l'Oiseleur se soustrait à la cérémonie du sacre. Il possède de nombreuses propriétés familiales et les tribus saxonnes lui prêtent allégeance. Il parvient à établir une certaine harmonie entre les chefs en se montrant bon soldat. Il reprend la Lotharingie aux Francs occidentaux, crée de nouvelles marches sur l'Elbe après de victorieuses

campagnes contre les Wendes, fait du Danemark un royaume tributaire dont il entreprend la conversion et, enfin, il défait les Magyars. Son fils, Otton I[er], récupère donc un héritage substantiel dont il fait bon usage. En disciplinant les ducs, il poursuit l'œuvre de son père. En 955, il inflige aux Magyars une défaite qui met définitivement un terme au danger qu'ils représentent. Il rétablit aussi l'Autriche, marche orientale constituée par Charlemagne.



Les ambitions d'Otton ne s'arrêtent pas là. En 936, il se fait couronner à Aix, l'ancienne capitale carolingienne. Non seulement il accepte la cérémonie du sacre et l'onction que son père a évitée, mais il la fait suivre d'un banquet au

cours duquel les ducs germaniques le servent comme des vassaux, dans la plus pure tradition carolingienne. Quinze ans plus tard, il envahit la botte italienne, épouse la veuve d'un prétendant à la couronne d'Italie et se déclare roi du pays. Le pape lui refuse toutefois la cérémonie du sacre. Dix ans après, en 962, Otton revient en Italie pour répondre à un appel au secours du souverain pontife, qui, cette fois, le consacre empereur des Romains.

L'empire d'Otton est une réussite remarquable. Son fils, le futur Otton II, épouse une princesse byzantine. Son règne, comme celui de son successeur, Otton III, est troublé par des révoltes, mais les deux empereurs parviennent à maintenir une tradition établie par Otton le Grand : exercer le pouvoir au sud des Alpes. Otton III place l'un de ses cousins sur le trône de saint Pierre (le premier pape d'origine germanique), et, après lui, fait élire le premier pape français. Rome semblant exercer sur lui une véritable fascination, il s'y installe. À demi byzantin par sa mère, il se prend pour un nouveau Constantin. Le diptyque d'un évangéliaire enluminé vers la fin du X^{e} siècle le représente en costume d'apparat, couronné et sceptre en main, recevant l'hommage de quatre reines : il s'agit des quatre provinces du Saint Empire − la Slavonie, la Germanie, la Gaule et Rome. Sa conception d'une Europe hiérarchiquement organisée autour de rois vassaux d'un empereur est orientale et participe de sa mégalomanie autant que d'une conviction religieuse authentique. La base réelle de la puissance d'Otton, c'est son royaume germanique, non cette Italie qui l'obsède et le retient. Néanmoins, après sa mort en 1002, sa dépouille est ramenée à Aix, où, selon sa volonté, il est inhumé aux côtés de Charlemagne.

Otton III n'a pas d'héritier, mais la lignée saxonne directe ne s'éteint pas pour autant. Henri II, élu au terme d'une lutte successorale, est un arrière-petit-fils d'Henri l'Oiseleur. Toutefois, son couronnement à Rome ne parvient

pas à occulter la réalité : il est roi de Germanie, au fond, et non empereur romain. Il choisit une nouvelle inscription pour le sceau impérial (« Renaissance du royaume des Francs ») et centre son attention sur la pacification et l'évangélisation de l'est de la Germanie. Bien qu'il organise trois expéditions en Italie, son activité y est plus politique que gouvernementale : il dresse les factions les unes contre les autres. Avec lui, l'Empire ottonien commence à perdre de son style byzantin.

Dans l'intervalle, l'Italie a progressivement accentué ses différences avec les territoires situés au nord des Alpes. Depuis le VII^e^ siècle, elle s'éloigne d'une éventuelle intégration à l'Europe du Nord et se réoriente vers un ancrage méditerranéen. Au milieu du VIII^e^ siècle, une grande partie de son territoire passe sous la domination des Lombards. Une fois que Charlemagne a fait disparaître le royaume lombard, les États pontificaux ne connaissent plus de concurrents dans la péninsule, même si, après le déclin de la puissance carolingienne, les souverains pontifes sont confrontés à la fois à l'ascension des ducs et des princes italiens et à leur propre aristocratie romaine. L'Église occidentale enregistre alors un record d'absence de cohésion et d'unité, et la façon dont les Ottoniens traitent la papauté témoigne de la faiblesse de son pouvoir.

Autre conséquence de cette situation, l'anarchie géographique de la péninsule avec, au nord, un éparpillement de petits États féodaux. Seule Venise a réussi ; depuis deux cents ans, la république marchande progresse dans l'Adriatique et son souverain vient de s'arroger le titre de duc, ou doge. En tant que puissance du Levant ou de l'Adriatique, elle est peut-être mieux considérée qu'en tant que puissance méditerranéenne. D'autres cités-États, républicaines, existent dans le sud, à Gaète, Amalfi et Naples. Au centre de la péninsule s'étendent les États pontificaux. Et sur l'ensemble plane l'ombre des incursions musulmanes, jusqu'à Pise, au nord.

Au IXe siècle, Tarente et Bari deviennent des émirats. Ils seront éphémères, certes, mais en 902 les Arabes achèveront leur conquête de la Sicile. Ils en resteront les maîtres pendant un siècle et demi et y imprimeront profondément leur marque.

Les Arabes façonnent également la destinée des côtes méditerranéennes de l'ouest de l'Europe. Non seulement ils s'installent en Espagne, mais ils gardent même des bases plus ou moins permanentes en Provence (Saint-Tropez entre autres). Les habitants des côtes européennes de la Méditerranée ont donc forcément une relation complexe avec ces gens qui se montrent à la fois pirates et marchands − un mélange qui n'est pas sans rappeler les Vikings lors de leurs descentes, à ceci près que les Arabes n'ont guère tendance à s'installer. Dans le sud de la France et en Catalogne, les conquérants francs ont en plusieurs endroits emboîté le pas des Goths, mais de nombreux facteurs différencient ces deux régions de la partie septentrionale du royaume. Les vestiges de leur passé romain y abondent, comme l'agriculture méditerranéenne. Autre signe distinctif : l'apparition d'une famille de langues romanes dans le sud, dont le catalan et le provençal, les plus durables.

Jusqu'à l'an 1000, quelques-uns des peuples qui ont le plus influé sur le devenir de l'Europe sont venus du Nord, d'où les païens scandinaves étaient partis, changeant le cours de l'histoire des îles Britanniques ainsi que de la périphérie du monde chrétien, au nord. Pour des raisons qui, comme nous le constatons pour bien d'autres mouvements migratoires, sont loin d'être claires (peut-être liées à une surpopulation dans leurs territoires arides), les Scandinaves commencent à se déplacer dès le VIIIe siècle. Ils disposent de deux sortes de navires issus de techniques de pointe, les drakkars à avirons et à voile, capables de traverser les mers et de remonter les fleuves en eau peu profonde, et les knarrs, à coque rebondie, susceptibles

d’abriter de grandes familles avec leurs biens et leurs animaux, pour des traversées de plusieurs semaines. Pendant quatre siècles, ils se lancent sur les mers, laissant dans leur sillage une civilisation qui finira par s’étendre du Groenland à Kiev. Ils ne recherchent pas tous la même chose. Les Norvégiens partis en Islande, aux îles Féroé, aux Orcades et à l’extrême ouest veulent s’y établir en qualité de colons. Les Suédois qui pénètrent en Russie, que les annales présentent comme des Varègues, s’investissent beaucoup plus dans les activités commerciales. Les pillages et la piraterie associés à la mémoire des Vikings sont pour la plupart le fait des Danois. Néanmoins, toutes les catégories de mouvements migratoires s’entrelacent. Aucune de ces populations n’a de monopole en particulier. Une fois passée la première génération de migrants, le commerce semble devenir le principal facteur de motivation pour tous, où que ce soit. À l’instar des autres peuples en phase liminaire, les Scandinaves deviennent des marchands, opérant sur de vastes territoires.

La colonisation viking des îles les plus lointaines est la plus spectaculaire de leurs réussites. Aux Orcades et dans les îles Shetland, ils évincent complètement les Pictes, et de là étendent leur souveraineté aux Féroé (jusque-là inhabitées, à l’exception de quelques moines irlandais et de leurs moutons) et à l’île de Man. Au large, leur installation sera plus durable et plus ancrée qu’en Écosse et en Irlande, où la colonisation commence à partir du IX^{e} siècle. Pourtant, le gaélique rend compte de leur importance, avec ses vocables importés de la terminologie commerciale norroise, tout comme en témoigne la carte d’Irlande indiquant l’emplacement de Dublin, fondée par les Vikings et appelée à devenir bientôt un comptoir commercial important.

La colonie la plus aboutie de toutes est l’Islande. Ici aussi, des ermites irlandais ont précédé les Vikings, dont les grandes vagues migratoires ne se font pas sentir avant la fin du IX^{e} siècle. En 930, l’île compte peut-être

10 000 habitants pratiquant l'agriculture et la pêche, à la fois pour assurer leur subsistance et produire des denrées commercialisables, comme le poisson saumuré. Cette année-là est celle de la fondation de l'État islandais et de la toute première réunion de l'« Althing », que les nostalgiques des temps anciens considéreront plus tard comme le premier « parlement » d'Europe. Certes, l'Althing tient plus d'un Conseil des sages que d'un corps représentatif moderne, et il s'inspire d'une vieille pratique norvégienne, mais l'Islande montre à cet égard une remarquable continuité historique.

La colonisation du Groenland s'opère au X^{e} siècle, avec un afflux régulier de Scandinaves pendant cinq cents ans. Puis ils disparaissent, probablement évincés par des peuples inuits que l'extension de la calotte glaciaire pousse vers le sud. De la découverte et de la colonisation des territoires occidentaux, nous ne savons pas grand-chose. Les sagas, ces mythes et légendes de l'Islande médiévale, nous content l'exploration du Vinland, ce pays où les Vikings ont découvert des vignes sauvages, et où naît un enfant dont la mère semble être ensuite retournée en Islande pour repartir de nouveau à Rome, en pèlerinage, avant de s'installer dans un monastère de son pays natal. Nous avons tout lieu de croire à l'existence d'une colonie scandinave à Terre-Neuve, mais il n'est guère possible aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin sur les traces des prédécesseurs de Christophe Colomb.

Dans la culture européenne occidentale, les activités coloniales et marchandes des Vikings sont masquées dès le début par les effroyables effets de leurs maraudes. Certes, ils ont des manières ignobles, mais il faut tenir compte d'une certaine exagération de leur réputation, surtout dans la mesure où les principaux témoignages nous viennent de religieux doublement épouvantés, en tant que chrétiens d'abord, puis en tant que victimes des raids sur les églises et monastères. Païens, bien sûr, les Vikings ne voient aucun

caractère sacré dans cette forte concentration de métaux précieux et de nourriture que renferment fort commodément ces lieux. Pour eux, ce sont des cibles particulièrement intéressantes. Ils ne sont pas non plus les premiers à brûler des monastères en Irlande.

Néanmoins, tout bien considéré, il est incontestable que les Vikings ont eu sur le monde chrétien septentrional et occidental un impact démesuré, et terrifiant. Ils commencent par s'en prendre à l'Angleterre en 793, avec pour cible le monastère de Lindisfarne. Le clergé en est profondément ébranlé (et pourtant le monastère perdurera encore quatre-vingts ans). Deux ans plus tard, c'est le tour de l'Irlande. Durant la première moitié du IX^{e} siècle, les Danois se mettent à harceler régulièrement la Frise, année après année, avec des pillages répétés dans les mêmes villes. Ensuite vient le tour des côtes françaises, avec le sac de Nantes en 843 et le massacre de son évêque et de ses ouailles. Quelques années plus tard, un chroniqueur franc déplorera le « flot interminable des Vikings qui ne cesse de croître ». Ils pénètrent à l'intérieur des terres jusqu'à Paris, Limoges, Orléans, Tours et Angoulême. Certains d'entre eux sont devenus des professionnels de la piraterie. Très vite, c'est au tour de l'Espagne de les subir et les Arabes sont harcelés eux aussi. En 844, Séville est prise d'assaut. En 859, les Vikings vont jusqu'à assiéger la ville de Nîmes et piller Pise, malgré les lourdes pertes que leur inflige la flotte arabe sur le chemin du retour.

Certains spécialistes estiment qu'au plus fort de leurs attaques les Vikings ont bien failli détruire la civilisation franque occidentale. Il est certain que les Francs occidentaux ont été plus touchés que leurs cousins de l'est et que les Vikings ont contribué à façonner les différences entre la future France et la future Allemagne. À l'ouest, leurs ravages font peser de nouvelles responsabilités sur les princes régionaux : le pouvoir central et la royauté s'effritent, et la population recherche de plus en plus la

protection du seigneur local. Lorsque Hugues Capet accède au trône, il est surtout le *primus inter pares* d'une société clairement féodale.

L'interaction avec les autres sociétés − violentes ou non − a également produit des effets sur les Scandinaves. Au tournant du nouveau millénaire, leur région, beaucoup plus intégrée au reste de l'Europe, s'organise en États qui ressemblent davantage à ce que l'on trouve ailleurs. L'introduction progressive du christianisme, même fortement teinté des influences païennes, a certainement joué dans cette évolution, tout comme la pénétration de l'idéal chevaleresque en Scandinavie. À cet égard, la figure transitionnelle la plus évidente est Olaf II, roi de Norvège, tué en 1030 après avoir tenté d'évangéliser son pays. Viking dans sa prime jeunesse, il s'est livré à des razzias sur la Baltique et le long des côtes françaises, puis sur Londres en 1009. Sa mort en martyr de la foi lui permet d'accéder à la sainteté. Il sera canonisé au XII^{e} siècle et le pape déclarera saint Olaf « *Rex Perpetuus Norvegiae* », « roi de Norvège pour l'éternité ». La lassitude de l'état de guerre permanente a peut-être aussi joué dans l'arrêt des attaques vikings ; chaque fois, en effet, ils sont peu nombreux à revenir. Une inscription gravée sur une pierre au X^{e} siècle porte cette mention : « À la mémoire de Banki, notre fils. À bord de son propre vaisseau, il a mis le cap vers l'Orient avec l'armée d'Ingvar. Dieu protège son âme. »

Les îles Britanniques sont vite devenues un centre d'intérêt majeur pour les Scandinaves, les Vikings commençant à s'y installer autant qu'à les attaquer, pour s'y livrer à des activités commerciales. Avant eux, une petite poignée de royaumes ont émergé des invasions germaniques ; au VII^{e} siècle, nombre de familles d'origine britto-romaine vivent à côté des communautés de nouveaux colons, tandis que d'autres ont été repoussées vers les montagnes du pays de Galles et de l'Écosse. L'évangélisation se poursuit, par le biais des missionnaires irlandais de la

mission romaine à l'origine de l'évêché de Canterbury. Le christianisme est en concurrence avec l'ancienne Église celte jusqu'en 664, date charnière. Cette année-là, Oswin, roi du Northumberland, réunit un synode composé d'hommes d'Église à Whitby, et s'y prononce en faveur de l'adoption du calendrier pascal établi par Rome. Le choix est hautement symbolique, car il détermine l'orientation de la future Angleterre. Elle préférera adhérer aux traditions romaines plutôt que celtiques.

De temps à autre, l'un ou l'autre des royaumes anglais se montre assez fort pour dominer ses concurrents. Un seul d'entre eux, cependant, parviendra à résister à la vague viking qui déferle à partir de 851. Le royaume de Wessex s'étendra finalement sur les deux tiers du pays et donnera à l'Angleterre son premier héros national, Alfred le Grand.

À l'âge de quatre ans, Alfred part à Rome avec son père pour recevoir du pape les insignes consulaires. Le royaume de Wessex est en effet indissociable du christianisme et de l'Europe carolingienne. Comme les autres royaumes anglo-saxons ont été soumis par les envahisseurs danois, il défend la foi contre le paganisme en même temps que l'Angleterre contre un peuple étranger. En 871, Alfred inflige aux Danois leur première grande défaite. Et, quelques années plus tard, leur roi accepte non seulement de se retirer du Wessex, mais aussi de se convertir au christianisme. Ce dernier élément indique que les Danois ont bien l'intention de rester en Angleterre (ils se sont installés au nord), mais aussi que l'on peut fort bien les diviser. Alfred ne tarde pas à devenir le chef de tous les rois anglais survivants, et finalement il ne reste plus que lui. Il récupère Londres, et à sa mort en 899 l'Angleterre en a fini avec la période la plus noire des attaques vikings. Ses descendants régneront sur un royaume unifié.

Cette souveraineté est même acceptée par les colons du Danelaw, le nord-est de l'Angleterre, sous domination danoise, dont Alfred a défini les frontières et qui est encore

marqué aujourd'hui par une toponymie et des façons de parler scandinaves. Mais ce n'est pas tout. Alfred a aussi fait construire une série de bourgs fortifiés (les *boroughs*), pour servir de base à un nouveau système de défense nationale par les troupes locales. Non seulement ces *boroughs* donnent à ses successeurs les éléments nécessaires pour réduire encore le Danelaw, mais ils contribuent à définir en grande partie le modèle d'urbanisation adopté en Angleterre pendant le haut Moyen Âge. On y bâtit des villes sur des sites encore habités aujourd'hui. Finalement, avec très peu de ressources, Alfred a posément entrepris une véritable régénération culturelle et intellectuelle de son peuple. Les érudits de sa cour, comme ceux qui entouraient Charlemagne, procèdent à partir de copies et de traductions : la noblesse et le clergé anglo-saxons sont censés étudier Bède le Vénérable et Boèce dans leur langue, l'anglais vernaculaire.

Les innovations d'Alfred constituent un effort gouvernemental unique en Europe. Elles marquent le début d'une grande époque pour l'Angleterre. La division en comtés (*shires*) prend forme, avec des limites qui resteront inchangées jusqu'en 1974. L'Église anglaise vit bientôt un remarquable essor du monachisme et les Danois traversent, sans se manifester, un demi-siècle de turbulences dans un royaume uni. C'est seulement lorsque la lignée d'Alfred donne des signes de déficience que la monarchie anglo-saxonne se trouve en difficulté et subit une nouvelle attaque des Vikings. La paix est obtenue en échange d'un tribut énorme, le *Danegeld*, payé jusqu'à ce qu'un souverain danois (chrétien cette fois) meure peu après avoir renversé le roi d'Angleterre, laissant son jeune fils, le célèbre Knut le Grand, régner sur le pays conquis. L'Angleterre reste brièvement sous la bannière d'un vaste Empire danois (1006-1035). Elle subit une dernière invasion majeure des Norvégiens en 1066, sous Harald le Sévère, le demi-frère de saint Olaf, écrasé à la bataille de Stamford Bridge, à peine

trois semaines avant d'affronter l'armée de l'arrière-arrière-petit-fils de Rollon, Guillaume le Conquérant, venu de Normandie jusqu'à Hastings.

Toutes les monarchies scandinaves sont alors chrétiennes, et la culture viking se laisse absorber. Il reste de nombreuses traces de son individualité et de sa force dans l'art celtique comme dans l'art continental. Ses institutions survivent en Islande et dans d'autres îles. L'héritage scandinave est fortement marqué, pendant des siècles, dans la langue anglaise et les comportements sociaux, dans l'émergence du duché de Normandie et par-dessus tout dans les sagas littéraires. Pourtant, à leur arrivée dans un pays, les colons scandinaves se mêlent à la population. Lorsque les descendants de Rollon et leurs partisans se lancent à la conquête de l'Angleterre au XI^{e} siècle, ce sont encore des Français, et l'hymne guerrier qu'ils chantent à Hastings célèbre Charlemagne, le paladin franc. Ils conquièrent une Angleterre où la population du Danelaw est désormais anglaise. Comme les Vikings de la Rus' de Kiev et de la Moscovie, ils perdent leur singularité ethnique.

Les seules autres populations occidentales qui retiennent l'attention, en raison de leur avenir qui se dessine, sont les chrétiens du nord de l'Espagne. La géographie et le climat de la péninsule Ibérique ainsi que la division des musulmans sont autant de facteurs qui ont contribué à la survie du christianisme et en partie défini son importance. Dans les Asturies et en Navarre, les princes ou chefs chrétiens tiennent encore bon au tout début du VIII^{e} siècle. Aidés par la création de la marche d'Espagne et son agrandissement sous l'impulsion des nouveaux comtes de Barcelone, ils parviennent à grignoter un territoire musulman en proie à la guerre civile et à un schisme religieux. Le royaume de León émerge de la division de celui des Asturies pour lui succéder à côté du royaume de Navarre. Au X^{e} siècle, cependant, les chrétiens se battent entre eux à leur tour et les Arabes reprennent leur avance.

Pour les chrétiens, la période la plus noire survient à la toute fin du siècle, en 998, lorsqu'un grand conquérant arabe, al-Mansur, s'empare de Barcelone, de León, puis de Saint-Jacques-de-Compostelle et de sa basilique, avec le tombeau de l'apôtre. Le triomphe d'al-Mansur est de courte durée, car ici encore le chemin parcouru pour fonder une Europe chrétienne s'avère inaliénable. Quelques décennies suffisent aux chrétiens d'Espagne pour se rassembler, tandis que les musulmans se divisent. Dans la péninsule Ibérique comme ailleurs, la période d'expansion ainsi inaugurée appartient à une autre époque, mais elle est fondée sur une confrontation de plusieurs longs siècles avec une autre culture. En Espagne, surtout, le christianisme est le creuset de l'identité nationale.

L'exemple ibérique montre clairement que le tracé de la carte de l'Europe suit celui de la religion chrétienne, mais insister uniquement sur les missions qui ont réussi et les liens tissés avec de puissants monarques serait fallacieux. Les débuts de l'Europe et de la vie chrétienne ne se résument pas à cela, loin s'en faut. L'Église d'Occident nous offre l'un des plus grands modèles de réussite, et pourtant, entre la fin de l'Antiquité et le XI^{e} ou XII^{e} siècle, ses chefs se sont longtemps sentis isolés et en butte à toutes sortes de difficultés liées à la présence d'un monde païen ou semi-païen. On ne s'étonnera pas que le christianisme occidental, toujours plus en porte à faux et finalement presque en rupture avec la religion orthodoxe orientale, ait adopté, quasiment comme un réflexe défensif, une attitude intransigeante et agressive. On peut y voir un signe supplémentaire de son insécurité.

Le monde chrétien occidental n'est pas non plus uniquement menacé par des ennemis de l'extérieur. En son sein aussi, l'Église se sent acculée et cernée. Elle se débat au milieu de populations encore semi-païennes pour conserver ses pratiques et son enseignement tout en baptisant à tour de bras les éléments d'une culture avec

laquelle elle doit cohabiter, décidant subtilement des concessions possibles avec les pratiques ou traditions locales en sachant voir la différence avec un fatal compromis de principe. Et tout cela en lien avec un clergé dont une grande et peut-être même la majeure partie est constituée d'ignorants, peu disciplinés et à la spiritualité douteuse. Peut-être n'y a-t-il rien de surprenant à ce que parfois les chefs de l'Église négligent cet atout énorme de n'avoir aucun concurrent spirituel en Europe occidentale depuis que Charles Martel a repoussé les musulmans. Ils n'ont pour seuls adversaires qu'un paganisme résiduel et la superstition, et l'Église sait comment les utiliser. Pendant ce temps, les grands de ce monde, les puissants, savent l'entourer, parfois utilement, parfois avec espoir, mais toujours avec, pour l'Église, le risque potentiel et souvent réel de perdre son indépendance par rapport à la société qu'elle doit s'efforcer de sauver.

0 320 km
0 200 miles
DANEMARK
Mer Baltique
Mer du Nord
ANGLETERRE
PRUSSE
Lübeck
POMÉRANIE
FRISE
Brême
SAXE
Brandebourg
POLOGNE
Bruges
Gand
BASSE-LORRAINE
Cologne
THÜRINGE
FRANCONIE
Trèves
Mayence
Worms
Prague
BOHÊME
MORAVIE
HAUTE-LORRAINE
Toul
AUTRICHE
Augsbourg
Passau
Vienne
ROYAUME DE FRANCE
Fribourg
BAVIÈRE
HONGRIE
SOUABE
Salzbourg
Citeaux
Besançon
STYRIE
ROYAUME DE BOURGOGNE ET D'ARLES
CARINTHIE
LOMBARDIE
CARNIOLE
Milan
Pavie
Venise
ROYAUME D'ITALIE
Crémone
Bologne
Gênes
Avignon
Arles
Pise
Florence
PROVENCE
Marseille
TOSCANE
Assise
Mer Adriatique
Mer Méditerranée
Sutri
Rome
Gaète
Naples
Salerne
Amalfi
ROYAUME DE SICILE
N
L'EMPIRE MÉDIÉVAL
Royaume de Francie orientale sous Otto Ier vers 950
Revendications territoriales au cours du XIIIe siècle (sous les Hohenstaufen)
États pontificaux au XIIIe siècle
Frontière entre le royaume d'Italie et le royaume de Sicile

Immanquablement, l'histoire qui en résulte est en grande partie celle de la papauté, l'institution centrale du christianisme et la plus solidement documentée. C'est en partie pourquoi, d'ailleurs, elle a été l'objet d'une si grande attention. Voilà qui mérite réflexion sur ce que l'on peut savoir de la religion au cours de ces siècles. La division de l'ancien empire signifie que s'il existe en Occident quelqu'un pour défendre les intérêts de la religion, c'est bien Rome, malgré les fluctuations inquiétantes du pouvoir pontifical : elle n'a aucun concurrent ecclésiastique. De toute évidence, après Grégoire le Grand, s'en tenir à l'idée d'une seule Église chrétienne dans un seul pays perd de sa vraisemblance, même si l'exarque réside à Ravenne. Le dernier déplacement d'un empereur jusqu'à Rome date de 663, et le dernier pape à se rendre à Constantinople est Constantin, en 710. Ensuite, l'iconoclasme introduit une nouvelle division idéologique. Lorsque Ravenne tombe aux mains des Lombards, le pape Étienne ne part pas pour Byzance, mais pour la cour de Pépin.

Au cours des deux siècles et demi suivant le sacre de Pépin, Rome passe par des moments très difficiles. Avec très peu d'atouts en main, semble-t-il, elle change parfois simplement de maître. Si elle revendique la primauté, c'est à cause du respect que l'on doit à la gardienne des reliques de saint Pierre et parce que le Saint-Siège est incontestablement le seul siège apostolique de l'Occident − une question d'histoire plus que de pouvoir réel. Pendant longtemps, les papes sont dans l'impossibilité de gouverner de manière efficace, ne serait-ce que dans le domaine temporel, parce qu'ils ne possèdent ni armée adéquate ni administration civile. Grands propriétaires terriens en Italie, ils font une belle cible pour les prédateurs et maîtres chanteurs. Charlemagne n'est que le premier, et peut-être celui qui possède la plus grande noblesse d'âme, de plusieurs empereurs ayant clairement exposé au souverain pontife l'idée qu'ils se font des positions respectives du

pape et de l’empereur en tant que gardiens de l’Église. Les Ottoniens ont souvent fait et défait les papes, mais ceux-ci ne sont pas sans pouvoirs. On le voit très clairement en cette époque où les symboles abondent : en lui donnant l’onction sacrée, le pape confère à l’empereur souveraineté et estampille divine. Peut-être lui arrive-t-il d’assortir ce geste de certaines conditions. Le couronnement de Charlemagne par Léon III comme celui de Pépin par Étienne II sont peut-être opportuns, mais ce sont aussi de bons investissements. Lorsque, comme il arrive souvent, des déficiences personnelles et des querelles de succession perturbent les royaumes francs, Rome a la possibilité de gagner du terrain.

Au IXe siècle, la papauté devient un véritable instrument d'uniformisation en Europe. En termes de pouvoir, l'équilibre des avantages et inconvénients reste longtemps en dents de scie, à cause de la constante fluctuation des limites du pouvoir pontifical effectif. Il est tout à fait significatif qu'après une nouvelle subdivision de l'héritage carolingien, séparant l'Italie de la Lotharingie, Nicolas Ier réussisse à donner forme aux revendications papales. Il écrit aux prétendants au trône franc « comme s'il était le maître du monde », leur rappelant qu'il a le pouvoir de les nommer et de les destituer. Il invoque la primauté romaine contre l'empereur d'Orient pour soutenir l'ancien patriarche de Constantinople. En pratique, la papauté ne sera pas longtemps à la hauteur de ces prétentions. Très vite, il ressort clairement qu'à Rome seule la force décidera de qui aura le privilège du pouvoir impérial que le pape affirme conférer. Fait révélateur, le successeur de Nicolas le Grand sera le premier pape à mourir assassiné. Le IXe siècle n'en a pas moins créé des précédents.

L'effondrement de l'autorité pontificale au Xe siècle, lorsque le trône de saint Pierre devient la proie de factions italiennes dont les luttes sont entrecoupées d'interventions des Ottoniens, signifie qu'au quotidien la sauvegarde des intérêts chrétiens revient uniquement aux évêques locaux. Ceux-ci doivent respecter les pouvoirs en place. Recherchant la coopération et l'aide de souverains laïcs, ils se retrouvent souvent dans des positions où l'on aurait peine à les différencier des serviteurs royaux. Ils sont sous la coupe des autorités séculières tout comme, souvent, le curé de paroisse est sous la férule du seigneur local − et doit partager ses prérogatives ecclésiastiques en conséquence. Ce joug humiliant mènera plus tard à quelques actions incisives de la papauté à l'échelon local. Le grand vent de réformes du Xe siècle est redevable à l'épiscopat mais il ne doit rien à la papauté. Il s'agit d'un mouvement monastique bénéficiant du soutien de certains

souverains. C’est, dans son essence, un renouveau des idéaux monastiques ; quelques personnes de la noblesse fondent des établissements censés ramener un monachisme dégénéré dans la droite ligne de ses origines. Le plus célèbre est l’abbaye de Cluny, en Bourgogne, fondée en 910. Pendant deux siècles et demi ou presque, Cluny sera le centre de la réforme de l’Église. Les moines de l’abbaye révisent la règle de saint Benoît et lui ajoutent une caractéristique assez nouvelle : celle d’un ordre religieux fondé non pas simplement sur un mode de vie uniforme, mais sur une organisation centralisée de la discipline. Les monastères bénédictins ont été des communautés indépendantes, alors que les nouvelles abbayes clunisiennes sont toutes subordonnées à l’abbé de Cluny, général d’une armée qui finit par compter des milliers de moines. Les novices ne rejoignent leur monastère qu’après avoir été formés à la maison mère. Au faîte de sa gloire, au milieu du XII^{e} siècle, Cluny, dont l’abbatiale est la plus grande église de l’Occident chrétien après Saint-Pierre de Rome, indiquera la voie à suivre à plus de trois cents monastères répartis dans toute l’Europe, et même, pour quelques-uns, en Palestine.

Nous n’en sommes pas encore là ; pourtant, même à ses débuts, le monachisme clunisien dissémine de nouvelles pratiques et idées au sein de l’Église. Certes, au-delà des questions de structure et de droit ecclésial, il n’est pas facile d’énoncer des certitudes sur tous les aspects de la vie chrétienne au début du Moyen Âge. L’histoire religieuse est particulièrement susceptible d’être falsifiée par des archives qui empêchent parfois d’aller au-delà de la bureaucratie pour entrevoir une dimension spirituelle. Il en ressort néanmoins clairement que l’Église est incontestée, unique, et qu’elle s’insinue dans la totalité du tissu social. Elle possède une sorte de monopole culturel. L’héritage classique a été terriblement endommagé et rogné par les envahisseurs étrangers et la spiritualité implacable des

débuts du christianisme (« Qu'y a-t-il de commun entre Athènes et Jérusalem ? » a demandé Tertullien). Pourtant, cette intransigeance n'a pas tenu. Vers le X^{e} siècle, les vestiges du passé classique sont ceux que les ecclésiastiques ont préservés, surtout les moines bénédictins et les copistes des écoles des palais, qui ne nous ont pas seulement transmis la Bible mais aussi des compilations en latin du savoir grec. À travers leurs versions de Pline et de Boèce, un mince fil conducteur relie les débuts de l'époque médiévale à Aristote et Euclide.

L'alphabétisation est quasiment l'apanage du clergé. Les Romains pouvaient afficher leurs décrets sur des panneaux dans des lieux publics, certains qu'une assez grande partie de la population était capable de les lire. Au Moyen Âge, les rois eux-mêmes sont couramment analphabètes. Le clergé contrôle presque entièrement l'accès à tout ce qui relève de l'écrit. Dans un monde sans universités, seule une école confessionnelle ou de palais offre une possibilité d'acquérir des lettres autrement qu'avec − mais la chose est exceptionnelle − un précepteur individuel membre du clergé. Cette situation a sur tous les arts et l'activité intellectuelle un effet profond ; la culture n'est pas simplement liée à la religion, elle ne peut prendre son essor que dans le cadre de ses principaux postulats. Le slogan « L'art pour l'art » n'aurait jamais été aussi dénué de sens qu'au début du Moyen Âge. L'histoire, la philosophie, la théologie, l'illumination y jouent tous leur rôle de piliers d'une culture sacramentelle, mais, si restreint soit-il, l'héritage transmis, pour autant qu'il n'est pas juif, est un héritage classique.

Après une généralisation culturelle aussi étourdissante, il est salutaire de rappeler que nous avons très peu de connaissances directes sur un phénomène beaucoup plus important, tant sur le plan théologique que statistique, à savoir le quotidien des exhortations, enseignements, mariages, baptêmes, confessions et prières − toute la vie

religieuse du clergé ordinaire et des laïcs, axée sur l'administration des principaux sacrements. Et peut-être est-ce en effet la plus importante de toutes les activités de l'Église, qui fait usage de pouvoirs que souvent les fidèles sont incapables de distinguer clairement de la magie. Son but : réaffirmer la force de la civilisation, un objectif amplement atteint, même si nous ne disposons là-dessus d'aucune information directe ou si peu, hormis pour une conversion ou un baptême spectaculaire qui par le simple fait d'être signalés nous apprennent que nous sommes en présence d'événements atypiques.

Sur la réalité sociale et économique de l'Église, nous en savons beaucoup plus. Le clergé et les personnes qui en dépendent représentent un grand nombre d'individus, et l'Église contrôle une bonne partie des richesses de la société. Ses nombreuses propriétés foncières lui rapportent des revenus suffisants pour ses œuvres : monastères et chapitres canoniaux occupent parfois de très grands domaines. L'Église est profondément enracinée dans le système économique de l'époque, et commencer par là suggère effectivement un phénomène très primitif.

Malgré la difficulté d'en prendre la mesure exacte, on constate de nombreux symptômes de régression économique en Europe à la fin de l'Antiquité. Une régression que tous ne subissent pas de la même façon. Les secteurs économiques les plus développés s'effondrent complètement. Le troc remplace l'argent. Puis une économie monétaire émerge à nouveau, lentement. Les Mérovingiens commencent à frapper de la monnaie d'argent, mais pendant longtemps la quantité de pièces en circulation reste faible, surtout la menue monnaie. Les épices disparaissent du quotidien ordinaire ; le vin devient un grand luxe ; la majeure partie de la population se nourrit de pain et de bouillie de céréales, et boit de l'eau et de la bière. Les scribes se servent de parchemin produit localement plutôt que du papyrus, désormais plus difficile à

trouver. Finalement, le premier s'avère avantageux, du fait de la possibilité d'y écrire en minuscules, contrairement au second, sur lequel il faut tracer de grands traits, ce qui revient plus cher. Ces nouvelles habitudes reflètent néanmoins les difficultés auxquelles se heurte l'ancienne économie méditerranéenne.

Si la récession confirme souvent l'autosuffisance des domaines individuels, elle n'en ruine pas moins les petites villes. L'univers du commerce se désagrège aussi de temps à autre, sous l'effet des guerres. Avec Byzance et, plus à l'est, avec l'Asie, les contacts demeurent, mais l'activité commerciale de la Méditerranée occidentale diminue au cours des VII^{e} et VIII^{e} siècles, au moment où les Arabes s'emparent de la côte nord-africaine. Plus tard et grâce à eux, elle reprend en partie (l'un des signes en est le commerce florissant des esclaves, dont un grand nombre viennent d'Europe orientale, de ces peuples slaves qui contribuent par la même occasion à forger le mot pour désigner toute une catégorie de travail forcé). Au nord également se pratiquent un certain nombre d'échanges avec les grands commerçants que sont les Scandinaves. Toutefois, aux yeux de la plupart des Européens, ces choses n'ont guère d'importance : leur existence repose essentiellement sur l'agriculture.

L'agriculture de subsistance constituera longtemps tout ce qu'ils pourront espérer ou presque. Affirmer qu'il s'agit de la principale préoccupation de l'économie du haut Moyen Âge est l'une des rares généralisations que l'on puisse se permettre. Pendant longtemps, l'apport de fumier et l'exploitation de nouvelles terres plus fertiles constitueront quasiment les seules façons d'améliorer le rendement des semences et du travail, un progrès dérisoire au vu de nos critères modernes. Seuls des siècles d'élevage laborieux pourront changer cela. Les animaux, qui vivent avec des hommes rachitiques, atteints de scorbut et locataires dans un environnement très pauvre, sont eux-mêmes sous-

alimentés et trop petits, et pourtant, pour la matière grasse, le paysan le plus heureux dépend de l'élevage du porc ou, plus au sud, de la récolte des olives. Seule l'introduction, au X^{e} siècle, de plantes plus riches en protéines commence à améliorer le rendement énergétique de la terre. Des innovations techniques sont également introduites, en particulier les moulins, qui se multiplient, et l'adoption d'une charrue plus efficace, mais l'augmentation de la production est due principalement à la mise en culture de nouvelles terres. Et le champ d'exploitation est vaste. Les territoires qui deviendront la France, l'Allemagne et l'Angleterre sont encore couverts de forêts et de friches.

La rechute économique de la fin de l'Antiquité ne laisse derrière elle que de rares endroits où les petites villes prospèrent, la principale exception étant l'Italie où persistent encore des relations commerciales avec le monde extérieur. Partout ailleurs, les bourgades ne recommenceront à se développer qu'après 1100, et il faudra attendre plus longtemps encore pour trouver en Europe occidentale une grande ville comparable à celles qui ont fait les beaux jours des cultures classiques, musulmanes et asiatiques. Dans ce monde-là, le foncier ou l'accès à la propriété sont le déterminant suprême de l'ordre social. Les propriétaires terriens sont les seigneurs et, progressivement, le caractère héréditaire de leur statut va prendre une plus grande importance, estompant leurs prouesses physiques et leurs qualités guerrières dans l'origine de leur anoblissement (bien qu'en théorie celles-ci soient encore longtemps citées).

Certains de ces seigneurs reçoivent leurs terres d'un roi ou un prince, en échange de la promesse de partir en campagne à ses côtés au moment opportun. En outre, après l'époque impériale, une décentralisation de l'administration du pays est devenue nécessaire. Les chefs barbares n'ont ni les capacités de bureaucrates, ni l'instruction suffisante pour gouverner de vastes régions sans intermédiaires. D'où

la pratique courante de l'octroi de biens économiques exploitables en échange d'obligations spécifiques, militaires notamment − une idée que l'on retrouve au cœur de ce que, plus tard, les juristes s'intéressant au Moyen Âge en Europe nommeront « féodalité » et choisiront de retenir comme clé pour comprendre cette période. Le phénomène est répandu, mais pas universel.

Beaucoup d'affluents viendront grossir ce fleuve. Les coutumes romaines, germaniques et d'Eurasie centrale favorisent la germination de cette idée. Sous les Carolingiens apparaît la pratique de l'hommage par les « vassaux » du roi : lors de la cérémonie, souvent publique, qui marque leur entrée en vassalité, ils s'engagent à lui apporter leur aide. Il est leur suzerain et ils sont ses hommes. Les anciens serments d'allégeance et de fraternité de sang des compagnons d'armes du seigneur commencent à inclure la notion de récompense dans un nouvel idéal moral de loyauté, de fidélité et de devoirs réciproques. En dessous des hommes libres se trouvent les esclaves, plus nombreux peut-être en Europe méridionale que dans le nord. Partout, leur statut tend à évoluer légèrement, pour passer à celui de serf − sans liberté personnelle, attaché par sa naissance à la terre de son seigneur, mais conservant certains droits.

Plus tard, d'aucuns réduiront l'ensemble de la société médiévale à cette relation entre suzerains et vassaux. Il n'en a jamais été ainsi. Bien qu'en Europe une grande partie des terres soient divisées en fiefs − du latin *feoda*, d'où le terme « féodalité » −, c'est-à-dire des tenures comportant une obligation de service à un seigneur, il a toujours existé des secteurs importants, notamment dans le sud de l'Europe, où le mélange de glaçure germanique sur fonds romain n'a pas fonctionné de la même façon. Une grande partie de l'Italie, de l'Espagne et du sud de la France n'est pas « féodale » dans cette acception du terme. Et, dans les régions qui le sont davantage, on trouve toujours une classe importante

d’alleutiers, plus nombreux dans certains pays que dans d’autres. Ces propriétaires fonciers ne sont redevables d’aucun service en échange de leur terre, qui leur appartient de plein droit.

L’organisation féodale laisse le champ libre à la complexité et à l’ambiguïté. On peut être à la fois suzerain et vassal, alleutier et serf. Le concept central de la réciprocité des devoirs entre un seigneur et son vassal est toutefois le fil conducteur de l’ensemble de cette structure, et plus qu’aucun autre il la rend intelligible à notre esprit moderne. Le seigneur et son serviteur sont liés l’un à l’autre : « Serfs, obéissez à vos seigneurs temporels avec crainte et tremblements ; Seigneurs, traitez vos serfs avec justice et équité », dit, en résumé, le préambule d’un acte des moines de l’abbaye Saint-Laud d’Angers. Cette rationalisation constitue les fondements d’une société de plus en plus complexe et, longtemps, elle permettra de l’interpréter et de la soutenir.

Ce même principe rationnel justifie que l’on demande au paysan de fournir les moyens nécessaires à l’entretien du guerrier et à la construction de son château. De là sont nées les aristocraties européennes. La fonction militaire du système qui soutient ces grands nobles est longtemps demeurée primordiale. Même lorsque l’aide personnelle du vassal n’est pas requise sur le champ de bataille, on a besoin de ses hommes (comme, plus tard, de son argent pour payer les combattants). Toutefois, dans ce réseau à maille serrée de la vassalité, un roi peut avoir moins de pouvoir sur ses vassaux qu’eux n’en ont sur les leurs. Le grand seigneur, laïc ou évêque de la région, a certainement toujours pesé plus lourd dans la vie de l’homme ordinaire que le roi ou le prince lointain qu’il n’a probablement jamais vus. Pourtant, la fonction royale est unique et l’onction donnée par le pape confirme le caractère sacré, charismatique, de son autorité. La pompe et le cérémonial qui les entourent placent les rois à part aux yeux de la

plupart de leurs sujets, et pour l'époque médiévale c'est aussi important que la paperasserie administrative pour nous aujourd'hui. Si, en plus, un monarque a l'avantage de posséder un patrimoine important, il a de grandes chances de pouvoir agir à sa guise.

Dans la société du haut Moyen Âge, rois et seigneurs sont les seuls à jouir d'une grande liberté sinon au sens théorique et juridique, du moins au sens pratique, au quotidien. Pourtant, ils mènent eux-mêmes une vie étriquée, limitée par l'absence de tout ce que nous prenons pour acquis. Après tout, ils n'ont pas grand-chose à faire, si ce n'est prier, se battre, chasser et diriger leurs propriétés. La seule carrière possible, pour les hommes, c'est l'Église qui la leur propose, et la vie quotidienne offre un potentiel d'innovations très restreint, dans le style ou dans le contenu. Pour les femmes, les possibilités sont encore plus limitées, comme elles le sont de plus en plus pour les hommes à mesure que l'on approche du bas de l'échelle sociale. Cette situation ne changera qu'avec la résurgence progressive du commerce et de la vie urbaine, au moment de l'expansion économique. Manifestement, dans ces affaires-là, les lignes de démarcation temporelles ne sont quasiment d'aucune utilité, mais le fait est qu'il faudra attendre, après 1100, les prémices d'une importante expansion des échanges pour avoir réellement l'impression de sortir d'une société encore à moitié barbare, qui prétend tout de même apporter la civilisation (sans plus, toutefois) à une grande partie du continent.

VI
L’Inde

L’histoire de l’Inde, au cours des mille ans qui séparent la chute des Gupta, en 550, de l’avènement de l’Empire moghol en 1526, ne présente ni l’orientation clairement définie et l’unité de l’histoire de la Chine, sa rivale, ni le parcours chaotique de l’Europe médiévale. Elle montre plutôt l’élasticité de traditions plurielles et des prouesses culturelles qu’ont permises l’immensité de son savoir et de sa richesse, et sa focalisation sur le raffinement et l’enrichissement personnel. Son histoire politique peut paraître anarchique, du fait des luttes permanentes entre les royaumes qui se disputent le pouvoir et des incursions des empires de l’extérieur. Néanmoins, à une seule et majeure exception près, l’histoire de l’Inde à cette époque n’est pas celle d’une expansion territoriale ou de conquêtes étrangères ; le sous-continent est plutôt le théâtre de disputes, résolues de façon pacifique ou belliqueuse, au sein d’une population dont les territoires sont pour la plupart beaucoup plus riches et plus fertiles que toute autre région de la planète.

Le tournant décisif de cette période de l’histoire de l’Inde se situe en 1192, lorsque l’entrée en force des musulmans d’Afghanistan dans la grande plaine du Nord-Ouest aboutit à la création du sultanat de Delhi. Gardons-nous cependant d’adhérer trop facilement à l’idée que l’introduction de l’islam, par voie de conquête dans ce cas précis, est le seul facteur déterminant de l’histoire ultérieure de l’Inde. Au contraire, les relations entre le nord et le sud, entre la côte et l’intérieur des terres, entre les castes et les groupes sociaux sont au moins aussi importantes que l’interaction

hindouisme-islam. La religion est un élément déterminant de l'histoire de l'Inde, mais il est encore beaucoup plus riche, ou plus complexe, que la simple division entre hindous et musulmans à laquelle, par la suite, des historiens nationalistes ont voulu nous faire croire.

Jusqu'en 500, l'histoire de l'Inde se structure autour des plaines du Nord, le Sud demeurant une sorte d'appendice ne laissant entrevoir que l'ombre de ce qui s'y passe… comme s'il fallait se concentrer sur les grands empires du Nord, Maurya et Gupta, et les cultures et identités qui en émergent. Toutefois, au cours de la seconde moitié de ce Ier millénaire, la situation évolue non parce que la prédominance du Nord se dissipe, mais parce que le Sud développe progressivement ses propres États et interactions. Le premier d'entre eux à laisser sa marque dans l'histoire est celui des Chola, une dynastie appelée à survivre pendant presque un millier d'années sur la côte sud-est de l'Inde.

Avant l'avènement de royaumes régionaux importants, un rajah, Harsha, tente une dernière fois d'établir un empire sur la quasi-totalité du territoire autrefois contrôlé par les Gupta. Durant son long règne, de 606 à 649, il rassemble un royaume qui s'étend de l'Himalaya jusqu'à l'Orissa[12]. La capitale, Kânauj, en devient le centre, le lieu où le souverain réunit des érudits pour mettre au point l'apprentissage du sanscrit sous ses formes védique et bouddhique. Durant des siècles après l'effondrement de l'empire de Harsha, le sanscrit demeurera au cœur de la culture nord-indienne.

Harsha ne parvient pas à étendre son empire jusqu'au plateau du Deccan, au centre de la pointe sud de l'Inde. Xuanzang, le moine pèlerin bouddhiste chinois qui passe quelque temps à sa cour, évoquera le sentiment de frustration de ce rajah mécontent de ne pas être à même de vaincre la résistance des royaumes du Sud. Après sa mort, la politique indienne prend progressivement pour cadre une structure composée de puissances régionales qui se

disputent l'influence, et ce système perdurera jusqu'au XII^{e} siècle. Au IX^{e} siècle, le plus puissant de tous ces États est le Rashtrakuta, dans le Deccan, premier royaume du Sud qui aspire vainement à établir son contrôle sur tout le sous-continent indien. Les autres pôles de ce découpage de l'empire sont le royaume Gurjara, au nord-ouest, et à l'est celui des Pala, dynastie bouddhiste qui règne sur le Bengale et les régions alentour. Toutefois, si chacun de ces royaumes tente de l'emporter sur les autres, aucun n'est assez fort pour y parvenir, ou du moins pour conserver longtemps son hégémonie.

Le plus important, dans toutes ces rivalités politiques, est la conclusion implicite qu'une seule culture originaire du Nord domine désormais l'ensemble du sous-continent indien. Les royaumes régionaux peuvent gagner en puissance et ensuite s'effondrer, mais chaque apparition d'un nouvel État réfléchit davantage la philosophie, la politique et la science issues de l'apprentissage du sanscrit. L'édification de villes sanctuaires, comme Chidambaram au sud et Varanasi au nord, devient le symbole d'une dévotion commune à la religion, bien que l'accent soit mis sur les différences régionales. La ligne de démarcation, ici, n'est pas tant dans la distinction entre bouddhistes et hindous que dans la différence des pratiques religieuses et de la relation personnelle aux dieux et aux saints.

La perte d'influence du bouddhisme indien à partir de la fin des Gupta résulte très probablement des tentatives de compromis populaires avec l'hindouisme. Selon certains érudits, les enseignements du Bouddha, comme d'autres philosophies et religions en Inde − indigènes ou importées −, se sont laissés submerger par les traditions de l'hindouisme, confession la plus répandue, et par ses dieux dont le culte prévalait. Si tel est le cas, cependant, la capacité de l'hindouisme à se réinventer joue un rôle tout aussi important, de même que la tradition pure. Dès le VIII^{e} siècle et sous des formes variées, la religion hindoue

relève un grand nombre des défis posés par les partisans du Bouddha et y apporte ses réponses. Le grand philosophe Shankara (788-820), un homme typique du Sud, né au Kerala, rassemble les rituels de groupes de brahmanes différents, arguant que seule une juste connaissance peut sauver l'âme du cycle de la mort et de la réincarnation. Vers le X^{e} siècle, il apparaît clairement que le pluralisme de l'hindouisme lui a permis de s'accaparer le *vajra* des bouddhistes, l'arme des dieux, indestructible. Deux cents ans plus tard, l'influence du bouddhisme dans le sous-continent indien a fait long feu.

Les transformations sociales jouent aussi un grand rôle au cours de cette période, surtout dans le Sud. Dès le VII^{e} siècle, les grandes villes du Deccan deviennent de plus en plus des centres commerçants. Deux siècles plus tard, les marchands règnent réellement sur un grand nombre de ces cités par le biais de guildes réputées. Ces associations et quelques compagnies sont quasiment des États dans l'État : elles possèdent leur propre armée et des vaisseaux équipés d'armes lourdes. Elles exercent leurs activités commerciales au nord et au sud de l'Inde, bien au-delà de l'État dont elles dépendent, mais aussi à l'étranger − en Perse, dans la péninsule Arabique et dans les ports africains. Toutefois, l'axe principal de leur commerce extérieur tend de plus en plus à rejoindre l'Asie du Sud-Est. Ce contact commercial stimule probablement des liens préexistants et fait de la période des VII^{e}-XIII^{e} siècles l'ère indienne du Sud-Est asiatique.

L'Asie du Sud-Est − vaste région qui s'étend de la Birmanie aux Philippines − devient progressivement un grand centre de la civilisation avec la formation, à partir du IX^{e} siècle, de vastes empires. Ceux des Khmers et du Sriwijaya (l'Indonésie actuelle) dominent la région. Les États du Sud-Est asiatique se développent sous l'influence des Empires chinois et indiens, avec lesquels ils sont en lien étroit, et au cours de leur formation l'influence religieuse et

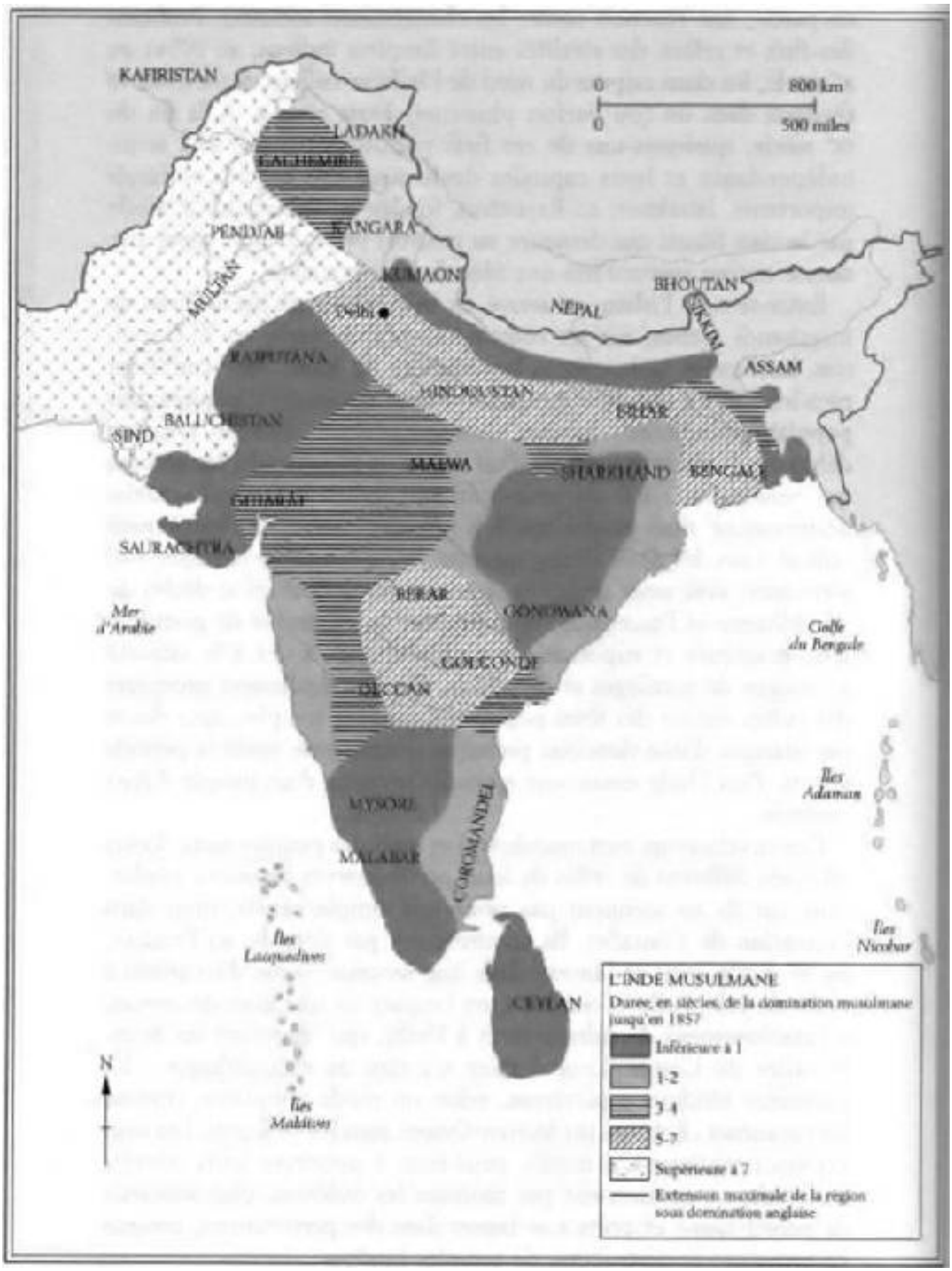
culturelle indienne est particulièrement forte. Si les contacts commencent quasi certainement par l'établissement de liens commerciaux, les érudits et moines brahmanes et bouddhistes ne tardent pas à suivre, dans tout le sud de l'Inde, conformément à leur politique d'expansion (et à leurs connaissances). Ils deviennent les principaux conseillers des cours royales du Sud-Est asiatique et se font les apôtres de formes spécifiques de développement spirituel et de réussite matérielle, jouant un rôle similaire à celui des missionnaires occidentaux plus tard. La recette est bonne : au moment où les empires d'Asie du Sud-Est prennent leur essor, ils possèdent déjà une culture indienne, dont le bouddhisme et l'hindouisme constituent les religions dominantes.

Parallèlement à l'expansion de la culture indienne dans une grande partie de la région, de nouveaux systèmes sociaux apparaissent, dont le plus important est l'institution du *samanta* (« voisin »), au cœur d'une forme indienne de féodalisme. À l'origine, ce terme désigne les familles dominantes soumises à un roi ou à un seigneur, mais il en vient à signifier une certaine vassalité, avec une transmission héréditaire appuyée par une monarchie centrale en contrepartie de la réciprocité de certains devoirs. Au nombre de ces engagements figurent l'aide en temps de guerre, mais aussi la participation à des rituels qui contribuent à donner plus de légitimité à l'ordre établi. Ce système féodal existe à côté des castes, et l'accession au statut de *samanta* peut aussi signifier un changement de caste, selon les préférences du seigneur.

Vers la fin du I^{er} millénaire, des membres de la caste guerrière, les *kshatriya*, se donnent le nom de *rajput* − fils de roi − afin de se conformer aux nouveaux systèmes sociaux (certains historiens pensent que l'accroissement du nombre de clans rajputs était aussi, en partie, une réaction contre les changements sociaux). Profitant des flux et reflux des rivalités entre Empires indiens, au IX^{e} et au X^{e} siècle,

les clans rajputs du nord de l'Inde se taillent des territoires féodaux dans un (ou parfois plusieurs) États rivaux. À la fin du IX^{e} siècle, quelques-uns de ces fiefs rajputs ont gagné une semi-indépendance et leurs capitales deviennent des centres culturels importants. Jaisalmer, au Rajasthan, fondée au début du XII^{e} siècle par le clan Bhatti qui demeure au pouvoir pendant huit cents ans, donne encore aujourd'hui une idée de leur grandeur.

Entre-temps, l'islam est arrivé en Inde. D'abord par le biais de marchands arabes, sur les côtes occidentales ; puis, en 712 environ, les Arabes se lancent à la conquête du Sind. Sans continuer plus loin, ils s'y installent progressivement et cessent d'inquiéter les populations indiennes. S'ensuit alors une période de calme, jusqu'au début du XI^{e} siècle et l'arrivée d'un souverain ghaznévide, Mahmoud, qui pénètre au cœur du sous-continent indien à force de razzias destructrices, mais encore une fois sans déclencher de changement radical. Lors des deux siècles suivants, la vie religieuse indienne suit son cours, avec pour seuls changements remarquables le déclin du bouddhisme et l'ascension du tantrisme, un ensemble de pratiques semi-magiques et superstitieuses promettant l'accès à la sainteté au moyen de sortilèges et de rituels. On voit également prospérer des cultes autour des fêtes populaires dans les temples, sans doute par manque d'une direction politique permanente après la période Gupta. Puis l'Inde essuie une nouvelle invasion d'un peuple d'Asie centrale.


KAFIRISTAN
0 800 km
0 500 miles
LADAKH
KASHMIR
PENDJAB
KANGARA
MULTAN
KUMAON
BHOUTAN
NÉPAL
SIKKIM
DELHI
RADJPUTANA
ASSAM
HINDOUSTAN
BALUCHISTAN
SIND
BIHAR
MALWA
CHARKHAND
BENGALE
GUJARAT
SAURACHTRA
BERAR
GONDWANA
Mer d'Arabie
Golfe du Bengale
GOLCONDE
DECCAN
Îles Adaman
MYSORE
CORDMANDEL
MALABAR
Îles Laquedives
Îles Nicobar
CEYLAN
N
Îles Maldives
L'INDE MUSULMANE
Durée, en siècles, de la domination musulmane jusqu'en 1857
Inférieure à 1
1-2
3-4
5-7
Supérieure à 7
Extension maximale de la région sous domination anglaise

Ces envahisseurs sont musulmans et issus des peuples turcs. Leurs attaques diffèrent de celles de leurs prédécesseurs de même confession, car ils ne viennent pas pour une simple razzia, mais dans l'intention de s'installer. Ils commencent par s'établir au Pendjab, au XI^{e} siècle, puis se lancent dans une seconde vague d'invasions à la fin du XII^{e}. Celle-ci conduira, en l'espace de quelques décennies, à l'établissement de sultans turcs à Delhi, qui régneront sur toute la vallée du Gange. Leur empire n'a rien de monolithique : les royaumes hindous y survivent, selon un mode tributaire, comme les royaumes chrétiens du Moyen-Orient sous les Mongols. Les souverains musulmans, attentifs, peut-être, à préserver leurs intérêts matériels, ne soutiennent pas toujours les oulémas, plus soucieux de prosélytisme et prêts à se lancer dans des persécutions, comme en témoigne la destruction de temples hindous.

Le premier bastion musulman de l'Inde est la vallée du Gange. Les envahisseurs se rendent rapidement maîtres du Bengale et plus tard s'établissent sur la côte ouest et le plateau du Deccan. Ils ne pénètrent pas plus au sud, où subsiste une société hindoue en grande partie inchangée. Il est même probable qu'à partir du XIII^{e} siècle la propagation de l'islam dans le nord du sous-continent ait conforté le sud dans son rôle de timide protecteur de la culture traditionnelle indienne, surtout chez les Tamouls, intégrés à la sphère culturelle indienne depuis une date encore très récente.

Fondé en 1206, le sultanat de Delhi atteint son apogée sous le règne des trois sultans de la dynastie Khalji, à la fin du XIII^{e} et au début du XIV^{e} siècle. Il conservera sa position éminente jusqu'à la fin du XIV^{e} siècle. Ce sultanat définit, au cœur du sous-continent, un modèle de gouvernement musulman qui perdurera pendant sept cents ans. Les premiers souverains, Turcs originaires d'Afghanistan, règnent sur un empire qui inclut le Pakistan actuel, le nord de l'Inde et les territoires afghans. Ils ouvrent l'Inde aux

influences occidentales et, plus important encore, la relient à la Perse, au Moyen-Orient et au centre de l'Eurasie à un point jusqu'alors inconnu. L'art, la science et les idées philosophiques circulent dans les deux sens. C'est donc peut-être tout naturellement que les courants mystiques de l'islam, le soufisme notamment, s'enracinent en Inde et prédominent à la Cour.

Ala-ud-din est sultan de Delhi pendant vingt ans, à partir de 1296. Chef militaire redoutable, il défait par deux fois de puissantes armées mongoles dans le nord du pays. Au sud, il étend la souveraineté musulmane aux confins du Deccan, déclenchant un déferlement de l'influence culturelle islamique dans les régions méridionales. Contrairement aux convertis du nord de l'Inde, la plupart des Méridionaux n'adoptent pas l'islam par soumission au peuple conquérant. Comme partout ailleurs dans le monde, une partie de la population indienne embrasse la nouvelle religion pour ses caractéristiques révolutionnaires : dans une société extrêmement hiérarchisée, l'idée que tous les hommes sont égaux dans leur relation directe et personnelle avec Dieu peut avoir beaucoup d'attraits.

Lorsque le pouvoir politique musulman arrive dans le Sud, c'est sous les traits d'un général tadjik de l'armée du sultanat de Delhi qui, en 1346, se révolte contre ses suzerains et instaure son propre régime autour de ce que l'on connaît aujourd'hui comme le Maharashtra, avec une extension plus au sud, dans le Karnataka et l'Andra Pradesh. La cour de ce nouveau royaume, le sultanat de Bahmani, est presque entièrement sous influence perse : les souverains composent des vers en persan et tentent de maintenir des liens étroits avec les grandes cités persanes − Shiraz, Ispahan et Qom. Comme leurs protecteurs perses, les Bahmanis sont attirés par l'islam chiite. Ils forment le premier grand État indien sous gouvernement chiite.

La division de l'Inde musulmane accroît la difficulté d'une action défensive contre les envahisseurs du nord. En 1398,

l’armée de Tamerlan a mis à sac la vallée du Gange après une marche dévastatrice d’autant plus rapide, nous dit un chroniqueur, que les Mongols voulaient fuir l’odeur des cadavres en putréfaction qui s’amoncelaient dans leur sillage. Empêtrés dans les eaux troubles qui ont suivi ce désastre, généraux et potentats locaux n’ont pensé qu’à tirer leur épingle du jeu et l’Inde musulmane s’est fragmentée. Néanmoins, l’islam est désormais bien établi dans le sous-continent, après avoir mis à rude épreuve les capacités d’assimilation de l’Inde, car le style musulman, actif, prophétique et révélateur, est totalement opposé à l’hindouisme et au bouddhisme (ce qui n’empêche pas l’islam de subir aussi de subtils changements à leur contact).

L’Inde n’est cependant pas entièrement sous domination musulmane. Dès le milieu du XIV^{e} siècle apparaît, au sud, une puissance hindoue qui étend sa domination au Deccan méridional et à la péninsule indienne. Cet empire marchand, qui prend le nom de sa magnifique capitale, Vijaynagar, située sur les hauteurs de l’actuel État de Karnataka, entretient des relations étroites avec l’Asie du Sud-Est, dont il tire grand profit. Premier État indien à avoir recours à l’importation d’armement européen (*via* le Moyen-Orient) ou chinois (*via* l’Asie du Sud-Est), il possède une véritable puissance militaire mais force surtout l’admiration par l’efficacité de son administration et l’éclectisme de sa religion, qui intègre un grand nombre de courants hindouistes des siècles précédents. Symbole de la continuité de la nature plurielle de l’Inde, il esquisse un avenir exempt de toute prédominance hindoue ou musulmane.

VII
La Chine impériale

Pendant plus de trois siècles et demi après la peu glorieuse abdication du dernier empereur Han, en 220 de notre ère, la Chine reste morcelée. Et si nous élargissons la perspective sur mille trois cents ans, depuis le VII^e siècle avant J.-C., nous constatons que l'empire du Milieu n'a été unifié que pendant un peu plus de quatre cents ans. Pourtant, au IV^e et au V^e siècle, alors que trois États se battent pour la souveraineté, être chinois revêt encore une signification. La désunion politique et les invasions étrangères n'ont pas entamé les fondations de cette civilisation, dont l'essor se poursuit même lorsque le pays est divisé (d'aucuns iront même jusqu'à dire que cela le favorise).

Considérer cette période de désunion du milieu du I^er millénaire comme une aberration de l'histoire chinoise requiert une extrême prudence. États et dynasties ont beau apparaître et disparaître tour à tour, le cœur de la Chine échappe à la destruction systématique par des puissances étrangères, comme celle que connaîtra l'Europe postromaine. Certes, des peuples non chinois envahissent le pays. Certains fondent leur propre État ou, beaucoup plus fréquemment, se joignent à la population pour créer des États mixtes. Cette époque, dite « des Trois Royaumes », comme celle des « dynasties du Nord et du Sud », est une période de conflits et de bascules politiques pourtant marquée par un essor culturel et une transformation sociale.

Entre 220 et les années 580, le changement le plus frappant est de loin l'expansion de la population et de la

culture chinoises à la Chine dite méridionale aujourd'hui − ce qui entraîne une révision complète de notre conceptualisation géographique du pays. À la fin de la période Han, les trois quarts de la population chinoise vivent dans les plaines de la vallée du fleuve Jaune. Un demi-millénaire plus tard, les mêmes proportions se retrouvent le long du Yangzi ou au sud du fleuve − changement fondamental lié à l'exode des Chinois poussés vers le sud par les envahisseurs du nord. Ils s'installent dans la région, s'emparent des terres ou en défrichent et déplacent ou absorbent les populations indigènes. Sur une période relativement courte de l'échelle historique, ils doublent, ou presque, leur territoire.

L'autre grand changement survenu en Chine à la même époque est l'introduction du bouddhisme. Nous savons maintenant que, sous les Han, des missionnaires pèlerins bouddhistes sont venus jusqu'en Chine par la route de la Soie, mais c'est après la chute des Han que cet afflux prend l'allure d'un véritable raz de marée. L'empire Kushana, qui englobe ce qui est aujourd'hui l'Afghanistan, le Pakistan et le nord de l'Inde, est constitué de Yuezhis, un peuple indo-européen d'abord installé au milieu de l'Eurasie centrale, dans les environs de l'actuelle Xinjiang. Devenus maîtres d'un vaste territoire, les empereurs kushana règnent sur une culture asiatique mixte, gréco-bouddhique, dans laquelle on peut voir le Bouddha partout représenté comme un héros grec. Les missionnaires de l'empire Kushana commencent à traduire des textes en chinois et se rendent en Chine, empruntant notamment la route dangereuse qui traverse le massif du Karakoram, pour y enseigner le bouddhisme Mahayana. Vers 500 après Jésus-Christ, le bouddhisme se propage très rapidement en Chine et, de là, gagne la Corée et le Japon. Ces conversions massives ne sont peut-être pas étrangères aux troubles que connaît l'époque. Tout comme le christianisme contemporain en Europe, le bouddhisme, en Chine, satisfait un besoin de

certitude dans un monde en mouvement, surtout lorsque la roue impériale se remet à tourner.

La dynastie Sui et l'empire Tang qui plus tard s'édifiera sur la base de son règne éphémère comptent parmi les revirements les plus importants de l'histoire du pays. L'avènement des Sui surprend tout le monde. À la fin du VI^e^ siècle, la Chine totalise plus de trois cent cinquante années de division et, si la majeure partie de sa population la voit toujours comme une seule entité, presque personne ne s'attend plus à une réunification politique. Les Sui apparaissent donc comme les successeurs des Zhou du Nord, un État mineur. Or, en moins de quarante ans, non seulement ils reconstituent la plus grande partie de ce qui fut le territoire des Han, mais ils rétablissent aussi l'infrastructure, réforment la propriété terrienne, réorganisent l'administration centrale, restaurent l'économie et reconstruisent une écrasante puissance militaire : un bilan honnête pour un règne aussi court ! Et l'on ne s'étonnera pas non plus que les Sui finissent par être haïs de nombreux Chinois, qui les jugent presque aussi impitoyables que Qin Shi Huangdi, l'empereur honni d'une autre dynastie éphémère qui unifia le pays au III^e^ siècle avant J.-C.

Les Zhou du Nord, dont est issue la dynastie Sui, ont fondé l'un de ces nombreux petits empires apparus dans le nord de la Chine après la chute des Han et gouvernés par des étrangers. La tribu mongole Xianbei, à la tête de l'empire Zhou, compte un certain nombre de généraux chinois à son service, dont le plus brillant, Yang Jian, a pris un nom mongol, Puliuru, épousé une princesse du très puissant clan Dugu, et marié sa fille au fils de l'empereur. Lorsque son gendre meurt subitement, peu après son accession au trône en 581, Yang Jian prépare un coup d'État, prend le pouvoir et fonde sa dynastie, les Sui, en se faisant appeler Wen Di[13] − l'« empereur cultivé » (probablement pour signifier qu'il est chinois et non

barbare). Tout de suite après, il entreprend l'extermination de tous ses ennemis, réels ou imaginaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de son nouvel empire.

L'empire Sui se forge par les armes, même si, la plupart du temps, au début, il fait la guerre à d'autres Chinois. Wen est assez astucieux pour élaborer une stratégie permettant d'éviter un conflit majeur avec les Turcs orientaux du nord-est, à qui les Zhou payaient un tribut. Le nouvel empereur décide de concentrer ses conquêtes sur le Sud, où il obtient un franc succès. En combinant savamment guerre et diplomatie, il déjoue les plans des puissances du sud, une par une. Au début des années 590, une grande partie de l'empire des Han se trouve rassemblée de nouveau sous les Sui. La Chine est encore une fois réunie, avec à sa tête un empereur plutôt inattendu.

Comme général et administrateur, Wen Di est éblouissant, mais il est sujet à des crises de fureur incontrôlables, souvent suivies de remords amers. Sa dévotion au bouddhisme, la nouvelle religion de la Chine, peut être vue à travers le prisme de sa personnalité. Fervent adepte des principes bouddhistes, il est sceptique vis-à-vis des anciennes écoles de pensée chinoises, notamment certains aspects du confucianisme. Il croit aux vertus du travail intensif ; chaque soir on le voit repartir dans ses appartements avec de grandes valises pleines de documents. Il ne s'intéresse guère aux distractions de la Cour, mais sa vie conjugale est longue et harmonieuse : Dugu Qieluo, la princesse mongole devenue par son mariage l'impératrice Wenxian, le « cadeau de Wen », est son plus proche conseiller. Ce n'est qu'après sa mort en 602 que l'empereur se laissera emporter par sa folie furieuse.

Wen Di est parfaitement conscient de son rôle d'artisan de la réunification de la Chine : « Si l'on recherche la renommée, un seul chapitre dans les livres d'histoire suffit », répète-t-il souvent à ses collaborateurs, convaincu

que sa principale contribution doit être la réforme administrative. Selon lui, la survie de l'empire dépend uniquement d'une bonne administration et d'une assise financière solide. Les Sui introduisent des pièces de monnaie standard, augmentent la fiscalité en imposant des droits et taxes sur différents types d'activités, notamment l'impôt sur le revenu et la taxe foncière. D'un naturel parcimonieux, Wen Di est toujours à l'affût de solutions pour augmenter les revenus de l'État. Au début du VII^{e} siècle, la Chine possède un système de finances publiques bien supérieur à tout autre dans le monde et c'est d'ailleurs l'une des principales raisons du maintien au pouvoir des dynasties Sui et Tang pendant plus de trois cents ans.

Wen Di et ses successeurs immédiats reviennent souvent sur ce qu'ils croient être à l'origine de la chute des Han, et ils en tirent des enseignements. Le fondateur de la dynastie est convaincu que le népotisme a joué un rôle considérable dans l'effondrement de l'empire Han. Voici ce que disent les manuels Sui : « Se détacher de tout lien d'affection envers les membres de sa famille, c'est accomplir pleinement le devoir de service dû à son prince. » Le fonctionnaire idéal doit être tatillon et avoir de son travail une approche quasi puritaine. L'empereur choisit lui-même les meilleurs, ou se les fait désigner par ses hommes de confiance à la Cour. Un fonctionnaire ne peut rester plus de quatre ans au même poste ; après quoi, il est généralement muté dans une autre région. On assiste aussi à une refonte du système des examens impériaux, avec création d'un important corps d'inspecteurs. La bureaucratie civile et militaire est ouverte à tous les hommes les plus talentueux de l'empire ; la plupart des postes principaux, relatifs au commerce, aux grands travaux et aux affaires militaires, échoient de préférence à des non-Chinois, alors qu'au cœur de l'administration la présence chinoise est prépondérante.

Les empereurs Sui se réservent la plus grande tâche à leurs yeux, à savoir éliminer la cause principale de la chute de la dynastie Han et la faiblesse conséquente du pouvoir central : un système foncier qui instaure et favorise une élite locale et provoque la colère des paysans et des gens sans terre. Wen Di impose une réforme agraire radicale, avec partage des propriétés en deux catégories : les terres données par l'État aux paysans âgés de dix-sept à cinquante-neuf ans, pour être labourées puis rendues aux autorités en vue d'une répartition égale, et les terres transmissibles par héritage, uniquement pour une production impériale stratégique ou le jardin d'une grande famille. Ceux qui ont œuvré pour la restauration de l'empire reçoivent un quota de terres auquel ils ont droit, mais qui change selon le bon plaisir de l'empereur, et les hauts fonctionnaires peuvent garder une part du revenu des terres qui dépendent de leur fonction. Comme dans tous les régimes impériaux, il s'agit d'un idéal plus que d'un système, mais l'État dispose d'un instrument utilisable contre l'iniquité et la corruption.

Wen Di veut un empire qui n'exclut rien, mais sa propre personnalité et parfois sa politique s'y opposent. Il ne sait pas très bien comment intégrer son bouddhisme au confucianisme. Sa volonté de faire adhérer l'empire aux principes bouddhistes, comme en 601, lorsque, imitant l'empereur Ashoka en Inde, il envoie des moines porter en grande pompe des reliques dans toutes les capitales de province, est jugée excessive. Nombre de personnalités éminentes ressentent un malaise dans l'État Sui. L'élite est trop restreinte et l'empereur trop sévère. En 604, à la mort de son père, Yang Di accède au trône, mais il préfère le sud et se sent mal à l'aise avec les compagnons de Wen Di, des nomades du nord. Autour de la deuxième décennie du VII^{e} siècle, les nuages semblent s'amonceler au-dessus des Sui.

L’une des causes de cette accumulation a trait à la durée excessive des guerres. Un conflit avec le Vietnam datant de la première décennie du VII^{e} siècle se termine mal. Une guerre en Corée prend elle aussi mauvaise tournure. Manifestement, les Sui ont les yeux plus gros que le ventre. Voyant les coffres vides et sa marge de manœuvre se réduire comme peau de chagrin, Yang Di sombre dans la dépression et se retire des affaires publiques. Sous la pression des événements en Corée et au Vietnam, et face aux Turcs et aux généraux qui se rebellent au nord, les courtisans eux-mêmes perdent patience. En 618, Yang Di meurt assassiné tandis qu’il est aux bains.

Cependant, au lieu de s’effondrer comme les Han au III^{e} siècle, les Sui deviennent les précurseurs de la plus glorieuse de toutes les grandes époques chinoises, celle de l’empire Tang, qui perdurera jusqu’en 907. À bien des égards, les Sui sont aux Tang ce que les Qin furent aux Han. Nombre des réformes les plus importantes qui ont rendu possible la gloire des Tang ont été promulguées par Wen Di. À la mort de Yang Di, un homme sort de l’ombre pour lui succéder. Li Yuan est issu de la même tribu nomade du nord que Wen Di. La mère du nouvel empereur est en effet la propre sœur de l’impératrice Wenxian. Mais Li veut fonder sa propre dynastie, les Tang, dont lui-même sera le premier empereur, Gaozong.

Les Tang deviennent l’une des plus importantes dynasties de la longue histoire de la Chine. Sous leur règne, le pays s’ouvre au monde comme jamais encore auparavant, et il prend place au cœur de l’Asie orientale. C’est également à cette époque que la plus grande partie de ce que nous considérons aujourd’hui comme le noyau dur de la Chine s’est sinisée, notamment les régions situées au sud du Yangzi et, au sud-ouest, le long du plateau tibétain. Les Tang défendent l’art et le savoir, et leur capitale, Chang’an la cosmopolite, devient la plus grande ville du monde, dépassant largement toutes les autres. Grâce à cette

nouvelle dynastie, le rayonnement culturel de la Chine s'étend jusqu'en Corée, au Japon et en Asie centrale, et son corpus d'œuvres littéraires et artistiques domine encore la Chine d'aujourd'hui. Dans ces conditions, comment s'étonner de ce que, à l'heure actuelle, la population du sud de la Chine et nombre de ses descendants à l'étranger se croient encore issus des Tang et tirent fierté de la splendeur d'une dynastie qui s'est éteinte voici plus d'un millénaire ?

Dès le début, la dynastie des Tang paraît d'une plus grande mixité que celle des Sui, ethniquement parlant. Des siècles d'invasions ou d'interactions avec l'étranger ont laissé leur marque dans la composition de la Cour : la famille impériale est à moitié mongole et parmi ses officiers de premier plan on compte des Turcs, des Coréens et des Khitans. Dans l'administration, on trouve aussi des Perses, des Tibétains, des Indiens et des hommes du Sud-Est asiatique. L'intérêt que porte la nouvelle dynastie aux pays étrangers est en partie le reflet du cosmopolitisme de la Cour, certes, mais il s'explique aussi par le prosélytisme et la curiosité ethnographique. Vers le milieu du VII^{e} siècle, le moine bouddhiste Xuanzang, un personnage bien réel au cœur d'innombrables légendes chinoises, se rend en Inde, d'où il revient au bout de dix-sept ans avec de précieux textes en sanscrit et de bonnes connaissances générales. D'autres voyageurs partent pour les régions occidentales de l'Eurasie centrale, en Malaisie, en Perse et au-delà.

La culture Tang reflète les effets stimulants du contact avec le monde extérieur, notamment avec l'Eurasie centrale − un rapprochement sans précédent. Chang'an, la capitale, attire les Perses, les Arabes et les Eurasiens, qui arrivent avec leurs histoires, leur poésie et leurs instruments de musique. Églises nestoriennes, temples zoroastriens, mosquées… la capitale chinoise est sans aucun doute la plus belle et la plus somptueuse de son époque, comme en témoignent les objets parvenus jusqu'à

nous. Nombre d’entre eux reflètent la valeur accordée par les Chinois à d’autres styles que les leurs − l’imitation de l’orfèvrerie perse en est un exemple − et l’on retrouve l’atmosphère d’un entrepôt de marchandises dans les figurines en céramique représentant des cavaliers et des chameaux chargés, nous révélant la vie de l’Asie centrale telle qu’elle déferle dans les rues de Chang’an. Ces figurines sont souvent revêtues d’un engobe polychrome, nouvelle glaçure des potiers Tang, dont le style sera imité jusqu’au Japon et en Mésopotamie. La présence de la Cour est aussi importante pour le développement de cet artisanat que les visites des marchands étrangers, et il est possible, à partir des peintures funéraires, de se représenter quelques scènes de la vie des courtisans. Les hommes se détendent en chassant, accompagnés de leurs serviteurs eurasiens. Quant aux femmes, le regard vide de toute expression, elles portent des vêtements somptueux et les servantes possèdent un attirail recherché : éventails, boîtes de maquillage, gratte-dos et autres objets de boudoir. Les grandes dames aussi préfèrent les modes d’Asie centrale, qu’elles empruntent à leurs domestiques.

Comme souvent au cours de l’histoire, ce raffinement et cette recherche esthétique trouvent leur origine dans les effusions de sang. Le règne de Li Yuan, devenu l’empereur Gaozong, s’achève brutalement en 626 par un coup d’État de son fils Li Shimin, qui a déjà assassiné deux de ses frères. Cet homme ambitieux et sans scrupule règne pendant vingt-trois ans sous le nom d’empereur Taizong. Il s’avère être un chef compétent et, avec le temps, écoute plus volontiers les meilleurs de ses conseillers. Considéré par certains comme le plus grand de tous les empereurs de Chine, Taizong ne se contente pas d’anéantir la puissance turque orientale et de faire de la Chine la puissance dominante de l’est de l’Asie centrale ; il étend son hégémonie à la Corée et au Tibet et contrôle les routes commerciales vers l’est et le sud. Il pose aussi les bases

d’une longue dynastie, entre autres parce que sa politique − comme celle des autres empereurs Tang des débuts − tombe à point nommé : elle apporte à la fois le contenu et les images que recherchent la plupart des Chinois de l’époque.

L’un des aspects essentiels du succès de la dynastie Tang réside dans sa réforme de la justice. Après des siècles de flou juridique, les premiers empereurs Tang élaborent un système tout en finesse et plein de bon sens − une combinaison pas toujours facile à trouver. Dans le domaine administratif, ils peuvent prendre pour bases les innovations des Sui, qu’ils développent et consolident. Malgré leur attirance pour le bouddhisme, la plupart des premiers souverains Tang, conscients des avantages d’un système éducatif confucéen, mettent au point une approche syncrétique de la religion et de l’idéologie publique. L’époque Tang marque le début d’un millénaire, voire plus, au cours duquel la plupart des empereurs embrasseront toutes sortes de religions − s’agenouillant devant tous les autels, dès lors que les autorités religieuses s’inclinent devant l’État.

En matière de politique étrangère, les empereurs Tang insistent sur les liens entre la Chine revitalisée et les régions voisines, parce qu’ils reconnaissent le « pouvoir discret » que leur pays peut exercer grâce à son influence culturelle, et parce qu’ils accordent une grande importance aux échanges commerciaux. Ils ont aussi besoin d’alliés dans leurs interminables campagnes contre les arrivistes du centre de l’Eurasie, eux-mêmes impatients de fonder une dynastie. À cette époque, la Corée se rapproche considérablement de la Chine, sur le plan culturel et politique, par l’alliance des Tang avec le royaume de Silla, au sud de la péninsule coréenne, contre Koguryo, son puissant rival du nord, qui occupe l’est de la Mandchourie et une partie de la côte Pacifique nord. Après l’effondrement du royaume de Koguryo en 668, celui de

Silla prédomine, mais il n'en persiste pas moins une très forte influence chinoise.

Le fort impact culturel des Tang, même sur des pays comme le Japon, vaguement lié à la Chine jusque-là, joue un rôle majeur dans la rapidité de l'évolution de l'urbanisation et des échanges commerciaux au sein de l'empire. Des marchands affluent de toutes parts vers les grandes villes chinoises, où s'installent des sociétés d'une complexité croissante. Le développement de ces cités favorise l'émergence d'un nouveau monde d'échanges commerciaux, avec une première émission de papier-monnaie en 650. La prospérité crée de nouvelles demandes, notamment pour une littérature qui ne se limite pas aux modèles classiques et se tourne vers d'autres formes, comme la poésie − les poètes de l'époque Tang, Li Bai et Du Fu, comptent toujours parmi les grands noms de la littérature populaire chinoise. La vie urbaine sécrète progressivement un monde instruit qui devient une alternative à la culture officielle et, parce qu'il est instruit, il nous fournit un premier accès à cette autre culture. Cette demande populaire a pu être satisfaite grâce à deux inventions d'une importance capitale : le papier, au II^{e} siècle avant J.-C., et l'imprimerie, avant l'an 700. Cette dernière résulte d'une pratique en vigueur sous les Han : la reproduction par frottement de documents gravés sur pierre. Les Tang utilisent des blocs de bois et au XI^{e} siècle apparaissent les premiers caractères mobiles, ouvrant la voie à un grand nombre de publications, bien avant tous les autres pays. Dans les grandes villes se répandent encore d'autres formes de poésie et de musique populaires venues d'ailleurs, qui se mélangent aux grands classiques.

La première grande crise du règne des Tang survient à la fin du VII^{e} siècle, lorsque l'impératrice Wu Zetian, la souveraine la plus remarquable de Chine, tente de fonder sa propre dynastie. Après l'attaque qui frappe l'empereur Gaozong en 655, la jeune femme, entrée à la Cour comme

concubine de très basse extraction, devient l'un de ses principaux conseillers et, peu à peu, finit par prendre elle-même les décisions les plus importantes. Bien que souvent vilipendée par les historiens chinois pour sa dureté de cœur et son caractère intrigant, Wu, qui possède un talent et une énergie exceptionnels, prendra la tête du gouvernement à la mort de Gaozong en 683. En 690, elle se proclame « empereur » et le restera jusqu'en 705. Si sa politique est controversée − elle veut promouvoir le bouddhisme au rang de religion d'État −, personne, en revanche, ne conteste ses compétences.

Après la destitution de Wu Zetian, l'empereur Xuanzhong s'efforce d'éloigner la politique Tang des zones de turbulences. Sous son règne, la dynastie connaît un apogée économique et culturel, mais au bout de quarante-quatre années de pouvoir il se heurte à l'ambition de ses grands généraux et les luttes qui s'ensuivent mettent fin à la période de stabilité. La révolte d'An Lushan met l'empire à genoux. An Lushan est un général mi-turc mi-sogdien à l'ambition sans bornes. Lui et ses successeurs mèneront un combat de près de dix ans contre une coalition toujours plus puissante au cours d'une guerre civile qui ravagera une grande partie de la Chine. Lors de son rétablissement, à la fin du VIII^{e} siècle, l'empire n'est plus que l'ombre de ce qu'il était naguère : les territoires conquis ont été perdus, l'économie est en lambeaux et les grandes villes en ruine. Une cupidité démentielle, pourrait-on dire, a détruit un grand empire et mis fin à ce qui reste peut-être le plus bel épanouissement culturel que la Chine ait jamais connu.

Néanmoins, cette fois et contrairement à son sort après l'effondrement des Han, la Chine redevient un empire unifié, même s'il lui faut presque deux générations pour y parvenir. Après l'abdication forcée, en 907, du dernier des Tang, un jeune homme de dix-sept ans, l'empire des fils du Ciel semble bien parti pour revivre son expérience précédente. Cette époque, les historiens l'ont parfaitement

illustrée en lui donnant le nom de « période des Cinq Dynasties et des Dix Royaumes ». Mais l'expérience Tang fait toute la différence avec l'Europe postromaine ; la Chine a désormais derrière elle un long et glorieux héritage en tant qu'État unifié. Alors que l'Empire romain semble avoir disparu à jamais pour les Européens du X^{e} siècle, les Chinois sont bien plus proches de cet idéal − de quoi donner une bonne base au général Zhao Kuangyin pour entreprendre la reconstruction d'un empire, lorsque subitement, en 960, ses soldats le proclament empereur.

Zhao est le fondateur de la dynastie des Song. Son nom d'empereur est Taizu (le « grand ancêtre »). Cet homme d'allure plutôt sévère voit son rôle de souverain avant tout comme un devoir. Il soutient que ses hommes l'ont proclamé empereur contre sa volonté. Il a l'esprit pratique et règne avec beaucoup de pragmatisme, en recourant aux modèles Han et Tang qu'il considère comme parfaitement adaptés, et en introduisant de nouvelles formes d'administration en cas de besoin. Après avoir ôté leur pouvoir à tous les prétendants au trône, il pacifie le pays en leur octroyant d'office une pension de retraite. Il s'arrange aussi pour écarter ses propres généraux des troubles civils de cette période : tous les Chinois connaissent l'histoire de ce banquet auquel il convie ses officiers pour les féliciter d'avoir si bien servi jusqu'à ce jour et atteint ainsi la fin de leur carrière. Taizu veut un pouvoir centralisé. Il sait que lui-même et ses successeurs devront relever de grands défis.

En effet, malgré ces premiers succès, Taizu est conscient qu'il règne sur un empire moins imposant que celui des Han et des Tang. Les Song ont un grand rival au nord, l'empire des Liao, fondé par les Khitans, une tribu mongole d'influence à la fois turque et chinoise (c'est ce nom, Khitan, qui a donné « Cathay » pour désigner la Chine de l'époque). Les Liao représentent un ennemi redoutable et très vite il s'avère que les Song, même à leur apogée, ne

pourront les déloger de leur territoire, qui s'étend jusqu'au sud de Pékin. Au contraire, vers le XIe siècle, ce sont les Song qui paient tribut aux Liao, même s'ils se persuadent que c'est simplement pour éviter d'autres attaques et conflits plus graves. De toutes les grandes dynasties chinoises, les Song sont les seuls à n'avoir jamais été à l'abri des agressions extérieures, même lorsque leur réussite intérieure les porta au pinacle.

Les premiers empereurs Song s'évertuent à reconstruire le système administratif, et ils sont convaincus que, pour une réussite totale, il faut renvoyer la Chine à ses racines confucéennes. En cela, ils sont grandement aidés par la montée du néoconfucianisme, à la Cour et dans les grandes villes. Comme beaucoup de grands mouvements réformistes, les penseurs néoconfucianistes souhaitent retourner, dans un premier temps, à une forme plus précoce et plus pure. Toutefois, en réalité, leurs idées sont davantage tournées vers le présent que vers le passé, et elles donnent lieu à de grandes innovations, que va symboliser un homme en particulier : Ouyang Xiu. Ouyang, qui vécut au milieu du XIe siècle, est un homme de son temps. Au centre d'un grand courant philosophique où fermentent les idées, il va contribuer à définir des modèles et méthodes qui domineront la Chine jusqu'au XIXe siècle. À un âge ridiculement jeune − vingt-trois ans −, il passe avec succès les examens impériaux du plus haut niveau, avant d'être nommé haut fonctionnaire d'État à Luoyang, l'une des anciennes capitales de la dynastie Tang. Il y écrit des œuvres qui transforment la philosophie chinoise, compile une histoire des Tang, rédige des poèmes, publie un guide sur les principes de la stratégie et de la diplomatie et travaille assidûment à un vaste éventail de propositions de réforme du système fiscal. C'est grâce à Ouyang et à ses pairs que, dans le domaine de la pensée chinoise, les Song deviennent la plus importante de toutes les dynasties.

Un autre réformateur, Wang Anshi, s'inspire de la pensée de Ouyang pour publier en 1058 son « Mémoire de dix mille mots ». Selon lui, son pays doit retrouver la voie de son passé glorieux, mais sa seule préoccupation est de réformer, d'abord et avant tout, en vue de créer un empire unifié, centralisé. Pour y parvenir, il en est convaincu, les Song doivent consolider l'emprise de la capitale sur les provinces en instaurant un équilibre entre intérêts public et privé. C'est, à ses yeux, la seule manière de gagner l'adhésion du peuple et de contrôler la totalité de l'empire. Il élabore un système efficace d'approvisionnement de l'État grâce à l'établissement de contrats basés sur les prix et les stocks disponibles plutôt qu'en fonction des contacts personnels et des concessions de droits. L'État reconnaît les guildes, donnant ainsi aux représentants des principaux commerces une position officielle qu'ils n'ont encore jamais eue en Chine. Les réformateurs définissent aussi ce que doivent être le commerce public et le commerce privé. Ils accordent des crédits aux paysans et créent le système *baojia*, encore en application dans la Chine actuelle : tous les foyers sont regroupés par dizaines, et dix dizaines forment un groupe de cent, tous collectivement responsables du maintien de l'ordre et pourvoyant la milice en hommes. Les réformateurs des Song veulent redonner de la vigueur à l'économie et créer un gouvernement intégré et des lois bien définies fondées sur les obligations et les responsabilités de chacun. Et ils parviennent à mettre en pratique un grand nombre de leurs idées.

Bien que son origine remonte à une époque très antérieure de l'histoire de la Chine, le système d'examens impériaux mis en place sous la dynastie Song perdurera jusqu'au XX^{e} siècle. Les penseurs néoconfucianistes de l'époque en définissent également le contenu, qui avec le temps participera de l'orthodoxie chinoise. C'est de cette période que date également la confirmation de l'attribution de postes administratifs à ceux qui passent par cette filière

canonique. Pendant plus de mille ans, ce système donnera aux grands mandarins chinois un ensemble de principes moraux et une culture littéraire acquise sans relâche à coups d'apprentissage par cœur. Les examens sont conçus pour faire ressortir les candidats qui comprennent le mieux la tradition morale perceptible dans les textes classiques et pour tester leurs compétences mécaniques et leur capacité à se surpasser dans des conditions difficiles. Ce système donne une bureaucratie des plus efficaces et des plus homogènes sur le plan idéologique, et d'une qualité sans précédent. Parallèlement, il offre de gros bénéfices à ceux qui parviennent à s'approprier les valeurs de l'orthodoxie confucéenne.

La catégorie des fonctionnaires d'État ne se distingue en principe du reste de la société que par le niveau d'instruction (la possession d'un diplôme en quelque sorte). La plupart sont issus de la petite noblesse foncière, mais ils s'en écartent. Une fois leur charge obtenue par leur réussite aux examens impériaux, ils jouissent d'un statut qui se situe juste au-dessous de celui de la famille impériale et, par conséquent, de grands privilèges matériels et sociaux. Leurs devoirs sont plus généraux que spécifiques, mais, chaque année, ils doivent s'acquitter de deux tâches capitales : la compilation des déclarations de recensement et des registres cadastraux qui servent de base à l'impôt foncier. Le reste du travail est surtout de la surveillance et de l'action en justice, les affaires locales étant souvent du ressort de la petite noblesse de la région, supervisée par quelque 2 000 magistrats de district issus de la classe des mandarins. Chacun d'eux vit dans un *yamen*, sorte de bureau-résidence officielle, avec autour de lui employés, coursiers et domestiques.

À partir des Song, le principe de compétition garantit que la recherche continue de talents ne se limite pas seulement aux familles nobles les plus riches et bien établies ; la Chine est une méritocratie dans laquelle

l’érudition a toujours permis une certaine mobilité sociale. De temps à autre resurgissent la corruption et les achats de charges, mais ces signes annonciateurs de déclin apparaissent généralement vers la fin d’une période dynastique. Dans la majeure partie des cas, les mandarins montrent une remarquable indépendance vis-à-vis de leur milieu d’origine. Ce ne sont pas les représentants d’une classe, mais un échantillon, une élite recrutée indépendamment de ces considérations, renouvelée et promue selon le principe de concurrence. Ils font de l’État une réalité.

La Chine impériale ne doit donc pas être considérée comme un régime aristocratique ; le pouvoir politique n’est pas un apanage héréditaire de la noblesse, même si, socialement, être de noble extraction revêt une certaine importance. La transmission héréditaire des hautes charges n’est possible que dans le petit monde restreint de la Cour, et encore est-ce plus une affaire de prestige, de titre et de rang que de pouvoir. Pour un conseiller impérial qui s’est élevé au niveau supérieur de la hiérarchie, devenant plus qu’un haut fonctionnaire de l’État, les seuls véritables rivaux sont les eunuques. Ceux-là jouissent de la confiance totale des empereurs dans la mesure où, par définition, ils ne peuvent fonder de famille. Ils constituent la seule force politique qui échappe au contrôle des mandarins.

L’empire Song a aussi produit du grand art. La première phase des Song du Nord est marquée par un artisanat qui suit la tradition, avec couleurs et motifs. En revanche, les Song du Sud préfèrent les objets simples, monochromes. Ils s’attachent à une autre tradition, celle des formes développées par les grands fondeurs de bronze de la Chine des origines. Cependant, si belles que soient les céramiques de l’époque, les Song se distinguent davantage dans le domaine pictural, la peinture de paysage notamment, où l’on trouve quelques-unes des plus belles

réussites de l'art chinois. Si l'on considère la Chine sous l'angle de son développement, la période Song est plus remarquable encore pour ses progrès spectaculaires dans le domaine économique.

S'il s'explique en partie par des innovations techniques − poudre à canon, caractères d'imprimerie mobiles et gouvernail d'étambot datent de la période Song −, ce bond en avant est aussi lié à l'exploitation de ce qui est depuis longtemps accessible. En effet, l'innovation est peut-être autant le symptôme que la cause de l'essor économique qui, entre le X^{e} et le XIII^{e} siècle, semble avoir apporté une réelle hausse de revenus à la plupart des Chinois, en dépit d'une augmentation continue de la population. Pour une fois dans notre monde prémoderne, la croissance économique a, semble-t-il, devancé la tendance démographique sur une période assez longue. Un événement en particulier a sans doute permis cette évolution : la découverte et l'adoption d'une variété de riz susceptible de donner deux récoltes par an sur des terres bien irriguées, et une sur les terrains accidentés ne recevant de l'eau qu'au printemps. L'augmentation de la production est également attestée dans un secteur économique bien différent, condensée de manière assez spectaculaire dans le calcul d'un érudit nous révélant que, à quelques années de la bataille d'Hastings, la Chine produisait presque autant de fer que, six ans plus tard, toute l'Europe réunie. La production textile grimpe elle aussi de façon vertigineuse (notamment grâce à l'adoption de machines à filer entraînées par des moulins à eau). Nous pouvons donc évoquer l'« industrialisation » de la période Song comme un phénomène reconnaissable.

La raison de cette remarquable explosion de croissance n'est pas facile à déterminer, le sujet étant encore controversé. Indubitablement, les travaux publics, surtout les voies de communication, ont bénéficié d'un réel apport de fonds − sous la forme d'investissements

gouvernementaux. Les longues périodes d'accalmie, sans invasions étrangères ni troubles intérieurs, ont certainement compté, bien que la diminution de ces derniers s'explique peut-être autant par la croissance économique que l'inverse. Mais le principal facteur déclenchant de cet essor se trouve probablement dans l'expansion des marchés et la montée d'une économie monétaire qui, si elle est redevable aux éléments susmentionnés, repose fondamentalement sur l'incroyable inflation de la productivité agricole. Tant que celle-ci reste supérieure à l'accroissement démographique, tout va bien. Le pays dispose d'un capital disponible pour augmenter la main-d'œuvre et recourir à la technologie en investissant dans des machines. Le revenu réel progresse, du moins tant que des troubles politiques ne viennent pas l'entraver.

Si les Song sont souvent − et à juste titre − l'objet d'éloges dans l'histoire de la Chine, la dynastie du Nord avec laquelle ils entretiennent des relations est généralement passée sous silence, faute, sans doute, d'être issue d'une ethnie chinoise. Les Liao sont pourtant à la tête d'un État puissant qui contribue significativement à l'intégration du reste des territoires de l'Asie du Nord-Est dans la sphère chinoise. Leur méthode ? Elle réside dans un modèle particulier de gouvernement, dont les Song pourraient s'être inspirés au cours des dernières années. Les Liao ont pour principe de gouverner les nombreuses ethnies de leur État en respectant leurs règles : ils évitent ainsi les conflits et facilitent l'allégeance à la dynastie au pouvoir. Comme plus tard les Yuan et les Qing, également issus de tribus étrangères, les Liao bâtissent un État multiculturel qui à son apogée possède l'armée la plus efficace de son temps. Lorsqu'ils rencontrent des difficultés, ce n'est pas le pluralisme ethnique qui en est la cause, mais un complot échafaudé dans le sud, à Kaifeng, la capitale des Song.

En effet, la cour des Song cherche à saper le pouvoir de ses rivaux Liao en formant alliance avec les Jürchen (la tribu des ancêtres des futurs fondateurs de la dynastie Qing). Après s'être déplacés vers l'est, ces nomades originaires de Sibérie tentent en effet de disloquer l'empire Liao pour le remplacer par un nouvel État. L'alliance entre Song et Jürchen fonctionne presque trop bien. En 1125, l'empire Liao est conquis. Malheureusement − et l'on connaît déjà ce phénomène dans l'histoire −, l'appétit des Jürchen ne s'arrête pas à la frontière Liao. Ils envahissent le territoire des Song, mettent à sac la capitale, Kaifeng, et capturent l'empereur ainsi qu'une grande partie de sa cour. Les restes de l'armée Song se regroupent au sud du Yangzi et fondent une nouvelle dynastie, qui prend le nom de Song du Sud. Pendant cent cinquante ans, la plupart des progrès de la période Song vont perdurer au sud du grand fleuve, mais sur un territoire très amoindri.

Les Song finiront par capituler, mais ce sera devant une armée à laquelle personne n'est en mesure de résister. Après avoir écrasé les Jürchen au nord, les Mongols poursuivent leurs attaques contre le Sud pendant presque vingt ans, jusqu'à ce que les Song abandonnent toute résistance, en 1279. Le dernier empereur de la dynastie, un jeune garçon de huit ans, se suicide avec les huit cents membres du clan royal. Les Mongols proclament l'avènement de la dynastie Yuan et de son chef Kublai Khan, petit-fils de Gengis Khan. Kublai règne sur un empire qui dépasse de loin le cadre de la Chine ; lors de son accession au trône impérial, ses pouvoirs s'étendent du Pacifique à l'Oural. Pour la Chine comme pour une grande partie du monde, avec les Mongols débute une ère nouvelle, qui rompt avec le passé et prend la direction d'un avenir plus intégré.

Toutefois, l'avènement de la dynastie Yuan montre aussi que la Chine n'a rien perdu de son pouvoir de séduction sur ses conquérants. Elle change les Mongols plus qu'eux-

mêmes ne la transforment, et il en résulte cette magnificence que nous a rapportée un Marco Polo ébahi. Kublai Khan rompt avec l'ancien conservatisme des steppes et la méfiance vis-à-vis de la civilisation et de ses œuvres. Ses partisans succombent lentement aux attraits de la culture chinoise, en dépit de leur circonspection des débuts à l'égard des mandarins et de leur érudition. Ce ne sont, après tout, qu'une infime minorité de gouvernants perdus dans un océan de sujets chinois : ils ont besoin de collaborateurs pour survivre. Bien que sa connaissance de la langue soit très succincte, Kublai Khan passera la plus grande partie de sa vie en Chine.

La relation sino-mongole reste toutefois longtemps ambiguë. Comme les Britanniques dans l'Inde du XIX^{e} siècle, qui établirent des conventions sociales pour éviter d'être assimilés par leurs sujets, les Mongols cherchent à rester à part, en recourant à des interdictions formelles : aucun mariage mixte n'est toléré et les Chinois n'ont pas le droit d'apprendre la langue mongole. Ni de porter des armes. Lorsque c'est possible, l'administration emploie des étrangers plutôt que des Chinois, un procédé également appliqué dans les khanats occidentaux de l'Empire mongol : Marco Polo sera pendant trois ans employé directement par le Grand Khan ; à la tête du bureau impérial d'astronomie se trouve un nestorien et le Yunnan est administré par des musulmans de Transoxiane. Pendant quelques années, le système des examens impériaux est également suspendu. On peut trouver dans ces exemples une explication plausible à la persistance de l'hostilité chinoise envers les Mongols, du moins en partie et surtout dans le sud. Au moment de l'effondrement de l'Empire mongol en Chine, soixante-dix ans après la mort de Kublai, la classe dirigeante chinoise montrera un respect encore plus outrancier de la tradition et une méfiance accrue à l'égard des étrangers.

À court terme, néanmoins, le bilan des Mongols est impressionnant. En tête viennent le rétablissement de l'unité de la Chine et la concrétisation de son potentiel de grande puissance militaire et diplomatique. L'élimination des Song du Sud n'a pas été facile, mais une fois que Kublai Khan y est parvenu, son contingent a plus que doublé (il dispose notamment d'une flotte importante) et il a pu se lancer dans la reconstruction de la sphère d'influence chinoise en Asie. Le Japon, en revanche, constitue une véritable pierre d'achoppement. Au sud, le Vietnam est envahi (Hanoï tombe à trois reprises) et, après la mort de Kublai Khan, les Mongols occupent la Birmanie pendant quelque temps. Il est vrai que ces conquêtes se révèlent éphémères et se soldent par le paiement d'un tribut plus que par une occupation prolongée. À Java aussi le succès est mitigé : la capitale est prise en 1292, après le débarquement d'un corps expéditionnaire, mais il sera impossible de garder l'île. Le développement du commerce maritime avec l'Inde, l'Arabie et le golfe Persique, commencé sous les Song, se poursuit également.

Faute d'avoir survécu, le régime mongol ne peut être considéré comme un franc succès, mais cette constatation ne nous mène pas loin. Il lui a fallu juste un peu plus d'un siècle pour accomplir des prouesses. Le commerce avec l'étranger a prospéré comme jamais ; Marco Polo rapporte que les pauvres de la nouvelle capitale, Pékin, étaient nourris grâce aux largesses du Grand Khan, et la ville était grande. Notre regard d'homme moderne trouve aussi un certain attrait à leur façon de traiter la question religieuse. Même si des religions comme l'islam et le judaïsme ont maille à partir avec les Yuan, en raison de leur présumée « façon d'être à part », la plupart des pratiques religieuses de l'époque sont positivement encouragées : les monastères bouddhistes sont exempts de taxes (ce qui, bien sûr, signifie que d'autres en paient davantage, comme

chaque fois que l'État soutient la religion ; les paysans paient pour avoir accès à l'instruction religieuse).

Au XIV^{e} siècle, les catastrophes naturelles viennent s'ajouter aux exactions des Mongols pour produire une nouvelle vague de rébellions dans les campagnes, symptôme révélateur d'un déclin dynastique. Peut-être ces révoltes sont-elles aggravées par les concessions accordées à la noblesse foncière de Chine. Donner aux propriétaires terriens de nouveaux droits sur leurs paysans n'a certainement pas apporté au régime la faveur populaire. Des sociétés secrètes commencent à réapparaître et l'une d'elles, les « Turbans rouges », draine un certain nombre de propriétaires fonciers et de mandarins. L'un de ses chefs, Zhu Yuanzhang, un ancien moine, s'empare de la ville de Nankin en 1356. Douze ans plus tard, il oblige les souverains mongols à fuir Pékin, s'autoproclame empereur « Hongwu » (« extrêmement guerrier ») et fonde la dynastie Ming.

Les Ming sont différents de leurs trois grands prédécesseurs, Yuan, Song et Tang, comme de leurs successeurs, les Qing, en ce sens que sur le plan culturel ils sont plus complètement chinois et, sur le plan idéologique, ils se préoccupent davantage de stabilité et d'équilibre (avec peut-être un rapport de cause à effet). C'est durant la période Ming que beaucoup en viennent à considérer la Chine comme une nation immobile, immuable et toujours « convenable ». Plus qu'à toute autre période de son histoire, elle met l'accent sur la procédure, la hiérarchie et la position sociale. Comme tous les autres chefs rebelles chinois, l'empereur Hongwu devient le défenseur de l'ordre traditionnel. Toutefois, si la dynastie qu'il a fondée préside à l'épanouissement culturel du pays et parvient à maintenir l'unité politique, qui perdurera de l'époque mongole jusqu'au XX^{e} siècle, elle impose la plupart du temps un gouvernement conservateur à une région qui, depuis le X^{e} siècle, connaît un fort développement socio-économique.

À bien des égards, les Ming incarnent une forme de réaction contre ce que l'on perçoit comme les effets négatifs de l'instabilité.

La fermeture d'esprit des Chinois n'est jamais absolue bien sûr, et elle survient de manière très progressive. L'empereur Yongle − fils de Zhu Yuanzhang, arrivé au pouvoir en 1402 après une brève guerre civile − autorise en effet l'un de ses amiraux, le musulman Zheng He, à construire une flotte gigantesque pour des missions outre-mer. Officiellement, il est question de collecter des tributs aux quatre coins du monde, mais les expéditions de Zheng deviennent *de facto* des entreprises d'exploration des eaux territoriales étrangères permettant de glaner une grande quantité d'informations utiles au gouvernement. Naviguant à bord des plus grands bâtiments de toute l'histoire de la marine à voile − son navire amiral mesure 140 mètres de long −, Zheng atteint la côte orientale de l'Afrique en seulement sept expéditions. La dernière a lieu en 1433, l'année précédant le voyage du premier capitaine portugais qui parviendra à contourner le cap Bojador au sud du Maroc. On peut se demander ce qui serait advenu si ces expéditions chinoises avaient continué ; la flotte de Zheng He comprenait 250 vaisseaux et plus de 10 000 marins et soldats. Lorsque, quatre-vingts ans après Zheng, Vasco de Gama atteindra Malindi (le Kenya actuel), il ne disposera que de 4 vaisseaux et 170 hommes.

Les successeurs de Yongle montrent toutefois peu d'intérêt pour les expéditions maritimes. Ils veulent parachever l'empire à l'intérieur et défendre ses frontières terrestres. La Grande Muraille telle que nous la connaissons aujourd'hui date de l'époque Ming, ce qui n'a rien de surprenant, eu égard aux provinces potentiellement menacées. Pour contrôler la frontière nord, Yongle transfère la capitale à Pékin. Depuis lors, le site de la « capitale du Nord » n'a quasiment jamais changé. Si les Ming reprennent une quantité étonnante de règlements et

méthodes d’administration en vigueur sous les Yuan, ce sont aussi des innovateurs qui mettent au point une bureaucratie centralisée bien supérieure à tout ce que la Chine a connu jusqu’alors. Mais leurs réformes sont en général inspirées par un esprit très conservateur − les derniers empereurs Ming sont fermement convaincus que leur rôle est de restaurer une Chine idéale que la négligence de ses gouvernants et les invasions barbares ont complètement décatie.

La centralisation, sous les Ming, ne touche pas seulement la bureaucratie. On constate aussi une importante concentration des richesses entre les mains de quelques familles ou clans, souvent liés à de hauts fonctionnaires à l’échelon régional ou central. Comme les membres de la famille impériale ont la préséance sur les mandarins ou les généraux pour ce qui est de l’influence à la Cour, on ne compte plus beaucoup de personnes compétentes à la fin d’une dynastie dont le déclin coïncide avec une succession d’empereurs quasiment confinés dans leur palais, tandis que favorites et princes se disputent autour d’eux la possession des propriétés impériales. Les eunuques deviennent les personnages dominants de l’État. Sauf en Corée, où ils repoussent les Japonais à la fin du XVI^{e} siècle, les Ming sont incapables de conserver les régions périphériques de l’empire. L’Indochine disparaît de la sphère chinoise, le Tibet échappe plus ou moins à son contrôle et, en 1544, les Mongols mettent le feu aux faubourgs de Pékin.

Sous les Ming arrivent aussi les premiers Européens dont l’objectif dépasse le cadre des explorations ou des échanges commerciaux. En 1557, des marchands portugais s’établissent à Macao ; ils n’ont pas grand-chose d’intéressant à offrir à la Chine, hormis du minerai d’argent. Des missionnaires jésuites arrivent ensuite, à qui la tolérance officielle de la tradition confucéenne va donner des occasions qu’ils sauront mettre à profit. Ils deviennent

en effet très influents à la cour des Ming après l'installation de l'un d'eux, Matteo Ricci, en 1602. Toutefois, si quelques mandarins chinois admirent l'érudition de Ricci et des jésuites, d'autres s'en inquiètent. Mais déjà, à côté des jouets et horloges mécaniques que les missionnaires ajoutent à la collection impériale, c'est tout le savoir scientifique et cosmographique qui commence à intéresser les intellectuels chinois. La correction apportée au calendrier par un jésuite revêt un caractère très important, car de l'exactitude des dates dépend l'authenticité des sacrifices offerts par l'empereur. Les jésuites enseignent aussi l'art de fondre de gros canons, très utile également.

De ces siècles d'édification de l'État chinois, qu'il s'agisse de plusieurs royaumes ou d'un empire, il est possible de dégager quelques observations générales. En dépit de l'importance de l'État, les racines les plus profondes du caractère chinois demeurent dans les liens de parenté. Au cours de l'histoire du pays, le clan conserve son importance parce qu'il représente la mobilisation de la puissance de plusieurs familles liées entre elles, avec des institutions communes, de nature religieuse et parfois économique. La propagation et les conséquences de l'influence du clan familial sont d'autant plus aisées et plus fortes que la Chine ne connaît pas le droit d'aînesse : l'héritage paternel est généralement partagé entre tous les enfants. Mais sur cet océan social où les familles sont les seuls poissons qui importent règne un Léviathan − l'État. C'est vers lui et la famille que se tournent les confucianistes en quête d'autorité. Ces institutions ne sont pas contestées, car il n'existe en Chine aucune entité comme l'Église ou les communautés qui rendent si confuses les questions de droit et de gouvernement en Europe.

À l'époque des Tang, les caractéristiques essentielles de l'État sont toutes réunies. Elles perdureront jusqu'au XX^{e} siècle et engendreront des comportements qui

persistent encore aujourd'hui. Pour en arriver là, il a fallu le travail de consolidation des Han, particulièrement important, mais la fonction d'empereur, détenteur du mandat du Ciel, pouvait déjà être tenue pour acquise sous les Qin. Le va-et-vient dynastique n'en compromet nullement l'autorité, puisqu'il est toujours possible d'attribuer ces vicissitudes au fait que le Ciel retire son mandat. L'importance liturgique de l'empereur est plutôt renforcée par l'instauration, sous les Han, de sacrifices que lui seul peut offrir au Ciel. Cependant, sa position évolue aussi de manière tangible. Peu à peu, le grand seigneur féodal dont le pouvoir est une extension de celui de sa famille ou du domaine seigneurial devient le maître d'un État centralisé et bureaucratique dont l'armature administrative est constituée de plusieurs centaines de préfectures.

Cette évolution a des origines très lointaines. Du temps des Zhou, déjà, un gros effort a été réalisé dans le domaine de l'infrastructure, avec la construction de canaux. Il fallait pour cela de grandes compétences en organisation et d'importantes ressources humaines que seul un État puissant pouvait mettre en œuvre. Quelques siècles plus tard, le premier empereur Qin a pu réunir les tronçons de la Grande Muraille afin de dresser une barrière de plus de 2 000 kilomètres de long pour retenir les étrangers (selon la légende, sa réalisation aurait coûté un million de vies humaines ; vrai ou faux, ce chiffre n'en révèle pas moins la façon dont est perçu l'empire à l'époque). Les héritiers de la dynastie ont ensuite entrepris l'uniformisation des poids et mesures et ordonné la confiscation des armes de leurs sujets, tout en envoyant peut-être un million d'entre eux sur les champs de bataille. Les Han se sont octroyé le monopole de l'émission de monnaie et ont uniformisé le système monétaire. C'est sous leur règne aussi que, pour la première fois, l'entrée dans l'administration fait l'objet d'un concours ; et si cette sélection a graduellement disparu

pour ne réapparaître qu'avec la période Tang, elle n'en est pas moins très importante : la politique d'expansion territoriale nécessitait de recourir à un plus grand nombre d'administrateurs. La bureaucratie qui en a résulté a survécu à de nombreuses périodes de divisions (preuve de sa vigueur) et elle est demeurée jusqu'à la fin l'une des institutions les plus remarquables et les plus caractéristiques de la Chine impériale. C'est probablement grâce à cela que l'empire du Milieu put sortir victorieux de l'effondrement des grandes dynasties, auquel succéda l'apparition de petits royaumes concurrents qui brisèrent l'unité existante. Les examens impériaux ont fait de la Chine une entité idéologique autant qu'administrative. Les hauts fonctionnaires de l'État étaient formés et sélectionnés à coups de classiques confucéens. C'est donc en Chine plus que nulle part ailleurs qu'a été officialisée l'union de la culture politique et de l'érudition.

Manifestement, on ne trouve guère dans l'État chinois cette distinction que font les Européens entre gouvernement et société. En un seul homme sont généralement réunis le fonctionnaire, l'érudit et le gentilhomme, une combinaison de rôles qu'en Europe on répartit de plus en plus entre les spécialistes du gouvernement et les autorités sociales informelles. Cet homme pluriel exerce sa fonction dans le cadre d'une idéologie dont le caractère socialement essentiel ressort de façon bien plus évidente que partout ailleurs, excepté, peut-être, dans le monde musulman. La préservation des valeurs confucéennes n'est pas une mince affaire et ne peut se satisfaire de pures formalités. La bureaucratie entretient ces valeurs par l'exercice d'une suprématie morale un peu semblable à celle que le clergé européen a longtemps pratiquée − et en Chine il n'existe pas d'Église pour se poser en rivale de l'État. Les idées dont s'inspire cette bureaucratie sont souvent conservatrices, la tâche prédominante de l'administration étant de maintenir l'ordre

établi. Le gouvernement chinois supervise, conserve, consolide et parfois innove dans des domaines pratiques, en réalisant de grands travaux publics. Ses objectifs premiers sont la régularité et le maintien de critères communs dans un immense empire bigarré, où de nombreux magistrats de districts sont même coupés de leurs administrés par une barrière linguistique. La bureaucratie chinoise a brillamment réussi à atteindre ses objectifs et, ce faisant, elle a permis à sa philosophie de sortir indemne de toutes les crises dynastiques.

Sous l'orthodoxie confucéenne des mandarins et de la petite noblesse existent, il est vrai, d'autres croyances, elles aussi importantes. Certains grands notables se tournent vers le taoïsme ou le bouddhisme, religion très prisée depuis que le manque d'unité consécutif à la chute des Han a facilité sa pénétration en Chine. La branche Mahayana est plus dangereuse pour l'empire que toute autre idéologie d'avant le christianisme, car, à la différence du confucianisme, elle postule le rejet des valeurs temporelles. Le bouddhisme ne sera jamais totalement éradiqué, malgré la campagne de persécutions des empereurs Tang. Ces attaques sont d'ailleurs motivées par des raisons financières plus qu'idéologiques. Contrairement à l'Empire romain lorsqu'il persécutait les chrétiens, l'État chinois s'intéresse plus aux biens matériels qu'au bannissement de l'excentricité religieuse des individus. Sous le plus cruel des empereurs favorables à la persécution (un taoïste, prétend-on), plus de 4 000 monastères auraient été dissous, dispersant plus d'un quart de million de nonnes et de moines. Néanmoins, malgré tous ces dommages matériels, le confucianisme a dû composer avec le bouddhisme. Aucune autre croyance venue de l'étranger n'influencera autant les souverains chinois jusqu'à l'arrivée du marxisme au XX^{e} siècle. Dans l'intervalle, un certain nombre d'empereurs et d'impératrices adhéreront au bouddhisme.

Bien avant cela, la philosophie taoïste s'est développée pour devenir une croyance mystique (avec au passage quelques emprunts au bouddhisme), attirant à la fois ceux qui cherchaient l'immortalité et les partisans d'un mouvement quiétiste, possible exutoire à la complexité croissante de la vie en Chine. En tant que telle, son importance sera durable. Sa reconnaissance de la subjectivité de la pensée humaine lui donne une apparence d'humilité que certaines personnes de cultures différentes, avec des positions intellectuelles plus agressives, jugent aujourd'hui intéressante. Ces notions philosophiques et religieuses, si importantes soient-elles, ne touchent guère plus directement la vie du paysan que le confucianisme, à moins d'être galvaudées. En proie au sentiment d'insécurité que leur donnent la guerre et la famine, les paysans trouvent un exutoire dans la magie ou la superstition. Le peu que l'on puisse déceler de leur vie laisse penser qu'elle est souvent intolérable, parfois même effroyable. La révolte paysanne qui éclate sous les Han en est un symptôme significatif. D'autres phénomènes du même genre suivront, pour devenir un aspect majeur de l'histoire de la Chine, la ponctuant de façon presque aussi rythmée que le déclin des dynasties. Opprimés par des hauts fonctionnaires agissant soit pour le compte d'un gouvernement soucieux de lever des impôts pour ses campagnes à l'étranger, soit dans leur propre intérêt, pour spéculer sur le marché aux grains, les paysans se tournent vers les sociétés secrètes, autre thème récurrent. Leurs révoltes prennent souvent des formes religieuses. Un courant millénariste, manichéen, s'insinue dans la révolution chinoise, prenant brutalement des apparences très diverses mais toujours avec pour postulat la dualité d'un monde partagé entre le bien et le mal, le juste et le démoniaque. Le tissu social est parfois menacé, mais, sur le long terme, les paysans sont rarement victorieux.

Autre thème historique primordial, la démographie. Pendant la période de division qui frappe le pays après la chute des Han, le centre de gravité démographique bascule nettement vers le sud, et, à partir des Tang, les Chinois sont beaucoup plus nombreux à quitter la plaine centrale, berceau de leur civilisation, pour aller vivre dans la vallée du Yangzi. Ils tirent leur subsistance de la dévastation des forêts du sud et de l'exploitation des nouvelles terres en rizières, mais d'autres cultures sont possibles. Il s'ensuit un accroissement démographique général, qui s'accélère encore sous les Mongols et les Ming. On estime que la population, d'environ 80 millions d'âmes, peut-être, au XIV^{e} siècle, a plus que doublé au cours des deux siècles suivants, de sorte qu'en 1600 l'empereur règne sur quelque 160 millions de sujets. Un chiffre démentiel, étant donné le nombre d'habitants partout ailleurs sur la planète, et d'autres explosions démographiques sont encore à venir.

Cette réalité pèse lourd dans la balance. Si elle donne à la Chine une importance potentielle énorme dans l'histoire de la population mondiale, elle met aussi en perspective les belles manifestations de la culture chinoise et de la puissance impériale, lesquelles reposent sur un amas effroyable de paysans d'une pauvreté insigne et totalement indifférents à ce genre de choses. La majeure partie d'entre eux vivent confinés dans leur village ; seuls quelques-uns peuvent espérer en sortir, ou ont pu l'envisager. La plupart ont peut-être seulement rêvé de posséder un lopin de terre, une valeur sûre très précaire, mais la meilleure qui leur soit offerte − maigre réconfort de plus en plus difficile à obtenir à mesure que la population augmente et que se raréfient les terrains disponibles. On force de plus en plus la culture de parcelles de moins en moins grandes. Pour sortir de l'ornière de la famine restent deux solutions, la lutte ou la fuite − se révolter ou émigrer. Passé un certain seuil d'intensité ou de réussite, ces procédés permettent de gagner le soutien de la petite noblesse et des mandarins,

prudents ou compatissants. C’est alors la dynastie régnante qui voit venir une fin probable : selon les principes confucéens, si la rébellion et l’émigration constituent une faute grave lorsqu’un empereur a le mandat du Ciel, un gouvernement incapable de contrôler une insurrection qu’il a lui-même provoquée doit être remplacé, car il devient illégitime *ipso facto*.

La population féminine compte parmi les plus malmenées lors des périodes de troubles et de famines. En Chine, il est rarement question des femmes, même en littérature, hormis dans quelques petits poèmes moroses et autres histoires d’amour. Or, la gent féminine représente la moitié de la population, peut-être un peu moins lorsque les temps sont trop durs, les familles pauvres abandonnant les petites filles à leur sort. Ce sacrifice des enfants de sexe féminin caractérise peut-être encore mieux la place de la femme en Chine, jusqu’à une époque très récente, que la pratique des pieds bandés, plus connue et à l’apparence impressionnante. Coutume datant du X^{e} siècle, le bandage des pieds produisait des déformations monstrueuses et invalidantes, empêchant quasiment de marcher une jeune fille de haute extraction. Et si l’on voit parfois des femmes de tempérament, de véritables meneuses, devenir impératrice ou chef de clan, les Chinoises sont censées être soumises aux hommes, comme leurs contemporaines en Europe. Bien qu’à cet égard la situation soit très variable d’une région à l’autre − les femmes du sud de la Chine jouissant en général d’une position sociale plus enviable que celles du nord −, le phénomène est malheureusement tout à fait similaire, dans le temps et dans l’espace.

Il est encore plus difficile d’expliquer l’arrêt, après un recul temporaire et localisé, à la fin de la période Song et malgré une reprise de la croissance, de cette expansion économique en accéléré qui a permis une poussée générale de la consommation. Néanmoins, de fait, cet essor s’est interrompu et, jusqu’au XX^{e} siècle, la Chine n’a plus rien

connu d’équivalent. La rechute de l’économie après la période Song n’est cependant pas le seul facteur à retenir pour expliquer cette rupture brutale empêchant une révolution économique et technologique telle que l’Europe en connaîtra. En dépit de l’invention de l’imprimerie, la grande masse des Chinois restent analphabètes jusqu’à la fin du XX^{e} siècle. Les grandes villes de Chine, malgré une forte croissance et leur vitalité commerciale, ne génèrent nullement cette liberté et cette immunité qui protègent les hommes et les idées en Europe, ni la vie culturelle et intellectuelle qui a fini par révolutionner la civilisation européenne, ni, enfin, la capacité de remettre en question l’ordre établi.

La prudence reste de mise lorsqu’on applique ces divergences à tout le secteur de l’économie. Une découverte récente, par exemple, montre qu’au XVIII^{e} siècle encore la productivité agricole de la Chine soutenait la comparaison avec celle de n’importe quelle autre grande région du monde. À la même période, le niveau de vie dans le secteur rural le plus productif du pays (autour du cours inférieur du Yangzi) était à peu près identique à celui de pays européens équivalents en Europe (l’Angleterre et les Pays-Bas). Si la croissance économique et démographique a influé sur la main-d’œuvre disponible, sur le plan écologique la situation en Chine n’était pas beaucoup plus mauvaise qu’en Europe (et même bien meilleure en certains endroits, en raison notamment de la qualité des transports et de leur faible coût). Quant aux techniques accessibles aux paysans et aux artisans, elles étaient assez perfectionnées pour soutenir à la fois une forte productivité (comparativement à ce que l’on observe à l’échelle mondiale) et un rendement élevé dans le secteur de l’agriculture et de l’artisanat. Certes, la Chine ne retrouvera pas sa position d’économie la plus dynamique du monde avant le XXI^{e} siècle, mais d’une manière générale sa technique et ses capacités de production lui ont

permis d’alimenter sa population selon des critères globalement plus élevés qu’en Europe, et cela bien après la fin de la période Ming.

Une chose est claire cependant : la période qui va des Tang aux Song (VIII^{e}-XIII^{e} siècles) est une époque particulièrement dynamique dans l’histoire de la Chine. Peut-être l’explication de cette vitalité réside-t-elle dans la réussite même de la civilisation chinoise à atteindre un but différent : assurer une forme de pérennité et prévenir tout changement fondamental. Ni la bureaucratie ni le système social n’encouragent les esprits novateurs. En outre, la fierté que les Chinois placent dans la tradition confucéenne et l’assurance que leur donnent une grande richesse et leur éloignement géographique sont autant d’obstacles à un apprentissage venant de l’étranger. Non qu’ils soient intolérants. Les juifs, chrétiens nestoriens, Perses zoroastriens et musulmans arabes de l’empire ont longtemps pratiqué leur religion en toute liberté, les derniers faisant même quelques convertis et créant une minorité musulmane qui subsistera longtemps. Même lorsqu’elle déclare officiellement ne trouver aucun intérêt à ce qui vient de l’étranger, vers la fin de la dynastie Ming par exemple, la Chine reste un empire ouvert, aux idées, aux techniques et aux gens.

Au début du XVII^{e} siècle, les Ming sont à court d’idées nouvelles, surtout dans le domaine militaire. Ils sont menacés au nord par une tribu qui se constitue en Mandchourie, province à qui elle donnera son nom par la suite (toutefois, c’est seulement après leur conquête de la Chine que ces envahisseurs seront connus comme Mandchous). Une voie s’ouvre à elle dans les années 1640, à l’occasion d’une révolte paysanne et d’une tentative d’usurpation du trône impérial. Un général de l’empire sollicite l’aide des futurs Mandchous, qui parviennent à franchir la Grande Muraille, mais seulement pour fonder leur propre dynastie, les Qing, en 1644 (et, incidemment,

se débarrasser dudit général et de son clan). Comme tous les étrangers, les Mandchous sont depuis longtemps fascinés par cette civilisation qu'ils menacent, et avant même leur arrivée ils sont déjà sinisés sur le plan culturel. Ils connaissent le système administratif chinois, qu'ils ont pris pour modèle dans leur capitale de Shenyang, et se donnent pour mission de renvoyer l'empire à sa rectitude confucéenne. Les Qing vont lancer la Chine dans la voie de la modernité et bâtir un empire plus grand que ceux des autres dynasties avant eux.

VIII
Le Japon

Il fut un temps où les Anglais, notamment, se plaisaient à penser le Japon comme la Grande-Bretagne du Pacifique. Ils établissaient de nombreux parallèles, à différents niveaux. Certains étaient moins plausibles que d'autres mais, géographiquement parlant, la réalité est incontestable : dans les deux cas, nous sommes en présence de royaumes insulaires dont les populations ont vu leur destinée profondément marquée par ce qui leur venait de la mer. Tous deux ont eu, très près, sur le continent, des voisins dont l'influence ne pouvait que produire sur eux un effet considérable. Certes, le détroit de Tsushima séparant la Corée du Japon est environ cinq fois plus large que le pas de Calais et le Japon était à même de préserver son isolement vis-à-vis de la *terra firma* asiatique de manière bien plus efficace que l'Angleterre ne pouvait l'espérer face à l'Europe. Néanmoins, la comparaison fonctionne plutôt bien, comme le prouve la constante préoccupation des gouvernants japonais d'établir un pouvoir fort en Corée − un souci à la mesure de la grande crainte des Anglais : voir les Pays-Bas tomber entre des mains ennemies.

Les Japonais proprement dits arrivent probablement de Corée vers 300 avant J.-C., et pendant longtemps on assiste à de nombreux échanges culturels entre l'archipel et le continent asiatique. Lorsque le Japon émerge des limbes de son histoire, au VII^{e} siècle, c'est un territoire que se disputent de nombreux clans, avec à sa tête un empereur à la suprématie mal définie mais dont les ascendants remontent à la déesse du soleil. Au VIII^{e} siècle, les Japonais

n’occupent pas la totalité du territoire actuel : ils vivent principalement dans les îles du centre et du sud de l’archipel, au climat le plus clément et aux perspectives agricoles les plus intéressantes. Durant la préhistoire déjà, l’introduction de la riziculture et le potentiel de la production de pêche dans ses eaux poissonneuses ont permis à ce pays montagneux de nourrir une population disproportionnée par rapport à l’espace disponible, mais la pression foncière deviendra un thème récurrent de son histoire.

En 645 de notre ère, une crise politique éclate au sein du clan dominant, provoquant sa chute et l’émergence des Fujiwara, qui présideront à la grande époque de la civilisation japonaise et exerceront leur autorité sur les empereurs. Ce changement de clan n’a pas qu’une portée politique ; il marque aussi une volonté de réorientation sur la voie du renouveau et des réformes. Et, pour s’engager dans cette nouvelle direction, les Japonais ne peuvent que chercher l’inspiration auprès du plus bel exemple de civilisation et de puissance à leur portée, peut-être le meilleur du monde à l’époque, mais aussi une ombre de plus en plus menaçante, à savoir la Chine impériale.

Le caractère persistant et souvent capricieux de ses relations avec la Chine est un autre thème récurrent de l’histoire du Japon. Chinois, Japonais et Coréens sont assez proches sur le plan génétique, mais les Aïnous, peuplade installée dans le nord de l’archipel, sont originaires de Sibérie orientale et présentent un degré de parenté avec les groupes ethniques qui ont traversé l’océan pour rejoindre l’Amérique. Durant la préhistoire, le Japon semble avoir été dans le sillage d’une civilisation continentale passée par la Corée ; les objets en bronze, par exemple, n’apparaissent dans l’archipel que vers le I^{er} siècle avant J.-C. Toutefois, dans les annales chinoises datant du III^{e} siècle de notre ère, les premières références au Japon font état d’un pays moyennement affecté par les événements du

continent, et l'influence directe de la Chine reste peu marquée au cours des siècles qui précèdent la chute des Han. Ensuite, l'accroissement des liens entre le pays du Soleil levant et les royaumes coréens semble projeter la totalité de l'archipel dans l'orbite culturelle chinoise. Le mouvement des étudiants bouddhistes vient renforcer ces contacts. Le confucianisme, le bouddhisme et l'usage du fer arrivent tous au Japon par la Chine. On observe également quelques tentatives d'introduction de mesures administratives sur le modèle chinois et, surtout, l'utilisation des sinogrammes pour donner une forme écrite au langage des autochtones. Néanmoins, attirance et dépendance culturelles ne deviennent pas synonymes de soumission politique.

Au début de la période de centralisation, l'administration japonaise est déjà bien développée, dans sa portée comme dans son ampleur. Au VII^{e} et au VIII^{e} siècle, on assiste encore à un effort important en matière de réformes. Pourtant, en définitive, le Japon n'évolue pas vers une monarchie centralisée, mais plutôt vers ce que l'on pourrait nommer, par analogie avec le monde occidental, une anarchie féodale. Pendant près de neuf cents ans, il est en effet difficile de trouver un fil directeur dans l'histoire politique japonaise. La continuité sociale du pays est beaucoup plus évidente. Depuis le début des temps historiques jusqu'à aujourd'hui, la clé de cette continuité et de la solidité de la société japonaise est la famille et la religion traditionnelle. Le clan est une cellule familiale élargie et la nation constitue la plus grande de toutes. L'empereur-patriarche préside cette famille nationale comme un chef de clan, ou encore comme le petit paysan les siens. Le point de convergence de la vie familiale et clanique est la participation au shintoïsme, la religion traditionnelle. Les rituels shintoïstes consistent à pratiquer le culte de divinités locales ou personnelles, au moment opportun, dans des sanctuaires ou chez soi, en famille. La

tradition religieuse maintient certaines valeurs et idées cosmologiques, mais il n'existe aucune doctrine définie, aucun texte canonique, ni même aucun fondateur reconnu. Lorsque le bouddhisme est introduit au Japon, au VI^e^ siècle, il se conjugue sans peine avec cette tradition.

La cohérence institutionnelle de l'ancien Japon est moins marquée que son unité sociale. L'empereur en est le point de convergence. Pourtant, dès le début du VIII^e^ siècle, son pouvoir s'affadit de plus en plus et il en sera ainsi jusqu'au XIX^e^, malgré les efforts de quelques personnages énergiques. Cette éclipse de l'autorité impériale résulte en partie des activités des prétendus réformateurs du VII^e^ siècle, dont l'un est le fondateur du très puissant clan Fujiwara. Pendant les cent ans qui vont suivre, sa famille se liera intimement à la maison impériale en favorisant les unions matrimoniales : les enfants étant souvent élevés auprès de leur famille maternelle, le clan peut exercer une influence prépondérante sur les futurs empereurs encore bambins. Au IX^e^ siècle, le chef du clan porte le titre de régent alors même que l'empereur est adulte, et il en sera ainsi pendant toute la période dite « Heian » (794-1185), dont le nom est tiré de celui de la capitale, l'actuelle Kyoto. Par le jeu des alliances matrimoniales et grâce à sa position au bureau privé de l'empereur, le clan exerce effectivement l'autorité gouvernementale, ses chefs agissant au nom du souverain. La puissance des Fujiwara masque le déclin de l'autorité royale, mais, en réalité, le clan impérial tend à n'être plus qu'un simple élément parmi d'autres présents dans l'ombre des Fujiwara. Chacun gouverne ses terres de manière plus ou moins indépendante.

La substitution du pouvoir impérial devient beaucoup plus évidente une fois passée la puissance du clan Fujiwara. La période dite « Kamakura » (1185-1333) tire en effet son nom des terres du clan qui prend la relève, et, dès lors, le contournement de la cour impériale, restée à Heian, apparaît de manière beaucoup plus flagrante. Au début de

l’époque Kamakura s’impose le premier d’une longue série de dictateurs militaires portant le nom de *shogun*. Ces généraux qui gouvernent au nom de l’empereur jouissent d’une grande indépendance. L’empereur vit du revenu de ses terres, et tant qu’il acquiesce aux intentions des shoguns, il a les militaires avec lui. S’il ne se range pas à leur avis, il perd tout pouvoir.

Cette éclipse de l’autorité impériale est si différente de ce qu’a connu la Chine, modèle des réformateurs du VII^{e} siècle, qu’il n’est pas facile d’y trouver une explication. Le phénomène est complexe. Au fil des siècles, on passe d’une usurpation de l’autorité centrale, au nom de l’empereur, à sa quasi-disparition. Certes, il existe au sein des appartenances claniques traditionnelles et dans la topographie du Japon une tendance fondamentale qui va à l’encontre d’un pouvoir central : les vallées perdues constituent d’excellents repaires pour les grands seigneurs. Mais d’autres pays sont parvenus à se sortir de cette ornière : en Grande-Bretagne, au XVIII^{e} siècle, par exemple, les gouvernements hanovriens ont su mater les Highlands écossais à coups d’expéditions punitives et grâce à la construction de routes à vocation militaire.

Une autre explication, plus spécifique, réside dans la façon dont, en pratique, les réformes foncières du VII^{e} siècle, clés du changement politique, sont retaillées au couteau par les clans influents. Quelques-uns exigent privilèges et exemptions, comme certains établissements religieux détenteurs de terres. L’exemple d’abus le plus courant est l’attribution de domaines seigneuriaux non soumis à l’impôt à des nobles de la cour impériale, en contrepartie des tâches qu’ils exécutent. Les Fujiwara eux-mêmes ne sont pas disposés à abandonner cette pratique. Au bas de l’échelle, les plus petits propriétaires cherchent alors à s’en remettre à un clan puissant, dans le but de décrocher une tenure en échange du versement d’un loyer et d’une obligation de service militaire. Ces mesures ont

pour double effet de créer une base solide au pouvoir des seigneurs locaux tout en privant la structure administrative centrale de son nerf moteur, les recettes fiscales. Les taxes (sous forme de parts de récolte) ne vont pas à l'administration impériale mais à la personne qui a reçu un domaine.

En revanche, contrairement à la Chine, ce type de service civique est strictement réservé à l'aristocratie. Or, n'étant pas recrutée sur concours, celle-ci ne favorise pas l'implantation d'un groupe dont les intérêts seraient susceptibles de desservir la noblesse héréditaire. Dans les provinces, les postes situés juste en dessous des plus importants tendent à être attribués aux notables de la région, les nominations à l'échelon le plus élevé étant seules réservées aux hauts fonctionnaires proprement dits.

Personne n'a prévu cette évolution. Pas plus qu'on ne prévoit une transition progressive vers la dictature militaire, dont l'origine remonte à la nécessité de confier à certaines familles des districts frontaliers le soin d'organiser la défense contre les Aïnous encore insoumis. Lentement, le prestige des clans militaires permet à leurs chefs de rallier les hommes qui recherchent la sécurité en ces temps troublés. Et ce besoin de sécurité correspond effectivement à une réalité. Dans les provinces, la dissidence est visible dès le X^{e} siècle. Au XI^{e}, on distingue nettement, dans les grandes propriétés, l'émergence d'une classe d'officiers seigneuriaux qui gèrent le domaine, utilisent les terres de leur maître officiel et se sentent attachés aux clans guerriers par les liens élémentaires du devoir militaire et de la loyauté. C'est dans ce contexte que le clan Minamoto acquiert une position dominante et réinstaure un gouvernement central au début de la période Kamakura.

D'une certaine façon, ces luttes sont un luxe que les Japonais peuvent s'offrir parce qu'ils habitent un État insulaire seulement menacé, en de rares occasions, par des

envahisseurs étrangers. Ce qui signifie, entre autres, qu'il ne leur est nullement nécessaire de disposer d'une armée nationale susceptible de maîtriser les clans. Bien que cela ait bien failli lui arriver en 1945, le Japon n'a jamais été réellement envahi, ce qui a beaucoup contribué à façonner l'état d'esprit national. Au IX^{e} siècle, avec la soumission des peuples du Nord, la consolidation du territoire est en grande partie réalisée et, dès lors, le Japon ne sera que rarement confronté à de réelles menaces extérieures remettant en question son intégrité territoriale, même si ses relations avec les autres pays connaissent de nombreux revirements.

Évincés de Corée au VII^{e} siècle, les Japonais n'y seront plus présents physiquement pendant des centaines d'années. Ensuite commence une phase d'asservissement culturel à la Chine, égale à leur incapacité à lui résister sur le continent. Des missions japonaises y sont envoyées dans un souci d'établir de bonnes relations, commerciales et diplomatiques, en même temps qu'un contact culturel, dont le dernier s'instaure dans la première moitié du IX^{e} siècle. Puis, en 894, un nouvel émissaire est nommé. Son refus de partir en mission marque en quelque sorte le début d'une époque : selon lui, la Chine est en proie à de trop nombreux troubles intérieurs qui l'accaparent et, de toute façon, elle n'a rien à leur apprendre. Les relations officielles ne reprendront pas avant la période Kamakura.

Quelques initiatives sont tentées au XIII^{e} siècle. Elles n'empêchent pas le développement du commerce illégal et privé avec le continent, sous des formes dont certaines ressemblent beaucoup à de la piraterie. Peut-être, d'ailleurs, est-ce là en grande partie l'élément déclencheur des deux tentatives d'invasion mongole de la période, en 1274 et en 1281. Toutes deux se soldent par une déroute totale, la seconde après de lourdes pertes dues au passage du typhon *kamikaze* (le « vent divin »), que les Japonais considèrent de la même façon que les Anglais verront plus

tard la série de tempêtes responsables de la destruction de l'Invincible Armada. Cet événement est de la plus haute importance : il vient conforter la conviction des Japonais, persuadés de leur grandeur et de leur invincibilité. Officiellement, les Mongols ont réagi au refus nippon de reconnaître leur droit d'hériter de l'Empire chinois et d'exiger le paiement d'un tribut. En fait, ce conflit sonne une nouvelle fois le glas des relations sino-japonaises, rétablies peu de temps auparavant et qui ne reprendront pas avant l'arrivée des Ming. Pour lors, la réputation de Japonais pirates des mers sera ancrée dans les esprits. Les marins nippons écument les mers d'Asie comme Drake et ses compagnons, plus tard, sillonneront la mer des Caraïbes. Ils ont le soutien d'un grand nombre de seigneurs féodaux du Sud, et il est presque impossible aux shoguns de les contrôler, même quand ceux-ci le voudraient, comme souvent, pour le bien des relations avec la Chine.

La chute du shogunat de Kamakura, en 1333, est l'occasion de tenter le rétablissement d'une authentique autorité impériale − tentative éphémère autant qu'inefficace, qui ne résiste pas à la confrontation avec la réalité de la puissance militaire des clans. Au cours de la période qui s'ensuit, le pouvoir des shoguns ou de l'empereur n'est pas souvent garanti. Jusqu'à la fin du XVI^{e} siècle, le pays est presque constamment en proie à la guerre civile. Pourtant, ces troubles intérieurs n'empêchent pas la consolidation d'un développement culturel qui traverse les siècles, avec toujours le même décorum brillant et émouvant qui, encore aujourd'hui à l'ère de l'industrialisme, façonne la vie et le comportement des Japonais. C'est un développement remarquable par sa capacité à emprunter à d'autres cultures sans rien sacrifier de son intégrité ni de sa nature.

Même au début des temps historiques, lorsque le prestige de l'art de la période Tang révèle de façon flagrante la nature empruntée de ce qui est réalisé au

Japon, on ne saurait parler d'acceptation purement passive d'un style étranger. Tout comme lors de la première grande période de la culture japonaise, dans la peinture et la poésie − écrite en japonais, alors que pendant des siècles les œuvres littéraires ou didactiques resteront rédigées en chinois (qui a un peu le même statut que le latin en Europe pendant une longue période). À cette époque, et plus encore à l'apogée de la puissance du clan Fujiwara, l'art japonais autre que l'architecture religieuse est essentiellement un art courtois, façonné par les règles de la Cour, et par le travail et le plaisir d'un cercle de personnes relativement restreint. Il est hermétiquement fermé au monde du Japon ordinaire à cause des matériaux utilisés, des sujets traités et des critères imposés.

La grande majorité des Japonais n'ont même sûrement jamais vu le résultat de ce que l'on considère aujourd'hui comme le premier grand pic culturel nippon. Le paysan tisse le chanvre et le coton, mais les femmes de sa famille n'auront sans doute pas plus l'occasion de toucher les belles soieries dont les coloris soigneusement dégradés montrent le goût d'une grande dame de la Cour, révélé par les douze manches concentriques de son *junihitoe*[14], que lui n'aura la chance de se familiariser avec les subtilités psychologiques du roman de Dame Murasaki, le *Dit du Genji*, une œuvre aussi importante que *À la recherche du temps perdu* de Proust, et presque aussi volumineuse. Cette production artistique possède les caractéristiques attendues de l'art d'une élite isolée de la société par son mode de vie en milieu fermé, dans l'enceinte du palais impérial : belle, raffinée, subtile et parfois fragile, dépourvue de substance et frivole. Mais, déjà, se constitue le limon de ce qui incarnera la tradition japonaise : la simplicité, la discipline, le bon goût et l'amour de la nature.

La culture de la Cour à l'époque de Heian attire les critiques des chefs de clan des provinces, qui y voient une incitation aux attitudes maniérées et à la dépravation,

sapant à la fois l'indépendance des nobles de la Cour et leur loyauté vis-à-vis de leur propre clan. À l'époque Kamakura, un nouveau thème apparaît dans la littérature et la peinture : le guerrier. Pourtant, au fil des siècles, on passe d'une attitude hostile aux arts traditionnels à un plus grand respect, et pendant les siècles de turbulences, en les défendant positivement, les seigneurs de la guerre montrent que se maintiennent solidement les grands canons de la culture japonaise, de plus en plus protégée par son insularité, voire une arrogance culturelle que confirme l'échec des invasions mongoles.

Un nouvel élément militaire vient s'ajouter à cette culture pendant les siècles de belligérance. Il émane en partie de la critique des milieux courtois, apparemment décadents, puis se fond avec leurs traditions. Il est alimenté par l'idéal féodal de loyauté et d'abnégation, par les idéaux guerriers de discipline et d'austérité, et par l'esthétique qui en découle. L'un de ses modes d'expression caractéristiques est le zen, ou *chan* en mandarin, une ramification du bouddhisme. Peu à peu, le style de la haute noblesse fusionne avec les vertus austères du guerrier samouraï, une combinaison qui parcourra la vie japonaise jusqu'à nos jours. Le bouddhisme a lui aussi laissé sa marque dans le paysage japonais, avec ses temples et ses gigantesques statues du Bouddha. D'une manière générale, cette période d'anarchie est la plus créative de toutes : elle a donné les plus grandes peintures de paysage, marqué l'apogée des techniques paysagères et des compositions florales et lancé le théâtre nô.

Dans certaines régions, le chaos qui prédomine pendant ces quelques siècles est parfois responsable de graves dommages économiques et sociaux. Pendant longtemps, les Japonais seront pour la plupart des paysans susceptibles de pâtir énormément de l'oppression d'un seigneur, du banditisme ou du passage d'une armée de vassaux d'un fief rival. Pourtant, à l'échelle nationale, ces dommages ne sont

pas significatifs, semble-t-il. Le nombre incroyable de châteaux construits au XVI^{e} siècle atteste de l'importance de la main-d'œuvre ; on assiste à une augmentation prolongée de la circulation de pièces de monnaie en cuivre et les exportations japonaises − de sabres notamment, exemples du travail minutieux des forgerons du pays − commencent à pénétrer les marchés de Chine et d'Asie du Sud-Est. Vers 1600, la population japonaise se situe autour de 18 millions d'âmes. La lenteur de son évolution (il lui a fallu cinq siècles pour être multipliée par trois) et sa composante essentiellement urbaine reposent sur les progrès constants d'une agriculture qui a pu supporter le coût des troubles et de l'anarchie. La situation économique est saine.

Tôt ou tard, les Européens devaient forcément connaître davantage cet archipel mystérieux et producteur de si beaux objets. Les premiers sont des Portugais, débarqués d'une jonque chinoise, probablement en 1543. D'autres arrivent au cours des années suivantes, avec leurs propres vaisseaux. La situation est prometteuse. Le Japon se trouve pratiquement sans gouvernement central susceptible de procéder à l'établissement d'une réglementation relative aux rapports avec les étrangers, et de nombreux seigneurs du sud de l'archipel aimeraient beaucoup entrer dans la course au commerce extérieur. En 1570, l'un d'eux ouvre aux nouveaux arrivants le port de Nagasaki, lequel n'est encore qu'un petit village. Ce *daimyo* (seigneur), chrétien fervent et zélé, y a déjà fait construire une église. En 1549 est arrivé le premier missionnaire chrétien, saint François-Xavier. Presque quarante ans plus tard, les missionnaires portugais auront interdiction de pénétrer sur le territoire, mais la situation aura tellement changé que cette mesure n'entrera pas tout de suite en vigueur.

Parmi les choses apportées par les Portugais au pays du Soleil levant figurent les nouvelles cultures vivrières venues des Amériques − patate douce, maïs, canne à sucre.

Et aussi des mousquets, que très vite les Japonais apprennent à fabriquer. Cette nouvelle arme joue un rôle important, garantissant la fin des conflits entre seigneurs dans un Japon « féodal », comme ce fut le cas dans l'Europe médiévale, en même temps qu'émerge un homme au pouvoir prépondérant, un dictateur-soldat d'origine modeste mais brillant, Toyotomi Hideyoshi. L'un de ses hommes de main lui succède, un membre de la famille Tokugawa. En 1603, il reprend le titre de shogun et inaugure une nouvelle période de l'histoire japonaise, connue sous le nom de « Grande Paix », qui durera jusqu'à la restauration Meiji en 1868 mais n'en reste pas moins immensément créative. Pour le Japon, le changement sera particulièrement significatif.

Pendant le shogunat Tokugawa, deux siècles et demi durant, l'empereur est relégué encore un peu plus dans les coulisses de la politique japonaise, et on l'y maintient de main ferme. La Cour s'efface devant le camp : le shogunat repose sur une autorité militaire. Quant aux shoguns, ils passent du statut de seigneurs féodaux d'une importance exceptionnelle à celui de princes héréditaires d'abord, puis de chefs d'un système social stratifié sur lequel ils exercent des pouvoirs régaliens au nom de l'empereur et pour son compte. Ce régime politique prend le nom de *bakufu* − le « gouvernement de la tente ». En contrepartie, Ieyasu, premier shogun de la dynastie Tokugawa, fait régner l'ordre et apporte à l'empereur l'assurance d'un soutien financier.

La clef de voûte de ce système politique, c'est la puissance de la maison Tokugawa. Ieyasu est d'origine plutôt humble, mais vers le milieu du XVII^{e} siècle le clan semble contrôler presque un quart de toutes les rizières japonaises. De fait, les seigneurs féodaux sont devenus les vassaux de Tokugawa, liés à son clan par toutes sortes d'attaches. L'expression « féodalisme centralisé » a été forgée pour ce régime. Les daimyos ne sont pas tous reliés

au shogun de la même façon. Certains dépendent directement de lui, ayant hérité leur vassalité de l'attachement héréditaire de leur famille au clan Tokugawa. D'autres sont liés par le jeu des alliances matrimoniales, des protections ou des affaires. D'autres encore, moins fiables, forment une catégorie à part, celle des familles qui ont fini par se résigner à devenir ses vassaux. Mais tous font l'objet d'une surveillance attentive. Les daimyos partagent leur vie entre la cour du shogun et leur domaine et, lorsqu'ils sont sur leurs terres, leur famille vit à la capitale, Edo, la future Tokyo. Elle y sert d'otage potentiel au shogun.

En dessous du daimyo vit une société strictement et légalement divisée en classes héréditaires, et l'objectif principal du régime est de maintenir cette structure en place. Les samouraïs, à l'allure imposante, sont des guerriers de noble extraction et leurs vassaux les chefs de guerre qui dominent la société et donnent le ton, comme les mandarins en Chine. Ils poursuivent un idéal militaire, spartiate, symbolisé par les deux sabres qu'ils portent sur eux et dont ils sont autorisés à se servir contre tout roturier coupable de manque de respect. Ils ont un code, le *bushido*, qui insiste par-dessus tout sur la loyauté à l'égard du seigneur. Au XVII^{e} siècle, les liens qui unissaient à l'origine les serviteurs d'un fief à leur terre se sont pratiquement dissipés, et ces derniers vivent dans la citadelle de leur seigneur. Les autres classes comptent les paysans, les artisans et les marchands, ces derniers figurant au plus bas de la hiérarchie en raison du caractère non productif de leur activité. Le marchand tel qu'il émerge en Europe, déterminé et sûr de lui, est impensable au Japon, en dépit de la vigueur de son commerce. Comme l'objectif du régime est la stabilité, on veille résolument au respect des devoirs de chacun et l'on s'en tient là. Hideyoshi supervise lui-même une grande chasse aux sabres dont le but est de saisir les armes blanches de tous ceux qui ne sont pas

censés en posséder, à savoir les classes inférieures. Quelle que soit l'équité de cette mesure, le fait est qu'elle plaide en faveur de l'ordre. Le Japon a besoin d'un régime stable, et la société met l'accent sur ce qui peut le lui garantir : chacun sait où est sa place et fait preuve de discipline, de régularité, d'exercice consciencieux de son métier et de stoïcisme. Sous sa forme idéale, cet exploit sociétal demeure l'un des plus impressionnants qu'ait accomplis l'humanité.

L'une des faiblesses du système est qu'il suppose une bonne imperméabilité à toute incitation au changement venant directement de l'étranger. Pendant longtemps persiste le risque de retomber dans le chaos et l'anarchie ; le Japon du XVII^{e} siècle grouille de daimyos mécontents et de fines lames indociles. Mais ce n'est pas tout. Un autre danger manifeste se profile à l'extérieur : parmi les importations déjà reçues des Européens, certaines vont avoir de profondes répercussions sur le pays, les armes à feu surtout, dont l'effet éminemment perturbateur va bien au-delà de la cible à atteindre, et le christianisme. La foi chrétienne est d'abord tolérée et même bien accueillie, comme pour appâter les marchands étrangers. Au début du XVII^{e} siècle, le pourcentage de la population nippone convertie au christianisme est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis lors. On estime le nombre des nouveaux adeptes à plus de 500 000.

L'esprit de tolérance, pourtant, ne dure pas. Le christianisme a toujours eu un potentiel subversif important. Les autorités japonaises le comprennent et se lancent dans une persécution féroce. Non seulement celle-ci coûtera la vie à de nombreux martyrs japonais, morts en endurant souvent de terribles souffrances, mais elle mettra quasiment fin aux échanges commerciaux avec l'Europe. Les Anglais quittent l'archipel et les Espagnols sont expulsés dans les années 1620. Après que les Portugais ont été chassés eux aussi, ils envoient une délégation, en 1640,

pour manifester leur désaccord. Pratiquement aucun de ses membres n'en reviendra, presque tous seront exécutés. Depuis quelques années déjà, les Japonais n'ont plus le droit de se rendre à l'étranger, ni d'en revenir s'ils y sont installés. Un décret interdit la construction de gros vaisseaux. Seuls les Hollandais, qui promettent de ne pas faire de prosélytisme et acceptent symboliquement de piétiner la croix, maintiennent un lien dorénavant ténu entre le Japon et l'Europe. Les Japonais les autorisent à établir un comptoir commercial sur une petite île située dans le port de Nagasaki.

Après cela aucun risque de voir des étrangers exploiter le mécontentement interne ne subsiste réellement. Toutefois, d'autres difficultés s'annoncent. Les conditions réglementées de la « Grande Paix » entraînent le déclin des capacités militaires. Les samouraïs jouissent d'une douce oisiveté dans le château de leur daimyo, sans interrompre leurs loisirs autrement que pour parader dans leur armure surannée, à l'occasion d'un voyage à Edo pour accompagner leur seigneur chez le shogun. Lorsque, au XIX^{e} siècle, les Européens reviendront avec des armes modernes, l'armée japonaise sera techniquement dépassée.

Peut-être n'était-il guère possible de prévoir une telle issue, tout comme une autre conséquence de ce temps de paix généralisée, qui voit prospérer le commerce intérieur : une plus grande dépendance de l'économie japonaise à la monnaie fiduciaire. Les anciennes relations s'en trouvent affaiblies et de nouvelles tensions sociales apparaissent. La nécessité de payer en espèces contraint les daimyos à vendre la majeure partie du riz qu'ils perçoivent au titre des impôts − et qui constitue leur moyen de subsistance − pour payer leurs visites à la capitale. En même temps, le marché devient national. Les commerçants prospèrent : certains d'entre eux ont bientôt de l'argent à prêter à leurs maîtres. Peu à peu, les guerriers tombent sous la dépendance des banquiers. Outre le problème que leur

pose le manque d’espèces, les daimyos se trouvent parfois embarrassés par leur incapacité à faire face à l’évolution de l’économie et à ses répercussions sociales. Si les serviteurs sont payés en monnaie sonnante et trébuchante, ils risquent d’être tentés de reporter leur devoir de loyauté sur un autre trésorier-payeur. Les villes se développent également. Vers 1700, Osaka et Kyoto comptent toutes deux plus de 300 000 habitants, et la capitale Edo peut-être 800 000. D’autres changements vont suivre, dans le sillage de cette forte croissance. Les fluctuations des prix sur le marché du riz des petites villes accroissent l’hostilité à l’égard des riches négociants.

Là réside le grand paradoxe du Japon des Tokugawa. Alors que, lentement, ses shoguns en viennent à montrer de moins en moins d’aptitude à maîtriser les nouveaux défis auxquels sont confrontées les pratiques traditionnelles, il apparaît que ceux-ci découlent précisément de la croissance économique, réalité fondamentale qui, replacée dans une perspective historique, ressort comme le thème dominant de l’époque. Sous le shogunat Tokugawa, le Japon connaît une forte croissance. Entre 1600 et 1850, la production agricole double ou presque, alors que la population augmente d’une faible moitié. Et, puisque le régime n’est pas de ceux qui sont capables de prélever un peu de ces nouvelles richesses pour leur propre compte, soit elles restent à la société, comme une épargne susceptible de servir d’investissement à ceux qui en voient l’opportunité, soit elles contribuent à augmenter le niveau de vie de nombreux Japonais.

On débat encore aujourd’hui de ce qui peut expliquer cette évolution vers une croissance économique autonome comme on n’en connaîtra nulle part ailleurs qu’en Europe. Certaines raisons, évidentes, ont déjà été évoquées, à savoir les avantages passifs conférés par un archipel entouré de mers qui maintiennent les envahisseurs à l’écart, évitant le déferlement sporadique de tribus

nomades venues des steppes comme l'ont connu les producteurs de richesses de l'Asie continentale. Autre avantage, en prime : la « Grande Paix » du shogunat a mis un terme aux guerres féodales. Ensuite viennent les progrès de l'agriculture résultant d'une exploitation intensive des terres, des investissements dans des systèmes d'irrigation et de l'introduction de nouvelles cultures que les Portugais ont rapportées des Amériques.

Toutefois, à ce stade, notre investigation nous mène déjà aux effets de réciprocité : les progrès de l'agriculture sont possibles parce qu'ils profitent aux producteurs, et s'ils profitent aux producteurs, c'est parce que se trouvent réunies des conditions sociales et gouvernementales d'un type particulier. L'obligation de résidence à Edo, pour les daimyos et leur famille, n'a pas seulement ouvert le marché du riz (il fallait bien que les seigneurs trouvent de la monnaie), elle a aussi créé, dans la capitale, un vaste marché urbain qui aspire à la fois la main-d'œuvre (parce qu'il fournit de l'emploi) et les biens, dont la production devient de plus en plus rentable. La spécialisation des régions (dans la fabrication d'étoffes, par exemple) est favorisée par les disparités dans la capacité à produire des cultures vivrières : la majeure partie de la production industrielle et artisanale du Japon, comme aux premiers temps de l'industrialisation en Europe, vient des régions rurales. Le gouvernement aussi apporte sa contribution : les premières années du shogunat voient le développement de systèmes d'irrigation et l'uniformisation des poids et mesures.

Néanmoins, bien qu'il ait la prétention de vouloir réglementer la société, c'est probablement parce qu'il n'a pas assez de pouvoir que le *bakufu* (le gouvernement shogunal) finit par favoriser la croissance économique. Il ressemble moins à une monarchie absolue qu'à un système d'équilibre des pouvoirs entre grands seigneurs, lequel se maintient uniquement dans la mesure où aucun

envahisseur étranger ne vient en perturber le fonctionnement. En conséquence, il lui est impossible d'obstruer la voie de la croissance économique et de détourner une main-d'œuvre que, de ce fait, les producteurs peuvent employer utilement. En effet, les samouraïs, quasi-parasites économiques, subissent une réelle réduction de leur part du revenu national à un moment où celle des producteurs augmente. Selon certaines sources, aux alentours de 1800, le revenu par habitant et l'espérance de vie des Japonais sont à peu près identiques à ceux de leurs contemporains britanniques.

Une grande partie de tout cela a été masquée par quelques caractéristiques plus superficielles mais flagrantes du shogunat Tokugawa. Certaines sont importantes, bien sûr, mais à un autre niveau. La nouvelle prospérité des villes crée une clientèle pour les livres imprimés et les estampes réalisées à partir de blocs de bois colorés, celles qui susciteront plus tard l'admiration des artistes européens. On y trouve aussi un public pour le *kabuki*, une nouvelle forme de théâtre. Pourtant, malgré la réussite économique totale et involontaire du shogunat Tokugawa et son aspect souvent brillant, il n'est pas sûr que le régime ait pu survivre beaucoup plus longtemps, même en dehors de toute menace européenne comme celle du XIX^{e} siècle. Vers la fin de cette période apparaissent en effet des signes de malaise. Les intellectuels japonais commencent à comprendre que si leur isolement les a protégés de l'Europe, il les a aussi, d'une certaine façon, coupés de l'Asie. Ils n'ont pas tort. Le Japon s'est déjà préparé à un destin unique dans l'histoire, et cela lui vaudra d'affronter les Européens d'une manière très différente de celle des Mandchous ou des Mongols.

IX
Des univers fort éloignés

L'histoire de l'Afrique et des Amériques évolue à un rythme très différent de ce que l'on observe ailleurs. Certes, cette assertion n'est pas tout à fait aussi vraie de l'Afrique que des Amériques, entourées d'océans qui les privent de tout contact autre qu'éphémère avec les continents. Les Africains, en revanche, vivent sur des terres dont une grande partie s'est peu à peu tournée vers l'islam, et pendant longtemps ils ont au moins des contacts périphériques avec les marchands arabes d'abord, puis les Européens. Au fil du temps, ces rencontres prennent de plus en plus d'importance, mais le continent africain ne sera pas véritablement entraîné dans le tourbillon de l'histoire du monde avant la fin du XIX^{e} siècle. Cet isolement, comme notre dépendance quasi totale aux découvertes archéologiques utiles à une reconstitution du passé, jette un voile obscur sur une grande partie de l'histoire de ces deux continents.

Avant l'arrivée des explorateurs et du commerce européen, l'histoire de l'Afrique est surtout une question de dynamique interne difficilement discernable, mais nous pouvons présumer que des mouvements de population ont joué un rôle important. Il existe beaucoup de légendes à ce sujet et il y est toujours question de déplacements du nord au sud et vers l'ouest. Les historiens doivent étudier chacune d'elles en la resituant dans son contexte et en s'appuyant sur des éléments mentionnés dans les papyrus égyptiens, les récits de voyageurs, les conclusions tirées des découvertes archéologiques et, aujourd'hui, les recherches d'ADN. Il en ressort toutefois une tendance

générale remarquable : l'élaboration et l'enrichissement d'une culture africaine au nord du continent d'abord, et son apparition dans le Sud seulement beaucoup plus tard.

Cette orientation générale s'explique en grande partie par les migrations des Bantous depuis leur patrie d'origine, au fond du golfe de Guinée, à peu près à l'endroit de la frontière actuelle entre le Cameroun et le Nigeria. Ces migrations commencent un millier d'années avant notre ère. En raison, sans doute, d'un changement climatique important dans leur région d'origine, les Bantous essaiment dans toutes les directions. Avec un atout de taille : ils savent déjà fondre le fer, ce qui leur procure toutes sortes d'avantages sur les autres groupes. Vers l'an 1000 de notre ère, ils ont atteint le sud du continent et, d'après ce que nous savons, les locuteurs de bantou deviennent des groupes prédominants partout où ils s'installent. Environ un tiers de tous les Africains d'aujourd'hui parlent l'une des cinq cents langues apparentées qu'ils ont laissées dans leur sillage.

L'autre point de départ de ces mouvements migratoires est le royaume de Kouch, dont les liens avec l'Égypte ont déjà été évoqués. Vers le V^{e} siècle avant notre ère, les Kouchites perdent le contrôle de l'Égypte et se replient une fois de plus vers Méroé, leur capitale au sud ; mais ils ont encore des siècles de culture florissante devant eux. D'Égypte probablement, ils apportent une écriture hiéroglyphique et une culture enrichie, issue de la fusion des traditions de l'Afrique et de la Méditerranée, qui essaimera dans l'est et le centre du continent. Leur mode de gouvernement est complexe ; à des moments importants de leur histoire, le premier rôle échoit aux *candaces*, les reines mères, en temps de guerre comme en temps de paix. L'une d'elles, Amanirénas, écrase deux légions romaines en Égypte et revient avec la tête d'une statue d'Auguste, qu'elle fait enterrer sous le seuil d'un temple de Méroé, de sorte que les Kouchites puissent chaque jour piétiner la

tête d'un empereur romain. Le royaume de Kouch est fondé sur les échanges commerciaux avec le centre et le nord de l'Afrique. Il exporte principalement de l'or et des esclaves, et à tous égards il reste prospère jusqu'au VI^{e} siècle.

C'est probablement dans le domaine de l'agriculture que la généralisation du travail du fer crée la plus grande différence. Il permet de pénétrer de nouveau à l'intérieur des forêts et de mieux labourer la terre (on peut établir un lien avec l'arrivée de nouvelles cultures vivrières importées d'Asie au début de notre ère), un progrès qui entraîne d'autres migrations et un accroissement de la population. Les régions où se pratiquaient traditionnellement la chasse et la cueillette éclatent à l'arrivée de bergers et de fermiers tels qu'on en rencontre déjà vers l'an 500 dans une grande partie de l'Est et du Sud-Est africains, aujourd'hui le Zimbabwe, et dans le Transvaal. Ils ne connaissent pourtant pas l'usage de la charrue − probablement parce que, dans la majeure partie du continent au sud de l'Égypte, il n'est pas d'animal assez résistant aux maladies africaines pour la tirer. L'une des régions où les paysans ont recours à cet outil est l'Éthiopie, où l'élevage des animaux de trait ne pose aucune difficulté, comme en témoigne l'utilisation précoce du cheval. Dans le sud du Sahara, on élève aussi des chevaux de selle.

Voilà qui souligne une fois encore l'importance du facteur restrictif de l'environnement africain. L'histoire de ce continent est en grande partie celle de sa réaction aux influences extérieures − la ferronnerie et les nouvelles cultures du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est, de l'Indonésie et des Amériques, les machines à vapeur et les avancées de la médecine venues d'Europe au XIX^{e} siècle. Il devient ainsi possible, peu à peu, de se mesurer à la nature africaine. Sans ces apports, l'Afrique subsaharienne paraît presque condamnée à l'inertie sous les pressions énormes qu'elle subit − géographique, climatique et sanitaire, les maladies ayant souvent des effets radicaux. Dans sa

majeure partie, elle reste attachée à une agriculture itinérante plutôt qu'intensive. Cette réaction positive à des conditions difficiles ralentit cependant la croissance démographique. L'Afrique subsaharienne ne connaît pas non plus la roue, d'où son retard dans les transports, le tissage et la poterie.

Au nord de l'équateur, les choses se passent différemment. Une grande partie de l'histoire de Kouch attend d'être mise au jour, au sens propre − jusqu'à présent, peu de grandes villes kouchites ont été découvertes. On sait qu'au IVe siècle de notre ère les Kouchites sont renversés par les Éthiopiens. Ces derniers ne sont pas encore le peuple unique qu'ils deviendront, dont les négus prétendront descendre en droite ligne du roi Salomon. Pendant des centaines d'années, les Éthiopiens seront la seule communauté chrétienne en Afrique, en dehors de l'Égypte. Les coptes ne les convertiront au christianisme qu'un peu plus tard dans le siècle ; à cette époque l'Éthiopie est encore en contact avec le monde méditerranéen classique. Mais les invasions musulmanes égyptiennes vont dresser entre les deux une barrière qui restera intacte pendant des siècles, au cours desquels les Éthiopiens se battront contre païens et musulmans, pratiquement isolés de Rome et de Byzance. Locuteurs d'une langue sémitique, l'amharique, ils constituent l'unique nation africaine instruite non musulmane.

Le seul autre endroit d'Afrique où s'établit le christianisme se situe au nord de sa partie romaine. Ici la communauté est minoritaire mais vigoureuse. La violence de ses dissensions et la recherche des donatistes[15] accusés d'hérésie expliquent probablement sa faiblesse lorsque les invasions arabes la confronteront à l'islam. Hormis l'Égypte, tous les États arabes d'Afrique ont vu s'éteindre le christianisme. En revanche, l'islam y connaît un franc succès, qui ne s'est jamais démenti depuis. Au XIe siècle, portée par les invasions arabes, la religion musulmane se

propage jusqu'au Niger et dans l'ouest de l'Afrique. C'est pourquoi les informations dont nous disposons sur les sociétés africaines illettrées réparties au Soudan et dans le Sahara après la disparition des Kouchites proviennent de sources arabes. Il s'agit souvent de communautés axées sur le commerce, que l'on peut raisonnablement assimiler à des cités-États. La plus connue est Tombouctou. Très appauvrie lorsque arrivent finalement les Européens, elle est assez importante au XV^{e} siècle, sous l'Empire songhaï, pour être le site de ce que l'on présente aujourd'hui comme une université islamique. En Afrique comme partout ailleurs, politique et économie sont encore inextricablement liées : l'apparition et la prospérité des premiers royaumes africains situés à l'extrémité des routes commerciales importantes, où il y a beaucoup à gagner, n'ont donc rien d'étonnant ; les marchands aiment la stabilité.

Le premier État africain à figurer dans les annales des Arabes porte un nom qui sera repris plus tard par un pays moderne, le Ghana. D'origine mal connue, il est peut-être issu du désir de suprématie d'un peuple de l'ère préchrétienne qui possédait l'avantage de connaître l'usage du fer et du cheval. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il apparaît dans les textes du VIII^{e} siècle, le Ghana décrit par les chroniqueurs arabes et les géographes est déjà un royaume important. À son apogée, il couvre une région d'environ 750 kilomètres de large, délimitée au sud par le cours supérieur des fleuves Niger et Sénégal, et protégé au nord par le Sahara. Les Arabes l'appellent le « pays de l'or » ; les marchands transportent le métal précieux, en provenance du Haut-Sénégal et des Ashanti, *via* les itinéraires transsahariens ou l'Égypte jusqu'à la Méditerranée, où il facilite grandement le commerce européen. Les autres matières premières importantes qui passent par le Sahara sont le sel et les esclaves. L'empire du Ghana s'effondre entre le XII^{e} et le XIII^{e} siècle.

Son éclipse est suivie de la prééminence de l'empire du Mali, dont le souverain fait sensation en étalant ses richesses au cours de son pèlerinage à La Mecque en 1307. Lui aussi donnera son nom à un autre État africain. Au début du XIVe siècle, l'empire du Mali est encore plus grand que celui du Ghana : il englobe tout le bassin du fleuve Sénégal et s'étend sur plus de 1 500 kilomètres depuis la côte jusqu'à l'intérieur des terres. L'habileté des Maliens dans le commerce des lingots d'or, bien meilleure que celle des Ghanéens, coïncide avec sa grande époque.

Le souverain malien possède, dit-on, des écuries de 10 000 chevaux. Au XIVe siècle, des querelles de succession vont diviser l'empire, qui finira par disparaître après sa défaite contre les Marocains. Parfois, les textes arabes mentionnent des cours royales africaines fréquentées par des hommes de lettres, mais il ne subsiste aucun document autochtone nous donnant accès à ces populations. Manifestement, elles restent païennes, alors que leur souverain appartient au monde musulman. Peut-être la dissolution de l'empire n'est-elle pas étrangère à des dissensions résultant de conversions à l'islam. Selon des sources arabes, il apparaît clairement que la pratique musulmane est associée au souverain des États soudanais et sahariens, mais doit aussi intégrer les rites d'un passé païen, comme les premiers chrétiens en Europe ont accepté un héritage similaire. Les coutumes sociales, elles non plus, ne s'adaptent pas toujours à l'islam : des chroniqueurs arabes expriment leur indignation devant des jeunes Maliennes qui exposent leur nudité en public.

Au milieu de cette pénurie d'informations relatives aux grands royaumes africains de l'ère précoloniale, l'Empire songhaï, qui succède à celui du Mali, apparaît comme une rare exception. État musulman, il s'étend de la côte atlantique jusqu'au nord du Nigeria. Comme beaucoup d'autres royaumes africains de l'époque, il est fondé sur une économie marchande et doit sa richesse, l'extension de

son territoire et son statut plus élevé à son monopole sur le sel et le commerce transsaharien. Marchands et artistes affluent de toute l'Afrique occidentale et centrale pour venir à Gao, sa capitale, et à Tombouctou, son grand carrefour commercial. L'influence artistique de l'Empire songhaï persistera encore longtemps après sa disparition, au XIV^{e} siècle.

Plus au sud, deux autres royaumes africains, ceux du Bénin et d'Ifé, deviennent également des centres artistiques. Situé sur la côte du Nigeria actuel, le royaume du Bénin va durer jusqu'au XIX^{e} siècle et laisser des plaques et têtes commémoratives grandeur nature en bronze, ainsi que des sculptures en fer et en ivoire. L'art d'Ifé, la cité yorouba à l'ouest du Nigeria, est encore plus ancien que celui du Bénin (il atteint son apogée au XI^{e} siècle). Il est connu pour ses sculptures naturalistes en bronze, pierre ou terre cuite, et pour la richesse de sa tradition orale, perpétuée par ses conteurs. En outre, sa production musicale exerce encore aujourd'hui une influence sur la musique africaine.

Certains peuples bantous parlant une langue que les Arabes appellent le « *swahili* » (terme dérivé d'un de leurs vocables signifiant « de la côte ») fondent sur le pourtour oriental de l'Afrique de petites villes liées aux royaumes de l'intérieur. Après le VIII^{e} siècle, les Arabes commencent à s'y installer et à les transformer en villes portuaires. Ils nomment cette région la « terre des Noirs » (qui donnera plus tard Zanzibar, *Zanz* pour « noir » et *bar* pour « terre ») et remarquent que le peuple de l'archipel accorde plus de valeur au fer qu'à l'or. Il est probable que des relations plus ou moins commerciales avec l'Asie existaient avant même l'époque arabe, mais on ne sait rien de ceux qui servaient d'intermédiaires ; peut-être étaient-ils indonésiens, comme les colonisateurs de Madagascar. Les Africains avaient à offrir de l'or et du fer en échange de produits de luxe, et ils se sont lancés dans l'implantation de nouvelles cultures

importées d’Asie, notamment les clous de girofle et les bananes.

Il est difficile d’arriver à se représenter, même vaguement, le fonctionnement de ces États africains. La monarchie n’y est absolument pas la règle, et il semble qu’un sens aigu de l’importance des liens de parenté ait été leur seule grande caractéristique commune. Leur organisation reflète certainement les exigences de leur environnement et les possibilités offertes localement. Pourtant, les royautés sont très répandues. Là encore, les premiers indices se trouvent au nord, autour de ce qui est aujourd’hui le Nigeria, comme à Ifé et au Bénin. Vers le XV^{e} siècle, la région des Grands Lacs de l’Est africain est parsemée de royaumes, et l’on entend parler de celui du Congo, sur le cours inférieur du fleuve. On ne distingue pas beaucoup de signes d’organisation à cette échelle, et la plupart des États africains mettront beaucoup de temps avant d’avoir une bureaucratie ou une armée de métier. Les pouvoirs des monarques sont certainement limités non seulement par la coutume et par respect pour la tradition, mais aussi parce que l’allégeance des sujets est difficile à obtenir en dehors des liens de parenté ou lorsqu’elle n’est pas forcée par le respect. C’est sans doute ce qui explique le caractère éphémère de nombre de ces « États ». L’Éthiopie et les grands royaumes d’Afrique occidentale sont tout à fait atypiques.

Pourtant, ces vagues et mystérieux royaumes ont laissé des traces étonnantes. À l’intérieur des terres de l’Est africain, des vestiges d’exploitations minières, de routes, de peintures rupestres, de canaux et de puits témoignent du bon niveau de culture, dès le XII^{e} siècle, des habitants de cette région. Ce sont les produits d’une technologie que les archéologues nomment « azanienne », du nom d’une civilisation avancée de l’âge de fer. On y pratique l’agriculture depuis le début de l’ère chrétienne. Les méthodes employées peuvent servir de base à l’exploitation

de l’or, accessible depuis longtemps dans ce qui est aujourd’hui le Zimbabwe. Au début, des techniques très simples suffisent : on obtient déjà de grandes quantités de minerai en grattant juste un peu sous la surface. Aussitôt, les marchands affluent − arabes d’abord, puis portugais − mais d’autres Africains se joignent à eux, des émigrés. Et finalement, quand les réserves les plus immédiatement accessibles sont épuisées, il faut chercher l’or dans le sous-sol.

Les quantités de minerai sont néanmoins suffisantes pour soutenir durant quatre siècles un « État », qui est à l’origine du seul grand ensemble de constructions en pierres de l’Afrique du Sud. On en trouve des vestiges en des centaines d’endroits de l’actuel Zimbabwe, mais le plus connu est celui de la ville qui porte ce nom (Zimbabwe signifie la « grande maison de pierre »). Vers 1400, la cité devient la capitale du royaume, le lieu de sépulture des rois et un espace dévolu au culte sacré. Elle le restera jusqu’au sac de 1830 par une autre peuplade africaine. Les Portugais du XVI^{e} siècle ont déjà évoqué une grande forteresse de pierres sèches ; mais, pour connaître ce que nous savons aujourd’hui de ce site, il faudra attendre les récits des Européens au XIX^{e} siècle. Ébahis, ceux-ci découvrent des murailles et des tours gigantesques, en pierres soigneusement taillées et alignées sans mortier mais avec une grande précision. Ils montrent beaucoup de réticence à créditer les Africains d’une réalisation aussi impressionnante ; certains suggèrent que le mérite en revient aux Phéniciens et quelques romantiques caressent l’idée que le Grand Zimbabwe est l’œuvre des maçons de la reine de Saba. Aujourd’hui, grâce à notre connaissance des autres peuples de l’âge de fer en Europe et des grandes civilisations américaines, ce genre d’hypothèses n’est plus nécessaire et l’on peut raisonnablement attribuer les ruines du Grand Zimbabwe aux Africains du XV^{e} siècle.

Si évolués soient-ils, les peuples de l'Afrique de l'Est ne parviennent pas tout seuls au stade de l'alphabétisation ; comme les premiers Européens, ils y viendront par le biais d'autres civilisations. Peut-être cela s'explique-t-il par l'inutilité de la tenue de registres fonciers précis ou d'une liste des cultures susceptibles d'être stockées. Mais, quelle qu'en soit la raison, l'illettrisme constitue un handicap pour l'acquisition et la diffusion de l'information comme pour la consolidation d'un mode de gouvernement. C'est aussi un appauvrissement culturel : il manquera à l'Afrique une longue tradition d'érudits autochtones, sources de connaissances scientifiques et philosophiques. En revanche, sa capacité artistique est loin d'être négligeable, comme en témoignent le Grand Zimbabwe et les bronzes du Bénin, qui plus tard fascineront les Européens.

L'influence de l'islam en Afrique s'exerce déjà depuis presque huit cents ans (et, avant elle, il y a eu celle de l'Égypte sur ses voisins) lorsque les Européens arrivent en Amérique et découvrent des civilisations aux accomplissements bien plus grandioses que ceux du continent africain et totalement indépendants de stimuli extérieurs. D'aucuns ont trouvé la chose si improbable qu'ils ont consacré beaucoup de temps à mener recherches et débats sur l'éventualité d'une implantation de la civilisation aux Amériques très longtemps auparavant, par des navigateurs qui auraient traversé le Pacifique. La plupart des spécialistes jugent peu concluants les éléments de réponse obtenus. Si un contact de ce type a existé en des temps reculés, il s'est interrompu à un stade très précoce. On ne peut trouver aucune trace de relation sans équivoque entre les Amériques et un autre continent depuis la traversée du détroit de Béring par les premiers Américains jusqu'aux invasions vikings. Et, ensuite, il faut attendre l'arrivée des Espagnols à la fin du XV^{e} siècle. Nous devons donc partir du principe que, plus encore que l'Afrique et sur une plus longue durée, les Amériques ont

été coupées du reste du monde, un isolement qui explique la survie des sociétés pré-agricoles d'Amérique du Nord jusqu'au XIX^{e} siècle.

À l'époque, les grandes plaines de l'est des États-Unis actuels sont peuplées d'« Indiens » (nom qui leur sera donné plus tard). Avant l'arrivée des Européens, ils pratiquent déjà l'agriculture ; mais, plus à l'ouest, d'autres communautés vivent encore de la chasse et de la cueillette, ce qu'ils continueront de faire, bien que leurs outils et équipements changent considérablement avec les apports des Européens − d'abord le cheval et le métal, puis les armes à feu. Plus loin encore, sur la côte occidentale, les populations indigènes pêchent ou ramassent de quoi se nourrir sur le rivage, selon des procédés utilisés depuis la nuit des temps. Tout à fait au nord, les Esquimaux réussissent un tour de force : trouver un mode de vie acceptable dans un environnement presque intolérable, et, pour l'essentiel, ils sont parvenus à le maintenir jusqu'à nos jours. Pourtant, si les cultures nord-amérindiennes réussissent à relever un véritable défi environnemental, on ne peut guère parler de civilisation. Pour en trouver une typique des autochtones américains, il faut aller jusqu'au sud du Rio Grande, où l'on compte quelques grandes civilisations liées par leur dépendance commune à la culture du maïs et la possession de panthéons consacrés aux dieux de la nature, mais remarquablement différentes à bien d'autres égards.

La civilisation olmèque mésoaméricaine s'avère d'une importance exceptionnelle. Les calendriers, hiéroglyphes et constructions de centres cérémoniels, qui ultérieurement marqueront tant cette région, sont peut-être tous dérivés de cette époque en fin de compte, et les divinités mésoaméricaines étaient déjà connues du temps des Olmèques. Avant le IV^{e} siècle, les successeurs des Olmèques construisent la première grande ville américaine, Teotihuacan, au cœur du Mexique actuel. Son gigantesque

ensemble de structures pyramidales et ses grands bâtiments publics laissent penser que, deux ou trois siècles durant, la cité a été un axe commercial et un centre religieux d'une grande importance. Sa destruction, autour du VII^{e} siècle, est auréolée de mystère. Peut-être a-t-elle eu lieu au cours de l'un des nombreux déferlements d'envahisseurs en route vers le sud, dans la vallée du centre du Mexique. Ces déplacements inaugurent une époque de migrations et de guerres qui durera jusqu'à l'arrivée des Espagnols et sera à l'origine de plusieurs civilisations régionales particulièrement brillantes.

Les plus remarquables sont les cultures mayas du Yucatán, du Guatemala et du nord du Honduras. Leur emplacement est extraordinaire, étant donné l'apparence actuelle de la région. Quasiment tous les grands sites mayas se situent dans la forêt tropicale, dont la faune, les insectes, le climat et les maladies exigent de coûteux efforts si l'on veut en exploiter les ressources en pratiquant l'agriculture. Pourtant, non seulement la civilisation maya assure la survie de très fortes populations pendant de nombreux siècles, avec des techniques agricoles rudimentaires (pas de charrue ni d'outils en fer et une longue dépendance à l'agriculture sur brûlis, consistant à défricher les parcelles de terre pour les brûler ensuite et les cultiver pendant deux ans seulement avant de passer à d'autres). Elle élève pourtant des pyramides de pierre comparables à celles de l'ancienne Égypte.

Il reste peut-être, dans la forêt vierge, de nombreux sites mayas inconnus, mais nous en avons découvert assez pour reconstruire les grandes lignes de l'histoire et de la société de cette civilisation, dont les dernières décennies ont révélé la complexité, bien plus grande qu'on ne l'imaginait. Les premières traces de la culture maya ont été repérées au IV^{e} et au III^{e} siècle avant J.-C. Son apogée se situe entre le VI^{e} et le IX^{e} siècle de notre ère. De cette époque datent ses plus belles constructions, sculptures et pièces de

poterie. Les cités mayas recèlent alors de grands centres cérémoniels, combinaisons géantes de temples, pyramides, tombes et terrains de jeux rituels, souvent recouverts d'inscriptions hiéroglyphiques dont on commence à peine à percer le secret depuis quelques années. La religion joue un rôle important au sommet de cette civilisation, avalisant le pouvoir des souverains de la dynastie lors de cérémonies où sacrifices et bains de sang occupent une part insigne. Demandes d'intercession et célébrations ont lieu régulièrement au cours d'un cycle calculé à partir d'un calendrier fondé sur des observations astronomiques. Les spécialistes sont nombreux à considérer que cette création maya est la seule digne de comparaison avec les monuments et, de fait, il s'agit d'un véritable exploit mathématique. Ce calendrier nous permet de comprendre suffisamment la pensée maya pour en déduire avec certitude que les chefs religieux se représentaient le temps à une échelle beaucoup plus vaste que toute autre civilisation dont nous avons connaissance ; selon leurs calculs, l'Antiquité s'étendait sur des centaines de milliers d'années. Peut-être en sont-ils même arrivés à penser que le temps n'avait pas de commencement.

Les hiéroglyphes sur pierre et trois ouvrages parvenus jusqu'à nous livrent quelques-uns des secrets de ce calendrier et nous donnent la chronologie des dynasties mayas. Les Mayas de la période classique avaient pour habitude d'ériger tous les vingt ans des monuments datés afin de jalonner l'écoulement du temps. Le dernier d'entre eux remonte à 928. À cette époque, l'apogée de la civilisation maya est passé. Malgré la compétence de ses bâtisseurs et artisans dans l'utilisation du jade et de l'obsidienne, ses limites sont considérables. Les constructeurs des grands temples ignorent la voûte en arc et n'emploient pas de charrettes, les Mayas n'ayant jamais découvert l'usage de la roue. Le monde religieux dans l'ombre duquel ils vivent est peuplé de dragons bicéphales,

de jaguars et de crânes grimaçants. Sur le plan politique, la civilisation maya joue longtemps le jeu des alliances, reliant les cités en deux agglomérations de dynastie différente, dont les inscriptions hiéroglyphiques présentes sur les monuments relatent l'histoire. À son acmé, la plus grande cité compte peut-être 40 000 habitants avec, sous sa dépendance, une population rurale d'environ dix fois plus d'âmes, ce qui implique une densité démographique beaucoup plus forte que celle de son homologue d'aujourd'hui.

La culture maya constitue donc une réussite très spéciale. Comme la civilisation égyptienne, elle a consacré une main-d'œuvre colossale à des constructions improductives, même si les Égyptiens sont allés bien plus loin. Peut-être les Mayas se sont-ils trouvés assez vite surchargés. Peu après ses débuts, un peuple de la vallée de Mexico, des Toltèques probablement, s'empare de Chichen Itza, le plus grand des sites mayas, et dès lors les centres du Sud, dans la forêt vierge, sont progressivement abandonnés. Les envahisseurs apportent avec eux le métal et la pratique du sacrifice des prisonniers de guerre. Leurs dieux commencent à apparaître dans les figures sculptées des sites mayas. Apparemment à la même époque, on assiste à une récession culturelle marquée par un travail plus grossier des poteries et des sculptures, ainsi que par une baisse de qualité des hiéroglyphes. Au début du XI^{e} siècle, le système politique maya s'effondre, même si, au cours des deux siècles suivants, quelques cités retrouvent un léger souffle, accompagné toutefois d'une baisse de niveau de vie, matériel et culturel. Chichen Itza est finalement abandonnée au XIII^{e} siècle et la culture maya se focalise autour d'un autre site, saccagé à son tour vers 1460, peut-être après un soulèvement paysan. Cet événement marque le début de l'éclipse maya. Au XVI^{e} siècle, le Yucatán passe aux mains des Espagnols,

mais ceux-ci devront attendre 1699 pour voir tomber le dernier bastion maya.

Si les conquistadors peuvent être considérés comme les destructeurs de cette civilisation, c'est uniquement dans le sens le plus formel : à leur arrivée, son effondrement est déjà une réalité. Expliquer cet écroulement n'est pas facile, compte tenu du peu d'informations dont nous disposons, et l'on serait tenté de recourir à la métaphore et à voir dans la civilisation maya la réponse à un immense défi. Pendant un temps, elle est capable de le relever, en dépit d'une structure politique précaire, vulnérable aux influences extérieures, et au prix d'une haute spécialisation et d'un fardeau immensément lourd pour les hommes qui doivent le porter. Avant même les invasions étrangères, au moment de l'éclatement politique, les systèmes d'irrigation dont les archéologues ont découvert les ruines sont déjà délabrés. Aussi radicalement que dans certaines régions des États-Unis, la culture autochtone n'a laissé derrière elle aucun mode de vie, aucune technologie remarquable et aucune œuvre littéraire ni institution politique ou religieuse d'importance. Le passé n'est resté ancré que dans la langue des paysans mayas. Cette civilisation laisse après elle des ruines extraordinaires qui intrigueront et fascineront longtemps ceux qui, plus tard, seront chargés de les expliquer.

Au cours de la dernière phase de l'effondrement de la société maya, l'un des derniers peuples arrivés dans la vallée de Mexico va connaître une hégémonie qui ébahira les Espagnols bien plus que tout ce qu'ils découvriront plus tard au Yucatán. Ce sont les Aztèques. Parvenus dans la vallée aux alentours de 1350, ils renversent les Toltèques qui y exercent leur suprématie et s'installent dans deux villages situés au milieu des marécages du lac de Texcoco. L'un d'eux, Tenochtitlán, devient la capitale de l'Empire aztèque qui, en moins de deux siècles, s'étend à tout le plateau central du Mexique. Des expéditions sont

organisées assez loin vers le sud, dans ce que l'on connaîtra plus tard comme la République du Panama, mais les Aztèques ne montrent aucune hâte à s'y installer. Ces guerriers préfèrent fonder leur empire sur le paiement d'un tribut : leur armée soumet une trentaine de petits clans ou États, qu'elle laisse plus ou moins tranquilles pourvu qu'ils s'acquittent du paiement convenu. Les divinités de ces peuplades ont l'insigne privilège de rejoindre le panthéon aztèque.

Tenochtitlán, le centre de cette grande civilisation, est située sur l'un des îlots du lac Texcoco, reliés au rivage par des chaussées dont l'une, de presque 8 kilomètres de long, est assez large pour laisser passer huit chevaux de front. Les Espagnols nous en ont laissé des descriptions passionnantes : sa magnificence, affirme l'un d'eux, dépasse celles de Rome et de Constantinople. Au début du XVI^{e} siècle, elle compte probablement 100 000 habitants environ et son entretien est financé par le tribut des peuples soumis. Comparée aux grandes villes européennes, elle forme un ensemble étonnant de temples en abondance, dominés par d'immenses pyramides artificielles, et pourtant cette magnificence semble n'être qu'un produit dérivé de l'exploitation des compétences des vaincus. Pas une seule invention ou innovation importante de la culture mexicaine ne peut être attribuée de façon certaine à la période posttoltèque. Les Aztèques ont contrôlé, développé et exploité la civilisation qu'ils ont découverte.

À l'arrivée des Espagnols, au début du XVI^{e} siècle, l'Empire aztèque est toujours en pleine expansion. Tous les peuples soumis ne sont pas encore assujettis, mais d'une côte à l'autre règne un souverain au statut semi-divin et cependant élu parmi les membres de la famille royale. Chef d'une société hautement hiérarchisée et centralisée, il exige beaucoup de ses membres en termes de travail obligatoire et de service militaire, mais assure aussi leur subsistance toute l'année. Les Aztèques possèdent un

système d’écriture fondé sur des pictogrammes et de grandes compétences en agriculture et dans le traitement de l’or, mais ils ignorent tout de la charrue, de la ferronnerie ou de la roue. Leurs rites principaux incluent des sacrifices humains, ce qui est extrêmement choquant pour les Espagnols : pas moins de 20 000 personnes ont en effet été immolées sur la pierre de la grande pyramide de Tenochtitlán, réservée à cet usage. Ces holocaustes réitèrent un drame cosmique au cœur de la mythologie aztèque : les dieux ont été obligés de se sacrifier pour donner au soleil le sang nourricier dont il avait besoin.

La religion aztèque heurte la sensibilité européenne par ses détails révoltants, comme l’arrachement du cœur des victimes, les écorchements et les décapitations cérémonielles, mais ces actions étranges et horribles qui accompagnent les sacrifices sont moins significatives que leurs implications sociales et politiques. L’importance de la fonction sacrificielle nécessite un flux constant de victimes et, comme celles-ci sont prises parmi les prisonniers de guerre − et que, pour le guerrier, mourir au combat ouvre l’accès au paradis, la maison du soleil −, un état de paix serait catastrophique sur le plan religieux. C’est pourquoi les Aztèques ne se soucient pas vraiment du manque de surveillance de leurs « colonies » ni de la fréquence des révoltes. Les peuples soumis ont la liberté de garder leur souverain et leur système de gouvernement, ce qui permet de lancer contre eux des actions punitives au moindre prétexte. Dans ces conditions, il est certain que l’empire ne peut compter sur la loyauté de ses sujets et, lorsque arrive l’heure de la chute, ceux-ci, forcément, s’en réjouissent. La religion affecte aussi de bien d’autres manières la capacité des Aztèques à réagir à la menace européenne, en raison, notamment, de leur volonté d’épargner leur ennemi au combat, préférant se constituer un contingent de prisonniers qu’ils réservent pour leurs sacrifices. Ils croient également qu’un jour leur dieu, Quetzalcóatl, barbu à la

peau blanche, reviendra de l'Est où il est parti après avoir enseigné les arts à son peuple.

Tout compte fait, en dépit de son esthétique impressionnante et de sa redoutable efficacité sociale, la civilisation aztèque apparaît dure, brutale et sans attraits. Peu de sociétés bien connues aujourd'hui ont été aussi loin dans leurs exigences. Celle-ci semble avoir vécu dans un état de tension et un pessimisme permanents, le peuple ayant conscience que son effondrement était plus qu'une simple possibilité.

Au sud du Mexique et du Yucatán, d'autres cultures ont présenté un niveau de civilisation assez variable, mais aucune n'est aussi remarquable que les Andins du Pérou, la plus éloignée. Ils vont en effet beaucoup plus loin que la plupart des peuples du Mexique, qui en sont restés à l'âge de pierre. Ils fondent un véritable État. Si les Mayas excellent par leurs savants calculs calendaires, les Andins dépassent largement leurs voisins pour la sophistication de leur gouvernement. Plus encore que le Mexique, le Pérou a enflammé l'imagination des Espagnols, et cet intérêt passionné ne s'explique pas simplement par l'immense et évidente richesse de son sous-sol en métaux précieux. Il est aussi, et surtout, lié à un système social très complexe et apparemment juste et efficace. Certains Européens l'ont vite jugé intéressant en ce qu'il exige une subordination quasi totale de l'individu à la collectivité.

Cette société andine est celle de l'Empire inca. Au XII^{e} siècle, une tribu de Cuzco commence à étendre sa domination sur les premiers centres de civilisation péruviens. Comme les Aztèques, ils commencent par vivre en voisins de groupes dont la culture est plus ancienne que la leur. Ce sont des barbares qui acquièrent vite les compétences des peuples plus évolués et profitent de leurs acquis. À la fin du XV^{e} siècle, ils règnent sur un empire qui s'étend de l'Équateur au centre du Chili, leur conquête des régions côtières étant la plus récente. C'est un exploit

étonnant pour ce gouvernement obligé de lutter contre un obstacle naturel impressionnant, la cordillère des Andes. La cohésion de l'État inca est assurée par une quinzaine de milliers de kilomètres de routes praticables par tous les temps : les coureurs se relaient pour transmettre des messages oraux ou des *quipu*, encodages réalisés à partir de faisceaux de cordelettes colorées sur lesquelles on fait des nœuds. Ce procédé a permis de consigner des archives élaborées.

L'Empire andin ne connaît pas l'écriture mais revêt une forme redoutablement totalitaire dans l'organisation de la vie de ses sujets. Les Incas forment la classe dirigeante, avec pour chef suprême le *Sapa Inca* − le « seul Inca ». Quant au mode de gouvernement, il s'agit d'un despotisme qui s'appuie sur le contrôle des classes laborieuses. La population est organisée en subdivisions, la plus petite étant une unité de dix familles dont on attend travail et rendement. Un contrôle strict et rigoureux maintient la population là où l'on a besoin d'elle. Les déménagements, comme les mariages en dehors de la communauté locale, sont interdits. Toutes les productions sont propriétés de l'État ; ainsi les agriculteurs fournissent-ils leur nourriture aux éleveurs et aux artisans en échange de produits textiles (le lama est la bête à tout faire de la culture andine : il fournit la laine, le lait et la viande, et sert de moyen de transport). Le commerce n'existe pas. L'exploitation des métaux précieux et du cuivre donne à Cuzco un ornement raffiné qui ébahira les conquistadors espagnols. Les tensions sociales ne sont pas seulement éliminées par la force, mais aussi en déplaçant les populations acquises au régime dans des régions au climat difficile et en exerçant un contrôle rigoureux du système éducatif pour inculquer la bonne attitude aux notables des peuples conquis.

Comme les Aztèques, les Incas organisent et exploitent les apports culturels qu'ils trouvent en arrivant, mais de manière moins brutale. Leur objectif étant l'intégration

plutôt que l’anéantissement, ils tolèrent les pratiques religieuses des peuples soumis. Eux-mêmes adorent le dieu Soleil. En raison de l’absence de système d’écriture, il est difficile de pénétrer la pensée inca, mais, de toute évidence, les Péruviens semblent avoir partagé l’obsession aztèque de la mort, quoique d’une manière différente. Comme en Égypte, les conditions climatiques favorisent le rituel de la momification ; l’air sec des hauts sommets des Andes conserve aussi bien que le sable du désert. Au-delà, il n’est pas facile de dire quels désaccords persistent au sein des peuples soumis et s’expriment dans la survie des cultes tribaux. Confronté à la menace européenne, l’Empire inca montre clairement qu’il n’a pas dissipé toutes les sources de mécontentement parmi ses sujets, en dépit de succès remarquables.

Toutes les civilisations américaines s’écartent de manière considérable et flagrante de leurs homologues d’Asie ou d’Europe. Aujourd’hui encore, il semble que la maîtrise complète de l’écriture leur ait échappé, même si les Incas possédaient une bureaucratie assez efficace pour gérer des structures gouvernementales complexes et les Mayas des archives historiques élaborées. En dépit du haut niveau de certaines de leurs compétences, leurs techniques ne sont pas aussi évoluées que d’autres déjà utilisées ailleurs. Bien que ces civilisations aient mis en place des structures et institutions satisfaisantes pour des cultures au pouvoir violent, mais limité, la contribution des autochtones américains à l’avenir du monde ne passe pas par leur intermédiaire. Elle remonte aux découvertes obscures, non répertoriées, des cultivateurs primitifs − de ceux qui, les premiers, ont découvert comment tirer parti des ancêtres des tomates, du maïs, des pommes de terre et des courges. Ceux-là ont, sans le savoir, contribué à augmenter considérablement les ressources de l’espèce humaine et permis une nouvelle donne des économies dans le monde entier. Mais les civilisations brillantes édifiées sur ces bases

ont finalement subi un triste sort, pour n’être plus que de beaux vestiges en marge de l’histoire du monde, sans postérité.

X
Perspectives de changement en Europe

Peu d'expressions ont des connotations aussi trompeuses que « le Moyen Âge ». Tout à fait « eurocentrique » dans son usage, dépourvu de toute signification pour l'histoire des autres cultures, ce terme renferme l'idée très négative que certains siècles ne sont intéressants que par leur position sur l'échelle du temps, d'abord isolés, puis étiquetés par ceux qui, au XV^e^ et au XVI^e^ siècle, cherchent à se réapproprier une Antiquité classique dont ils sont coupés depuis longtemps. Selon eux, en ces temps lointains, les hommes ont accompli et construit de grandes choses ; animés d'un sentiment de renaissance et de la conviction d'être les accélérateurs de la civilisation, ils peuvent penser qu'il en sera de même pour eux aussi. Mais, entre ces deux périodes créatives, ils ne voient qu'un vide − *Medio Evo*, *Media Aetas*, en latin, la langue qu'ils parlent −, un vide défini par le seul fait de tomber entre deux âges, intrinsèquement ternes, inintéressants, barbares. Alors ils inventent le Moyen Âge.

Il ne faut pas longtemps à la population pour aller plus loin dans sa vision de ce millier d'années ou presque d'histoire européenne. Une façon d'en approfondir la perspective consiste à remonter aux origines connues. Les Anglais du XVII^e^ siècle évoquent le « joug normand » prétendument exercé sur leurs ancêtres, et les Français du XVIII^e^ idéalisent leur aristocratie en attribuant ses origines à la conquête franque. Il s'agit là, néanmoins, de réflexions très ponctuelles ; pris dans sa globalité, le Moyen Âge est encore souvent, même deux cents ans avant notre époque,

l’objet d’un doux mépris. Puis, subitement, un grand vent vient balayer tout cela et les hommes commencent à idéaliser ces siècles perdus aussi ardemment que leurs ancêtres les ont ignorés. Les Européens du XVIII^{e} se mettent à étoffer leur image du passé avec des romans de chevalerie et à remplir leurs campagnes de faux châteaux forts, habités par des fileurs de coton et des agents de change.

Mieux encore, les érudits font porter leurs efforts sur l’étude des archives de l’époque, et cela continue aujourd’hui. Les premiers temps, cette attention particulière induit des réactions romantiques et un enthousiasme excessif. On en vient à idéaliser l’unité de la civilisation chrétienne médiévale et l’apparente stabilité de la vie de l’époque, mais, ce faisant, on en gomme toute la variété. En conséquence, il est encore très difficile aujourd’hui d’être certain de comprendre le Moyen Âge. Néanmoins, dans ce grand laps de temps, une distinction sommaire ressort avec évidence : les siècles écoulés entre la fin de l’Antiquité et l’an mille et suivants laissent penser à une période fondatrice. Certains grands jalons marquent ensuite l’évolution future, bien qu’elle soit lente et sa pérennisation encore incertaine. Puis, au XI^{e} siècle, un changement de rythme est perceptible. Les progrès s’accélèrent et deviennent visibles. Au fil du temps, il apparaît clairement que, grâce à eux, s’annonce une époque très différente, faite d’aventures et de révolutions. Elle commence en Europe et se poursuit jusqu’à ce que l’histoire européenne se fonde dans les débuts de la mondialisation.

Déterminer à quel moment le Moyen Âge touche à son terme n’en est que plus ardu. À la fin du siècle des Lumières, au moment où le Vieux Continent voit naître outre-Atlantique son premier rejeton indépendant, nombre de pays européens sont encore en plein dedans. Et, même sur le territoire des nouveaux États-Unis d’Amérique, une grande partie de la population, comme des millions

d’habitants de la Vieille Europe, est toujours sous l’influence d’une vision surnaturelle de la vie et du point de vue religieux traditionnel qui l’accompagne, à l’instar des hommes et des femmes du Moyen Âge cinq cents ans auparavant. Les Européens sont alors nombreux à avoir des conditions de vie matérielles encore semblables à ce qu’ont connu leurs ancêtres de l’époque médiévale. Et pourtant, en bien des endroits, pour l’essentiel le Moyen Âge appartient à un passé révolu. Les institutions d’autrefois ont disparu ou sont en plein effondrement, emportant avec elles des siècles d’autorité incontestée. Ici et là, nous pouvons déjà reconnaître le déroulement de ce qui évoque le monde moderne. Du possible d’abord, on passe au probable et enfin à l’inévitable lors de ce que nous pouvons considérer aujourd’hui comme la seconde phase déterminante de la formation de l’Europe et la première de ses périodes révolutionnaires.

Voyons l’Église, un excellent point d’entrée. Par « Église » avec une majuscule, l’institution terrestre, les chrétiens entendent la masse des fidèles, laïcs et religieux. Dans cette acception, au Moyen Âge, l’Église de l’Europe catholique et la société en viennent à se confondre. Vers l’an 1500, seuls quelques Juifs, visiteurs et esclaves se tiennent à l’écart de la vaste assemblée de tous ceux qui partagent (du moins officiellement) la foi chrétienne. L’Europe est chrétienne, le paganisme explicite a disparu de la carte du monde entre la côte atlantique espagnole et la frontière orientale de la Pologne. C’est un grand changement, qualitatif autant que quantitatif. Les croyances religieuses des chrétiens constituent la source la plus profonde d’une civilisation qui a mis des centaines d’années à mûrir et n’est pas encore sérieusement menacée de division, pas plus qu’elle ne souffre de la concurrence d’autres mythologies. Le christianisme en est venu à définir le but recherché par l’Europe et à donner à son existence un objectif transcendantal. Il a aussi permis à quelques Européens de

se sentir membres d'une société à part entière, la chrétienté.

De nos jours, les non-chrétiens entendent probablement autre chose par le terme « Église ». D'aucuns l'utilisent pour décrire des institutions ecclésiastiques, les structures et organisations officielles qui entretiennent le culte et la discipline du croyant. Dans ce sens-là aussi, vers 1500, l'Église a parcouru un long chemin. Peu importent les réserves et ambiguïtés qu'elle traîne avec elle, ses succès sont d'une ampleur considérable ; et, si ses échecs ne le sont pas moins, elle compte en son sein un grand nombre de gens très sûrs d'eux, qui insistent sur sa capacité à les surmonter (et son devoir aussi). L'Église romaine, bras mort de la vie ecclésiastique de l'Antiquité tardive, est déjà, longtemps avant la chute de Constantinople, la détentrice et le centre d'un pouvoir et d'une influence sans précédent. Elle n'a pas seulement acquis une indépendance et une importance nouvelles ; depuis le XI^{e} siècle, elle donne aussi une autre vigueur à la vie chrétienne. Le christianisme est devenu à la fois plus discipliné et plus agressif. Plus rigide également : les doctrines et pratiques liturgiques dominantes ont souvent moins d'un siècle, c'est-à-dire qu'elles ont été adoptées alors que plus de la moitié de l'ère chrétienne était déjà passée.

Les changements les plus importants interviennent approximativement entre l'an 1000 et 1250. Une véritable révolution. Ils commencent par la réforme clunisienne. Quatre des huit premiers abbés de Cluny seront canonisés par la suite. Sept d'entre eux sont des hommes remarquables. Ils conseillent le pape, font office de légats pontificaux et servent d'ambassadeurs à l'empereur. Ce sont des hommes de culture, souvent de noble extraction, issus des plus grandes familles de Bourgogne et de Francie occidentale (ce qui contribuera à étendre l'influence de Cluny). Ils pèsent de tout leur poids pour promouvoir la réforme morale et spirituelle de l'Église. Léon IX, le pape

avec qui elle commence vraiment, est un ardent défenseur du point de vue clunisien. Sur les cinq années de son pontificat, il passe à peine six mois à Rome, allant d'un synode à l'autre, en France et dans le Saint Empire, remettant de l'ordre dans les pratiques locales, refrénant l'ingérence du pouvoir temporel dans les affaires de l'Église, châtiant le clergé coupable d'inconvenance et imposant un nouveau modèle de discipline ecclésiastique. L'un des premiers résultats obtenus est une uniformisation des pratiques au sein de l'Église. Celle-ci commence à paraître plus homogène.

La réforme débouche également sur la création d'un second grand ordre monastique, les Cisterciens, dont le nom est tiré de l'emplacement de leur première abbaye, sur la terre de Cîteaux, en Bourgogne. Ses fondateurs sont des bénédictins mécontents de la démarche clunisienne et soucieux de revenir à la rigueur originale de la règle de saint Benoît, en reprenant notamment la pratique du travail manuel, abandonnée par les moines de Cluny. L'un d'eux, saint Bernard, deviendra le plus grand promoteur de la réforme chrétienne et de la deuxième croisade, au XII^{e} siècle, en faveur de laquelle il prêchera. Son ordre aura une très grande influence sur la discipline monastique comme sur la structure ecclésiastique, poussant également l'Église vers une uniformité et une régularité plus prononcées.

Le succès de la réforme clunisienne transparaît aussi dans la ferveur et les convictions morales propres au mouvement des croisades, manifestation souvent authentiquement populaire de la religion. Toutefois, les nouveaux usages soulèvent aussi des oppositions, en partie au sein même des membres du clergé. Les évêques n'apprécient pas toujours l'ingérence du pape dans leurs affaires, et les curés de paroisse ne voient pas forcément la nécessité de renoncer à des pratiques anciennes que leurs ouailles acceptent (le mariage des clercs, par exemple).

L’opposition la plus spectaculaire à la réforme ecclésiastique éclate lors d’un grand conflit que la postérité a retenu sous le nom de « querelle des Investitures ». Si, pour certains, la controverse porte sur des principes chrétiens essentiels, la principale pomme de discorde est la question du partage du pouvoir et des richesses au sein des classes dirigeantes, vivier du gouvernement royal et ecclésiastique en Germanie et en Italie, deux fiefs du Saint Empire. D’autres pays seront cependant touchés par des querelles similaires : la France à la fin du XIe siècle et l’Angleterre au début du XIIe. En effet, une grande question de principe est en jeu et elle le restera, à savoir quelle est la relation adéquate entre le pouvoir temporel et l’autorité ecclésiastique.

L’épisode le plus connu de la querelle des Investitures se déroule juste après l’élection du pape Grégoire VII, en 1073. De son vrai nom Hildebrand (d’où l’adjectif « hildebrandien » parfois utilisé pour qualifier ses réformes ou son époque), Grégoire VII est loin d’avoir du charisme, mais c’est un pape courageux, doté d’une grande force morale. Autrefois conseiller de Léon IX, il se battra toute sa vie pour l’indépendance et la prédominance de la papauté au sein du monde chrétien occidental. Il est italien mais pas romain, ce qui explique peut-être pourquoi, avant d’être pape lui-même, il occupe un rôle de premier plan dans le transfert de l’élection des pontifes au collège des cardinaux et l’exclusion de la noblesse laïque romaine. Vraisemblablement, en faisant de la réforme une question de politique et de droit plus que de morale et de manières (comme c’est le cas pendant les douze années de son pontificat), Hildebrand provoque le conflit plus qu’il ne tente de l’éviter. Ce partisan de mesures énergiques ne se soucie pas trop des conséquences possibles.

Peut-être le conflit est-il déjà inévitable. Au cœur de la réforme se trouve un idéal, celui de l’indépendance de l’Église. Selon Léon IX et ses partisans, cette dernière ne peut accomplir sa tâche que libérée de toute ingérence

laïque. La séparation de l'Église et de l'État est une nécessité, et le clergé doit vivre une existence différente de celle des profanes et constituer une société distincte au sein de la communauté des chrétiens. De cet idéal découlent la lutte contre la simonie − l'achat d'une charge ecclésiastique −, la campagne contre le mariage des prêtres et un combat féroce contre l'intervention jusque-là incontestée des laïcs dans la nomination et la promotion des membres du clergé. Le nouveau mode d'élection des pontifes ne laisse à l'empereur Henri IV qu'un droit de veto théorique, rien de plus. On observe aussi une altération de l'esprit coopératif : certains papes évoluent déjà en eaux troubles en recherchant un soutien parmi les vassaux de l'empereur.

Le tempérament de Grégoire VII ne le prédispose nullement à la conciliation dans cette situation délicate. Une fois élu, il monte sur le trône de saint Pierre sans attendre le consentement impérial et se contente d'informer Henri IV du fait accompli. Deux ans plus tard, il publie un décret sur l'investiture laïque, interdisant à tout profane de nommer ou d'élire les évêques et autres ecclésiastiques, et il excommunie certains des conseillers cléricaux d'Henri IV au motif qu'ils se sont rendus coupables de simonie en achetant leur charge. Enfin, pour couronner le tout, il somme l'empereur de comparaître devant lui pour répondre de l'accusation de mauvaise conduite.

Henri IV réagit d'abord par le truchement de l'Église ; il réunit un synode germanique pour déposer Grégoire VII, ce qui lui vaut d'être excommunié. Cette sanction ne lui importerait pas autant s'il n'avait pas en face de lui, en Germanie, des ennemis puissants qui, désormais, ont le soutien du pape. Alors Henri doit céder. Pour éviter un jugement devant les évêques germaniques, présidé par Grégoire VII, déjà en route, il se rend à Canossa, dans le nord de l'Italie, en habit de pénitent. Humilié, il attend, pieds nus dans la neige, que le pape accepte sa contrition.

Par son aspect spectaculaire, cette confrontation entre les pouvoirs temporel et ecclésiastique restera gravée dans les annales de l'histoire. Pourtant, le pape n'a pas vraiment gagné. L'épisode de Canossa ne provoque pas de gros remous. Le souverain pontife adopte une position trop extrême. Il va au-delà du droit canon pour défendre une doctrine révolutionnaire : lorsque le pape les juge indignes ou inaptes, les rois ne sont que des fonctionnaires éjectables. Pour des hommes dont la vision morale est dominée par l'idée du caractère sacré des serments d'allégeance, cette position est incroyablement subversive. Elle présage déjà la théocratie que certains revendiqueront plus tard ; pour un souverain, quel qu'il soit, elle est forcément inacceptable.

Au cours des cinquante années suivantes, la question des investitures reste d'actualité. Grégoire VII perd la compassion que lui a valu la brutalité d'Henri IV, et c'est seulement en 1122 qu'un autre empereur accepte un concordat, perçu comme une victoire du pape, bien que sous couvert de diplomatie. Grégoire VII est cependant un véritable pionnier. Il a différencié ecclésiastiques et profanes comme jamais personne auparavant ne l'avait fait, et ses exigences de distinction et de suprématie du pouvoir pontifical ne connaissent pas de précédent. Puis, au cours des deux siècles suivants, ces thèmes reviennent à l'honneur, car jurisprudence et juridiction pontificales y travaillent avec ardeur. Les conflits juridiques disparaissent de plus en plus des tribunaux ecclésiastiques locaux pour arriver devant les juges pontificaux, à Rome ou dans les instances locales. Vers 1100, le travail préliminaire est achevé ; tout est en place pour l'instauration d'une véritable monarchie pontificale. En Angleterre s'affrontent les protagonistes d'une querelle spectaculaire sur la question des privilèges cléricaux et de l'immunité ecclésiastique, sujet qui sera d'actualité plus tard ; dans l'immédiat, il est à l'origine de l'assassinat (puis de la canonisation) de Thomas

Becket, archevêque de Canterbury. Toutefois, dans l'ensemble, l'immunité judiciaire considérable dont bénéficie le clergé n'est pas vraiment contestée.

Sous le pontificat d'Innocent III, les prétentions papales à l'instauration d'une théocratie atteignent une nouvelle hauteur théorique. Certes, il ne va pas tout à fait aussi loin que Grégoire VII. Il ne revendique aucun absolutisme du pouvoir temporel dans l'ensemble du monde chrétien occidental, mais il déclare que, par l'autorité qui lui est conférée, la papauté transfère la dignité impériale des Byzantins aux Francs. Au sein de l'Église, son pouvoir n'est guère limité autrement que par les insuffisances de la machinerie bureaucratique, passage intermédiaire obligé. Mais cela n'empêche pas la puissance pontificale d'intervenir encore et souvent en faveur des idées réformistes. Le célibat des prêtres se banalise et se généralise. Parmi les nouvelles pratiques imposées à la communauté chrétienne au XII^{e} siècle figure la confession auriculaire régulière, un instrument de contrôle puissant dans une société axée sur la religion et minée par l'angoisse. Sur le plan doctrinal, un nouveau dogme est imposé à partir du XIII^{e} siècle, celui de la transsubstantiation, affirmant la présence réelle, par le biais d'un processus mystique, du corps et du sang du Christ dans le pain et le vin de l'eucharistie.

Le baptême final de l'Europe du milieu du Moyen Âge est un grand spectacle. La réforme monastique et la théocratie s'unissent à l'effort intellectuel et au déploiement d'une nouvelle richesse architecturale pour faire de cette époque le nouvel acmé de l'histoire chrétienne depuis les Pères de l'Église. Cette réussite, peut-être essentiellement fondée sur une évolution intellectuelle et spirituelle, est avant tout visible dans la pierre. L'architecture dite « gothique » est une création de cette période. Elle dessine le paysage européen, dominé et parfois ponctué, jusqu'à l'arrivée du chemin de fer, de flèches et clochers surplombant chaque

petite bourgade ou village. Alors que jusqu'au XII^{e} siècle les grands édifices religieux étaient le plus souvent monastiques, on commence à bâtir, particulièrement dans le nord de la France et en Angleterre, une étonnante série de cathédrales qui resteront l'un des plus beaux fleurons de l'art européen. Avec les châteaux forts, elles constitueront les joyaux de l'architecture du Moyen Âge.

Ces investissements colossaux semblent susciter une grande ferveur populaire, bien qu'il soit difficile de pénétrer dans le secret des mentalités qui se cachent derrière. Par analogie, on pourrait rapprocher cela de l'enthousiasme des hommes du XX^{e} siècle pour l'exploration de l'espace, mais ce serait oblitérer la dimension surnaturelle de ces édifices grandioses. Il s'agit à la fois d'offrandes à Dieu et d'une part essentielle de l'instrumentation terrestre de l'évangélisme et de l'instruction religieuse. Les immenses nefs et collatéraux accueillent les processions de reliques et les foules de pèlerins venues les voir. Les vitraux illustrent des passages de la Bible, le centre de la culture européenne. Les façades sont ornées de sculptures didactiques représentant le sort qui attend justes et injustes. Avec les cathédrales, le christianisme édifie un nouveau vecteur de promotion et une autre forme de collégialité. Il n'est pas possible non plus de mesurer le plein impact de ces grands édifices sur la pensée des contemporains de l'époque sans évoquer le contraste entre leur splendeur et la réalité quotidienne, beaucoup plus prononcé qu'on ne saurait l'imaginer aujourd'hui.

Le pouvoir et la pénétration du christianisme organisé sont encore accentués par l'apparition de nouveaux ordres religieux, dont deux particulièrement remarquables : les ordres mendiants franciscain et dominicain, que les Anglais nomment respectivement frères « gris » et frères « noirs », d'après la couleur de leur bure. Les Franciscains sont de vrais révolutionnaires : leur fondateur, saint François d'Assise, a quitté sa famille pour vivre dans la pauvreté,

parmi les malades, les nécessiteux et les lépreux. Les compagnons qui bientôt le rejoignent s'engagent avec enthousiasme sur la voie de l'imitation de Jésus-Christ, de sa pauvreté et de son humilité. Au départ, leur démarche n'a rien d'officiel et François n'a jamais été prêtre, mais le pape Innocent III se montre très astucieux : au lieu de laisser ce mouvement potentiellement schismatique échapper à son contrôle, il prend les Franciscains sous son aile et leur ordonne de nommer un supérieur. Grâce à lui, la nouvelle congrégation doit une obéissance rigoureuse au Saint-Siège, et cette règle va se perpétuer. Les frères gris font contrepoids aux autorités ecclésiastiques locales : ils n'ont pas besoin de l'autorisation de l'évêque du diocèse pour prêcher. Se sentant menacés, les ordres monastiques plus anciens s'opposent aux Franciscains mais, en dépit de quelques querelles internes sur des questions d'organisation, la congrégation prospère et finit par se doter d'une importante structure administrative, tout en gardant pour caractéristiques l'évangélisation des pauvres et les missions.

Les Dominicains ont un objectif plus restreint. Leur fondateur est un prêtre catalan parti en Languedoc prêcher l'évangile aux Albigeois, considérés comme hérétiques. Ses compagnons forment un nouvel ordre prédicateur. À la mort de Dominique, en 1221, les dix-sept amis des débuts ont formé une congrégation de plus de 500 frères. Comme les Franciscains, ces frères mendiants liés par le vœu de pauvreté se lancent dans l'action missionnaire. Leur impact étant cependant avant tout intellectuel, ils exercent une grande influence sur une nouvelle institution d'une importance considérable qui commence juste à prendre forme : les premières universités. Les Dominicains iront aussi grossir les rangs des inquisiteurs, chargés de lutter contre l'hérésie, apparue au début du XIII^{e} siècle. Depuis le IV^{e} siècle, les hommes d'Église ont encouragé la persécution des hérétiques, mais la première décrétale

prononçant l’anathème ne date que de 1184. C’est seulement sous le pontificat d’Innocent III que la persécution est imposée aux souverains catholiques comme un devoir.

Les Albigeois ne sont pas catholiques, la chose est entendue, mais de là à les considérer comme hérétiques… Leurs convictions religieuses reflètent les doctrines manichéennes ; ce sont des dualistes et certains rejettent le monde matériel, qui, selon eux, procède d’un mauvais principe. Comme ceux de nombreux hérétiques plus tard, les points de vue religieux hétérodoxes sont présumés contenir des aberrations, ou du moins ne pas être conformes aux pratiques morales et sociales. Innocent III semble avoir décidé de persécuter les Albigeois après l’assassinat de son légat dans le Languedoc. En 1209, il lance la croisade contre les hérétiques, qui attire de nombreux laïcs, du nord de la France en particulier, prêts à sauter sur l’occasion de s’emparer des terres et demeures des cathares. Cette croisade comporte toutefois une innovation de taille, à savoir l’union de l’Église et de l’État dans le monde chrétien occidental pour écraser les dissidents susceptibles de mettre l’une ou l’autre en danger. Le procédé sera longtemps efficace, mais jamais complètement.

Pour juger de la théorie et de la pratique de l’intolérance au Moyen Âge, il faut avoir en mémoire le risque effroyable que l’hérésie fait courir aux membres de la société, menacés de tourments éternels. Les persécutions n’empêchent pas, cependant, l’apparition de nouveaux courants hérétiques de temps à autre, au cours des trois siècles suivants, parce qu’ils expriment des besoins réels. En un sens, l’hérésie est la mise à nu d’une lacune au cœur de la réussite si spectaculaire de l’Église. Les hérétiques sont la preuve vivante d’une insatisfaction par rapport au résultat d’une bataille de longue haleine et souvent héroïque. D’autres détracteurs se feront entendre en temps opportun et de

manière différente. La théorie de la théocratie pontificale donne lieu à une contre-doctrine ; des penseurs soutiennent que, la sphère d'influence de l'Église étant déterminée, ses activités ne vont pas jusqu'à intervenir dans les affaires séculières. À mesure que se fera jour une plus grande conscience des communautés nationales et du respect dû à leurs revendications, ce point de vue présentera un attrait de plus en plus fort. Le mysticisme se développe et tend à échapper à la structure ecclésiastique. Au sein de mouvements spirituels comme celui des Frères de la vie commune, qui suivent les enseignements du moine mystique Thomas a Kempis, les profanes instaurent des pratiques religieuses et des formes de dévotion sur lesquelles le clergé n'a parfois aucun contrôle.

Ces mouvements reflètent le grand paradoxe de l'Église médiévale. Portée au pinacle du pouvoir et de la richesse, elle met ses vastes propriétés, la dîme et l'impôt pontifical au service d'une hiérarchie impressionnante dont la grandeur matérielle reflète la gloire de Dieu. Les gigantesques cathédrales, grandes abbatiales, splendides liturgies, fondations et bibliothèques savantes concrétisent la dévotion et les sacrifices des fidèles. Or, l'objet même de cette énorme concentration de pouvoir et de grandeur est de prêcher un évangile axé sur la glorification de la pauvreté et de l'humilité et mettant en exergue la supériorité des choses qui ne sont pas de ce monde.

Le matérialisme de l'Église soulève de plus en plus de critiques. Non pas, simplement, parce que quelques grands du clergé se prélassent sur un matelas de privilèges et de dotations pour assouvir leur appétit en négligeant leurs ouailles, mais aussi à cause d'une déformation plus subtile, inhérente au pouvoir. L'identification de la défense de la foi avec le triomphe d'une institution a donné à l'Église un visage de plus en plus bureaucratique et légaliste − un point soulevé dès l'époque de saint Bernard, où, disait-on, les juristes ecclésiastiques étaient déjà trop nombreux. Vers

le milieu du XIII^{e} siècle, on assiste à un juridisme éhonté. La papauté elle-même n'est pas à l'abri des critiques. À la mort d'Innocent III, l'Église du réconfort et des sacrements se cache déjà derrière le masque de granit de la centralisation. On confond revendications religieuses et affirmation de soi d'une monarchie ecclésiastique exigeant d'être libérée de toute contrainte. Il est d'ores et déjà difficile de conserver à la tête de l'Église des hommes qui ont une dimension spirituelle ; Marthe pousse Marie dans les coulisses, parce qu'il faut connaître l'administration et le droit pour diriger une machine qui, de plus en plus, crée elle-même ses propres objectifs.

En 1294, un ermite connu pour sa piété est élu pape, mais très vite s'envolent tous les espoirs que cette élection a fait naître. Célestin V, apparemment incapable d'imposer son désir de réformes à la Curie, se voit contraint de démissionner au bout de quelques semaines. Boniface VIII lui succède. Parce qu'il incarne toutes les prétentions de la papauté dans ce qu'elle a de plus excessif en politique et en arrogance, on l'a désigné comme le dernier pape du Moyen Âge. Avocat de formation, et par tempérament très éloigné de la spiritualité, il a une violente altercation avec les rois d'Angleterre et de France, et lors du jubilé de l'an 1300 il fait porter devant lui deux épées, symboles des deux pouvoirs, temporel et spirituel. Deux ans plus tard, il affirme que, pour obtenir le salut, il faut croire en la souveraineté du pape sur tout être humain.

Sous son pontificat culmine le long bras de fer avec les rois. Presque cent ans auparavant, le pape avait jeté l'interdit sur le royaume d'Angleterre, une sentence terrible qui interdisait l'administration des sacrements tant que le roi ne faisait pas acte de repentir et ne se réconciliait pas avec l'Église. Les sujets du royaume ne pouvaient ni baptiser leurs enfants, ni obtenir l'absolution, une frustration terrible en cette époque de grande ferveur religieuse. Contraint et forcé, le roi Jean avait cédé. Un

siècle plus tard, les choses ont bien changé. Les évêques et leur clergé se sont brouillés avec une Église qui a sapé leur autorité. Ils peuvent comprendre la montée d'un sentiment négatif de la nation envers la papauté, dont les prétentions atteignent des sommets sous le pontificat de Boniface VIII, et lorsque les rois de France et d'Angleterre rejettent l'autorité du pape, ils trouvent des hommes d'Église pour les soutenir. Ils peuvent aussi compter sur l'appui d'une noblesse italienne animée d'un profond ressentiment. En 1303, une grande famille romaine engage des troupes, à la solde des Français, pour poursuivre le pape jusque dans sa ville natale d'Anagni, où il passe l'été. Les assaillants s'emparent de Boniface VIII d'une manière outrageante. Ses concitoyens le libèrent. Le pape ne mourra pas en prison (contrairement à Célestin, qu'il avait fait incarcérer) mais il décédera tout de même quelques semaines plus tard, très certainement à la suite du traumatisme subi.

Pour la papauté, et certains diront même pour l'Église, les temps difficiles ne font que commencer. Pendant plus de quatre siècles vont se succéder des vagues d'hostilité récurrentes et de plus en plus fortes qui, bien que souvent affrontées de manière héroïque, se termineront par une remise en question du christianisme. À la fin de son pontificat déjà, les bulles revendicatrices de Boniface VIII ne présentent quasiment plus aucune pertinence ; personne ne tente une action pour le venger. Désormais, c'est le défaut de spiritualité qui provoque les réactions les plus vives : la papauté sera condamnée bien davantage pour son obstruction aux réformes que pour ce qu'elle exige d'obtenir des rois. Pourtant, les critiques se heurtent longtemps à d'innombrables limites. La notion de critique autonome, qui se justifie par elle-même, est impensable au Moyen Âge : c'est pour leur incapacité à exécuter les tâches religieuses qui traditionnellement leur incombent que l'on attaque les hommes d'Église.

En 1309, un pape français transfère la Curie pontificale en Avignon. La ville appartient au roi de Naples, mais elle reste dépendante du pouvoir des rois de France, dont elle jouxte le territoire. Lorsqu'elle devient le siège de la résidence papale (situation qui durera jusqu'en 1377), on y trouve une grande concentration de cardinaux français. Très vite convaincus que les papes sont devenus les instruments des rois de France, les Anglais et le Saint Empire prennent des mesures contre l'affirmation de l'autorité papale dans leurs territoires. Les princes-électeurs déclarent que leur vote ne requiert ni approbation ni confirmation du pape et que Dieu seul confère son pouvoir à l'empereur.

En Avignon, les papes font construire un immense palais dont l'édification symbolise leur décision de rester éloignés de Rome et dont le luxe témoigne d'un attachement croissant aux biens matériels. La cour papale est d'une magnificence inédite, constituée d'une armada de serviteurs et d'administrateurs rémunérés par l'impôt ecclésiastique et les détournements d'argent. Pourtant, le XIV^{e} siècle connaît de graves difficultés économiques ; on exige d'une population très restreinte une participation financière accrue aux dépenses plus élevées (certains diront même exorbitantes) de la papauté. La centralisation continue d'engendrer la corruption − l'abus du droit pontifical à pourvoir les bénéfices vacants en est un exemple flagrant − et les accusations de simonie et de pluralisme prennent un caractère de plus en plus plausible. Manifestement, la conduite personnelle des membres du haut clergé s'écarte de l'idéal apostolique.

L'exil papal en Avignon alimente un anticléricalisme et un antipapisme populaires, différents de ceux des monarques exaspérés par les prêtres qui n'acceptent pas de reconnaître ce qui est de leur ressort. Une grande partie du clergé a le sentiment que les riches abbayes et les évêques matérialistes sont le signe d'une Église sécularisée, un

paradoxe qui vient ternir l'héritage de Grégoire VII. Les critiques finissent par prendre une telle ampleur qu'en 1377 la papauté décide de retourner à Rome… pour s'y trouver confrontée au plus grand scandale de l'histoire de l'Église, le « grand schisme d'Occident » : les monarques séculiers veulent à tout prix que leur royaume soit pourvu d'Églises quasi nationales et s'opposent au collège de quelque vingt cardinaux résolus à manipuler la papauté pour conserver leurs revenus et leur position. Cette situation conduit à l'élection de deux papes, le second étant le choix des seuls cardinaux français. Trente années durant, Rome et Avignon prétendront toutes deux à la position de siège pontifical. En 1409, le concile de Pise élit un troisième candidat. À mesure que la crise se poursuit, la papauté essuie des critiques de plus en plus virulentes. « Antéchrist » devient l'injure favorite à l'endroit du prétendant à l'héritage de saint Pierre. Des rivalités séculières interviennent, compliquant la situation. *Grosso modo*, le pape d'Avignon a pour alliés la France, l'Écosse, l'Aragon et Milan, et le pape romain peut compter sur le soutien de l'Angleterre, des empereurs du Saint Empire, de Naples et de la Flandre.

Le schisme semble pourtant annoncer une remise à neuf et une réforme. Quatre conciles se réunissent pour décider d'une résolution. En définitive, le nombre de papes est réduit à un seul, siégeant à Rome, à partir de 1420. Certains espéraient néanmoins davantage, attendant une véritable réforme. Les conciles se sont laissés détourner de cet objectif. Ils ont préféré se consacrer à la lutte contre l'hérésie et, une fois acquise la restauration d'un pontificat unicéphale, l'action en faveur des réformes a perdu sa dynamique. Le principe de l'existence, au sein de l'Église, d'une autorité conciliaire alternative engendrera beaucoup de suspicion à Rome au cours des quatre siècles suivants.

Durant ces quatre années de conciles, l'hérésie, jusque-là sous-jacente, explose sous la forme d'un torrent réformateur. Deux hommes remarquables, John Wyclif en

Angleterre et Jan Hus en Bohême, concentrent sur eux les mécontentements auxquels le schisme a donné lieu. Ce sont d'abord et avant tout des théologiens réformateurs, bien que Wyclif soit un enseignant et un théosophe plus qu'un homme d'action. Hus devient le chef de file d'un mouvement qui s'intéresse à des questions nationales autant qu'ecclésiastiques ; en tant que prédicateur, à Prague, son influence est considérable. Condamné par le concile de Constance pour ses points de vue hérétiques sur la prédestination et la propriété des biens de l'Église, il est brûlé vif en 1415. Ensuite, le grand élan réformiste insufflé par Wyclif et Hus retombe, car leurs critiques sont passées sous silence, mais le ver est dans le fruit : ils ont exploité un filon antipapiste national qui se révèle extrêmement destructeur pour l'unité de l'Église d'Occident. Vingt ans après la mort de Jan Hus, catholiques et hussites se disputeront encore la Bohême au cours de guerres civiles sans merci.

Pendant ce temps, la papauté elle-même se montre conciliante dans ses rapports diplomatiques avec les monarques du XV^{e} siècle. La ferveur religieuse semble de plus en plus contourner l'appareil central de l'Église. Elle échappe souvent aux structures ecclésiastiques et formalistes et se manifeste par un flot continu d'ouvrages mystiques, transparaissant dans les nouveaux courants de la religion populaire. Dans l'art pictural, la passion du Christ devient le sujet de prédilection ; la dévotion aux saints, un engouement particulier pour la flagellation, les épidémies de manies dansantes, tout indique une nervosité exacerbée. L'histoire de Savonarole, dominicain à qui son immense succès a permis d'établir une dictature morale à Florence dans les années 1490, montre bien l'attrait et le pouvoir que peut exercer un prédicateur populaire. Au XIV^{e} et au XV^{e} siècle, le peuple accorde une place importante à l'individu et aux dévotions. Un autre fait marquant de l'insuffisance de la hiérarchie à la fois dans sa vision et dans

son appareil est le peu d'intérêt porté à l'œuvre missionnaire en dehors de l'Europe.

Tout bien considéré, le XV^{e} siècle laisse une impression de retrait, de reflux après un immense effort de près de deux cents ans. Pourtant, si nous laissions de côté l'Église médiévale en ne gardant que cela en mémoire, nous courrions le risque de nous méprendre gravement sur une société que, plus qu'aucun autre facteur, la religion a rendu très différente de la nôtre. L'Europe est toujours celle du monde chrétien, et de façon encore plus consciente après 1453. À l'intérieur de ses frontières, la vie est presque entièrement définie par la religion. En définitive, tout le pouvoir découle de Dieu. Pour la plupart des hommes et des femmes, l'Église est le seul témoin et garant des grands événements de l'existence − mariage, naissance et baptême des enfants, décès. Un grand nombre d'entre eux s'y consacrent entièrement : proportionnellement, les moines ou nonnes qui entrent en religion sont beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui ; mais, si ces novices pensent quitter un quotidien hostile en trouvant refuge dans la vie claustrale, le monde séculier auquel ils renoncent n'est pas, comme le nôtre, tout à fait distinct d'une Église traitée avec indifférence. L'érudition, la charité, l'administration, la justice et des pans entiers de la vie économique entrent dans la sphère de compétence et les règles de la religion.

Lorsque les hommes d'Église sont l'objet d'attaques, c'est au nom des règles enseignées par l'Église elle-même, et en en appelant à la connaissance de la volonté de Dieu telle qu'elle leur a été dictée. Le mythe religieux n'est pas seulement la source la plus profonde de la civilisation, il est la vie de toute l'humanité. Il détermine la finalité de l'homme en fonction d'un bien qui surpasse tout. En dehors de l'Église, communauté de tous les fidèles, il n'existe rien d'autre que le paganisme. Tapi dans l'ombre, le diable, conçu sous une forme très matérielle, attend ceux qui s'éloignent du chemin de la grâce. Et si, parmi ces brebis

égarées, se trouvent des évêques ou des papes, alors tant pis pour eux. La faiblesse humaine ne saurait compromettre la vision religieuse de la vie. La justice de Dieu se manifestera et le grand jour de Sa colère, lorsque toute chose prendra fin, Il séparera les moutons d'avec les chèvres.

Le fait religieux n'est toutefois pas le seul à croître et à évoluer dans cette Europe du bas Moyen Âge. L'État aussi. Aujourd'hui, nous sommes pour la plupart tout à fait habitués à l'idée d'un État qui gouverne. Il est communément admis que la surface du globe se partage entre des organisations impersonnelles œuvrant au travers de personnages officiels désignés de différentes façons, et que ces organisations exercent l'autorité finale dans tous les domaines. On pense souvent que, d'une certaine manière, les États représentent des peuples ou des nations. Qu'il en soit ainsi ou non, ces États sont les composantes à partir desquelles la plupart d'entre nous construisons une représentation politique du monde moderne.

Rien de tout cela n'aurait été compréhensible pour un Européen de l'an 1000 ; cinq cents ans plus tard, une grande partie aurait pu l'être, mais pas pour tous les Européens. Le processus à l'origine de l'État moderne, quoique loin d'être achevé en 1500, est l'un des jalons qui délimitent cette période de l'histoire. La réalité des faits a précédé les principes et les idées. À partir du XIII^{e} siècle, bon nombre de gouvernants, généralement des rois, possèdent − pour diverses raisons − les moyens d'accroître leur pouvoir sur leurs sujets, souvent d'ailleurs parce qu'ils peuvent entretenir de grandes armées dotées d'armes très efficaces. Les canons en fer datent du début du XIV^{e} siècle, mais les bronzes suivent, et au tournant du siècle suivant de grosses pièces en fonte font leur apparition. Face à une telle artillerie, il devient impossible aux grands seigneurs de défier leur souverain depuis l'intérieur de leur château. Les arbalètes en acier donnent également l'avantage à ceux qui

en ont les moyens. Vers 1500, de nombreux souverains commencent à avoir le monopole de l'usage des forces armées au sein de leur royaume. Ils se disputent aussi plus âprement les frontières, et ces querelles cachent beaucoup plus qu'une simple amélioration des techniques de levé de terrain. On assiste à un changement de priorité : pour le souverain, il ne s'agit plus d'exercer son autorité sur ses vassaux, mais sur les peuples d'une région. La dépendance territoriale éclipse celle des personnes.

Sur de telles agglomérations de territoires, l'exercice direct du pouvoir régalien revient de plus en plus à des fonctionnaires, qu'il faut payer, comme l'armement. C'est la fin du régime monarchique féodal, de l'allégeance des vassaux, qui en échange des faveurs du roi accomplissaient une grande partie de ses devoirs et lui apportaient leur soutien lorsque ses besoins outrepassaient les ressources des domaines royaux. Ce régime cède le pas à un autre, où le gouvernement est assuré par des administrateurs dont la tâche principale est de lever les impôts qui permettront de les rémunérer (moyennant de plus en plus souvent un versement en espèces et non un paiement en nature). Au XVI^{e} siècle, parchemins et rouleaux commencent à s'effacer devant les premiers filets puis ruisselets de ce qui deviendra le flot de la paperasserie moderne.

Cette esquisse masque l'extrême importance et la grande complexité de ce changement. Il est lié à tous les aspects de la vie, à la religion et à l'autorité qu'elle incarne, à l'économie et aux ressources qu'elle offre, en même temps qu'aux possibilités sociales qu'elle ouvre ou ferme, ainsi qu'aux idées et à la pression que celles-ci exercent sur des institutions toujours malléables. Mais le résultat n'est pas mis en doute. D'une façon ou d'une autre, vers 1500, l'Europe commence à s'organiser autrement, s'écartant de celle des Carolingiens et des Ottoniens. Si, dans leur grande majorité, les liens locaux et personnels restent pendant des siècles les plus importants pour la plupart des Européens, la

société est institutionnalisée d'une manière différente de l'époque où même les allégeances tribales comptaient encore. La relation suzerain-vassal, qui semble épuiser la pensée politique depuis si longtemps, avec en arrière-plan les vagues revendications du pape et de l'empereur, commence à s'effacer devant l'idée d'un pouvoir princier sur tous les habitants d'un domaine, une notion résolument nouvelle lorsqu'un souverain l'affirme de manière extrême (comme lorsque le roi d'Angleterre, Henri VIII, décrète qu'un prince ne connaît d'autorité supérieure que celle de Dieu).

Bien entendu, cette évolution ne se produit pas partout de la même manière ni au même rythme. En 1800, la France et l'Angleterre pourraient être considérées comme des nations depuis déjà des siècles, dans une acception du terme à laquelle l'Allemagne et l'Italie ne sauraient encore prétendre. Où qu'elle se produise, cette mutation provient généralement d'un accroissement de l'influence des familles royales. Les rois jouissent de privilèges importants. En se montrant circonspects dans la direction de leurs affaires, ils assoient plus solidement leur pouvoir au sein de leurs domaines (généralement vastes et parfois même très vastes) que les nobles dans leurs petites propriétés. La fonction régalienne est entourée d'une mystérieuse aura que reflète le caractère solennel des couronnements et des sacres. Les cours royales semblent promettre une justice plus indépendante et moins coûteuse que celle des seigneurs féodaux locaux. Au XII^{e} siècle commence aussi à émerger la conscience de la nécessité de disposer de textes de loi, et les rois sont bien placés pour dire quelles règles doivent régir leur cour. Ils peuvent donc recourir non seulement aux possibilités offertes par la structure féodale qu'ils chapeautent − ou presque −, mais aussi à d'autres forces extérieures à celle-ci. L'une d'elles, qui prend lentement de l'importance, est le sentiment d'appartenance à une nation.

Bien que la plupart des hommes d'aujourd'hui tiennent cette idée pour acquise, nous devons rester prudents et nous garder de la situer antérieurement à son apparition. Aucun État médiéval n'est national au sens où nous l'entendons aujourd'hui, et la plupart montrent de grandes faiblesses. Néanmoins, vers 1500, les sujets des rois d'Angleterre et de France auraient toutes les raisons de se croire différents des étrangers autres que leurs concitoyens (ils pourraient presque considérer que les habitants du village voisin sont aussi des étrangers). Deux cents ans auparavant déjà, une distinction a été faite entre les personnes nées dans le royaume et les autres, et depuis, le sens communautaire des autochtones s'est régulièrement renforcé. L'un des symptômes de cette évolution est l'apparition de la dévotion populaire à des saints patrons nationaux : si des églises ont été consacrées à saint Georges sous la monarchie anglo-saxonne, la croix du saint, rouge sur fond blanc, n'apparaît sur l'uniforme des soldats anglais qu'au XVI^{e} siècle, lorsqu'il est officiellement reconnu protecteur de l'Angleterre (la légende de saint Georges terrassant le dragon est née au XII^{e} siècle seulement et pourrait être le fruit d'un amalgame avec Persée, le héros de la mythologie grecque).

Autre signe de métamorphose, on assiste aux prémices d'une historiographie nationale (qu'annonçait déjà l'introduction du thème des âges sombres dans les récits des peuples germaniques) et à la découverte de héros nationaux. Au XII^{e} siècle, un Gallois invente plus ou moins le personnage mythique du roi Arthur, et à la même période un chroniqueur irlandais crée le mythe anhistorique du grand roi Brian Boru, défenseur de l'Irlande chrétienne contre les Vikings. Surtout, une littérature vernaculaire se développe. L'espagnol, l'italien puis le français et l'anglais commencent à rompre la barrière latine dressée autour de la créativité littéraire. On reconnaît l'ancêtre de ces langues d'aujourd'hui dans les poèmes épiques du XII^{e} siècle comme

la *Chanson de Roland*, qui transforme la défaite de Charlemagne à Roncevaux devant les montagnards vascons en un ultime et glorieux combat de Roland et de son arrière-garde contre les Sarrasins, ou encore le *Poème du Cid*, chanson de geste à la gloire du héros national espagnol. Le XIV^{e} siècle sera celui de Dante et des auteurs anglais William Langland et Geoffrey Chaucer, tous trois écrivant dans une langue lisible aujourd'hui sans grande difficulté.

Il ne faudrait pas exagérer l'impact immédiat de cette mutation. Pendant des siècles encore, les hommes restent fidèles à la famille, aux communautés locales, à la religion ou aux guildes. Les institutions nationales qu'ils ont pu voir se développer autour d'eux ne contribuent guère à entamer ce conservatisme ; il ne s'agit souvent que d'officiers de justice du roi ou de collecteurs d'impôts, guère plus, et même en Angleterre, pourtant le plus « national » des États du bas Moyen Âge, une grande partie de la population ne connaît encore ni les premiers ni les seconds. Les paroisses rurales et les petites bourgades médiévales sont en revanche de véritables communautés et, en temps ordinaire, elles donnent suffisamment matière à réflexion en termes de responsabilités sociales. Il nous faut réellement trouver un autre mot que « nationalisme » pour évoquer les brefs et sporadiques aperçus qu'une communauté peut avoir du royaume susceptible de concerner de temps à autre l'homme médiéval, ou encore, le cas échéant, pour dépeindre l'agacement qui peut dégénérer subitement en révolte contre la présence d'étrangers, ouvriers ou marchands (l'origine de l'antisémitisme médiéval est bien sûr très différente). Pourtant, de temps à autre, ces préludes au sentiment national révèlent la lente consolidation de l'assise des nouveaux États de l'Europe occidentale.

Les premiers États à couvrir plus ou moins les mêmes territoires qu'aujourd'hui sont l'Angleterre et la France. Après l'invasion de l'Angleterre anglo-saxonne en 1066,

quelques milliers de Normands débarquent de France pour former une nouvelle classe dirigeante. Leur chef, Guillaume le Conquérant, leur octroie des terres, mais il en conserve une grande partie pour lui-même (le domaine royal est beaucoup plus vaste que celui de ses prédécesseurs anglo-saxons) et sur le reste il affirme sa suzeraineté suprême : il se veut le seigneur des terres du pays ; tout ce que la population détient provient de lui, directement ou indirectement. Il hérite aussi du prestige et de l'appareil de l'ancienne monarchie anglaise − ce qui n'est pas anodin : hiérarchiquement, il est au-dessus de ses compagnons de guerre normands dont les plus grands deviennent ses comtes et barons, et les moindres d'entre eux des chevaliers. Ensemble, ils gouverneront l'Angleterre, à partir de mottes castrales au début, fortifications de terre et de bois qu'ils étendront à l'ensemble du territoire.

Les Normands ont conquis l'une des sociétés les plus civilisées d'Europe, qui sous la royauté anglo-normande continue à faire preuve d'une vigueur étonnante. Quelques années après le triomphe de Guillaume le Conquérant, le gouvernement anglais met en œuvre l'une des mesures administratives les plus remarquables de l'époque : la réalisation du *Domesday Book*. Le « Livre du jugement dernier » est le produit d'une vaste enquête destinée à servir la Couronne. Les éléments probatoires de cet inventaire de l'Angleterre sont fournis par des jurys envoyés dans chaque comté et centurie. Le soin minutieux apporté à ce recensement impressionne fortement un chroniqueur anglo-saxon de l'époque, qui notera avec une certaine amertume que pas un bœuf, pas une vache, ni même un cochon n'a échappé à l'œil sagace des hommes de Guillaume (« il est lamentable d'en faire état ici, mais il n'a pas paru lamentable au roi d'ordonner ce décompte »). Au cours du siècle suivant, on assiste à une évolution rapide, voire fulgurante, de la force juridique de la Couronne. Si, de temps à autre, quelques minorités et la faiblesse de certains

monarques conduisent à l'octroi de concessions royales aux grands de la noblesse, dans son essence l'intégrité de la monarchie n'est pas compromise. Pendant cinq cents ans, l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre se confond avec celle de la Couronne − sa montée en puissance et son déclin. Cette situation est en grande partie le fruit de son insularité, la mer isolant le pays de ses ennemis potentiels, sauf au nord. Toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays est difficile : les Normands resteront les derniers envahisseurs à avoir réussi ce tour de force.

Longtemps les monarques anglo-normands sont cependant bien plus que les souverains d'un État insulaire. Héritiers d'un ensemble complexe de possessions et de fiefs qui s'étendent jusque dans le sud-ouest de la France, comme leurs partisans ils parlent le dialecte normand. La perte de la plus grande partie de leur territoire angevin, au début du XII^{e} siècle, revêt une importance capitale pour la France comme pour l'Angleterre. Et les querelles entre les deux enrichissent le substrat sur lequel va se développer le sentiment d'appartenance à une nation.

Les Capétiens se sont farouchement accrochés à la couronne de France. Du X^{e} au XIV^{e} siècle, ils se succèdent sans briser la chaîne héréditaire et élargissent le domaine royal à la base de leur pouvoir. Les riches terres des Capétiens se situent au cœur de la France actuelle, dans la région céréalière de l'Île-de-France, qui restera longtemps la seule partie du pays à s'appeler la Francie, commémorant ainsi son appartenance à l'ancien royaume franc. Le domaine des premiers Capétiens se différencie donc des autres territoires carolingiens occidentaux, comme la Bourgogne. Vers 1300, leurs énergiques successeurs ont permis d'étendre la France à Bourges, Tours, Gisors et Amiens. Les souverains français ont aussi acquis la Normandie et d'autres fiefs des rois d'Angleterre.

N'oublions pas, en effet, qu'au XIV^{e} siècle (et plus tard) la France est encore constituée de grands fiefs et duchés qui

ne permettent pas de penser le royaume capétien comme une entité monolithique. Et pourtant, il possède un caractère unitaire, même si cette unité repose en grande partie sur le lien personnel. Au XIVe siècle, elle est considérablement renforcée par un long conflit avec l'Angleterre, resté dans les annales de l'histoire sous l'appellation trompeuse de « guerre de Cent Ans ». En réalité, entre 1337 et 1453, Français et Anglais se battent de façon sporadique. Il est difficile de soutenir l'effort de guerre en permanence, car le Trésor royal en pâtit. Pour les souverains anglais, l'enjeu officiel est pourtant le maintien de leurs possessions territoriales et de leurs fiefs de l'autre côté de la Manche. En 1350, Édouard III écartèle son blason : deux quartiers porteront l'azur semé de fleurs de lys, l'armorial de France. Les raisons spécieuses ne manquent donc pas pour déclencher la reprise des hostilités et, pour bien des éléments de la noblesse anglaise, les occasions de butin et rançons offertes par la guerre en font un investissement tout à fait plausible.

Pour l'Angleterre, ces combats ajoutent à la mythologie naissante de la nationalité, en grande partie liée aux victoires remportées aux batailles de Crécy et d'Azincourt. Ils engendrent aussi une méfiance tenace à l'égard des Français. La guerre de Cent Ans constitue un événement important pour la monarchie française, en contribuant à mettre un frein au processus de fragmentation féodale et à abattre, en quelque sorte, les barrières entre Picards et Gascons, Normands et Français. Sur le long terme aussi, la mythologie nationale française en tire bénéfice, avec en point d'orgue l'histoire de Jeanne d'Arc, dont le destin étonnant accompagne l'inversion de la dynamique favorable aux Anglais. Et pourtant, rares sont ses contemporains français qui connaissent l'existence de la Pucelle d'Orléans.

Les deux issues majeures du conflit, à long terme, sont les suites de la bataille de Crécy − la prise de Calais par les Anglais peu de temps après − et, au final, la défaite

anglaise. Calais, qui restera sous domination anglaise pendant deux cents ans, ouvre la Flandre au commerce d'outre-Manche : des villes manufacturières y sont regroupées, prêtes à absorber la laine anglaise et plus tard les exportations de draps. Quant à la défaite ultime de l'Angleterre, elle signifie que vers 1500 il n'existe pratiquement plus de connexions territoriales avec la France (et pourtant, jusqu'à George III au XVIII^{e} siècle, les souverains anglais porteront le titre de « roi de France »). Une fois de plus, l'Angleterre retrouve son insularité, ou presque. Après 1453, les rois de France peuvent poursuivre la consolidation de l'État français sans être dérangés par les obscures revendications des souverains anglais qui ont déclenché les hostilités. Ils peuvent s'installer et étendre tout à loisir leur souveraineté sur les duchés rebelles. En définitive, dans chacun de ces deux pays, la guerre a renforcé la monarchie.

Les processus à la base d'une consolidation nationale ont également cours en Espagne, bien que par intermittence et parfois par hasard. Vers 1500, l'Espagne dispose d'un élément mythique pour se forger une histoire nationale : la Reconquista. Le sentiment d'une guerre de religion à rallonge avec les musulmans donne à la nationalité espagnole une forme et une saveur particulières. La Reconquista, ou Reconquête, est parfois présentée comme une croisade, une cause autour de laquelle se sont rassemblés des hommes d'horizons et d'origines très diverses. Parfois, les rois chrétiens travaillent de concert avec leurs alliés maures, et le pays connaît des périodes de coexistence pacifique au cours desquelles aucune exacerbation du sentiment religieux ne semble diviser les populations vivant côte à côte dans la péninsule Ibérique. Mais la Reconquista, c'est aussi une série de guerres coloniales visant à reprendre possession, pour les exploiter, des terres conquises par les Arabes au cours des siècles précédents.

Ainsi, sous l'effet d'impulsions diverses, les frontières des royaumes de la chrétienté progressent lentement. Au milieu du XII^{e} siècle, Tolède redevient capitale chrétienne (sa plus grande mosquée est convertie en cathédrale) et, au XIII^{e}, les Castillans occupent l'Andalousie tandis que les Aragonais s'emparent de Valence, cité arabe. En 1340, après l'échec de la dernière grande offensive des Maures, s'ouvre une période d'anarchie, l'aristocratie castillane, indisciplinée, cherchant à s'affirmer. La monarchie s'allie alors avec les bourgeois des villes. L'établissement d'une autocratie puissante, consécutive à l'union de la Castille et de l'Aragon, après le mariage d'Isabelle et Ferdinand, les « Rois Catholiques », facilite à la fois l'expulsion définitive des Maures et la création d'une nation unique, même si les deux royaumes demeurent longtemps officiellement et légalement distincts. Seul le Portugal, resté en dehors du cadre d'une nouvelle Espagne, s'accroche à une indépendance souvent menacée par son puissant voisin.

Le Saint Empire romain germanique ne montre guère de signes précurseurs de futures nations. Potentiellement, les prétentions des empereurs constituent une base de pouvoir importante et très étendue, mais après 1300 ils perdent presque tout le respect dû à leur titre. La dernière fois que l'un d'eux marche sur Rome pour obliger le pape à le sacrer empereur remonte à 1328. Et ses efforts restent vains. L'une des raisons de cet échec tient à la longue dispute qui a opposé des empereurs concurrents au siècle précédent ; une autre raison est leur incapacité à consolider l'autorité monarchique au sein de leurs différentes possessions.

Dans le Saint Empire, les domaines des familles impériales successives sont généralement éparpillés et leur unité rompue. L'élection des empereurs repose entre les mains de princes-électeurs. Une fois élus, ils n'ont pas de capitale propre à devenir le centre d'une nation. La situation politique les amène de plus en plus à déléguer leur pouvoir, et à l'intérieur de leurs territoires des villes

indépendantes commencent à jouir d'une autorité réservée à l'empereur. En 1356 est promulguée la *Bulle d'or*, document que l'on a coutume de considérer comme un jalon important de l'histoire constitutionnelle allemande (bien qu'il s'agisse d'une simple reconnaissance d'un fait établi). Le texte désigne sept princes-électeurs à qui l'on accorde l'exercice de la quasi-totalité des droits impériaux dans leur propre fief. Leur juridiction est dorénavant absolue, sans aucune possibilité d'appel auprès de l'empereur. Dans cette situation de restriction du pouvoir impérial persiste une réminiscence du mythe de l'empire plus que de sa substance, toujours tentante pour les princes dynamiques qui aspirent au trône impérial, comme ceux de la maison de Habsbourg, une famille autrichienne.

Le premier Habsbourg est élu en 1273, mais il reste longtemps un cas isolé. La grandeur impériale de la dynastie est encore à venir : la Maison constituera un vivier d'empereurs qui se succéderont quasiment sans interruption, depuis l'accession au trône de Maximilien I^{er} en 1493 jusqu'à la fin de l'empire en 1806. Et ils survivront encore un siècle à la tête d'un grand État. Dès le début, ils possèdent un avantage immense : à mesure que disparaissent les princes germaniques, ils s'enrichissent. Toutefois, le bénéfice le plus important leur vient d'un mariage qui leur apporte le duché de Bourgogne, le plus riche de tous les États européens du XV^{e} siècle, incluant notamment une grande partie des Pays-Bas. D'autres alliances et héritages leur permettront d'ajouter la Hongrie et la Bohême à leurs possessions. Pour la première fois depuis le XIII^{e} siècle, il semble possible d'imposer au Saint Empire et au centre de l'Europe une unité politique efficace. Les Habsbourg disposent maintenant d'un instrument − la dignité impériale − pour servir l'intérêt familial, à savoir la réunion de territoires dynastiques éparpillés.

Au sud des Alpes, l'Empire a pratiquement perdu toute importance. La lutte pour sa préservation dans la région est

depuis longtemps inextricablement mêlée à la politique italienne : les protagonistes des querelles qui rongent les villes de la péninsule s'appellent encore guelfes et gibelins, longtemps après que ces noms ont perdu toute leur connotation d'allégeance dynastique − les premiers soutenaient autrefois le pape et les seconds l'empereur. Après le XIVe siècle, l'Italie ne compte plus aucun territoire impérial et l'empereur n'y vient que pour être couronné roi des Lombards. Son autorité est déléguée à des « vicaires » qui transforment leur vicariat en unités administratives presque aussi indépendantes que les électorats du Saint Empire. Des titres sont attribués à ces gouverneurs et à leur vicariat, dont certains seront conservés jusqu'au XIXe siècle ; le duché de Milan est l'un des premiers. Toutefois, certains États italiens ont une origine différente. Outre le Sud normand, le « royaume des Deux-Siciles », on trouve également les républiques, principalement celles de Venise, Gênes et Florence.

Ces cités-États sont le produit de deux grandes tendances parfois imbriquées au début de l'histoire de l'Italie : le mouvement « communal » et l'augmentation des ressources issues du commerce. Au Xe et au XIe siècle, dans de nombreuses villes de l'Italie du Nord, des assemblées générales de citoyens sont apparues comme des gouvernements effectifs. Se décrivant parfois comme des *parlamenta*, ou assemblées communales, elles représentent des oligarchies municipales qui profitent du regain des activités commerciales, sensible à partir de 1100. Au XIIe siècle, les cités lombardes se battent contre l'empereur et l'emportent. Par la suite, elles géreront elles-mêmes leurs affaires intérieures.

Un âge d'or commence alors pour l'Italie, qui perdurera jusqu'à une période avancée du XVe siècle. Marqué par une étonnante flambée des richesses, due à l'essor des manufactures (textiles principalement) et du commerce, sa splendeur viendra d'un épanouissement culturel qui

s’exprime non seulement par ce que nos contemporains voient comme une renaissance des lettres classiques, mais aussi par l’émergence d’une littérature vernaculaire, la musique et tous les arts visuels et plastiques. Les grands accomplissements de cet âge d’or gagnent toute la péninsule, mais ils sont surtout visibles à Florence. République en théorie, la cité toscane est en réalité une monarchie dirigée par la famille Médicis, dont la fortune provient de ses activités bancaires.

Le véritable bénéficiaire de ce nouveau dynamisme commercial, cependant, c’est Venise. Autrefois sous la dépendance de l’Empire byzantin, cette poignée d’îlots d’une lagune peu profonde a longtemps été favorisée par sa situation, qui lui épargne les désordres de l’Europe continentale. Le déferlement des Lombards a déjà déclenché un afflux de réfugiés. Outre la sécurité qu’elle procure, la position géographique de Venise lui impose un destin : la cité des doges − les Vénitiens aimeront à s’en souvenir plus tard − est mariée à la mer, comme le commémore la grande cérémonie nuptiale de l’anneau jeté symboliquement dans les eaux de l’Adriatique. L’interdiction d’acheter des propriétés sur le continent pousse les citoyens de la République à se tourner vers la constitution d’un empire commercial outre-mer. Venise devient la première cité d’Europe occidentale à vivre des échanges commerciaux. C’est aussi la première à piller et ravager sans relâche l’empire d’Orient, après être sortie victorieuse de la longue lutte qui l’oppose à Gênes dans la course à la suprématie commerciale. L’abondance profite à tous : Gênes, Pise et les ports catalans tirent leur prospérité du regain de vitalité du commerce méditerranéen.

Aux alentours de 1500, donc, les grandes lignes de l’Europe politique moderne se dessinent. Le Portugal, l’Espagne, la France et l’Angleterre sont identifiables sous leur forme actuelle, mais si en Italie et dans le Saint Empire germanique la langue vernaculaire commence à définir

l’idée de nationalité, on n’y trouve toujours aucune correspondance entre nation et État. Les appareils étatiques sont encore loin, eux aussi, d’avoir la fermeté et la cohérence qu’ils acquerront plus tard. Les rois de France, par exemple, ne sont que ducs de Normandie. Des titres distincts sont conférés à des pouvoirs judiciaires et pratiques qui diffèrent selon les provinces. Il subsiste un grand nombre de vestiges compliqués de ce genre. Partout des reliques constitutionnelles viennent encombrer l’idée de souveraineté monarchique, avec le risque de servir de prétexte au déclenchement de rébellions. L’une des raisons du succès d’Henri VII, le premier des Tudors, réside dans son choix judicieux d’un mariage qui draine une grande partie du venin résiduel de la guerre des Deux-Roses, cette lutte acharnée entre deux grandes maisons royales qui, au XV^{e} siècle, a miné la couronne d’Angleterre. Mais d’autres révoltes féodales sont encore à venir.

L’exercice du pouvoir monarchique se heurte à des limites qui présentent un aspect résolument moderne. Au XIV^{e} et au XV^{e} siècle apparaissent en effet les premiers exemples d’organes parlementaires représentatifs, si caractéristiques de l’État d’aujourd’hui. Le plus célèbre de tous, le Parlement anglais, est, aux alentours de 1500, le plus abouti. L’origine du système parlementaire, complexe, a fait l’objet de nombreux débats. Il s’enracine notamment dans la tradition germanique qui impose au souverain l’obligation de consulter ses grands conseillers et d’agir en conséquence. L’Église aussi est l’un des premiers partisans du principe représentatif, l’utilisant, entre autres, pour lever des taxes au bénéfice de la papauté. Le procédé permet également d’unir les villes au monarque : au XII^{e} siècle, les représentants des cités italiennes sont convoqués à la Diète impériale. Vers la fin du XIII^{e} siècle, la plupart des pays connaissent des exemples de convocations de représentants dotés des pleins pouvoirs à des assemblées réunies par les

princes désireux de trouver de nouvelles façons de lever des impôts.

Tout le problème est là. Il faut découvrir d'autres ressources exploitables par le nouvel État, plus dispendieux. Une fois les organes représentatifs convoqués, les princes régnants leur trouvent d'autres intérêts. Ils peuvent entendre un point de vue différent de celui des grands seigneurs et recueillir des informations locales. Ces instances sont aussi un moyen de propagande. De leur côté, les premiers « parlements » d'Europe découvrent qu'ils ont également à y gagner. Certains d'entre eux prennent conscience que la fiscalité doit faire l'objet d'un consensus et que, la noblesse n'étant pas la seule à avoir un intérêt, d'autres voix doivent pouvoir se faire entendre sur la façon de gérer le royaume.

Dès le début du II^{e} millénaire, un autre changement fondamental se produit en Europe : certaines régions commencent à s'enrichir plus que d'autres. En conséquence, une plus grande partie de la population acquiert lentement une liberté de choix quasi inédite. La société se diversifie et devient plus complexe. La lenteur du processus n'exclut pas son caractère révolutionnaire : la richesse commence enfin à croître un peu plus vite que la population. Le phénomène est loin d'être généralisé et l'on enregistre une sévère rechute au XIV^{e} siècle, mais c'est une évolution importante, car l'Europe se découvre un potentiel qui lui permet de rattraper la Chine et les autres régions d'Asie en termes de croissance économique.

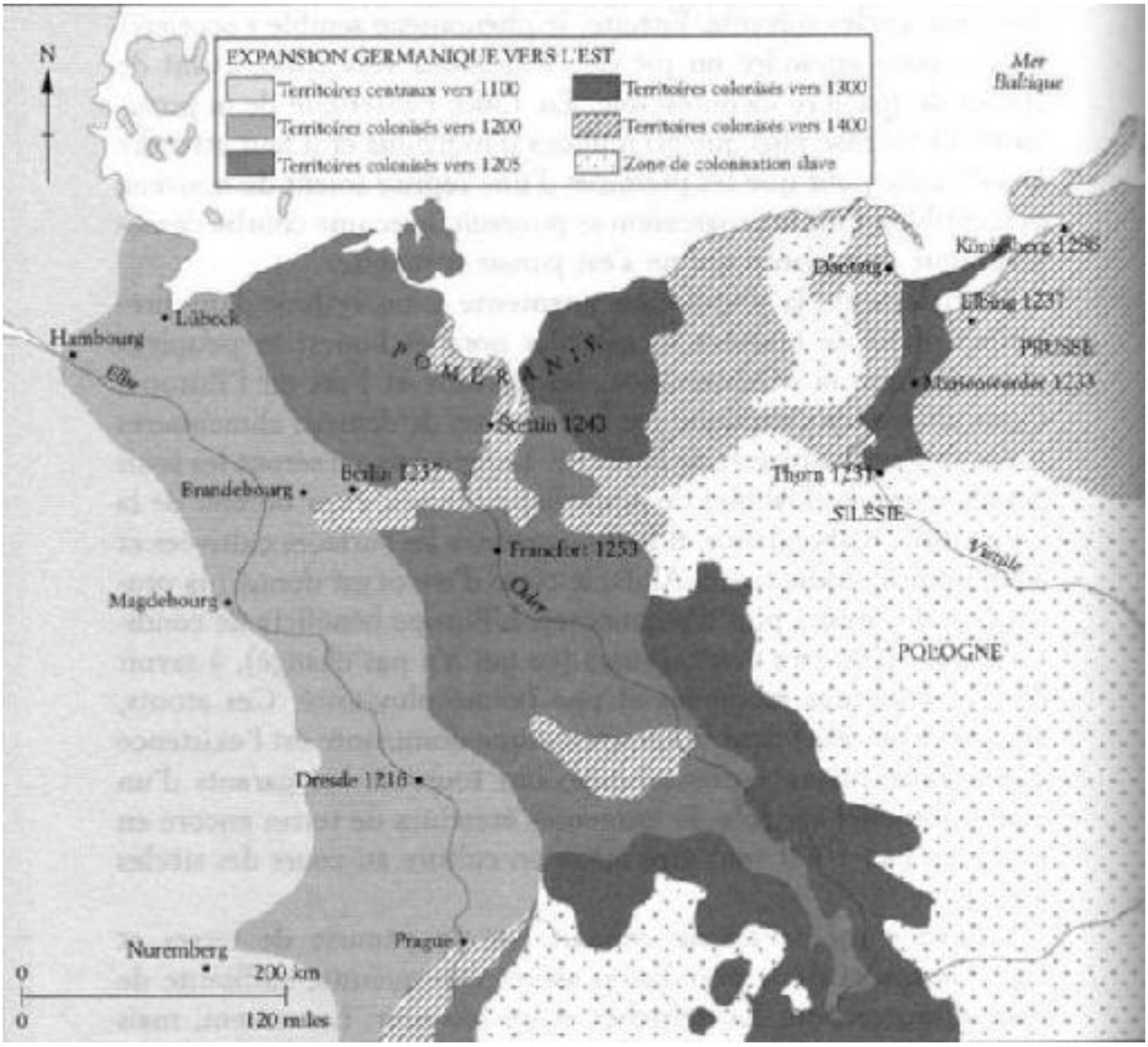
Un indice brut mais tout à fait juste est l'accroissement démographique. Les estimations sont forcément approximatives, mais fondées sur des données plus fiables que tout ce que l'on connaît des périodes précédentes. Vraisemblablement, les erreurs qu'elles contiennent ne déforment pas réellement la tendance générale. Selon ces estimations, d'une population de 40 millions d'âmes en l'an 1000, l'Europe serait passée à quelque 60 millions au

cours des deux siècles suivants. Ensuite, le phénomène semble s'accélérer encore pour atteindre un pic de 73 millions vers 1300, avant de chuter de manière incontestable. En 1360, l'ensemble de la population ne totalise plus que 50 millions d'individus et il faut attendre le XV^{e} siècle pour que les prémices d'une reprise soient de nouveau perceptibles. Puis la progression se poursuit, avec une courbe démographique ascendante qui ne s'est jamais démentie.

Globalement, la population augmente à un rythme sans précédent, mais de manière inégale. Le nord et l'ouest se peuplent plus vite que la Méditerranée, les Balkans et l'est de l'Europe. Cette différence s'explique par la provision de denrées alimentaires tirées de l'agriculture et de la pêche. Longtemps, ce seront les seuls grands vecteurs possibles de nouvelles richesses. Pour obtenir de la nourriture en abondance, il faut augmenter les surfaces cultivées et améliorer la productivité. Alors, le coup d'envoi est donné : la production ne cessera plus d'augmenter. L'Europe bénéficie de conditions naturelles très avantageuses (ce qui n'a pas changé), à savoir des températures modérées et une bonne pluviosité. Ces atouts, associés à un relief dont la caractéristique dominante est l'existence d'une vaste plaine septentrionale, ont toujours été garants d'un grand potentiel agricole. D'immenses étendues de terres encore en friche en l'an 1000 vont être mises en culture au cours des siècles à venir.

L'Europe médiévale ne connaît pas de pénurie de terres et l'accroissement de la population assure une quantité suffisante de main-d'œuvre pour les défricher et les labourer. Lentement, mais sûrement, le paysage se transforme. Les vastes forêts sont progressivement abattues et les villages repoussent les champs. En certains endroits, de nouvelles colonies s'implantent sous l'impulsion de la noblesse terrienne et des souverains. La construction d'un monastère en un lieu reculé − comme il arrive

fréquemment − inaugure souvent un nouveau centre d’agriculture ou d’élevage au milieu d’un quasi-désert peuplé d’arbres et de broussailles. On récupère des terres sur la mer ou les marais. En Europe orientale, la première marche vers l’Est germanique (*Drang nach Osten*) permet de gagner du terrain. La colonisation y est encouragée de la même façon qu’elle le sera plus tard dans l’Angleterre élisabéthaine lors de la première vague de migrations vers l’Amérique du Nord.



Malgré tout, la majeure partie de la population vit dans des conditions misérables. Quelques paysans s’en tirent

bien, mais le surcroît de richesses profite surtout à leur propriétaire, qui empoche la plus grande part des bénéfices. Souvent entassés dans leur masure, les autres mangent du pain noir et des bouillies de céréales agrémentées de légumes et, parfois seulement, de viande ou de poisson. Selon les calculs, un paysan consomme environ 2 000 calories par jour (soit pratiquement l'équivalent de l'apport quotidien moyen d'un Soudanais de la fin du XX^{e} siècle), et cela doit suffire à lui donner assez d'énergie pour accomplir un très dur labeur. S'il cultive du blé, il n'en consomme pas la farine, pour la vendre aux nantis. Lui se contente d'orge et de seigle. Il n'a pas beaucoup de latitude pour améliorer sa situation. Même si, juridiquement, le seigneur a moins de prise et lâche du lest en matière de travail forcé, il conserve le monopole des moulins et des charrettes dont les paysans ont besoin pour travailler la terre. Les « douanes », ces taxes liées à une garantie de protection, sont levées sans distinction entre propriétaires et locataires et aucune contestation n'est possible.

L'augmentation des cultures de rapport pour des marchés en expansion change progressivement le domaine seigneurial autarcique en unité de production commerciale. Ces marchés se trouvent dans les petites villes, qui entre 1100 et 1300 prolifèrent à un rythme régulier ; la population urbaine augmente plus vite que celle des campagnes. Le phénomène est complexe. La nouvelle vie citadine est en partie une renaissance qui va de pair avec celle du commerce et en partie le reflet de la croissance démographique. Savoir lequel est apparu d'abord relève de la logique de l'œuf et de la poule. Quelques nouvelles bourgades voient le jour autour d'un château ou d'un monastère, avec, parfois, création d'un marché. De nombreuses villes nouvelles, dans le Saint Empire notamment, sont délibérément conçues comme des colonies. Dans l'ensemble, les villes dont la fondation remonte à une époque très lointaine se développent beaucoup plus − en

1340, Paris compte à peu près 80 000 habitants, et Venise, Florence et Gênes ont probablement une population comparable −, mais rares sont celles qui peuvent rivaliser.

Les nouvelles cités ont tendance à être typiquement associées à leur potentiel économique. Soit ce sont des marchés, soit elles se trouvent sur de grands itinéraires commerciaux, comme ceux de la Meuse et du Rhin, soit elles sont regroupées dans une zone de production spécialisée telle que la Flandre ou la Toscane. À la fin du XII^{e} siècle, en Flandre, Ypres, Arras et Gand sont déjà connues pour leur industrie textile. La Toscane est une autre région productrice de drap. Grâce au vin, l'un des premiers produits de l'agriculture à peser dans le commerce international, Bordeaux se développe rapidement. Les ports − Gênes et Bruges notamment − deviennent souvent les grandes métropoles des régions maritimes.

Ce regain d'activité commerciale est plus flagrant en Italie, où le commerce avec l'étranger reprend essentiellement à partir de Venise. Dans ce grand centre des affaires, l'industrie bancaire, pour la première fois, ne se limite plus à des opérations de caisse. Vers le milieu du XII^{e} siècle, nonobstant la situation politique du moment, les Européens profitent de la poursuite des relations commerciales non seulement avec Byzance, mais aussi avec la Méditerranée arabe. Au-delà s'ouvre un monde encore plus vaste. Au début du XIV^{e} siècle, l'or transsaharien en provenance du Mali permet d'enrayer une pénurie de lingots en Europe. À cette époque, les marchands italiens font affaire, depuis longtemps déjà, avec l'Asie centrale et la Chine. Ils vendent des esclaves de certaines régions du Saint Empire et d'Europe centrale aux Arabes d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient. Ils achètent des draps flamands et anglais qu'ils acheminent vers Constantinople et la mer Noire. Au XIII^{e} siècle, un premier convoi était parti d'Italie pour rejoindre Bruges. Avant cela, ils passaient par le Rhin, le Rhône et par voie de terre. Des routes sont

construites, qui traversent les cols alpins. Le commerce s'autoalimente et les grandes foires du nord de l'Europe attirent les marchands du nord-est. Les villes de la ligue hanséatique, qui contrôle la Baltique, fournissent un nouveau débouché pour les textiles de l'Europe occidentale et les épices d'Asie. Mais le coût du transport par voie terrestre est toujours aussi élevé. Le prix des marchandises transportées de Cracovie à Venise est multiplié par quatre.

La géographie économique de l'Europe subit une véritable révolution. En Flandre et aux Pays-Bas, la relance de l'économie génère très vite une croissance démographique assez forte pour stimuler l'innovation dans le domaine de l'agriculture. Partout, les villes capables d'échapper aux monopoles des premiers centres manufacturiers connaissent très vite une nouvelle prospérité, dont le résultat est surtout visible dans le bâtiment. Elles nous ont légué des habitations, des maisons de corporations et des églises, non seulement de grandes cathédrales mais aussi des dizaines de magnifiques églises paroissiales.

La construction d'édifices est une expression majeure de l'innovation technique médiévale. L'architecture d'une cathédrale pose des difficultés de conception aussi complexes que celle d'un aqueduc romain. En les résolvant, l'artisan médiéval va donner naissance à l'ingénieur. Les techniques de l'époque ne sont pas fondées sur la science telle que nous l'entendons aujourd'hui, mais l'expérience et la réflexion ont permis des réalisations grandioses, dont la plus importante est peut-être l'exploitation de nouvelles formes d'énergie pour accomplir le travail des muscles et, de ce fait, en déployer la puissance, désormais plus efficace et plus productive. Treuils, poulies et plans inclinés facilitent le déplacement de poids lourds ; mais le changement le plus manifeste touche l'agriculture, où les outils en métal sont devenus plus courants depuis le X^{e} siècle. La charrue en fer a permis d'exploiter les terres

plus lourdes des vallées et, puisqu'il fallait un bœuf pour la tirer, une évolution du joug a suivi, pour une plus grande efficacité et une meilleure traction. Les chevaux peuvent tirer des charges plus importantes grâce au palonnier à pivot, pour fixer les traits, et au collier d'attelage. De telles innovations ne sont pas si nombreuses, mais elles suffisent à augmenter considérablement la maîtrise de la terre par l'homme qui la cultive. Elles entraînent aussi de nouvelles obligations, comme celle de produire davantage de céréales pour nourrir les chevaux de trait, ce qui amène à reconsidérer l'assolement.

Une autre innovation de l'époque consiste à développer l'usage des moulins à vent ou à eau. D'abord apparus en Asie, ils sont déjà largement répandus en Europe aux alentours de l'an 1000. Au cours des siècles suivants, leur utilisation se généralise. Pour moudre le grain, l'énergie éolienne remplace souvent celle de l'homme, comme elle a favorisé l'évolution de bateaux plus performants ; le recours au moulin à eau, lorsque c'est possible, permet de fournir l'énergie nécessaire à d'autres opérations industrielles, comme actionner les maillets pour le foulage des draps ou encore les marteaux de la forge (l'invention de la manivelle revêt ici la plus grande importance). Ce facteur, essentiel pour une expansion considérable de l'industrie métallurgique en Europe au XV^{e} siècle, est intimement lié à la pression de la demande de pièces d'artillerie, invention du siècle précédent. Les moulins à eau servent aussi à actionner les piles à maillets pour la fabrication du papier. L'invention de l'imprimerie donne d'ailleurs très vite à cette industrie une importance qui surpasse même, peut-être, celle qu'on accorde au travail du métal dans le Saint Empire et en Flandre. L'imprimerie et le papier ont eux aussi leur potentiel révolutionnaire, car les livres accélèrent et facilitent la diffusion des nouvelles techniques au sein d'un vivier d'artisans et d'ouvriers mécaniciens capables de les employer. Certaines de ces innovations sont simplement

empruntées à d'autres cultures : le rouet de l'Europe médiévale vient de l'Inde (bien que l'idée de lui adjoindre une pédale soit apparemment une invention européenne datant du XVI^{e} siècle).

Nonobstant les compétences requises, il est clair que vers 1500 existent des techniques déjà concrétisées par de gros investissements et qui rendent la levée de capitaux supplémentaires destinés aux entreprises manufacturières plus aisée qu'elle ne l'a jamais été. En outre, la disponibilité de ces capitaux est certainement d'autant plus grande que les nouveaux dispositifs facilitent les affaires. Les marchands italiens du Trecento inventent une grande partie de notre comptabilité moderne, en même temps que de nouveaux instruments de crédit destinés à financer le commerce international. La lettre de change apparaît au XIII^{e} siècle ; avec elle et les premiers banquiers véritables, nous sommes propulsés à l'orée du capitalisme moderne. Le concept de responsabilité limitée apparaît aussi à Florence en 1408. Toutefois, si ces nouveautés impliquent un changement colossal par rapport au passé, il serait trop facile de leur accorder une importance démesurée. En effet, la magnificence des palais vénitiens n'enlève rien au fait qu'un grand cargo moderne pourrait largement contenir l'ensemble des marchandises que la Venise médiévale expédiait en un an.

Le terrain conquis au cours de ce long cheminement vers le progrès et la croissance est précaire. Pendant des siècles, la vie économique reste fragile, jamais loin de l'effondrement. L'agriculture médiévale, en dépit de tous les progrès réalisés, est d'une inefficacité consternante. L'exploitation abusive de la terre finit par épuiser les sols. Rien, ou si peu, n'est envisagé pour réinjecter les nutriments nécessaires, hormis la fumure. Au fur et à mesure de l'accroissement démographique et de la difficulté à trouver de nouvelles terres, les exploitations familiales s'amenuisent : en 1300, la plupart des foyers européens

cultivent une superficie inférieure à quatre hectares. En quelques endroits seulement, dont la vallée du Pô, sont entrepris de gros investissements dans l'irrigation collective ou le développement. Et surtout, l'agriculture est sensible aux conditions climatiques − au début du XIVe siècle, deux mauvaises récoltes successives ont réduit d'un dixième la population d'Ypres. À l'échelon local, les importations contribuent rarement à enrayer la famine. Depuis l'époque romaine, les routes ont eu le temps de s'effondrer ; les charrettes sont rudimentaires et la plupart des marchandises doivent être transportées sur des chevaux de bât ou à dos de mulet. Le transport fluvial est plus rapide et moins onéreux, mais il est rare qu'il puisse répondre à la demande. Le commerce se heurte aussi parfois à des difficultés politiques ; au XVe siècle, l'attaque des Ottomans entraîne une récession progressive du commerce oriental. La demande est assez faible pour qu'un tout petit changement décide du sort d'une grande ville : à Florence comme à Ypres, la production de draps chute des deux tiers au XIVe siècle.

Il est très difficile d'établir des généralités, mais une chose est sûre, cependant : un événement de grande ampleur − et à effet cumulatif − survient à cette époque. Après une série de mauvaises récoltes aux alentours de 1320, on enregistre une hausse soudaine du taux de mortalité, pas partout en même temps, mais notable en de nombreux endroits. Le lent déclin démographique ainsi amorcé prend subitement une tournure désastreuse lorsque se déclarent des épidémies auxquelles on donne souvent le nom de l'une d'entre elles : la « mort noire », la plus meurtrière, qui sévit entre 1348 et 1350. Il s'agit de la peste bubonique, mais il est indéniable qu'elle masque d'autres affections mortelles qui frappent l'Europe en même temps qu'elle et dans son sillage. Les Européens meurent aussi du typhus, de la grippe et de la variole, autant de pathologies entraînant un cataclysme démographique. Dans certaines

régions, il est possible que la population ait chuté de moitié ou du tiers ; sur l'ensemble du continent européen, le bilan des pertes humaines est de 25 %. Une enquête de la papauté estime le nombre de victimes à plus de 40 millions. En un siècle, la ville de Toulouse, qui compte 30 000 habitants en 1335, voit sa population chuter à 8 000. En Avignon, ce sont 1 400 personnes qui meurent en trois jours.

Le scénario n'est pas universel, mais toute l'Europe tremble sous les coups. Dans les cas extrêmes, une sorte de folie collective s'empare de ses habitants. Il faut trouver les coupables à l'origine de la propagation de la peste, ou des boucs émissaires − et cette recherche s'exprime communément dans les pogroms, d'une part, et le bûcher pour les sorcières et les hérétiques, d'autre part. La psyché européenne en portera les marques jusqu'à la fin d'un Moyen Âge hanté par l'imagerie de la mort et de la damnation dans la peinture, la sculpture et la littérature. La fragilité de l'ordre établi illustre tout à fait la précarité de l'équilibre entre alimentation et population. Quand la maladie tue, la production agricole chute, et, s'ils ne sont pas déjà frappés par la peste, les citadins meurent de faim. Vers 1300, la productivité a déjà atteint un palier. Les techniques accessibles et les nouvelles terres faciles à mettre en culture sont limitées, et à cette époque déjà quelques esprits observateurs voient les signes d'une pression démographique foulant aux pieds les ressources disponibles. De là découlent la grave rechute du XIV^{e} siècle et la lente reprise au XV^{e}.

Comment s'étonner qu'une époque témoin de tels bouleversements et catastrophes soit marquée par de violents conflits sociaux ? Partout en Europe, le XIV^{e} et le XV^{e} siècle connaissent leur lot de soulèvements paysans. En France, la grande jacquerie de 1358 fait plus de 30 000 victimes, et en Angleterre, lors de la révolte paysanne de 1381, les insurgés s'emparent de Londres.

L’origine de cette rébellion tient dans les nouvelles exigences des collecteurs d’impôts et la façon dont les propriétaires terriens augmentent les leurs, mus par la nécessité. Ajoutés à la famine, la peste et la guerre, ces derniers facteurs rendent intolérable une existence qui n’a jamais cessé d’être misérable. « Nous avons été créés à l’image du Christ, mais vous nous traitez comme des bêtes sauvages ! » s’insurgent les rebelles anglais en 1381. Ils en appellent aux valeurs chrétiennes ; les exigences des paysans du Moyen Âge, souvent bien formulées, produisent leur effet, mais ce serait commettre un anachronisme que d’y voir un socialisme naissant.

Paradoxalement, une catastrophe démographique de cette ampleur améliore parfois la situation des plus démunis. Car son corollaire immédiat et manifeste est une grave pénurie de main-d’œuvre ; le vivier des travailleurs en sureffectif permanent se trouve subitement asséché. Une augmentation des salaires réels s’ensuit. Une fois retombé l’impact immédiat des cataclysmes du XIV^{e} siècle, le niveau de vie des pauvres gens augmente peut-être légèrement, car le prix des céréales tend à baisser. La pénurie de main-d’œuvre accélère d’un coup l’évolution vers une économie monétaire, même à la campagne. Au XVI^{e} siècle, dans l’ouest de l’Europe, servage et servitude s’amenuisent considérablement, surtout en Angleterre.

Certains propriétaires terriens s’adaptent. Ils peuvent passer, par exemple, de la culture, qui requiert une main-d’œuvre importante, au pâturage de brebis, qui en demande peu. En Espagne existe même la possibilité de recevoir des terres et d’en vivre. Les propriétés des Maures sont la récompense du soldat de la Reconquista. Ailleurs, de nombreux propriétaires fonciers se contentent de laisser en friche les terres les plus pauvres.

Les conséquences sont très difficiles à cerner, mais, fatalement, elles entraînent une mutation sociale plus rapide et plus profonde. Entre le X^{e} et le XVI^{e} siècle, en

certains endroits, la société médiévale change radicalement pour devenir parfois hétérogène. À la fin du Moyen Âge, pourtant, elle semble toujours isolée à un point que l'on aurait peine à imaginer. Le souci obsessionnel de la condition sociale et de la hiérarchie en est un indice. L'Européen de l'époque médiévale se définit par son statut légal. Au lieu d'être pour ainsi dire un atome social individuel, il est le point de jonction d'un certain nombre de coordonnées. Certaines sont déterminées par la naissance, ce qu'exprime particulièrement bien le concept de noblesse. La classe nobiliaire, qui jusqu'au XX^{e} siècle restera une réalité en certains endroits, est déjà présente, dans ses caractéristiques principales, au XIII^{e} siècle. Progressivement, les guerriers sont devenus propriétaires terriens. Alors, l'origine familiale a commencé à revêtir une certaine importance, pour des questions d'héritage parfois épineuses. Pendant des siècles, en Europe du Nord, la plupart des nobles trouvent normal que les fonctions militaires et religieuses ou la gestion de leur domaine soient les seules occupations adaptées à leur rang. Le commerce, surtout, leur est interdit, sauf à passer par des intermédiaires. Et même lorsque cette barrière cédera, des siècles plus tard, il subsistera une hostilité au commerce de détail que les plus acharnés n'abandonneront qu'en dernier recours. Lorsque, au XVI^{e} siècle, François I^{er} ironise en appelant son cousin du Portugal le « roi épicier », il y met une certaine insolence et nul doute que ses courtisans trouvent à en rire.

Les valeurs de la noblesse sont, au fond, des valeurs militaires. Peu à peu, elles gagnent en subtilité, et lentement il en sort les notions d'honneur, de loyauté et d'abnégation que pendant des siècles on donnera en exemple aux jeunes gens bien nés. L'idéal chevaleresque les exprime clairement et en diminue la sévérité militaire. Il a la bénédiction de l'Église, qui accompagne l'adoubement d'une cérémonie religieuse et sacralise l'acceptation par le

chevalier de son devoir de chrétien. Le roi Arthur, héros de la légendaire quête du Graal, dont la renommée franchira les frontières, en est la figure emblématique. L'idéal chevaleresque perdurera dans celui du gentleman et de la conduite qui lui est associée, si nuancée soit-elle dans la pratique.

Bien entendu, cela n'a jamais fonctionné comme prévu. Mais il en est généralement ainsi de tous les grands mythes fondateurs, comme de la théorie féodale de l'allégeance et de la démocratie. La pression des guerres et, plus fondamentalement, de l'économie agit toujours dans le sens d'une fragmentation et d'une confusion des obligations sociales. L'irréalité de plus en plus manifeste du concept féodal du lien suzerain-vassal est un élément favorable au développement du pouvoir royal, et l'émergence d'une économie monétaire ouvre de nouvelles brèches : de plus en plus le service devient un paiement en espèces, et les loyers acquièrent une plus grande importance. Certaines sources de revenu féodal restent fixées dans des termes qui perdent toute valeur à cause de fluctuations dans les prix réellement pratiqués. Les juristes trouvent des procédés permettant de réaliser de nouveaux objectifs au sein d'une structure « féodale » de plus en plus irréelle et vermoulue.

La noblesse médiévale reste longtemps très ouverte aux nouveaux venus, mais avec le temps cette tendance se vérifie de moins en moins. En certains endroits, on assiste à de réelles tentatives pour mettre un terme définitif à une caste de dirigeants. Pourtant, la société européenne génère sans arrêt de nouvelles formes de richesses, voire de pouvoir, lesquelles, faute de trouver une place dans l'ancienne hiérarchie, représentent un véritable défi. L'exemple le plus évident est l'émergence d'une classe de riches marchands. Souvent, ils achètent de la terre, investissement économique suprême dans un monde où c'est une denrée rare, mais le foncier donne aussi accès à un changement de statut, la propriété terrienne constituant

un impératif juridique ou social. En Italie, les marchands deviennent parfois les aristocrates du commerce et des villes manufacturières. Partout, cependant, ils lancent un défi emblématique à un monde qui au départ, en théorie, n'a aucune place pour eux. Alors, très vite, ils développent des formes sociales qui redéfinissent leur rôle dans la société : guildes, sociétés d'artisans et corporations.

La montée de la classe des marchands est quasiment fonction de la croissance urbaine. Leur apparition est intrinsèquement liée à l'élément le plus dynamique de la civilisation européenne médiévale. À leur insu, du moins au début, les murs des petites et grandes villes renferment une grande partie de l'histoire de l'Europe à venir. Si, sur le plan juridique et pratique, leur indépendance varie considérablement de l'une à l'autre, on trouve un peu partout des parallèles avec le mouvement communal italien. Dans l'est du Saint Empire notamment, les bourgades sont particulièrement autonomes, ce qui contribue à expliquer l'émergence de la puissante ligue hanséatique regroupant plus de cent cinquante villes libres. En Flandre aussi, on observe une tendance similaire, généralement moins évidente pour la France et l'Angleterre. Pourtant, partout, seigneurs et lords cherchent le soutien des grandes villes contre les rois, qui eux-mêmes, pour contrer leurs sujets tout-puissants, tentent de s'attacher les habitants des petites bourgades et leurs richesses, en leur octroyant chartes et privilèges. Les remparts d'une cité médiévale sont à la fois le symbole et la garantie de son immunité. La loi du seigneur ne s'y applique pas et, parfois, l'antinomie entre la ville et la féodalité est explicite : les serfs qui y habitent, par exemple, peuvent acquérir leur liberté au bout d'un an et un jour. Selon un vieil adage allemand, « l'air de la ville rend libre ». Les communes et les guildes qu'elles abritent sont des associations d'hommes libres longtemps isolés dans un monde privé de liberté. Le bourgeois −

habitant d’un bourg ou d’un faubourg − est un homme qui sait défendre ses intérêts dans un univers de dépendance.

Une grande partie de l’histoire qui se cache derrière tout cela reste obscure à nos yeux, parce que ses protagonistes, surtout, sont obscurs. Devenus les figures dominantes typiques de la nouvelle vie citadine, les riches marchands qui se battent pour obtenir ou conserver leurs privilèges corporatifs sont assez visibles, mais leurs prédécesseurs, plus humbles, ne le sont généralement pas. Auparavant, bien souvent, un marchand n’était guère autre chose qu’un colporteur au ballot rempli de produits de luxe ou exotiques que les occupants des grands domaines médiévaux européens ne pouvaient se procurer. Pendant longtemps, les échanges commerciaux ordinaires n’ont nécessité aucun intermédiaire : les artisans vendaient leurs produits eux-mêmes, comme les paysans leurs récoltes. Pourtant, sans que l’on sache comment, sont apparus en milieu urbain des hommes opérant des transactions entre la ville et la campagne, et, après eux, d’autres hommes utilisant leurs capitaux pour commander à l’avance toute la production à vendre.

Rien d’étonnant, donc, à ce que, dans ces sociétés, les hommes disposent d’une liberté pratique, juridique et individuelle beaucoup plus grande que celle des femmes (bien qu’il existe toujours, à la base, des personnes des deux sexes en état de servitude légale). Qu’elles soient de noble extraction ou roturières, les femmes, dans l’Europe médiévale, souffrent d’un handicap juridique et social considérable par rapport à leurs homologues masculins, exactement comme leurs semblables dans toutes les grandes civilisations disparues. Leurs droits à l’héritage sont souvent restreints : elles peuvent hériter d’un fief par exemple, mais non le gérer personnellement, et se trouvent par conséquent dans l’obligation de confier à un homme le soin de s’acquitter des devoirs inhérents. Hormis la classe supérieure, toutes les couches de la société comportent leur

dose de travail ingrat réservé à la gent féminine… jusqu'au XX^{e} siècle, où l'on voit encore en Europe des paysannes travailler la terre comme, aujourd'hui, les femmes de certaines régions d'Afrique et d'Asie.

La sujétion des femmes repose sur des théories auxquelles l'Église a apporté une large contribution, en partie à cause de sa position traditionnellement hostile à la sexualité, l'enseignement chrétien n'ayant jamais pu lui trouver d'autre justification qu'un rôle dans la reproduction de l'espèce. Considérant la femme comme un objet de tentation permanent à la concupiscence, à l'origine de la Chute, l'Église pèse de tout son poids pour favoriser la domination masculine. Mais on ne saurait tout résumer à cela. D'autres sociétés ont contribué davantage à la ségrégation et à l'oppression des femmes. Au moins, l'Église chrétienne a su leur offrir la seule alternative possible et respectable à la domesticité, jusqu'à notre époque : l'histoire des religieuses est constellée de femmes remarquables possédant une grande érudition, une vie spirituelle intense et des compétences administratives. La position d'une minorité, au moins, de femmes bien nées s'est aussi légèrement améliorée avec l'idéalisation de la femme dans le code de conduite fondé sur les valeurs chevaleresques du XIII^{e} et du XIV^{e} siècle. Les notions sous-jacentes d'amour romantique et de service marquent une étape vers une civilisation plus avancée.

Au fond, aucune Église chrétienne n'a jamais pu refuser aux femmes tout ce dont elles ont été privées dans d'autres cultures. Les racines les plus profondes de ce que les générations futures appelleront la « libération » de la femme se trouvent pour cette raison dans la culture occidentale, qui jouera en bien des endroits un rôle dérangeant, exotique et révolutionnaire. Pourtant, au Moyen Âge, ces idées n'ont guère d'impact sur la condition féminine, même en Europe. Entre elles, les Européennes de l'époque médiévale sont plus égales face à la mort que les

Asiatiques riches et pauvres d'aujourd'hui. Mais il en est de même pour les hommes. Apparemment, les femmes vivent moins longtemps qu'eux, sans doute à cause de la fréquence des grossesses et du taux élevé de mortalité en couches. Faute de mieux, l'obstétrique médiévale demeure profondément enracinée dans l'héritage d'Aristote et de Galien, comme d'autres branches de la médecine. Mais les hommes aussi meurent de bonne heure. Thomas d'Aquin n'a pas dépassé quarante-sept ans, or la philosophie n'est pas considérée comme une discipline physiquement éprouvante. C'est à peu près l'espérance de vie que peut avoir un homme de vingt ans dans une ville du Moyen Âge lorsqu'il a déjà eu la chance de vivre jusque-là, réchappant à l'effrayante mortalité infantile qui rabaisse à trente-trois ans la durée moyenne de la vie et donne un taux de décès deux fois plus élevé que dans les pays industrialisés d'aujourd'hui. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de l'Antiquité, dans la mesure où l'on en dispose, bien sûr, ce n'est pas si mal.

À ce propos, une dernière innovation vient marquer l'immense variété de cette époque : le Moyen Âge nous a laissé, en effet, le moyen d'aller juste un peu plus loin dans les statistiques de la vie humaine. De ces siècles passés émergent les premiers recueils de données à partir desquels des estimations rationnelles sont possibles. Lorsque, en 1087, les officiers de Guillaume le Conquérant sillonnent l'Angleterre pour interroger la population et consigner son organisation et ses richesses dans le fameux *Domesday Book*, ils indiquent sans le vouloir la voie qui mène à une ère nouvelle. D'autres recueils de données suivront au cours des siècles à venir, pour des raisons de fiscalité en général. Certains sont parvenus jusqu'à nous, avec les premières comptabilités réduisant l'agriculture et le commerce à des quantités mesurables. Les historiens peuvent ainsi évoquer la société du bas Moyen Âge avec un peu plus d'assurance que pour les époques antérieures.

XI
Nouvelles limites, nouveaux horizons

Jusqu'à une époque très récente, au Moyen-Orient, les Européens étaient appelés « Francs », un terme d'abord utilisé à Byzance pour désigner les chrétiens d'Occident. Le vocable s'est ensuite répandu, et mille ans plus tard on l'utilise encore du golfe Persique à la Chine, avec diverses déformations et fautes de prononciation. Cette constatation va plus loin qu'une simple curiosité historique ; c'est une façon de rappeler que, dès le début, les non-Européens ont été frappés non par la diversité, mais par l'unité des peuples occidentaux, au point d'imaginer longtemps qu'ils n'en formaient qu'un seul.

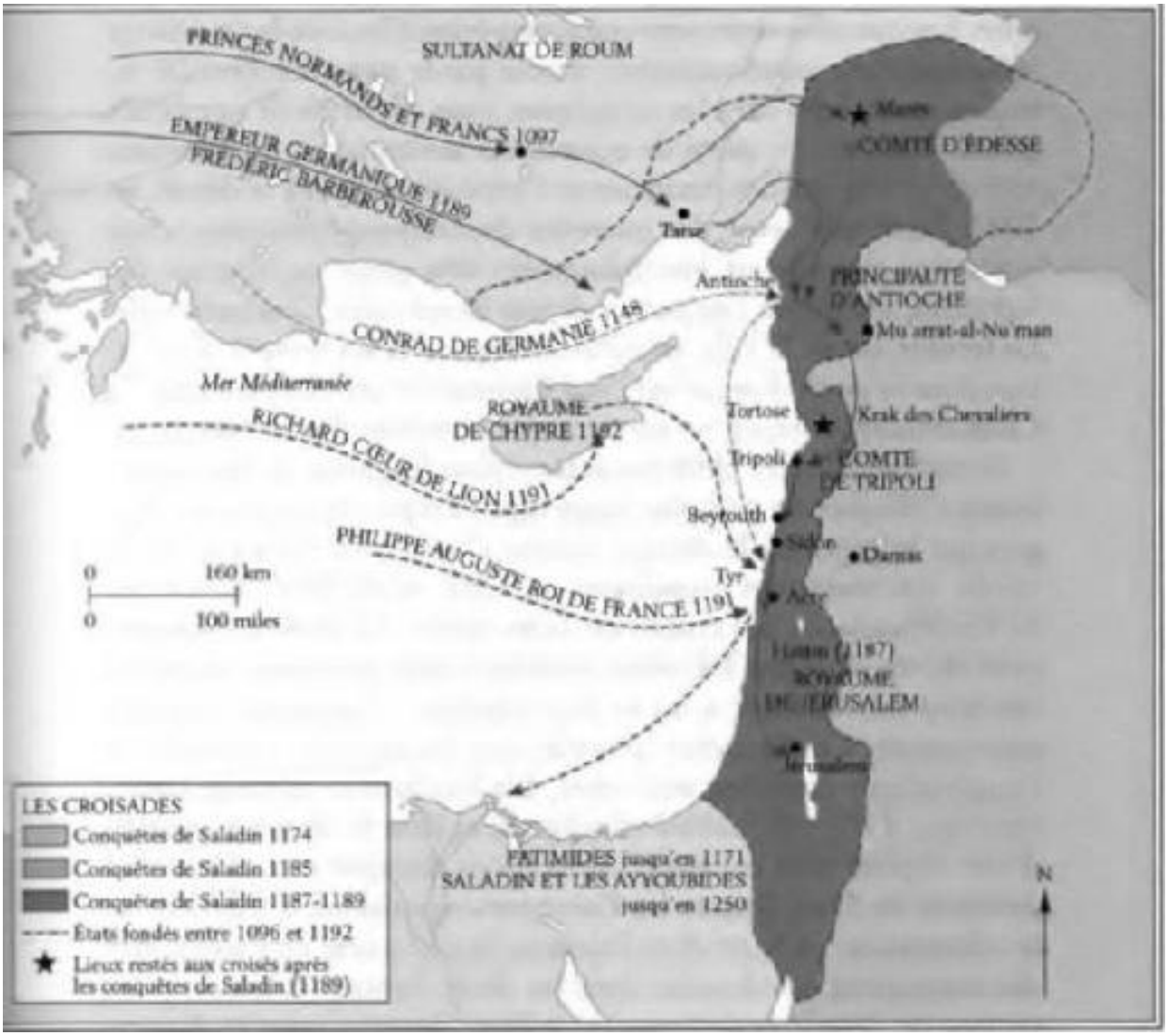
Cette idée s'enracine dans les lointains débuts de la longue et victorieuse offensive de l'Europe sur le monde, quand un relâchement de la pression sur sa frontière orientale et ses côtes septentrionales commence enfin à devenir perceptible. Vers l'an 1000, les étrangers sont maîtrisés, puis évangélisés. En un laps de temps très court, la Pologne, la Hongrie, le Danemark et la Norvège tombent sous la houlette de rois chrétiens. Certes, une dernière grande menace plane toujours, celle de l'assaut mongol, mais pour l'heure elle est inimaginable. À la même époque, l'islam a déjà amorcé son reflux. En 1071, après deux cent cinquante ans d'emprise musulmane, Palerme tombe sous la coupe de Normands récemment christianisés. L'influence de l'islam sur l'Europe méridionale s'estompe après la phase de déclin du califat abbasside, aux VIII^{e} et IX^{e} siècles.

La lutte contre le monde musulman se poursuivra avec âpreté jusqu'au XV^{e} siècle. C'est le christianisme, source la plus profonde de la conscience européenne, qui lui donnera

unité et ardeur. Les musulmans sauront inspirer une ferveur analogue, appelant parfois au *djihad*, la « guerre sainte », mais ses effets semblent avoir une portée plus faible et moins de profondeur que le zèle des Européens, liés par la religion à une grande entreprise morale et spirituelle qui nourrit leur sentiment identitaire. Mais la médaille a son revers : ce combat autorise aussi le comportement prédateur et l'appétit vorace de la classe militaire qui domine la société laïque. Les croisades, série de grandes expéditions en Syrie et en Palestine, sont sources de richesses et de liberté à une échelle inconnue dans les conflits internes au monde chrétien. Les croisés peuvent dépouiller les païens en se donnant bonne conscience. Les Normands, grands prédateurs depuis toujours, sont aux premières loges. Ils arrachent l'Italie du Sud et la Sicile aux Arabes, œuvre qu'ils parachèvent en l'an 1100 (et, incidemment ou presque, ils engloutissent en même temps les dernières possessions byzantines d'Occident). L'autre grand combat européen contre l'islam est la Reconquista, l'épopée espagnole, qui trouve son point d'orgue en 1492, lorsque Grenade, capitale du dernier royaume musulman de la péninsule, tombe aux mains des Rois Catholiques.

Les Espagnols en sont venus à considérer la Reconquista comme une cause religieuse, et à ce titre, en effet, dès le XI^{e} siècle, leur entreprise a pu attirer des mercenaires de toute l'Europe, avides de terres. Mais la Reconquista a également tiré parti du même regain de ferveur religieuse et de vigueur que les croisades. Strictement parlant, ce dernier terme englobe toutes les expéditions entreprises au cours d'une période beaucoup plus longue et sur une étendue plus vaste que les deux siècles généralement considérés comme le « temps des croisades ». Ces pèlerinages guerriers ont pour règle fondamentale l'octroi d'« indulgences » délivrées par le pape à ceux qui y prennent part. Par « indulgences », on entend une rémission du temps à passer au purgatoire et, parfois, ceux qui y

laissent leur vie obtiennent le statut de martyr. Si l'on s'en tient à ce canon, le XV^{e} siècle est encore celui des croisades, certes avec souvent des objectifs très éloignés de l'ambition initiale des premiers croisés, qui était d'accomplir de hauts faits d'armes en Terre sainte. Les dernières expéditions seront menées contre les Maures en Espagne, les Slaves païens dans les pays baltes, les hérétiques en France, voire les rois chrétiens qui encourent la colère du souverain pontife. Pourtant, dans leur rôle définitoire, les quatre premières sont, sans comparaison possible, les plus importantes. Bien qu'infructueuses − les croisés ne parviendront pas à reprendre la Terre sainte aux musulmans −, elles ont de lourdes conséquences : dans les pays du Levant s'établissent brièvement des sociétés coloniales ; les coups portés à l'Empire chrétien d'Orient sont sévères et peut-être fatals. Surtout, la psychologie et la conscience européennes en seront durablement marquées. La toute première et la plus fructueuse des croisades débute en 1096. Au bout de trois ans, les croisés délivrent Jérusalem, où ils célèbrent la victoire triomphale de l'Évangile de la paix par un effroyable massacre de leurs prisonniers, femmes et enfants compris.



Contrairement à cette première croisade, la deuxième (1147-1149), qui commence par le massacre des Juifs de Rhénanie, tourne au désastre, malgré l'importance que lui confère la présence, cette fois, d'un empereur et d'un roi de France. Les croisés ne parviennent pas à récupérer Édesse, la ville dont la perte est à l'origine de cette deuxième expédition, et cet échec est en grande partie responsable du discrédit de saint Bernard, son défenseur le plus fervent (malgré l'importance de l'événement qui en découle : la reprise de Lisbonne aux Arabes musulmans par une flotte de croisés anglais et sa restitution au roi du Portugal). Puis, en 1187, Saladin reprend Jérusalem. La troisième croisade

(1189-1192) est la plus spectaculaire sur le plan social. L'empereur du Saint Empire, Frédéric Barberousse, qui périra noyé en traversant une rivière, y côtoie Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion, respectivement rois de France et d'Angleterre. Les querelles entre souverains empêchent les croisés de délivrer Jérusalem. La croisade suivante, lancée par le pape Innocent III, ne trouve aucun écho chez les monarques, mais elle attire de nombreux grands seigneurs en quête de possessions territoriales ; les Vénitiens apportent leur soutien financier et l'expédition prend le départ en 1202. Interférant avec des querelles dynastiques byzantines, cette quatrième croisade est immédiatement détournée au bénéfice des Vénitiens, qui aident l'empereur déposé à reprendre Constantinople. Le terrible sac de la ville, en 1204, marquera la fin de cette expédition dont le point d'orgue est l'établissement d'un « Empire latin » à Constantinople, lequel ne survivra que la moitié d'un siècle.

Le XIII^{e} siècle verra plusieurs autres croisades, mais, si elles contribuent à éloigner un peu plus longtemps l'Empire byzantin des dangers qui le guettent, le dernier bastion chrétien en Palestine, Acre, tombe aux mains des musulmans en 1281, et dès lors c'en est fini de l'indépendance des croisés en Terre sainte. La ferveur religieuse peut encore mobiliser les foules, mais les quatre premières tentatives ont trop souvent mis à nu sa face obscure : l'immense cupidité sous-jacente. Ces dernières croisades sont les premiers exemples de l'impérialisme européen outre-mer, à la fois dans ce mélange caractéristique d'objectifs nobles et indignes, et dans la tentative avortée d'une implantation coloniale. Alors qu'en Espagne et aux marches païennes du Saint Empire les Européens repoussent la frontière de la colonisation, en Syrie et en Palestine ils s'efforcent de transplanter des institutions occidentales dans un décor lointain et exotique en tentant de s'emparer de terres et de biens devenus rares

en Europe − le tout avec bonne conscience puisque leurs adversaires sont des infidèles assoiffés de conquête installés dans les plus hauts Lieux saints du christianisme. Comme dit la *Chanson de Roland*, « paiens unt tort e crestiens unt dreit » (« les païens ont le tort et les chrétiens le droit »), un cri de ralliement qui résume probablement assez bien l'absence de scrupules du croisé moyen.

Les rapides succès de la première croisade doivent beaucoup à la faiblesse et à l'anarchie que connaît provisoirement le monde musulman. La piètre transplantation des États francs et de l'Empire latin de Constantinople leur donnera un caractère éphémère. Mais d'autres conséquences seront plus durables, surtout dans le domaine des relations du christianisme avec l'islam. Pendant des siècles subsistera un sentiment de clivage idéologique insurmontable entre deux confessions religieuses d'origine très similaire. Au début du XII^{e} siècle, dans le monde chrétien occidental, le « déluge de déformations » de la réalité de l'islam, comme l'a fort justement qualifié un spécialiste, est déjà bien avancé. Il met fin, entre autres, à la possibilité d'une cohabitation, comme parfois en Espagne, et d'un arrêt de la corrosion de la culture chrétienne grâce au savoir musulman. Les croisades aggravent aussi la division du monde chrétien : on ne saurait oublier que le sac de Constantinople est le fait des croisés. Ces expéditions sont en outre le prélude à une nouvelle manière d'être des chrétiens du monde occidental, dont le caractère militant et l'agressivité éclateront souvent au cours des siècles à venir (lorsqu'ils seront en mesure, aussi, d'exploiter leur supériorité technique). On y trouve l'ancrage d'une mentalité qui, une fois laïcisée, alimentera la culture conquérante de l'époque moderne. La Reconquista à peine achevée, les Espagnols regarderont les Amériques comme une nouvelle terre de croisades.

L'Europe n'a cependant jamais été imperméable à l'influence musulmane. Ces expéditions lui donnent matière

à importer et à inventer de nouvelles coutumes et institutions. Chaque fois qu'ils sont confrontés à l'islam, que ce soit sur le terrain des croisades, en Sicile ou en Espagne, les Européens trouvent des choses à admirer. Parfois, ils adoptent des produits de luxe introuvables chez eux : vêtements de soie, parfums et spécialités culinaires. Les croisés changent leurs habitudes et prennent des bains plus fréquemment, conséquence plutôt malheureuse, car à la réprobation − en Europe, les bains publics sont associés à la débauche − s'ajoute une suspicion d'infidélité religieuse. La propreté du corps n'a pas encore atteint le stade où elle est presque systématiquement associée à celle de l'âme.

Une institution cristallise particulièrement le christianisme militant du bas Moyen Âge. Ce sont les ordres militaires issus de la chevalerie chrétienne. Ils réunissent des chevaliers qui prononcent des vœux en tant que membres d'une communauté religieuse observant la règle du combat pour la foi. Certains de ces ordres, devenus richissimes, possèdent des fondations dans de nombreux pays. Pendant des siècles, les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (qui existe toujours) seront en première ligne dans le combat contre l'islam. L'ordre des Templiers parviendra à un tel degré de puissance et de prospérité qu'un roi de France prendra peur et n'aura de cesse de le détruire. Quant aux ordres hispaniques de Calatrava et de Saint-Jacques de l'Épée, ils figurent en première ligne de la Reconquista.

Au nord opèrent les chevaliers Teutoniques, autre ordre militaire composé de moines-guerriers et fer de lance de la pénétration germanique dans la Baltique et les pays slaves. Ici aussi, le zèle militaire se mêle à la cupidité et au désir de sortir de la pauvreté, modifiant à la fois la carte et la culture de toute une région. L'impulsion colonisatrice qui fait défaut au Moyen-Orient a un succès durable plus au nord. L'expansion germanique à l'Est s'accompagne d'un extraordinaire mouvement populaire, une marée humaine

de plusieurs siècles au cours desquels hommes et femmes vont défricher, implanter propriétés et villages, fonder des villes, construire des châteaux forts pour les protéger et des monastères et églises pour servir la messe.

Si la grande poussée germanique vers l'est des années 1100 à 1400 redessine la carte économique, culturelle et ethnique, elle dresse aussi une nouvelle barrière à l'union de deux traditions chrétiennes. La suprématie pontificale occidentale rend le catholicisme de la période médiévale tardive moins favorable aux compromis et moins acceptable que jamais pour les orthodoxes. Alors, à partir du XII^{e} siècle, la Russie, par ses traditions et son histoire particulière, se coupe de plus en plus de l'Europe occidentale. La prise de Kiev par les Mongols en 1240 porte au monde chrétien oriental un coup aussi sévère que le sac de Constantinople trente-six ans auparavant. Les princes de Moscovie sont également vaincus. Avec le déclin de Byzance et la menace germanique et suédoise, les Russes doivent payer tribut pendant des siècles aux Mongols et à leurs successeurs tatars de la Horde d'Or. Cette longue domination par un peuple nomade eurasien est une autre expérience qui sépare la Russie de la majeure partie de l'Europe.

Le joug tatar a plus d'impact sur les principautés russes du Sud, par où sont passées les armées mongoles. Un nouvel équilibre se forme alors. Après l'éclipse kiévienne, Novgorod et Moscou acquièrent une nouvelle importance, malgré le lourd tribut payé aux Tatars sous forme d'argent, de recrues et de main-d'œuvre. Comme les autres princes de Russie, leurs émissaires doivent se rendre à Saraï, la capitale tatare située sur la Volga, et conclure séparément des arrangements avec les conquérants. Cette période est marquée par un bouleversement et une confusion extrêmes dans les schémas successoraux des États russes. La politique tatare et la lutte pour la survie favorisent les plus despotiques. La future tradition politique de la Russie se

forge ainsi sous l'enclume tatare comme elle l'a été par son héritage des idées impériales byzantines. Progressivement, Moscou devient le centre d'une nouvelle tendance centralisatrice, un processus déjà perceptible sous le règne du fils d'Alexandre Nevski, grand-prince de Moscovie. Ses successeurs bénéficient du soutien des Tatars, qui voient en eux d'efficaces collecteurs de tribut. L'Église n'offre aucune résistance et, au XIVe siècle, la chaire métropolitaine est transférée de Vladimir à Moscou.

Entre-temps, l'Église orthodoxe se heurte à de nouvelles difficultés en Europe. Le dernier peuple païen du continent, les Lituaniens, se convertit au catholicisme à la fin du XIVe siècle, et leur grand-duc, Jagellon, incorpore de vastes territoires slaves à ses possessions, notamment une part importante de la Prusse, de la Pologne et de l'Ukraine, ainsi que la ville de Kiev, qui leur reste acquise pendant trois cents ans. À partir du XVIe siècle, ces États forment une république aristocratique, l'Union de Pologne-Lituanie, avec un souverain élu. Fort heureusement pour les Russes, les Lituaniens aussi se battent contre les Germains et taillent en pièces les chevaliers Teutoniques à la bataille de Tannenberg, en 1410.

La chute de Constantinople entraîne de grands changements pour la Russie. Le christianisme orthodoxe oriental doit maintenant y trouver son centre, qui n'est plus à Byzance. Les ecclésiastiques russes sentent vite que ces terribles événements cachent un objectif complexe. L'Empire byzantin, ils en sont convaincus, a trahi son héritage en cherchant un compromis religieux au concile de Florence. « Constantinople est tombée parce qu'elle a déserté la vraie foi orthodoxe, écrit le métropolite de Moscou. Il n'existe qu'une seule véritable Église ici-bas, l'Église de Russie. » Quelques décennies plus tard, au début du XVIe siècle, un moine pourra écrire au souverain de Moscovie sur un ton tout à fait différent : « Deux Rome sont tombées, mais la troisième tient debout et il n'y en aura pas

de quatrième. Tu es le seul empereur des chrétiens du monde entier, le seigneur de tous les chrétiens fidèles. »

La fin de Byzance intervient au moment où d'autres bouleversements historiques créent des conditions favorables pour que la Russie puisse sortir d'une situation confuse et se libérer du joug tatar. Au XV^{e} siècle, la Horde d'Or est déchirée par des dissensions internes et l'expansion lituanienne s'est arrêtée. Ces belles occasions, un monarque va pouvoir les saisir : Ivan III, dit le Grand, monte sur le trône en 1462 et donne à la Russie quelque chose de semblable à ce que la France et l'Angleterre ont gagné au XII^{e} siècle et conservé depuis : une définition et une réalité. Certains ont vu en lui le premier souverain de la nation russe. L'objectif fondamental de son règne est la consolidation du territoire. Lorsque la Moscovie absorbe les républiques de Pskov et de Novgorod, son autorité s'étend jusqu'à l'Oural, du moins en théorie. Les oligarques à la tête de ces républiques sont déportés et remplacés par des hommes qui reçoivent des terres en échange de services militaires rendus à Ivan III. Maîtres du commerce de ces régions, les marchands de la ligue hanséatique sont expulsés. En 1481, les Tatars lancent une nouvelle attaque sur Moscou mais ils sont repoussés et, en envahissant la Lituanie à deux reprises, Ivan III acquiert en 1503 une grande partie de la Russie blanche et de la Petite Russie. Son successeur prend Smolensk en 1514.

Ivan le Grand est le premier souverain russe à utiliser le terme de « tsar », évocation d'un passé impérial, une façon de se réclamer de l'héritage des Césars, dont le terme est issu. En 1472, il épouse Sophie Paléologue, nièce du dernier empereur byzantin, et s'arroge le titre d'« autocrate de toutes les Russies, par la grâce de Dieu ». Durant son règne, il prend comme insigne l'aigle à deux têtes, qui restera celui des tsars jusqu'en 1917. Ce blason de la maison Paléologue donne lui aussi à la monarchie et à l'histoire russes une tonalité byzantine qui accentue encore la dissonance avec

l’Europe occidentale. Vers 1500, l’Europe de l’Ouest reconnaît déjà à la Russie une sorte de monarchie caractéristique. Vassili, le successeur d’Ivan III, est connu pour avoir exercé un pouvoir plus despotique que n’importe quel autre de tous les souverains du monde chrétien.

Avec beaucoup de recul, dès 1500 on peut déjà avoir un aperçu de ce que sera le devenir de l’Europe. Un vaste processus de redéfinition et de concrétisation est à l’œuvre depuis des siècles. Les limites territoriales de l’Europe sont toutes dessinées ; à l’Est, la consolidation de la Russie chrétienne a bloqué toute avancée, et, dans les Balkans, l’Empire ottoman, musulman, sert de garde-fou. Vers 1250, la première vague d’expansion outre-mer, œuvre des croisés, est pratiquement terminée. Au XV^{e} siècle, le début de la souveraineté ottomane contraint l’Europe à adopter de nouveau une position défensive en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Les malheureuses républiques comme Venise, par exemple, qui possèdent à l’Est des territoires menacés, doivent agir au mieux pour les protéger. Pendant ce temps, d’autres portent un regard différent sur leur horizon océanique. Les relations de l’Europe occidentale avec le reste du monde entrent dans une nouvelle phase.

En 1400, pour les Européens, Jérusalem est toujours le centre du monde. Bien que les Vikings aient traversé l’Atlantique, les hommes peuvent encore imaginer un monde sphérique constitué de trois continents − l’Europe, l’Asie et l’Afrique − sur les rives d’une mer fermée par des terres, la Méditerranée. Une révolution extraordinaire les attend, tout près, la plus grande depuis l’expansion mongole, et elle va balayer définitivement cette vision du monde. La route qu’elle prendra sera maritime, parce que toute autre avance est bloquée. Les premiers contacts directs de l’Europe avec l’Asie ont eu lieu par voie de terre plus que par mer. Les routes caravanières d’Eurasie centrale en constituaient le canal principal et les marchandises étaient transportées en Occident par bateau,

à partir de la mer Noire ou des ports du Levant. Ailleurs, jusqu'au XV^{e} siècle, les navires s'aventuraient rarement très loin au-delà du sud du Maroc. Désormais, avec la déferlante des expéditions maritimes, va commencer la véritable histoire du monde.

Ce phénomène s'explique entre autres par l'acquisition de nouveaux outils et savoir-faire. Pour voguer sur l'océan, il faut des bateaux différents et de nouvelles techniques de navigation au long cours. À partir du XIV^{e} siècle, tout cela existe et ouvre la voie aux grandes explorations qui donneront au XV^{e} sa réputation d'« époque de reconnaissances ». Deux modifications capitales ont été apportées à la conception des navires. L'une est spécifique : il s'agit de l'adoption du gouvernail d'étambot, fixé à l'arrière, et, bien que nous ne connaissions pas les circonstances exactes de son apparition, le fait est que vers 1300 certains bateaux en sont équipés. L'autre amélioration, plus complexe et plus progressive, concerne le gréement. Ces deux modifications, conséquences sans doute du développement du commerce maritime, s'accompagnent d'une augmentation de la taille des constructions navales. Vers 1500, les « cogues » médiévales, ventrues, à gréement carré, avec seulement un mât et une voile, deviennent des trois-mâts à voilure multiple. Le grand mât est toujours à voile carrée, mais il en comporte plusieurs ; quant au mât d'artimon, sa voile latine vient tout droit d'une longue tradition méditerranéenne ; le mât de misaine compte peut-être un nombre plus élevé de voiles carrées, mais aussi des focs tout récents fixés au beaupré. Conjuguée à la voile latine de l'arrière, cette voilure des mâts avant rend les vaisseaux beaucoup plus manœuvrables, avec une bien meilleure remontée au vent.

Une fois ces innovations intégrées, la conception des trois-mâts est peaufinée, et, pour l'essentiel, elle restera inchangée jusqu'à l'invention du moteur à vapeur. Un capitaine de clipper du XIX^{e} siècle jugerait les trois navires

de Christophe Colomb un peu petits, voire exigus, mais il reconnaîtrait la pertinence de leur conception. Et, comme ils étaient équipés de canons, certes minuscules au regard de ce que l'on connaîtra par la suite, le grand Nelson, lui non plus, ne les aurait pas reniés.

Les techniques de navigation enregistrent également des progrès fondamentaux. Les Vikings ont été les premiers à montrer comment naviguer sur un océan. Leurs navires et leurs compétences en la matière dépassaient de loin tout ce que l'on connaissait en Europe. En s'aidant de la position de l'étoile polaire par rapport au soleil de midi, dont la hauteur au-dessus de l'horizon, aux latitudes nordiques, avait été mesurée et rapportée dans les tables d'un astronome irlandais du X^{e} siècle, ils avaient traversé l'Atlantique en suivant un parallèle. Le XIII^{e} siècle est celui de deux grandes innovations. À cette époque, en Méditerranée, l'usage de la boussole est répandu (les Chinois l'utilisent déjà, mais on ignore si elle est connue au Moyen-Orient, bien que la chose soit probable, et comment elle est parvenue jusque-là). En 1270 apparaît la première référence à un portulan, probablement utilisé par un équipage engagé dans une expédition croisée. Les deux siècles suivants voient naître la géographie et l'exploration modernes. Mus par la perspective des belles cargaisons à prendre, par leur élan missionnaire et par l'ouverture des relations diplomatiques, des princes commencent à aider la recherche. Au XV^{e} siècle, ils en viennent à avoir leurs propres cartographes et océanographes. Au premier rang d'entre eux figure le frère du roi du Portugal, Henri le Navigateur, surnom attribué plus tard par des érudits anglais et tout à fait impropre, au demeurant, pour cet homme qui n'a jamais pris la mer.

Le Portugal dispose d'une longue façade atlantique. Bordé au nord et à l'est par le territoire espagnol, il est aussi de plus en plus coupé du commerce méditerranéen par une flotte italienne très expérimentée. Alors, inévitablement

semble-t-il, les Portugais sont amenés à se tourner vers l'Atlantique. Ils ont déjà commencé à se familiariser avec les courants marins du nord lorsque le prince Henri décide de se lancer dans une série d'expéditions maritimes. Cette initiative revêt une importance capitale. Des motivations variées poussent en effet le frère du roi à encourager ses compatriotes à se tourner vers le sud. À l'époque, le Sahara est connu pour receler de l'or et des épices ; alors, peut-être les Portugais pourront-ils découvrir où. Peut-être aussi auront-ils l'occasion de nouer une alliance avec le mythique Prêtre Jean pour attaquer les Ottomans sur leur flanc. Et puis, certainement, tout cela n'ira pas sans conversions, gloire et acquisitions de territoires au bénéfice de la Croix. En dépit de tout ce qu'il accomplit pour lancer l'Europe dans la grande aventure expansionniste qui va transformer la planète pour donner un seul monde, Henri est bien un homme de son temps. Pour chacune de ses expéditions, il prend soin de recueillir l'approbation du souverain pontife. Il part d'abord en croisade en Afrique de Nord, emportant avec lui un fragment de la sainte Croix et, en 1415, il participe à la prise de Ceuta, sur la côte nord-africaine, qui met fin à la mainmise musulmane sur les couloirs méditerranéens occidentaux. Il domine la première époque des grandes découvertes, centrées autour d'une recherche systématique, commanditée par les gouvernements, mais dont l'esprit est ancré dans le monde de la chevalerie et des croisades qui a façonné sa pensée. Henri le Navigateur est le type même de l'homme dont l'œuvre a largement dépassé l'intention.

Les Portugais progressent régulièrement vers le sud. Ils commencent par coller à la côte africaine, mais quelques-uns des plus téméraires parviennent à l'archipel de Madère et s'y installent dès les années 1420. En 1434, l'un de leurs capitaines franchit le cap Bojador[16], un obstacle psychologiquement important. Cette réussite est le premier grand triomphe d'Henri. Dix ans après, les Portugais

contourneront la presqu'île du Cap-Vert et s'établiront aux Açores. À cette époque, ils ont mis au point la caravelle, un navire qui dispose d'une nouvelle voilure pour affronter les vents et courants contraires au retour, en s'engageant dans l'Atlantique et en suivant une longue trajectoire semi-circulaire pour rentrer au pays. En 1445, ils atteignent le Sénégal, où ils construisent peu après leur premier fortin. Lorsque Henri meurt en 1460, ses compatriotes sont déjà prêts à avancer plus au sud. En 1473, ils passent l'équateur et en 1487 parviennent au cap de Bonne-Espérance. Au-delà s'étend l'océan Indien ; les Arabes y pratiquent le commerce depuis longtemps et l'on trouve des carnets de navigation. On se souvient aussi de la présence des Chinois, deux générations auparavant. Au-delà de l'océan Indien se trouvent des territoires encore plus riches en épices. Enfin, en 1498, Vasco de Gama jette l'ancre dans les eaux indiennes.

À cette époque, un autre marin, génois celui-là, traverse l'Atlantique à la recherche d'un nouvel itinéraire vers l'Asie. Christophe Colomb est certain d'y arriver en se fiant à la mappemonde de Ptolémée. Il se trompe. Au lieu de rejoindre les Indes, il découvre les Amériques, pour le compte des Rois Catholiques espagnols. La dénomination anglaise des Antilles, les « Indes occidentales », rappelle sa ferme conviction d'être tombé, au terme de son étonnante aventure, si différente des courageuses mais précautionneuses expéditions portugaises autour des côtes africaines, sur des îles situées au large de l'Asie. Contrairement aux Portugais, et sans le vouloir, il a en réalité découvert un continent entier, même si, lors de la seconde expédition organisée en 1493 avec un équipage bien plus important et un meilleur équipement, il n'en explore que les îles. Les Portugais sont convaincus d'avoir atteint un continent connu en suivant un nouvel itinéraire. Très vite (bien que Colomb refusât toujours de l'admettre, même sur son lit de mort, et après deux autres expéditions

et l’arrivée sur le continent), des doutes se font jour : et si ce n’était pas l’Asie ? En 1494, l’expression « Nouveau Monde » s’applique pour la première fois aux territoires découverts dans l’hémisphère occidental (il faudra cependant attendre 1726 pour comprendre que l’Asie et l’Amérique ne se rejoignent pas au niveau du détroit de Béring).

Les deux nations les plus entreprenantes, aux portes de l’Atlantique, tentent de parvenir à un accord sur leurs intérêts respectifs dans un monde dont l’horizon s’élargit. Le premier traité européen sur le commerce en dehors des eaux territoriales, signé en 1479, attribue aux Portugais le contrôle du golfe de Guinée ; dès lors, les deux protagonistes poursuivent la délimitation des zones d’influence. Le pape rend alors une décision temporaire, fondée sur un partage du monde entre eux deux, selon une ligne nord-sud passant à 100 lieues à l’ouest des Açores, mais, en 1494, le traité de Tordesillas établit une nouvelle ligne de démarcation accordant au Portugal toutes les terres situées à l’est du méridien passant à 370 lieues à l’ouest du Cap-Vert, et à l’Espagne tout ce qui se trouve à l’ouest. En 1500, une flotte portugaise en route pour l’océan Indien file à travers l’Atlantique pour échapper aux vents contraires et, à sa grande surprise, touche terre à l’est de la ligne de partage, non sur le continent africain, mais au Brésil. Dorénavant, le destin des Portugais va les mener dans l’Atlantique autant qu’en Asie. Le Portugal concentre toujours ses efforts à l’est, mais un Italien au service de la Couronne, Amerigo Vespucci, va ensuite très vite se diriger beaucoup plus au sud, pour montrer que près de l’itinéraire occidental entre l’Europe et l’Asie se trouve un continent entier et non un simple archipel. Sous peu, cette *terra firma* s’appellera l’Amérique, en l’honneur du navigateur florentin, et le nom de ce continent de l’hémisphère sud s’étendra par la suite à celui du nord.

En 1522, trente ans après l'accostage de Christophe Colomb aux Bahamas, un navire de la couronne espagnole termine le premier voyage autour du monde. Le capitaine de cette première circumnavigation est un Portugais, Fernand de Magellan, qui parvient à atteindre les Philippines, où il est tué après avoir découvert et traversé le détroit qui porte aujourd'hui son nom. Dix-huit des membres de son équipage sont rentrés sains et saufs en Espagne. Cette expédition, qui apporte la preuve que tous les grands océans sont reliés entre eux, marque la fin du prologue de l'ère européenne. Cent ans à peine de découvertes et de grandes explorations ont modifié la cartographie du monde. Dorénavant, les pays possédant une façade atlantique bénéficieront d'opportunités dont seront privées les puissances enclavées de l'Europe centrale et de la Méditerranée. D'abord, ce seront l'Espagne et le Portugal, mais bientôt viendront, qui les surpasseront, la France, la Hollande et surtout l'Angleterre, avec une kyrielle de ports jouissant d'une situation incomparable, au centre d'un hémisphère récemment élargi, tous accessibles aisément de leur arrière-pays, et très proches de toutes les grandes voies maritimes européennes des deux siècles suivants.

Les initiatives qui ont conduit à cette évolution ont été possibles uniquement grâce à l'existence d'un substrat de compétences maritimes et de connaissances géographiques en constant développement. Un personnage nouveau, caractéristique de cette symbiose, apparaît : le navigateur-explorateur professionnel. Les premiers sont surtout des Italiens, comme Christophe Colomb. Et les nouvelles connaissances ne servent pas seulement à améliorer la conception de ces expéditions et leur performance technique ; elles permettent aussi aux Européens d'envisager leur relation au monde sous un autre angle. Pour résumer, Jérusalem cesse d'être le centre du monde. Malgré leur caractère très rudimentaire, les cartes que les

hommes commencent à tracer montrent la structure fondamentale du globe tel qu'il est réellement.

En 1400, un Florentin avait rapporté de Constantinople un exemplaire de la *Géographie* de Ptolémée. On y trouvait une vision du monde pratiquement tombée dans l'oubli depuis un millier d'années. Au II^e^ siècle de notre ère, le monde de Ptolémée incluait déjà les Canaries, l'Islande et Ceylan, chacune ayant sa place sur la carte ptoléméenne en même temps que la représentation erronée d'un océan Indien complètement fermé, encerclé par des terres inexplorées. La traduction de cet ouvrage, si trompeur fût-il, et la multiplication des exemplaires, d'abord manuscrits puis imprimés (entre 1477, date de la première impression, et 1500, on ne compte pas moins de six rééditions), encouragent fortement l'élaboration de cartes plus précises. Au XVI^e^ siècle, les cartographes inventent l'atlas, une collection reliée de cartes gravées et imprimées ; plus que jamais, la population a la possibilité d'acheter ou de consulter une représentation du monde dans lequel elle vit. L'existence de meilleures projections cartographiques simplifie également la navigation. Le grand spécialiste, dans ce domaine, est un Hollandais, Gerhard Kremer, plus connu sous le nom de Mercator. Il est le premier homme à avoir imprimé le mot « Amérique » sur une carte, et on lui doit la plus connue des projections du monde, sur un cylindre de papier déroulé, avec l'Europe au centre.

Le plus remarquable, dans cette évolution, est sa nature cumulative et systématique. L'expansion européenne, durant la phase suivante de l'histoire mondiale, sera intentionnelle et orientée comme jamais. Depuis longtemps, les Européens recherchent des terres et de l'or ; la cupidité présente au cœur de l'entreprise exploratrice n'a rien de nouveau. Pas plus que le zélotisme qui parfois les anime et cache les ressorts de l'action aux acteurs eux-mêmes. La nouveauté, c'est l'assurance croissante que procurent les connaissances acquises et le succès rencontré. En 1500, les

Européens se trouvent à l'orée d'une époque où leur énergie et cette assurance augmenteront de façon exponentielle, semble-t-il. Le monde ne vient pas à eux ; ce sont eux qui vont à lui et s'en emparent.

L'ampleur d'une telle rupture avec le passé n'est pas immédiatement perceptible. En Méditerranée et dans les Balkans, les Européens sont sur la défensive, se sentant toujours menacés. La navigation et la manœuvre marine ont encore de grands progrès à accomplir − il faudra notamment attendre le XVIII^{e} siècle pour disposer d'un chronomètre assez précis pour calculer la position exacte d'un navire. Mais une voie nouvelle s'ouvre pour les relations entre l'Europe et le reste du monde, et entre tous les Européens. Les grandes découvertes céderont le pas aux grandes conquêtes, puis, en temps voulu, à l'exploitation des nouvelles et vastes ressources des contrées d'outre-mer. Une révolution mondiale s'amorce tandis que se perd un équilibre vieux d'un millier d'années. Au cours des deux siècles suivants, des milliers de vaisseaux vont lever l'ancre, bon an mal an, chaque jour que Dieu fait, à Lisbonne, Séville, Londres, Bristol, Nantes, Anvers et dans de nombreuses autres villes portuaires d'Europe, en quête d'échanges commerciaux profitables avec les autres continents. Ils feront voile en direction de Calicut, Canton, Nagasaki. Avec le temps, d'autres navires les rejoindront, partis de ports étrangers où les Européens auront établi des comptoirs commerciaux − Boston et Philadelphie, Batavia (l'actuelle Djakarta) et Macao. Et, durant tout ce temps, pas un seul boutre arabe ne trouvera son chemin vers l'Europe ; on ne verra de jonque chinoise sur la Tamise qu'en 1848, et c'est encore plus tard, en 1867, qu'un bateau japonais traversera le Pacifique pour jeter l'ancre à San Francisco, soit longtemps après l'établissement, par les Européens, des grands couloirs maritimes.

En 1500, il est clair que l'Europe est devenue le centre d'une nouvelle civilisation ; et, en peu de temps, celle-ci va

gagner d’autres contrées. Son cœur bat toujours au rythme de la religion. Des institutions qui en découlent, il a déjà été question : l’Église exerce une très forte influence sur la réglementation sociale et le gouvernement, malgré de nombreuses vicissitudes ; elle est aussi la gardienne de la tradition et la source de tout enseignement, le véhicule et le réceptacle de la civilisation. Depuis le XIII^{e} siècle, la tenue des registres, l’enseignement et l’étude, si longtemps restés l’œuvre des moines, sont aussi dévolus aux frères des ordres religieux et, plus important encore, à une nouvelle institution dans laquelle ces derniers jouent parfois un rôle important : les universités. Celles de Bologne, Paris et Oxford sont les toutes premières. En 1400, on en compte cinquante-trois de plus. L’importance des universités pour l’avenir de l’Europe, cependant, réside dans leur existence même : grâce à elles, lorsque l’instruction en viendra à concerner un nombre important de laïcs, elle sera longtemps assurée par une institution sous contrôle de l’Église, et imprégnée de religion. Les universités constitueront en outre une grande force cosmopolite unificatrice. Les cours sont donnés en latin, langue de l’Église et « *lingua franca* » des érudits. On trouve actuellement des vestiges de cette ancienne prééminence lors de certaines cérémonies universitaires en latin et dans la nomenclature des diplômes.

Le droit, la médecine, la théologie et la philosophie tirent tous profit de la nouvelle institution. Au cours du haut Moyen Âge, la philosophie se dissout presque dans la théologie. Puis, grâce à la traduction des œuvres grecques directement en latin, au XII^{e} siècle, les érudits d'Europe ont la possibilité de lire les philosophes classiques par eux-mêmes. Les textes deviennent accessibles à partir de sources islamiques. Les œuvres d'Aristote et d'Hippocrate qui viennent d'être traduites en latin font d'abord l'objet

d’une grande méfiance, et cette suspicion persiste jusqu’à une période avancée du XIII^{e} siècle. Néanmoins se met en place progressivement une tentative de conciliation entre les récits des classiques et ceux des chrétiens. Grâce à l’œuvre de deux dominicains surtout, Albert le Grand et son disciple Thomas d’Aquin, il ressort clairement qu’un rapprochement et une synthèse sont en effet possibles. Ainsi l’Europe occidentale en est-elle venue à se réapproprier l’héritage classique et à le rechristianiser. Au lieu de constituer un contraste et une approche critique de la culture théocentrique du monde chrétien, il lui est incorporé. Le monde classique commence à être perçu comme un précurseur du christianisme. Pendant des siècles, sur des questions intellectuelles, la religion ou les auteurs classiques font autorité, et parmi ces derniers Aristote jouit d’un prestige unique. À défaut de pouvoir le canoniser, l’Église le traite comme une sorte de prophète.

La première preuve en est la pratique remarquable, systématique et rationaliste de la scolastique médiévale, nom donné à l’effort intellectuel visant à pénétrer la signification de l’enseignement chrétien. Sa force réside dans sa façon de tout embrasser, ce que personne n’a fait avec autant de brio que Thomas d’Aquin dans sa *Somme théologique*, reçue de manière très contrastée, qualifiée à la fois d’accomplissement suprême et de synthèse d’une grande fragilité. La scolastique s’efforce d’expliquer tous les phénomènes. Sa faiblesse se situe dans son refus de passer par l’observation et l’expérimentation. Le christianisme forme l’esprit médiéval à la pensée logique, mais seuls quelques érudits isolés et atypiques entraperçoivent la possibilité d’enfoncer des portes pour parvenir à une méthode réellement expérimentale.

Néanmoins commencent à poindre, dans les réalisations culturelles du monde chrétien, les premiers signes d’une libération par rapport au monde fermé du haut Moyen Âge. Et, paradoxalement, les chrétiens le doivent à l’islam,

malgré la profonde suspicion et la crainte qui ont longtemps marqué l'attitude des fidèles ordinaires vis-à-vis de la civilisation arabe. Malgré leur ignorance, aussi : la première traduction du Coran en latin date de l'an 1143, pas avant. En quelques endroits seulement existe une possibilité de relations simples et de tolérance entre fidèles et infidèles (c'est ainsi qu'ils se voient respectivement). En Sicile et en Espagne, surtout, les deux cultures se rencontrent et permettent la grande entreprise de traduction du XII^{e} et du XIII^{e} siècle. L'empereur Frédéric II est considéré avec la plus grande suspicion parce que, s'il a persécuté les hérétiques, il est connu pour avoir accueilli Juifs et Sarrasins à sa cour de Palerme. Tolède, l'ancienne capitale des Wisigoths, est un autre centre particulièrement important. Voilà les lieux où les scribes copient et recopient les textes latins qui seront très demandés au cours des six siècles suivants. Les œuvres d'Euclide commencent à être elles aussi copiées, recopiées puis imprimées, ce qui pourrait signifier que leur succès finit par dépasser celui de tous les autres ouvrages, hormis la Bible, au moins jusqu'au XX^{e} siècle. Elles constituent désormais la base de l'enseignement des mathématiques en Europe occidentale et le resteront jusqu'au XIX^{e} siècle. Le monde hellénistique recommence à irriguer la pensée européenne.

Schématiquement, la première transmission islamique des textes antiques concerne l'astrologie, l'astronomie et les mathématiques, trois domaines intimement liés. Jusqu'au XVI^{e} siècle, l'astronomie de Ptolémée, arrivée en Europe par cette voie, sera considérée comme une base satisfaisante pour l'étude de la cosmologie et la navigation. Pendant la majeure partie du Moyen Âge, la cartographie est en réalité beaucoup plus élaborée dans le monde musulman qu'en Europe, et les marins arabes utilisent la boussole bien avant leurs homologues européens (qui seront pourtant les premiers grands explorateurs des océans). L'astrolabe est une invention des Grecs, mais c'est grâce aux écrits arabes

que son usage se répand en Europe. Et lorsque Chaucer rédige son *Traité sur l'astrolabe*, il s'inspire d'un document arabe antérieur. La nouvelle numération et la notation positionnelle décimale, toutes deux d'origine indienne mais issues de sources arabes, constituent peut-être les emprunts les plus importants. Pour tester l'utilité du système décimal dans la simplification des calculs, il suffit d'essayer d'écrire des sommes en chiffres romains.

Parmi les sciences de l'observation autres que l'astronomie, la plus importante qui soit parvenue en Europe *via* l'islam est la médecine. Outre l'accès aux ouvrages médicaux d'Aristote, Galien et Hippocrate (les traductions du grec ne commencent pas avant l'an 1100), les textes et enseignements arabes apportent aussi aux praticiens européens tout l'arsenal des connaissances thérapeutiques, anatomiques et pharmacologiques des médecins musulmans. Le prestige du savoir et de la science arabes permet de faire passer plus facilement des idées subversives et plus subtilement dangereuses. La philosophie et la théologie musulmanes commencent à être étudiées en Europe. Il n'est pas jusqu'à l'art européen qui ne subisse lui aussi l'influence de l'islam, car l'invention de la perspective, qui va métamorphoser l'art pictural, nous est venue, semble-t-il, de l'occupation arabe en Espagne au XIII^{e} siècle. En échange, l'Europe n'offre pas grand-chose, hormis ses connaissances technologiques dans le domaine de l'artillerie.

L'Europe médiévale doit plus à l'islam qu'à toute autre source d'inspiration contemporaine. Malgré tout l'intérêt qu'ils présentent en termes d'aventure et d'exotisme, les voyages d'un Marco Polo ou les expéditions des missionnaires chrétiens en Asie centrale n'ont pas apporté beaucoup de changements en Europe. En 1500, la quantité de marchandises faisant l'objet d'échanges commerciaux avec les autres parties du monde est encore infime. En matière de techniques, l'Europe ne doit en toute certitude à

l'Asie orientale que l'art de confectionner la soie (qui lui vient de l'empire d'Orient) et la fabrication du papier. Bien que connue en Chine depuis le II^e^ siècle de notre ère, celle-ci ne parvient en Europe qu'au XIII^e^ siècle, et encore est-ce par le canal de la domination arabe en Espagne. Quant aux idées, celles des contrées d'Asie plus proches de l'Europe n'arrivent pas davantage, sauf à avoir été affinées dans le creuset arabe, comme les mathématiques indiennes. Étant donné la perméabilité de la culture islamique, l'hypothèse d'un isolement général de l'Europe par les musulmans, avec mise en place d'une barrière avec l'Orient, est moins plausible que celle, toute simple, de l'éloignement excessif de la Chine et de l'Inde. Après tout, ces deux derniers pays n'étaient pas plus accessibles à l'ère préchrétienne, lorsque les communications n'étaient pas plus difficiles.

La réintégration de la philosophie classique dans la théologie chrétienne, comme dans l'œuvre de saint Thomas d'Aquin, est une réponse, à dix siècles de distance, à la fameuse apostrophe de Tertullien : « Quoi de commun entre Athènes et Jérusalem ? » Dans la *Divine Comédie* de Dante, l'une des plus grandes œuvres littéraires du Moyen Âge − certains diraient la plus grande −, l'importance du rattachement du monde chrétien à celui qui l'a précédé est déjà perceptible. Dante y décrit son voyage aux enfers, au purgatoire et au paradis, l'univers de la vérité chrétienne. Pourtant, l'âme qu'il choisit pour le guider n'est pas celle d'un chrétien, mais d'un païen, le poète classique Virgile, dont le rôle est beaucoup plus que figuratif. En matière de vérité, Virgile fait autorité car, avant la naissance du Christ, il a annoncé Sa venue. Le poète romain est donc devenu prophète, apte à figurer aux côtés de ceux de l'Ancien Testament. Bien que l'idée d'un lien avec l'Antiquité n'ait jamais totalement disparu (comme l'ont montré les tentatives de chroniqueurs enthousiastes pour faire remonter les Francs ou les Bretons d'Angleterre à des ancêtres troyens), la position de Dante constitue une sorte

de marqueur temporel. En dépit de tout le battage scolastique qui l'accompagne, l'acceptation du monde classique par les chrétiens permet une transformation généralement considérée comme radicale, à savoir la grande renaissance de la pensée humaniste, entre le XIVe et le XVIe siècle, longtemps dominée par le latin (la première grammaire grecque ne sera imprimée qu'en 1497).

Érasme de Rotterdam est l'une des figures emblématiques de cette transition dans l'histoire culturelle. Moine pendant un temps, il deviendra plus tard le principal défenseur des études classiques de son époque et le correspondant de la plupart des grands humanistes. Pourtant, à l'époque, il considère encore ces classiques comme la porte d'entrée à l'étude suprême des codices, et son livre le plus important est une édition du Nouveau Testament en grec. La décision d'imprimer une bonne version de la Bible présente en effet un aspect révolutionnaire, mais Érasme n'a pas l'intention de renverser l'ordre religieux, même s'il met beaucoup d'énergie et d'esprit à se moquer des hommes d'Église gonflés d'orgueil et s'il émane de ses livres comme de ses lettres une véritable incitation à la pensée indépendante. Son discours s'enracine non pas dans l'Antiquité païenne, mais dans la piété de la *devotio moderna*, mouvement mystique du XVe siècle apparu aux Pays-Bas.

D'aucuns, qui commencent à cultiver l'étude des auteurs classiques et à invoquer explicitement les idéaux païens de l'époque, inventent alors la notion de Moyen Âge pour insister sur leur sentiment qu'un phénomène nouveau est apparu. Plus tard, ils seront perçus à leur tour comme les artisans d'une « seconde naissance » d'une tradition perdue, d'une « renaissance » de l'Antiquité classique. Pourtant, eux-mêmes ont été formés au sein d'une culture qui doit son existence aux grands changements intervenus à partir du XIIe siècle dans la civilisation chrétienne. Parler de renaissance peut être d'une certaine utilité si nous ne

perdons pas de vue les restrictions contextuelles de notre utilisation du terme, mais y voir une transformation culturelle en rupture totale avec la civilisation chrétienne médiévale reviendrait à falsifier l'histoire. La Renaissance a été et est encore un mythe utile, l'une de ces idées qui aident l'homme à maîtriser ses repères, et par conséquent à agir de manière plus efficace. Quelle que soit cette période de Renaissance, il n'est, dans l'histoire européenne, aucune ligne de démarcation qui la distingue clairement du Moyen Âge, et toute définition que nous nous plairons à donner de cette époque n'y pourra rien.

Presque partout, en revanche, on constate un changement de perspective qui se manifeste surtout dans la relation au passé. Les hommes du XIII^{e} siècle, comme ceux du XVI^{e}, représentent les héros de l'Antiquité avec les attributs vestimentaires de leur propre époque. Le grand Alexandre présente une ressemblance indéniable avec un souverain du Moyen Âge, par exemple. Plus tard, le Jules César de Shakespeare, au lieu d'être drapé dans une toge romaine, sera vêtu d'un pourpoint et de chausses. En fait, dans l'une ou l'autre de ces représentations du passé, il n'existe aucun sens réel de l'histoire, aucune conscience des profondes différences entre les hommes et les choses de jadis et d'alors. L'histoire est perçue, au mieux, comme une école d'exemples. La différence entre les deux attitudes réside dans le fait que, du point de vue médiéval, l'Antiquité peut faire l'objet d'un examen attentif pour y trouver les signes d'un plan divin, des preuves dont l'existence même donne magistralement raison, une fois de plus, aux enseignements de l'Église. C'est ce que transmet saint Augustin et que Dante accepte. Toutefois, vers 1500, les hommes discernent autre chose dans leur passé, tout aussi anhistorique mais plus utile pour leur époque et ses difficultés − c'est du moins le sentiment qu'ils ont. Certains y voient une source d'inspiration classique, peut-être même païenne, distincte

en tout cas de l'inspiration chrétienne, et il en résulte un regain d'intérêt pour les ouvrages classiques.

L'idée de Renaissance est particulièrement liée aux innovations dans le domaine de l'art. L'Europe du bas Moyen Âge en a vu beaucoup. À partir du XII^e^ siècle, elle semble aussi dynamique et créatrice que n'importe quelle autre grande civilisation. Dans le domaine musical, théâtral et poétique, se créent des formes et styles nouveaux qui encore aujourd'hui nous émeuvent. Au XV^e^ siècle, pourtant, il apparaît déjà clairement que ces éléments novateurs ne peuvent en aucune manière être confinés au service de Dieu. L'art devient autonome. Le couronnement de cette métamorphose est la Renaissance et son esthétique majeure, qui transcende allègrement ses innovations stylistiques, si révolutionnaires soient-elles. La Renaissance est l'indice le plus clair de la rupture entre la synthèse chrétienne et le monopole ecclésiastique de la culture, laquelle s'exprime par la lente divergence des mythologies classique et chrétienne, mais aussi par l'avènement du romantisme et des chansons d'amour des troubadours provençaux (qui doivent beaucoup à l'influence arabe), la généralisation du style gothique dans les bâtiments séculiers, comme les maisons de corporations des grandes villes récentes, ou l'essor d'une littérature vernaculaire pour profanes instruits, dont l'exemple suprême est peut-être l'œuvre du poète anglais Chaucer, *Les Contes de Canterbury*.

De telles transformations ne sont pas faciles à dater, les innovations n'étant pas toujours suivies d'acceptation immédiate. En littérature existent des restrictions matérielles particulièrement fortes, en raison d'un manque durable de textes. Il faut attendre une période avancée du XVI^e^ siècle pour voir la première édition imprimée des œuvres complètes de Chaucer. À l'époque, il est indéniable qu'une révolution intellectuelle est en marche, qui englobe toutes les tendances évoquées jusqu'ici mais représente

beaucoup plus que leur somme et doit presque tout à l'arrivée du livre imprimé. Même un texte vernaculaire comme *Les Contes de Canterbury* ne peut atteindre un large public tant que l'imprimerie ne permet pas la diffusion d'un grand nombre d'exemplaires. Quand, enfin, les tirages se multiplient, l'influence des livres se trouve considérablement amplifiée − un phénomène vérifié pour tous les genres, poésie, histoire, philosophie, techniques, et surtout pour la Bible. Le bouleversement qui en résulte, dans la diffusion des connaissances et des idées, est plus profond que tout ce que l'on a connu depuis l'invention de l'écriture ; il s'agit de la plus grande révolution culturelle de cette période de plusieurs siècles. Rétrospectivement, nous pourrions y voir le point de départ d'une accélération de la diffusion de l'information, toujours en cours à l'heure actuelle.

Bien que déjà employée sous une forme différente, la nouvelle technique ne doit rien à la Chine, hormis de manière très indirecte, *via* la disponibilité du papier. En Europe, à partir du XIV^{e} siècle, on utilise des chiffons pour fabriquer du papier de qualité, et cette technique constitue l'un des facteurs qui contribueront à cette invention révolutionnaire qu'est l'imprimerie. D'autres éléments interviennent, comme le principe même de l'impression (celle des images sur du tissu se pratique en Italie au XII^{e} siècle), l'utilisation d'un alliage métallique au lieu du bois pour la fabrication des caractères (technique déjà utilisée pour les plaques des jeux de cartes, calendriers et images pieuses), la disponibilité d'encre à base d'huile et surtout le recours à des caractères mobiles. Cette dernière invention est capitale, et, bien que l'on n'en connaisse pas exactement les détails et qu'à Haarlem, au début du XV^{e} siècle, les caractères en bois aient toujours cours, il semble n'y avoir aucune raison de ne pas attribuer cette découverte à l'homme auquel elle est traditionnellement associée : Johannes Gutenberg, orfèvre à Mayence. Vers

1450, avec ses associés, il réunit les éléments qui vont servir à l'imprimerie moderne et en 1455 paraît en Europe le premier livre imprimé universellement reconnu comme tel, la *Bible* de Gutenberg.

À l'époque, Gutenberg voit sombrer sa carrière d'entrepreneur, un signe précurseur, peut-être, d'une nouvelle ère dans les échanges commerciaux : l'imprimeur ne possédait probablement pas le capital suffisant. Les nombreux outils et caractères reviennent cher et l'associé à qui il a emprunté de l'argent le traîne devant les tribunaux pour l'obliger à rembourser. Gutenberg est condamné. Il perd sa presse et, de ce fait, la Bible, lorsqu'elle paraît de nouveau, n'est pas sa propriété (fort heureusement, l'histoire ne se termine pas là ; en hommage à son invention, Gutenberg sera anobli par l'archevêque de Mayence). Qu'importe, le petit imprimeur a bel et bien déclenché une révolution. On estime que, vers 1500, quelque 35 000 éditions d'« incunables », nom donné à ces premiers livres imprimés, ont été publiées. Cela signifie probablement que se trouvent en circulation 15 à 20 millions d'exemplaires. Il se peut d'ailleurs qu'à cette époque le nombre d'exemplaires d'ouvrages manuscrits ait déjà diminué dans le monde entier. Au siècle suivant, on dénombre entre 150 000 et 200 000 publications différentes, soit peut-être dix fois autant d'exemplaires imprimés. Cette fulgurante évolution quantitative se confond avec une autre, qualitative : la culture qui découle de l'avènement de l'imprimerie à caractères mobiles diffère autant de toutes celles qui précèdent que de celle d'aujourd'hui, où radio et télévision vont de soi. L'époque moderne est celle de l'imprimerie.

Grâce à la presse d'imprimerie, les connaissances bibliques connaîtront une diffusion sans précédent, avec des répercussions incalculables. En 1450, il aurait été extraordinaire de voir un curé de campagne posséder un exemplaire de la Bible, ou à même de s'en procurer un

facilement. Un siècle plus tard, la chose aurait été probable et, en 1650, le contraire eût été étonnant. La première Bible imprimée est la Vulgate, traduite en latin, mais très vite paraissent de nouvelles versions vernaculaires. En 1466 paraît une Bible en allemand ; d'autres traductions suivront avant la fin du siècle : catalane, tchèque, italienne et française. Les Anglais, en revanche, devront attendre 1526 pour lire le Nouveau Testament dans leur langue. Pendant cinquante ou soixante ans, des hommes pieux et des ecclésiastiques vont injecter quantité d'argent dans la diffusion des textes sacrés − dont la Bible n'est que le plus important. Certains monastères auront même leur propre presse. Dans le même temps paraissent de plus en plus de grammaires, d'histoires et surtout de livres des auteurs classiques (publiés par les humanistes). Autre innovation, venue de l'Italie : l'introduction de caractères plus simples, plus clairs, sur le modèle des manuscrits florentins, qui eux-mêmes copient la minuscule carolingienne.

L'impact de cette découverte est impossible à circonscrire. La domination de la conscience européenne par les médias imprimés en sera l'un des effets. Non sans une certaine prescience, le pape laisse entendre à ses évêques, en 1501, que le contrôle de l'imprimerie est peut-être la clé de la préservation de la pureté de la foi. Il y a là cependant bien plus qu'un danger spécifique pour la doctrine chrétienne, si important fût-il. La nature même du livre sacré commence à changer. D'œuvre d'art autrefois, rare et dont le mystérieux contenu n'était accessible qu'à quelques privilégiés, il devient un outil, un objet entre les mains du plus grand nombre. L'imprimerie va fournir aux gouvernements de nouveaux moyens de communication, et aux artistes un nouveau médium (la diffusion du style pictural et architectural au XVI^{e} siècle est beaucoup plus rapide et plus vaste que jamais, grâce à la facilité croissante avec laquelle on se procure des gravures). Elle va aussi stimuler la diffusion des techniques, augmenter

considérablement la demande d'apprentissage de la lecture et par conséquent favoriser le développement de l'instruction. Jamais l'arrivée d'un seul changement n'a marqué aussi clairement la fin d'une époque et l'avènement d'une autre.

Il est très difficile d'établir exactement l'influence du phénomène sur le rôle que l'Europe est appelée à jouer dans la phase de l'histoire qui s'annonce. En 1500, les rares Européens susceptibles de réfléchir un tant soit peu à cette question disposent certainement de nombreux éléments pour se donner de l'assurance. Leur civilisation s'enracine dans une religion qui leur apprend qu'ils se lancent au bon moment dans les explorations, le regard fixé sur un avenir que la contemplation des périls passés de la navigation et la conscience de l'existence d'un objectif commun rendent un peu plus compréhensible, et peut-être un peu moins effrayant. En conséquence, la civilisation européenne va être la première à savoir que le temps n'est pas une source de pression sans fin (quoique cyclique peut-être), mais un changement continu orienté dans une certaine direction, une progression. Le peuple élu de la Bible, après tout, se dirige quelque part ; ce n'est pas simplement un peuple à qui il arrive des choses inexplicables, qu'il doit supporter passivement. De la simple acceptation du changement jaillira bientôt la volonté de vivre dans une perpétuelle impermanence, particularité de l'homme contemporain. Laïcisées et éloignées de leur origine, de telles idées peuvent revêtir une grande importance, comme en témoigneront bientôt les progrès de la science.

L'héritage chrétien revêt un autre caractère important : après la chute de Byzance, les Européens sont convaincus d'en être les seuls bénéficiaires (ou que de fait ils sont les seuls, car le commun des mortels n'a pas vraiment idée de ce qu'est un Slave, un nestorien ou un copte). S'ils doivent encore affronter les Ottomans, les Européens de 1500 n'ont plus l'impression, qui leur vient des âges sombres, d'être de

simples reliquats chaotiques de l'Antiquité. Leur regard se porte vers d'autres horizons et de nouveaux mondes. Les Européens du Moyen Âge tardif ont ainsi accompli infiniment plus qu'ils ne pouvaient l'anticiper. Il faut cependant du temps pour voir tout ce que cela peut impliquer ; en 1500, peu de choses encore montrent que l'avenir leur appartient. Les contacts qu'ils ont eus avec d'autres peuples ne font absolument pas ressortir leur supériorité. Si en Afrique occidentale les Portugais savent manipuler les indigènes pour parvenir à leurs fins et s'emparer des denrées rares et des esclaves, en Perse ou en Inde ils se trouvent en présence de grands empires dont le spectacle, souvent, les éblouit.

Dans la demi-pénombre d'une modernité naissante, le poids de la religion reste le meilleur indice de la réalité de la première civilisation européenne. Elle joue en effet un rôle important dans la stabilité d'une culture qui lentement va prendre le changement à bras-le-corps. Toutefois, sauf à très court terme, la plupart des Européens du XV^{e} siècle n'ont guère conscience des processus de changement. Pour tous les hommes, la vie est déterminée par l'écoulement des saisons, lent mais répétable à l'infini, selon un rythme qui fixe les repères du travail et du loisir, de la pauvreté et de la prospérité, des habitudes à la maison, à l'atelier et à l'université. En Angleterre, l'année de travail des juges et professeurs d'université est toujours répartie comme aux tout premiers temps, en fonction de la moisson.

C'est seulement dans une perspective assez longue et très particulière que nous pouvons à juste titre parler de ces siècles-là comme de périodes de changements « révolutionnaires ». Révolutionnaires, certains le sont en effet réellement, mais même les plus incontestables d'entre eux, le développement d'une ville, le déclenchement d'une épidémie de peste, le remplacement d'une famille de nobles par une autre, l'édification d'une cathédrale ou l'effondrement d'un château, surviennent tous dans un

cadre remarquablement immuable. La forme des champs que les paysans anglais labourent en 1500 est souvent celle qu'ont pu observer les hommes chargés de les répertorier dans le *Domesday Book*, plus de quatre cents ans auparavant ; et lorsque vers 1530 des émissaires d'Henri VIII se présentent à l'abbaye de Lacock pour la fermer, ils sont stupéfaits d'y trouver des dames issues de l'aristocratie parlant encore, entre elles, un dialecte français de Normandie, le franco-normand, couramment utilisé trois siècles plus tôt dans les familles nobles.

On ne saurait perdre de vue cette incroyable inertie, d'autant plus forte et impressionnante que la durée de vie de la plupart des hommes et des femmes du Moyen Âge est brève. C'est seulement au plus profond de l'humus de cette société que se trouve un avenir. Peut-être la clé du lien entre ce futur et le passé se situe-t-elle dans le dualisme chrétien fondamental de la vie présente et du monde à venir, du terrestre et du divin. Ce dualisme va devenir un point épineux mais très précieux, qui finira par être laïcisé en tant que nouvel instrument critique, le contraste entre ce qui est et pourrait être, entre le réel et l'idéal. En cela, le christianisme a sécrété une essence utilisable contre lui, laquelle permet en définitive un regard critique indépendant, en rupture complète avec le monde de Thomas d'Aquin et d'Érasme. L'idée d'une critique autonome ne viendra cependant que très progressivement. On en trouve trace dans de nombreuses esquisses individuelles, entre 1300 et 1700, mais celles-ci ne font que montrer, une fois de plus, que tracer une ligne de démarcation entre l'époque médiévale et les Temps modernes est plus une affaire de commodité narrative que de réalité historique.

SECONDE PARTIE

LA GENÈSE DE LA DOMINATION EUROPÉENNE

Vers 1500 s'accumulent les signes précurseurs d'une nouvelle ère. Certains ont déjà été évoqués, comme la découverte des Amériques et les premiers rejetons de l'entreprise européenne en Asie. Dès le début, ils indiquent la nature duelle de la nouvelle époque qui s'annonce : de plus en plus, elle acquiert une véritable dimension mondiale et pourtant son histoire est d'abord celle de l'étonnante expansion d'une culture parmi beaucoup d'autres, la culture européenne. Ce sont deux aspects d'un même processus. L'interconnexion fondamentale et de plus en plus continue d'événements se produisant dans tous les pays s'explique en effet en grande partie par les agissements des Européens, qui finissent par devenir les maîtres de la planète et se servent de cette position dominante, parfois sans le savoir, pour constituer un monde unifié. En conséquence, au cours des deux ou trois derniers siècles, l'histoire du monde acquiert de plus en plus une identité et présente une unité thématique.

Dans un texte célèbre, l'historien anglais Thomas Macaulay évoque des Amérindiens occupés à se scalper entre eux sur les rives des grands lacs nord-américains, pour qu'un souverain européen[17] puisse priver d'une province convoitée un voisin qu'il avait juré de défendre.

Cet épisode marquant illustre tout à fait l'histoire telle qu'elle doit maintenant être abordée − un enchevêtrement graduel de luttes réciproques qui vont plonger le monde dans des guerres toujours plus complexes, un monumental iceberg dont la politique, l'impérialisme et l'expansionnisme militaire ne sont que la partie émergée. L'intégration économique de la planète constitue une autre partie du processus avec, plus importante encore, la propagation d'idées et présupposés répandus, de nouvelles techniques et de la science médicale. Le résultat donnera « un monde unique » en quelque sorte, pour reprendre un vieux cliché. L'ère des civilisations indépendantes ou quasi indépendantes est désormais révolue.

Étant donné l'immense variété de notre planète, cette remarque peut sembler à première vue follement et fallacieusement exagérée. Les différences nationales, culturelles et ethniques n'ont pas cessé d'engendrer et d'inspirer d'effroyables conflits. L'histoire des siècles qui se sont succédé depuis 1500 peut être relatée − c'est ainsi qu'elle l'est d'ailleurs souvent − comme une série d'affrontements violents, et, de toute évidence, les populations des divers pays ne sont pas beaucoup mieux disposées les unes envers les autres que leurs aïeux quelques siècles auparavant. Pourtant, elles ont bien plus de points communs que leurs ancêtres du X^{e} siècle, par exemple, et des centaines de manières de le montrer, aussi bien sous l'aspect trivial des modes vestimentaires que dans la façon de gagner sa vie et d'organiser la société.

L'histoire qui va suivre retrace en grande partie les origines, l'étendue et les limites de cette évolution. Elle est le résultat d'un processus toujours en cours dans de nombreux pays, auquel on donne parfois le nom de modernisation. Depuis des siècles, il s'attaque aux différences culturelles, et il est l'expression la plus profonde et la plus fondamentale de l'intégration croissante de l'histoire du monde. On peut aussi parler

d’européanisation, car la modernisation est avant tout une question d’idées et de techniques, dont l’origine est européenne. L’équivalence des termes « modernisation » et « européanisation » (on parle aussi souvent d’« occidentalisation ») pourra cependant faire l’objet d’un autre débat, car il ne s’agit parfois que d’une question de préférence verbale. Une chose, en revanche, paraît évidente : du point de vue chronologique, l’unification de l’histoire du monde commence avec la modernité européenne. Le coup d’envoi de l’histoire contemporaine, c’est un grand chambardement en Europe.

XII
La Chine des Qing et l’Inde moghole

Pour comprendre ce qui a singularisé l’Europe, il est essentiel de commencer par s’intéresser à l’évolution de la Chine et de l’Inde. Au XVI^e siècle, ces deux contrées sont toujours, et de loin, les plus riches de toute l’humanité, et quasiment rien ne présage d’un début de crise interne. Au contraire, pour toutes les deux, le XVI^e siècle et les premières décennies du XVII^e sont de grandes périodes d’unification, avec l’introduction d’une « modernité » différente de celle qui embrase au même moment l’Europe occidentale. Les bouleversements qui seront infligés à l’Inde au XVIII^e siècle, et à la Chine presque un siècle plus tard, se présentent sous une forme tout à fait inédite, consécutifs à un expansionnisme qui se perpétue de lui-même, sans limites et sans relâche, comme jamais l’histoire de l’humanité n’en a connu.

Tandis que l’Europe fourbit ses armes, l’Inde se concentre sur un autre type de changement. Au début du XVI^e siècle, le pays est toujours divisé en un certain nombre de territoires autonomes ou semi-autonomes, et une fois encore c’est un prince étranger, Babur, de Kaboul, qui va lancer le processus d’unification. Né en 1483 dans une province de la vallée de Ferghana, l’actuel Ouzbékistan, Babur descend de Tamerlan par son père et de Gengis Khan par sa mère, une hérédité qui est à la fois un avantage redoutable et une source d’inspiration pour un jeune homme formé à l’école de l’adversité. Très vite, en effet, il découvre qu’il lui faut se battre pour garder son héritage, et rares sont les monarques qui, comme lui, ont conquis une ville de

l’importance de Samarkand à l’âge de quatorze ans (pour la reperdre presque aussitôt).

Toutes légendes et anecdotes mises à part, de tous les grands souverains Babur reste, en dépit de sa cruauté et de sa duplicité, l’un des plus attrayants : munificent, intrépide, courageux, intelligent et sensible. Il nous a laissé une remarquable autobiographie, écrite à partir de notes prises tout au long de sa vie. Ses descendants l’ont gardée précieusement, pour s’en servir comme guide et source d’inspiration. Elle révèle un monarque qui se croit issu de la culture turque plutôt que mongole, dans le droit fil de la tradition de ces peuples longtemps installés dans les anciennes provinces orientales du califat abbasside. Ses goûts et sa culture, il les a hérités des princes timourides de Perse, d’où il tient aussi son amour pour les jardins et la poésie, qui s’intègrent facilement dans le décor d’une Inde musulmane à la Cour déjà très influencée par le modèle persan. Babur est aussi bibliophile, autre trait qui lui vient des Timourides. On raconte qu’ayant pris Lahore, son premier geste fut d’aller dans la bibliothèque de la dynastie vaincue et d’en choisir des ouvrages à offrir à ses fils. Lui-même rédige, entre autres, un document de quarante pages sur sa campagne en Hindoustan, notant les coutumes du pays et son système de castes, en même temps que des remarques encore plus précises sur la faune et la flore de la région.

Les chefs afghans demandent au jeune prince de se lancer à la conquête de l’Inde, mais il veut faire entendre ses propres prétentions à l’héritage de la branche timouride en Hindoustan. Ainsi commencera l’Inde moghole. *Moghol* est le mot persan pour dire « mongol », bien que ce ne soit pas un qualificatif que Babur s’applique à lui-même. À l’origine, poussé par des contestataires intrigants, il ne nourrit pas d’autre ambition que de conquérir le Pendjab, mais il éprouve assez vite le désir d’aller plus loin. En 1526, il s’empare de Delhi, après avoir vu le sultan tomber au

combat. Il soumet bientôt ceux-là mêmes qui l'ont invité à gagner l'Inde et bat les princes hindous infidèles, qui ont saisi cette occasion pour reprendre leur indépendance. Lorsqu'il meurt en 1530, son empire s'étend de Kaboul aux frontières du Bihar. Selon sa volonté, la dépouille de Babur est transportée à Kaboul, où il est enterré dans son jardin préféré, sans toit au-dessus de sa tombe, à l'endroit où il s'est toujours senti chez lui.

Le règne du fils de Babur, troublé par son caractère instable, son incompétence et la présence de plusieurs demi-frères impatients de faire valoir la tradition timouride, laquelle, à l'instar des Francs, préconise le partage de l'héritage royal, montre que la consolidation de l'empire n'est pas encore acquise. En 1555, après quinze ans d'exil, le nouveau souverain regagne Delhi, où il meurt l'année suivante. Son héritier, Akbar, né pendant les pérégrinations malheureuses de son père, est donc encore un enfant lorsqu'il accède au trône, mais il possède un bon horoscope et n'est pas encombré de rivalités fraternelles. Il ne détient alors qu'une petite partie des possessions de son grand-père, à partir desquelles il bâtira un empire qui rappellera celui d'Ashoka. Pour les Européens, fortement impressionnés, il sera le « Grand Moghol ».

Akbar possède de véritables qualités régaliennes. Sa bravoure confine à la folie. Manifestement, c'est une forte tête − tout jeune, il aime monter ses propres éléphants de guerre et préfère la chasse au faucon à l'étude (c'est l'unique descendant de Babur qui soit resté presque illettré). Un jour, il affronte un tigre, seul, et le tue d'un coup d'épée. Il est également très fier de son adresse au tir (Babur avait introduit les armes à feu dans l'armée moghole). Pourtant, comme ses prédécesseurs, il accorde beaucoup d'importance à l'érudition et aux belles choses. Il collectionne les livres et durant son règne l'architecture et la peinture connaissent un âge d'or : ce mécène puise dans ses propres deniers pour entretenir des peintres de cour.

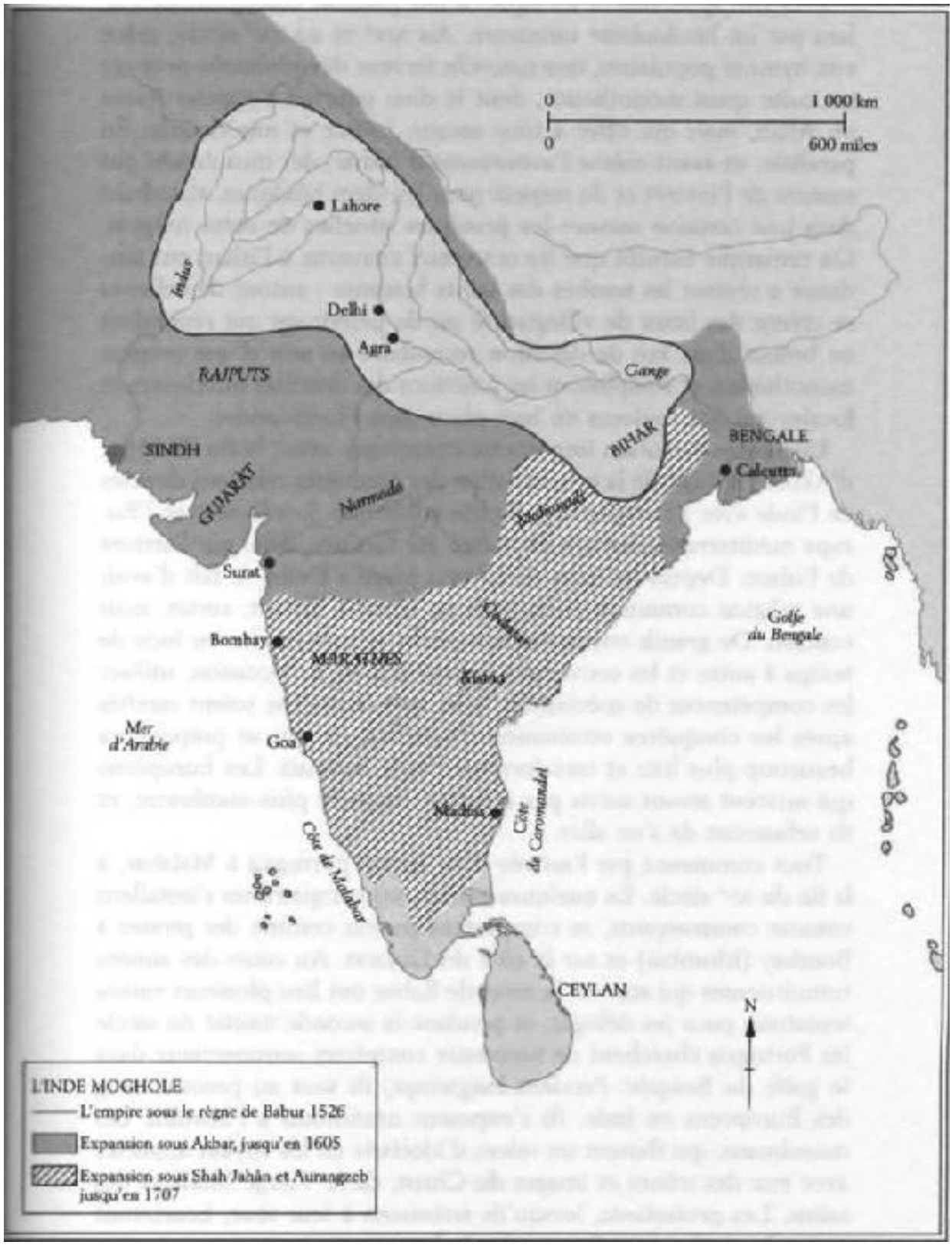
Surtout, il sait traiter en véritable homme d'État les problèmes posés par les différences de religion au sein de ses sujets.

Akbar reste maître de l'Inde pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'en 1605. Son règne chevauche exactement celui d'Élisabeth I^re^ en Angleterre. Parvenu à l'âge adulte, l'une de ses premières décisions est d'épouser une princesse rajpute, hindoue bien sûr. Le mariage joue toujours un rôle important dans la diplomatie et la stratégie d'Akbar, et cette princesse, mère du prochain empereur, n'est autre que la fille du plus grand rajah des royaumes rajputs, un excellent parti, donc.

Néanmoins, il est possible de voir plus qu'un simple geste politique dans cette union. Akbar permet déjà aux hindoues de son harem de pratiquer librement leur religion, fait sans précédent pour un souverain musulman, et très vite il abolit la *jiziya*, l'impôt levé sur les non-musulmans. Loin d'être fanatique, il se veut l'empereur de toutes les religions. Il va même jusqu'à s'intéresser à l'enseignement chrétien, invitant des Portugais arrivés sur la côte ouest à lui envoyer des théologiens, et de fait, en 1580, trois missionnaires jésuites se présentent à sa cour. Ils débattent avec ferveur, devant l'empereur, avec leurs homologues musulmans et reçoivent de nombreuses marques de faveur, mais malgré tous leurs efforts ils ne parviennent pas à le convertir. L'empereur semble avoir un sens religieux authentique, assorti d'un esprit éclectique ; il va jusqu'à tenter d'instaurer une nouvelle religion de son invention, sorte de mélange de zoroastrisme, d'islamisme et d'hindouisme. Celle-ci n'aura guère de succès, hormis au sein de courtisans prudents. Au contraire, elle en choquera plus d'un.

Quelle que soit l'interprétation qu'on donne à cet événement, il est évident qu'en Inde une politique d'apaisement atténuerait les problèmes de gouvernement. Dans ses Mémoires, Babur oriente ses conseils dans ce

sens, prônant la conciliation avec les ennemis vaincus. Akbar se lance donc dans une série de conquêtes et ajoute à son empire de nombreux territoires hindous. Il restaure l'unité de l'Inde du Nord, du Gujarat au Bengale, et entreprend de conquérir les sultanats du Deccan. La majeure partie du système d'administration de l'empire perdurera jusqu'à une période avancée du Raj britannique, bien que, dans ce domaine, Akbar innove moins qu'il ne confirme l'établissement d'institutions reçues en héritage. Des fonctionnaires gouvernent en son nom et selon son bon plaisir ; ils s'occupent en priorité de la conscription, en fonction des besoins, et de l'augmentation de la taxe foncière, désormais établie à l'échelle de l'empire et avec une plus grande souplesse, selon un système mis au point par un ministre des Finances hindou. Cette réforme semble être une réussite sans pareille, dans la mesure où elle conduit à une hausse de la production, et par conséquent à une élévation du niveau de vie en Hindoustan. Parmi les autres réformes remarquables dans leur projet sinon dans leur réalité, il faut mentionner l'interdiction du *satî*, l'immolation volontaire des veuves sur le bûcher funéraire de leur époux.


0
1 000 km
0
600 miles
Lahore
Indus
Delhi
Agra
RAJPUTS
Gange
BIHAR
BENGALE
Calcutta
SINDH
GUJARAT
Narmada
Surat
Bombay
MARATHES
Golfe du Bengale
Mer d'Arabie
Goa
Madras
Côte de Coromandel
Côte de Malabar
CEYLAN
N
L'INDE MOGHOLE
L'empire sous le règne de Babur 1526
Expansion sous Akbar, jusqu'en 1605
Expansion sous Shah Jahân et Aurangzeb jusqu'en 1707

Par-dessus tout, Akbar stabilise le régime. Déçu par ses fils, il se dispute avec eux, et pourtant, à sa mort, les bases de la dynastie sont solidement ancrées. Mais cela n'exclut pas les révoltes, dont certaines semblent provoquées par la colère des musulmans devant le comportement d'Akbar, qui s'éloigne apparemment de sa religion. Même durant la période « turque », la netteté des distinctions religieuses entre musulmans et non-musulmans s'est quelque peu estompée, dans la mesure où les envahisseurs, en s'installant, ont adopté les coutumes indiennes. Un autre signe d'assimilation, antérieur celui-là, est l'apparition d'une nouvelle langue, l'ourdou, la langue du camp militaire moghol. C'est la « *lingua franca* » des souverains et de leurs sujets, très proche de l'hindi par ses structures syntaxiques, et du persan et du turc par son lexique.

Très vite apparaissent les signes d'une possible absorption de l'islam par un hindouisme omnivore. Au XIV^e^ et au XV^e^ siècle, grâce aux hymnes populaires, une nouvelle ferveur dévotionnelle propage un culte quasi monothéiste, dont le dieu pourrait s'appeler Rama ou Allah, mais qui offre à tous amour, justice et miséricorde. En parallèle, et avant même l'avènement d'Akbar, des musulmans ont montré de l'intérêt et du respect pour les idées hindoues, absorbant dans une certaine mesure les pratiques rituelles de cette religion. On remarque bientôt que les nouveaux convertis à l'islam ont tendance à révérer les tombes des saints hommes : autour de celles-ci se créent des lieux de villégiature ou de pèlerinage qui répondent au besoin d'un axe de dévotion secondaire au sein d'une religion monothéiste, et remplissent les fonctions des divinités inférieures et locales qui ont toujours eu leur place dans l'hindouisme.

Une autre évolution importante commence avant la fin du règne d'Akbar : il s'agit de la consolidation des premières relations directes de l'Inde avec l'Europe de la façade atlantique. Les liens avec l'Europe méditerranéenne ont

peut-être été facilités, déjà, par l'arrivée de l'islam. Depuis les pays du Levant jusqu'à Delhi, le fait d'avoir une religion commune permettait un contact distant, certes, mais continu. De grands voyageurs européens se sont rendus en Inde de temps à autre et les souverains indiens ont su, à l'occasion, utiliser les compétences de spécialistes, bien que ceux-ci se soient raréfiés après les conquêtes ottomanes. Toutefois, ce qui se prépare ira beaucoup plus loin et transformera l'Inde à jamais. Les Européens qui arrivent seront suivis par d'autres, toujours plus nombreux, et ils refuseront de s'en aller.

Tout commence par l'arrivée d'un amiral portugais à Malabar, à la fin du XV^{e} siècle. En quelques années, ses compatriotes s'installent comme commerçants, se comportant parfois comme des pirates à Bombay (Mumbai) et sur la côte du Gujarat. Au cours des années tumultueuses qui suivent la mort de Babur ont lieu plusieurs vaines tentatives pour les déloger, et pendant la seconde moitié du siècle les Portugais cherchent de nouveaux comptoirs commerciaux dans le golfe du Bengale. Pendant longtemps, ils sont au premier rang des Européens en Inde. Ils s'exposent néanmoins à l'hostilité des musulmans, qui flairent un relent d'idolâtrie en les voyant apporter avec eux des icônes et images du Christ, de la Vierge Marie et des saints. Les protestants, lorsqu'ils arriveront à leur tour, heurteront moins le sentiment religieux des Indiens.

Nous sommes encore loin du Raj britannique, mais le 31 décembre 1600 coïncident avec une rare exactitude historique la fin du XVI^{e} siècle et la création de la toute première Compagnie anglaise des Indes orientales. Trois ans plus tard, lorsque le premier émissaire de la Compagnie arrive à la cour d'Akbar à Agra, Élisabeth I^{re}, la reine qui a octroyé aux marchands la charte leur conférant le monopole du commerce, n'est déjà plus de ce monde. Ainsi est-ce en cette fin de règne des deux grands souverains que s'établit le premier contact entre des pays dont les destinées vont

s’enchevêtrer pendant si longtemps, avec de lourdes conséquences pour chacun d’eux comme pour le monde entier. À ce moment-là, rien ne laisse présager un tel avenir. Les Anglais jugent le commerce avec l’Inde moins important que leurs relations avec d’autres régions d’Asie.

Le contraste entre les deux royaumes est également très troublant. L’empire qu’a bâti Akbar est l’un des plus puissants du monde, et sa cour l’une des plus fastueuses. Lui-même puis ses successeurs règnent sur une civilisation plus glorieuse et plus impressionnante que tout ce que l’Inde a connu depuis les Gupta. Le royaume d’Élisabeth Tudor, en comparaison, n’est pas vraiment une grande puissance, même au regard des autres pays d’Europe : criblé de dettes, il compte moins de sujets que la moderne Kolkata (l’actuelle Calcutta). Quelques années plus tard, un successeur d’Akbar recevra les cadeaux du roi Jacques I^{er} avec un mépris non dissimulé. Pourtant, l’avenir de l’Inde se trouve entre les mains des sujets de Sa Gracieuse Majesté.

À partir de Babur, les empereurs moghols se succèdent en ligne directe, quoique non sans interruption, jusqu’au milieu du XIX^{e} siècle. Après Akbar, le prestige de la dynastie est si grand qu’en Inde il devient très prisé de se réclamer d’origines mongoles. Nous ne nous intéresserons ici qu’aux trois premiers souverains qui succèdent à Akbar, car c’est sous le règne de Jahângîr et de Shah Jahân, dans la première moitié du XVII^{e} siècle, que l’empire atteindra sa plus grande expansion territoriale et sous Aurangzeb, dans la seconde moitié, qu’il amorcera son déclin. Le règne de Jahângîr n’est pas aussi glorieux que celui de son père, mais l’empire survit à sa cruauté et à son alcoolisme − preuve, s’il en faut, de la solidité de sa structure administrative. L’esprit de tolérance religieuse insufflé par Akbar est également intact. Malgré tous ses défauts, cependant, Jahângîr reste un grand promoteur des arts, surtout de la peinture. Sous son règne, l’impact de la culture européenne devient perceptible, pour la première fois, à travers les

motifs artistiques tirés des importations d'images et de gravures, notamment le halo qui auréole les saints chrétiens et les empereurs byzantins. Après Jahângîr, tous les empereurs moghols seront représentés avec ce halo.

Shah Jahân se lance petit à petit dans l'acquisition des sultanats du Deccan, malgré de rares succès dans ses campagnes du nord-ouest et son incapacité à repousser les Perses de Kandahar. À l'intérieur, le principe de tolérance religieuse faiblit, mais pas suffisamment pour désavantager les hindous dans la fonction publique ; l'administration reste plurireligieuse. L'empereur décrète la démolition de tous les temples hindous, mais il sert de mécène à des poètes et musiciens de cette confession.

À la cour d'Agra, Shah Jahân mène une existence fastueuse, d'un raffinement extraordinaire. Il fait édifier le Taj Mahal, le plus célèbre et le plus admiré des édifices indiens, un mausolée érigé à la mémoire de son épouse préférée ; son seul concurrent au titre de plus beau joyau de l'architecture mondiale est la mosquée de Cordoue. La bégum est morte en couches, peu après l'accession au trône de son époux, et il faudra plus de vingt ans pour achever le mausolée. Chef-d'œuvre de l'architecture avec dômes et arcades, l'édifice est l'un des legs les plus remarquables de l'islam à l'art indien, et le plus beau monument musulman en Inde.

En dehors de la sphère impériale, l'image de l'Inde moghole est beaucoup moins glorieuse. Les fonctionnaires locaux se voient dans l'obligation de lever de plus en plus d'impôts non seulement pour faire face aux dépenses de la maison de l'empereur et au coût de ses campagnes, mais aussi pour soutenir les élites sociales et militaires, qui au fond parasitent l'économie de production. Sans considération des besoins locaux ou des catastrophes naturelles, la rapacité de la machine à collecter les impôts prive parfois le paysan producteur de la moitié de ses revenus, avec aucun réinvestissement productif, ou si peu.

L’exode rural et la hausse du banditisme dans les campagnes sont deux symptômes révélateurs de la souffrance et de la résistance qu’engendrent ces exactions.

Pourtant, les exigences de Shah Jahân ont probablement causé moins de tort à l’empire que la ferveur religieuse de son troisième fils, Aurangzeb, lequel a écarté trois de ses frères et emprisonné son père pour devenir empereur, en 1658. Aurangzeb a fait un amalgame désastreux entre le pouvoir absolu, une grande défiance à l’égard de ses subordonnés et une religiosité étriquée. Avoir réussi à réduire les dépenses de la Cour ne compense guère l’effet produit. Les nouvelles conquêtes ont pour pendant les révoltes contre l’Empire moghol, qui doivent beaucoup, dit-on, à la volonté d’Aurangzeb d’interdire la religion hindouiste, de détruire ses temples et de restaurer la *jiziya*. La promotion des hindous au service de l’État est de plus en plus rare. Pour réussir, il faut se convertir. C’est la fin d’un siècle de tolérance religieuse et cette rupture avec le passé vaut à l’empereur l’aliénation d’un grand nombre de ses sujets les plus loyaux.

Entre autres conséquences, il lui sera impossible, au final, de conquérir les États du Deccan, une faillite décrite comme l’ulcère qui a rongé l’Empire moghol. Le nord et le sud de l’Inde ne pourront être réunis, comme autrefois sous le règne d’Ashoka. Les Marathes, des montagnards au cœur de l’opposition hindoue, se rallient en 1674 derrière un souverain qui se déclare indépendant. Ils se rangent du côté des vestiges de l’armée des sultans musulmans du Deccan pour résister à l’offensive moghole au cours d’une longue lutte qui verra l’avènement de Shivaji, un héros devenu aux yeux des nationalistes hindous modernes une sorte de paladin. Peu à peu, en réunissant les morceaux, ce chef audacieux parvient à construire une identité politique marathe, laquelle lui permet bientôt d’exploiter les contribuables d’une manière aussi impitoyable que les Moghols. Jusqu’à sa mort en 1707, Aurangzeb mène

campagne sans relâche contre les Marathes. Puis, ses trois fils se battant pour la succession, le régime traverse une crise gravissime. L'empire éclate presque aussitôt, alors qu'en coulisses attendent les Européens, de bien plus redoutables légataires que les princes hindous ou les petits seigneurs locaux.

Celui qui porte la responsabilité du succès final des Européens en Inde est peut-être Akbar, qui n'a pas su neutraliser le serpent[18]. D'un autre côté, Shah Jahân a détruit le comptoir portugais sur les rives de l'Hoogli, mais plus tard il tolérera la présence de chrétiens à Agra. Étonnamment, les Moghols semblent n'avoir jamais envisagé de construire une flotte de guerre, arme redoutable que les Ottomans ont utilisée en Méditerranée contre les Européens. L'empire en ressent déjà les conséquences sous Aurangzeb, lorsque les Européens font courir des risques au cabotage et même au commerce des pèlerins qui se rendent à La Mecque. Ils ont été autorisés, en effet, à mettre un pied sur le sous-continent et à y avoir leurs têtes de pont. Au début du XVII^{e} siècle, les Anglais gagnent leur première concession commerciale sur la côte ouest après avoir battu un escadron portugais. Puis, avec la permission du rajah local, ils fondent le premier comptoir commercial de la Compagnie des Indes orientales, Fort St. George, à Madras (Chennai, en tamoul), sur le golfe du Bengale. Plus tard, avant la fin du siècle et malgré une défaite que leur inflige Aurangzeb, ils créent d'autres comptoirs, à Bombay et à Calcutta. Leur flotte leur permet de conserver la suprématie ravie aux Portugais, mais, en 1700, un autre rival européen apparaît. Fondée en 1664, la Compagnie française des Indes orientales établit ses propres comptoirs.

Un siècle de conflits s'ensuit, dont les protagonistes ne sont pas seulement les nouveaux arrivants. Les Européens ont déjà été contraints de nuancer leurs choix politiques en raison des incertitudes posées par l'affaiblissement de la

puissance moghole. Il faut établir des relations avec l'empereur et avec ses adversaires, comme l'ont appris les Anglais à Bombay, spectateurs impuissants de l'occupation d'une île dans le port par un escadron marathe puis d'une autre, voisine, par un amiral moghol. En 1677, un responsable d'usine envoie aux directeurs de la Compagnie, à Londres, un avertissement lourd de signification : « Il est temps maintenant de diriger par le fer vos entreprises commerciales. » En 1700, les Anglais sont tout à fait conscients de l'importance des enjeux.

Cette année-là, l'Inde entre de plain-pied dans une période où l'emporte un tourbillon d'événements qu'elle n'a pas choisis, une ère de mondialisation historique. Des faits mineurs en témoignent autant que les événements majeurs. Au XVI^{e} siècle, les Portugais ont apporté avec eux du piment, des pommes de terre et du tabac des Amériques. L'alimentation et l'agriculture indiennes sont déjà en pleine mutation. Très vite vont suivre le maïs, la papaye et l'ananas. L'établissement de ce nouveau lien avec un monde élargi ouvre une brèche dans l'histoire des civilisations indiennes et de leurs souverains. Pourtant, l'arrivée des Européens n'est pas responsable de la fin de la grande période de l'Empire moghol. C'est une pure coïncidence, même si la présence de nouveaux venus prêts à en récolter les avantages est capitale. La principale explication de la faillite moghole réside probablement dans la diversité du sous-continent indien et l'incapacité de ses souverains à tirer parti de la loyauté de la population indigène. L'Inde de cette époque demeure un continent peuplé d'élites dirigeantes à l'esprit exploiteur et de petits paysans producteurs aux dépens desquels elles s'engraissent. Les États indiens sont en grande partie devenus des machines à transférer les ressources des producteurs à tout un monde de parasites.

Au début du XVIII^{e} siècle, en dépit des difficultés politiques qu'elle rencontre, l'Inde est très riche. La

productivité de l'économie agricole, favorisée par la douceur du climat, d'un bout à l'autre du pays, y est probablement meilleure que partout ailleurs. Les produits manufacturiers se développent, gagnent en qualité et trouvent des marchés importants en dehors des frontières. À Ahmadabad, dans le nord-ouest du Gujarat, par exemple, la fabrication de tissus en coton devient une source d'emploi prédominante et, dans d'autres grandes villes, l'économie de marché connaît également une forte expansion. Bien que le pays subisse la plus grande métamorphose de son histoire contemporaine, quelques-unes des composantes essentielles de sa modernité sont déjà en place. La région diffère considérablement de ce qu'elle était au début des invasions mogholes, deux cents ans auparavant.

En Chine aussi des changements se préparent. Au début du XVII^{e} siècle, la totalité du pays passe sous le contrôle d'une nouvelle dynastie qui se fait appeler les Qing, un mot signifiant « brillant » ou « clair ». L'État Qing est un projet politique issu de l'alliance de groupes ethniques du nord-est de la Chine, d'origines diverses. Les clans dominants sont des Mandchous, descendants des Jürchen, tribus qui ont joué un rôle déterminant au XII^{e} siècle. Toutefois, on y compte aussi des Mongols, des Coréens et des Chinois. Jugeant l'État Ming dégénéré, les Qing sont convaincus d'avoir reçu le mandat du Ciel pour redonner vie à la Chine. Ils ont une idéologie confucéenne, en ce sens qu'ils exaltent les vertus et modèles d'autrefois. Mais, comparée à la direction qu'a prise la pensée confucéenne chinoise depuis le XII^{e} siècle, l'idéologie des Qing n'est qu'une vulgarisation des idées attribuées à Confucius. Elle reste axée sur des dichotomies et codes de conduite d'une grande simplicité. En réalité, les Qing sont à l'origine d'une idéologie de domination et de conquête, s'attribuant le rôle principal de rédempteurs de la Chine.

Leur ambition était démesurée et, sans les nombreuses défaillances de la dynastie Ming au crépuscule de son

règne, leurs chances de réussite auraient été bien faibles. En 1600, les Ming sont en effet perçus comme inefficaces, inflexibles et vénaux. Alors que de toute évidence le peuple voit ses difficultés s'accroître, dans le secteur de l'agriculture notamment − sans doute à cause d'un changement climatique en Chine septentrionale, devenue plus froide et plus aride −, les Ming ne font manifestement pas grand-chose pour lui venir en aide. Bien au contraire, la Cour se replie sur elle-même, dominée par des courtisans et des eunuques incapables de voir ce qui se passe au-delà des murs de la Cité interdite. En dehors de Pékin, la bureaucratie continue de fonctionner assez bien, mais au cœur du système se trouve une faille que les ennemis du régime sauront exploiter.

La fin survient rapidement. Un général rebelle du Nord avive les dissensions internes au sein de l'État et avance sur Pékin. La ville tombe en avril 1644. Alors que les troupes rebelles en franchissent les portes, le dernier empereur Ming se pend sur la colline du Charbon, derrière la Cité interdite. Or, après avoir proclamé leur nouvelle dynastie Qing en 1632, les Mandchous attendaient, dans le Nord, que le chaos s'installe. Les troupes Qing menées par le prince Dorgon et le général Wu Sangui, transfuge des forces Ming, entrent dans la capitale en juin 1644, sans vraiment rencontrer d'opposition. Ils prétendent être là pour punir les traîtres et ramener la vertu, mais, au lieu de cela, ils intronisent le jeune Shunzhi, et, après l'avoir proclamé empereur Qing de toute la Chine, ils se lancent dans une campagne d'une extrême violence pour venir à bout des ultimes bastions Ming. Très vite, ils contrôlent toute la région. Le dernier prétendant au trône des Ming, réfugié en Birmanie, est ramené de force en 1662. Déclaré ennemi de l'État, il est exécuté en place publique.

Les Qing prétendent redonner vie à la tradition, mais, en réalité, leur État, pluriethnique depuis ses prémices, est une invention moderne, différente de ce que la Chine a connu

précédemment. Les souverains exigent une loyauté absolue au régime et à ses institutions. La Chine devient un État plus centralisé que jamais. Généraux et administrateurs dépendent entièrement de la tolérance de l'empereur, qui a ses informateurs et ses espions partout. Le souverain officie lors de grandes cérémonies publiques dans la capitale, souvent accompagné des représentants de nombreuses religions ; il est le chef de toutes les confessions sans appartenir à l'une d'elles en particulier. Le concept de l'empire, raisonnable, judicieux et efficace, est considéré comme universel. L'État Qing n'est pas l'apanage d'un groupe chinois, il aspire à gouverner tout pays qui aurait le bon sens de se soumettre à sa gloire.

Et, quand la gloire ne suffit pas, la puissance vient en renfort. L'État Qing est extrêmement militarisé. À son sujet, une historienne a évoqué une « culture de guerre » au début de la Chine des Qing, et cette description est juste. L'armée, constituée de professionnels, est divisée en huit « bannières », unités d'élite complétées par des fantassins. Le corps des officiers est pluriethnique, à l'image de l'État, avec cependant une nette prépondérance de Mandchous et de Mongols. Les troupes sont organisées en unités plus petites, généralement selon l'origine ethnique − les Qing ont un point de vue rigide sur les capacités des diverses nationalités dont ils sont les souverains. Les membres des bannières sont équipés des meilleures armes de l'époque, notamment un nombre croissant de canons et de fusils mis au point par les Européens. Leur point fort demeure néanmoins la rapidité et la précision meurtrière de leur cavalerie. Le nouveau régime met en pratique des siècles de connaissance de la guerre à cheval en Eurasie pour créer des unités de cavalerie qui terrorisent ses ennemis.

Les armées Qing ont vocation à conquérir et à intimider l'adversaire. Dès le début de l'histoire de la dynastie, la majeure partie de la Mongolie et du Tibet passe sous son contrôle direct. Le sud-est de la Chine (correspondant aux

provinces actuelles du Guangxi et du Yunnan) est repris lors de la poursuite des princes Ming et en partie repeuplé par les membres des bannières. Taïwan est conquis en 1683. La Corée et le Vietnam acceptent la suzeraineté des Qing, sans toutefois appartenir à l'empire. Le long des côtes, d'autres pays − de la Birmanie aux îles Ryukyu − paient un tribut qui bien souvent masque des arrangements commerciaux très compliqués. Le long des frontières terrestres avec l'Asie centrale, les Qing poursuivent inexorablement leurs visées expansionnistes. L'armée prend le contrôle de toute la côte pacifique asiatique, jusqu'au nord de l'île de Sakhaline. À l'ouest, ils pénètrent dans ce qui est aujourd'hui le Xinjiang, voire au-delà, après s'être heurtés à une forte résistance de la population locale.

L'expansionnisme des Qing dans le centre de l'Eurasie met l'empire au contact d'un autre empire, lui aussi en pleine expansion, la Russie. Les empereurs Qing prennent alors conscience de la nécessité d'enrayer cette menace avant de pouvoir finaliser la conquête des contrées occidentales de la région. Dès la fin du XVII^{e} siècle, la Chine et la Russie signent un grand nombre d'accords dans l'intention de diviser le centre de l'Eurasie pour finalement mettre un terme à l'autonomie des peuples des steppes, qui au cours des deux millénaires précédents ont pesé si lourd dans l'histoire de l'humanité. Libres de s'en prendre à leurs ennemis, les Qing commencent alors une guerre d'usure contre les groupes mongols et turcs de la région située entre le bassin du Tarim et les rives occidentales du lac Balkhach. Ces campagnes culminent dans les années 1750, lorsque, après avoir vaincu les Dzoungars, l'empereur se lance dans un génocide, annihilant définitivement la puissance mongole en Asie centrale et garantissant que, sur le plan ethnique, la région sera désormais dominée par des Turcs musulmans, même si les Qing tentent de peupler de Chinois leurs nouveaux territoires.

Leurs succès, les Qing les doivent en partie à la souveraineté de l'empereur Kangxi (1661-1722) et de son petit-fils Qianlong (1735-1796). À bien des égards, Kangxi est à l'origine de l'idéal chinois de l'empereur moderne. Bien qu'ayant reçu une éducation axée sur les valeurs guerrières, il consacre beaucoup d'énergie à acquérir une culture chinoise et s'intéresse vivement à ce qu'il peut apprendre des pays étrangers, de la lointaine Europe notamment. Il invite à sa cour des personnalités éminemment instruites venues des quatre coins de l'Asie, auxquelles se joignent des érudits musulmans et des jésuites européens. Il prend aussi l'habitude d'effectuer régulièrement des tournées d'inspection dans les provinces, ordonnant sur-le-champ d'apporter des améliorations dans le domaine des communications, de l'administration ou des affaires militaires. Doté d'une mémoire prodigieuse, il travaille beaucoup, même si certaines de ses initiatives ne peuvent avancer en raison de sa tendance à pratiquer ce que nous appellerions aujourd'hui un micromanagement. Têtu et impatient, il ne tolère aucune ingérence dans les plans qu'il échafaude pour la Chine et, lorsqu'il pressent une opposition, il n'hésite pas à faire tomber les têtes.

Kangxi est avant tout un chef militaire. Il se montre impitoyable dans la répression des révoltes qui éclatent dans les lointaines provinces et se lance dans la concrétisation de sa politique expansionniste en Asie centrale, que son petit-fils achèvera. Convaincu que le premier devoir de la société est de soutenir l'armée, il travaillera toute sa vie sur les questions d'entraînement, de recrutement et de logistique, et constituera une organisation militaire qui restera intacte jusqu'à ce que les attaques européennes de la fin du XIX^{e} siècle la fassent voler en éclats. Plus que n'importe lequel de ses contemporains en Europe ou en Asie, Kangxi croit aux vertus cardinales de l'instruction dans la préparation militaire, et il est tout disposé à dépenser des sommes

faramineuses pour des projets d'érudition, comme les compilations d'œuvres littéraires et les études lexicographiques. Sa grande encyclopédie, achevée juste avant sa mort, comporte plus de 5 000 fascicules.

Le petit-fils de Kangxi, Qianlong, vit une époque différente. L'empire est stabilisé, les Mandchous sinisés et les tâches à accomplir ressortent de façon manifeste. Qianlong ne possède pas l'intelligence de son aïeul, mais il est âpre au travail et s'efforce de comprendre au mieux les motivations et désirs qui déterminent les actions des sujets de son immense empire. En plus du mandchou et du chinois, qu'il connaît déjà, il apprend le tibétain et le mongol ; il fait ses dévotions dans tous les Lieux saints et croit fermement que chaque groupe ethnique dont il est le souverain doit être gouverné suivant ses caractéristiques propres (il admet cependant qu'il lui est parfois difficile de les distinguer ; dans son journal, il avoue être capable de confondre les Mongols avec les Tibétains, et vice versa).

Qianlong n'a pas oublié la prédilection de ses ancêtres pour les affaires militaires. Durant la première moitié de son règne, il parvient à étouffer les rébellions dans le sud du pays, et étend la superficie de son empire en Asie centrale. Il intervient également au Tibet où il resserre le contrôle chinois, en prenant le dalaï-lama comme intermédiaire avec les Tibétains. Les interventions militaires suivantes ne sont pas toutes couronnées de succès, faute d'objectifs politiques bien définis. Les opérations réalisées en Birmanie dans les années 1760 visent à écraser un pouvoir politique indépendant et à se servir du pays comme rampe de lancement pour étendre le contrôle de la Chine aux régions occidentales de l'Asie du Sud-Est. Les Chinois se heurtent toutefois à une forte résistance des Birmans, soutenus par les pays voisins. À la fin de la décennie, les Qing sont contraints de se replier sans rien avoir obtenu d'autre qu'une promesse de reconnaissance officielle de leur souveraineté. Le roi de Birmanie conserve sa couronne.

Les choses tournent encore plus mal au Vietnam, où Qianlong est intervenu dans les années 1780 pour favoriser un prétendant à la couronne. Or, si la grande armée chinoise est parvenue à occuper la région nord du pays, elle s'enlise rapidement dans un conflit local contre des troupes rebelles vietnamiennes endurcies par les combats. Qianlong refuse d'ordonner le repli de ses soldats et, lorsqu'ils sont finalement évacués vers la Chine après une offensive vietnamienne dévastatrice, en 1789, ils doivent ramener le prétendant au trône avec eux. Les Vietnamiens célèbrent ce repli comme une victoire, mais, à l'instar des Birmans, ils s'empressent de demander aux Qing, dès le départ des troupes chinoises, la permission de redevenir leurs tributaires. La tradition vietnamienne a cependant retenu cette bataille de 1789, qui se déroula durant le Têt, la fête du Nouvel An lunaire, comme symbole national. Elle sera aussi le symbole d'une autre offensive, qui portera le même nom, contre des troupes américaines, cent soixante-dix-neuf ans plus tard.

À la fin de sa vie, confronté à une politique étrangère chaotique, Qianlong se tourne de plus en plus vers l'intérieur, se concentrant sur les affaires de la Cour. Collectionneur enragé, de pendules européennes notamment, il se passionne également pour la poésie et les essais. L'ensemble de ses écrits comprend plus de 40 000 poèmes et 1 300 autres textes. Malheureusement, le vieil empereur est aussi à l'origine d'une série de promotions catastrophiques accordées à ses courtisans favoris, notamment celle du jeune Mandchou Hesen. Devenu *de facto* ministre des Finances, Hesen vide autant qu'il le peut les caisses de l'État. Vers la fin du règne de Qianlong, la corruption est un phénomène profondément ancré à la Cour, dans des conditions très similaires, pensent de nombreux Chinois, à celles qui ont annoncé la chute de beaucoup d'autres dynasties.

À la fin du XVII^{e} siècle et au début du XVIII^{e}, la société chinoise assiste à un accroissement progressif des richesses et à une amélioration globale de son niveau de vie. Sur ce plan, vers 1800, elle n'a rien à envier à personne dans le monde entier. Le meilleur baromètre de cette prospérité générale est la croissance de sa population : les sujets de l'empereur ont plus que doublé au début de la dynastie Qing − à cette époque, le pays compte environ 380 millions d'âmes (à titre de comparaison, la population de la Grande-Bretagne s'élève à 10 millions). Cette flambée démographique s'explique en partie par une longue période de paix, mais aussi par la hausse significative de la production de riz et l'arrivée de cultures importées du Nouveau Monde, maïs et pommes de terre notamment.

D'autres aspects de la société changent également. On constate un développement prononcé des marchés et le rôle accru des commerçants privés. On estime que juste après 1800 environ un tiers de la production agricole chinoise est injecté dans une forme ou une autre d'échange commercial. L'expansion de l'artisanat s'accompagne d'une urbanisation importante. Au XVIII^{e} siècle, Pékin est la plus grande ville du monde, et d'autres métropoles se développent, notamment autour des nouveaux ports du sud, par lesquels transite un commerce actif avec l'étranger. Le thé, la soie et les produits manufacturés partent de Chine, et l'argent rentre (des Amériques surtout) comme moyen de paiement, soulignant la puissance économique de l'empire de Qianlong, mais aussi sa capacité à créer de l'inflation et, ce faisant, à exercer des pressions sur les paysans pratiquant une agriculture de subsistance. Les Qing continuent à croire qu'ils dirigent l'économie du pays par le biais des recettes fiscales, des contrôles des prix et de l'approvisionnement public ; en réalité, les intérêts privés prennent une place de plus en plus grande.

Ainsi, contrairement aux idées reçues, la Chine et l'Inde se sont véritablement métamorphosées au cours des XVII^{e}

et XVIII^{e} siècles. Mais l'Europe encore bien davantage. Et, avant de nous tourner vers l'histoire européenne, il n'est pas inutile de nous arrêter sur ce que certains historiens appellent la « grande divergence », entre 1600 et 1800, période au cours de laquelle le Vieux Continent prend un avantage de plus en plus marqué dans certains domaines, et d'abord dans ce qui touche aux techniques militaires, à la construction navale et à la navigation, trois outils essentiels à l'exploration du vaste monde. Vers la fin du XVII^{e} siècle, il apparaît clairement que certaines régions d'Europe ont une perception du monde radicalement différente. La science, la technique et l'accumulation de capital sont les premières concernées. Cette révolution intellectuelle conduira finalement à une autre, industrielle, dont les effets sur le monde ne seront pas visibles avant le XIX^{e} siècle.

Si, après 1600, la Chine, l'Inde et d'autres parties du continent asiatique connaissent aussi de plus grands changements intérieurs qu'à d'autres époques de leur histoire, ils sont plus circonscrits et moins pluridirectionnels que les événements uniques que vit alors l'Europe. Dans bien des domaines, la croissance est stable et le niveau de vie suit l'accroissement déjà considérable de la population. Cependant, en Inde comme en Chine, les progrès techniques introduits peu à peu perdent de leur rentabilité, et l'équilibre social apparemment atteint menace fort de se rompre à la base, sous l'effet des catastrophes naturelles, des dissensions internes et de la pression extérieure. En d'autres termes, même si son histoire, en certains endroits du moins, peut être perçue comme en pleine accélération, l'Asie poursuit sa route selon un cap calculé en fonction de points spécifiques empruntés à son passé. L'Europe, en réinterprétant son héritage et celui du monde qui l'entoure, devient radicalement différente.

À la fin de son long règne, Qianlong est toujours convaincu que son empire est le plus puissant de la Terre, même s'il n'ignore pas que des réformes s'imposent, à

l’intérieur comme en politique étrangère. À l’instar de ses successeurs du début du XIX^{e} siècle, il souhaite des réformes progressives qui ne risqueront pas de bouleverser l’équilibre social et seront sans danger pour l’avenir de la dynastie. Les missions diplomatiques européennes arrivées à Pékin au cours de la dernière décennie de son règne ne lui plaisent pas. « S’il est avéré, écrit-il au roi d’Angleterre George III, que, considérant notre empire avec admiration, tu désires étudier notre civilisation, il n’en demeure pas moins que le Céleste Empire a son code de rites, différent en tous points de ce qui se pratique dans ton pays. Même si celui de tes sujets qui demeurerait ici était capable de les apprendre, cela ne lui serait d’aucune utilité, puisque, ton pays ayant ses propres coutumes et règles, tu ne copieras certainement pas les rites chinois[19]. » L’empereur de Chine ne peut imaginer un monde unifié. Ses visiteurs européens, eux, en sont capables.

XIII
Une nouvelle forme de société : l'Europe des Temps modernes

« Histoire moderne » est une expression familière, mais elle ne recouvre pas toujours la même signification. Il y eut un temps où l'on entendait par là tout ce qui était advenu depuis l'Antiquité, période qui recouvrait l'histoire des Juifs, des Grecs et des Romains. C'est ce sens que l'on retrouve encore dans le cours d'histoire moderne enseigné à Oxford, incluant le Moyen Âge. Puis l'histoire médiévale s'en est détachée, elle aussi. Aujourd'hui, l'expression s'affine encore, les historiens commençant à distinguer les « Temps modernes » de l'époque dite « contemporaine ». Ce faisant, ils attirent précisément notre attention sur un processus qu'ils appliquent à une époque où, sur la façade atlantique, un nouveau monde se dégage de l'Occident chrétien médiéval, confiné, superstitieux, agraire et dominé par les traditions. Ce processus s'enclenche à des époques différentes selon les pays. En Angleterre, il survient très rapidement, tandis qu'en Espagne, vers 1800, il est loin d'être achevé et un siècle plus tard, une grande partie de l'Europe orientale n'est pas encore vraiment touchée. Pourtant, en dépit de ces irrégularités accessoires, le phénomène est bien réel, de toute évidence. Et son importance aussi, car il pose les fondations de l'hégémonie européenne.

Comme point de départ utile pour notre réflexion sur les particularités de ce processus, nous retiendrons une vérité à la fois simple et évidente : pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, la plupart des populations ont vu leur existence façonnée, profondément et cruellement, par

le peu, voire l'absence totale de liberté quant à la façon de se procurer gîte et subsistance, pour elles-mêmes et pour leur famille. La possibilité qu'il en soit autrement n'est devenue concevable que très récemment, et encore n'était-ce que pour une toute petite partie de la population. Et pour en faire une réalité concernant un groupe non négligeable d'individus, quel qu'il soit, il a fallu une métamorphose de l'économie de l'Europe des Temps modernes, majoritairement à l'ouest de l'Elbe.

L'Europe médiévale, comme la plus grande partie du monde à l'époque, est encore constituée de sociétés dans lesquelles, pour la plupart, ce sont les institutions sociales ou juridiques, et non le marché, qui soustraient à ceux qui les produisent, à savoir les paysans, les surplus de production par rapport aux besoins. Lorsque nous commençons à reconnaître l'existence d'une Europe « contemporaine », la situation a changé : l'extraction et la mobilisation de ces surplus sont devenues l'une des tâches dévolues à une entité inconstante souvent étiquetée « capitalisme », laquelle opère en grande partie par le biais de transactions en espèces sur des marchés de plus en plus complexes.

Le suivi de certaines de ces mutations est incomparablement plus facile que pour les précédentes, car pour la première fois nous disposons de données en quantité raisonnable et relativement continues. Le fait historique acquiert un potentiel informatif beaucoup plus important depuis quatre ou cinq siècles, en raison d'un facteur capital : il est beaucoup plus axé sur les chiffres et les calculs s'en trouvent facilités. La source de ces statistiques est souvent gouvernementale. Pour maintes raisons, les gouvernants veulent en savoir de plus en plus sur les ressources, existantes ou potentielles, dont ils peuvent disposer. Cependant, après 1500, les archives privées, dans le secteur commercial notamment, nous procurent aussi de nombreux éléments chiffrés. Favorisée

par la généralisation de l'usage du papier et de l'imprimerie, la multiplication des copies accroît considérablement les chances de conserver des traces écrites. Des techniques commerciales se font jour, qui requièrent la publication de données comparées : mouvements de navires, par exemple, ou relevés de prix. En outre, à mesure que les historiens affinent leurs techniques, ils s'attaquent aux sources insuffisantes ou fragmentaires avec beaucoup plus de bonheur qu'il y a encore quelques années.

Tout cela permet une bonne connaissance de l'ampleur et de la forme que revêt le changement dans l'Europe des Temps modernes, bien qu'il faille se garder de surestimer le degré de précision des données disponibles ou de ce que l'on peut en apprendre. Pendant longtemps, il a été très difficile de recueillir des statistiques fiables. Jusqu'à récemment, trouver une réponse précise aux questions les plus élémentaires comme, par exemple, le recensement de la population d'un endroit donné est resté des plus ardus. L'un des grands objectifs des monarques réformateurs du XVIII^{e} siècle sera simplement de tenir un registre précis des terres de l'État qu'ils gouvernent − on appelle cela des études cadastrales − ou encore de savoir à combien s'élève le nombre de leurs sujets. En Grande-Bretagne, le premier recensement date seulement de 1801 − presque huit cents ans après le *Domesday Book*. La France attendra 1876 et la Russie impériale ne pourra pas chiffrer sa population avant 1897.

Des décalages aussi importants ne sont pas réellement surprenants. Recensements et études démographiques nécessitent des rouages administratifs complexes et fiables. Parfois, ils soulèvent de fortes oppositions, la recherche de nouvelles données s'accompagnant souvent d'une levée d'impôts. Ces difficultés sont encore considérablement accrues lorsque la population est analphabète, comme dans

beaucoup de pays d'Europe durant la majeure partie des Temps modernes.

Les nouveaux outils statistiques risquent également de soulever autant de questions historiques insolubles qu'ils apportent de réponses. Ils peuvent mettre au jour une ahurissante diversité des phénomènes contemporains, et les tentatives de généralisation n'en sont que plus malaisées : il est devenu beaucoup plus ardu de proférer une quelconque affirmation sur la paysannerie française du XVIII^{e} siècle depuis que des études ont révélé ce que ce simple terme recelait de diversité, laissant entendre qu'il n'existait peut-être pas de paysannerie française à proprement parler, mais seulement plusieurs catégories différentes de paysans. Enfin, les statistiques sont susceptibles de mettre en lumière certains faits en laissant dans l'ombre ce qui les a engendrés. Néanmoins, après 1500, nous nous trouvons de plus en plus à l'époque des mesures, ce qui a globalement pour effet de donner du crédit aux affirmations concernant des événements survenus en d'autres lieux, à des époques antérieures.

L'histoire démographique en est l'exemple le plus frappant. À la fin du XV^{e} siècle, la population européenne est au seuil d'une croissance qui depuis lors n'a jamais fléchi. Après 1500, deux phases distinctes se dégagent grossièrement. Jusqu'au milieu du XVIII^{e} siècle, l'accroissement de la population est relativement lent mais constant (à l'exception de quelques notables interruptions locales et temporaires). Ce stade correspond approximativement aux « Temps modernes » et en est l'une des caractéristiques. Au cours de la seconde phase, la croissance démographique est nettement accélérée et de grands changements s'ensuivent. Seule la première étape nous occupe ici, parce que c'est d'elle que dépend la façon dont l'Europe moderne prend forme. Les faits et tendances générales de cette période parlent d'eux-mêmes. Bien que s'appuyant essentiellement sur des estimations, les chiffres

sont bien mieux fondés qu'auparavant, notamment parce que, à partir du début du XVII^{e} siècle, surtout en Angleterre, les questions démographiques ont suscité un intérêt quasi continu, contribuant à la création d'une science de la statistique (l'« arithmétique politique », disait-on alors). Un travail remarquable, même si la méthode relativement rigoureuse à laquelle il aboutit ne représente guère plus qu'un îlot minuscule perdu au milieu d'un océan d'estimations et de déductions. Néanmoins, l'image d'ensemble qui s'en dégage est très nette. En 1500, l'Europe compte environ 80 millions d'habitants ; deux siècles plus tard, elle en totalise presque 150 millions, pour se situer légèrement en dessous de la barre des 200 millions en 1800. Avant 1750, le nombre d'Européens a augmenté à un rythme relativement constant, se maintenant à un cinquième de la population mondiale jusque vers 1700. En 1800, l'Europe abrite presque un quart des habitants de la planète.

Ainsi, de toute évidence, il s'écoule un laps de temps assez long avant que n'apparaissent les disparités surprenantes que l'on constatera plus tard entre la croissance démographique européenne et celle du reste du monde. D'où la conclusion, assez raisonnable semble-t-il, que le décalage entre Européens et non-Européens est alors moins frappant qu'il ne le sera après 1800. L'espérance de vie des premiers, par exemple, reste assez faible. Avant 1800, la moyenne d'âge est toujours nettement inférieure à celle d'aujourd'hui, parce que les gens vivent moins longtemps. À la naissance, un paysan français du XVIII^{e} siècle peut compter sur une espérance de vie d'environ vingt-deux ans, et il n'a approximativement qu'une chance sur quatre de passer le cap de la petite enfance, c'est-à-dire sensiblement la même probabilité qu'un paysan indien de 1950 ou un Italien sous la Rome impériale. Rares sont les hommes de cette époque qui atteignent la cinquantaine et, comme ils sont moins bien

nourris que nous aujourd'hui, ils nous semblent plus vieux au même âge. Ils sont probablement plus petits et d'apparence moins robuste. Comme au Moyen Âge, les femmes ont toujours une espérance de vie inférieure à celle des hommes, d'où la fréquence des remariages non pour cause de divorce, mais en raison d'un veuvage prématuré.

La vie conjugale d'un couple européen moyen est alors assez brève. Et, en traçant une ligne approximative entre la Baltique et l'Adriatique, on s'aperçoit que les mariages durent moins longtemps à l'ouest qu'à l'est, parce que les habitants de cette région se marient plus tard, plus près de trente ans que de vingt − une coutume qui modifiera longtemps les schémas démographiques entre l'Est et l'Ouest. D'une manière générale, cependant, si les Européens nantis peuvent se permettre d'avoir une famille nombreuse, il n'en va pas de même pour les pauvres. De solides déductions donnent tout lieu de croire qu'existe déjà au XVII^{e} siècle, en certains endroits, une forme de limitation des naissances liée à d'autres méthodes que l'avortement et l'infanticide. L'explication de ce mystérieux phénomène requiert d'autres éléments culturels et économiques. Cela reste un de ces domaines où il est presque impossible de pénétrer dans l'histoire d'une société en grande partie analphabète. Nous ne pouvons pas affirmer avec certitude qu'existait un contrôle des naissances avant l'heure, et encore moins spéculer sur ses implications − éventuelles − quant à la façon dont les Européens des Temps modernes se voyaient eux-mêmes et pensaient mener leur vie.

Dans l'ensemble, la démographie de l'époque reflète aussi la persistance de la prédominance de l'agriculture. La production n'a longtemps été que très légèrement supérieure au minimum nécessaire, permettant seulement d'assurer la subsistance d'une population à faible croissance. En 1500, l'Europe est encore un continent essentiellement rural, constitué de petits villages dont les habitants vivent avec un seuil de subsistance assez bas. À

nos yeux, elle paraîtrait bien déserte. En 1800, la population de l'Angleterre, plutôt dense pourtant comparée au reste du continent, ne représente qu'un sixième environ de ce qu'elle est aujourd'hui. La partie orientale de l'Europe comporte d'immenses espaces vierges, que les gouvernants s'efforcent de peupler en y encourageant l'immigration par toutes sortes de moyens. En dépit d'une forte croissance, la population européenne est largement dépassée par celle de l'Asie.

Pourtant, petites et grandes villes parviennent à s'agrandir, en termes de population et de superficie, et une ou deux d'entre elles se détachent du lot par un accroissement démographique exponentiel par rapport à l'ensemble. Au XVIII^{e} siècle, Amsterdam compte à peu près 200 000 âmes. Entre 1500 et 1700, Paris voit probablement doubler sa superficie et sa population croître au point d'approcher du demi-million. Au cours de cette même période, Londres se propulse devant la capitale française avec un nombre d'habitants qui passe de 120 000 à presque 700 000 individus. En Angleterre, où la population est beaucoup moins importante, une telle flambée indique une urbanisation beaucoup plus marquée. Le vocable anglais s'enrichit d'un nouveau terme, lourd de sens : « banlieue ». Mais il est difficile d'extrapoler : en 1700, la plupart des villes de taille moyenne et des petites agglomérations restent sous la barre des 20 000 habitants. Toutefois, les agglomérations européennes de plus de 100 000 âmes passent de neuf en 1500 à douze, au moins, deux siècles plus tard. Malgré cette évolution, l'urbanisation de l'Europe n'est pas un phénomène prédominant à l'époque : les plus grandes villes du monde se trouvent toujours en Asie.

La croissance démographique n'est pas plus également répartie que l'urbanisation. En Europe occidentale, avec environ 21 millions d'habitants en 1700, la France reste la plus grande nation de l'époque : l'Angleterre et le pays de Galles ne comptent que 6 millions d'individus. Établir des

comparaisons n’est cependant pas simple, les estimations étant beaucoup moins fiables à certains endroits qu’à d’autres. La fluctuation des frontières ne permet pas non plus d’affirmer avec certitude que, d’une époque à l’autre, un même mot désigne une même réalité. Au cours du XVII^{e} siècle, une série de cataclysmes vient indubitablement freiner, voire empêcher la croissance démographique de certaines régions. Entre 1630 et 1640, l’Espagne, l’Italie et l’Allemagne connaissent toutes des flambées épidémiques, et il est d’autres fléaux plus circonscrits mais restés célèbres, comme la grande peste de Londres en 1665. La famine en est un autre, sporadique et local. Vers le milieu du siècle, il est même question de cannibalisme en Allemagne.

La malnutrition et son corollaire, la faible résistance aux maladies, provoquent rapidement des catastrophes lorsqu’elles se cumulent avec les perturbations économiques consécutives à de mauvaises récoltes. Il suffit alors qu’un conflit vienne s’y greffer, comme souvent en Europe centrale, pour que les conséquences prennent des allures de cataclysme. La famine et les maladies colportées par le train des équipages d’une armée peuvent entraîner la dépopulation soudaine d’une petite région, ce qui révèle en partie à quel point la vie économique est encore localisée dans l’espace. *A contrario*, une petite ville, même située en plein milieu d’une zone de combats, peut sortir indemne du conflit si elle n’est ni assiégée ni saccagée, alors que, à quelques lieues de là, une autre sera dévastée. La situation reste précaire jusqu’à ce que la croissance démographique commence à se laisser dépasser par l’accroissement de la productivité.

Dans ce domaine comme ailleurs, l’histoire varie d’un pays à l’autre. Vers le milieu du XV^{e} siècle, le secteur agricole semble de nouveau en expansion, comme l’indique la reprise des cultures de terres en friche depuis le dépeuplement du XIV^{e} siècle. Avant 1550, ce n’est

cependant visible qu'en de rares endroits, et la reprise se limitera longtemps à ces zones, même si d'importantes améliorations techniques ont déjà permis d'accroître la productivité, principalement grâce à la main-d'œuvre, c'est-à-dire à l'adoption d'une culture intensive. Dans les pays où cet impact n'est pas perceptible, les campagnes restent longtemps dans le sillage de leur passé moyenâgeux. L'afflux monétaire met lui aussi du temps à pénétrer certaines communautés proches de l'autosuffisance. Dans l'est de l'Europe, le servage se développe, alors qu'ailleurs, il est en voie d'extinction. Pourtant, vers 1800, si l'on considère l'Europe dans sa globalité et quelques pays phares en particulier, l'agriculture est l'un des deux secteurs de l'économie dont les progrès sont les plus marqués (l'autre étant le commerce). Globalement, le secteur agricole a montré qu'il pouvait apporter de quoi nourrir une population en constante expansion, à un rythme d'abord très lent, mais qui s'est accéléré par la suite.

L'agriculture se transforme lentement sous l'effet des innovations techniques et d'une orientation croissante vers les marchés. Les deux sont interdépendants. La présence d'une forte population est synonyme de marché et incite donc à vendre des produits. Au XV^{e} siècle déjà, les habitants des Pays-Bas occupent le premier rang dans le domaine des techniques de culture intensive. C'est en Flandre également qu'avec un meilleur drainage on obtient de plus belles pâtures et une augmentation de la population animale. Une autre région relativement urbaine est la plaine du Pô, dans le nord de l'Italie. On y introduit de nouvelles cultures originaires d'Asie. Le riz, par exemple, un apport de taille au garde-manger européen, apparaît au XV^{e} siècle dans les plaines de l'Arno et du Pô. Mais toutes les cultures ne connaissent pas un succès instantané. La pomme de terre du Nouveau Monde met deux cents ans à devenir un produit de consommation courant en Angleterre, en Allemagne et en France, malgré ses qualités nutritionnelles évidentes et

tout le folklore qui entoure sa promotion, avec l'accent sur ses vertus aphrodisiaques et son efficacité dans le traitement des verrues.

Au XVI^{e} siècle, les progrès de l'agriculture s'étendent des Pays-Bas à l'est de l'Angleterre, où ils s'affinent lentement. Au XVII^{e}, Londres devient un port exportateur de blé, et, au siècle suivant, les Européens du continent viennent en Angleterre pour apprendre à cultiver les terres. Le siècle des Lumières est aussi celui de l'amélioration de l'élevage et des techniques de production. Il s'ensuit une hausse des rendements et une meilleure qualité des animaux d'élevage (aujourd'hui acquise, elle était jusqu'alors inimaginable). Les campagnes et leur population changent d'apparence. L'agriculture donne le premier exemple de ce que peut accomplir la science, même rudimentaire (expérience, observation et consignation des résultats, puis de nouveau expérience) pour accroître le contrôle de l'environnement par l'homme plus rapidement que ne le ferait une sélection imposée par la coutume. Les progrès de l'agriculture favorisent la redistribution des terres, avec des fermes plus importantes, la réduction du nombre de petits propriétaires, sauf sur les terres qui leur réussissent particulièrement, l'emploi d'une main-d'œuvre salariée et de gros investissements dans les constructions, les systèmes de drainage et les machines-outils.

Il faut cependant se garder d'exagérer la rapidité de cette métamorphose. Un indice de changement est le rythme d'augmentation des « enclosures », codification de l'appropriation, par leurs propriétaires, d'espaces ouverts et de terres dévolues à l'usage collectif des villages traditionnels. En effet, les lois autorisant les enclosures ne deviennent plus fréquentes et plus nombreuses qu'à la fin du XVIII^{e} siècle et au début du XIX^{e}. L'intégration complète de l'agriculture au sein de l'économie de marché et le traitement de la terre comme simple produit de consommation semblable à n'importe quel autre se feront

attendre jusqu'au XIX^e siècle, même en Angleterre, locomotive de l'agriculture mondiale jusqu'à l'ouverture des champs de maïs transocéaniques. Néanmoins, déjà au XVIII^e siècle, l'avenir se dessine.

L'augmentation de la productivité agricole finit par venir à bout des disettes récurrentes qui conservent depuis si longtemps le pouvoir de précipiter toute une population dans les abysses de la démographie. La dernière fois que les Européens semblent devoir à tout prix trouver du blé pour enrayer une calamité semblable à l'épidémie de peste du XIV^e siècle, c'est à la fin du XVI^e, lorsque les princes italiens en envoient chercher à Dantzig. Lors de la période difficile du milieu du XVII^e siècle, le développement du commerce maritime permet à l'Angleterre et aux Pays-Bas d'échapper au pire. Par la suite, en Europe, famines et disettes deviennent des événements locaux et nationaux, encore capables, il est vrai, de causer des ravages démographiques à grande échelle, mais contrebalancés peu à peu par la disponibilité croissante de céréales importées. Les mauvaises récoltes de 1708-1709 auraient, dit-on, transformé la France en un gigantesque hôpital, mais elle était en guerre. Un peu plus tard dans le siècle, des pays méditerranéens seront tributaires du blé de la Baltique pour fabriquer leur farine. Certes, il faudra encore du temps pour pouvoir compter sur la fiabilité des importations : souvent celles-ci se font trop attendre, surtout lorsqu'elles empruntent la voie terrestre. Certaines régions de France et du Saint Empire connaîtront encore des périodes de disette au XIX^e siècle, et au XVIII^e, la population progressant plus vite que la production, nombre de Français verront baisser leur niveau de vie. Le paysan anglais, en revanche, considérera plus tard avoir vécu toute une partie du siècle comme un âge d'or où l'on trouvait à table du pain de blé en abondance, et même de la viande.

À la fin du XVI^e siècle, l'encouragement à l'émigration apporte une réponse à la pression obscurément ressentie

d’une population en pleine expansion dont les ressources augmentent lentement. Vers 1800, les Européens ont déjà largement contribué à peupler les terres d’outre-Atlantique. En 1751, un colon a calculé que le continent nord-américain abritait un million de personnes d’origine britannique. Selon les estimations actuelles, environ 250 000 Britanniques auraient gagné le Nouveau Monde au cours du XVII^{e} siècle, et 1,5 million au siècle suivant. À ceux-là s’ajoutent les Allemands (environ 200 000) et quelques Français au Canada. On peut donc raisonnablement supposer qu’en 1800 quelque 2 millions d’Européens se seraient déjà installés au nord du Rio Grande. Au sud, ce sont 100 000 Espagnols et Portugais.

Ces grandes migrations ont été déclenchées par la peur de souffrir de la faim dans la Vieille Europe, une crainte qui reflète la persistance de la prééminence de l’agriculture dans toute réflexion sur la vie économique. En trois siècles, de profonds changements ont marqué la structure et la proportion des principaux secteurs de l’économie européenne, mais en 1800 (comme en 1500) il est encore exact que l’agriculture prédomine, même en France et en Angleterre, les deux plus grands pays occidentaux, où le commerce et l’industrie ont considérablement progressé. En outre, et partout, seule une infime part de la population se lance dans des industries n’ayant rien à voir avec l’agriculture. Brasseurs, tisserands et teinturiers en dépendent tous, et bon nombre d’agriculteurs manient le rouet, tissent ou vendent des produits de consommation.

L’agriculture mise à part, le commerce est le seul secteur touché par un changement radical. Depuis la seconde moitié du XV^{e} siècle, l’accélération est manifeste. L’Europe retrouve un peu de la vigueur de ses relations commerciales du XIII^{e} siècle, et cela se voit en termes de proportions, de techniques et d’orientation. Là encore, un lien existe avec le développement urbain. Les villes ont besoin de spécialistes, dont elles assurent également la subsistance. Les grandes

foires et marchés du Moyen Âge ont toujours cours. Tout comme les lois médiévales sur l'usure et les pratiques restrictives des guildes. Pourtant, dès avant 1800, émerge un univers commercial entièrement nouveau.

Au XVI^{e} siècle, le phénomène est déjà perceptible lorsque débute la longue expansion du commerce international, qui se poursuivra presque sans interruption jusqu'en 1930 − si l'on excepte la parenthèse de la Première Guerre mondiale − pour reprendre après la Seconde. Tout commence, nous l'avons vu, par un nouveau déplacement du centre de gravité économique, lequel passe du sud au nord-ouest de l'Europe, de la Méditerranée à l'Atlantique. Les troubles politiques et les guerres comme celles qui ont mis l'Italie à feu et à sang au début du XVI^{e} siècle y contribuent, mais ce ne sont pas les seuls facteurs en cause. On peut aussi imputer ce transfert à d'infimes pressions, éphémères mais capitales, comme le harcèlement des Juifs par les Portugais, qui incite un si grand nombre d'entre eux à émigrer aux Pays-Bas. Grands commerçants, ils emportent avec eux leurs savoir-faire.

La plus belle réussite commerciale du XVI^{e} siècle est celle d'Anvers, même si après quelques décennies la grande ville portuaire ne résiste pas à un raz de marée politique et économique. Au XVII^{e} siècle, Amsterdam et Londres la surpassent. Dans chacun des cas, un commerce important ayant pour base une périphérie urbaine fortement peuplée rapporte des bénéfices permettant la diversification de l'industrie manufacturière, des services et du secteur bancaire. L'ancienne suprématie des banques des républiques italiennes médiévales passe d'abord à la Flandre et aux banquiers allemands du XVI^{e} siècle, puis, finalement, à la Hollande et à Londres. La Banque d'Amsterdam et même la Banque d'Angleterre, dont la fondation remonte seulement à 1694, deviennent rapidement des forces économiques internationales. Autour d'elles se regroupent d'autres banques et grandes maisons

spécialisées dans le crédit et la finance. Les taux d'intérêt baissent et la lettre de change, invention médiévale, voit son usage se répandre considérablement, pour devenir le principal instrument financier du commerce international.

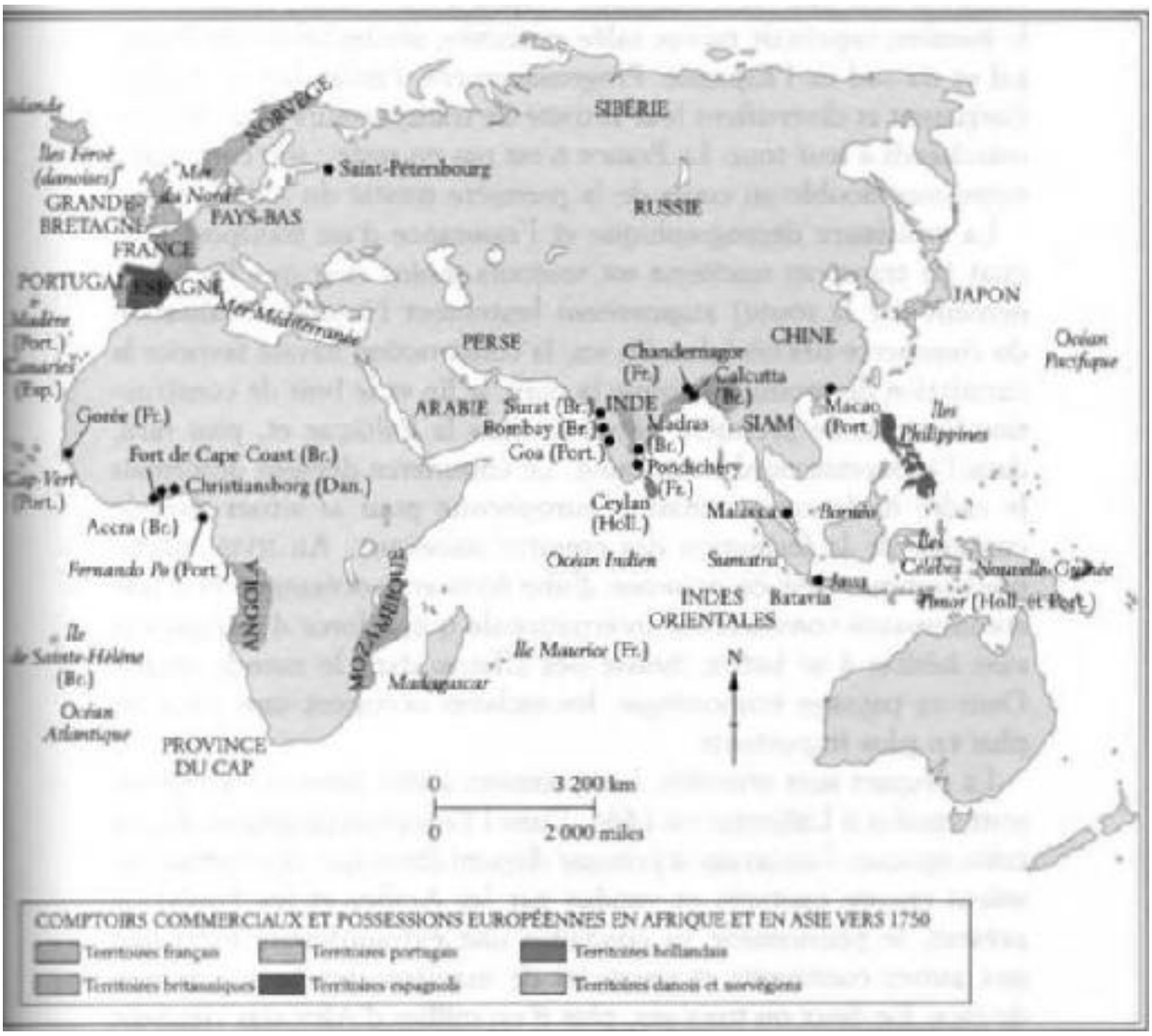
C'est le début de la grande époque du papier-monnaie, que l'on préfère au lingot. Au XVIII^e^ siècle apparaissent les premiers billets de banque européens et l'on invente le chèque. Les sociétés à capitaux émettent une autre forme de valeurs négociables, leurs propres actions, dont la cotation dans les cafés londoniens du XVII^e^ siècle disparaît avec la création de la Bourse de Londres, le London Stock Exchange. Vers 1800, des institutions similaires existent dans de nombreux autres pays. À Londres, Paris et Amsterdam se multiplient les projets de mobilisation et d'utilisation des capitaux. Loteries et tontines (produit hybride entre un viager et un jeu de hasard) connaissent une certaine vogue, et l'on assiste à plusieurs envolées des investissements, qui se soldent par des échecs aussi retentissants que spectaculaires, le plus notoire étant celui de la grande « bulle » spéculative des mers du Sud[20], en Angleterre. Mais, toujours, on retrouve la même constante : un monde de plus en plus axé sur le commerce, qui s'habitue davantage à l'idée d'utiliser l'argent pour en gagner et se dote des outils du capitalisme moderne.

Très rapidement, les questions commerciales font l'objet d'une attention considérablement accrue dans les négociations diplomatiques de la fin du XVII^e^ siècle, avec une volonté, pour chaque État, de les défendre armes à la main. En 1652, Anglais et Hollandais se livrent bataille, inaugurant une longue période de conflits répétés entre l'Angleterre, la France et l'Espagne, à la suite de querelles où les enjeux commerciaux jouent souvent un rôle important, voire capital.

Les gouvernements, qui veillent sur leurs marchands, ne se contentent pas de déclencher des guerres pour la défense des intérêts commerciaux. Eux-mêmes sont parfois

entrepreneurs et employeurs (l'arsenal de Venise aurait été un temps, dit-on, la plus grande manufacture du monde). Ils peuvent octroyer un monopole à une société sous contrat, ce qui facilite la levée de capitaux, du fait d'une meilleure garantie de retour sur investissement. On en vient à penser que les compagnies à charte ne sont peut-être pas l'option la plus avantageuse, et celles-ci tombent en défaveur (malgré un bref et ultime regain à la fin du XIX^{e} siècle). Néanmoins, ce genre d'activités impliquant de près le gouvernement, la politique et la législation s'en ressentent, façonnées par les préoccupations des hommes d'affaires.

De temps à autre, l'interaction entre le développement du commerce et la société semble mettre en lumière des changements dont les implications sont réellement très profondes. On en trouve un exemple au XVII^{e} siècle, lorsque pour la première fois un financier anglais propose au public une assurance sur la vie. La vente de rentes viagères est déjà une pratique répandue. La nouveauté, ici, vient de l'application de la science actuarielle et de la récente disponibilité des statistiques de l'« arithmétique politique ». Il est désormais possible d'établir un calcul raisonnable, au lieu de se livrer à des spéculations hasardeuses sur la mort, sujet porteur jusque-là de terribles incertitudes et d'un côté irrationnel. En la perfectionnant sans cesse, les hommes continuent à proposer, moyennant finance, une protection contre une gamme croissante de cataclysmes, laquelle constitue, soit dit en passant, un dispositif nouveau et très important permettant une forte mobilisation des richesses pour réaliser des investissements. Toutefois, la découverte de l'assurance-vie, au début de ce que l'on a parfois appelé l'« âge de raison », laisse aussi penser que le changement économique a parfois une immense portée : l'assurance-vie est un premier pas timide vers la future laïcisation de l'univers.



L’évolution structurelle la plus impressionnante du commerce européen réside dans la soudaine importance des échanges outre-mer à partir de la seconde moitié du XVII^{e} siècle. Cet essor participe de la bascule de l’activité économique de la Méditerranée à l’Europe septentrionale, déjà observable avant 1500 et qui, pour la première fois, dévoile les particularités d’une future économie mondiale. Jusqu’à 1580 environ, celles-ci restent en grande partie définies par les peuples ibériques. En effet, non seulement les Espagnols et les Portugais dominent les relations commerciales dans l’Atlantique sud et les Caraïbes, mais après 1564 les « galions de Manille » assurent

régulièrement le transport de marchandises entre Acapulco et les Philippines. Ainsi la Chine est-elle amenée à entretenir des relations commerciales avec les Européens à partir d'une région située plus à l'est, alors même que les Portugais viennent de l'ouest. Le commerce mondial commence à éclipser les échanges méditerranéens de jadis. Vers la fin du XVII^{e} siècle, le commerce en circuit fermé de l'Espagne et du Portugal avec leurs colonies d'outre-Atlantique est toujours important, mais celui d'outre-mer est dominé par les Hollandais et leurs concurrents anglais, de plus en plus redoutables.

Les Hollandais doivent leur succès aux harengs salés, dont ils approvisionnent les marchés européens, et à leurs flûtes, des vraquiers particulièrement adaptés au transport des marchandises. Avec ces navires de charge, ils commencent par dominer le commerce de la Baltique pour devenir ensuite les transporteurs de l'Europe. Bien que souvent supplantés par les Anglais dans la seconde partie du XVII^{e} siècle, ils parviennent à maintenir un vaste réseau de colonies et de comptoirs commerciaux, en Asie orientale notamment, où ils surpassent les Portugais. La suprématie anglaise, elle, est fondée sur les ressources de l'océan Atlantique, où le poisson abonde. Les Anglais capturent au large des côtes de Terre-Neuve une espèce à la chair nourrissante, la morue, qu'ils salent et font sécher sur les rives avant de la vendre aux pays méditerranéens, où le jeûne du vendredi crée une forte demande. Aujourd'hui encore, on peut voir le *bacalao*, ragoût de morue salée et séchée, sur les tables du Portugal et du sud de l'Espagne. Progressivement, Hollandais et Anglais élargissent et diversifient leur activité de transporteurs pour devenir marchands à leur tour. La France n'est pas en reste : son commerce outre-mer double au cours de la première moitié du XVII^{e} siècle.

La croissance démographique et l'assurance d'un transport adéquat (le transport maritime est toujours moins

cher que l'acheminement par la route) augmentent lentement l'internationalisation du commerce des céréales. En soi, la construction navale favorise la circulation de produits comme la poix, le lin et le bois de construction, articles de première nécessité dans la Baltique et, plus tard, dans l'économie nord-américaine. Le commerce dépasse désormais le cadre de la consommation européenne pour se situer dans le contexte de la formation des empires coloniaux. Au XVIII^{e} siècle, nous sommes déjà en présence d'une économie océanique et d'une communauté commerciale internationale qui, à force d'intrigues et sans hésiter à se battre, brasse des affaires dans le monde entier. Dans ce paysage économique, les esclaves occupent une place de plus en plus importante.

La plupart sont africains. Les premiers à être amenés en Europe sont vendus à Lisbonne en 1444. Dans l'Europe proprement dite, à cette époque, l'esclavage a presque disparu (bien que des Européens soient encore capturés et vendus par les Arabes et les Turcs). À présent, le phénomène va connaître une extraordinaire extension aux autres continents et s'associer de manière abjecte à la notion de race. En deux ou trois ans, plus d'un millier d'Africains viennent compléter le contingent vendu par les Portugais, qui créent bientôt en Afrique occidentale un comptoir permanent réservé à la traite des esclaves. Ce chiffre montre la rapidité de la prise de conscience de la rentabilité du nouveau trafic, mais il ne préfigure nullement l'ampleur du phénomène à venir. Ce qui d'ores et déjà ressort clairement, en revanche, c'est sa brutalité et sa violence (les Portugais remarquent très vite qu'en s'emparant des enfants, ils s'assurent de la docilité des parents en captivité) et la complicité des Africains : lorsqu'ils pénètrent à l'intérieur des terres à la recherche d'esclaves, les Européens n'ont aucune difficulté à s'appuyer sur les potentats locaux pour rassembler les captifs et les vendre en masse.

Pourquoi l'Afrique devient-elle la plaque tournante de ce fléau ? La notion de race intervient pour une grande part dans ce phénomène : certains Européens considèrent déjà les Africains comme âpres au travail, dociles et dépourvus d'intelligence − un point de vue raciste qui résulte probablement beaucoup plus de la concentration de marchands d'esclaves en Afrique que de la faiblesse de la plupart des structures politiques africaines ou de la coopération de nombreux princes ou marchands du continent, même si ces deux derniers aspects ne sont pas dénués d'importance. La présence de comptoirs commerciaux européens sur presque toute la côte africaine, la résistance des Amérindiens et les efforts des prêtres pour les amener à s'opposer à l'esclavage de masse aux Amériques sont autant d'éléments qui désignent l'Afrique comme l'endroit par excellence où aller chercher des esclaves. Ironique retour des choses, en dispersant des millions d'Africains sur les deux continents américains, le racisme européen a créé par-delà l'Atlantique une grande mixité ethnique.

Pendant longtemps, l'Europe et les colonies portugaises et espagnoles de l'Atlantique raflent la quasi-totalité des esclaves provenant de l'Afrique de l'Ouest. Puis les choses changent. À partir du milieu du XVI^{e} siècle, les esclaves africains sont expédiés de l'autre côté de l'Atlantique, au Brésil, dans les îles Caraïbes et sur le continent nord-américain. La traite des Noirs connaît alors, et pour longtemps, une croissance spectaculaire, dont les retombées démographiques, économiques et politiques se font encore sentir aujourd'hui. Fondée sur le commerce d'Africains par d'autres Africains au profit des Portugais, Anglais, Hollandais et Français, qui les revendent ensuite à d'autres Européens des Amériques, elle constitue un phénomène aux répercussions bien plus profondes que la réduction en esclavage des Européens par les Ottomans ou des Africains par les Arabes. Le nombre des personnes

victimes de la traite semble aussi plus facile à établir, ne fût-ce qu'approximativement. Une grande partie de la main-d'œuvre nécessaire à l'existence et au maintien des colonies américaines est constituée d'esclaves africains, même si pour des raisons climatiques la répartition de cette population manque d'uniformité. Dans leur grande majorité, les esclaves sont employés dans le secteur agricole ou comme domestiques : il n'est pas courant de voir des artisans ou, plus tard, des ouvriers de couleur.

Commercialement aussi, la traite des esclaves revêt un caractère très important. Parfois, le profit réalisé est énorme, ce qui explique en partie l'atmosphère pestilentielle des cales des négriers, où l'on entasse et confine la cargaison humaine. Le taux de mortalité par traversée est rarement inférieur à 10 % et atteint parfois des sommets effrayants. La valeur supposée de ce commerce en fait une prise très disputée, même si le retour sur les capitaux engagés, en temps normal, a été beaucoup exagéré. Pendant deux siècles, la traite des Noirs provoquera des incidents diplomatiques, voire des conflits entre États qui, l'un après l'autre, cherchent à l'infiltrer ou à la monopoliser − fait qui atteste de son importance aux yeux des hommes d'État, qu'elle soit économiquement justifiée ou non.

Une idée largement répandue autrefois voulait que les profits tirés de l'esclavage aient fourni les capitaux nécessaires à l'industrialisation de l'Europe. Aujourd'hui, cette théorie semble avoir perdu toute vraisemblance, du moins comme cause principale. L'industrialisation a été un processus de longue haleine. Bien qu'avant 1800 il soit possible de trouver des exemples de concentration industrielle dans plusieurs pays d'Europe, la croissance des industries manufacturières et extractives est toujours en grande partie liée à la multiplication de la production artisanale à petite échelle et à son élaboration technique plutôt qu'à l'introduction de méthodes et d'institutions

radicalement nouvelles. Deux siècles de tir au canon ont porté au pinacle les mines et la métallurgie. Parallèlement, les instruments scientifiques et les horloges mécaniques attestent d'une large diffusion du savoir-faire dans la fabrication des outils de précision. Et les idées auxquelles les savants ont abouti commencent à s'infiltrer peu à peu dans la production pour déboucher sur de nouvelles techniques.

Ces éléments façonnent les débuts de l'ère industrielle et, lentement, renversent la vapeur dans la relation traditionnellement établie avec l'Asie. Depuis des siècles, les Européens s'émerveillent du savoir-faire et de la qualité du travail des artisans orientaux. Textiles et céramiques d'Asie se sont imposés jusque dans leur quotidien : porcelaine de Chine, mousseline, calicot, kapok sont devenus des termes familiers. Puis, au XIV^{e} et au XV^{e} siècle, l'Europe commence à rattraper son retard, notamment dans le domaine de la mécanique et de l'ingénierie. Les potentats asiatiques recherchent les Européens susceptibles de leur apprendre à fabriquer des armes à feu efficaces et vont même jusqu'à collectionner les jouets mécaniques que l'on trouve couramment sur les foires européennes.

Cet inversement des rôles provient d'une accumulation des compétences des Européens dans les métiers traditionnels et de leur capacité à les étendre à de nouveaux domaines. Le phénomène se produit surtout dans les petites villes. Les artisans vont souvent de l'un à l'autre, suivant la demande. Jusque-là, rien de bien compliqué. Il est plus difficile, en revanche, de comprendre ce qui, dans la mentalité européenne, pousse l'artisan à aller de l'avant et suscite l'intérêt des personnes de condition supérieure au point que l'engouement pour l'ingénierie mécanique revête, à l'époque de la Renaissance tardive, un aspect aussi important que le travail de ses architectes et orfèvres. On n'observe cela nulle part ailleurs.

Les premières régions industrielles se développent par agglomération non seulement autour des centres manufacturiers en rapport avec l'agriculture, comme les filatures ou les brasseries, mais aussi dans les campagnes. Cela reste vrai longtemps. Les vieux métiers créent des concentrations d'industries qui leur sont nécessaires. Le port d'Anvers étant la porte d'entrée du tissu anglais en Europe, il s'y fonde des établissements pour les teindre et les apprêter, et augmenter du même coup la quantité de pièces importées par la ville portuaire. En même temps, dans la campagne anglaise, les marchands de laine posent les premières pierres de la croissance industrielle en fournissant aux paysans fileurs et tisserands la matière première dont ils ont besoin. La présence de minerai est un autre facteur de localisation d'industries : les mines et la métallurgie constituent les plus importantes des activités industrielles indépendantes de l'agriculture et sont très dispersées.

Mais les industries aussi peuvent stagner, ou même parfois provoquer des faillites. Le cas semble se produire en Italie. La prééminence industrielle que le pays a connue au Moyen Âge disparaît au cours du XVI^{e} siècle, alors que celle des « Pays-Bas » flamands et des régions méridionales et occidentales du Saint Empire − l'ancien bastion des Carolingiens − dure encore à peu près un siècle, jusqu'à ce qu'il apparaisse clairement que l'Angleterre, la Hollande et la Suède sont passées au premier plan. Au XVIII^{e} siècle, la Russie vient s'ajouter à la liste des pays industriels, grâce à son industrie extractive. À la même époque, on voit d'autres facteurs entrer dans l'équation : les savants se concentrent sur les techniques industrielles et les politiques gouvernementales façonnent l'industrie, délibérément ou non.

L'image à long terme de l'expansion et de la croissance générale requiert bien évidemment de nombreux bémols. Il faut avant tout se souvenir que la plus grande phase de la

croissance européenne, au cours de laquelle l'Europe, avec ses ramifications américaines, devient qualitativement différente du reste du monde, ne commence pour ainsi dire pas avant le XIXe siècle. De spectaculaires renversements de tendance peuvent même se produire, lorsqu'une mauvaise récolte provoque une ruée sur les banques et une contraction de la demande de produits manufacturés assez forte pour évoquer une dépression. Le développement et l'intégration de l'économie, en croissance continue, sont parfois à l'origine de nouvelles formes de détresse. Peu après 1500, par exemple, on commence à remarquer que les prix augmentent à une vitesse sans précédent. À l'échelon local, cette tendance est parfois très nette, les coûts passant du simple au double en un an. Bien que cette situation ne perdure nulle part, le résultat est là : les prix ont, semble-t-il, quadruplé en un siècle.

Comparé à l'inflation du XXe siècle, cela n'a rien de vraiment choquant, mais à l'époque le phénomène est assez nouveau pour avoir de fortes et graves répercussions. Certains propriétaires fonciers s'enrichissent et d'autres en souffrent. D'aucuns réagissent en révisant les fermages à la hausse et en augmentant autant que possible les recettes issues de leurs droits féodaux. D'autres doivent vendre tous leurs biens. En ce sens, l'inflation contribue, comme souvent, à la mobilité sociale. Dans les classes les plus défavorisées, les effets sont généralement très durs, car le prix des denrées agricoles grimpe en flèche et les salaires nominaux ne suivent pas. En conséquence, on assiste à une baisse des salaires réels. Le phénomène empire parfois aussi sous l'effet de facteurs locaux. En Angleterre, par exemple, la hausse des prix de la laine incite les propriétaires terriens à enclore des espaces ouverts et à les détourner de l'usage collectif auquel ils sont dévolus, afin d'y mettre des moutons. L'éleveur se retrouve dans la misère et meurt de faim. Comme le dit un célèbre personnage de l'époque : « Les moutons mangent même les

hommes[21]. » Au cours du deuxième tiers du XVIe siècle, on assiste un peu partout à des soulèvements populaires et à des troubles continuels révélant à la fois l'incompréhensibilité et la gravité de la situation. Partout, ce sont les deux extrémités de l'échelle sociale qui s'en ressentent le plus durement. Les pauvres meurent de faim et l'inflation coûte cher au souverain.

Les historiens ont fait couler beaucoup d'encre pour expliquer cette hausse des prix séculaire. Ils ne se satisfont plus de la première explication avancée par des analystes contemporains, qui mettent surtout en cause l'afflux d'or en barre consécutif à l'ouverture des mines d'or du Nouveau Monde par les Espagnols. Or, bien avant que le lingot des Amériques ne commence à arriver en quantité appréciable, l'inflation est déjà très avancée, même si plus tard l'or aggrave la situation. Fondamentalement, la cause principale est probablement une fois encore le décalage entre l'accroissement de la population et une augmentation de la productivité qui se fait attendre. La hausse des prix se poursuit jusqu'au début du XVIIe siècle. Puis, de temps à autre, elle montre des signes de faiblesse, jusqu'à la reprise, vers 1700, d'une courbe ascendante plus étalée dans le temps.

En dehors de la « grande divergence » − où l'on voit l'Europe occidentale rattraper, d'abord, puis dépasser les régions très avancées de l'Asie −, on assiste à des changements de cap économiques et sociaux exceptionnels, qui mettent le continent et ses rejetons coloniaux sur la voie de l'hégémonie mondiale. Le point de départ, pour l'Asie et l'Europe du XVIe et du début du XVIIe siècle, est plutôt similaire si l'on compare, par exemple, les parties les plus riches de la Chine, comme la province du Jiangsu, à des régions avancées de l'Italie du Nord, de la Flandre et de l'Angleterre. Les petits pays d'Europe qui s'enrichissent assez rapidement ont peut-être déjà quelques avantages : leur faiblesse limite les dégâts sur le développement

économique. Quelques grandes villes bénéficient d'une belle autonomie et dans plusieurs d'entre elles les notions de droit et de propriété se développent. Cette forme de « logiciel » joue peut-être un rôle dans la mise en scène de la progression européenne, même si les régions les plus urbanisées de l'Asie ont d'autres atouts.

Le plus important, semble-t-il, dans cette « grande divergence » est la parfaite et exceptionnelle combinaison du « matériel » et du « logiciel » en plusieurs endroits d'Europe, du moins à partir du XVIII^{e} siècle. Certaines régions − la Grande-Bretagne notamment − disposent de mines de charbon faciles à exploiter et utilisables comme source d'énergie de forte intensité à coût modique. À la même époque, grâce aux nouvelles techniques d'armement et à sa stratégie de combats intensifs, l'Europe prend possession de colonies dont elle pourra tirer des matières premières et où il lui sera possible d'expédier une partie de son excédent de population. Et, tandis que tout cela se prépare, les idées changent, donnant lieu à une forme de curiosité qui permet d'appliquer certains progrès de la science à de nouvelles techniques de production. Cette aptitude à produire qui, à partir de 1800 environ, situe l'Europe à part, fait d'elle une société résolument nouvelle.

À notre époque, nous n'avons nullement besoin d'aide-mémoire pour nous rappeler qu'un bouleversement économique peut entraîner une mutation rapide de la société. Nous ne croyons guère au caractère immuable des formes et institutions sociales. Mais reportons-nous trois cents ans en arrière : beaucoup d'hommes et de femmes les considèrent quasiment comme un don de Dieu. Les changements sociaux surgis dans le sillage de l'inflation (et pour d'autres raisons, il faut bien le dire) sont par conséquent étouffés et camouflés par la persistance de l'ancienne organisation sociale. Entre 1500 et 1800 à peu près, une grande partie de la société demeure inchangée en théorie comme en apparence. Pourtant, les réalités

économiques sous-jacentes se sont métamorphosées. Les apparences sont parfois trompeuses.

Avant 1500, dans certains pays, la vie rurale reflète déjà cette tendance. À mesure que l'agriculture devient de plus en plus mercantile, la société rurale traditionnelle est forcée de changer, même si ce n'est pas la seule raison. Néanmoins, certaines formes sont généralement préservées, ce qui donne des résultats de plus en plus incongrus. Si en France, dans les années 1780, les seigneurs féodaux existent toujours, ils participent moins d'une réalité sociale que d'un appareil économique. Le « seigneur » peut très bien ne jamais voir ses métayers, ne pas avoir de sang bleu et ne retirer de sa seigneurie que les sommes d'argent qui représentent ses droits sur le travail, le temps et la production de ses fermiers. À l'Est, la relation féodale est davantage ancrée dans la réalité. Elle reflète en partie l'alliance des nobles et des gouvernants, qui veulent profiter du nouveau marché des céréales et du bois de construction qu'entraîne la croissance de la population dans l'ouest et le sud de l'Europe. Ils attachent les paysans à la terre et exigent d'eux des services toujours plus lourds. En Russie, le servage devient le fondement même de la société.

En Angleterre, le féodalisme mercantile à la française disparaît bien avant 1800 et les titres de noblesse ne confèrent aucun privilège juridique autre que le droit des pairs du royaume à être convoqués au Parlement (la seconde distinction juridique étant qu'ils ne peuvent participer à l'élection d'un membre du Parlement, comme la plupart des autres sujets du roi George III). La noblesse anglaise est très réduite. À la fin du XVIII^{e} siècle, la Chambre des lords, même augmentée des pairs écossais, compte moins de 200 membres héréditaires dont le statut juridique ne peut être transmis qu'à un seul successeur. À titre de comparaison, on peut estimer qu'à la veille de la Révolution la noblesse française représente un quart de million d'individus.

En revanche, la richesse et l'influence des propriétaires terriens anglais sur la société sont immenses. Sous la pairie s'étire la classe mal définie des « gentlemen », liés aux pairs du royaume au sommet de la hiérarchie, et se perdant à sa base dans les rangs des fermiers et marchands prospères, éminemment respectables mais n'appartenant pas à la « haute société ». La perméabilité de cette classe est une caractéristique très précieuse qui favorise la cohésion et la mobilité. On peut accéder à la position de gentleman par un enrichissement, une distinction professionnelle ou le mérite personnel. Il s'agit essentiellement de partager un code de conduite qui reflète toujours la notion aristocratique d'honneur en l'expurgeant cependant de son caractère exclusif, de ses gothismes et de ses supports juridiques. Au XVII^{e} et au XVIII^{e} siècle, le concept de gentleman devient l'une des influences culturelles qui façonnent l'histoire de l'Angleterre.

La hiérarchie des élites gouvernantes diffère d'un pays à l'autre. Il serait possible de dégager des contrastes dans toute l'Europe, sans obtenir de résultat vraiment net. Néanmoins, vers 1700, on observe dans de nombreux pays une forte tendance vers une mutation sociale qui met les anciennes formes à rude épreuve. Dans les régions les plus avancées, cela génère des idées nouvelles sur la position sociale et sa reconnaissance. On passe − incomplètement, certes − des liens personnels aux relations marchandes comme moyen de définir les droits et les attentes des individus, et d'une vision collective de la société à une autre, plus individualiste. Ce phénomène est plus marqué dans les Provinces-Unies, la nouvelle république issue des Pays-Bas. Les Provinces-Unies sont en réalité dirigées par des marchands, ceux d'Amsterdam notamment, au centre de la Hollande, la province la plus riche. La noblesse terrienne n'y a jamais compté autant que l'oligarchie marchande et urbaine.

En 1789, aucun autre pays d'Europe ne connaît une évolution sociale aussi avancée que la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies. Partout ailleurs, la remise en question du statut traditionnel commence à peine. Le valet Figaro, personnage principal de la comédie à succès de Beaumarchais, raille son maître de n'avoir fait, pour mériter ses privilèges, que se donner la peine de naître. Au XVIII^{e} siècle, une telle idée est reconnue comme dangereuse et subversive, sans pour autant susciter d'inquiétude. L'Europe est toujours imprégnée des certitudes de l'aristocratie − et elle le restera longtemps, même après 1800. L'exclusivisme connaît des degrés divers, mais la distinction entre nobles et roturiers demeure cruciale. La seule différence, c'est que l'on ne croit plus systématiquement nécessaire de la répercuter dans l'arsenal législatif.

Tout comme certains commencent à sentir que décrire la société en termes de classes, avec des droits et des obligations juridiques pour chacune, ne saurait désormais refléter sa réalité, d'autres voient leur certitude que la religion sert de soutènement à une hiérarchie sociale particulière ébranlée. Certes, longtemps encore, il sera possible de croire, comme cette Irlandaise du XIX^{e} siècle lorsqu'elle compose son hymne anglican, que

« Le riche dans son château,
Le pauvre à sa grille,
Dieu les a faits, grand et humble,
Et Il a décidé de leur condition ».

Mais cela ne revient pas tout à fait à dire que le caractère figé, immuable, d'une classe est l'expression de la volonté de Dieu. Vers 1800 déjà, certains commencent à penser que Dieu aurait préféré que les riches fassent leur propre chemin dans le monde plutôt que d'hériter tout simplement la position de leur père. « Le gouvernement est une invention de la sagesse humaine pour satisfaire les besoins

des hommes », affirme Edmund Burke, homme politique et philosophe irlandais du XVIII^{e} siècle, grand conservateur de surcroît. Un utilitarisme à large spectre va servir de jauge à un nombre de plus en plus important d'individus pour évaluer les institutions, sociales entre autres, dans les pays avancés.

Les anciennes formes de hiérarchie sont soumises à une pression plus forte lorsqu'elles subissent des contraintes liées non seulement aux changements économiques − plus grande mobilité, villes en pleine croissance, montée d'une économie de marché, nouvelles opportunités commerciales −, mais aussi aux progrès de l'alphabétisation et au développement d'une conscience sociale. Globalement, on distingue trois types de situations. En Russie, et de façon quasiment similaire en Pologne ou en Prusse-Orientale et en Hongrie, la société agraire est encore si peu perturbée par les nouveaux progrès qu'à la fin du XVIII^{e} siècle le modèle social traditionnel n'est pas seulement intact, mais pratiquement incontesté. Dans ces pays de l'intérieur, où l'ordre établi est à l'abri des menaces implicitement contenues dans l'essor commercial de l'Europe maritime, les classes dirigeantes traditionnelles n'ont pas seulement conservé leur position, elles ont également et souvent montré une réelle capacité à accroître leurs privilèges.

La deuxième catégorie est celle des pays où l'affrontement entre les mondes économiques et sociaux émergents et l'ordre établi est suffisamment fort pour donner lieu à des protestations. Lorsque les circonstances politiques le permettent, ces exigences requièrent satisfaction, même si, pendant un temps, il est encore possible de les contenir. La France en est un exemple criant, mais certains États germaniques, la Flandre et quelques régions de l'Italie présentent des signes indiquant une pression similaire. Le troisième type est celui des pays dont la société est relativement plus ouverte : l'Angleterre, les

Pays-Bas et, outre-Atlantique, les treize colonies anglaises d'Amérique du Nord, où les distinctions de classe ont moins d'importance que la richesse ou le talent. Leurs habitants sont largement informés de leurs droits, les possibilités économiques perçues comme un phénomène répandu et la dépendance au salaire fortement marquée. Au XVI^{e} siècle encore, la société paraît beaucoup plus fluide en Angleterre que sur le continent et, en effet, lorsqu'au XVIII^{e} siècle les Américains se doteront d'une nouvelle Constitution, ils interdiront l'octroi de titres héréditaires. L'individualisme est quasiment dégagé de toute entrave juridique, quelles que soient les limites réelles posées par les usages et les perspectives d'avenir.

Il n'est que trop facile, dans une approche générale comme le présent ouvrage, de tomber dans l'excès de précision ou de définition. Même approximative, cette division tripartite est encore trop floue. Les différentes sociétés offrent des contrastes saisissants que nous pourrions mal interpréter si nous les considérions toutes comme homogènes. Dans les pays dits avancés de l'époque, subsistent bien des choses que nous devrions trouver étranges, voire antédiluviennes. Les petites villes d'Angleterre, de France et du Saint Empire sont pour la plupart de petites bourgades enveloppées d'un provincialisme confortable et dominées par des oligarchies mercantiles bornées, de grandes guildes ou des chapitres de cathédrale. Pourtant, Chartres, satisfaite de son enracinement dans la campagne et les us et coutumes médiévales, avec sa population qui, au XVIII^{e} siècle, est encore sensiblement la même que cinq cents ans auparavant, se trouve dans le même pays que des villes portuaires prospères et débordant d'activité comme Nantes et Bordeaux, pour ne citer que deux seulement des métropoles constituant le secteur dynamique de l'économie française. Aucun pays européen ne connaît encore de société capitaliste, individualiste, mature, clairement définie

et pleinement consciente d'elle-même. Le trait marquant des pays qui sont allés le plus loin dans la transformation capitaliste est la célérité avec laquelle ils se sont écartés de la situation prévalant dans la majeure partie du reste du monde.

Parfois, cela leur vaut l'admiration des réformateurs en puissance. L'un des plus grands contestataires du *statu quo*, Voltaire, s'émerveille de ce que même au début du XVIII^{e} siècle, en Angleterre, un grand marchand peut jouir du respect et de l'estime accordés aux nobles. Le philosophe français exagère peut-être un peu et gomme certainement quelques nuances importantes. Néanmoins, un fait remarquable explique en partie l'accession de la Grande-Bretagne au rang de puissance mondiale : la classe politique au pouvoir dans l'Angleterre du XVIII^{e} siècle est une classe de propriétaires terriens reflétant farouchement les valeurs foncières mais veillant constamment à défendre les intérêts commerciaux du pays et acceptant l'encadrement et les conseils que peut lui donner, dans ce domaine, la sagesse collective de la City de Londres. Bien que l'on continue à parler de division politique entre les intérêts des « nantis » et ceux des « terriens », et que la politique reste une question de places très disputées et de traditions en conflit au sein de l'aristocratie foncière, des intérêts commerciaux qui dans d'autres pays seraient entrés en concurrence avec ces traditions peuvent néanmoins prospérer sans être coupés de la société établie. Les explications de cette cohabitation sont certainement complexes. Certaines, comme la commercialisation de l'agriculture britannique, remontent assez loin dans l'histoire du siècle précédent ; d'autres, au contraire, sont beaucoup plus récentes, notamment le développement de possibilités d'investissements privés dans le secteur public et commercial.

Entre la progression sociale des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne et leur réussite économique, commerciale

particulièrement, la coïncidence est frappante. Autrefois, on l'attribuait en grande partie à leur religion : en effet, à la suite d'une grande crise au sein du monde chrétien, ces deux nations se sont affranchies de la domination de l'Église catholique. Les anticléricaux du XVIII^{e} siècle et les sociologues de l'époque contemporaine ont cherché à explorer puis à exploiter cette coïncidence ; le protestantisme, disait-on, apportait une éthique au capitalisme. Cette affirmation ne paraît guère plausible. D'abord, les capitalistes d'obédience catholique sont trop nombreux, et souvent ils prospèrent. Au XVIII^{e} siècle, la France et l'Espagne sont encore de grandes puissances commerciales, et la première semble avoir eu les mêmes rythmes de croissance que la Grande-Bretagne, même si par la suite elle a décroché. L'Angleterre et les Pays-Bas, tous deux dotés d'une façade atlantique, comptent parmi les pays dont la croissance économique ne s'est jamais démentie depuis le XVI^{e} siècle. Pourtant, expliquer leur prospérité par leur ouverture sur l'Atlantique ne mène pas très loin non plus. L'Écosse − septentrionale, protestante et dotée d'une façade atlantique elle aussi − est longtemps restée pauvre, arriérée et féodale. Entre l'Europe méditerranéenne et orientale et celle du Nord et de l'Ouest, les différences, à l'époque, vont au-delà de la simple situation géographique ; plus d'un facteur entre en jeu pour expliquer une modernisation aux rythmes divergents. Les progrès de l'agriculture en Angleterre et en Hollande, par exemple, sont peut-être surtout liés à la relative pénurie de terres.

Jusqu'au XIX^{e} siècle, la structure socio-économique de l'Est européen reste fondamentalement étrangère aux processus de changement de l'Ouest. Des raisons profondes ont été avancées − notamment la brièveté de la période de récolte par rapport à l'Europe occidentale et des sols moins fertiles, ce qui dès le départ présage d'un rendement plus faible, et par conséquent d'un handicap économique pour cette période cruciale des débuts du développement de

l’agriculture. Les déficiences sont aussi humaines. Les incursions des nomades d’Asie centrale ont longtemps perturbé la colonisation de cette région dont le flanc sud est bordé par les Balkans et la frontière avec la Turquie, marquée par des siècles de conflits, de razzias et d’actes de banditisme. En certains endroits, en Hongrie par exemple, les effets néfastes de la domination turque ont entraîné un dépeuplement.

Dans la Russie née de la Moscovie, les serfs voient leur population augmenter par rapport aux autres catégories. Des lois plus sévères ont placé le pouvoir de l’État en aval du contrôle des paysans par les seigneurs. Dans d’autres pays de l’Est (en Prusse, notamment), on observe un renforcement du pouvoir des propriétaires terriens sur leurs métayers. Ces mesures vont bien au-delà de la tolérance royale vis-à-vis d’une aristocratie susceptible, si rien ne vient l’apaiser, de se retourner contre l’autorité monarchique. Elles favorisent aussi le développement économique. Ce n’est ni la première ni la dernière fois que le progrès s’accompagne d’une injustice sociale. Tout comme les travaux forcés en d’autres temps et en d’autres lieux, le servage permet de disposer de la main-d’œuvre requise pour exploiter les terres.

L’une des conséquences de ces différences, dans une certaine mesure toujours perceptible aujourd’hui, est la division de l’Europe le long d’une ligne qui suit approximativement le cours de l’Elbe. À l’ouest, à partir de 1800, les pays évoluent lentement vers des sociétés plus ouvertes. À l’est, en revanche, on trouve des gouvernements autocratiques exerçant leur autorité sur des sociétés agraires où une minorité de propriétaires jouit d’un pouvoir immense sur une classe paysanne en grande partie asservie. Dans ces régions-là, les petites villes prospères ne sont pas aussi répandues qu’en certains endroits d’Europe occidentale. Elles font figure d’îlots battus par les vents, au milieu d’un océan rural, tant elles sont incapables d’attirer

loin de la campagne une main-d'œuvre prise dans le carcan du servage. Sur de vastes étendues, en Pologne et en Russie, l'économie monétaire est elle-même presque inexistante, et ce développement inégal crée au sein de l'Europe une ligne de démarcation qui se reformera de temps à autre au cours de son histoire.

Ces contrastes sont également perceptibles dans les institutions ne possédant aucun caractère officiel, pour ce qui est de la condition féminine, notamment, dont l'amélioration est toujours le signe le plus sûr du progrès de la civilisation. Ici, une autre ligne de démarcation sépare l'Europe méditerranéenne de l'Europe septentrionale, et, en temps et en heure, elle finira par s'étendre entre l'Amérique latine et le continent nord-américain. Sur le plan officiel et législatif, peu de choses ont changé dans ces régions ; le statut juridique de la femme est resté le même et ne sera remis en question qu'à la fin de cette période. Néanmoins, l'indépendance réelle des femmes, et en particulier de celles de la haute société, semble avoir bel et bien gagné les pays du Nord. Au XV^{e} siècle déjà, les étrangers de passage en Angleterre remarquent que les Anglaises jouissent d'une liberté étonnante. Cette avance sur leur temps ne semble pas avoir diminué, mais dans la France du XVIII^{e} siècle, au moins, quelques signes indiquent qu'une femme bien née peut jouir d'une réelle et substantielle indépendance.

Ce phénomène vient en partie de ce qu'au siècle des Lumières apparaît une nouvelle sorte de vie bourgeoise, faite de rencontres sociales autres que celles d'une cour royale et de plus en plus indépendantes du rituel familial et religieux. À la fin du XVII^{e} siècle, à Londres, on entend parler de rencontres conviviales entre hommes dans des cafés d'où sortiront les premiers clubs. Bientôt, en France, apparaissent des « sociétés » réunissant amis et connaissances dans le salon d'une femme de qualité. Création spécifiquement française, certains de ces salons du XVIII^{e} siècle deviennent les lieux de rencontre des

intellectuels et montrent qu'il est devenu tout à fait approprié, voire « chic », pour une femme de manifester quelque intérêt pour les choses de l'esprit autres que la religion. M^me^ de Pompadour, maîtresse de Louis XV, choisit d'agrémenter son portrait en y ajoutant un exemplaire de l'*Esprit des lois* de Montesquieu. Si les personnes du sexe dit faible ne cherchent pas toutes à devenir des « femmes savantes », le fait est que les salons et l'apparition d'une société indépendante de la Cour leur offrent une échappatoire, peut-être limitée mais bien réelle, au confinement familial qui, avec les rencontres professionnelles et religieuses, représentait jusqu'alors la seule structure ou presque au sein de laquelle les hommes pouvaient eux-mêmes rechercher variété et distraction sociale.

La fin du XVIII^e^ siècle nous amène à l'aube d'une ère nouvelle, peuplée de femmes artistes et auteurs de romans, où l'on accepte que le célibat n'équivaille pas nécessairement à la réclusion dans un cloître. Les origines de cette évolution ne sont pas faciles à cerner. Au tout début du siècle, le magazine anglais *The Spectator* juge déjà utile de s'adresser au lectorat féminin autant qu'aux hommes, ce qui porte à croire que nous devrions remonter beaucoup plus loin dans le temps. En produisant de remarquables personnages féminins très influents − une reine d'Angleterre, une impératrice d'Autriche et trois tsarines de Russie, toutes ayant régné de plein droit et souvent avec discernement −, le XVIII^e^ siècle contribue à cette métamorphose de la condition féminine. On ne saurait pour autant l'affirmer avec certitude, la préhistoire de l'émancipation de la femme étant encore un domaine sous-exploré.

En définitive, rien dans cette évolution ne concerne la vie du peuple, l'écrasante majorité, même dans les sociétés européennes les plus engagées sur la voie du capitalisme. Les emplois de masse du secteur industriel ne sont pas

encore nés, qui feront sauter les certitudes incontestées de la plupart des hommes et des femmes fidèles à la tradition. En 1800, bien qu'elles pèsent probablement davantage sur les pays d'Europe les plus tournés vers l'agriculture ou les plus fortement soumis à l'emprise de la religion, sur des points tels que la subordination et la réclusion des femmes, ces certitudes prédominent encore partout.

XIV
L’autorité et ses contestataires en Europe

L’idée que de nombreux Européens se font encore en 1800 de l’organisation sociale et politique aurait été compréhensible et tout à fait appropriée quatre cents ans plus tôt. À cet égard comme à beaucoup d’autres, le Moyen Âge ne se termine pas brutalement. Les conceptions de la société et des modes de gouvernement que l’on peut raisonnablement qualifier de « médiévales » se maintiennent comme des forces efficaces sur une vaste région, et, au fil des siècles, un nombre croissant de faits sociaux s’y insèrent. D’une manière générale, ce que l’on nomme organisation « corporative » de la société − le regroupement de personnes dans des organismes offrant des privilèges juridiques qui en protègent les membres et définissent leur statut − est toujours la règle dans l’Europe continentale du XVIII^{e} siècle. Sur une grande partie des territoires du centre et de l’est, nous l’avons vu, le servage s’est généralisé et durci. Quant aux institutions politiques, elles jouissent d’une continuité manifeste. En 1800, le Saint Empire romain germanique existe de la même façon qu’en 1500, comme le pouvoir temporel du pape. Un descendant des Capétiens se prétend toujours roi de France, bien qu’exilé et issu d’une autre branche que ses prédécesseurs du XVI^{e} siècle.

En Angleterre, au cours du banquet qui suit le couronnement, jusqu’à celui de George IV, en 1820, le champion du roi pénètre à l’intérieur de la grande salle de Westminster en armure et à cheval, prêt à défendre la légitimité du souverain envers et contre tous. Dans la

plupart des pays, il va toujours de soi que l'État est une entité confessionnelle, que religion et société sont étroitement imbriquées et que l'autorité de l'Église est établie par la loi. Si ces idées ont été sujettes à de nombreuses contestations et sérieusement malmenées dans certains pays, il n'en reste pas moins qu'en 1800, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, le poids de l'histoire pèse toujours énormément, mais moins cependant que dix années seulement auparavant.

Cela étant, la tendance générale de l'Europe, entre 1500 et 1800, est néanmoins de dissoudre ou du moins d'affaiblir les liens sociopolitiques caractéristiques des gouvernements médiévaux. Le pouvoir et l'autorité ont donc tendance à entrer dans le giron de l'État, loin de l'organisation « féodale » de la dépendance personnelle (l'idée même de « féodalité » comme terme de droit date en réalité du XVII^{e} siècle et porte à croire que l'époque avait besoin de définir avec précision une notion dont la réalité commençait à s'estomper). À cette période, l'idée même d'un monde chrétien, malgré l'importance qu'elle conserve sur le plan émotionnel et dans le subconscient, perd effectivement toute réalité politique. Les effets du grand schisme commencent à retentir sur l'autorité pontificale, et celle des empereurs du Saint Empire s'est réduite comme peau de chagrin depuis le XIV^{e} siècle.

En outre, aucun principe unificateur inédit ne s'est dégagé pour donner à l'Europe une capacité d'intégration. Les Ottomans ont servi de test. Si les princes chrétiens en guerre contre cet Empire musulman en appellent à leurs coreligionnaires pour obtenir de l'aide et si les papes continuent à pratiquer la rhétorique des croisades, la réalité, et les Turcs le savent bien, c'est que les « États » n'ont en vue que leur propre intérêt, et que s'il le fallait ils iraient jusqu'à s'allier avec les infidèles. À toutes fins utiles, l'Empire ottoman est devenu partie intégrante de la politique européenne. Nous sommes entrés dans l'ère de la

Realpolitik, de la subordination consciente des principes et de l'honneur aux savants calculs des intérêts de l'État. Il est étonnant qu'à une époque où les Européens admettent de plus en plus se distinguer nettement des autres cultures (à leur avantage, ils en sont convaincus), ils accordent aussi peu d'attention aux institutions qui reconnaissent leur unité fondamentale − et ne font rien pour en créer de nouvelles. Seul un visionnaire vient de temps à autre prôner l'édification d'une instance qui transcenderait l'État.

Cependant, l'explication de cette attitude réside peut-être simplement dans une nouvelle prise de conscience de la supériorité culturelle de l'Europe. Le Vieux Continent entre dans une ère d'expansion triomphante, et il n'a pas besoin d'un partage des institutions pour le savoir. Au lieu de cela, au cours des siècles qui vont suivre, l'autorité des États s'affaiblit et, par voie de conséquence, le pouvoir de leur gouvernement. Il est important de ne pas se laisser fourvoyer par des questions de forme. La tendance générale est d'accepter l'idée d'une souveraineté législative, malgré toutes les querelles au sujet de qui doit en avoir l'exercice et en dépit d'une multitude d'essais politiques suggérant toutes sortes de limites à y apporter. En clair, les Européens en viennent à penser que si l'autorité de l'État est entre de bonnes mains, aucune restriction ne devrait entamer son pouvoir de légiférer.

Il n'empêche que la rupture avec l'ancien mode de pensée est complète. Pour un Européen du Moyen Âge, ce serait un blasphème social et juridique autant que théologique que de s'autoriser à penser que peut-être il n'existe pas de droits ni de règles au-dessus de l'ingérence de l'homme, pas d'immunités juridiques et de libertés définies par une charte qui soient impossibles à modifier par des législateurs ultérieurs, pas de loi fondamentale éternellement respectée, ni de loi divine que celles de l'homme ne puissent jamais enfreindre. Les juristes anglais du XVII^{e} siècle se sont enlisés dans leurs désaccords sur les lois fondamentales de

la propriété foncière, mais tous convenaient de leur nécessité. Un siècle plus tard, les grands esprits du droit français répètent exactement la même chose. Néanmoins, au bout du compte, dans ces deux pays (comme dans beaucoup d'autres, mais à des degrés divers), on commence à accepter l'idée qu'un pouvoir législateur souverain, juridiquement illimité, est la caractéristique même de l'État.

Pourtant, un gouffre sépare l'idée de la réalité. Pendant une grande partie de l'histoire de cette période, l'émergence d'un État souverain moderne est obscurcie par la forme de gouvernement la plus répandue, la monarchie. La plupart du temps, les conflits tournent autour du pouvoir des souverains et il est parfois difficile d'en distinguer clairement les enjeux. Après tout, les prétentions des princes régnants peuvent être contestées pour deux motifs assez différents. L'un se fonde sur le principe qu'aucun gouvernement ne saurait disposer des pouvoirs que certains monarques affirment avoir (ce que l'on pourrait appeler une défense « médiévale » ou « conservatrice » de la liberté). L'autre s'appuie sur l'idée que l'existence de tels pouvoirs n'a rien d'inconvenant, mais qu'ils sont rassemblés entre de mauvaises mains (ce que l'on désigne comme une défense « moderne » ou « libérale » de la liberté). Dans la pratique, les deux raisons sont souvent inextricablement liées, mais cet imbroglio est lui-même significatif d'une mutation idéologique en cours.

Le principe juridique mis à part, l'affermissement de l'État ressort dans la capacité croissante des monarques à accomplir leur volonté, comme l'indique, au XVI^{e} et au XVII^{e} siècle, le déclin presque universel des institutions représentatives apparues dans de nombreux pays à la fin du Moyen Âge. En 1789, la plus grande partie de l'Europe occidentale (sinon de l'Europe centrale et orientale) est gouvernée par des monarques dont la liberté d'action n'est guère entravée par des organes représentatifs. La principale exception à cette règle est la Grande-Bretagne.

Au XVII^e^ siècle, les rois exercent des pouvoirs qui auraient paru extraordinaires aux barons et bourgeois du Moyen Âge. Cette situation est parfois présentée comme l'émergence de la monarchie absolue, une expression acceptable si l'on n'exagère pas les chances qu'a le monarque de parvenir réellement à ses fins : de nombreux obstacles pratiques sont susceptibles de limiter son pouvoir aussi sûrement que les immunités médiévales ou une assemblée de représentants.

Partout ou presque, la force relative des souverains par rapport à leurs rivaux augmente considérablement dès le XVI^e^ siècle. De nouvelles ressources financières leur permettent de disposer d'une armée de métier et d'une artillerie prête à servir contre les grands nobles qui ne peuvent pas se l'offrir. Parfois, pour imposer le régime aux plus puissants, la monarchie est capable de faire appel au sentiment national, qui émerge lentement. À la fin du XV^e^ siècle, dans de nombreux pays, on constate de bonnes dispositions envers l'autorité royale, pourvu que celle-ci garantisse l'ordre et la paix. Pour des raisons propres à chaque cas ou presque, la quasi-totalité des monarques creusent le fossé qui les sépare de la haute noblesse et étayent à coups de canon et d'impôts leurs nouvelles prétentions au respect et à l'autorité. Le partage obligé du pouvoir avec des hauts dignitaires à qui leur statut attribue une fonction *de facto* et parfois *de jure* cesse de peser sur eux aussi lourdement qu'auparavant. Sous les Tudors, en Angleterre, le Conseil privé est parfois une méritocratie presque autant qu'un rassemblement de grands nobles.

Au XVI^e^ et au début du XVII^e^ siècle, tout cela débouche sur ce que d'aucuns ont appelé l'« État de la Renaissance ». Cette expression plutôt pompeuse pour désigner des bureaucraties démesurées, peuplées de fonctionnaires royaux et aspirant à la centralisation, est cependant assez claire si nous ne perdons pas de vue son antithèse : le royaume médiéval, dont la fonction gouvernementale est

souvent en grande partie déléguée à des vassaux ou corporations (l'Église en constituant la principale). Certes, aucun de ces deux modèles d'organisation politique n'a existé historiquement à l'état pur. Il y a toujours eu des officiers royaux, « des hommes nouveaux[22] » d'origine obscure, et les gouvernants d'aujourd'hui délèguent encore certaines tâches à des organismes non gouvernementaux. On ne peut guère parler de transition soudaine vers l'« État » moderne : cette évolution a pris des siècles et souvent revêtu d'anciennes formes. En Angleterre, les Tudors ont profité d'une institution en place, les juges de paix, pour rassembler la petite noblesse locale au sein de la structure gouvernementale. Une étape de plus dans un long processus visant à saper l'autorité seigneuriale à laquelle, ailleurs, il reste encore des centaines d'années à vivre.

Cependant, l'Angleterre elle-même doit longtemps traiter ses nobles avec égards pour éviter de se les aliéner d'une manière qui pourrait lui être fatale. Pour l'homme d'État du XVI^{e} siècle, la rébellion est une réalité sans fin. Les troupes royales auraient peut-être le dessus au bout du compte, mais aucun monarque ne veut en être réduit à devoir employer la force. Comme le veut un célèbre adage, l'artillerie est *ultima ratio regum*, l'« ultime argument des rois ». C'est ce que montrent à la fois la Fronde, révolte nobiliaire française qui se poursuit jusqu'au milieu du XVII^{e} siècle, l'Angleterre, à qui il en a beaucoup coûté, à la même période, de contrarier les intérêts locaux, et les Habsbourg, avec leurs tentatives d'unifier le pays aux dépens des grands seigneurs locaux. Le Royaume-Uni connaît sa dernière rébellion féodale en 1745 ; pour d'autres pays, elle est encore à venir.

Il n'est pas possible non plus de multiplier les levées d'impôts, à cause des risques de soulèvements et des insuffisances de la machine administrative qui en est chargée. Pourtant, il faut bien payer soldats et fonctionnaires. Alors, une solution consiste à autoriser ces

derniers à demander des droits ou à percevoir des gratifications de ceux qui recourent à leurs services. Bien évidemment, le remède n'est pas suffisant. Le souverain doit donc lever des sommes plus importantes. Il est toujours possible de chercher à améliorer l'exploitation du domaine royal, mais tous les monarques sont amenés un jour ou l'autre à rechercher de nouvelles taxes et cette difficulté-là, peu d'entre eux savent la résoudre. Pendant trois cents ans, on déploiera des trésors d'imagination pour créer de nouveaux impôts, mais il faudra attendre le XIX^{e} siècle, voire au-delà, pour venir à bout des difficultés techniques que cela représente. D'une manière générale, les seuls filons à la disposition du collecteur d'impôts sont les biens immobiliers et la consommation − par le biais d'impôts indirects comme les droits de douane et les accises, ou taxes sur les ventes, ou encore l'obligation d'acquérir, moyennant finance, licences ou autorisations de pratiquer le commerce. Les plus touchés sont souvent les pauvres, qui, contrairement aux riches, consacrent une grande partie de leurs maigres revenus aux produits de première nécessité. Il n'est pas aisé non plus d'empêcher un propriétaire terrien de répercuter ses charges fiscales jusqu'au bas de la pyramide.

La levée d'impôts est particulièrement entravée par la survivance du concept médiéval d'immunité. En 1500, il est communément admis que certains endroits, certaines personnes ou encore certaines sphères d'activité sont particulièrement protégés de toute ingérence du souverain. Autrefois, cette protection pouvait prendre la forme d'octrois royaux irrévocables, comme les privilèges accordés à de nombreuses villes, d'accords contractuels comme la *Magna Carta*, la « Grande Charte » anglaise, de coutumes immémoriales ou d'une loi divine. L'exemple suprême est celui de l'Église. Ses propriétés ne sont pas imposables, la compétence de ses tribunaux lui permet de traiter des affaires inaccessibles à la justice royale, et elle a

sous son contrôle des institutions sociales et économiques de la plus haute importance, comme le mariage. Toutefois, l'immunité, juridictionnelle ou fiscale, peut aussi concerner une province, une profession ou une famille. Et le statut de souverain n'est pas uniforme. Le roi de France lui-même ne sera longtemps que duc en Bretagne, ce qui n'est pas sans incidence sur ses droits. C'est avec ce genre de réalités que doit cohabiter l'« État de la Renaissance ». Il ne peut rien faire d'autre que d'accepter leur survivance, même si l'avenir repose entre les mains des fonctionnaires royaux et de leurs dossiers.

Au début du XVI^{e} siècle, le monde chrétien d'Occident traverse une crise majeure qui brise à jamais l'unité confessionnelle de l'époque médiévale et accélère le processus de consolidation du pouvoir royal. Ce que l'on nomme de façon simpliste la Réforme protestante commence comme une querelle de plus à propos de l'autorité religieuse, une remise en question des prétentions papales dont la structure formelle et théorique a survécu à tant de vagues contestataires. À cet égard, la Réforme est un phénomène fondamentalement médiéval. Mais son histoire ne s'arrête pas là. La résumer à cela nuit à l'analyse exhaustive de sa portée politique. Ayant servi de détonateur au déclenchement d'une révolution culturelle, elle mérite incontestablement la place que lui attribue la tradition, celle de point de départ de l'histoire moderne.

Les revendications en faveur d'une réforme ecclésiastique ne présentent aucun caractère nouveau. Vers 1500, le sentiment que le pape et la Curie ne servent pas nécessairement les intérêts de tous les chrétiens est tout à fait motivé. Certains détracteurs ont déjà continué sur cette lancée pour se poser en dissidents, arguant d'une divergence doctrinale. Le profond courant de ferveur anxieuse du XV^{e} siècle a été l'expression d'une recherche de nouvelles réponses à des questions spirituelles, et d'une volonté de dépasser, pour trouver ces réponses, les limites

posées par l'autorité ecclésiastique. Les hérésies n'ont jamais été étouffées, seulement contenues. L'anticléricalisme du peuple est un phénomène aussi ancien que répandu ; depuis longtemps, l'accent est mis sur la nécessité d'une plus grande fidélité du clergé à l'Évangile. Au XV^{e} siècle est apparu un autre courant dans la religiosité, peut-être plus profondément subversif que les hérésies parce que, contrairement à celles-ci, il contenait des forces susceptibles de finir par saper la conception traditionnelle de la religion. Faute d'un terme plus approprié, ce mouvement intellectuel, sceptique, rationnel, humaniste et cultivé a été qualifié d'érasmien, d'après le nom de l'homme qui, aux yeux de ses contemporains, incarnait le plus cet idéal − le premier Hollandais à jouer un rôle majeur dans l'histoire de l'Europe.

Érasme de Rotterdam était profondément fidèle à sa foi. Il se savait chrétien, et incontestablement cela signifiait qu'il demeurait au sein de l'Église. Toutefois, l'idéal qu'il avait de cette Église incluait l'idée d'une possible réforme. Il recherchait une plus grande simplicité dans la dévotion et une plus grande pureté du pastorat. S'il ne contestait ni l'autorité de l'Église ni celle du pape, il les remettait en cause de manière plus subtile, dans leur principe, car les déductions auxquelles avait abouti son travail de recherche étaient profondément subversives. Tel était le ton de sa correspondance avec ses pairs, dans toute l'Europe. Avec lui, ils apprenaient à débrouiller l'écheveau de leur logique, et par conséquent à épurer l'enseignement religieux des momifications scolastiques de la philosophie aristotélicienne. Dans son Nouveau Testament en grec, Érasme fournissait une base solide pour débattre de la doctrine chrétienne à une époque où la connaissance du grec redevenait largement répandue. Il dénonçait aussi le caractère fallacieux de textes dont on avait tiré d'étranges structures dogmatiques.

Pourtant, ni lui ni ceux qui partageaient son point de vue n'attaquaient franchement l'autorité religieuse. Pas plus qu'ils ne donnaient aux questions ecclésiastiques une dimension universelle. C'étaient de bons catholiques. Le courant humaniste, comme l'hérésie, le mécontentement engendré par le comportement des clercs et la cupidité des princes, était déjà dans l'air au début du XVI^{e} siècle, attendant que l'homme et l'occasion fissent de ses adeptes les artisans d'une révolution religieuse. Aucun autre terme ne saurait mieux convenir en effet pour décrire le mouvement involontairement déclenché par un moine allemand, Martin Luther. En 1517, cet homme libère des énergies qui vont mettre à mal une unité chrétienne restée intacte, en Europe occidentale, depuis la disparition des Ariens.

Contrairement à Érasme, personnalité internationale, Luther a vécu toute sa vie, à l'exception de quelques brefs intermèdes, à Wittenberg, une petite ville allemande située sur les bords de l'Elbe, quasiment au fin fond de nulle part. Ce moine augustin à l'esprit quelque peu tourmenté, très versé en théologie, est déjà parvenu à la conclusion qu'il lui faut aborder les Saintes Écritures sous un nouvel angle, présenter Dieu dans Sa miséricorde et non comme l'artisan d'une justice punitive. Cela ne fait pas nécessairement de lui un révolutionnaire ; l'orthodoxie de ses idées n'a jamais été mise en doute, jusqu'à ce qu'il entre en conflit avec la papauté. Il est allé à Rome et n'a pas aimé ce qu'il y a vu : selon lui, la cité pontificale est trop attachée aux biens de ce monde et ce ne sont pas les scrupules qui étouffent les dirigeants ecclésiastiques. Alors, bien sûr, cette expérience ne l'incite guère à montrer de bonnes dispositions à l'égard d'un frère dominicain, colporteur d'indulgences, qui sillonne les routes de Saxe. Les indulgences sont des certificats accordés par le souverain pontife, moyennant finance, en échange d'une rémission partielle des peines du purgatoire (l'argent sert à édifier la magnifique basilique Saint-Pierre

en cours de construction à Rome). Les paroles du dominicain parviennent jusqu'à Luther, rapportées par des paysans qui lui ont acheté des indulgences après l'avoir entendu.

Par son caractère cru, cette transaction vivement conseillée par le prédicateur lève le voile sur l'un des aspects les plus déplaisants du catholicisme médiéval. Luther en est exaspéré, lui qui est presque obsédé par le sérieux de la nécessaire métamorphose de l'homme au cours de sa vie terrestre s'il veut être certain d'obtenir la rédemption. Alors, il rédige quatre-vingt-quinze thèses dans lesquelles il expose ses idées et s'élève contre les indulgences et d'autres pratiques pontificales. Respectant la tradition des joutes dialectiques, il les placarde, en latin, sur la porte de l'église du château de Wittenberg, le 31 octobre 1517. Il les envoie aussi à l'archevêque de Mayence, primat de Germanie, qui les transmet à Rome en demandant à l'ordre des Augustins d'interdire à Luther de prêcher sur le thème des indulgences. Mais déjà les thèses ont été traduites en allemand et, grâce à la toute nouvelle invention de l'imprimerie, elles circulent dans tout le Saint Empire. Luther obtient donc la *disputatio* recherchée. Seule la protection du grand électeur de Saxe, Frédéric III, qui refuse de l'extrader, lui permet de garder la vie sauve. Il est trop tard pour empêcher le venin de l'hérésie de se répandre : l'ordre de Luther l'abandonne, mais pas son université. La papauté se trouve bientôt confrontée aux doléances du peuple germanique, dont l'ardeur contre Rome est entretenue et attisée par l'ambition des grands princes de la région et par Luther, qui se découvre soudain un génie littéraire étonnamment fluide et productif. Il est le premier à exploiter les immenses possibilités du pamphlet imprimé.

Il ne faut pas deux ans pour que Luther, le moine augustin, soit traité de hussite. Mais, à ce moment-là, la Réforme est devenue inextricablement liée à la politique du

Saint Empire. Au Moyen Âge déjà, les réformateurs en puissance avaient cherché assistance auprès des pouvoirs séculiers, ce qui n'impliquait pas nécessairement de sortir du giron de l'Église : le cardinal espagnol Didacus Ximénès avait voulu se servir de l'autorité de la monarchie pour résoudre les problèmes de l'Église d'Espagne. Les souverains ne sont pas censés protéger les hérétiques ; leur devoir est de soutenir la vraie foi. Néanmoins, un appel à l'autorité séculière peut ouvrir la voie à des changements qui vont peut-être plus loin que leur auteur ne le souhaite. C'est le cas de Luther, semble-t-il. Ses discussions l'ont rapidement amené au-delà du désir motivé d'une réforme sur le plan pratique, pour mettre en question l'autorité pontificale d'abord, puis la doctrine religieuse. Les aspects théologiques ne figuraient pas au cœur de ses toutes premières protestations. Pourtant, il en vient à rejeter la transsubstantiation (pour la remplacer par une vision de l'eucharistie encore plus difficile à comprendre) et à prêcher que les hommes et les femmes sont justifiés − c'est-à-dire rachetés − non par la seule observation des œuvres (les sacrements), mais par la foi. Il s'agit là, manifestement, d'une position extrêmement individualiste. Elle touche le nerf même de l'enseignement religieux traditionnel, pour lequel il n'est aucun salut possible en dehors de l'Église (on notera cependant qu'Érasme, lorsqu'on lui demandera son avis, ne condamnera pas Luther ; on sait en outre qu'il trouvait que ce dernier avait dit beaucoup de choses très intéressantes).

En 1520, Luther est menacé d'excommunication. Devant une assistance ébahie, il brûle la bulle papale en même temps que les recueils du droit canon. Il continue à prêcher et à écrire. Sommé de s'expliquer devant la Diète impériale, il refuse de se rétracter. Le Saint Empire semble alors au bord d'une guerre civile. Après avoir quitté la Diète grâce au sauf-conduit qui accompagne sa convocation, Luther disparaît, enlevé par Frédéric de Saxe, le prince

compatissant, soucieux de le mettre à l'abri. En 1521, l'empereur Charles Quint prononce sa mise au ban de l'Empire. Désormais, Luther est hors la loi.

Les doctrines de Luther, qu'il étend à la condamnation de la confession, de l'absolution, et du célibat des prêtres, attirent à lui de nombreux compatriotes. Ses disciples assurent leur diffusion par des prédications et en distribuant sa traduction du Nouveau Testament. Le luthéranisme est aussi un phénomène politique, que garantissent les princes germaniques en l'imbriquant à leurs relations compliquées avec l'empereur et à sa vague autorité sur eux. Des guerres s'ensuivent, et le terme « protestant » fait son apparition. En 1555, le Saint Empire est irrémédiablement divisé en deux camps : les États catholiques et les autres, protestants. La paix d'Augsbourg officialise la séparation en posant pour principe que dans chaque État la religion dominante sera celle du prince. C'est la première institutionnalisation, en Europe, du pluralisme religieux − et une concession importante de la part d'un empereur, Charles Quint, qui se pose en défenseur du catholicisme universel. En même temps, ce renoncement est nécessaire pour conserver la loyauté des princes. Dans les deux parties de l'Empire, catholique et protestante, la religion se tourne comme jamais vers l'autorité politique pour obtenir son soutien dans un monde où rivalisent les credo des uns et des autres.

La Réforme n'est cependant pas une affaire simple. D'autres formes de protestantisme ont déjà émergé du ferment évangélique. Certaines ont bénéficié de l'agitation sociale. Très vite, Luther doit établir une distinction entre son enseignement et les idées des paysans qui invoquent son nom pour justifier leur rébellion contre leurs maîtres. L'un de ces groupes radicaux est celui des anabaptistes, persécutés de la même façon par les princes catholiques et protestants. L'introduction de la communauté des biens et de la polygamie par les anabaptistes de Münster, en 1534,

confirme les craintes de leurs détracteurs et entraîne une violente répression. Toutefois, de toutes les formes de protestantisme, seul le calvinisme peut avoir sa place dans un récit aussi général que le nôtre. C'est certainement la contribution la plus importante de la Suisse à la Réforme, bien que son fondateur, Jean Calvin, soit français. Le théologien n'est encore qu'un jeune homme lorsqu'il formule les points essentiels de sa doctrine : la dépravation totale de l'homme après la Chute et son incapacité à obtenir le salut, à moins d'appartenir à la catégorie des rares élus que Dieu a choisi de sauver. Si Luther, le moine augustin, parle avec la voix de Paul, celle de Calvin a des accents de saint Augustin. Le succès de cette foi calviniste assez déprimante n'est pas facile à comprendre, mais Genève n'est pas le seul endroit où l'histoire témoignera de son efficacité, la France, l'Angleterre, l'Écosse, les Provinces-Unies et les territoires britanniques de l'Amérique du Nord en seront d'autres. L'étape cruciale, pour un calviniste, est de faire reconnaître son inclusion dans le cercle des élus. Comme les signes de cette appartenance sont l'adhésion apparente aux commandements de Dieu et la participation aux sacrements, la chose est moins difficile qu'il n'y paraît.

Du temps de Calvin, Genève n'est pas le lieu idéal pour les caractères désinvoltes. Le théologien français a rédigé la Constitution d'un État théocratique qui pose le cadre d'un exercice remarquable de gouvernement autonome. Le blasphème et la sorcellerie sont punis de mort mais, pour les contemporains, cela n'a rien de surprenant. Dans la plupart des pays européens, l'adultère aussi est un crime puni par les tribunaux ecclésiastiques. Mais, à Genève, c'est un péché gravissime, passible de la peine capitale : les femmes subissent le supplice de la noyade et les hommes sont décapités (un renversement de tendance, apparemment, par rapport aux pratiques pénales usuelles d'une société européenne à prédominance masculine, où les femmes, considérées comme plus fragiles sur le plan moral

et intellectuel, se voient accorder des châtiments plus doux que ceux réservés aux hommes). Les personnes convaincues d'hérésie encourent aussi des peines très sévères.

De Genève, où sont formés ses pasteurs, la nouvelle secte s'implante en France, où elle gagne des convertis parmi la noblesse. En 1561, les calvinistes comptent plus de 2 000 congrégations. Aux Pays-Bas, en Angleterre et en Écosse, puis enfin dans les États du Saint Empire, la doctrine entre en concurrence avec le luthéranisme. Elle gagne aussi la Pologne, la Bohême et la Hongrie. La vigueur du calvinisme à ses débuts surpasse celle du luthéranisme, lequel, à l'exception de la Scandinavie, n'a jamais vraiment pris racine en dehors des États impériaux qui l'ont adopté au départ.

L'extrême variété des formes revêtues par le protestantisme constitue, encore aujourd'hui, un véritable défi à toute personne qui voudrait les résumer ou les simplifier. Profondément enracinée et d'une grande complexité dès l'origine, la Réforme doit aussi beaucoup aux circonstances. Elle est variée, riche et d'une très grande portée, dans ses effets comme dans son expression. Si le terme « protestantisme » peut être pris sérieusement comme indicateur d'une identité fondamentale cachée derrière l'imbroglio de ses nombreuses formes d'expression, c'est dans son influence et ses répercussions qu'on la trouve. Le protestantisme est un élément perturbateur. En Europe et aux Amériques, il est à l'origine de nouvelles cultures ecclésiastiques fondées sur l'étude de la Bible et des prédications, dont l'importance dépasse parfois celle des sacrements. Il va façonner l'existence de millions d'individus en les accoutumant à un nouvel examen approfondi et scrupuleux de leur conduite personnelle et de leur conscience (ironie du sort, le mouvement protestant réalisera là ce que les catholiques romains ont longtemps cherché à obtenir), et il reconstitue un clergé non célibataire. Ses conséquences négatives sont

l’affaiblissement (ou du moins la remise en question) de toutes les institutions ecclésiastiques existantes et l’apparition de nouvelles forces politiques sous forme d’Églises que les princes vont pouvoir manipuler pour arriver à leurs fins − souvent contre des papes qu’ils voient simplement comme des princes, à leur image. À juste titre, le protestantisme va finir par être considéré, autant par ses partisans que par ses ennemis, comme l’une des forces déterminant la forme de l’Europe moderne et, par conséquent, celle du monde.

Pourtant, luthéranisme et calvinisme n’ont joué aucun rôle dans la première incidence du rejet de l’autorité pontificale par un État-nation. L’Angleterre va en effet connaître, presque accidentellement, une métamorphose religieuse unique. À la fin du XV^e^ siècle monte sur le trône une nouvelle dynastie originaire du pays de Galles, les Tudors, et le deuxième monarque de cette lignée, Henri VIII, mêle le pape à son désir d’annuler ce qui s’avérera être la première de six unions, afin de pouvoir se remarier et donner un héritier mâle à la Couronne. S’ensuit alors une querelle qui donnera lieu à l’une des plus remarquables démonstrations de l’autorité séculière au XVI^e^ siècle, lourde de conséquences, elle aussi, pour l’avenir de l’Angleterre. Fort du soutien du Parlement, qui lui obéit en votant la législation requise, Henri VIII se proclame chef de l’Église anglicane. Sur le plan doctrinal, il n’imagine aucune rupture avec le passé, d’autant plus que le pape lui a accordé, pour son traité en réponse aux attaques de Luther, le titre de « défenseur de la foi », que son successeur portera encore. Mais l’affirmation de la suprématie du roi ouvre la voie à la séparation d’avec Rome.

La dissolution des monastères et de quelques autres fondations ecclésiastiques, ainsi que la vente des propriétés de l’Église à des membres de l’aristocratie ou de la gentry vont donner un intérêt particulier à cette séparation. Sous le règne du successeur d’Henri VIII, des hommes d’Église

favorables aux nouvelles doctrines cherchent à rapprocher sensiblement l'Église anglicane des idées protestantes en vogue sur le continent. La réaction du peuple est mitigée. D'aucuns y voient une façon de renouer avec une vieille tradition de dissidence vis-à-vis de Rome, d'autres n'acceptent pas les innovations. D'un débat confus et d'une politique obscure sortiront un chef-d'œuvre littéraire, le *Book of Common Prayers* (*Livre de la prière commune*) et quelques martyrs, catholiques et protestants. Puis, sous la quatrième et malheureuse souveraine de la dynastie Tudor, au destin le plus tragique de toute l'histoire des reines d'Angleterre, injustement surnommée « Bloody Mary » (« Marie la Sanglante »), a lieu un retour à l'autorité pontificale (et au bûcher pour les hérétiques protestants). À cette époque, en outre, les questions religieuses, l'intérêt national et la politique étrangère sont inextricablement liés, les États européens s'écartant de plus en plus les uns des autres pour des motifs religieux.

Le schisme anglican présente une autre caractéristique remarquable : comme la Réforme en Allemagne, il jalonne l'évolution d'une conscience nationale. Entériné par une loi votée au Parlement, le règlement de la question religieuse en renferme une autre, implicite et d'ordre constitutionnel : y a-t-il une limite à l'autorité législative ? Avec l'accession au trône de la demi-sœur de Marie Tudor, Élisabeth I^re^, le pendule religieux revient en arrière, bien que pendant longtemps l'on ne sache pas très bien jusqu'où. Élisabeth insiste, et son Parlement légifère dans son sens : elle retient l'essentiel de la position de son père ; l'Église anglicane ou Église d'Angleterre, comme on peut dorénavant l'appeler, déclare ne pas renoncer à la doctrine catholique, mais s'appuyer sur la suprématie royale. Plus important encore, puisque cette suprématie est reconnue par un vote du Parlement, l'Angleterre ne tarde pas à déclarer la guerre au Roi Catholique espagnol, connu pour sa détermination à extirper toute forme d'hérésie dans les pays conquis. Ainsi

une autre cause nationale vient-elle s’identifier à celle du protestantisme.

Alors que certaines institutions médiévales représentatives s'effacent devant le pouvoir monarchique, la Réforme aide le Parlement anglais à survivre, mais on ne saurait tout résumer à cela, loin s'en faut. L'unité datant de l'époque anglo-saxonne et l'absence d'assemblées provinciales potentiellement rivales facilitent la concentration du Parlement sur la politique nationale bien plus que ne pourrait l'espérer une autre institution similaire. La négligence du roi a aussi joué un rôle non négligeable : en s'empressant de liquider l'ensemble des propriétés brièvement en sa possession après la dissolution des monastères − environ un cinquième du territoire du royaume −, Henri VIII a laissé filer une belle occasion d'établir une base solide pour une monarchie absolue. Néanmoins, une fois ces impondérables pesés, il reste que la décision ultime du souverain − demander l'aval de l'institution représentative nationale pour créer l'Église d'Angleterre − apparaît encore aujourd'hui comme l'une des plus cruciales de l'histoire du Parlement britannique.

Sous le règne d'Élisabeth I^re^, les futurs martyrs catholiques sont jugés pour haute trahison et non pour hérésie, mais l'Angleterre est bien moins divisée, sur le plan religieux, que le Saint Empire et la France. La France du XVI^e^ siècle est tourmentée, déchirée entre catholiques et calvinistes, chacun des deux groupes étant représenté, en substance, par un clan nobiliaire qui cherche à s'emparer du pouvoir au cours de guerres dites « de Religion ». Neuf d'entre elles ont été répertoriées, entre 1562 et 1598. Parfois, ces luttes affaiblissent considérablement la monarchie et les grandes familles de nobles en viennent presque à gagner la bataille contre l'État centralisateur. Pourtant, leurs divisions finissent par profiter à un souverain qui sait en jouer. Les malheureux Français supportent les troubles et les ravages des guerres de Religion jusqu'à l'accession au trône en 1589, après l'assassinat de son prédécesseur, d'Henri, roi de Navarre et

membre d’une branche cadette de la famille royale. Devenu Henri IV, roi de France, il inaugure la branche dynastique des Bourbons, dont les descendants sont encore aujourd’hui les prétendants au trône de France. De confession protestante, il reconnaît que le catholicisme est la religion à laquelle la grande majorité des Français s’accrochent − une lignée continue pour l’identité de la nation. Il accepte alors de se convertir, condition nécessaire pour accéder au trône. Les protestants reçoivent des garanties particulières qui leur laissent un État dans l’État : on leur attribue des places de sûreté − villes fortifiées où les ordonnances du roi n’ont pas cours. Cette solution désuète, en créant de nouvelles immunités, leur garantit la liberté de pratiquer leur religion. Henri IV et ses successeurs peuvent ainsi s’employer à rétablir l’autorité royale, sérieusement ébranlée par les assassinats et les intrigues. Mais la noblesse française est loin d’être domptée.

Avant ces événements, l’antagonisme religieux a été ravivé par la Contre-Réforme, un réexamen interne des doctrines de l’Église catholique romaine. Sa manifestation la plus officielle est la tenue du concile de Trente. Convoqué en 1543, il se réunit à trois reprises au cours des treize années suivantes. La présence dominante d’évêques italiens et espagnols contribue à lui donner une assise, car la Réforme protestante a peu d’incidence en Italie et aucune en Espagne. Jusqu’au XIX^{e} siècle, les décisions du concile constitueront les pierres de touche de l’orthodoxie en matière de discipline et de doctrine, selon des critères auxquels les monarques catholiques accepteront de se rallier. Les évêques voient leur autorité s’affermir et les paroisses acquièrent de l’importance. Par voie de conséquence, le concile répond à la vieille interrogation concernant l’exercice de l’autorité suprême dans l’Europe catholique. Désormais, incontestablement, c’est le pape qui la détient. Cependant, à l’instar de son homologue protestante, la Contre-Réforme va au-delà des formules et

des principes. La dévotion gagne en intensité, ravivant la ferveur des laïcs comme celle du clergé. Outre qu'elle oblige les fidèles à assister à la messe tous les dimanches, impose une réglementation plus stricte des baptêmes et mariages et met un terme définitif à la vente des indulgences par des religieux autorisés (facteur déclenchant, nous l'avons vu, de l'explosion du luthéranisme), la Contre-Réforme cherche à sauver des régions rurales plongées dans un monde de superstitions et une ignorance si profonde que les missionnaires qui tentent d'y pénétrer, en Italie, les nomment « nos Indes à nous », signifiant par là qu'elles ont autant besoin d'être évangélisées que les Barbares païens du Nouveau Monde.

Pourtant, la spiritualité et la ferveur spontanée déjà apparentes chez les fidèles du XV^{e} siècle vont elles aussi alimenter la Contre-Réforme. Ce nouvel élan spirituel trouve son expression la plus forte dans une institution durable fondée par un soldat de l'armée espagnole. Curieuse ironie du sort, Ignace de Loyola a fréquenté le même collège parisien que Calvin au début des années 1530. Aucun document ne mentionne toutefois une éventuelle rencontre. En 1534, avec quelques compagnons, Ignace prononce ses vœux ; ensemble, ils ont pour objectif d'accomplir une œuvre missionnaire et, tandis qu'ils s'y préparent, l'ascète ébauche les règles d'un nouvel ordre religieux. En 1540, le pape reconnaît la Compagnie de Jésus. Les Jésuites, comme on les appelle bientôt, vont avoir, dans l'histoire de l'Église, une importance comparable à celle des premiers moines bénédictins ou franciscains au XIII^{e} siècle. Leur fondateur-soldat aime les imaginer comme la milice de l'Église, parfaitement disciplinée et entièrement soumise à l'autorité pontificale par l'intermédiaire de leur supérieur général, qui vit à Rome. Les Jésuites métamorphosent l'instruction catholique. Ils sont au centre de l'effort missionnaire aux quatre coins du monde. En Europe, leurs grandes capacités

intellectuelles et leur sens de la politique leur permettent d'occuper les fonctions les plus hautes à la cour des rois.

Pourtant, si la Contre-Réforme, comme la Réforme, sert d'étai à l'autorité pontificale, elle peut aussi raffermir celle des souverains sur leurs sujets. La nouvelle dépendance de la religion à l'autorité politique, c'est-à-dire à une force organisée, accroît encore davantage l'emprise de l'appareil d'État, particulièrement manifeste dans les royaumes d'Espagne où, longtemps avant le concile de Trente, deux forces convergent pour créer une monarchie catholique irrécusable. La première, la Reconquista, très récemment terminée, a été une croisade. Le titre de « Rois Catholiques » révèle en soi l'identification d'un processus politique à une lutte idéologique. En second lieu, la monarchie espagnole se trouve confrontée à la difficulté d'intégrer subitement un grand nombre de sujets non chrétiens, juifs et musulmans, perçus comme potentiellement menaçants pour la sécurité d'une société multiraciale.

L'instrument utilisé contre ces sujets est d'un type nouveau : une inquisition non plus sous contrôle du clergé, comme celle du Moyen Âge, mais commandée par la Couronne. Autorisée par une bulle papale promulguée en 1478, l'Inquisition espagnole est instaurée en Castille autour de 1480. Très vite, le pape a des doutes : en Catalogne, les sommités laïques comme les autorités ecclésiastiques lui opposent une résistance, en vain. En 1516, lorsque le futur empereur Charles Quint devient roi des Espagnes, premier souverain à réunir les royaumes d'Aragon et de Castille sous une même couronne, l'Inquisition est la seule institution des territoires espagnols qui, à partir d'un Conseil royal, exerce son autorité sur la totalité d'entre eux, aux Amériques, en Sicile et en Sardaigne comme en Aragon et en Castille. Le résultat le plus marquant, « nettoyage ethnique » avant l'heure, est l'expulsion des Juifs et une réglementation sévère pour les

morisques, comme on appelle à cette époque les musulmans convertis.

L'Espagne présente ainsi une unité religieuse impossible à briser pour une poignée de luthériens avec qui l'Inquisition ne rencontre aucune difficulté. Au final, la facture sera lourde. Cependant, déjà sous Charles Quint, catholique fervent, l'Espagne, religieuse et séculière, aspire à une nouvelle forme de monarchie absolue, centralisée − l'État de la Renaissance par excellence, en fait − et elle est incidemment la toute première administration à devoir prendre des décisions concernant des événements mondiaux. Le reliquat de constitutionnalisme formel au sein de la péninsule n'y change quasiment rien. L'Espagne constitue un modèle pour les autres États de la Contre-Réforme, et ce modèle s'impose dans une grande partie de l'Europe, par la force ou par l'exemple, au cours du siècle qui suit la mort de Charles Quint, survenue en 1558, dans un monastère reculé de la province d'Estrémadure où il s'est retiré pour vivre dans une grande piété.

De tous les monarques européens qui s'identifient à la cause de la Contre-Réforme, se voyant comme les extirpateurs de l'hérésie, aucun n'est plus déterminé ni plus bigot que le fils et successeur de Charles Quint, Philippe II d'Espagne, époux, entre autres, de la défunte Marie Tudor. La moitié de l'empire de son père lui est revenue : l'Espagne, les Indes, la Sicile et les Pays-Bas espagnols (en 1581, il devient aussi roi du Portugal, qui restera espagnol jusqu'en 1640). Le résultat de sa politique de purification religieuse en Espagne a été interprété de nombreuses façons. Mais ce qui échappe à toute controverse est l'effet de cette politique sur les Pays-Bas espagnols, d'où émerge le premier État au monde à rompre avec la longue domination de la monarchie et de la noblesse terrienne.

Ce que d'aucuns nomment la « révolte des Pays-Bas » ou encore la « révolte des gueux » ou la « guerre de Quatre-Vingts Ans » a donné lieu, comme beaucoup d'autres

événements à l'origine d'une nation, à toutes sortes de mythes, dont certains ont été fabriqués en toute connaissance de cause. Cependant, il est peut-être moins trompeur de colporter ce genre de récits fabuleux que de supposer qu'en raison de l'émergence, au final, d'une sorte de société très moderne, cette révolte, dominée par une lutte passionnée en faveur de la tolérance religieuse et de l'indépendance nationale, a été moderne elle aussi. Rien n'est sans doute aussi fallacieux : les troubles éclatent dans un cadre très médiéval, celui des anciennes possessions bourguignonnes, provinces de l'État le plus riche de l'Europe septentrionale, le duché que Marie de Bourgogne, par son mariage, a fait passer sous la souveraineté des Habsbourg. Les Pays-Bas espagnols, dix-sept provinces très différentes, en font partie. Les provinces du Sud[23], où beaucoup d'habitants parlent français, comprennent la région la plus urbanisée d'Europe et Anvers, le grand port marchand flamand. Depuis longtemps déjà, elles se rebiffent, et, vers la fin du XV^{e} siècle, les villes flamandes tentent apparemment de devenir des cités-États indépendantes. Les provinces septentrionales sont davantage tournées vers l'agriculture et les activités maritimes. Les habitants s'y montrent particulièrement attachés à la terre, peut-être parce qu'ils l'ont réellement conquise sur la mer et transformée en polders depuis le XII^{e} siècle.

Le Nord et le Sud deviendront plus tard les Pays-Bas et la Belgique, mais en 1556 cette idée est inconcevable. Pas plus que n'est envisageable une division religieuse entre les deux. Bien que les catholiques deviennent majoritaires au sud, du fait de l'émigration de nombreux protestants vers le nord, les deux confessions se mélangent de part et d'autre d'une frontière qui n'existe pas encore. Au début du XVI^{e} siècle, l'Europe est beaucoup plus tolérante vis-à-vis des désaccords religieux qu'elle ne le sera après le coup d'envoi de la Contre-Réforme.

Les événements qui suivent s’expliquent en partie par la détermination de Philippe II à appliquer les décrets du concile de Trente, mais l’origine des émeutes remonte à une date très ancienne. Lorsque les Espagnols s’efforcent de moderniser les relations du gouvernement central et des communautés locales (ce qui revient à exploiter une prospérité croissante à coups d’impôts plus efficaces), ils mettent à jour leurs méthodes et montrent peut-être moins de tact que les Bourguignons. Les émissaires du roi d’Espagne entrent d’abord en conflit avec les nobles des provinces méridionales. Aussi ombrageux et susceptibles que les autres grands de l’époque dans la défense de leurs « libertés » symboliques − c’est-à-dire de leurs privilèges et immunités −, ils se sentent menacés par un monarque qui est encore plus éloigné d’eux que son père, le grand Charles Quint, lequel, au moins, leur donnait l’impression de les comprendre puisqu’il parlait leur langue. Ils reprochent au gouverneur des Pays-Bas, le duc d’Albe, son ingérence dans les juridictions locales pour la poursuite des hérétiques, autre violation de leurs privilèges. Tout catholiques qu’ils soient, ils ont des intérêts dans les villes flamandes prospères où le protestantisme a pris racine et craignent d’y voir arriver l’Inquisition espagnole. De surcroît, comme les autres membres de la noblesse de l’époque, ils s’inquiètent de la pression inflationniste causée en partie par l’afflux de l’or des Amériques en Espagne.

La résistance au gouvernement espagnol commence sous une forme tout à fait médiévale au sein des états généraux, l’assemblée du Parlement, à Bruxelles, dans le Brabant. Pendant quelques années, la brutalité de l’armée espagnole et la prise en main des événements par Guillaume d’Orange, l’un des leurs, unit les nobles contre leur souverain de droit. Comme Élisabeth Tudor à la même époque, Guillaume, surnommé « le Taciturne » à cause de sa décision de ne pas laisser éclater sa colère lorsqu’il a appris la détermination de son souverain à mettre ses sujets hérétiques à genoux,

excelle dans l’art de rassembler des hommes autour d’une cause populaire. Toutefois, entre les nobles et les citoyens calvinistes, pour qui les enjeux sont plus importants, un désaccord potentiel subsiste. Un meilleur sens tactique des gouverneurs espagnols et les succès de l’armée de Philippe II suffisent en définitive à ouvrir une faille entre les deux. Les nobles rentrent dans le rang. Ainsi, sans le savoir, l’armée espagnole délimite la Belgique actuelle. Les combats ne se poursuivent plus que dans les provinces septentrionales (bien que toujours sous la direction politique de Guillaume le Taciturne, jusqu’à son assassinat en 1584).

Pour les Hollandais, comme l’histoire nous autorise à les appeler désormais, les enjeux sont de taille, et s’ils ne sont pas encombrés, comme leurs coreligionnaires du Sud, d’une noblesse au mécontentement ambigu, ils n’en sont pas moins divisés et les différentes provinces parviennent rarement à s’entendre. D’un autre côté, ils peuvent dissimuler leurs dissensions derrière le cri de la liberté religieuse et une grande tolérance ; et ils profitent aussi d’une forte migration vers le nord des capitaux et talents flamands. Leurs ennemis se heurtent eux aussi à des difficultés : si redoutable soit-elle, l’armée espagnole a bien du mal à affronter un ennemi qui se retire derrière les remparts des villes et inonde les alentours en perçant des brèches dans les digues qui retiennent les eaux. Les Hollandais, presque par hasard, font porter leur effort principal sur la mer, où ils peuvent causer beaucoup de tort à leurs ennemis, à armes un peu plus égales. Les communications espagnoles avec les Pays-Bas sont plus difficiles une fois que les rebelles barrent la voie maritime au nord. Entretenir une grande armée en Belgique en provenance d’Italie a un coût, et celui-ci augmente encore lorsqu’il faut repousser d’autres ennemis… ce qui est bientôt le cas. La Contre-Réforme inocule à la politique internationale un nouveau facteur idéologique. Ajouté à la

volonté anglaise de maintenir l'équilibre des pouvoirs sur le continent européen et d'empêcher une victoire totale des Espagnols, ce dernier va conduire l'Angleterre au conflit avec l'Espagne, diplomatique d'abord, puis militaire, dans un combat naval où elle bénéficiera du concours de ses alliés hollandais.

Quasiment par hasard et de manière presque accessoire, la guerre crée une nouvelle société remarquable, une fédération assez distendue de sept petites républiques dotées d'un gouvernement central faible, qui deviennent les Provinces-Unies. Très vite, leurs citoyens se découvrent un passé national oublié (comme les Africains du XX^{e} siècle après la décolonisation) et célèbrent les vertus de tribus germaines à peine évoquées dans les rapports des Romains sur les soulèvements. Quelques marques de cet enthousiasme subsistent dans les tableaux commandés par les riches bourgeois d'Amsterdam (c'est l'époque de Rembrandt), qui représentent l'attaque d'un camp romain. La spécificité de cette nouvelle nation créée sciemment est plus intéressante, aujourd'hui, que cette forme de propagande historique. Une fois leur survie assurée, les Provinces-Unies connaissent la tolérance religieuse, une grande liberté citoyenne et l'indépendance des unes par rapport aux autres ; au sein de leur gouvernement, les Hollandais se sont bien gardés de donner l'avantage aux calvinistes.

Les générations ultérieures en sont venues à voir un lien analogue entre les libertés civiques et religieuses de l'Angleterre élisabéthaine, mais si cette vision est compréhensible, compte tenu de l'évolution des institutions anglaises au cours du siècle suivant, elle n'en reste pas moins anachronique.

Paradoxalement, cette évolution institutionnelle va en partie dans le sens d'un fort raffermissement de l'autorité législative de l'État anglais, qui porte si loin la limitation des privilèges parlementaires qu'à la fin du XVII^{e} siècle les

Européens du continent en restent ébahis. Pendant longtemps, ce raffermissement est resté des plus improbables. En effet, en tant qu'organisatrice du spectacle royal, Élisabeth I^re^ a été une souveraine incomparable. Lorsque s'est estompé le mythe de sa beauté et de sa jeunesse, elle a montré la majesté de ceux qui survivent à leurs conseillers des débuts. Sa mort, en 1603, a mis fin à quarante-cinq années d'un règne pendant lequel elle était au centre d'un culte national nourri par sa capacité instinctive − particularité des Tudors − à souder les intérêts dynastique et patriotique, grâce à des poètes de génie ou à des procédés très banals, comme ses voyages fréquents (non coûteux, puisqu'elle était reçue chez ses courtisans) permettant à son peuple de voir sa reine, et à sa façon étonnante de traiter avec son Parlement. Relativement tolérante, elle rejetait l'idée des persécutions religieuses, se refusant à « percer des fenêtres dans l'âme des hommes ».

Rien d'étonnant, donc, à ce que le jour de l'accession au trône de la bonne reine Bess soit devenu, sous le règne de ses successeurs, la fête de l'opposition patriote au gouvernement. La Reine vierge n'a pas eu d'enfant à qui transmettre l'éclat prestigieux qu'elle avait su donner à la monarchie, et elle a laissé un État criblé de dettes. Comme tous les autres souverains de son époque, elle n'a jamais eu de revenus suffisants. Hériter de ses dettes ne facilite pas la tâche de Jacques I^er^ Stuart, premier roi de la maison d'Écosse à lui succéder. Il est toujours difficile de rester modéré dans l'évocation des défauts des hommes de cette dynastie ; les Stuarts ont donné successivement à l'Angleterre quatre mauvais rois. Pourtant, Jacques I^er^ n'était ni stupide comme son fils, ni aussi dépourvu de scrupules que ses petits-fils. Ce sont probablement son manque de tact et ses manières étranges, plutôt que des défaillances plus graves, qui, sous son règne, ont le plus contribué à envenimer la politique.

À la décharge des Stuarts, il faut reconnaître qu'elle n'est pas la seule monarchie à connaître des difficultés. Au XVII^{e} siècle, plusieurs pays traversent une période de remise en cause de l'autorité politique, avec en parallèle, curieusement, une crise économique à l'échelle de l'Europe. Les deux sont peut-être liées, mais la nature de ce lien n'est pas facile à déterminer avec certitude. Curieusement, ces rébellions coïncident avec la dernière phase de conflits religieux déclenchés par la Contre-Réforme. À tout le moins, il nous est permis de supposer que, à cette époque et dans un grand nombre de pays d'Europe, la rupture de la vie politique normale s'explique en partie par les besoins des gouvernements contraints de prendre part aux querelles religieuses.

En Angleterre, la crise précipite le pays dans une guerre civile, un régicide et l'établissement de la seule république de toute l'histoire du pays. Les historiens n'ont pas fini de s'interroger sur l'objet principal de la querelle et sur le point de non-retour qui a marqué le début du conflit armé entre Charles I^{er} et son Parlement. À un moment crucial, en 1640, le monarque, en guerre contre ses sujets écossais − il est roi d'Écosse et d'Angleterre −, doit demander l'aide du Parlement anglais. Sans nouvelle levée d'impôts, il est impossible de défendre l'Angleterre. Mais certains parlementaires sont convaincus que le souverain tente de renverser l'Église anglicane, entérinée par le Parlement, et de réintroduire le pouvoir pontifical. Ils s'en prennent aux fidèles du roi (deux des plus notables seront envoyés sur le billot). En 1642, Charles I^{er} décide que l'emploi de la force est la seule issue possible. Ainsi débute la guerre civile, pour s'achever par la défaite du souverain. Comme nombre d'Anglais, le Parlement est inquiet, se demandant où tout cela finira s'il sort du cadre de l'ancienne constitution, qui prévoit un roi et deux Chambres, des lords et des communes. Malheureusement pour lui, Charles I^{er} gâche cet avantage en cherchant le soutien d'une armée étrangère

prête à envahir le pays (cette fois, les Écossais se battront pour lui). Au Parlement, les personnalités dominantes en ont assez. Charles I^{er} est jugé et exécuté, à la stupéfaction de ses contemporains. Son fils est envoyé en exil.

Après la destitution du roi, un long interrègne commence, avec pour figure dominante, jusqu'à sa mort en 1658, l'un des hommes les plus remarquables que l'Angleterre ait produits, Oliver Cromwell. Issu de la gentry, il gagne ses galons dans les assemblées du parti parlementaire grâce à son génie militaire, ce qui lui donne un pouvoir immense : il peut se passer des politiques, pourvu que l'armée soit de son côté. En même temps, cela lui impose des limites, puisqu'il ne peut prendre le risque de perdre le soutien des militaires. La république qui en résulte, le Commonwealth d'Angleterre, est étonnamment fertile en nouveaux projets constitutionnels, Cromwell cherchant un moyen de gouverner par l'intermédiaire du Parlement sans faire de l'Angleterre la proie d'un protestantisme intolérant.

L'intransigeance de certains parlementaires est l'un des moyens d'expression de la tendance plurielle du protestantisme anglais − et américain − qui, par la suite, a pris le nom de « puritanisme ». Depuis le règne d'Élisabeth, il s'agit d'un courant mal défini mais en plein essor. À l'origine, ses porte-parole ne recherchaient qu'une interprétation particulièrement fidèle et austère de la doctrine et des cérémonies religieuses. La plupart des puritains des débuts étaient anglicans, mais certains d'entre eux n'ont pas supporté de voir leur Église conserver une grande partie de son passé catholique. Au fil du temps, c'est à ceux-là que le substantif s'applique de plus en plus. Au XVII^{e} siècle, l'épithète « puritain » indique, outre une rigidité de la doctrine et une désapprobation du rituel, une réforme des manières au sens très calviniste du terme. À l'avènement de la république, nombre des partisans du Parlement semblent vouloir se servir de sa victoire pour imposer juridiquement le puritanisme, à la fois sur le plan

doctrinaire et moral, non seulement aux anglicans conservateurs et royalistes, mais aussi aux minorités religieuses dissidentes − les congréganistes, baptistes et unitariens, qui, sous le Commonwealth, réussissent à faire entendre leur voix.

Le puritanisme n'a rien de démocratique, ni sur le plan politique ni sur le plan religieux. Ceux qui font partie des élus peuvent choisir librement leurs Anciens et agir comme une communauté autonome, mais, en dehors du cercle des prédestinés au salut, ils ont l'air d'oligarques − ce qu'ils sont en réalité − prétendant savoir ce que Dieu réserve aux autres, et cela est d'autant plus inacceptable. Ce sont ces quelques minorités atypiques, et non des membres de l'establishment protestant dominant, qui lancent les idées démocratiques et égalitaires alimentant le grand débat des années républicaines.

La publication de plus de 20 000 livres et pamphlets (un mot passé dans l'usage autour des années 1650) traitant de questions politiques et religieuses aurait en soi suffi à faire de la guerre civile et des années du Commonwealth une grande époque de l'éducation politique en Angleterre. Malheureusement, avec la disparition de Cromwell apparaît clairement la faillite institutionnelle de la république. Faute d'un consensus suffisant, il est impossible aux Anglais d'établir une nouvelle Constitution, quelle qu'elle soit. Mais il s'avère que la plupart d'entre eux sont prêts à revenir à l'ancien système monarchique. La restauration des Stuarts, en 1660, sonne le glas du Commonwealth. En fait, l'Angleterre rappelle son souverain sans avoir exprimé ses conditions. En dernier ressort, Charles II remonte sur le trône parce que le Parlement en a décidé ainsi, convaincu qu'il va défendre l'Église anglicane. La Contre-Réforme catholique effraie alors autant les Anglais qu'auparavant le puritanisme de la révolution. Le conflit entre le roi et le Parlement n'est pas résolu, mais l'Angleterre ne connaîtra

pas de monarchie absolue ; désormais, la Couronne se tient sur la défensive.

Les historiens ont longuement débattu de ce que recouvre l'expression « Révolution anglaise ». Manifestement, la religion a joué un grand rôle. Le protestantisme extrémiste a eu l'occasion d'influencer la vie de la nation comme jamais plus il ne lui sera donné de le faire, et cela lui vaut une haine profonde des anglicans en même temps que naît, dans la classe politique, un anticléricalisme qui se maintiendra pendant des siècles. Ce n'est pas sans raison que l'historien anglais classique parle de « révolution puritaine ». Toutefois, pas plus que la querelle constitutionnelle, la religion ne saurait englober à elle seule toute la signification de ces années-là. D'autres ont cherché dans la guerre civile la trace d'une lutte des classes. Nul doute que bien des personnes engagées dans ce conflit aient obéi à des motivations intéressées, mais celles-ci ne rentrent pas dans un cadre général défini. D'autres analystes encore y ont vu une lutte entre une « cour » hypertrophiée, réseau de bureaucrates, courtisans et politiques, tous liés au système par une même dépendance financière, et la « campagne », à savoir les notables locaux qui étaient les payeurs. Mais souvent les régions se divisent. C'est d'ailleurs là que réside l'une des tragédies de cette guerre civile : les familles elles-mêmes risquaient d'éclater. Il est plus facile, encore aujourd'hui, d'énoncer clairement le bilan de la Révolution anglaise que d'en établir l'origine ou de lui donner une signification.

Le procès et l'exécution de Charles I^{er} jettent la consternation dans la plupart des États, qui pourtant connaissent eux aussi des épisodes sanglants. La France traverse une période difficile : le cardinal de Richelieu, principal ministre du roi Louis XIII, cherche à asseoir le pouvoir royal non seulement en réduisant les privilèges des huguenots, comme on appelle désormais les calvinistes français, mais aussi en nommant dans les provinces des

« intendants » représentant directement le pouvoir royal. Cette réforme aggrave les souffrances quasi continuelles du peuple français dans les années 1630 et 1640. Dans ce pays à l'économie encore essentiellement agricole, les plus durement touchés par les mesures du Cardinal sont forcément les pauvres. En quelques années, les paysans voient leurs impôts doubler, et parfois même tripler. Des jacqueries éclatent, impitoyablement réprimées. Certaines régions de France sont également dévastées par les dernières campagnes de la guerre de Trente Ans, conflit armé entre les Bourbons et les Habsbourg qui se disputent l'hégémonie dans le Saint Empire et en Europe centrale. La Lorraine, la Bourgogne et une grande partie de l'est de la France sont ravagées, avec par endroits un quart ou un tiers de la population en moins.

Les allégations selon lesquelles la monarchie française chercherait à imposer de nouvelles taxes jugées anticonstitutionnelles par certains finissent par déclencher une crise politique sous le gouvernement du cardinal de Mazarin, successeur de Richelieu. La défense de la Constitution est assurée par des institutions particulières, notamment le Parlement de Paris, constitué d'avocats qui siègent et peuvent plaider devant la première instance du royaume. En 1648, ils déclenchent une insurrection que l'histoire retiendra comme la Fronde parlementaire. Le compromis auquel le gouvernement aboutit est suivi, après une période difficile, d'une seconde Fronde, beaucoup plus dangereuse, celle des princes. Le Parlement de Paris ne maintiendra pas longtemps un front uni avec la haute noblesse, mais les princes savent exploiter l'opposition de la noblesse provinciale à un centralisme absolutiste, comme le montrent les soulèvements dans les provinces. Pourtant, la royauté survit, et les intendants aussi. En 1660, en France, la monarchie absolue est encore essentiellement intacte.

En Espagne aussi, la levée d'impôts provoque des émeutes. Lorsqu'un ministre tente de se débarrasser du

provincialisme inhérent à la structure fédérale officielle de l'État espagnol, la révolte gronde, au Portugal (absorbé par l'Espagne en échange de la promesse de respecter ses libertés), chez les Basques et en Catalogne, où il faudra douze ans pour mater celle des faucheurs. En 1647, les Napolitains, à leur tour, prennent les armes contre l'Espagne.

Dans tous ces exemples de troubles et émeutes, c'est l'augmentation des taxes et impôts qui engendre des résistances. Sur le plan financier, la Renaissance est loin d'être une réussite. L'apparition d'armées de métier, au XVII^{e} siècle, dans la plupart des États, n'est pas seulement le signe d'une révolution militaire. La guerre est une ogresse qui dévore les recettes fiscales. Les charges des Français semblent d'ailleurs beaucoup plus importantes que celles des Anglais. Alors comment expliquer que la monarchie française ait apparemment moins souffert de cette « crise » ?

D'un autre côté, la guerre civile et le renversement temporaire de la monarchie auxquels l'Angleterre a été confrontée n'ont pas causé de dégâts collatéraux, comme on peut en voir en cas d'invasion. Et les émeutes que le pays a connues de manière sporadique en réaction à la hausse des prix ne peuvent être comparées aux terribles effusions de sang lors des soulèvements paysans de la France du XVII^{e} siècle. En Angleterre, les dissensions religieuses ont représenté un défi particulier à l'autorité de l'État. L'Espagne n'a pas connu ce genre de difficulté et en France, la situation est depuis longtemps sous contrôle. Les huguenots étaient l'objet d'un intérêt particulier, en effet, mais, voyant que la monarchie pouvait les protéger, ils s'y sont ralliés pendant les deux Frondes. En Espagne, le régionalisme revêt un aspect important, et en France un peu moins, mais il sert de bastion au conservatisme menacé par les innovations du gouvernement. En Angleterre, il semble avoir joué un rôle très mineur.

1661, année de la prise de pouvoir du jeune Louis XIV, roi de France, et de la restauration de la monarchie anglaise avec le retour de Charles II, marque un tournant dans l'histoire de ces deux pays. La France ne s'avérera de nouveau ingouvernable qu'à partir de 1789, et au cours des cinquante années suivantes elle affichera une puissance diplomatique et militaire étonnante. L'Angleterre, en dépit de quelques crises constitutionnelles et de la déposition d'un autre roi, ne connaîtra plus jamais de guerre civile. Après 1660, le pays se dote d'une armée de métier et, en 1685, la dernière révolte, menée par un improbable prétendant et quelques milliers de paysans bercés d'illusions, ne menace nullement l'État. Rétrospectivement, tout cela rend d'autant plus étonnantes les mauvaises dispositions de la population anglaise à l'égard de la souveraineté de l'État. Les Anglais ont solennellement voté une série de textes de loi défendant les libertés individuelles (la Déclaration des droits de 1689) ; cependant, même à cette époque, on serait bien en peine de soutenir que ce qu'un roi a fait avec le Parlement, un autre ne pourrait le défaire. En France, tout le monde s'accorde à dire que le pouvoir du souverain est absolu, mais les juristes continuent de prétendre qu'il est des choses que la loi lui interdit.

Un philosophe au moins, le plus grand de tous les penseurs politiques anglais, Thomas Hobbes, montre, notamment dans son *Léviathan* de 1651, qu'il reconnaît la direction que prend la société. Selon lui, ne pas accepter qu'une personne ait le dernier mot pour décider de ce qui fait loi présente des inconvénients et soulève des incertitudes nettement plus néfastes que le risque de voir ce pouvoir absolu devenir tyrannique. Les troubles que son époque a connus ont fait naître en lui un besoin profond de savoir avec certitude où trouver l'autorité. Même lorsqu'ils ne sont pas permanents, ces troubles sont toujours susceptibles d'éclater : comme il le dit si bien, il n'est pas nécessaire de vivre en permanence sous une pluie

torrentielle pour dire que le temps est à la pluie. Pour l'auteur du *Léviathan*, le pouvoir législatif − la souveraineté, donc − repose sans limites entre les mains de l'État et non ailleurs, et on ne saurait le restreindre en invoquant l'immunité, les coutumes, la loi divine ou autre sans risquer de tomber dans l'anarchie. Voilà ce que Hobbes a apporté à la théorie politique, même s'il n'a pas obtenu beaucoup de gratitude en retour. Pour être dûment reconnu, il lui a fallu attendre le XIX^{e} siècle.

La monarchie constitutionnelle anglaise est en fait l'un des premiers États à opérer selon les principes hobbesiens. Au début du XVIII^{e} siècle, les Anglais (pour les Écossais, cela est moins certain, même si depuis l'*Acte d'Union* de 1707, ils siègent au Parlement de Grande-Bretagne, au palais de Westminster) acceptent dans le principe et parfois montrent concrètement qu'il ne peut y avoir de limites autres que pratiques au champ d'application potentiel de la loi. Cette conclusion sera explicitement contestée jusqu'à l'époque victorienne, mais elle est implicite lorsque, en 1688, l'Angleterre rejette enfin la descendance patrilinéaire directe chez les Stuarts, en déposant Jacques II au profit de sa fille et du prince consort, son époux, sous certaines conditions.

L'un des indices montrant le raffermissement du pouvoir parlementaire est l'énergie croissante que met la Couronne, pendant un siècle ou plus, à trouver comment le manœuvrer. L'établissement de la monarchie contractuelle permet enfin à l'Angleterre de rompre avec son Ancien Régime et de commencer à fonctionner comme une monarchie constitutionnelle. La plus grande partie du pouvoir central revient à une Chambre des communes représentant les propriétaires fonciers, classe sociale dominante. Le roi conserve des pouvoirs importants, mais ses conseillers doivent avoir la confiance des Communes. Il n'existe aucune immunité semblable aux privilèges encore intacts sur le continent, ni aucun organe susceptible de

rivaliser avec le Parlement. La réponse anglaise au danger posé par une forte concentration des pouvoirs est de garantir, au besoin par une révolution, que le roi ne pourra agir qu'en accord avec les piliers de la société.

L'année 1688 dote l'Angleterre d'un roi hollandais, Guillaume III, époux de la reine Marie II, pour qui l'importance majeure de la « Glorieuse Révolution » (1688-1689) est de pouvoir mobiliser l'Angleterre contre la France, qui menace l'indépendance des Provinces-Unies. Il n'est pas possible d'interpréter les conflits franco-anglais consécutifs uniquement sous l'angle constitutionnel ou idéologique, car trop d'intérêts complexes étaient en jeu. En outre, la présence du Saint Empire, de l'Espagne et de plusieurs princes germaniques au sein des coalitions fluctuantes contre la France pendant le quart de siècle suivant ôte tout son sens à un contraste très net entre les lignes politiques des deux parties. Néanmoins, des contemporains ont été frappés, non sans raison, par la présence dans ce conflit d'un facteur idéologique souterrain. En Angleterre et en Hollande, la société est plus ouverte que dans la France de Louis XIV. La pratique de cultes différents y est autorisée et protégée. La presse n'y est pas censurée, mais réglementée par des lois protégeant les personnes et l'État contre la diffamation. Enfin, l'oligarchie régnante représente les détenteurs effectifs du pouvoir économique et social. La France est à l'opposé de tout cela.

Dans la France de Louis XIV, la monarchie absolue atteint son paroxysme. Il n'est pas facile de classer les ambitions de Louis le Grand dans les catégories habituelles : le Roi-Soleil ne fait quasiment aucune distinction entre grandeur personnelle, dynastique et nationale. Peut-être est-ce d'ailleurs ce qui fait de lui un modèle pour tous les autres princes européens. La politique est réduite, très efficacement, à une question d'administration. Les Conseils royaux, de même que les agents provinciaux, les intendants

et les commandants militaires, prennent dûment en compte des réalités sociales telles que l'existence de la noblesse et des immunités locales, mais le règne de Louis XIV a des répercussions négatives sur l'indépendance réelle des forces politiques jusqu'alors si puissantes en France. C'est l'époque − que plus tard d'aucuns jugeront révolutionnaire − de l'établissement du pouvoir royal dans tout le pays ; dans la seconde moitié du siècle, la structure que Richelieu a assemblée avec fracas recouvre enfin une réalité administrative. Louis XIV apprivoise les aristocrates en leur offrant la cour la plus prestigieuse d'Europe. Son sens personnel de la hiérarchie sociale lui procure la satisfaction de les couvrir d'honneurs et de pensions, mais il n'oublie pas la Fronde et sait contrôler la noblesse, comme Richelieu autrefois. Les membres de sa famille sont exclus du Conseil, au sein duquel se trouvent des ministres roturiers sur qui Sa Majesté peut s'appuyer en toute confiance. Les parlements se limitent à l'activité judiciaire. L'indépendance de l'Église vis-à-vis de Rome est une chose établie, mais à seule fin de l'amener plus sûrement sous l'aile protectrice du roi Très-Chrétien (l'un des titres attribués aux rois de France). Résolu à tout prix à ne pas être le souverain d'un peuple d'hérétiques, Louis XIV envoie les huguenots en exil ou les soumet à de cruelles persécutions en vue de les amener à se convertir.

La concomitance avec une grande période d'accomplissement culturel semble accentuer encore aujourd'hui la difficulté, pour les Français, de reconnaître la dure réalité du règne de Louis XIV : le Roi-Soleil a les pleins pouvoirs sur une société hiérarchisée, institutionnelle, théocratique, qui en termes d'objectifs, malgré ses méthodes modernes, est tournée vers le passé. Il espère même devenir empereur du Saint Empire. Il refuse à Descartes, défenseur de la religion, le droit d'être enterré religieusement à cause de ses idées subversives. Pourtant, son mode de gouvernement semble longtemps répondre aux

attentes de la plupart des Français. Sa façon de procéder pour garantir l'efficacité du gouvernement est parfois brutale : les huguenots, dont la conversion est obtenue à coups de missions bottées les obligeant à loger des troupes entières à leurs frais, ou les paysans réfractaires à l'augmentation des impôts qui ont subi les interventions d'un régiment de cavalerie pendant un mois et quelque en savent quelque chose. Pourtant, en dépit de quelques années exceptionnellement dures, la vie est peut-être plus facile qu'elle ne l'était plusieurs décennies auparavant. Le règne de Louis XIV marque plutôt la fin d'une époque troublée que ses débuts. La France est en grande partie délivrée de la menace d'invasion et la baisse du retour attendu sur les investissements fonciers dure bien après le début du XVIII^{e} siècle. Ce sont là des réalités concrètes qui sous-tendent la brillante façade d'une époque que l'on appellera le « Grand Siècle ».

Sa belle position en Europe, Louis XIV l'a acquise en grande partie grâce à ses succès militaires (même si la fin de son règne est marquée par de cuisantes défaites), mais ce n'est pas seulement son armée et sa diplomatie qui importent. Grâce à lui et au modèle de monarchie qu'il fournit, le prestige de la France atteint un pinacle qu'il ne quittera pas de longtemps. Le Roi-Soleil est l'archétype du monarque absolu, évoluant dans un décor qui symbolise cet accomplissement ludovicien : l'immense et tout nouveau château de Versailles. Rares sont les édifices qui ont été autant imités, et les cours européennes ne seront jamais autant singées que celle de Versailles. Au XVIII^{e} siècle, l'Europe est constellée de reproductions en miniature de la cour de France, douloureusement érigées aux dépens de leurs sujets par de « grands monarques » en puissance au cours des décennies de stabilité et de continuité qui, presque partout, ont succédé aux grandes guerres de Louis le Grand.

Entre 1715 et 1740, aucune tension internationale majeure ne provoque de bouleversement à l'intérieur d'un État, aucune grande dissension idéologique ne survient, comme au XVII^{e} siècle, et l'on ne connaît pas non plus de développement économique et social fulgurant, avec la pression qui l'accompagne. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'après un siècle de turbulences on observe une certaine stabilité des gouvernements et de la société. Excepté en Grande-Bretagne et dans les Provinces-Unies, les cantons de la Suisse et les anciennes républiques italiennes, la monarchie absolue constitue le modèle dominant. Elle le restera pendant la majeure partie du XVIII^{e} siècle, parfois dans un style que l'histoire retiendra comme un « despotisme éclairé », expression insaisissable qui, aujourd'hui comme hier, n'a pas de sens clairement défini (comme les notions de droite et de gauche aujourd'hui). Elle indique que vers 1750 environ, poussés par le désir de mettre en œuvre des réformes concrètes, certains monarques innovent en s'inspirant des idées avancées de l'époque. Ces innovations, lorsqu'elles sont effectives, n'en sont pas moins imposées par les rouages de la monarchie absolue. Si parfois elles sont humanitaires, les politiques des « despotes éclairés » ne sont pas nécessairement libérales. D'un autre côté, elles sont généralement modernes, en ce sens qu'elles sapent l'autorité sociale et religieuse traditionnelle, transcendent les idées reçues concernant la hiérarchie sociale et les droits de l'homme, et contribuent à concentrer le pouvoir de légiférer entre les mains de l'État, établissant son autorité incontestée sur les sujets du royaume, traités de plus en plus comme un ensemble d'individus et non comme les membres de corporations hiérarchisées.

Bien évidemment, il est presque impossible de trouver un exemple qui, dans la pratique, corresponde parfaitement à cette description générale, tout comme il est impossible de trouver une seule définition d'un État « démocratique »

aujourd'hui, ou « fasciste » dans les années 1930, vérifiée pour chaque cas. Certains pays méditerranéens et méridionaux comme l'Espagne, le Portugal, Naples et quelques autres États italiens (et même parfois les États pontificaux) ont des ministres qui cherchent à réformer l'économie. D'aucuns par attrait de la nouveauté, d'autres, comme Pombal au Portugal et Floridablanca en Espagne, voient dans le despotisme éclairé un moyen de retrouver un statut de grande puissance. D'autres encore empiètent sur les pouvoirs de l'Église. Presque tous ces ministres sont au service de monarques qui ont des liens familiaux avec les Bourbons. L'implication de l'un des plus petits de ces États, le duché de Parme, dans une querelle avec le pape conduit à une attaque en règle de tous ces pays contre la Compagnie de Jésus, bras droit de la papauté au temps de la Contre-Réforme. En 1773, le pape est contraint de dissoudre la Compagnie. Cuisante sur le plan symbolique, cette défaite est aussi importante par ce qu'elle montre de la virulence des principes anticléricaux avancés, même dans l'Europe catholique, que par ses effets concrets.

De tous ces États catholiques méridionaux, seule l'Espagne peut prétendre au statut de grande puissance, et la monarchie espagnole est sur le déclin. En revanche, des quatre despotismes éclairés à l'Est, trois possèdent ce statut. L'intrus est la Pologne, ce royaume informe et fragile où la réforme « éclairée » vient se briser sur le roc constitutionnel. « Éclairée », elle l'est tout à fait, mais il lui manque le despotisme pour lui donner un caractère tangible. La Prusse, l'empire des Habsbourg et la Russie, en revanche, parviennent à maintenir une façade éclairée tout en renforçant la structure étatique. Une fois de plus, l'indice révélateur du changement, on le trouve dans les belligérances, dont le coût est bien plus élevé que la plus dispendieuse des répliques du château de Versailles.

En Russie, la modernisation de l'État remonte au tout début du XVIII^{e} siècle, lorsque Pierre le Grand cherche à

garantir l’avenir de cette nouvelle puissance en encourageant l’évolution des techniques et des institutions. Dans la seconde moitié du siècle, la tsarine Catherine II en récolte la majeure partie des bénéfices. Elle donne aussi au régime un très léger vernis d’ultramodernité en se tenant au fait des nouvelles tendances et en se faisant largement connaître pour son esprit humanitaire et son rôle de mécène. Mais tout cela n’est que poudre aux yeux ; la société russe traditionnelle est immuable. Le régime présente les caractéristiques d’un despotisme conservateur où la politique se résume pour l’essentiel à une affaire de conflits entre factions et familles nobles. Les Lumières n’ont pas déclenché non plus de grands changements en Prusse, où l’administration économique, efficace et centralisée, suit une tradition bien établie, incarnant une bonne partie de ce que les réformateurs cherchent ailleurs. La tolérance religieuse y est déjà de mise et les Hohenzollern règnent sur une société traditionnelle demeurée quasiment inchangée au cours du XVIII^{e} siècle. Le roi de Prusse est obligé de reconnaître − et il le fait très volontiers − que ses pouvoirs sont fondés sur l’assentiment de la noblesse ; aussi prend-il soin de préserver ses privilèges sociaux et juridiques. Frédéric II reste convaincu que seuls les nobles doivent accéder au grade d’officier. À la fin de son règne, la Prusse compte plus de serfs qu’au moment de son accession au trône.

La rivalité avec la Prusse est un important moteur de réformes dans les territoires des Habsbourg. Mais les obstacles à affronter sont de taille. Les possessions de la maison d’Autriche sont extrêmement variées, sur tous les plans : nationalités, langues et institutions. L’empereur est roi de Hongrie, duc de Milan, archiduc d’Autriche, pour ne citer que quelques-uns de ses nombreux titres. La centralisation et l’uniformisation de son administration sont essentielles pour permettre à cet empire bigarré de peser de tout son poids dans les affaires européennes. Autre

difficulté : comme les États gouvernés par les Bourbons, mais contrairement à la Russie ou à la Prusse, l'empire des Habsbourg est très majoritairement constitué de catholiques romains. Le pouvoir de l'Église y est très fortement enraciné ; les territoires des Habsbourg incluent une grande partie des pays où la Contre-Réforme a été le plus efficace, en dehors de l'Espagne. L'Église y possède également des propriétés immenses ; partout elle bénéficie du poids de la tradition, du droit canon et de la politique pontificale, et elle a le monopole de l'instruction. Finalement, au cours de cette période de plusieurs siècles, les Habsbourg réussissent à placer presque sans interruption des membres de leur dynastie sur le trône du Saint Empire. En conséquence, ils ont des responsabilités particulières dans les États impériaux.

Ce contexte a toujours été susceptible de donner à la modernisation dans les possessions des Habsbourg une touche « éclairée ». Partout, les réformes concrètes semblent entrer en conflit avec le pouvoir social établi ou l'Église. L'impératrice Marie-Thérèse n'est pour sa part absolument pas favorable aux réformes, pour cette raison précisément, mais ses conseillers parviennent à la convaincre lorsque, après 1740, il apparaît clairement que, pour obtenir la suprématie, les Habsbourg vont devoir se battre contre la Prusse. Une fois ouverte la voie des réformes fiscales et par conséquent administratives, le conflit entre l'Église et l'État devient fatalement inévitable.

Cette situation tendue atteint son paroxysme sous le règne de Joseph II, fils et successeur de Marie-Thérèse, un homme étranger aux sermons moralisateurs de sa mère et réputé avoir des idées progressistes. Ses réformes sont particulièrement associées à des mesures de laïcisation. Les monastères perdent leurs propriétés, les nominations des prêtres ne sont plus la seule affaire de l'Église, le droit d'asile est supprimé et l'instruction échappe au clergé. Si loin que ces mesures aient pu aller, déclenchant des

réactions hostiles, elles importent moins que cette réalité : à la fin de sa vie, en 1790, Joseph s'est aliéné la noblesse du Brabant, de Bohême et de Hongrie au point qu'elle le défie ouvertement. Les puissantes institutions locales − grandes propriétés et diètes −, par l'intermédiaire desquelles ces provinces peuvent s'opposer à sa politique, finissent par paralyser le gouvernement sur un grand nombre de ses territoires. La variété des circonstances de la mise en pratique de sa politique, la diversité des *a priori* qui la régissent, le caractère variable de son succès et du degré d'incarnation ou de non-incarnation des idées « éclairées » sont autant de facteurs démontrant à quel point il serait trompeur de s'imaginer qu'il existe quelque part un despotisme éclairé « type » susceptible de servir de modèle.

La France, manifestement touchée par la politique et les aspirations réformistes, illustre parfaitement cet aspect. Paradoxalement, à la mort de Louis XIV, les obstacles au changement s'amplifient. Sous son successeur, dont le règne débute par une période de régence, l'influence réelle des privilégiés grandit en même temps que croît, au Parlement, une propension à critiquer les lois qui rognent les intérêts particuliers et les privilèges historiques. Il se développe une nouvelle résistance à l'idée que la Couronne possède une souveraineté législative illimitée. À mesure que le siècle avance, le rôle international de la France lui impose des charges financières de plus en plus lourdes et la question de la réforme tend à se cristalliser autour de la recherche de nouveaux impôts − exercice qui, fatalement, encourage la résistance. C'est sur cet écueil que vont se briser la plupart des propositions de réforme émanant de la monarchie française.

Il est déconcertant de penser qu'en 1789 la France est le pays le plus associé à l'expression et à la diffusion d'idées critiques et progressistes en même temps que l'un de ceux où il semble le plus difficile de les concrétiser. Cet écueil est toutefois celui auquel se heurtent toutes les monarchies

traditionnelles d'Europe à la fin du XVIIIe siècle. Où que l'on s'essaye à la réforme et à la modernisation, les risques liés aux intérêts historiques particuliers et à la structure sociale traditionnelle créent toutes sortes d'embûches. En dernier ressort, la capacité de la monarchie absolue à se sortir de cette difficulté, où que ce soit, semble peu probable. Elle ne peut pas trop remettre en question l'autorité historiquement établie, puisque c'est précisément sa pierre angulaire. Encore au XVIIIe siècle, contester la souveraineté législative illimitée semble remettre trop de choses en cause. Si l'on touche aux droits historiquement acquis, qu'en sera-t-il des droits de propriété ? La question est juste, même si la classe dirigeante qui s'en sort le mieux, en Angleterre, semble accepter, sans craindre qu'une idée aussi révolutionnaire puisse se retourner contre elle, que rien ne se situe en dehors de la sphère de la compétence législative, et rien non plus hors de portée de l'action réformatrice.

Une fois émise cette réserve majeure, il reste que le despotisme éclairé illustre l'idée, déjà évoquée, qu'au cœur de l'histoire complexe de l'évolution politique de nombreux pays sur trois siècles, la continuité réside dans l'accroissement du pouvoir de l'État. Les succès occasionnels de ceux qui ont tenté de revenir en arrière se sont presque toujours révélés éphémères. Certes, même les plus déterminés des réformateurs et les plus capables des hommes d'État ont dû composer avec une machine étatique qui, au regard de nos administrations actuelles, semblerait terriblement inadéquate. Bien que l'État du XVIIIe siècle puisse mobiliser des ressources beaucoup plus importantes que ses prédécesseurs, il ne bénéficie pas d'innovations techniques révolutionnaires. À la fin du siècle des Lumières, les communications dépendent encore, comme trois cents ans auparavant, de la force des bras et du vent ; le « télégraphe », dont l'utilisation commence dans les années 1790, n'est encore qu'une ligne de sémaphores actionnés par des cordes. Les corps d'armée ne se

déplacent pas beaucoup plus vite que leurs prédécesseurs trois siècles plus tôt, et si les armes se sont améliorées, ce n'est certainement pas au point d'être méconnaissables. Aucun pays ne dispose de forces de l'ordre comme nous en connaissons aujourd'hui, et les impôts sur le revenu sont encore lettre morte. L'évolution des pouvoirs de l'État est la résultante de changements idéologiques et d'une meilleure efficacité des institutions établies plus que d'un apport technologique. Dans aucun des principaux États d'avant 1789, on ne pouvait même imaginer que le peuple parlerait le même langage que le gouvernement. Seules, peut-être, la population de la Grande-Bretagne et celle des Provinces-Unies étaient parvenues à s'identifier au leur au point qu'il se sente davantage concerné par la nécessité de protéger le pays contre des étrangers que par celle de se protéger contre le peuple. Nulle part ailleurs, de ce côté-ci de l'Atlantique, une puissance souveraine ne ressemblait vraiment à un État-nation de notre temps.

XV
Le nouveau monde des grandes puissances

Au nombre des institutions qui prennent leur forme définitive aux XV^e^ et XVI^e^ siècles et persisteront jusqu'à nos jours figure la représentation diplomatique. De tous les coins du monde, les souverains s'envoient de longs messages et entament des négociations, mais toujours avec de nombreuses différences dans la façon de procéder et d'interpréter les événements. Certains pays fondent leur diplomatie sur la religion, d'autres sur des liens ethniques, pour la plupart imaginaires, ou encore familiaux, entre têtes couronnées. Dans la Chine des Qing, le mythe de l'empereur qui règne sur le monde a la vie dure, c'est pourquoi, dans l'idéal, tout contact avec l'extérieur doit être inclus dans les concepts de pétition ou de tribut. Dans l'Europe du Moyen Âge, les souverains s'envoient des hérauts d'armes − accompagnés d'un cérémonial particulier et avec des règles pour les protéger − ou des émissaires occasionnels. Après 1500, les Européens adoptent progressivement une pratique adaptée aux temps de paix, celle des ambassadeurs résidents, encore en vigueur aujourd'hui. Intermédiaires obligés de toutes les négociations, au moins au stade initial, ils ont aussi pour mission de tenir leur souverain informé de tout ce qui concerne le pays auprès duquel ils sont accrédités.

Les ambassadeurs vénitiens sont les premiers exemples notables de ce type de représentation, ce qui n'a rien d'étonnant pour une république comme Venise, si tributaire du commerce et du maintien de relations régulières. Puis la situation évolue. Progressivement, les risques liés à la

fonction d'émissaire sont oubliés, les diplomates se voyant accorder un statut particulier assorti de privilèges et d'immunités. La nature même des traités et autres protocoles diplomatiques devient aussi mieux définie et se régularise. Les procédures s'uniformisent. Autant de changements qui interviennent petit à petit, lorsque leur utilité s'impose comme une évidence. Certes, au XVIII^{e} siècle, les diplomates tels que nous les connaissons aujourd'hui n'ont pas encore fait leur apparition, pour la plupart. D'une manière générale, les ambassadeurs sont encore des gens de la noblesse capables d'assumer le coût d'un rôle représentatif, et non des fonctionnaires rémunérés par l'État. Mais il n'en reste pas moins que la diplomatie commence à se professionnaliser, autre signe qu'après 1500, entre puissances souveraines, un nouveau mode de relations se substitue aux liens féodaux et à la vague suprématie du pape ou de l'empereur.

La caractéristique la plus marquante de ce nouveau système est de donner corps à l'hypothèse selon laquelle le monde est partagé entre des États souverains. Il faut du temps pour que cette idée se fasse jour, les Européens du XVI^{e} siècle ne percevant nullement leur continent comme un ensemble de territoires indépendants, gouvernés chacun par un souverain et n'appartenant qu'à lui. Et l'on imagine encore moins, à quelques exceptions près, l'existence d'une sorte d'unité susceptible d'être qualifiée de « nationale ». Tout cela ne tient pas seulement à la survie de reliques des pratiques passées, comme le Saint Empire romain germanique, mais aussi à la suprématie du principe dynastique dans la diplomatie de l'Europe moderne.

Au XVI^{e} et au XVII^{e} siècle, les entités politiques européennes sont moins des États à proprement parler que de grands domaines fonciers. Ce sont des agrégations de propriétés assemblées sur des périodes plus ou moins longues, à coups d'expéditions militaires, d'alliances matrimoniales et d'affaires de succession − c'est-à-dire par

les moyens classiques favorisant la constitution de domaines familiaux. Les résultats sont visibles sur les cartes, aux frontières toujours fluctuantes, selon que tel ou tel territoire est dévolu à un souverain ou à un autre. Les habitants des régions concernées n'ont pas plus leur mot à dire que les travailleurs agricoles d'une ferme qui passe de main en main. Le principe dynastique justifie le souci monocorde de négociations et de conclusions de traités par les possibles conséquences des unions matrimoniales et le soin et l'attention minutieuse apportés à l'ordre de succession.

Outre leurs intérêts dynastiques, les souverains défendent leur religion, et de plus en plus leurs intérêts commerciaux ou leur fortune. Certains acquièrent des territoires outre-mer et la situation n'en devient que plus compliquée. De temps à autre, les vieux principes de suzeraineté peuvent encore être invoqués. La cartographie des pays dépend toujours de forces étrangères au fonctionnement de ces principes, comme la colonisation de nouvelles terres ou l'éveil d'un sentiment national. D'une manière générale, néanmoins, la plupart des souverains de cette époque se voient comme les gardiens des droits et intérêts hérités de leurs ancêtres, qu'à leur tour ils transmettront. En cela, ils font ce que l'on attend d'eux, réfléchissant l'attitude d'autres hommes et d'autres clans de leur société. Le Moyen Âge n'est pas la seule époque à accorder de l'importance au lignage. Le XVI^{e} et le XVII^{e} siècle seront l'âge d'or de la généalogie.

En 1500, la cartographie dynastique de l'Europe est à la veille de subir une transformation majeure. Au cours des deux siècles suivants, deux puissantes familles vont se disputer une grande partie de l'Europe, tout comme elles se battent déjà pour l'Italie : d'un côté les Habsbourg et, de l'autre, d'abord les Valois puis, après l'accession d'Henri IV au trône de France en 1589, les Bourbons. Les premiers essaimeront autour de la maison d'Autriche et les seconds resteront centrés sur la France, mais les deux dynasties

exporteront souverains et consorts dans de nombreux autres pays. À l'aube du XVI^{e} siècle, leur querelle tourne autour de l'héritage bourguignon. Chacun est alors loin de jouer un rôle prépondérant sur la scène européenne. De fait, ils ne se distinguent pas beaucoup des autres dynasties de l'époque en termes de pouvoir, mais plutôt en termes d'ancienneté. Les Tudors, par exemple, d'origine galloise, n'ont accédé au trône d'Angleterre qu'à l'avènement d'Henri VII en 1485.

L'Angleterre, la France et peut-être l'Espagne et le Portugal sont les seuls pays où l'on discerne une réelle cohésion et un sentiment national à l'appui d'une unité politique. L'Angleterre, puissance relativement dépourvue d'importance, est un bon exemple. Insulaire, éloignée des invasions et débarrassée, après 1492, de ses appendices continentaux, hormis celui de Calais qu'elle perdra finalement en 1558, elle a un gouvernement extraordinairement centralisé. Les Tudors, impatients de faire valoir l'unité du royaume après la longue série d'affrontements que l'histoire a retenus comme la « guerre des Deux-Roses », associent volontairement l'intérêt national à celui de la dynastie. Le recours au langage patriotique chez Shakespeare est tout à fait naturel (on remarquera qu'il est peu disert sur les différends religieux). La France aussi a déjà parcouru un bout de chemin sur la voie de la cohésion nationale. Les Valois-Bourbons rencontrent cependant plus de difficultés que les Tudors avec les immunités et enclaves privilégiées sur leurs territoires, faute d'y exercer une souveraineté pleine et entière en tant que rois de France. Certains de leurs sujets ne parlent même pas français. Il n'empêche, la France est en voie de devenir une nation.

L'Espagne n'est pas en reste, même si pour réunir les deux couronnes il faut attendre que le petit-fils des Rois Catholiques, Charles de Habsbourg, futur Charles Quint, administre le royaume conjointement avec sa mère Jeanne

la Folle, à la mort de Ferdinand d'Aragon en 1516. Il lui reste encore à distinguer avec prudence les droits du royaume de Castille et ceux de l'Aragon. Toutefois, sous son règne, la nation espagnole prend un départ plus timide : bien que populaire au début, Charles cache l'identité espagnole dans l'immensité de l'empire des Habsbourg, sacrifiant l'intérêt de l'Espagne à des fins et triomphes dynastiques. Le grand événement diplomatique de cette première moitié du siècle est son élection en 1519 au trône du Saint Empire romain germanique, sous le nom de Charles Quint. Il succède à son grand-père Maximilien, qui a facilité son élection, et grâce à des mariages soigneusement arrangés par le passé il se trouve tout de suite à la tête de l'empire le plus étendu que le monde ait jamais connu et auquel le titre impérial s'adapte parfaitement.

Par sa mère, Charles Quint hérite des royaumes hispaniques et par conséquent des intérêts aragonais en Sicile et des titres revendiqués par la Castille dans le Nouveau Monde. De son père, le fils de Maximilien I^{er}, lui viennent les Pays-Bas, inclus dans le duché de Bourgogne, et de son grand-père les possessions des Habsbourg, c'est-à-dire l'Autriche et le Tyrol, ainsi que la Franche-Comté, l'Alsace et quelques territoires de la péninsule Italienne. Il s'agit là du plus grand cumul dynastique de l'époque, les couronnes de Bohême et de Hongrie revenant à son frère Ferdinand, qui lui succédera à la tête de l'empire. Pendant la plus grande partie du XVI^{e} siècle, la prééminence des Habsbourg constitue un élément essentiel de la politique européenne. Leurs prétentions, justifiées ou non, ressortent bien de la titulature de Charles Quint à son accession au trône impérial : « roi des Romains, empereur désigné, toujours Auguste, roi des Espagnes, de Sicile, de Jérusalem, des îles Baléares, des Canaries, des Indes et de la *terra firma* de l'autre côté de l'Atlantique, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, du Luxembourg, de Limbourg, d'Athènes et de Patras, comte de

Habsbourg, de Flandre et du Tyrol, comte palatin de Bourgogne, du Hainaut, de Pfirt, du Roussillon, landgrave d'Alsace, comte de Souabe, seigneur d'Asie et d'Afrique ».

Si ce conglomérat est représentatif de quelque chose, ce n'est pas d'une nation. Pour des raisons pratiques, l'empire se scinde en deux branches principales : l'héritage espagnol, riche de la possession des Pays-Bas et alimenté par l'afflux croissant de l'or des Amériques, et les anciens territoires des Habsbourg, exigeant une présence active dans le nord de l'empire pour y maintenir la prééminence de la famille. Pourtant, de son trône impérial, Charles Quint a une vision bien plus élargie. Il est tout à fait révélateur qu'il aime à se présenter comme le « porte-étendard de Dieu » et mène campagne comme un paladin chrétien d'autrefois contre les Ottomans en Afrique et de part et d'autre de la Méditerranée. Il se voit toujours comme un empereur du Moyen Âge et non comme un souverain parmi beaucoup d'autres : il est le chef de la chrétienté et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu. Peut-être croit-il avoir plus de légitimité à prétendre au titre de « défenseur de la foi » que son rival Henri VIII Tudor, qui aspire lui aussi au trône impérial. Les intérêts dynastiques de la maison d'Autriche, du Saint Empire et des Espagnes vont tous être plus ou moins sacrifiés à sa vision du rôle qui lui revient. Pourtant, le but recherché est impossible à atteindre. Gouverner un empire aussi vaste est un rêve qui dépasse les pouvoirs de tout être humain, étant donné les contraintes imposées par la Réforme et l'inadéquation des infrastructures et de l'appareil administratif de l'époque. En outre, Charles Quint s'efforce de gouverner personnellement, voyageant constamment en poursuivant cet objectif futile ; il s'assure aussi qu'aucune région de l'empire (à moins qu'il ne s'agisse des Pays-Bas) ne s'identifie à la maison des Habsbourg. Ses aspirations témoignent d'une persistance du monde médiéval, mais aussi d'une personnalité anachronique.

Le Saint Empire romain germanique se distingue également des possessions des Habsbourg. Il incarne lui aussi le passé médiéval, mais si rongé qu'il en devient irréel. La Germanie, où se situent la plupart de ses territoires, est une sorte de chaos prétendument uni sous l'égide de l'empereur et de ses locataires principaux, les membres de la Diète impériale. Depuis la *Bulle d'or*, les sept grands électeurs sont pratiquement souverains sur leurs territoires respectifs. On compte aussi une centaine de princes et plus de cinquante villes impériales, toutes libres. Pour compléter ce tableau bigarré, il faut ajouter environ trois cents mini-États et des États vassaux − vestiges de l'Empire médiéval des premiers temps. Au début du XVI^{e} siècle, une initiative visant à mettre de l'ordre dans ce chaos et à donner à la Germanie une certaine unité nationale tourne court, un échec qui convient aux princes de moindre importance et aux grandes villes. Il n'en sort que de nouvelles institutions administratives. L'élection de Charles Quint en 1519 n'est absolument pas jouée d'avance ; à juste titre, on craint qu'au sein des immenses possessions des Habsbourg les intérêts de la Germanie passent au second plan, ou à la trappe. Il faut promettre beaucoup d'argent aux électeurs pour qu'ils acceptent de donner la préséance à ce Charles I^{er}, roi des Espagnes, plutôt qu'à François I^{er}, roi de France et seul autre candidat sérieux (si Henri VIII est entré en lice, personne ne croit qu'il en a les moyens). Par la suite, les intérêts dynastiques des Habsbourg constitueront le seul principe unificateur du Saint Empire, jusqu'à son abolition en 1806.

L'Italie, l'une des entités géographiques les plus remarquables d'Europe, est elle aussi toujours divisée en États indépendants : la plupart sont gouvernés par des aristocrates despotiques et certains dépendent de puissances extérieures. Le pape est un monarque temporel dans les États pontificaux. Le royaume de Naples est gouverné par un roi de la maison d'Aragon. La Sicile

appartient à ses cousins espagnols. Venise, Gênes et Lucques sont des républiques. Milan est un vaste duché situé dans la plaine du Pô et gouverné par la famille Sforza. Florence, théoriquement décrite comme une république, devient *de facto*, à partir de 1509, une monarchie avec à sa tête une famille de banquiers, les Médicis. Au nord de l'Italie, depuis leurs terres ancestrales, les ducs de Savoie règnent sur le Piémont. Les divisions de la péninsule Italienne en font une cible attractive et l'embrouillamini des relations familiales fournit toutes sortes d'excuses aux souverains français et espagnol pour mettre un pied dans la botte. Pendant la première moitié du XVI^{e} siècle, le thème principal de l'histoire de la diplomatie européenne tourne autour de la rivalité entre les Habsbourg et les Valois, en Italie surtout.

Les guerres d'Italie qui vont opposer ces deux dynasties commencent en 1494 par une invasion française qui n'est pas sans rappeler les raids et autres incursions médiévales lancés sous couvert du terme « croisade ». Elles dureront jusqu'en 1559. Ces six guerres d'Italie sont plus importantes qu'elles n'en ont l'air au début. Elles constituent en effet une période distincte dans l'évolution des systèmes étatiques européens. L'accession au trône de Charles Quint et l'échec de François I^{er} à l'élection impériale mettent en évidence les grandes lignes de la compétition dynastique. En le détournant du problème luthérien dans les États impériaux, les guerres d'Italie auront des conséquences fatales pour Charles, empereur du Saint Empire ; pour Charles, roi des Espagnes, elles marqueront le début d'un épanchement non moins fatal de la puissance de ce pays. Les Français n'y trouvent qu'appauvrissement et invasions, avec au bout du compte un sentiment de frustration pour leur souverain : l'Espagne en sort victorieuse. Quant aux habitants de la péninsule eux-mêmes, ils subissent aussi leur lot de catastrophes. Pour la première fois depuis les invasions barbares, ils assistent au

sac de Rome, en 1527, par des mutins de l'armée impériale, et l'hégémonie espagnole met un terme définitif aux belles heures des cités-États. Enfin, les côtes italiennes subissent en même temps les assauts des marines française et turque. La vacuité de l'unité du monde chrétien éclate lorsque le roi de France noue officiellement une alliance avec le sultan.

Peut-être les Ottomans sont-ils les uniques bénéficiaires de ce début du XVI^{e} siècle. Venise, généralement laissée seule aux prises avec les Turcs, voit s'étioler son hégémonie sur la Méditerranée orientale. L'Espagne, sensible au mirage d'une suprématie sur l'Italie et bercée d'illusions nourries par un afflux apparemment infini de richesses en provenance des Amériques, abandonne ses premières conquêtes marocaines. Charles Quint et son fils essuient des revers en Afrique, et la défaite des Turcs à la bataille de Lépante, en 1571, ne leur offre qu'un succès provisoire : trois ans plus tard, Tunis sera reprise aux Espagnols. À ce stade, la lutte contre les Ottomans et son appui à la cause des Habsbourg en Italie constituent une charge trop lourde pour l'Espagne, si riche soit-elle. À la fin de son règne, Charles Quint est criblé de dettes.

En 1556, juste après la suspension des hostilités religieuses consécutive à la paix d'Augsbourg, l'empereur abdique en faveur de son frère Ferdinand et laisse la couronne d'Espagne à son fils Philippe II, un Espagnol né et élevé au pays. Natif des Pays-Bas, Charles Quint choisit de mettre fin à son règne au cours d'une cérémonie officielle dans la grande salle d'apparat du palais du Coudenberg, à Bruxelles. Ému aux larmes, il quitte l'assemblée en s'appuyant sur l'épaule d'un jeune aristocrate, Guillaume d'Orange. Ce partage de l'héritage des Habsbourg marque un tournant décisif dans les affaires européennes des années 1550.

S'ensuit alors la période la plus noire que l'Europe ait connue depuis des centaines d'années. À la brève accalmie du début du XVII^{e} siècle succède une débauche de haine,

bigoterie, massacres, tortures et autres violences sans pareilles jusqu'au XIX^{e}. Parmi les faits marquants de cette période, citons la suprématie militaire de l'Espagne, le conflit idéologique déclenché par la Contre-Réforme, la paralysie des États du Saint Empire et, pendant longtemps, de la France, aux prises avec des guerres de religion ; ajoutons l'émergence de nouvelles puissances (Angleterre, Provinces-Unies, Suède) et les premières ébauches des conflits maritimes des deux siècles suivants. Il faudra attendre la fin de cette période pour assister à l'amoindrissement de la puissance espagnole et à l'ascendance de la France sur le continent européen.

Tout commence avec la guerre de Quatre-Vingts Ans. Comme la guerre civile espagnole de 1936-1939 (mais pendant beaucoup plus longtemps), elle mêle des étrangers à un imbroglio de querelles idéologiques, politiques, stratégiques et économiques. La France ne peut connaître la tranquillité si elle se sait à la merci d'une invasion espagnole, à partir de la péninsule Ibérique, de l'Italie ou de la Flandre. Quant à l'Angleterre, son implication prend une autre forme. Les Anglais sont protestants, mais l'éviction des catholiques est toute récente, et Philippe II veut éviter une rupture franche avec Élisabeth. Longtemps, il refuse de sacrifier la possibilité de consolider les avantages de son union avec Marie Tudor, et au début il pense les conserver en contractant un mariage avec une autre reine d'Angleterre. Il a ensuite l'esprit occupé par la lutte contre les Ottomans. Cependant, en Angleterre, le sentiment national et religieux s'enflamme devant les réactions espagnoles aux actes de piraterie des Anglais contre leur empire. Les relations anglo-espagnoles se détériorent rapidement entre les années 1570 et 1580. Ouvertement comme en secret, Élisabeth aide les Hollandais, dont elle veut éviter la défaite, mais elle n'y met aucun enthousiasme − en tant que monarque, elle n'aime pas les rebelles. Finalement, en 1588, ayant obtenu l'aval du pape

pour destituer la reine hérétique, Philippe II se lance dans une grande opération navale, avec l'idée d'envahir l'Angleterre. Sur les médailles commémoratives anglaises, on peut lire « Le souffle de Dieu les a dispersés » : le mauvais temps achève en effet le travail de la marine et de l'artillerie anglaises, et bien que pas un vaisseau ne soit coulé, de l'un ou l'autre bord, l'Invincible Armada est détruite. La guerre avec l'Espagne continue encore longtemps après que les débris de la flotte espagnole ont regagné leur base, mais c'en est fini du grand défi. Et, presque incidemment, naît en Angleterre une véritable tradition navale.

Une fois la paix rétablie, le successeur d'Élisabeth, Jacques I^{er}, s'efforce sagement d'éviter une reprise du conflit ; et, en dépit de tous les préjugés de ses sujets contre les Espagnols, il y parvient. L'Angleterre ne se laisse pas aspirer par la guerre qui déchire l'Europe continentale lorsque les Pays-Bas septentrionaux, de nouveau enflammés après douze années de trêve, voient leur révolte se fondre dans la guerre de Trente Ans, conflit autrement plus important. Au cœur de ce nouvel embrasement figure la tentative des Habsbourg de restaurer l'autorité impériale en Bohême en associant celle-ci au triomphe de la Contre-Réforme. Il s'agit là d'une remise en question de la paix d'Augsbourg et de la survie du pluralisme religieux dans cette partie de l'Empire. La résurgence du conflit est également perçue comme une tentative de soutien à l'ambition démesurée des Habsbourg. Une fois de plus, des contre-courants vont brouiller la donne de ce conflit idéologique. À l'instar de la rivalité entre Habsbourg et Valois en Italie au siècle précédent naît une autre dispute qui, cette fois, oppose les Habsbourg aux Bourbons dans les États impériaux du Nord. Des intérêts dynastiques dressent la France catholique contre les Habsbourg, de même confession. Sous la direction du cardinal de Richelieu, la « fille aînée de l'Église », comme on appelle encore la

France, s’allie avec les calvinistes hollandais et les luthériens danois et suédois pour garantir les droits des princes-électeurs. Pendant ce temps, les malheureux habitants d’une grande partie de l’Europe centrale se retrouvent fréquemment à la merci des caprices et de l’avidité de princes guerriers quasi indépendants. Le cardinal de Richelieu est mieux placé que quiconque pour revendiquer la qualité d’initiateur d’une politique étrangère consistant à fomenter des troubles outre-Rhin, au bénéfice des intérêts de la France pendant plus d’un siècle. Si quelqu’un en doutait encore, il est clair désormais qu’avec lui débute l’ère de la *Realpolitik* et de la *raison d’État*[24], à savoir l’affirmation pure et simple, sans scrupule ni états d’âme, de l’intérêt de l’État souverain.

En 1648, les traités de Westphalie mettent un terme à la guerre de Trente Ans. À bien des égards, ils constituent un appel au changement… et un excellent point de vue, car ils portent encore les stigmates d’un passé en voie de disparition. L’époque des guerres de Religion touche à sa fin ; pour la dernière fois, des hommes d’État européens considèrent l’avenir confessionnel du peuple comme l’une des préoccupations majeures d’un accord de paix. Envolés également la suprématie militaire espagnole et le rêve de reconstitution de l’empire de Charles Quint. Dans l’histoire des Habsbourg, ces traités marquent aussi la fin d’une époque. Le Saint Empire voit apparaître dans l’électorat de Brandebourg une autre force à laquelle la dynastie se confrontera plus tard, mais l’échec des ambitions des Habsbourg au sein de l’Empire est l’œuvre de deux puissances étrangères, la Suède et la France. Les augures des temps à venir se trouvent là, avec la montée en puissance de la France à l’ouest de l’Elbe. Et, en approfondissant encore la perspective, on distingue les premiers signes d’une époque où les questions qui sous-tendront la diplomatie européenne seront l’équilibre des pouvoirs en Europe, à l’Est comme à l’Ouest, le destin de

l’Empire ottoman et la répartition des puissances mondiales.

Cependant, un siècle et demi après Christophe Colomb, alors que l’Espagne, le Portugal, l’Angleterre, la France et la Hollande se sont déjà tous bâtis d’immenses empires outre-mer, ceux-ci ne semblent pas présenter d’intérêt pour les auteurs des traités de Westphalie. L’Angleterre n’est même pas représentée, dans aucun des lieux où se tiennent les pourparlers. Une fois terminée la première phase de la guerre, elle a cessé de se préoccuper des événements. Concentrée sur ses difficultés intérieures et ses relations conflictuelles avec son voisin écossais, elle axe sa politique étrangère sur des objectifs extra-européens − qui pourtant la conduiront à entrer en guerre contre les Hollandais (ce sera la guerre anglo-néerlandaise de 1652-1654). Même si Cromwell restaure la paix assez vite, affirmant aux Hollandais que la Terre est assez vaste pour apporter la prospérité commerciale à deux nations, les diplomaties anglaise et hollandaise font déjà ressortir plus clairement que les autres l’influence des intérêts commerciaux et coloniaux.

EUROPE (TRAITÉS DE WESTPHALIE 1648)
Brandebourg-Prusse
Habsbourg d'Autriche
Habsbourg d'Espagne
Possessions suédoises
Possessions vénitiennes
Empire ottoman
Frontière du Saint Empire
0
800 km
0
500 miles
N
NORVÈGE
SUÈDE
Stockholm
ESTONIE
LIVONIE
ÉCOSSE
Édimbourg
Mer du Nord
DANEMARK
Copenhague
Mer Baltique
IRLANDE
POMÉRANIE
Königsberg
Duché de Prusse
ANGLETERRE
Hambourg
PROVINCES-UNIES
Brême
Amsterdam
Londres
Münster
BRANDEBOURG
Varsovie
PAYS-BAS ESPAGNOLS
Anvers
WESTPHALIE
SAXE
POLOGNE
Kiev
RUSSIE
Océan Atlantique
BOHÊME
MORAVIE
PALATINAT
Paris
Heidelberg
AUTRICHE
UKRAINE
CRIMÉE
MOLDAVIE
BAVIÈRE
STYRIE
Vienne
TRANSYLVANIE
FRANCE
TYROL
CARINTHIE
Budapest
SUISSE
Genève
HONGRIE
SAVOIE
PIÉMONT
MILAN
CARNIOLE
VALACHIE
Belgrade
Mer Noire
Gênes
RÉPUBLIQUE VÉNITIENNE
PORTUGAL
ÉTATS PONTIFICAUX
MONTÉNÉGRO
Constantinople
Madrid
Corse
ESPAGNE
Rome
EMPIRE OTTOMAN
Naples
Sardaigne
ROYAUME DES DEUX-SICILES
Palerme
Îles Ioniennes
Mer Méditerranée

L’ascendant français sur le continent se fonde sur des avantages naturels solides. De tous les pays d’Europe occidentale, la France est celui qui compte la plus forte population, et jusqu’au XIX^{e} siècle c’est là-dessus que reposera sa puissance militaire. Pour la contenir, il faudra toujours constituer des coalitions de grande envergure. En outre, si affreuse que soit la misère dans laquelle vit sa population, du moins à nos yeux d’Européens modernes, l’ancien royaume franc dispose de ressources économiques considérables, grâce auxquelles la France de Louis XIV peut maintenir l’extraordinaire épanouissement de sa puissance et de son prestige. Officiellement, le règne du Roi-Soleil commence en 1643 ; en réalité, la prise de pouvoir du jeune Louis XIV date de 1661, quand, à vingt-deux ans, il affirme sa volonté de gérer seul les affaires du royaume. Cette déclaration de pouvoir suprême constitue un événement majeur dans l’histoire du monde autant que dans celle de la France. De tous les représentants du métier de roi, Louis le Grand est le plus accompli que la Terre ait jamais connu.

C’est uniquement par souci de commodité que nous ferons une distinction entre la politique étrangère de Louis XIV et les autres aspects de son règne. La construction du château de Versailles, par exemple, ne satisfait pas seulement une envie personnelle, c’est aussi une façon de se doter d’une marque de prestige essentielle pour la diplomatie. De même, s’il est possible de les distinguer, la politique étrangère et la politique intérieure du Roi-Soleil sont étroitement imbriquées et reflètent une idéologie. Le monarque veut améliorer le tracé stratégique des frontières nord-occidentales de la France, mais cela ne l’empêche pas d’afficher son mépris à l’égard des Hollandais « commerçants » (même si, certaines années, il leur achète des millions de tulipes pour le château de Versailles), ou sa réprobation de leur sentiment républicain et son aversion pour eux en tant que protestants. Louis XIV porte en lui l’esprit militant de la Contre-Réforme. Et nous

sommes loin du compte. Légaliste − un impératif chez les monarques −, il est plus à l'aise lorsqu'il existe une base juridique assez bonne pour donner de la respectabilité à ce qu'il entreprend. Tous ces éléments forment l'arrière-plan complexe d'une politique étrangère expansionniste. Et si, en définitive, la France le paie chèrement, elle n'en est pas moins propulsée vers des cimes qui lui permettront de fonctionner en roue libre pendant toute la première moitié du XVIII^{e} siècle et donneront lieu à une légende que les Français considèrent encore avec nostalgie.

Sa volonté de modifier les frontières vaut à Louis XIV un conflit avec l'Espagne, toujours en possession des Pays-Bas espagnols et de la Franche-Comté. La défaite espagnole débouche sur une guerre avec la Hollande. Les Hollandais ne s'en laissent pas remontrer, mais la guerre se conclut en 1678 par un traité généralement considéré comme le point d'orgue de la politique étrangère du Roi-Soleil. Après quoi, le souverain français se tourne vers le Saint Empire. Outre les conquêtes territoriales, il vise la couronne impériale et, pour l'obtenir, il est prêt à s'allier avec les Turcs.
L'année 1688 marque un tournant décisif : Guillaume d'Orange, stathouder (gouverneur) des Provinces-Unies, débarque en Angleterre avec sa femme Marie Stuart pour renverser Jacques II, le père de celle-ci, et la placer sur le trône. Dès lors, Louis XIV compte un nouvel ennemi outre-Manche, qui prend la place, et pour longtemps, des descendants des Stuarts, si obligeants à son égard.
Guillaume le Hollandais a la possibilité de déployer les troupes du plus grand des pays protestants, et pour la première fois depuis Cromwell l'Angleterre envoie une armée sur le continent pour soutenir une alliance des États européens − auxquels le pape lui-même se joint en secret − contre le souverain français. La guerre de la Ligue d'Augsbourg, encore appelée « guerre de Neuf Ans », réunit l'Espagne et l'Autriche ainsi que les États protestants d'Europe contre l'ambition démesurée du roi de France. Le

traité qui y met fin est le premier qui l'oblige à des concessions.

En 1700, Charles II d'Espagne meurt sans postérité − un événement attendu étant donné sa nature souffreteuse et sa faiblesse d'esprit. Des manœuvres diplomatiques de grande envergure ont précédé son décès, à cause des risques majeurs et des opportunités qui ne pouvaient manquer de s'ensuivre. Sur le tapis, un immense héritage dynastique, écheveau indébrouillable de prétentions à la Couronne consécutives au jeu des alliances matrimoniales passées, oppose l'empereur de la maison des Habsbourg et Louis XIV (lequel a cédé à son petit-fils son droit à l'héritage), et tout le monde s'y intéresse. Les Anglais veulent savoir ce que deviendra le commerce dans les colonies espagnoles aux Amériques et les Hollandais s'interrogent sur le sort des Pays-Bas espagnols. La perspective d'un héritage indivis, alloué soit aux Bourbons, soit aux Habsbourg, inquiète tout le monde ; l'ombre de l'empire de Charles Quint plane de nouveau. Dans ce contexte, des accords de partage ont déjà été signés. Mais voilà que le testament de Charles II laisse toutes les possessions espagnoles au petit-fils du Roi-Soleil. Louis XIV accepte, cassant les accords qu'il avait lui-même approuvés. Il offense aussi les Anglais en reconnaissant à Jacques Stuart, prétendant au trône en exil, le titre de Jacques III d'Angleterre. Une grande alliance se forme entre l'empereur, les Provinces-Unies et l'Angleterre. C'est le début de la guerre de Succession d'Espagne, douze années de combats qui finiront par amener Louis XIV à un accord. Selon les termes des traités d'Utrecht et de Rastatt, signés en 1713 et 1714, les couronnes d'Espagne et de France ne pourront jamais être réunies, mais l'Espagne a désormais un Bourbon pour souverain. Elle conserve les Indes mais perd les Pays-Bas espagnols, qui reviennent à l'empereur à titre de compensation et pour constituer un fil de détente destiné à protéger les Hollandais d'une éventuelle agression française. L'Autriche se voit attribuer des territoires en

Italie et la France accepte de concéder à la Grande-Bretagne (ainsi nommée depuis l'union de l'Angleterre et de l'Écosse en 1707) l'île de Minorque et Gibraltar. Le prétendant des Stuarts est expulsé du territoire français et Louis XIV reconnaît officiellement la règle britannique de succession anglicane.

Ces événements majeurs garantissent une quasi-stabilité de l'Europe occidentale jusqu'à la Révolution française, soixante-quinze ans plus tard. Les accords ne conviennent pas à tout le monde (l'empereur refuse de renoncer à ses droits sur la couronne d'Espagne), mais dans ses grandes lignes la délimitation des frontières occidentales de l'Europe au nord des Alpes restera notablement la même. Bien sûr, la Belgique n'existe pas encore, mais une grande partie de ce qui deviendra son territoire est alors occupée par les Pays-Bas autrichiens, et les Provinces-Unies correspondent aux Pays-Bas actuels. La France conservera la Franche-Comté ainsi que l'Alsace et la Lorraine, acquises sous Louis XIV et Louis XV − hormis pour un long intermède entre 1871 et 1918. Après 1714, l'Espagne et le Portugal demeurent séparés par les mêmes frontières qu'aujourd'hui. Ces deux puissances sont toujours à la tête de vastes empires coloniaux mais jamais plus ils n'auront le potentiel qui leur permettrait de revenir au premier plan. La Grande-Bretagne est la nouvelle grande puissance occidentale ; depuis 1707, l'Angleterre n'a plus à se soucier de la vieille menace écossaise mais, une fois de plus, elle est liée au continent du fait qu'après 1714 ses souverains sont aussi électeurs de Hanovre. Au sud des Alpes, les retombées sont plus lentes. Morcelée, l'Italie passe par trois nouvelles décennies d'incertitude. D'un État à l'autre, les représentants des maisons royales secondaires se démènent pour régler des points de détail et obtenir les reliquats de l'époque des luttes dynastiques. Après 1748, il ne reste plus qu'une seule dynastie originelle notable, la maison de Savoie, rois de Sardaigne et princes du Piémont, sur le versant sud des

Alpes. Depuis le XVe siècle, les États pontificaux peuvent être considérés comme une monarchie italienne, même si ce caractère dynastique apparaît seulement de temps à autre, et les Républiques de Venise, Gênes et Lucques, sur le déclin, soutiennent aussi l'étendard loqueteux de l'indépendance italienne. Les autres États ont à leur tête des souverains étrangers.

Ainsi la géopolitique occidentale est-elle établie pour longtemps. Dans l'immédiat, on le doit beaucoup au besoin que ressentent les hommes d'État d'éviter aussi longtemps que possible l'éclatement d'un conflit comme celui qui vient de prendre fin. En 1713, pour la première fois, les termes d'un traité stipulent que l'objectif des signataires est de garantir la paix par un équilibre des pouvoirs. Une visée aussi pragmatique représente une innovation majeure dans la réflexion politique, et ce réalisme est tout à fait fondé. Les guerres sont plus ruineuses que jamais, et la Grande-Bretagne et la France, seules nations du XVIIIe siècle à pouvoir supporter sans apport financier étranger le coût d'un conflit avec d'autres grandes puissances, ont été elles-mêmes lourdement grevées. Mais la fin de la guerre de Succession d'Espagne apporte aussi une solution à des problèmes bien réels. Une ère nouvelle s'annonce. Abstraction faite de la botte italienne, la majeure partie de la carte politique de l'Europe occidentale du XXIe siècle est déjà visible. L'esprit dynastique se trouve relégué au second rang des principes régissant la politique étrangère. L'époque à venir est celle des politiques nationales, du moins pour les princes conscients de ne plus pouvoir séparer les intérêts de leur Maison et ceux de leur nation.

À l'est du Rhin (et plus encore à l'est de l'Elbe), la situation est très différente. De grands changements se sont déjà produits et beaucoup d'autres interviendront jusqu'en 1800. Mais l'origine de ces mutations remonte loin, au début du XVIe siècle. À cette époque, la frontière orientale de l'Europe est gardée par l'Autriche des Habsbourg et le

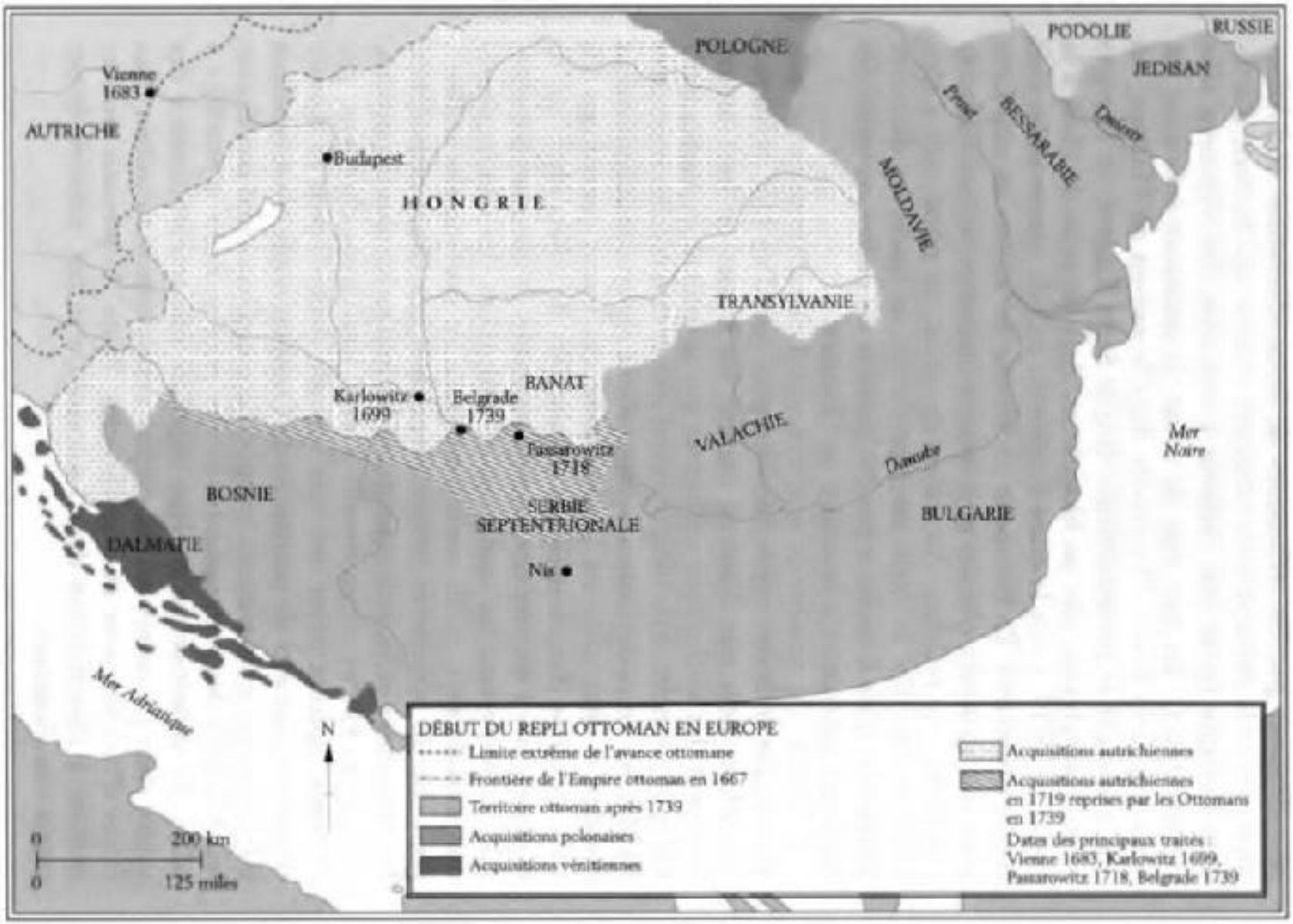
vaste royaume polono-lituanien des Jagellons, issu du jeu des alliances matrimoniales du XIVe siècle. Tous deux se partagent, avec l'empire maritime vénitien, la lourde tâche de résister à la puissance ottomane, facteur suprême de la politique européenne de l'époque.

Le terme « question d'Orient » n'est pas encore forgé, mais s'il l'avait été, il aurait exprimé la difficulté à défendre le christianisme contre l'islam. En effet, les Ottomans continuent de remporter des victoires et de conquérir des territoires jusqu'au XVIIIe siècle, même si, à cette époque, leur dernier grand élan expansionniste appartient déjà au passé. Néanmoins, pendant plus de deux siècles après la prise de Constantinople, ils ont défini les conditions de la diplomatie et de la stratégie européennes occidentales. La chute de la capitale de l'Empire byzantin a été suivie d'un siècle, voire plus, de guerres navales et d'expansion turque, avec pour victime principale la République de Venise. Bien que la Sérénissime reste longtemps nantie par rapport aux autres États italiens, elle connaît un déclin relatif, militaire d'abord, puis commercial. Le premier, qui conduira au second, résulte d'un long combat, perdu d'avance, contre les Ottomans. En 1479, ceux-ci s'emparent des îles Ioniennes et monnayent l'autorisation de pratiquer le commerce en mer Noire. Certes, deux ans plus tard, Venise acquiert Chypre et en fait une base commerciale majeure, mais elle la perd en 1571.

En 1600, bien que toujours prospère grâce à ses manufactures, Venise n'est plus une puissance marchande à l'échelle des Provinces-Unies ou même de l'Angleterre. Elle est éclipsée par Anvers d'abord, puis Amsterdam. Après un intermède au début du XVIIe siècle, les victoires ottomanes reprennent. En 1669, les Vénitiens doivent admettre qu'ils ont perdu la Crète. Entre-temps, en 1664, la paix de Vasvar entérine les dernières conquêtes ottomanes en Hongrie, bien que les Ukrainiens reconnaissent bientôt la suzeraineté turque et que les Polonais cèdent la Podolie en 1672. En

1683, pour la seconde fois de leur histoire, les Ottomans assiègent Vienne (le premier siège date d'un siècle et demi auparavant). Pendant plus de deux cents ans, l'Europe semble courir un grand danger. En réalité, il n'en est rien. Le second siège de Vienne sera le dernier, les beaux jours de la puissance ottomane sont révolus.

En effet, ces efforts de conquête, qui commencent avec la Hongrie, sont le dernier sursaut d'une puissance déjà depuis longtemps dans la tourmente. L'armée ottomane n'est plus au fait des dernières techniques militaires. Elle ne dispose d'aucune artillerie de campagne, l'arme décisive des champs de bataille du XVII^{e} siècle. En mer, les Ottomans s'entêtent à conserver les tactiques des galères d'antan, éperonnement et abordage, et ils se laissent de plus en plus dépasser par les techniques de leurs adversaires de l'Atlantique, lesquels utilisent leurs vaisseaux comme une batterie d'artillerie flottante (pour leur malheur à eux aussi, les Vénitiens sont conservateurs). En tout état de cause, la puissance ottomane est beaucoup trop étirée. Dominante dans le sud-est de l'Europe, où elle a épargné le protestantisme dans le Saint Empire, en Hongrie et en Transylvanie, elle est bloquée en Asie (la prise de l'Irak à la Perse, en 1639, a mis la quasi-totalité du monde islamo-arabe sous tutelle ottomane). En Europe et en Afrique, la tension est trop forte pour une structure que des gouvernants inadaptés ou incompétents autorisent à se relâcher. Au milieu du siècle, un grand vizir a bien repris la situation en main pour permettre de lancer les dernières offensives, mais il ne lui a pas été possible de pallier certaines des faiblesses inhérentes à la nature de l'Empire.


POLOGNE
PODOLIE
RUSSIE
JEDISAN
Vienne
1683
AUTRICHE
Budapest
HONGRIE
Prout
BESSARABIE
Dniestr
MOLDAVIE
TRANSYLVANIE
Karlowitz
1699
Belgrade
1739
BANAT
Passarowitz
1718
VALACHIE
Danube
Mer
Noire
BOSNIE
SERBIE
SEPTENTRIONALE
BULGARIE
DALMATIE
Nis
Mer Adriatique
N
0
200 km
0
125 miles
DÉBUT DU REPLI OTTOMAN EN EUROPE
Limite extrême de l'avance ottomane
Frontière de l'Empire ottoman en 1667
Territoire ottoman après 1739
Acquisitions polonaises
Acquisitions vénitiennes
Acquisitions autrichiennes
Acquisitions autrichiennes en 1719 reprises par les Ottomans en 1739
Dates des principaux traités : Vienne 1683, Karlowitz 1699, Passarowitz 1718, Belgrade 1739

À l’instar de nombreux empires, celui des Ottomans est issu d’un projet militaire expansionniste plus que d’un bloc politique. Toutefois, alors que d’autres, comme les Russes ou les Chinois, imposent des institutions uniformes qui assimilent de vastes territoires et permettent de réunir main-d’œuvre et nouvelles ressources fiscales, les Turcs deviennent maîtres d’une région considérablement étendue et diversifiée où prédominent des forces centrifuges. Ils sont en outre dangereusement dépendants de sujets chez qui ils n’arrivent pas à susciter une loyauté profonde. D’une manière générale, ils respectent les coutumes et institutions des communautés non musulmanes, qu’ils contrôlent grâce au système des millets[25], dont chacun possède sa propre hiérarchie. Les Grecs orthodoxes, les Arméniens et les Juifs constituent les millets les plus importants, avec leurs lois et arrangements à eux. Les Grecs chrétiens, par exemple, doivent payer une taxe spéciale et dépendent en dernier ressort de l’autorité du patriarche de Constantinople. Aux échelons inférieurs, des arrangements en apparence meilleurs sont passés avec les dirigeants des communautés locales pour soutenir la machine à piller. En définitive, ce système engendre une toute-puissance des sujets, dans la mesure où les pachas s’enrichissent au milieu d’un fatras d’incohérences et d’inefficacité. Faute de pouvoir trouver matière à identification dans l’autorité du sultan, nombre de ses sujets s’en éloignent.

C’est pourquoi, si l’année 1683 marque bien la dernière position défensive de l’Europe contre l’Islam avant de passer à l’attaque, la période est moins critique qu’il n’y paraît. Après cette date, on assiste à un reflux quasi continu de la puissance ottomane, jusqu’à son démantèlement en 1918, où une fois de plus elle se trouvera confinée à l’arrière-pays immédiat de Constantinople et à l’Anatolie, son ancien bastion. Au sauvetage de Vienne par le roi de Pologne, Jean III Sobieski, succède la reconquête du centre et du sud de la Hongrie après un siècle et demi de

domination ottomane. La déposition, en 1687, du sultan Mehmed IV, à la suite de plusieurs revers, et son remplacement par une succession de grands vizirs ne permettent pas de remédier à la faiblesse des Ottomans. En 1699, la Hongrie rentre officiellement dans le fief des Habsbourg, aux termes du premier traité signé par des Ottomans vaincus. Au siècle suivant, ceux-ci perdront encore la Transylvanie, la Bukovine et la plupart des territoires situés sur les côtes de la mer Noire. Au XVIII^{e} siècle, les Russes font valoir un droit de protection pour les sujets ottomans d'obédience chrétienne et tentent de fomenter des rébellions parmi eux. À la même époque, on assiste à un déclin de la domination ottomane en Afrique et en Asie. Vers la fin du siècle, même si les formes sont préservées, le califat ottoman ressemble à celui des Abbassides de la dernière période. Le Maroc, l'Algérie, Tunis, l'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie sont tous indépendants ou semi-indépendants, à des degrés divers.

Les légataires de l'héritage ottoman ne sont pas l'Union polono-lituanienne ni les Habsbourg, gardiens traditionnels de l'Europe orientale. Ces deux grands empires n'ont pas non plus porté les coups les plus durs à l'« homme malade de l'Europe ». En fait, les Polonais approchent de la fin de leur propre histoire en tant que nation indépendante. Simple union personnelle au début, l'Union polono-lituanienne a trop tardé à devenir celle de deux États. En 1572, lorsque le dernier roi de la dynastie des Jagellons meurt sans héritier, la monarchie est déjà élective non plus seulement en théorie, mais *de facto*. Un immense territoire est alors à prendre. Le nouveau roi de Pologne est un Français. Au cours du siècle suivant, la haute noblesse polonaise et les monarques étrangers se disputent chaque élection tandis que le pays subit une forte et persistante pression des Ottomans, des Russes et de la Suède. La Pologne ne se sort bien de la confrontation avec ses

ennemis que lorsqu'ils sont occupés ailleurs. Pendant la guerre de Trente Ans, la Suède se précipite sur les territoires du nord et les dernières zones côtières polonaises lui reviennent en 1660. Les divisions internes ont d'ailleurs empiré la situation ; la Contre-Réforme conduit à la persécution des protestants polonais, les Cosaques d'Ukraine se soulèvent et les serfs ne cessent de se révolter.

L'élection de Jean Sobieski, héros national, au trône de Pologne est la dernière à ne pas être le fruit des intrigues des souverains étrangers. Fort de ses belles victoires, le nouveau roi parvient à diriger un pays à la structure curieuse et extrêmement décentralisée. Les souverains élus ont un pouvoir juridique très faible à opposer aux grands propriétaires terriens. Faute d'une armée de métier, ils ne peuvent compter que sur leurs propres troupes lorsque la petite et la haute noblesse, réunies en « confédérations », recourent à la pratique de la rébellion armée pour obtenir gain de cause. Au sein de la Diète, l'organe parlementaire central du royaume, la règle de l'unanimité contrecarre tout projet de réforme. Or, des réformes sont absolument nécessaires à la survie d'un pays divisé sur le plan religieux, aux frontières mal définies et gouverné par une petite noblesse terrienne égocentrique. La Pologne est une communauté médiévale dans un monde en pleine modernisation.

Contre cela, Jean Sobieski ne peut rien. La structure sociale du pays est très réfractaire aux réformes. La haute comme la petite noblesse sont en réalité les satellites de quelques grandes familles extraordinairement riches. Un clan notamment, les Radziwill, possède un domaine d'une superficie équivalente à la moitié de l'Irlande et vit entouré d'une cour dont le faste éclipse celle de Varsovie. Quant aux Potocki, leur propriété s'étend sur 16 800 km^2, soit environ la moitié de la Hollande. Les petits propriétaires ne peuvent résister à ces grands nobles : en 1700, leurs terres représentent moins d'un dixième du territoire polonais. Les

membres de la petite noblesse − presque un million de personnes −, qui, juridiquement, constituent la « nation » polonaise, sont pour la plupart assez pauvres et par conséquent sous la coupe de grands magnats peu enclins à renoncer à leur pouvoir de rassembler une confédération ou de manipuler une diète. Au bas de l'échelle se situent les paysans, parmi les plus misérables d'Europe. En 1700, ils bataillent continuellement contre les droits féodaux qu'on leur impose et sont à la merci de seigneurs qui exercent encore sur eux un droit de vie ou de mort. Les petites villes n'ont aucun pouvoir. Leur population équivaut à seulement la moitié de la petite noblesse et elles ont été dévastées par les guerres du XVII^{e} siècle.

Pourtant, la Prusse et la Russie survivent, et elles reposent aussi sur des infrastructures agraires prémodernes et féodales. La Pologne est la seule des trois à se trouver dans une faillite totale. Le principe d'une royauté élective empêche l'émergence d'un Tudor ou d'un Bourbon polonais susceptible d'assimiler ses instincts dynastiques conquérants à ceux de la nation. Le pays aborde le XVIII^{e} siècle avec à sa tête un souverain d'origine étrangère, l'électeur de Saxe, qui succède à Jean III Sobieski en 1697. Rapidement déposé par les Suédois, il retrouvera son trône grâce aux Russes.

La Russie est la nouvelle grande puissance orientale. En 1500, son identité en tant que nation était à peine discernable. Deux cents ans plus tard, la plupart des hommes d'État occidentaux commencent à entrevoir son potentiel, bien que Polonais et Suédois s'y soient déjà frottés. Aujourd'hui, un effort est nécessaire pour comprendre la fulgurance surprenante de l'apparition en tant que force majeure de ce pays qui va devenir l'un des États les plus puissants du monde. Au début de l'ère européenne, après les premières ébauches de la future Russie par Ivan le Grand, cette issue est encore inconcevable et le restera longtemps. Le premier à porter

officiellement le titre de « tsar de toutes les Russies » est son petit-fils, Ivan IV, couronné en 1547. L'octroi de ce titre, le jour du sacre, est destiné à montrer que le grand-prince de Moscovie est devenu un empereur exerçant sa souveraineté sur de nombreux peuples. En dépit d'un caractère violent qui lui vaut son surnom, « le Terrible », Ivan IV ne joue aucun rôle significatif dans les affaires européennes.

Au siècle suivant, la Russie est encore si peu connue qu'un roi de France a pu écrire à un tsar sans savoir que celui à qui il s'adressait était mort depuis dix ans. La forme de la future Russie se dessine lentement, presque à l'insu des autres pays d'Europe occidentale. Même après Ivan le Grand, ses frontières restent mal définies et exposées aux attaques. Les Ottomans ont pénétré dans le sud-est de l'Europe. Entre eux et la Moscovie s'étend l'Ukraine, le pays des Cosaques, un peuple qui défend fièrement son indépendance − tant qu'il n'a pas de voisins puissants, ce n'est pas difficile. À l'est de la Russie, les monts Oural constituent une frontière théorique (mais guère réaliste). Les tsars de Russie se sont toujours facilement sentis isolés en ayant autour d'eux un espace hostile. Presque instinctivement, ils ont recherché des frontières naturelles ou un glacis d'États satellites.

L'EXPANSION RUSSE 1500-1800
Grand-duché de Moscou
Conquêtes des Riourikides 1462-1605
Zones perdues par la suite
Expansion entre 1643 et 1793
Expansion sous Pierre le Grand
Frontière polonaise jusqu'en 1772
Région cédée à la Russie lors des premier et deuxième partages de la Pologne
Frontières des trois puissances en 1795
Régions cédées à la Prusse lors des deux premiers partages de la Pologne
Territoire polonais cédé lors du troisième partage
N
EMPIRE SUÉDOIS
CARÉLIE
Nyvtad
Saint-Pétersbourg
INGRIE
ESTONIE
Novgorod
LIVONIE
Riga
Moscou
Mer Baltique
Smolensk
Königsberg
PRUSSE
Vilna
RUSSIE
POLOGNE
Varsovie
Kiev
PETITE-RUSSIE
UKRAINE
Poltava
Cracovie
GALICIE
KHANAT DE CRIMÉE
Vienne
Budapest
EMPIRE D'AUTRICHE
Dniestr
Pruth
Dniepr
Sébastopol
Mer Noire
Danube
Kütchük-Kaînardja
EMPIRE OTTOMAN
0 400 km
0 250 miles
Constantinople

Les premières étapes consistent impérativement à consolider les conquêtes d'Ivan le Grand, où bat le cœur de la Russie. Puis vient le temps d'investir les régions reculées du Nord. À l'avènement d'Ivan le Terrible, la Russie possède une petite partie des côtes de la Baltique et un immense territoire qui s'étend jusqu'à la mer Blanche, ouvrant un itinéraire vers l'ouest. Sa faible population est constituée de peuplades primitives dispersées. En 1584 est fondé le port d'Arkhangelsk. Ivan IV ne peut guère tenter d'actions sur les bords de la Baltique, mais il s'en prend aux Tatars après qu'ils ont une nouvelle fois incendié Moscou en 1571. Sorti vainqueur du conflit, au cours duquel il aurait fait massacrer 150 000 personnes, il chasse les Tatars de Kazan et d'Astrakhan, prend le contrôle de la Volga sur toute sa longueur et étend la puissance moscovite jusqu'à la mer Caspienne.

L'autre grande entreprise expansionniste amorcée sous le règne d'Ivan IV est la poussée vers l'Oural et la Sibérie, mais il s'agit moins de conquête que de colonisation. Encore aujourd'hui, la majeure partie de la République russe se situe en Asie. Pendant presque deux siècles, les tsars et leurs successeurs ont été à la tête d'une puissance mondiale. Ironie de l'histoire, les premières étapes du processus qui les y a amenés anticipent un thème récurrent de la principale frontière sibérienne : les premiers colons russes à traverser l'Oural semblent être des réfugiés politiques partis de Novgorod. Les suivants sont, pour certains, d'anciens serfs fuyant leur condition, puisque le servage n'existe pas en Sibérie, et des Cosaques mécontents. Vers 1600, les colonies russes s'étendent jusqu'à 900 kilomètres au-delà de l'Oural et sont étroitement surveillées par une bureaucratie compétente, bien décidée à assurer le paiement en fourrures du tribut dû à l'État. Les fleuves sont essentiels pour la région, plus importants encore que ceux du territoire américain. En un demi-siècle, il sera possible de parcourir en bateau, avec

des bagages et seulement trois portages, la distance entre Tobolsk, à 450 kilomètres à l'est de l'Oural, et le port d'Okhotsk, dix fois plus loin. Il ne restera alors que 600 kilomètres, par la mer, pour atteindre Sakhaline, une île située à l'extrême nord de l'archipel nippon, soit l'équivalent de la distance entre le promontoire de Penwith, à l'extrême ouest de la Cornouaille, et Anvers. En 1700, on dénombre 200 000 colons à l'est des monts Oural : à cette époque, Russes et Chinois parviennent à s'entendre et à signer le traité de Nerchinsk. Quelques personnes en Russie, dit-on, évoquent une conquête de la Chine − l'entreprise serait insensée : la dynastie Qing est à son apogée.

La poussée vers l'est n'est pas très affectée par les soulèvements et autres périls du Temps des troubles, la quinzaine d'années qui suivent la mort d'Ivan IV, bien qu'à l'ouest la Russie connaisse des moments difficiles avec la perte de l'accès à la Baltique et l'occupation de Moscou et Novgorod par les Lituaniens ou les Polonais. Au début du XVII^{e} siècle, le pays n'est toujours pas une puissance européenne. À l'époque, l'État suédois monte en force et se lance dans des interventions militaires en Russie. Les tsars ne récupéreront finalement Smolensk et la Petite Russie qu'à la fin de la guerre de 1654-1667. Ils ne perdront de nouveau l'Ukraine qu'en 1812, et pour une durée assez brève. Cartes et traités commencent à définir les contours occidentaux de la Russie d'une façon qui reflète une certaine réalité. En 1700, les tsars ont déjà acquis Azov, leur premier bastion sur la mer Noire, et la frontière sud-ouest s'étend à l'ouest du Dniepr, sur la majeure partie de son cours, incluant la ville historique de Kiev et les Cosaques qui vivent sur la rive est. Ces derniers, qui avaient demandé au tsar de les défendre contre les Polonais, s'étaient vu accorder un statut spécial et une semi-autonomie, qui perdurera jusqu'à l'époque soviétique. La plupart des acquisitions de territoires se sont faites au détriment de la

Pologne, longtemps occupée à repousser Ottomans et Suédois. Cependant, en 1687, l'armée russe rejoint les Polonais contre les Ottomans. C'est un moment historique : il marque le début de la fameuse question d'Orient, bête noire des hommes d'État européens jusqu'en 1918, date à laquelle ils découvrent que la difficulté de décider de la limite à mettre, s'il en faut une, à l'empiétement de la Russie sur l'Empire ottoman en Europe a enfin disparu… avec les protagonistes.

La constitution de la Russie est d'abord un acte politique. La monarchie est son centre et son moteur ; le pays ne possède ni unité raciale prédéterminant son existence, ni l'ombre d'une définition géographique permettant d'imposer un tracé morphologique. Et, si l'on prend la religion orthodoxe comme élément unificateur, d'autres pays slaves sont également concernés. La clé de l'édification de cette nation se trouve dans l'accroissement du domaine personnel et du pouvoir des tsars. Ivan le Terrible réforme l'administration. Sous son règne apparaît une noblesse qui en échange de l'octroi de titres de propriété est astreinte à des obligations militaires, méthode déjà employée par les princes de Moscovie pour enrôler des troupes contre les Tatars. Ce système permet la levée d'une armée qui conduit le roi de Pologne à avertir la reine d'Angleterre, Élisabeth, que s'ils acquièrent les compétences techniques des Occidentaux, les Russes deviendront imbattables. Le danger est lointain, mais le propos visionnaire.

Les revers ne sont pas rares mais la survie de l'État n'est pas en jeu, semble-t-il rétrospectivement. Le dernier tsar de la maison des Riourikides s'éteint en 1598. Commence alors le Temps des troubles : usurpations et conflits entre familles nobles et interventionnistes polonais désireux de ravir la couronne se succèdent jusqu'en 1613. Cette année-là voit élire le premier tsar d'une nouvelle dynastie, Michel Romanov. Malgré sa faiblesse de caractère − il vivra toute sa vie dans l'ombre d'un père dominateur −, Michel

Fédorovitch fonde une dynastie qui régnera sur la Russie pendant trois cents ans, jusqu'à l'effondrement du régime tsariste. Ses successeurs immédiats repoussent les nobles rivaux et soumettent les plus grands d'entre eux, les boyards, qui tentaient de regagner un pouvoir restreint par Ivan le Terrible. Le seul autre rival potentiel à l'intérieur du pays est l'Église. Au XVII^{e} siècle, un schisme l'affaiblit. 1667 marque une étape cruciale dans l'histoire russe : cette année-là, le patriarche est démis de ses fonctions après un différend avec le tsar. Il n'y aura pas de querelle des Investitures en Russie. Après cette date, l'Église orthodoxe russe est structurellement et juridiquement subordonnée à une autorité laïque. Chez les croyants naît une opposition spontanée à l'orthodoxie courante, sur le plan doctrinal mais aussi moral. Celle-ci débouche sur un *raskol*, mouvement dissident clandestin, culturellement très important et étendu dans le temps, qui finit par alimenter l'opposition politique. La Russie ne connaîtra cependant jamais de conflit entre l'Église et l'État comme celui qui a donné lieu à une si grande force créatrice en Europe occidentale, pas plus qu'elle ne connaîtra les effets stimulants de la Réforme.

L'évolution qui s'ensuit aboutit finalement à l'autocratie tsariste, mode de gouvernement durable, où le souverain incarne une autorité à demi sacro-sainte, sans limite apportée par un contrôle juridique limpide, et possédant des caractéristiques précises : obligation de service pour tous les sujets en échange des terres qui leur sont allouées ; aucun statut en propre, au sein de l'État, pour toutes les institutions découlant de l'autocratie, excepté l'Église ; absence totale de séparation des pouvoirs ; mise en place d'une bureaucratie très importante et enfin prépondérance des besoins militaires. Ces particularités, note l'historien qui les a pointées, ne sont pas toutes présentes à l'origine, de même qu'elles ne sont pas toutes à l'œuvre et aussi évidentes en tout temps. Néanmoins, elles différencient

clairement le tsarisme des monarchies chrétiennes occidentales où, dès le début du Moyen Âge, les petites villes, les divers domaines du royaume, les guildes et de nombreux autres organismes ont établi les privilèges et libertés qui serviront de trame au constitutionnalisme ultérieur. Dans l'ancienne Moscovie, les plus hauts fonctionnaires recevaient un titre signifiant « esclave » ou « serviteur » à une époque où, dans la Pologne-Lituanie voisine, leurs homologues étaient désignés comme « citoyens ». Louis XIV lui-même, s'il peut se croire roi de droit divin et aspirer à un pouvoir incontesté, n'en conçoit pas moins toujours ce pouvoir comme explicitement limité par le droit, la religion et la loi divine. Ses sujets le savent monarque absolu, mais ils sont certains qu'il ne s'agit pas de despotisme. En Angleterre s'instaure une monarchie qui présente des différences encore plus flagrantes, car contrôlée par le Parlement. Si antithétiques que soient les monarchies française et anglaise, toutes deux prennent en compte des limites théoriques et pratiques inconcevables pour le tsarisme. Elles portent la marque d'une tradition que la Russie n'a jamais connue. Pour l'Europe de l'Ouest, l'autocratie russe sera toujours synonyme de despotisme.

En Russie, pourtant, ce régime réussit bien. En outre, les comportements qui l'étayent semblent convenir encore, dans une certaine mesure, à une grande partie de la population. Pour les érudits qui étudient la société du XVIII^{e} siècle, les pays de grande superficie, plats, favorisent le despotisme. Une théorie absurde, certes, mais sur un territoire aussi vaste que la Russie, englobant tant de régions naturelles et une telle diversité de peuples et de cultures, des forces centrifuges cachées ont toujours existé. Jusqu'à présent, les événements ont reflété cette diversité. Comme tous les autres, l'Empire russe s'est constitué au fil des conquêtes. Il est désormais nécessaire d'assurer sa cohésion en le recentrant vigoureusement, afin d'éviter que

ces divergences ne soient exploitées par ceux qui veulent s'en échapper, ou par des ennemis à ses frontières.

La soumission des boyards isole la famille royale au sommet de la pyramide. Les titres nobiliaires découlant du service rendu au tsar − souvent récompensé, au XVII^{e} siècle, par l'octroi de terres, et plus tard par l'attribution de serfs −, la noblesse russe passe progressivement sous la dépendance de l'État. Toutes les terres en viennent à être détenues sous condition de service rendu à l'autocratie, comme le définit la « Table des rangs » de 1722. Cette hiérarchisation crée en réalité un amalgame entre toutes les catégories de nobles pour les fondre en une seule classe. Les obligations imposées sont très étendues dans le temps, souvent à vie, bien qu'au XVIII^{e} siècle elles soient progressivement réduites et finissent par disparaître tout à fait. Néanmoins, le service continue d'être un moyen d'anoblissement automatique, et la noblesse russe n'acquiert jamais vis-à-vis du tsar l'indépendance dont jouissent ses pairs dans d'autres pays. De nouveaux privilèges lui sont conférés, mais aucune caste ne se forme. La classe nobiliaire s'élargit outre mesure grâce aux nouvelles acquisitions de titres et à son accroissement naturel. Certains de ses membres sont très pauvres car, le droit d'aînesse et l'inaliénabilité étant inconnus en Russie, trois ou quatre générations suffisent pour que les domaines subissent de nombreuses partitions. Vers la fin du XVII^{e} siècle, la plupart des nobles possèdent moins d'une centaine de serfs.

De tous les tsars de la Sainte Russie, Pierre I^{er}, dit « le Grand », monté sur le trône en 1682 à l'âge de dix ans, est celui qui fera l'usage le plus mémorable de l'autocratie, lui imprimant profondément sa marque. À sa mort en 1725, la métamorphose de la Russie est devenue irréversible. En un sens, il ressemble à ces dictateurs du XX^{e} siècle s'efforçant implacablement de faire entrer la société dans la modernité. Mais, en tant que monarque, il appartient bien à son

époque : il concentre son attention sur les succès militaires (de tout son règne, la Russie ne connaîtra la paix qu'une seule année) et reconnaît que, pour atteindre ses objectifs, il lui faut passer par l'occidentalisation et la modernisation. Ses visées ambitieuses sur la côte balte jouent un rôle moteur dans le train de réformes qu'il met en place. Peut-être doit-il à son enfance ses dispositions novatrices. Il a en effet grandi dans le quartier « allemand » de Moscou, où vivaient des marchands étrangers et leurs suites. Son célèbre pèlerinage en Europe, en 1697-1698, montre la réalité de son intérêt pour les nouvelles techniques. Mentalement, il ne fait sans doute aucune distinction entre le besoin de modernisation du pays et la nécessité de libérer définitivement ses sujets de leurs appréhensions à l'égard de leurs voisins. De quelque côté qu'ait penché la balance, il reste que depuis lors ses réformes sont la pierre de touche des idéologies russes. Des générations successives de philosophes ont repensé à cette période avec révérence, réfléchissant à l'action du grand tsar et à sa signification pour le pays. Comme l'a écrit l'un d'eux au XIX^{e} siècle : « Pierre le Grand n'a trouvé qu'une feuille vierge, où il a inscrit les mots Europe et Occident. »

Sa politique expansionniste est plus facile à évaluer. S'il envoie des expéditions dans le Kamtchatka et les oasis de Boukhara, et cesse de payer aux Tatars le tribut imposé à ses prédécesseurs, son ambition est de rejoindre la mer à l'ouest. Il construit la flotte de la mer Noire et s'empare d'Azov (qu'il devra abandonner plus tard lorsqu'il sera occupé ailleurs, avec les Polonais et, surtout, les Suédois). Les guerres qu'il mène contre la Suède pour obtenir une ouverture sur la Baltique sont des luttes à mort. La « Grande Guerre du Nord », nom donné par les contemporains à la dernière des guerres nordiques, commence en 1700 et dure jusqu'en 1721. Le monde entier reconnaît le caractère décisif de l'anéantissement, en 1709, de l'armée du roi de Suède, la meilleure au monde.

L'événement se produit loin de là, à Poltava, au milieu de l'Ukraine, où son chef a cherché à contracter une alliance avec les Cosaques. Jusqu'à la fin de son règne, Pierre I^{er} ne perdra pas de vue ses objectifs. Lorsque la paix est signée, la Russie s'installe sur les côtes de la Baltique, en Livonie, en Estonie et dans l'isthme de Carélie. La Suède perd son statut de grande puissance. Elle est la première victime d'une autre grande puissance qui vient d'apparaître.

Quelques années auparavant, l'*Almanach royal* demandé par le roi de France incluait pour la première fois le nom des Romanov dans la liste des familles régnantes d'Europe. La victoire ouvrait la possibilité d'un contact plus fort avec le reste de l'Europe, et Pierre le Grand avait déjà anticipé la paix en se lançant dans la construction, sur un territoire pris aux Suédois, de Saint-Pétersbourg, une ville magnifique qui sera pendant deux siècles la capitale de la Russie. Le centre de gravité politique et culturel passe ainsi d'une région géographiquement isolée, la Moscovie, aux frontières de la Russie, avec un accès facile au Saint Empire et à l'Europe occidentale. Désormais, l'occidentalisation pourra se poursuivre plus facilement. La rupture avec le passé, délibérée, est consommée.

La Moscovie elle-même, bien sûr, n'a jamais été complètement isolée de l'Europe. Un pape avait contribué à arranger le mariage d'Ivan le Grand, espérant, grâce à lui, voir la Russie entrer dans le giron de l'Église d'Occident. Les relations avec les voisins catholiques polonais n'ont jamais été au point mort, et sous le règne d'Élisabeth Tudor on a vu des marchands anglais venir jusqu'à Moscou, ce dont aujourd'hui encore le Kremlin garde le souvenir à travers de magnifiques collections d'orfèvrerie anglaise. Le commerce s'est poursuivi, avec l'arrivée d'un nombre considérable de spécialistes étrangers. Au XVII^{e} siècle sont apparues les premières ambassades permanentes dépêchées par les monarques européens. Mais les Russes,

toujours hésitants et soupçonneux, iront jusqu'à tenter d'opérer une ségrégation entre résidents étrangers.

Pierre le Grand rejette cette culture. Il veut des spécialistes − constructeurs navals, fondeurs de canons, enseignants, employés, soldats − et il distribue les privilèges en conséquence. Dans l'administration, il rompt avec l'ancienne tradition des charges héréditaires et tente d'instaurer une bureaucratie fondée sur le mérite. Il crée des écoles où enseigner les techniques modernes et fonde une Académie des sciences, introduisant ainsi la notion de science en Russie, où jusqu'à présent l'instruction était exclusivement religieuse. Comme nombre d'autres grands réformateurs, il met beaucoup d'énergie à faire respecter des décisions dont certaines pourraient être qualifiées de superficielles. Les courtisans ont par exemple l'obligation de porter des vêtements européens ; les longues barbes d'antan doivent être taillées et les femmes apparaître en public vêtues à la mode du Saint Empire. Ce sont là des chocs psychologiques indispensables dans un pays aux traditions si diverses. Pierre le Grand n'a presque aucun allié pour atteindre ses objectifs et, en fin de compte, ce qu'il met en place il doit l'imposer. Ses réformes reposent essentiellement sur son pouvoir autocratique. L'ancienne douma des boyards, Conseil consultatif, est abolie et remplacée par un Sénat constitué de membres nommés. Pierre I^{er} commence à distendre les liens entre propriété foncière et pouvoir étatique d'une part, et entre souveraineté et propriété d'autre part. Avec lui, la Russie fait ses premiers pas vers sa nouvelle identité d'empire pluriethnique. Ceux qui résistent sont impitoyablement brisés, mais il est moins facile pour le tsar de se débarrasser des esprits conservateurs ; il n'a à sa disposition qu'une machine administrative et des voies de communication qui sembleraient incroyablement inadéquates à un gouvernement d'aujourd'hui, quel qu'il soit.

Le signe le plus remarquable de la réussite de cette modernisation est l'émergence de la puissance militaire russe. Ensuite vient la quasi-réduction de l'Église à un ministère d'État. Il est difficile d'en trouver de plus complexes : la grande majorité des Russes ne sont pas touchés par les réformes de l'enseignement, qui n'affectent de manière évidente que les ingénieurs et quelques membres de la classe supérieure. Cela donne une haute noblesse assez occidentalisée et concentrée à Saint-Pétersbourg. En 1800, la plupart parlent français et sont parfois au fait des courants de pensée nés en Europe occidentale mais, face à une petite noblesse provinciale que tout cela agace, ils forment un îlot culturel perdu au milieu d'une nation très différente. Longtemps, la masse des nobles ne profite pas des nouvelles écoles et académies. Au plus bas de l'échelle sociale, le peuple russe demeure analphabète ; ceux qui ont appris à lire ânonnent beaucoup en général, n'ayant reçu que l'enseignement du prêtre du village, qu'une seule génération sépare de l'illettrisme. Pour devenir instruite, la Russie devra attendre le XX^{e} siècle.

Sa structure sociale aussi tend de plus en plus à mettre la Russie à part. Elle sera le dernier pays d'Europe à abolir le servage. Parmi les États chrétiens, seuls l'Éthiopie, le Brésil et les États-Unis d'Amérique maintiendront l'esclavage plus longtemps. Tandis que le XVIII^{e} siècle voit cette institution donner presque partout des signes de faiblesse, en Russie elle se propage. L'explication réside en grande partie dans le fait que le travail est toujours plus rare que la terre. Il est très significatif, à cet égard, que la valeur d'un domaine y soit généralement exprimée en termes de « nombre d'âmes » − c'est-à-dire de serfs − qui lui sont attachées, et non d'après sa superficie. Le nombre de serfs a commencé à croître au XVII^{e} siècle, lorsque les tsars ont jugé prudent d'être agréables à la noblesse en lui donnant des terres, dont certaines étaient déjà occupées par des moujiks. Liés à

leur seigneur par leur dette, nombre d'entre eux sont devenus esclaves pour s'en acquitter.

Entre-temps, la législation a imposé de plus en plus de restrictions au serf, et de plus en plus elle a enraciné la structure étatique au sein de l'économie. L'augmentation constante du pouvoir de se faire justice en recapturant les serfs et en exerçant sur eux des représailles, et l'intérêt pour les maîtres des domaines d'user de ce pouvoir, datent de l'époque où Pierre le Grand leur confie la responsabilité de la conscription et de la collecte de la capitation, un impôt par tête d'habitant. Ainsi, en Russie, économie et administration sont-elles liées plus intimement que dans n'importe quel pays occidental. Les aristocrates tendent à devenir des fonctionnaires dont la charge est héréditaire ; ils travaillent pour le tsar.

Officiellement, vers la fin du XVIII^{e} siècle, hormis la peine de mort, il est peu de choses qu'un seigneur ne puisse se permettre à l'égard de ses serfs. S'ils ne sont pas obligés d'effectuer des travaux difficiles, ils doivent payer des droits selon des calculs presque arbitraires. Le taux de serfs en fuite est élevé ; certains partent pour la Sibérie et d'autres se portent même volontaires pour les galères. En 1800, environ la moitié des Russes sont asservis, et beaucoup d'autres doivent au tsar des services quasiment identiques avec, toujours, le risque de se voir attribués à un noble.

Les populations des régions nouvellement annexées sont elles aussi asservies, même celles pour qui cette condition est inconnue. Il en résulte une immense inertie et une société extrêmement rigidifiée. À la fin du siècle se pose déjà le problème le plus grave auquel sera confrontée la Russie du XIX^{e} : que faire d'une population aussi importante lorsque les exigences économiques et politiques rendent toutes deux le servage de plus en plus intolérable, mais quand son ampleur pose à la réforme des difficultés colossales ? Comme pour un homme à dos d'éléphant, tant

qu’on reste dessus, tout se passe bien ; c’est au moment d’en descendre que les choses se gâtent.

Le servage est devenu l’épine dorsale de l’économie. À l’exception de la célèbre région des « Terres noires », tout juste ouverte au XVIIIe siècle, le sol russe n’est pas riche, et même sur les meilleures terres les méthodes employées laissent à désirer. Il semble peu probable qu’avant le XXe siècle la production ait suivi l’accroissement démographique, même si famines et épidémies périodiques rétablissaient naturellement l’équilibre. Au XVIIIe siècle, la population a presque doublé et, sur les quelque 36 millions d’habitants recensés à la fin de la période, environ 7 millions proviennent des nouvelles acquisitions de territoires ; les autres renvoient à l’accroissement naturel. Le rythme de la croissance démographique est plus rapide en Russie que dans n’importe quel autre pays d’Europe. On ne compte à peu près qu’un seul citadin, tout au plus, pour vingt-quatre ruraux. Pourtant, l’économie a réalisé des progrès remarquables au cours de ce siècle, avec cette particularité unique de réussir à industrialiser le pays par le biais du servage. On peut considérer qu’il s’agit là de l’un des succès de Pierre le Grand. Le processus a été enclenché du temps des deux premiers Romanov, mais Pierre Ier a su diriger le mouvement.

Certes, il faut du temps pour en voir les effets. La Russie est partie d’un niveau très bas, et aucune économie européenne de l’époque n’est capable d’une croissance rapide. L’augmentation de la production céréalière, à l’origine des exportations dès le XVIIIe siècle (les céréales deviendront la base du commerce extérieur russe), a été obtenue grâce à une vieille méthode consistant à convertir davantage de terres en superficie arable. Peut-être aussi est-elle due à une meilleure efficacité des propriétaires et collecteurs d’impôts dans l’appropriation des excédents. La consommation du paysan diminue. C’est un phénomène récurrent durant la majeure partie du régime tsariste.

Parfois, le poids des prélèvements devient écrasant. On estime qu'à l'époque de Pierre le Grand les taxes privent les paysans de 60 % de leur récolte. Les techniques permettant d'accroître la productivité ne sont pas au rendez-vous, et la rigidité du système, encore accentuée, la maintient à un faible niveau. Au cours de la seconde moitié du XIX^{e} siècle encore, le moujik perd le peu de temps qui lui reste, après avoir trimé pour son seigneur, à se traîner sur les bandes de terrain éparpillées qui constituent ce qui lui revient de droit. Souvent, il ne possède pas de charrue et doit se contenter, pour sa récolte, d'un grattage superficiel, la seule technique possible.

En quelque sorte, néanmoins, cette base agricole soutient à la fois l'effort militaire qui propulse la Russie au rang de grande puissance et la première phase de son industrialisation. En 1800, la nation produit une plus grande quantité de saumons de fonte et exporte plus de minerai de fer que n'importe quel autre pays au monde, et ce résultat, elle le doit à nul autre que Pierre I^{er}. Le grand tsar a compris l'importance des ressources minérales de la Russie et édifié l'appareil administratif permettant de les exploiter. Il lance les études et fait venir des mineurs. En guise d'incitation, il ordonne la peine capitale pour les propriétaires fonciers qui omettent de déclarer les gisements se trouvant sur leurs terres ou tentent d'en empêcher l'exploitation. Le développement des infrastructures permet d'accéder à ces ressources et, lentement, le centre de gravité de l'industrie russe se déplace vers l'Oural. Les fleuves revêtent une importance capitale. Quelques années seulement après la mort de Pierre le Grand, un réseau de voies navigables relie la Baltique à la mer Caspienne.

L'industrie manufacturière se développe autour de l'extraction de minerais et du bois de construction, qui garantissent à la Russie un bon équilibre commercial pendant tout ce siècle. Des 100 manufactures présentes sur

le territoire sous le règne de Pierre le Grand, la Russie est passée à plus de 3 000 en 1800. Après l'abolition des douanes intérieures en 1754, l'empire est devenu la plus vaste zone de libre-échange dans le monde.

En cela, comme avec l'octroi de serfs ou de monopoles, l'État continue de façonner l'économie russe. L'industrie du pays n'émerge pas de la libre entreprise mais d'une réglementation, et il ne peut en être autrement, l'industrialisation allant tout à fait à l'encontre du fait social russe. Le pays ne connaît peut-être pas de barrières douanières intérieures, mais il n'existe pas non plus de commerce intérieur important sur de longues distances. La plupart des Russes vivent en 1800 comme leurs ancêtres de 1700, au sein de communautés locales autosuffisantes, dépendant de leurs artisans pour approvisionner, modestement, les manufactures et parvenant à peine à une économie monétaire. Ces « fabriques » semblent n'avoir guère été autre chose, parfois, que des agglomérations d'artisans. Dans des secteurs immenses, les baux s'appuient sur le service et non sur le paiement d'un loyer. Le commerce extérieur se trouve encore principalement aux mains de marchands étrangers. En outre, si, pour encourager les propriétaires miniers, l'État leur accorde allocations et serfs pour exploiter les gisements, cette nécessité même de les stimuler montre bien qu'il manque à la Russie l'impulsion que l'on trouve ailleurs pour maintenir la croissance.

En tout état de cause, après Pierre le Grand, le désir d'innover faiblit considérablement. L'élan retombe. L'empire ne compte pas assez d'éléments instruits pour permettre à la bureaucratie de maintenir la pression une fois que la force motrice a disparu. Pierre I^{er} n'a pas désigné de successeur et il a fait torturer à mort son propre fils. Les tsars suivants affrontent de nouveau l'hostilité des grands boyards, mais sans avoir sa force de caractère ni inspirer la même terreur. À la mort de son petit-fils, en 1730, sa

descendance en ligne directe s’interrompt. Les souverains peuvent cependant tirer parti des querelles de factions, et c’est ce que fait Anna, sa nièce. Son avènement permet en quelque sorte de rétablir l’autorité de la Couronne. Bien que placée sur le trône par les mêmes boyards qui ont dominé son prédécesseur, la nouvelle tsarine les muselle assez vite. Fait hautement symbolique, la Cour quitte Moscou où, à la grande satisfaction des conservateurs, elle s’était installée à la mort de Pierre le Grand, pour retourner à Saint-Pétersbourg. Anna cherche conseil auprès de ministres nés à l’étranger, et cela fonctionne assez bien jusqu’à sa mort en 1740. Son successeur et petit-neveu, un enfant, est écarté du trône au bout d’un an en faveur de la fille de Pierre le Grand, Élisabeth, qui compte sur le soutien du régiment des soldats de la Garde et sur une aristocratie qu’irritent les étrangers (l’enfant sera ensuite enfermé dans une forteresse et assassiné vingt ans plus tard). À la mort d’Élisabeth en 1762, son neveu, Pierre III, lui succède pour un règne éphémère : six mois plus tard, la princesse allemande qu’il a épousée le fait déposer et assassiner pour lui ravir le trône. La nouvelle tsarine de Russie se nomme Catherine II, dite « la Grande », en référence à son illustre prédécesseur.

L’éclat dont va s’entourer Catherine II par la suite masque beaucoup de choses et abuse un grand nombre de ses contemporains. Il occulte presque, entre autres, les intrigues douteuses et criminelles qui l’ont menée au trône. Il est peut-être vrai, cependant, que si elle n’avait pas frappé la première, c’est sans doute elle qui aurait été la victime, et non son époux. En tout état de cause, les circonstances de son accession au trône, comme pour ses prédécesseurs, montrent un affaiblissement de l’autocratie depuis Pierre le Grand. La première partie de son règne est très délicate pour Catherine II. Autour d’elle rôdent des intérêts puissants prêts à exploiter ses moindres faiblesses et, malgré ses efforts pour s’identifier à sa nouvelle patrie

(luthérienne, elle a renoncé à sa religion pour devenir orthodoxe), elle reste une étrangère. « Régner ou mourir, tel est mon destin », avait-elle dit un jour, et elle règne, en effet, et d'une manière hautement efficace !

Pourtant, si son règne est plus spectaculaire que celui de Pierre le Grand, sa puissance novatrice est moindre. Elle aussi fonde des écoles et protège les arts et les sciences, mais la différence réside dans la nature des objectifs : Pierre avait l'esprit pratique alors que Catherine II se soucie plutôt d'associer à sa cour et à ses lois le prestige des philosophes des Lumières. Ses formules sont souvent progressistes, mais la réalité est réactionnaire. Les observateurs attentifs ne se laissent pas abuser par la rhétorique législative. La réalité prend le dessus lorsque le jeune auteur Alexandre Radichtchev, qui a osé critiquer le régime, est condamné à l'exil. L'écrivain est considéré comme le premier intellectuel dissident de Russie. Les élans réformistes de Catherine II vont diminuer de manière perceptible à mesure que son règne s'inscrit dans la durée et qu'elle se laisse distraire par ses préoccupations à l'étranger.

Fondamentalement prudente, elle refuse de toucher au pouvoir et aux privilèges de la noblesse. Tsarine des boyards, elle leur donne un pouvoir plus grand sur la justice locale et retire aux serfs le droit de pétition contre leur maître. Au cours de ses trente-quatre années de règne, le gouvernement n'intervient que vingt fois pour empêcher les abus de pouvoir des boyards sur leurs serfs. Fait encore plus significatif, l'obligation de service est abolie en 1762 et, plus tard, une charte de la noblesse scelle un demi-siècle de retours en arrière. Les décrets de Pierre I^{er} à l'encontre des nobles sont abrogés. La petite noblesse est dispensée de payer la capitation, exemptée de punitions corporelles et de cantonnement, et ne peut être jugée (et privée de son rang) que par ses pairs. Elle se voit en outre accorder l'exclusivité de l'installation de manufactures et de mines. En un sens,

l’autocratie entame un partenariat avec le propriétaire terrien.

À long terme, cette politique a des effets pernicieux. Sous la Grande Catherine, la structure sociale de la Russie devient de plus en plus corsetée, alors même que d’autres pays commencent à relâcher la leur. Il en résultera une incapacité croissante de l’État à relever les défis et à affronter les transformations du demi-siècle qui va suivre. L’ampleur de la révolte des serfs est un signe des difficultés à venir. La rébellion a débuté au XVII^{e} siècle, mais la crise la plus forte et la plus terriblement dangereuse survient en 1773, avec la révolte de Pougatchev, le pire de tous les grands soulèvements qui ont émaillé l’histoire agraire de la Russie avant le XIX^{e} siècle. Plus tard, grâce à une meilleure politique, les révoltes seront en général localisées et maîtrisables, mais elles surviendront régulièrement pendant presque toute la durée de l’époque tsariste.

Leur caractère récurrent n’est guère surprenant. Sous le règne de la Grande Catherine, la charge des services qui pèsent sur le moujik augmente fortement dans la région des Terres noires. Au sein des classes instruites apparaissent bientôt des détracteurs, dont la condition du paysan russe constituera l’un des thèmes favoris, apportant ainsi la démonstration précoce d’un paradoxe flagrant dans de nombreux pays en développement au cours des deux siècles suivants. En effet, il apparaît clairement que la modernisation dépasse le cadre de la simple technique : on n’emprunte pas indûment leurs idées aux nations occidentales sans en subir les effets, impossibles à contenir. Les premières critiques de l’orthodoxie et de l’autocratie commencent à apparaître. En fin de compte, le besoin de préserver un système social en pleine ossification portera quasiment un coup d’arrêt aux changements nécessaires pour que la Russie conserve la place où l’ont menée des gouvernants hardis et sans scrupule, et des effectifs militaires apparemment inépuisables.

À la mort de Catherine II, en 1796, la situation est impressionnante. L'assise la plus solide du prestige de la tsarine, c'est son armée et sa diplomatie. La Russie comprend désormais 7 millions de nouveaux sujets. Catherine II aimait à dire que si la Russie l'avait bien traitée, elle qui était arrivée « avec seulement trois ou quatre robes », elle le lui avait bien rendu, avec Azov, la Crimée et l'Ukraine, un bilan qui s'inscrivait en droite ligne des accomplissements de ses prédécesseurs. Alors même que le régime montrait des signes de faiblesse, la dynamique du règne de Pierre le Grand poussait encore la politique étrangère dans deux directions traditionnelles : la Pologne et l'Empire ottoman. Certes, pendant la majeure partie du XVIII^{e} siècle, les ennemis potentiels de la Russie connurent des difficultés croissantes, ce qui facilita les choses. Une fois la Suède hors course, seuls la Prusse ou l'empire des Habsbourg pouvaient faire contrepoids. Ces deux-là étant souvent à couteaux tirés, la Russie avait d'ordinaire toute liberté de s'en prendre à une Pologne déjà mal en point et à un Empire ottoman en plein effondrement.

Le royaume de Prusse, qui perdurera jusqu'en 1918, influence profondément l'histoire de l'Europe, presque autant que la Russie. En 1701, l'électeur de Brandebourg accède au trône avec l'assentiment de l'empereur. Depuis 1415, la dynastie des Hohenzollern a produit une lignée ininterrompue de princes-électeurs, accroissant constamment le domaine ancestral. Au XVI^{e} siècle, la Prusse, qui n'était encore qu'un duché, a formé une union avec la marche de Brandebourg après l'éviction, par un roi polonais, des chevaliers Teutoniques qui en étaient maîtres. La tolérance religieuse fait partie de la politique des Hohenzollern depuis la conversion en 1613 d'un prince-électeur passé du luthéranisme au calvinisme en autorisant ses sujets à demeurer luthériens. L'une des difficultés auxquelles se heurte la dynastie est la rapide expansion et la grande variété des territoires acquis. L'union s'étend de la

Prusse-Orientale, sur la côte de la Baltique, à la rive gauche du Rhin. Pendant la seconde moitié du XVII^{e} siècle, la Suède contribue à peupler cette constellation de territoires, malgré les revers subis par le « Grand Électeur » lui-même, Frédéric-Guillaume de Brandebourg. Fondateur de l'armée de métier en Prusse, il remporte contre les Suédois des victoires qui constitueront la base de la plus durable des traditions militaires de l'histoire de l'Europe moderne.

Ce sont encore les armes et la diplomatie qui portent le successeur de Frédéric-Guillaume à la Couronne convoitée et à sa participation à la grande alliance contre Louis XIV. Cela seul suffit à donner à la Prusse un statut de puissance. Le coût en est très élevé, mais une gestion attentive du royaume a de nouveau permis de rassembler la meilleure armée et de remplir le Trésor, l'un des mieux garnis d'Europe à l'avènement de Frédéric II de Prusse en 1740.

Frédéric II sera lui aussi surnommé « le Grand » en raison de sa capacité à utiliser ces deux atouts, en grande partie aux dépens des Habsbourg et du royaume de Pologne, mais aussi au détriment de son propre peuple, qu'il soumet à une forte imposition et qu'il expose à l'envahisseur. Il est difficile de dire si sa personnalité est plus ou au contraire moins sympathique que celle de sa brute de père, qu'il détestait cordialement. Le nouveau roi de Prusse est assurément perfide, vindicatif et totalement dénué de scrupules, mais c'est un homme très intelligent et cultivé, qui joue et compose des airs de flûte et apprécie particulièrement la conversation des gens d'esprit. Comme son père, il a une véritable dévotion pour les intérêts de sa dynastie, qu'il associe à l'extension de ses territoires et à la magnificence de son prestige.

Frédéric II abandonne quelques possessions trop éloignées pour être intégrées à l'État, mais il en ajoute d'autres, plus précieuses. L'occasion rêvée d'annexer la Silésie lui est fournie à la mort de l'empereur, en 1740. Charles VI laisse une fille, Marie-Thérèse, dont il a cherché

à assurer la succession, mais aux perspectives d'avenir incertaines. Jusqu'à sa mort en 1780, Marie-Thérèse demeurera l'adversaire le plus implacable de Frédéric, et cette forte antipathie personnelle est parfaitement réciproque. Une « guerre de Succession d'Autriche », de dimension européenne, laissera la Silésie à la Prusse. Frédéric II ne la perdra pas lors des conflits ultérieurs. La dernière année de son règne, il crée une ligue des princes allemands pour contrecarrer les intentions du fils et successeur de Marie-Thérèse, Joseph II, lequel tente de négocier l'acquisition de la Bavière en guise de dédommagement pour l'héritage des Habsbourg.

Dans l'histoire de l'Europe, l'importance de cet épisode dépasse celle d'une banale guerre de succession où l'on se dispute une province − si opulente soit-elle − et la suprématie sur les princes-électeurs. Si d'emblée il rappelle que les préoccupations dynastiques sont toujours très actuelles au XVIII^{e} siècle, cet événement amorce aussi, et de façon plus cruciale encore, une question qui restera d'actualité pendant cent ans, avec de lourdes conséquences pour l'Europe. Désireux d'obtenir la suprématie dans les États germaniques, Frédéric II lance les Habsbourg et les Hohenzollern dans des hostilités qui ne connaîtront leur épilogue qu'en 1866. Cette remarque sort largement du cadre de ce qu'il est utile d'évoquer pour l'instant, mais elle situe le contexte qui met en perspective l'appel des Hohenzollern au sentiment patriotique des États germaniques contre l'empereur, dont bien des intérêts essentiels sont étrangers aux leurs. Les relations ne seront pas toujours mauvaises, mais tout au long de cet affrontement durable, commencé en 1740, le grand handicap de l'Autriche sera toujours d'être à la fois plus et moins qu'un État germanique à proprement parler.

Les inconvénients de l'élargissement des intérêts autrichiens deviennent flagrants sous le règne de Marie-Thérèse. Les Pays-Bas sont un casse-tête administratif plus

qu’un atout stratégique, mais c’est à l’Est que naissent les plus grandes distractions, toujours plus pressantes, qui éloignent l’Autriche des problèmes germaniques. En effet, la seconde moitié du siècle fait apparaître de plus en plus clairement la probabilité d’une longue et persistante confrontation avec la Russie au sujet du destin de l’Empire ottoman. Pendant une trentaine d’années environ, les relations russo-ottomanes ont été laissées en sommeil, avec seulement quelques petites crises autour de la construction d’une forteresse ou des incursions des Tatars de Crimée, l’un des peuples issus de la Horde d’Or, vassaux des Ottomans. Puis, entre 1768 et 1774, la Grande Catherine mène contre ces derniers une guerre qui lui apporte sa plus grande victoire. Le traité de paix signé dans un village obscur du nord de la Bulgarie, que les Turcs appellent Kütchük-Kajnardja, est l’un des plus importants du siècle. En effet, les Ottomans renoncent à leur suzeraineté sur les Tatars de Crimée, ce qui représente une perte importante tant sur le plan matériel (du fait de l’importance des effectifs militaires tatars), que sur le plan moral (c’est le premier peuple musulman dont l’Empire ottoman cède le contrôle). Par ailleurs, la Russie obtient les territoires situés entre le Boug et le Dniepr, ainsi qu’une indemnité et le droit de naviguer sur la mer Noire et dans les détroits. À certains égards, la clause qui contient le plus d’opportunités futures est celle de l’association des Russes avec les Ottomans pour protéger les intérêts « de l’église qui sera construite à Constantinople et de ceux qui servent la religion orthodoxe ». En clair, les autorités russes sont reconnues comme garants et protecteurs des nouveaux droits accordés aux Grecs, c’est-à-dire aux chrétiens orthodoxes assujettis au sultan − une voie royale pour permettre leur ingérence dans les affaires turques.

Tout cela n’est qu’un début. En 1783, Catherine II annexe la Crimée. Une autre guerre avec les Ottomans permet de repousser la frontière jusqu’au Dniestr. Ensuite, la frontière

la plus évidente est le cours du Prout, qui se jette dans le Danube à une centaine de kilomètres de la mer Noire. Le risque d'une installation de la Russie à l'embouchure du Danube restera le cauchemar des Autrichiens, mais un autre danger se profile à l'est : la Russie pourrait engloutir la Pologne. L'éclipse suédoise a effectivement permis à Catherine II d'avoir les mains libres à Varsovie. La tsarine laisse à un roi de Pologne docile le soin de protéger ses intérêts. Les querelles de factions entre magnats bloquant la voie des réformes, l'indépendance polonaise est purement fictive : sans réformes, il est impossible de résister à la Russie. Et lorsque celles-ci semblent sur le point de voir le jour, les Russes jouent très habilement des dissensions religieuses, provoquant la création de confédérations qui précipitent le pays dans la guerre civile.

La dernière phase de l'histoire indépendante de la Pologne débute avec la déclaration de guerre des Ottomans à la Russie en 1768. La défense des libertés polonaises sert de prétexte. Quatre ans plus tard, en 1772, a lieu un premier partage : la Russie, la Prusse et l'Autriche s'attribuent environ un tiers du territoire polonais et la moitié de ses habitants. L'ancien système international, qui avait permis une préservation quelque peu artificielle de la Pologne, a disparu. Deux autres partitions (en 1793 et 1794-1795) permettront à la Russie d'atteindre sa superficie maximale, s'adjoignant quelque 500 000 km^2, bien qu'au siècle suivant il apparaisse clairement qu'une population de Polonais dissidents ne saurait être considérée comme un apport pur et simple. La Prusse aussi s'en sort bien, avec, dans son escarcelle, un lot de sujets slaves plutôt que germaniques. La transformation de l'Europe orientale commencée en 1500 est désormais accomplie et le décor planté pour le XIX^{e} siècle : aucun objet de convoitise ne viendra désormais détourner l'Autriche et la Russie de la question de la succession ottomane. Entre-temps, la Pologne

a perdu son indépendance ; elle ne la recouvrera que cent vingt-cinq ans plus tard.

Catherine II avait raison de prétendre avoir beaucoup apporté à la Russie, mais elle s'est contentée de déployer une puissance déjà apparente. Dans les années 1730, une armée russe avait atteint les rives du Neckar à l'ouest ; en 1760, une autre était entrée dans Berlin. Dans les années 1770, la flotte russe était déjà présente en Méditerranée. Quelques années plus tard, une armée russe menait campagne en Suisse et, vingt ans après, une autre était sur le point d'entrer dans Paris. Ces démonstrations de grandeur gravitent autour d'un point paradoxal : la puissance militaire de la Russie repose toujours sur une structure économique et sociale fondamentalement différente de celle qui a émergé dans certaines régions d'Europe. Peut-être cela tient-il à l'œuvre de Pierre I^{er} : l'État russe repose sur une société avec laquelle il est incompatible. Ses détracteurs insisteront plus tard sur cette idée.

Certes, cela n'implique aucunement la possibilité d'un retour en arrière. En tant que puissance rivale sérieuse, l'Empire ottoman a disparu à jamais, et l'émergence de la Prusse, autant que celle de la Russie, annonce une nouvelle époque. En 1500, il était impensable d'anticiper le poids que les Provinces-Unies et la Suède allaient peser par la suite sur la scène internationale ; mais, en 1800, leur rayonnement n'est plus le même : ce sont toujours de grandes nations, mais elles sont passées au second plan. En cette époque d'émergence d'États-nations, la France restera au premier rang, comme elle l'avait été au XVI^{e} siècle, du temps des rivalités dynastiques. En effet, sa puissance s'est relativement accrue et l'acmé de sa domination sur l'Europe occidentale est encore à venir. Mais elle aussi se retrouve face à un nouveau concurrent et ennemi, déjà vainqueur autrefois. Enfin, le petit royaume d'Angleterre de l'an 1500, enfermé sur son île au large de l'Europe avec à sa tête une

dynastie aux dents longues, est devenu la Grande-Bretagne, une puissance mondiale.

Cette évolution est presque aussi étonnante et subite que celle de la Russie. Et elle transcende les anciennes catégories de la diplomatie européenne de manière presque aussi spectaculaire. De l'« archipel de l'Atlantique », nom qu'ont donné certains historiens à cet ensemble d'îles et de royaumes gouvernés de façon intermittente par les Tudors et les Stuarts, et revêtant une importance plus ou moins grande selon les époques, a émergé une nouvelle puissance océanique. En dehors de sa récente unité, elle jouit d'avantages institutionnels et économiques uniques, acquis lors de son déploiement dans le monde entier. En trois siècles, le théâtre des opérations des conflits et rivalités européens a changé d'implantation, passant des anciens champs de bataille d'Italie, des régions rhénanes ou des Pays-Bas au centre et à l'est du Saint Empire, à la vallée du Danube, à la Pologne et aux Carpates, ainsi qu'à la Baltique. Il s'étend aussi − et c'est là le point le plus important − aux contrées situées au-delà des océans. Une nouvelle ère s'est ouverte, marquée non seulement par le réaménagement de l'Europe orientale, mais aussi par les guerres de Louis XIV aux visées impérialistes et transocéaniques, premiers conflits mondiaux de l'époque contemporaine.

XVI
L’Europe à l’assaut du monde

Après 1500, l’histoire du monde passe un cap. Jamais encore une culture unique ne s’était propagée à l’échelle de la planète. Même au temps de la préhistoire, la marée culturelle semblait aller vers la différenciation. À présent, la tendance s’inverse. À la fin du XVIII^{e} siècle, pour l’essentiel, ce qui se trame apparaît clairement. Les nations européennes, Russie incluse, ont déjà revendiqué plus de la moitié de la surface du globe. Elles en contrôlent réellement − ou croient en contrôler − environ un tiers. Jamais encore des pays appartenant à une civilisation unique, particulière, ne sont parvenus à s’emparer pour leur propre usage d’un territoire aussi vaste.

Les conséquences de cette emprise sont en outre déjà perceptibles au travers de changements irréversibles. Les Européens ont transplanté des cultures et espèces animales, inaugurant ainsi la plus grande réorganisation écologique de la planète. Ils envoient dans l’hémisphère occidental des populations qui, dès 1800, reconstituent de nouveaux centres de civilisation avec leur corollaire, institutions gouvernementales, religieuses et académiques. Une nouvelle nation émerge des anciennes possessions britanniques en Amérique du Nord, tandis qu’au sud les Espagnols implantent leur civilisation après en avoir détruit deux grandes.

À l’est, l’histoire est différente, mais tout aussi remarquable. En 1800, une fois passé le cap de Bonne-Espérance, où vivent quelque 20 000 Hollandais, un Anglais voyageant à bord d’un navire armé pour rejoindre les Indes ne débarquera pas dans des colonies européennes comme

celles des Amériques, à moins de s'éloigner de son itinéraire jusqu'en Australie, laquelle, d'ailleurs, commence seulement à accueillir ses colons. En revanche, en Afrique orientale, en Perse, en Inde et en Indonésie, il trouvera des Européens venus faire des affaires avant de repartir, à plus ou moins long terme, pour profiter de leurs gains. Il en trouvera même à Canton ou encore, mais en très petit nombre, au Japon, royaume insulaire fermé. Seul l'intérieur du continent africain, toujours isolé par la maladie et le climat, semble impénétrable.

La remarquable transformation ainsi amorcée (et qui ira beaucoup plus loin) débute comme un processus à sens unique, mais elle deviendra vite un processus d'intégration. Les convoyeurs sont les océans et les côtes qui les entourent, et les moyens employés, le commerce et la colonisation. Les Européens peuplent la plus grande partie des terres colonisées, mais les empires qu'ils créent ouvrent le Nouveau Monde aux Africains (des esclaves pour la plupart, mais pas exclusivement), l'Asie du Sud-Est aux Chinois et quasiment le reste du monde aux Indiens. En termes de voyages, de savoir et de population, la planète fait peau neuve.

Cette grande métamorphose des relations mondiales survient à la suite de bouleversements profonds intervenus en Europe. Elle repose sur une accumulation méthodique de plusieurs strates : explorations, initiatives, supériorité technique et parrainage gouvernemental. Vers la fin du XVIII^{e} siècle, la tendance semble irréversible, et en un sens elle le sera, même si l'administration directe de ces États par les puissances européennes disparaît plus vite qu'elle n'est apparue. Aucune civilisation n'a connu un succès plus rapide et plus fulgurant, ni une expansion aussi facile, malgré quelques revers occasionnels et temporaires. Et aucune n'a été aussi arrogante dans ses présomptions.

Les Européens ont pour atout leur puissante motivation : ils doivent réussir. La principale raison qui les pousse à

entrer dans l'ère des grandes découvertes est le désir d'un contact plus facile et plus direct avec l'Asie, où se trouvent des produits et denrées dont l'Europe manque cruellement, à une époque où les pays asiatiques n'ont besoin de presque rien de ce que les Européens pourraient leur offrir en échange. Lorsque Vasco de Gama leur montre les présents qu'il compte remettre au roi qui l'accueille, les habitants de Calicut se moquent de lui : il n'a rien qui puisse soutenir la comparaison avec ce que les marchands arabes leur ont déjà apporté d'autres régions d'Asie. En effet, c'est la légendaire supériorité d'une très grande partie de la civilisation orientale qui pousse les Européens à tenter d'y avoir accès plus régulièrement et plus sûrement qu'à l'occasion du voyage occasionnel d'un Marco Polo. Coïncidence, au XVI^{e} et au XVII^{e} siècle, la Chine, l'Inde et le Japon subissent tous trois des transformations majeures − sociétales, culturelles et politiques. Le blocus terrestre de l'Europe orientale par les Ottomans rend ces pays plus attrayants que jamais aux yeux des Européens. Les bénéfices potentiels sont énormes, justifiant l'importance des efforts.

Si l'anticipation d'une récompense est une excellente recette pour avoir un moral à toute épreuve, la perspective du succès ne l'est pas moins. Au XVI^{e} siècle, les Européens ont acquis une expérience suffisante pour se lancer en toute confiance dans de nouvelles explorations et entreprises. Le facteur cumulatif compte aussi : chaque expédition réussie ajoute aux connaissances et à la certitude qu'il est possible d'aller plus loin. Avec le temps, les bénéfices dégagés serviront à financer la future expansion. À cela s'ajoute l'atout psychologique du christianisme. La fondation de colonies permet très vite à la religion de s'exprimer largement dans les missions, mais elle est toujours présente en tant que réalité culturelle, assurant les Européens de leur supériorité sur les peuples avec qui ils entrent en contact pour la première fois.

Au cours des quatre siècles suivants, le christianisme aura souvent des effets désastreux. Sûrs d'être dans le vrai, les Européens sont impatients et dédaigneux des valeurs et réalisations des peuples et civilisations qu'ils viennent perturber. Le résultat est toujours gênant et souvent violent. Il est vrai que la ferveur religieuse cache parfois des motifs moins avouables. Pour reprendre les termes du plus grand chroniqueur des conquêtes espagnoles, ses camarades et lui sont allés aux Indes en pensant « servir Dieu et Sa Majesté, apporter la lumière à ceux qui vivent dans les ténèbres, et s'enrichir, comme tous les hommes en ont envie ».

La convoitise mène vite à l'abus de pouvoir, à la domination et à l'exploitation par la violence. Tout cela finit par entraîner des crimes gravissimes, bien que souvent leurs auteurs n'en aient pas conscience. Parfois, des sociétés entières sont anéanties, mais il ne s'agit là que de la face la plus noire d'une volonté de dominer déjà présente au début des grandes explorations. Les premiers aventuriers à atteindre les côtes de l'Inde montent à l'abordage des navires marchands asiatiques, torturent et massacrent équipages et passagers, pillent les cargaisons et brûlent les épaves ravagées. D'une manière générale, les Européens finissent par être à même d'imposer leurs exigences grâce à une supériorité technique qui compense leurs faibles effectifs et leur donne un pouvoir excessif. Pendant quelques siècles, la balance penche en leur faveur, au détriment des grandes agglomérations de peuples et de civilisations que l'histoire a forgées.

Le premier capitaine portugais à prendre la suite de Vasco de Gama en est le symbole parfait : il bombarde Calicut. Un peu plus tard, en 1517, à leur arrivée à Canton, les Portugais tirent une salve d'artillerie en signe d'amitié et de respect pour la population, mais les coups de canon terrifient les Chinois, qui tout de suite leur donnent le nom de *fo-lang-ki*, lointaine déformation du mot « Francs ». L'artillerie des Européens est différente de tout ce qu'ils

connaissent. Les canons existent depuis longtemps en Asie, et les Chinois ont inventé la poudre à canon bien avant les Européens, mais sur le plan technique l'artillerie n'a pas vraiment progressé. Au XV^{e} siècle, en Europe, de grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la métallurgie et du savoir-faire, pour donner des armes d'une efficacité inconnue ailleurs.

Ce bond en avant va de pair avec d'autres progrès, notamment dans le domaine de la construction navale et des outils de navigation. Associées, ces diverses avancées débouchent sur l'arme remarquable qui met le monde entier à la portée de l'Europe : le vaisseau équipé de canons. Là encore, alors qu'en 1517 on n'en était qu'aux premiers balbutiements, les Portugais avaient été à même de repousser la flotte ottomane qui cherchait à les empêcher de pénétrer dans l'océan Indien (les Ottomans eurent plus de succès dans les eaux étroites de la mer Rouge où les galères actionnées par des rames, permettant de finir par se colleter avec l'ennemi pendant l'abordage, gardaient toute leur utilité). La jonque de guerre chinoise n'est pas mieux que la galère. L'abandon des rames pour la propulsion vélique et l'installation d'un grand nombre de canons sur les flancs du bâtiment ont donc considérablement augmenté la valeur des maigres effectifs européens.

Cet avantage n'échappe pas aux contemporains. Dès 1481, le pape interdit la vente d'armes aux Africains. Au XVII^{e} siècle, les Hollandais gardent jalousement pour eux le secret de la fonte des canons et veillent à ne pas le laisser passer entre les mains des Asiatiques. Ces derniers l'obtiendront, pourtant : au XV^{e} siècle, la présence en Inde de canonniers ottomans est avérée, et avant de parvenir en Chine les Portugais fournissent des canons aux Perses et leur enseignent le moyen d'en fondre davantage pour mettre les Turcs en difficulté. Au XVII^{e} siècle, entre autres intérêts, c'est leur expertise en matière de fonte de canons

et d’artillerie qui conserve aux pères jésuites la faveur des autorités chinoises.

Pourtant, même quand le secret s’évente, comme le craignaient les Hollandais, et que les nouveaux procédés employés dans les fonderies pénètrent en Orient, les Européens conservent l’avantage. En dépit des enseignements jésuites, l’artillerie chinoise reste inférieure (mais assez bonne, cependant, pour permettre aux Qing de dominer la région). La disparité technologique entre le continent européen et le reste du monde dépasse le cadre du simple savoir-faire. L’atout de l’Europe, au début de son avènement, n’est pas seulement sa toute nouvelle expertise, mais l’attitude qu’elle adopte de ce fait, différente des autres cultures. Il y a chez les Européens une volonté de se concentrer sur les difficultés pratiques, d’avoir une approche technologique. Là s’enracine l’une des futures caractéristiques des élites européennes à l’heure des Lumières : leur confiance croissante dans leur capacité à changer les choses.

L’Afrique et l’Asie sont les premières cibles de ces nouvelles techniques avantageuses. Les deux continents resteront sous la coupe des Portugais pendant plus d’un siècle. Ces derniers jouent un rôle si important dans l’ouverture des routes maritimes d’Orient que le roi du Portugal prend le titre de « seigneur de la conquête, de la navigation et du commerce des Indes, de l’Éthiopie, de l’Arabie et de la Perse »… par la grâce de Dieu, c’est-à-dire avec la bénédiction du pape. Cette titulature montre bien l’ampleur de l’entreprise des Portugais et leurs visées orientales, malgré le caractère légèrement trompeur de la référence à l’Éthiopie, qui a très peu de contacts avec eux. En Afrique, la pénétration est impossible en effet, sauf à accepter qu’elle soit limitée et dangereuse. Selon les Portugais, Dieu a spécialement dressé une barrière autour du continent africain pour en isoler les maladies mystérieuses et nocives (ce qui tiendra les Européens à

distance jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle). Les comptoirs de la côte occidentale de l'Afrique sont eux-mêmes malsains pour les Européens et uniquement tolérés en raison de leur importance pour la traite des esclaves et le commerce au long cours. Sur la côte est, les postes sont moins malsains, et s'ils présentent un intérêt, ce n'est pas non plus pour servir de tremplin vers l'intérieur des terres, mais parce qu'ils font partie d'un réseau commercial créé par les Arabes. Les Portugais les mettent à sac pour faire flamber le prix des épices destinées aux marchands vénitiens de la Méditerranée orientale, acheminées *via* la mer Rouge et le Moyen-Orient.

Les successeurs des Portugais, eux non plus, ne toucheront pas à l'intérieur de l'Afrique et pendant deux siècles encore l'histoire de ce continent poursuivra son évolution à son rythme, du moins en grande partie, dans les repaires de ses forêts et savanes. La population africaine n'approchera les Européens qu'à la périphérie, pour un contact destructeur et occasionnellement stimulant.

Les débuts de l'ère européenne en Asie ne s'accompagnent pas tout de suite d'un désir d'assujettissement ou de colonisation de vastes régions. Jusqu'au milieu du XVIII^{e} siècle, on assiste à une multiplication des comptoirs commerciaux, des concessions dans les installations portuaires, des forteresses et des bases côtières, c'est-à-dire de tout l'arsenal nécessaire à la seule véritable visée des débuts de l'impérialisme en Asie : un commerce sûr et lucratif.

Au XVI^{e} siècle, dans ce domaine, les Portugais dominent ; leur puissance de feu balayant tout sur leur passage, ils établissent très vite une chaîne de bases et comptoirs commerciaux sur lesquels repose le premier empire mondial. Douze ans après l'arrivée de Vasco de Gama à Calicut, ils fondent le plus important de leurs comptoirs dans l'océan Indien, à Goa, à presque 500 kilomètres de la côte occidentale de l'Inde. Goa deviendra le centre de

l’action missionnaire autant que commerciale. Une fois établi, l’Empire portugais soutient fermement la propagation de la foi catholique, avec le concours actif des Franciscains. En 1513, les premiers vaisseaux portugais atteignent les Moluques, un archipel connu pour ses épices. Un nouvel horizon se dessine alors pour l’Europe avec la conquête de l’Indonésie, de l’Asie du Sud-Est et de Timor, au sud de l’archipel. Quatre ans plus tard, les premiers navires portugais accostent en Chine et lancent le commerce sino-européen direct par voie maritime. En 1527, les Chinois acceptent la création d’un comptoir à Macao, autorisation qui deviendra permanente en 1557. Lorsque Charles Quint cède au Portugal les droits revendiqués par l’Espagne aux Moluques, ne gardant que les Philippines et renonçant à tout intérêt dans l’océan Indien, les Portugais se trouvent en possession d’un empire oriental dont ils conserveront le monopole au cours des cinquante années suivantes. Plus tard, ils le relieront aux territoires conquis en Afrique et au Brésil, considérant ces bastions d’outre-mer comme les points d’ancrage d’un empire commercial maritime.

Les Portugais ne se contentent pas du commerce entre l’Europe et le reste du monde, ils font aussi office de transporteurs entre les pays d’Asie. Leurs navires acheminent les tapis persans vers les Indes, le girofle des Moluques ainsi que le cuivre et l’argent du Japon jusqu’en Chine, et les étoffes indiennes vers le Siam (la Thaïlande actuelle). Pour eux comme pour leurs successeurs, cette source de revenus salutaire permet de compenser une partie du déficit de la balance commerciale, la population asiatique manifestant peu d’intérêt pour les produits européens, excepté le minerai d’argent. Sur mer, leurs seuls concurrents sérieux sont les Arabes, efficacement contrôlés par les escadrilles portugaises parties des bases d’Afrique orientale, à savoir l’île de Socotra, à l’embouchure de la mer Rouge, où ils se sont établis en 1507, Ormuz, sur la côte

nord à l’entrée du golfe Persique, et Goa. À partir de ces comptoirs, les Portugais étendent leurs activités commerciales à la mer Rouge, jusqu’au port de Massawa en Érythrée, et au fond du golfe Persique, où ils installent une usine à Bassora. Ils jouissent aussi de privilèges garantis en Birmanie et au Siam, et dans les années 1540 ce sont les premiers Européens à accoster au Japon. Ce réseau commercial s’appuie sur des accords diplomatiques avec les autorités locales et la supériorité de leur puissance de feu sur mer. Sur terre, la situation est différente : même s’ils le voulaient, ils ne pourraient pas s’appuyer sur leur capacité militaire, faute d’effectifs suffisants. Par conséquent, si l’établissement de cet empire commercial a du sens sur le plan économique, il correspond aussi aux moyens dont ils disposent.

La suprématie du Portugal dans l’océan Indien cache des déficiences fondamentales, à savoir le manque d’effectifs et une assise financière précaire. Elle ne se maintient que jusqu’à la fin du siècle, supplantée par les Hollandais qui portent à leur sommet les techniques et institutions de leur empire commercial. Impérialistes par excellence dans le domaine des échanges commerciaux, ils finissent eux aussi par installer des colonies en Indonésie. Leur chance se présente en 1580, au moment de l’unification de l’Espagne et du Portugal. La nouvelle union ibérique est un aiguillon pour les marins hollandais, désormais exclus du lucratif commerce de réexportation des produits d’Orient, de Lisbonne jusqu’en Europe septentrionale, dont jusqu’alors ils contrôlaient la majeure partie. Le contexte de la guerre de Quatre-Vingts Ans contre l’Espagne les incite encore plus à investir des régions susceptibles de leur rapporter des bénéfices aux dépens des Ibériques. Comme les Portugais, ils sont peu nombreux − à peine 2 millions d’individus − et leur survie repose sur une base étroite, d’où l’importance, vitale, de leur prospérité commerciale. Leurs atouts résident dans les effectifs de leur marine, leur flotte et la

richesse et l’expérience acquises en pêchant et en transportant des marchandises dans les eaux nordiques. En Hollande, leur savoir-faire commercial facilite le rassemblement d’effectifs pour de nouvelles entreprises. Parallèlement, ils bénéficient du sursaut des Arabes, qui reprennent les comptoirs d’Afrique orientale au nord de Zanzibar lorsque la puissance portugaise vacille, après l’union avec l’Espagne.

Les premières décennies du XVII^{e} siècle voient donc l’effondrement d’une grande partie de l’Empire portugais en Asie et son remplacement par les Hollandais. Pendant un temps, ils s’établissent au Pernambouc, région productrice de sucre au Brésil, qu’ils ne sauront pas conserver. Leur principal objectif est l’archipel des Moluques. Les expéditions individuelles, entreprises sur une brève période (soixante-cinq en sept ans, quelques-unes par le détroit de Magellan et d’autres en contournant l’Afrique), prennent fin en 1602, lorsque les Provinces-Unies, à l’initiative des états généraux, créent la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, l’organisation qui deviendra l’instrument décisif de leur suprématie commerciale en Asie.

Comme les Portugais avant eux, pour exclure toute concurrence, les employés de la Compagnie ont recours à la voie diplomatique avec les autorités locales, et au système des comptoirs commerciaux. En 1623, les Hollandais montrent jusqu’où peut aller leur hostilité à l’égard de leurs concurrents : dix Anglais sont exécutés à Ambon, aux Moluques, un massacre qui met fin à toute velléité anglaise d’intervenir directement dans le commerce des épices. Ambon a été la première des bases saisies lors de la phase éclair de l’éradication des intérêts portugais, mais la réduction des principaux forts n’a commencé qu’en 1609, avec l’envoi d’un gouverneur général résident dans les îles indonésiennes. Au cœur de ces opérations figure l’établissement du quartier général hollandais à Djakarta (rebaptisée Batavia), sur l’île de Java. Il s’y maintiendra

jusqu'à la fin du nouvel empire colonial. Djakarta devient le centre d'une colonie où les planteurs hollandais peuvent compter sur l'appui de la Compagnie pour exercer un contrôle implacable de la main-d'œuvre. L'histoire des colonies hollandaises à leurs débuts n'est qu'une triste succession d'insurrections, de déportations, de réduction en esclavage et d'exterminations. Les Hollandais détruisent délibérément le commerce des petits affréteurs locaux − et des jonques chinoises − afin de concentrer toutes les sources de profit entre leurs mains.

Le commerce européen des épices, très lucratif, est au centre de leur attention. Il représente, durant la majeure partie du XVII^{e} siècle, plus des deux tiers de la valeur des cargaisons envoyées à Amsterdam. Mais les Hollandais ont aussi décidé de supplanter les Portugais dans le précieux négoce d'Asie orientale. Si les nombreuses expéditions lancées contre les Portugais de Macao restent sans effet, ils parviennent à s'installer à Formose, d'où ils établissent les bases d'un commerce indirect avec la Chine continentale. En 1638, ils succèdent aux Portugais, chassés du Japon. Puis, au cours des deux décennies suivantes, viendra le tour de Ceylan. En revanche, malgré le succès des négociations en vue d'obtenir le monopole du commerce au Siam, ils se laisseront damer le pion par la France. Les liens de cette autre puissance coloniale avec la région commencent par hasard, en 1660, à l'arrivée de trois missionnaires français dans la capitale. La mise sur pied d'un vicariat apostolique, centre des missions, et la présence d'un conseiller grec à la cour du roi de Siam débouchent, en 1685, sur une mission diplomatique et militaire française. Ces débuts prometteurs échouent toutefois lamentablement à l'occasion d'une guerre civile et le Siam disparaît de nouveau, et pour deux siècles, de la sphère d'influence européenne.

Le début du XVIII^{e} siècle est donc marqué par la suprématie des Hollandais dans l'océan Indien et en Indonésie, et par l'intérêt qu'ils portent à la mer de Chine,

orientale et méridionale. On assiste à une reproduction remarquable du modèle portugais, même si quelques-uns de leurs comptoirs subsistent, comme à Goa et à Macao. La puissance hollandaise est concentrée autour du détroit de Malacca, d'où elle rayonne, à travers la Malaisie et l'Indonésie, jusqu'à Formose et les points d'échanges commerciaux avec la Chine et le Japon au nord-est, et jusqu'aux précieuses Moluques au sud-est. La région devient un carrefour commercial si important qu'elle commence à s'autofinancer, avec, comme monnaie d'échange, l'or en barres du Japon et de la Chine plutôt que les lingots européens des débuts. Côté occidental, les Hollandais sont présents à Calicut, à Ceylan et au cap de Bonne-Espérance ; ils ont aussi installé des manufactures en Perse. Bien que Batavia soit une grande ville et que les Hollandais dirigent des plantations pour couvrir leurs besoins, leur empire commercial conserve son caractère insulaire et littoral. Il ne s'étend pas sur les terres de l'intérieur. S'appuyant en dernier ressort sur sa puissance navale, il succombera, sans pour autant disparaître, lorsque celle-ci trouvera plus fort qu'elle.

Les prémices de ce déclin apparaissent au cours des dernières décennies du XVII^{e} siècle. L'improbable concurrent, dans cette course à la suprématie dans l'océan Indien, est l'Angleterre. À une époque antérieure, les Anglais ont cherché à se faire une place dans le commerce des épices. Une Compagnie anglaise des Indes orientales a bien existé sous le règne de Jacques I^{er}, mais elle a valu bien des déboires à ses agents, tant pour coopérer avec les Hollandais que pour les combattre. En conséquence, vers 1700, les Anglais ont bel et bien tiré un trait sur leurs activités à l'est du détroit de Malacca. Comme les Hollandais en 1580, ils se trouvent face à la nécessité de changer de cap, et ils s'y plient. Le résultat de ce revirement − la suprématie britannique aux Indes − constitue l'événement le plus marquant de l'histoire

britannique entre la Réforme anglicane et le début de l'ère industrielle.

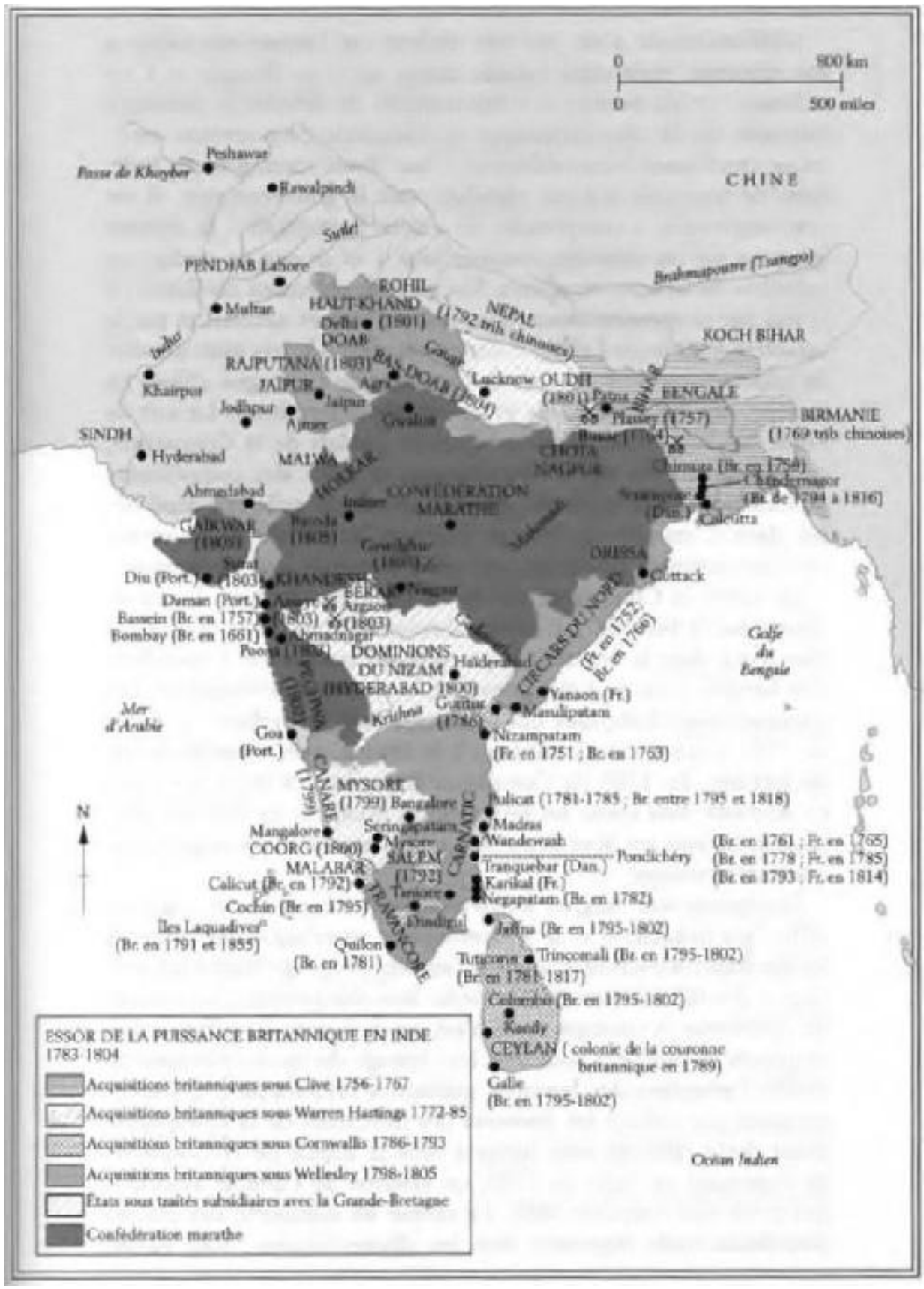
Dans le sous-continent indien, les principaux concurrents des Anglais ne sont ni hollandais ni portugais, mais français, et pendant longtemps on ne voit pas très bien les enjeux de cette rivalité. La montée de la puissance britannique en Inde est très progressive. Jusqu'à la fin du siècle, l'Angleterre se contentera de la fondation de Fort St. George à Madras et de l'acquisition de Bombay, apportée en dot par l'épouse de Charles II, une princesse portugaise. À partir de ces tout premiers empiétements (Bombay est le seul territoire sur lequel ils exercent une souveraineté absolue), les Anglais se livrent au commerce du café et des textiles − moins prestigieux que celui des épices pour les Hollandais, mais dont la valeur et l'importance ne cessent de croître. Leurs coutumes s'en trouvent changées et du même coup la société, comme en témoigne la création de cafés à Londres. Bientôt, des vaisseaux partent des Indes pour se rendre en Chine et rapporter du thé. Vers 1700, les Anglais disposent d'une nouvelle boisson nationale, qu'un poète ne tardera pas à immortaliser en disant qu'elle « ragaillardit sans enivrer ».

Comme en témoigne la défaite de l'armée de la Compagnie des Indes orientales en 1689, la domination militaire du sous-continent indien ne s'annonce pas facile. Pas plus qu'elle n'est nécessaire à la prospérité. La Compagnie des Indes ne souhaite donc pas l'affrontement direct si elle peut l'éviter. Bien qu'elle ait été autorisée à occuper Fort William, construit à son initiative à Calcutta, les directeurs de 1700 jugent tout à fait irréaliste l'idée d'acquérir de nouveaux territoires ou d'implanter des colonies aux Indes. La chute de l'Empire moghol après la mort d'Aurangzeb, en 1707, va cependant bouleverser tous ces *a priori*. Ses conséquences ne seront pas visibles avant longtemps, mais l'Inde finit par se dissoudre en un ensemble d'États autonomes sans véritable pouvoir.

Avant 1707, l'Empire moghol a déjà subi les attaques des Marathes. Les tendances centrifuges de l'empire ont toujours favorisé les nababs, gouverneurs de provinces, et il apparaît de plus en plus clairement que ceux-ci se partagent le pouvoir avec les Marathes. La troisième catégorie d'acteurs, ce sont les sikhs. Apparus à l'origine, au XVI^{e} siècle, comme une secte hindoue, ils se sont retournés contre les Moghols tout en s'éloignant d'un hindouisme orthodoxe pour constituer quasiment une troisième religion (l'autre étant l'islam). Les sikhs forment une confrérie militaire, sans castes, et lorsque survient le temps de la discorde, ils se montrent tout à fait capables de protéger leurs intérêts. Un Empire sikh finit par se constituer dans le nord-ouest de l'Inde. Il conservera sa souveraineté jusqu'en 1849. Entre-temps apparaîtront, au XVIII^{e} siècle, des signes révélateurs d'une polarisation croissante entre hindous et musulmans. Les premiers se retirent de plus en plus au sein de leur communauté et mettent l'accent sur les pratiques rituelles qui les distinguent publiquement. Les musulmans agissent de la même façon. Cette bipolarité toujours plus marquée, sous l'administration civile et militaire des Moghols, conservateurs et par conséquent fermés au progrès, servira de toile de fond à une invasion des Perses dans les années 1730, avec les pertes de territoires qui s'ensuivent.

Le contexte est éminemment favorable aux interventions étrangères. La tentation est forte, et rétrospectivement il paraît incroyable que Français et Anglais mettent autant de temps à en profiter (dans les années 1740 encore, la Compagnie britannique des Indes orientales est toujours moins fortunée et moins puissante que son homologue hollandaise). Cette lenteur atteste de l'importance du commerce à leurs yeux, en tant qu'objectif principal. Lorsque les Britanniques commencent réellement à intervenir, mus en grande partie par leur hostilité à l'égard des Français et par la crainte de ce que ceux-ci pourraient

décider, ils disposent de plusieurs atouts maîtres, même s'ils n'ont pas encore en tête l'idée d'un empire en tant que tel. La possession d'un comptoir à Calcutta leur donne une place de choix pour ce qui est potentiellement le meilleur lot − le Bengale et le cours inférieur de la vallée du Gange. Ils ont assuré les communications par mer avec l'Europe, grâce à leur puissance maritime, et les marchands de la Compagnie des Indes sont bien plus écoutés des ministres anglais à Londres que leurs homologues français à Versailles. En outre, si les Français sont les plus dangereux des concurrents potentiels de la Grande-Bretagne, leur attention est toujours susceptible d'être détournée par leurs engagements sur le continent européen. Enfin, les Britanniques n'ont aucune ferveur missionnaire, comme en témoigne le retard que prennent les missions protestantes en Asie, comparativement à celles des catholiques. D'une manière générale, ils n'éprouvent nul besoin, dans l'immédiat, de se mêler des coutumes ou institutions locales, préférant apporter − un peu à la manière des Moghols − une structure globale au sein de laquelle les Indiens peuvent mener leur vie comme ils l'entendent, pendant que prospère en paix le commerce dont se nourrit la Compagnie. Un empire issu d'une opportunité commerciale en somme, et non l'inverse.


0
800 km
0
500 miles
CHINE
Peshawar
Passe de Khaybar
Rawalpindi
Sutlej
PENDJAB Lahore
Multan
ROHIL
HAUT-KHAND
Delhi (1801)
DOAB
NEPAL
(1792 vrls chinoises)
Brahmapoutre (Tsangpo)
KOCH BIHAR
Indus
Gange
RAJPUTANA (1803)
BAS DOAB (1801)
Agra
Lucknow OUDH
(1801)
Patna
BENGALE
Khairpur
JAIPUR
Jaipur
Jodhpur
Ajmer
Gwalior
Plassey (1757)
Buxar (1764)
BIRMANIE
(1769 vrls chinoises)
SINDH
Hyderabad
MALWA
BERAR
CHOTA NAGPUR
Chinsura (Br. en 1759)
Chandernagor
(Br. de 1794 à 1816)
Ahmedabad
Indore
CONFEDERATION MARATHE
Srampore (Dan.)
Calcutta
GAIKWAR (1805)
Baroda (1805)
Godadhra (1803)
Mahanadi
ORISSA
Surat
Diu (Port.)
(1803)
KHANDESH
Cuttack
Daman (Port.)
Asseir
Argaon
(1803)
Bassein (Br. en 1757)
Bombay (Br. en 1661)
Ahmednagar
Poona (1818)
DOMINIONS DU NIZAM
(HYDERABAD 1800)
Hyderabad
CIRCARS DU NORD
(Fr. en 1752; Br. en 1766)
Golfe du Bengale
Yanaon (Fr.)
Mer d'Arabie
Krishna
Guntur (1786)
Masulipatam
Goa (Port.)
Nizampatam
(Fr. en 1751 ; Br. en 1753)
CANARA (1799)
MYSORE (1799)
Bangalore
Pulicat (1781-1785 ; Br. entre 1795 et 1818)
N
Mangalore
Seringapatam
Madras
COORG (1860)
Mysore
Wandewash
(Br. en 1761 ; Fr. en 1765)
(Br. en 1778 ; Fr. en 1785)
(Br. en 1793 ; Fr. en 1814)
SALEM (1792)
Pondichéry
Tranquebar (Dan.)
MALABAR
CARNATIC
Calicut (Br. en 1792)
Karikal (Fr.)
Tellicherry
Cochin (Br. en 1795)
Negapatam (Br. en 1782)
TRAVANCORE
Jaffna (Br. en 1795-1802)
Iles Laquadives
(Br. en 1791 et 1855)
Quilon
(Br. en 1781)
Trincomali (Br. en 1795-1802)
Tuticorin
(Br. en 1783-1817)
Colombo (Br. en 1795-1802)
Kandy
CEYLAN (colonie de la couronne britannique en 1789)
Galle
(Br. en 1795-1802)
Océan Indien
ESSOR DE LA PUISSANCE BRITANNIQUE EN INDE
1783-1804
Acquisitions britanniques sous Clive 1756-1767
Acquisitions britanniques sous Warren Hastings 1772-85
Acquisitions britanniques sous Cornwallis 1786-1793
Acquisitions britanniques sous Wellesley 1798-1805
États sous traités subsidiaires avec la Grande-Bretagne
Confédération marathe

La voie qui mène à l'empire passe par la politique indienne. Français et Britanniques entrent d'abord en conflit de manière indirecte, en soutenant des princes indiens rivaux. En 1744, pour la première fois, ils en viennent aux armes, sur la côte carnatique, dans le sud-est du sous-continent. L'Inde se laisse irrésistiblement aspirer par un affrontement mondial entre la Grande-Bretagne et la France : la guerre de Sept Ans (1756-1763) revêt une importance capitale. Lorsqu'elle éclate, le sous-continent est toujours le théâtre d'opérations militaires, sans avoir connu de rémission, même après le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748, entre la France et la Grande-Bretagne. La cause des Français a bien avancé, grâce à Dupleix, brillant gouverneur général du Carnatic, qui a beaucoup effrayé les Britanniques en employant la force autant que la diplomatie pour accroître la puissance française parmi les princes indiens. Mais Dupleix est rappelé en France et la Compagnie française des Indes orientales ne jouit pas du soutien inconditionnel de la métropole, condition nécessaire pour qu'elle émerge en tant que nouvelle puissance primordiale. Lorsqu'une guerre éclate à nouveau, en 1756, le nabab du Bengale assiège et prend Calcutta. Il inflige un affront supplémentaire aux Britanniques en enfermant ses prisonniers dans le désormais mythique « trou noir de Calcutta », un cachot exigu où les malheureux meurent étouffés. L'armée de la Compagnie britannique des Indes orientales, commandée par son employé Robert Clive, reprend la ville, s'empare du comptoir français de Chandernagor et affronte les troupes du nabab, largement supérieures en nombre, le 22 juin 1757 à Plassey, à 150 kilomètres environ de Calcutta, sur les rives du Hooghly, au cours d'une bataille décisive dont elle sort victorieuse.

L'affrontement n'est pas très violent car l'armée du nabab a été subornée, mais cette bataille donne accès au Bengale et à ses richesses, ce qui permet aux Britanniques de

détruire la puissance française sur la côte carnatique et d'acquérir de nouveaux territoires conduisant inexorablement à leur futur monopole en Inde. Rien de tout cela n'a été planifié, mais le gouvernement, il est vrai, commence à comprendre les enjeux immédiats − la menace qui pèse sur les échanges commerciaux − et envoie en renfort un bataillon de troupes régulières. Un geste doublement révélateur, à la fois par sa reconnaissance d'un enjeu d'intérêt national et par le caractère minime de l'effort militaire consenti. Un très petit nombre de soldats européens, équipés de l'artillerie de campagne utilisée en Europe, ont été à même de jouer un rôle déterminant. Le sort de l'Inde bascule du fait d'une poignée de soldats de la Compagnie, européens et entraînés à l'européenne, et grâce aux compétences diplomatiques et à la perspicacité des agents que celle-ci a dépêchés sur place. C'est sur cette base restreinte et la nécessité de gouverner un sous-continent désagrégé que va se former le Raj britannique.

En 1764, la Compagnie des Indes orientales acquiert la souveraineté sur le Bengale. Ce n'était absolument pas l'intention de ses directeurs, dont le but était la pratique du commerce. Cependant, si le Bengale paie pour être gouverné, la chose est envisageable. Les quelques bases françaises qui subsistent sont éparpillées ; le traité de 1763 a laissé cinq comptoirs à la France, avec interdiction de les fortifier. En 1769, la Compagnie française des Indes orientales est dissoute. Peu après, les Britanniques prennent Ceylan aux Hollandais. La voie est libre désormais pour une entreprise impérialiste qui restera unique.

Le chemin sera long, et longtemps suivi à contrecœur, mais ses difficultés financières et le gouvernement anarchique des autorités locales dans les territoires adjacents incitent progressivement la Compagnie des Indes à étendre sa tutelle. Son rôle premier, la pratique du commerce, s'estompe et ce n'est pas bon pour les affaires. Les employés en profitent pour tirer leur épingle du jeu. Le

phénomène éveille l'attention des hommes politiques britanniques, qui commencent par réduire les pouvoirs des directeurs de la Compagnie avant de la ramener avec fermeté sous la tutelle de la Couronne et d'instaurer en Inde, en 1784, un système de « double autorité » qui perdurera jusqu'en 1858. La même loi comporte des clauses interdisant toute ingérence dans les affaires locales : tout autant que la Compagnie, le gouvernement britannique espère éviter de se laisser entraîner plus avant sur la voie de l'impérialisme en Inde. L'augmentation importante des nouvelles acquisitions l'y obligera toutefois au siècle suivant. Aucun obstacle ne viendra désormais barrer la route au despotisme éclairé du Raj britannique du XIX^{e} siècle. L'Inde est radicalement différente de tout autre État jamais placé sous l'autorité d'un souverain européen : des centaines de millions de sujets viennent s'ajouter à la population de l'Empire sans que soient envisagées une conversion ou une assimilation, hormis par quelques visionnaires et très tardivement. Les caractéristiques de la structure impériale britannique en seront profondément transformées, tout comme, au bout du compte, la stratégie, la diplomatie, les échanges commerciaux, et même les perspectives d'avenir.

Hormis l'Inde et les colonies hollandaises d'Indonésie, aucune acquisition territoriale de l'époque sur le continent asiatique n'est comparable à la vaste appropriation des terres américaines par les Européens. Le débarquement de Christophe Colomb est suivi d'une exploration assez rapide et complète des principales îles constituant les « Indes occidentales », Antilles actuelles. Très vite, il apparaît clairement que la conquête des terres d'Amérique est d'une facilité attrayante, comparée à l'hostilité des Maures d'Afrique du Nord qu'il avait tout de suite fallu combattre après la chute de Grenade et la fin de la Reconquista. La colonisation progresse rapidement, surtout à Hispaniola, la future Haïti, et à Cuba. L'édification de la première

cathédrale américaine débute en 1523 ; les Espagnols ne sont pas venus dans l'intention de repartir, comme le montre leur activité de bâtisseurs de villes. En 1538 est fondée la première université (dans la même ville de Santo Domingo, l'actuelle Saint-Domingue), et l'année suivante voit s'installer à Mexico la première imprimerie.

Les colons espagnols recherchent des terres, pour les cultiver, et de l'or, pour spéculer. Personne ne les leur dispute, et de fait, le Brésil excepté, l'histoire de l'accès à l'Amérique centrale et à l'Amérique latine demeure espagnole jusqu'à la fin du XVI^{e} siècle. Les premiers migrants des îles sont issus de la petite noblesse castillane, pauvre, coriace et ambitieuse. À leur arrivée sur le continent, tout en évoquant le message de la Croix et la gloire de la couronne de Castille, la plus grande, ils cherchent à mettre la main sur un butin. L'exploration du continent commence par le Venezuela, en 1499. Puis, en 1513, Vasco de Balboa franchit l'isthme de Panama, et les Européens découvrent le Pacifique. Les membres de l'expédition construisent des maisons et cultivent la terre : l'ère des conquistadors commence. Les aventures de l'un d'eux captiveront la postérité. À la fin de l'année 1518, en effet, Hernán Cortés quitte Cuba, accompagné de quelques centaines de personnes et passant outre l'autorité du gouverneur de l'île. Il justifiera sa décision après coup en rapportant un butin à la Couronne. Après avoir débarqué sur la côte mexicaine, près de l'actuelle Veracruz, en février 1519, Cortés commence par brûler ses vaisseaux pour s'assurer que ses hommes ne rentreront pas à Cuba ; puis il se met en route pour le haut plateau mexicain, une expédition qui alimentera l'un des récits les plus riches en rebondissements de toute l'histoire impérialiste. À son arrivée devant Tenochtitlán, il découvre la civilisation aztèque et en reste abasourdi. Outre sa richesse en or et en pierres précieuses, la terre est intéressante, car elle

convient au genre de culture que connaissent bien les Castillans.

Les hommes de Cortés sont peu nombreux et leur conquête de l'Empire aztèque, dominant le plateau central, prend un caractère héroïque ; mais ils ont aussi des atouts et une bonne étoile. Sur le plan technologique, le peuple qu'ils rencontrent au fil de leur progression est primitif, impressionné par la poudre à canon, l'acier et les chevaux des conquistadors. En outre, la résistance aztèque est entravée par la sensation inconfortable que Cortés est peut-être l'incarnation du dieu dont ils attendent le retour. Les Aztèques sont aussi très sensibles aux maladies apportées par les Européens. Et comme ce sont d'autre part des exploiteurs, de surcroît cruels, leurs sujets indiens accueillent les nouveaux conquérants avec bonheur, sinon en libérateurs, du moins en initiateurs d'un changement. Si les circonstances sont favorables aux Castillans, au bout du compte les facteurs décisifs sont leur courage et leur caractère coriace et impitoyable.

En 1531, Francisco Pizarro entreprend une expédition similaire au Pérou. L'événement est plus remarquable encore que la conquête du Mexique et, si tant est que cela soit possible, il montre d'une façon plus terrible aussi la rapacité et l'implacabilité des conquistadors. La colonisation de ce nouvel empire commence dans les années 1540, et presque aussitôt a lieu l'une des découvertes les plus fabuleuses de l'histoire, celle de la montagne d'argent de Potosi, principale source d'extraction des lingots qui alimenteront l'Europe au cours des trois siècles suivants.

Théoriquement, en 1700, le territoire de l’Empire espagnol aux Amériques est immense : il s’étend du Nouveau-Mexique actuel jusqu’au Rio de la Plata. Panama et Acapulco le relient aux Espagnols des Philippines, de l’autre côté du Pacifique nord. Pourtant, la cartographie de cette vaste étendue est trompeuse. La Californie, le Texas et le Nouveau-Mexique, au nord du Rio Grande, ont une population très éparpillée, et l’occupation du territoire se résume en grande partie à la présence de quelques fortins

et comptoirs, et davantage de missions. Au sud, le Chili d'aujourd'hui n'est pas encore très colonisé. Les régions les plus importantes et les plus densément peuplées se limitent à trois : la Nouvelle-Espagne (le Mexique actuel), rapidement devenue la partie la plus développée de l'Amérique espagnole ; le Pérou, à forte population et intéressant pour ses mines de métal précieux ; et quelques-unes des plus grandes îles des Caraïbes, colonisées depuis de nombreuses années. L'administration espagnole négligera longtemps les régions impropres à la colonisation.

Les Indes occidentales espagnoles sont gouvernées par des vice-rois, à Mexico et à Lima, car la Nouvelle-Espagne et le Pérou sont des royaumes rattachés à la couronne de Castille au même titre que ceux de Castille et d'Aragon. Ils ont en propre un Conseil des Indes, placé sous l'autorité directe du roi. En théorie, cela implique un pouvoir central fort, mais, en pratique, la géographie et la topographie des lieux rendent cette prétention parfaitement illusoire. Les communications de l'époque interdisent tout contrôle strict de la Nouvelle-Espagne ou du Pérou à partir de la péninsule Ibérique. Les vice-rois et leurs subordonnés, les capitaines généraux, jouissent d'une véritable indépendance au quotidien. Mais Madrid peut tirer des avantages fiscaux de ses colonies : l'Espagne et le Portugal sont les seules puissances à avoir colonisé l'hémisphère occidental pendant plus d'un siècle et réussi à faire en sorte que les nouvelles possessions s'autofinancent et rapportent en plus un bénéfice net à la métropole. Cette manne est due en grande partie à la circulation des métaux précieux. Après 1540, de l'autre côté de l'Atlantique, l'argent afflue, mais il sera dilapidé, au grand malheur de l'Espagne, lors des guerres menées par Charles Quint et Philippe II. Vers 1650, 16 000 tonnes d'argent ont déjà été introduites en Europe, sans parler des 180 tonnes d'objets en or.

Sur d'autres éventuelles retombées économiques, il est plus difficile de se prononcer. Comme plusieurs puissances

colonisatrices de l'époque, l'Espagne a la conviction que le volume d'échanges commerciaux est limité et qu'en conséquence le commerce avec ses colonies lui est réservé, par la réglementation et la force des armes. En outre, elle adhère à un autre lieu commun des débuts de la théorie économique coloniale, à savoir qu'il ne faut pas laisser les territoires dépendants développer des industries susceptibles de réduire les opportunités que leurs marchés offrent au pays colonisateur. À cet égard, l'Espagne sera moins efficace que ses rivales. Si ses autorités parviennent à empêcher le développement industriel des Amériques, hormis dans le domaine de la production agricole, de l'extraction minière et de l'artisanat, elles se révèlent de plus en plus incapables de tenir à l'écart les marchands étrangers (les « intrus », comme on les appelle). Les planteurs espagnols réclament bientôt ce que l'Espagne métropolitaine ne peut leur fournir, à savoir, surtout, un contingent d'esclaves. L'extraction minière mise à part, l'économie des îles et de la Nouvelle-Espagne repose sur l'agriculture. Les îles en viendront rapidement à dépendre de l'esclavage. Dans la partie continentale des colonies, le gouvernement espagnol, peu enclin à l'encourager au sein des populations conquises, cherche d'autres moyens de garantir une offre de main-d'œuvre. Le premier, employé d'abord dans les îles puis étendu au Mexique, est l'instauration d'une sorte de seigneurie féodale : les colons espagnols reçoivent une *encomienda*, un groupe de villages qu'ils protègent en échange du travail des autochtones. Le système des *encomiendas* n'est pas toujours facile à distinguer du servage, ni même de l'esclavage, qui en vient vite à désigner la condition réservée aux Africains.

Pour différencier les deux formes de colonialisme, en Amérique centrale et latine et en Amérique du Nord, la présence, dès le début, d'un grand nombre d'indigènes de l'ère précoloniale susceptibles de servir de main-d'œuvre compte autant que la nature de l'occupant. En effet, des

siècles d'occupation mauresque ayant accoutumé Espagnols et Portugais à l'idée de vivre dans une société multiraciale, l'Amérique latine présente très vite une population métissée. Au Brésil, où les Portugais l'emportent sur les Hollandais après trente années de guerre, le métissage est fréquent, issu à la fois de la population indigène et de l'augmentation du nombre d'esclaves noirs africains importés dès le XVI^{e} siècle pour travailler sur les plantations de canne à sucre. En Afrique, les Portugais ne se soucient pas non plus du métissage. D'aucuns ont prétendu que cette absence de discrimination raciale était une façon d'atténuer les effets de leur impérialisme.

Néanmoins, bien que la constitution de sociétés métissées sur de vastes territoires soit l'un des héritages les plus durables des Empires espagnol et portugais, ces sociétés sont stratifiées en fonction de critères raciaux. Les classes dominantes sont toujours constituées de natifs de la péninsule et de créoles, de sang européen mais nés dans les colonies. Avec le temps, les seconds finissent par avoir le sentiment que les premiers, les « Péninsulaires » comme on les appelle, les écartent des postes clés, et ils nourrissent des sentiments hostiles à leur égard. À partir des créoles, on passe les échelons indistincts des divers degrés de métissage, toujours plus nombreux, jusqu'aux plus pauvres et opprimés : les Indiens et les esclaves africains. Si les langues indiennes survivent, souvent grâce aux efforts des missionnaires espagnols, la langue dominante, sur le continent, devient bien sûr celle des colons.

Cette mutation linguistique influe de manière déterminante sur l'unification culturelle du continent, quoique le catholicisme romain ait une importance comparable. Le rôle de l'Église dans l'ouverture de l'Amérique espagnole et portugaise est prépondérant. Dès les premières années, ce sont les missionnaires des ordres réguliers − les Franciscains en particulier − qui mènent la danse, mais pendant trois siècles leurs successeurs

travaillent d’arrache-pied à civiliser les autochtones. Les premiers frères missionnaires s’abstiennent d’apprendre l’espagnol aux Indiens, pour les protéger des tentatives de corruption par les colons. Plus tard, ils iront les chercher dans leurs tribus et villages pour leur enseigner le latin et la religion, les vêtir de pantalons et les renvoyer parmi leurs congénères pour répandre sur eux la lumière. Les postes de mission situés à la frontière déterminent la forme des pays qui existeront des centaines d’années plus tard. Les missionnaires ne rencontrent qu’une faible résistance. Les Mexicains, par exemple, adoptent avec enthousiasme le culte de la Vierge Marie, qu’ils assimilent à leur déesse mère Tonantzin.

Pour le meilleur et le pire, l’Église se considère dès le début comme la protectrice des sujets indiens de la couronne de Castille. Les conséquences de cette attitude ne se feront sentir qu’après des siècles de changements importants dans le centre de gravité démographique de la communion romaine, mais bien des effets seront visibles beaucoup plus tôt. En 1511, à Saint-Domingue, un dominicain se lance dans le premier sermon qui condamne la façon dont les Espagnols traitent leurs nouveaux sujets. Dès le début, la monarchie proclame sa mission morale et chrétienne dans le Nouveau Monde. Des lois sont votées pour protéger les Indiens, et l’on recueille l’avis des hommes d’Église au sujet de leurs droits et de la façon de les leur garantir. En 1550 a lieu un événement extraordinaire : le Conseil des Indes ouvre à Valladolid une enquête théologique et philosophique, sous forme de controverse, sur les principes régissant la manière de gouverner les peuples du Nouveau Monde. Mais l’Amérique est loin, et cet éloignement rend l’application des lois difficile. Il est d’autant plus problématique de protéger la population indigène qu’une baisse démographique catastrophique crée une pénurie de main-d’œuvre. Les premiers colons ont propagé la variole aux Caraïbes (la

maladie est d'abord apparue en Afrique) et, l'un des hommes de Cortés l'ayant contractée, elle s'est propagée sur le continent. Là réside probablement l'explication de ce cataclysme survenu au cours du premier siècle de l'empire colonial espagnol.

Pendant ce temps, l'Église s'adonne presque sans répit à la conversion des autochtones, qu'elle place ensuite sous la protection de la mission et de la paroisse. À Xochimilco, deux franciscains baptisent 15 000 Indiens en une seule journée. D'autres ne cessent d'adresser au roi des protestations officielles. Il en est un qu'on ne saurait ignorer. Bartolomé de Las Casas est un frère dominicain. Arrivé aux Amériques en tant que colon, il est le premier prêtre à y être ordonné. Par la suite, devenu théologien et évêque, il passe sa vie à tenter d'influencer le gouvernement de Charles Quint, non sans succès. Il s'attache à refuser l'absolution, même lors des derniers sacrements, à ceux dont les confessions sur leur façon de traiter les Amérindiens ne lui semblent pas convaincantes, et il débat contre ses adversaires en usant d'arguments tirés de la tradition canonique médiévale. Comme Aristote, il présume que certains êtres humains sont effectivement esclaves « par nature », et lui-même a des esclaves noirs, mais selon lui ce postulat ne s'applique pas aux Indiens. S'il s'inscrit dans la mémoire collective, de manière tout à fait anachronique, comme l'un des premiers critiques du colonialisme, c'est en grande partie à cause de l'utilisation qui sera faite de ses écrits, deux cents ans plus tard, par un philosophe des Lumières.

Pendant des siècles, les paysans amérindiens n'auront quasiment pour seul accès à la culture européenne que les prêches et les rites de la religion catholique, dont ils trouveront certains traits compréhensibles et compatissants. Seuls quelques-uns ont accès à l'instruction européenne ; le Mexique ne comptera pas d'évêques autochtones avant le XVII^{e} siècle et, sauf à vouloir être

prêtre, l'instruction ne mènera pas les paysans beaucoup plus loin que le catéchisme. En réalité, malgré tout le dévouement d'une grande partie de son clergé, l'Église a tendance à rester coloniale, importée. Curieusement, les efforts des ecclésiastiques envers les natifs chrétiens qu'ils veulent protéger n'ont pour effet que de les isoler davantage des voies permettant leur intégration : on ne leur enseigne pas l'espagnol, par exemple.

Peut-être était-ce inévitable. Le monopole de la religion catholique en Espagne et au Portugal implique fatalement que l'Église s'identifie dans une large mesure à la structure politique ; c'est une manière de renforcer considérablement un appareil administratif trop dispersé. Le prosélytisme enthousiaste des Espagnols n'est pas seulement un zèle de croisés. Très vite, l'Inquisition prend pied en Nouvelle-Espagne : au sud du Rio Grande, le catholicisme américain sera façonné par l'Église de la Contre-Réforme, avec de lourdes conséquences qui apparaîtront beaucoup plus tard. En dépit du rôle important joué par les prêtres dans les révolutions et mouvements d'indépendance en Amérique du Sud, et bien qu'au XVIII^{e} siècle les Jésuites, en voulant protéger la population autochtone, s'attirent le courroux des colons portugais et des autorités brésiliennes, l'Église en tant qu'organisation n'a jamais montré de facilités à adopter une attitude progressiste. En conséquence, à très long terme, dans l'Amérique latine indépendante, le libéralisme reprendra à son compte l'anticléricalisme auquel il sera associé dans l'Europe catholique. Le contraste avec l'enracinement, à la même époque, d'une société multiconfessionnelle dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord est particulièrement frappant.

Sur le plan économique, malgré l'extraordinaire afflux de lingots en provenance des colonies du continent, ce sont les îles des Caraïbes qui revêtent la plus grande importance pour l'Europe durant la majeure partie des Temps modernes. Cette situation repose sur la production agricole

locale, le sucre surtout, introduit par les Arabes en Sicile et en Espagne, puis repris par les Européens d'abord à Madère et aux Canaries puis dans le Nouveau Monde. L'économie des Caraïbes et du Brésil va être transformée par la culture des plantes sucrières. L'homme du Moyen Âge sucrait son alimentation avec du miel ; en 1700, le sucre est toujours une denrée chère, mais en Europe il est devenu indispensable. Avec le tabac, le bois de feuillus et le café, il constitue la principale ressource des îles et devient le pivot d'une traite des esclaves en plein essor. Conjuguées, ces exportations accentuent considérablement l'importance des planteurs dans les affaires de la métropole.

L'histoire de l'agriculture caribéenne à grande échelle commence avec les colons espagnols. Très vite, ils se lancent dans la culture fruitière, avec des fruits importés d'Europe, et l'élevage de bétail. Ils introduisent aussi le riz et la canne à sucre, mais la production souffre pendant longtemps d'une pénurie de main-d'œuvre liée à la baisse démographique des populations autochtones, décimées par la maladie et les mauvais traitements infligés par les colons. L'étape économique suivante est l'établissement d'industries parasites, comme la piraterie et la contrebande. En investissant les îles les plus étendues, les Grandes Antilles, les Espagnols ont en effet laissé des centaines de petites îles inoccupées. Situées pour la plupart en bordure de l'espace atlantique, elles attirent l'attention des capitaines de vaisseau anglais, français et hollandais, qui trouvent fort utile de s'en servir comme bases pour s'attaquer aux navires espagnols en partance pour la métropole et se lancer dans un commerce de contrebande avec les colons espagnols désireux de récupérer leur marchandise. Des accords avec les Européens sont également passés sur les côtes du Venezuela, où l'on trouve du sel pour conserver la viande. Dans les premiers temps, l'économie est dirigée par des individus, mais au XVII^{e} siècle suivront des entreprises

gouvernementales, telles les concessions royales anglaises et la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales.

Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, les Anglais sont à la recherche de lieux susceptibles de convenir à ce que leurs contemporains appellent des « plantations », c'est-à-dire des colonies, dans le Nouveau Monde. Ils commencent par tenter leur chance sur le continent nord-américain. Puis, dans les années 1620, ils s'installent à Saint-Christophe, dans les îles Sous-le-Vent, et à la Barbade, leurs deux premières colonies prospères des Antilles. En 1630, Saint-Christophe compte à peu près 3 000 habitants et la Barbade environ 2 000. Cet essor, les deux îles le doivent à la culture du tabac, une drogue que certains considèrent, avec la syphilis − apparue, croit-on, au retour des marins à Cadix en 1493 − et bien plus tard l'automobile bon marché, comme la vengeance du Nouveau Monde après sa violation par la Vieille Europe. Les colonies qui développent la culture du tabac acquièrent rapidement une grande importance pour l'Angleterre non seulement en raison des recettes douanières qu'elles génèrent, mais aussi parce que la récente croissance de la population des Caraïbes stimule la demande en matière d'exportations et fournit d'autres occasions d'ingérence dans le commerce de l'Empire espagnol. Très vite, les Français s'intéressent à cette nouvelle manne. Ils occupent les îles du Vent, et les Anglais le restant des îles Sous-le-Vent. Dans les années 1640, les « Indes occidentales » abritent environ 7 000 Français et plus de 50 000 Anglais.

Le reflux de la marée migratoire anglaise vers l'Amérique du Nord donnera un coup d'arrêt à l'arrivée d'un nombre élevé de colons blancs aux Antilles. La raison de ce reflux réside en partie dans le fait que le sucre s'ajoute désormais au tabac comme produit de base. Ce dernier, rentable lorsqu'il est produit en petites quantités, est adapté à la multiplication des petites exploitations et à la constitution d'une large population d'immigrés européens. Le premier

n’est économiquement rentable que sur une surface étendue de terres cultivées. Il convient donc aux grandes plantations disposant d’une main-d’œuvre abondante qui, compte tenu de la baisse démographique enregistrée dans la région au XVI^{e} siècle, est probablement constituée d’esclaves venus d’Afrique noire. Les Hollandais fournissent les esclaves, espérant établir dans l’hémisphère occidental le même type de monopole commercial qu’ils se constituent à l’époque en Asie orientale, à partir d’une base implantée à l’embouchure de l’Hudson, La Nouvelle-Amsterdam. C’est le début d’un grand bouleversement démographique aux Caraïbes. En 1643, la population de la Barbade est répartie de la façon suivante : 37 000 Blancs et seulement 6 000 esclaves noirs. En 1660, ces derniers seront plus de 50 000.

L’apparition du sucre au nombre des matières premières insuffle un nouvel élan aux colonies françaises de la Guadeloupe et de la Martinique. Elles aussi manquent d’esclaves. En termes de croissance, un processus complexe est en cours. L’immense marché en expansion dans les Caraïbes, dérivé du commerce des esclaves et des produits d’importation européens, s’ajoute à celui qu’offre déjà un Empire espagnol de moins en moins apte à défendre son monopole économique. Ainsi se décide le rôle joué par les Antilles dans les relations entre puissances européennes au siècle suivant. Longtemps, elles seront en proie au désordre. Dans l’espace caraïbe, les frontières coloniales se rejoignent, le maintien de l’ordre laisse à désirer et des cargaisons fabuleuses sont à prendre (une année, un capitaine de vaisseau hollandais parvient à s’emparer du trésor de la *flota*, le convoi qui ramène en Espagne la production minière de l’année). Rien d’étonnant, donc, à ce que cette région devienne le classique et mythique repaire de pirates que l’on connaît, et qui vit sa grande époque durant le dernier quart du XVII^{e} siècle. Peu à peu, les grandes puissances finissent par solder leurs différends en

concluant des accords acceptables, et pendant ce temps, au XVIII^{e} siècle, les Antilles et le Brésil soutiennent le grand marché des esclaves et entretiennent en grande partie la traite négrière. Avec le temps, le commerce des esclaves deviendra également partie intégrante d'une puissance économique autre que celles de l'Europe, de l'Afrique et de la Nouvelle-Espagne : la toute nouvelle Amérique du Nord.

Longtemps, au vu de tous les critères de la théorie coloniale classique, la colonisation de l'Amérique du Nord ne présente qu'un intérêt très secondaire par rapport à l'Amérique latine et aux Caraïbes, sans parler des richesses de l'Asie. On n'y a pas encore découvert de gisements de métaux précieux et, à part les fourrures du Grand Nord, la région n'offre guère d'intérêt pour l'Europe. Néanmoins, étant donné le monopole de l'Espagne sur le Sud, il ne reste aucune autre destination possible. Alors un grand nombre de pays vont tenter leur chance. L'expansion espagnole au nord du Rio Grande ne présente aucune pertinence : il ne s'agit guère d'occupation, mais plutôt d'une entreprise à caractère missionnaire. En revanche, la Floride espagnole est intéressante sur le plan stratégique, car elle protège les communications avec l'Europe grâce au détroit permettant de sortir de la mer des Caraïbes par le nord. Les autres Européens sont plutôt attirés par la colonisation de la côte atlantique. Un moment émerge même brièvement une Nouvelle-Suède, qui prend sa place aux côtés des Nouveaux-Pays-Bas, de la Nouvelle-Angleterre et de la Nouvelle-France.

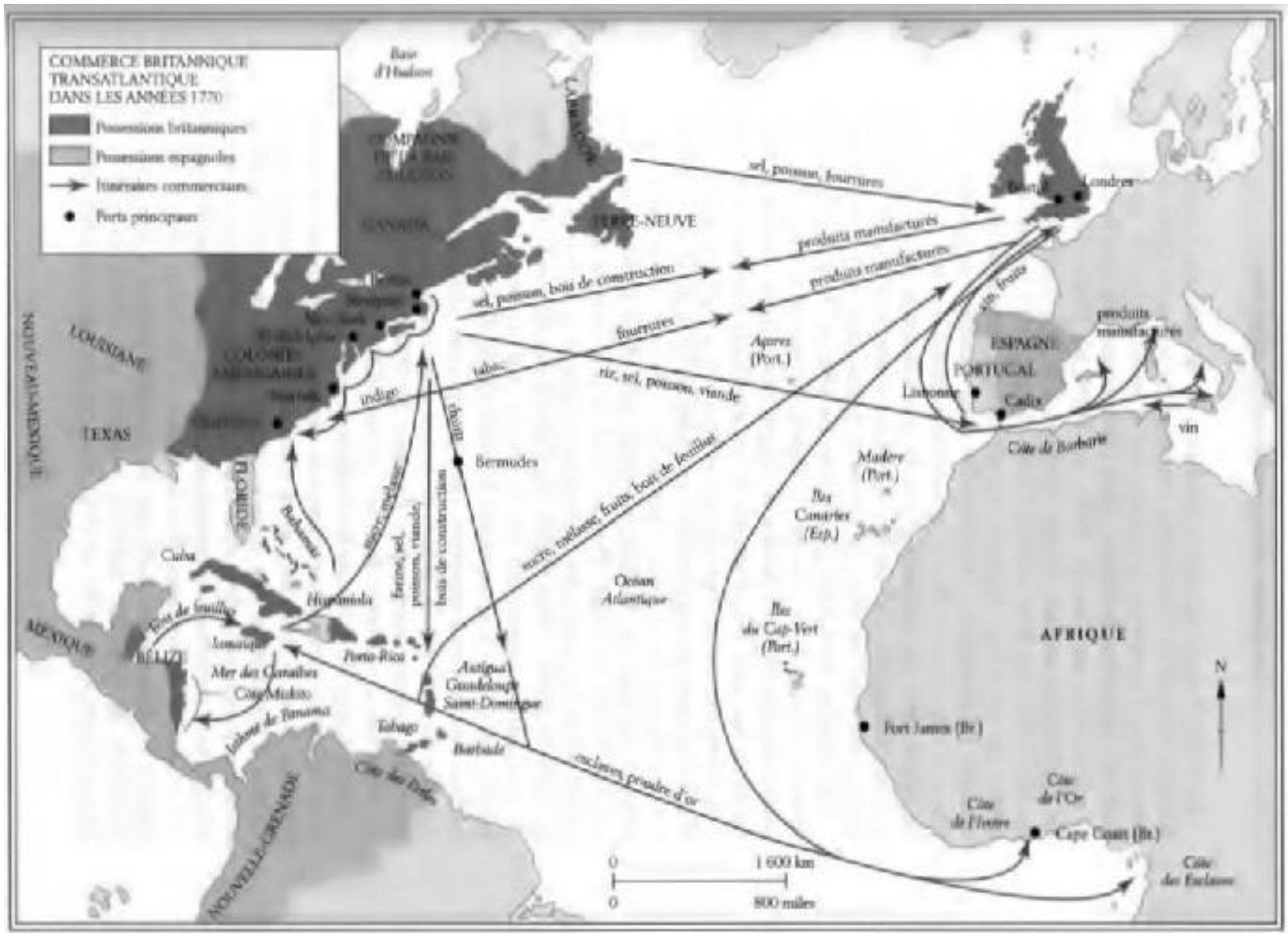
Les raisons qui motivent la colonisation de l'Amérique du Nord sont souvent les mêmes qu'ailleurs, bien que l'esprit de croisade et de zèle missionnaire de la Reconquista soit quasi inexistant au nord. Pendant la majeure partie du XVI^{e} siècle, les Anglais, explorateurs les plus assidus des ressources nord-américaines, croient à l'existence de gisements miniers susceptibles de concurrencer ceux de la Nouvelle-Espagne. D'autres sont convaincus que la pression

démographique rend l'émigration souhaitable, et la connaissance accrue de ces régions révèle l'existence de vastes étendues de zones tempérées abritant très peu d'autochtones, contrairement au Mexique. Et toujours miroite l'espoir de découvrir un passage au nord-ouest, qui ouvrirait la route vers l'Asie.

En 1600, ces motivations aboutissent à de nombreuses explorations, mais elles ne déboucheront que sur une seule colonie au nord de la Floride, vite reprise par les Amérindiens, celle de Roanoké, en Virginie. Les Anglais sont trop faibles pour aller plus loin, et les Français trop occupés ailleurs. Au cours du XVII^{e} siècle, les efforts deviennent plus soutenus, mieux circonscrits, et les moyens financiers plus importants. À cela s'ajoute la découverte de la possibilité de cultiver des produits de base recherchés sur le continent et, en Angleterre, une série de bouleversements politiques favorisant l'émigration, en même temps que se forge la grandeur de sa puissance maritime. Mis bout à bout, ces événements vont provoquer une transformation révolutionnaire du littoral outre-Atlantique. Les terres vierges de 1600, habitées seulement par quelques Indiens, deviendront cent ans plus tard un grand foyer de civilisation. En bien des endroits, les colons s'aventurent jusqu'aux monts Allegheny, dans les Appalaches. Pendant ce temps, les Français établissent une série de comptoirs commerciaux dans la vallée du Saint-Laurent et la région des Grands Lacs. Dans cette vaste colonie vit une population d'environ un demi-million d'hommes blancs, d'origine britannique et française pour la plupart.

L'Espagne revendique ses droits sur la totalité de l'Amérique du Nord, mais les Anglais les contestent depuis le début, arguant qu'« il ne sert à rien de prescrire ce que l'on ne possède pas ». Les aventuriers au service d'Élisabeth ont exploré une grande partie de la côte et donné le nom de Virginie, en l'honneur de leur souveraine, à tous les territoires situés au-dessus du 30^{e} parallèle nord.

En 1606, Jacques I^{er} accorde une charte à la Virginia Company, l’autorisant à établir une colonie. Ce n’est encore qu’une formalité ; les affaires de la compagnie nécessitent bientôt une refonte de son organisation, et les initiatives stériles se multiplient, mais en 1607 est créée la première colonie anglaise, qui perdurera jusqu’à nos jours, à Jamestown, dans l’État actuel de Virginie. Elle se sort de justesse des premières épreuves qu’elle traverse, mais, en 1620, l’époque de la famine est loin derrière et l’heure de la prospérité sonne enfin.


COMMERCE BRITANNIQUE
TRANSATLANTIQUE
DANS LES ANNÉES 1770
Possessions britanniques
Possessions espagnoles
Itinéraires commerciaux
Ports principaux
Baie d'Hudson
LABRADOR
CANADA
TERRE-NEUVE
NOUVELLE-ANGLETERRE
LOUISIANE
TEXAS
NOUVEAU-MEXIQUE
FLORIDE
Bahamas
Cuba
Hispaniola
Jamaïque
Porto-Rico
Mer des Caraïbes
Côte-Ferme
Isthme de Panama
Tobago
Barbade
Antigua
Guadeloupe
Saint-Domingue
Bermudes
Açores (Port.)
Madère (Port.)
Îles Canaries (Esp.)
Océan Atlantique
Îles du Cap-Vert (Port.)
Côte des Esclaves
NOUVELLE-GRENADE
Côte de Malabar
AFRIQUE
Côte de Guinée
Côte de l'Ivoire
Côte de l'Or
Cape Coast (Br.)
Fort James (Br.)
Lisbonne
Cadix
ESPAGNE
PORTUGAL
Côte de Barbarie
Londres
sel, poisson, fourrures
produits manufacturés
sel, poisson, bois de construction
fourrures
indigo
tabac
riz, sel, poisson, viande
sucre, mélasse, fruits, bois de feuillus
farine, sel, poisson, viande
bois de construction
esclaves, poudre d'or
vin
produits manufacturés
0 1 600 km
0 800 miles
N

En 1608, l’année suivant la fondation de Jamestown, l’explorateur français Samuel de Champlain construit un fortin au Québec. Dans l’immédiat, l’avenir de la colonie est si incertain que la nourriture doit être apportée de France, mais l’événement marque le début de la colonisation au Canada. Enfin, en 1609, les Hollandais envoient un explorateur anglais, Henry Hudson, à la découverte du passage du Nord-Est, qui leur ouvrira l’Asie. Sa première tentative s’étant soldée par un échec, Hudson change complètement de direction et traverse l’Atlantique à la recherche d’un passage nord-ouest. À la place, il découvre le fleuve qui porte aujourd’hui son nom et par là même crée un préliminaire à la revendication de ce territoire par les Hollandais. Les années suivantes verront fleurir les colonies hollandaises sur les rives du fleuve, à Manhattan et à Long Island.

Les Anglais sont dans le peloton de tête et ils y restent. Leur réussite tient à deux raisons. D’abord, ils savent transplanter des communautés entières, hommes, femmes et enfants : ils ont la technique et en sont les premiers et les meilleurs représentants. Ces communautés créent des colonies d’agriculteurs qui travaillent eux-mêmes la terre et deviennent vite indépendants de la mère patrie. L’autre facteur de réussite, c’est la découverte du tabac, devenu un produit de base en Virginie d’abord, puis dans le Maryland, une colonie fondée en 1634. Plus au nord, la présence de terres exploitables selon les méthodes européennes assure la survie des colons. Si l’intérêt porté à cette région est d’abord suscité par la perspective de pratiquer le commerce des fourrures et d’exploiter les zones de pêche, les colons s’aperçoivent bientôt qu’ils disposent d’un léger surplus de céréales à exporter − une perspective attrayante pour des Anglais du XVII^{e} siècle, avides de terres dans un pays généralement considéré comme surpeuplé. Environ 20 000 personnes émigrent en Nouvelle-Angleterre dans les années 1630.

Les colonies de la Nouvelle-Angleterre présentent un autre caractère distinctif : leur association à la dissension religieuse et au calvinisme. Sans la Réforme, elles n'auraient pas eu le même profil. Certes, l'installation des colons s'accompagne des considérations économiques habituelles, mais la prépondérance d'hommes associés à la fraction puritaine du protestantisme anglais porte ses fruits dans cet ensemble de colonies dont la forme va de l'oligarchie théocratique à la démocratie. Bien que se trouvent parfois à leur tête des membres de la petite noblesse anglaise, ces immigrés arrivés au Massachusetts en 1630 se débarrassent plus rapidement que les colonies du Sud des inhibitions qui empêchent une rupture radicale avec les pratiques sociales et politiques en vigueur en Angleterre, et cela, ils le doivent moins aux conditions de leur survie qu'à leur non-conformisme religieux. À certains moments du séisme constitutionnel que connaît l'Angleterre au milieu du siècle, les colonies de la Nouvelle-Angleterre semblent même susceptibles d'échapper tout à fait au contrôle de la Couronne, mais il n'en sera rien.

En 1700, après que les Anglais ont absorbé les colonies hollandaises du futur État de New York, le littoral nord-américain est organisé en douze colonies réparties entre le nord de la Floride et les eaux du Kennebec (une treizième, la Géorgie, viendra s'y ajouter en 1732). La population de ces colonies est composée d'environ 400 000 Blancs et, peut-être, 40 000 esclaves africains. Plus au nord se trouvent encore des territoires disputés et, au-dessus, des terres incontestablement françaises. Les colons français sont beaucoup plus éparpillés que leurs homologues anglais. L'Amérique du Nord compte peut-être en tout et pour tout 15 000 Français qui, contrairement aux Anglais, n'ont pas profité de grands mouvements migratoires. Parmi eux, beaucoup de chasseurs et de trappeurs, de missionnaires et d'explorateurs, égrenés tout au long du Saint-Laurent ou éparpillés dans la région des Lacs, voire

au-delà. La Nouvelle-France est géographiquement immense mais, en dehors de la vallée du Saint-Laurent et du Québec, ce n’est qu’une constellation de forts et de comptoirs commerciaux, dont l’importance est surtout stratégique.

Lac Supérieur
Lac Michigan
Lac Huron
Lac Ontario
Lac Érié
Fort Niagara
Fort Detroit
Montreal
Lac Champlain
fourrures, bois de construction, pêche
NEW HAMPSHIRE
Falmouth
Norwich
fourrures, bois de construction, agriculture
bois de construction, distillerie
Portsmouth
NEW YORK
Springfield
Albany
Salem
MASS
Boston
RHODE ISLAND
Springfield
New London
Falmouth
CONNECTICUT
New Haven
agriculture, pêche à la baleine, pêche, distillerie
agriculture
New York
PENNSYLVANIE
agriculture, exploitations minières
NEW JERSEY
Philadelphie
Trenton
York
agriculture
Pittsburgh
MARYLAND
DELAWARE
Baltimore
Ocean Atlantique
Winchester
VIRGINIE
agriculture, tabac
Fredricksburg
Charlottesville
Richmond
Petersburg
Norfolk
Suffolk
agriculture, tabac, fourrures, élevage
Hillsboro
CAROLINE DU NORD
fourrures, bois de construction, agriculture, tabac, élevage
Elizabethtown
Wilmington
Fort Prince George
CAROLINE DU SUD
agriculture, riz, indigo, élevage
Augusta
Georgetown
Charleston
GÉORGIE
Savannah
agriculture, riz, indigo, élevage de bétail
FLORIDE
St Augustine
N
0 320 km
0 200 miles
RESSOURCES ÉCONOMIQUES DES COLONIES AMÉRICAINES BRITANNIQUES AU XVIIIe SIÈCLE
Altitude > 400 m
Altitude > 1000 m

La différence entre les colonies françaises et anglaises n'est pas seulement une question de densité de population. La Nouvelle-France est étroitement encadrée par la mère patrie. Après 1663, l'administration par la Compagnie cède la place à l'autorité royale directe : désormais, le Canada est sous la houlette d'un gouverneur français conseillé par un intendant, selon l'organisation en vigueur dans les provinces de la métropole. La liberté religieuse n'est pas de mise ; au Canada, l'Église est monopolistique et missionnaire. Son histoire regorge de glorieux exemples d'actes de bravoure et de martyrs, mais aussi des traces de son extrême intransigeance. Les fermes de la colonie sont regroupées en seigneuries, un procédé précieux dans la décentralisation de la responsabilité administrative. Bien plus que dans les colonies anglaises, la structure sociale reproduit donc celle du Vieux Continent, allant même jusqu'à produire une noblesse portant des titres canadiens.

Les colonies anglaises sont très variées. Étirées sur la quasi-totalité du littoral atlantique, elles présentent une grande diversité climatique, économique et géologique. Leur origine reflète en outre des motivations et des conditions d'établissement très diverses. Avec l'arrivée en nombre, après 1688, d'immigrants écossais, irlandais, allemands, huguenots et suisses, elles forment rapidement une sorte de creuset ethnique, même si, pendant longtemps, la prédominance de la langue anglaise et le nombre relativement restreint de colons non anglophones favorisent le maintien d'une culture très majoritairement anglo-saxonne. La diversité religieuse y prévaut, assortie même, vers 1700, d'une grande tolérance, bien que quelques-unes des colonies soient étroitement associées à des confessions religieuses spécifiques. Cette variété accroît la difficulté de se considérer comme participant d'une seule et même société. Ces colonies n'ont pas de centre américain : leur vie en collectivité est axée sur la Couronne et la mère patrie, car elles sont encore pétries de culture anglaise.

Néanmoins, il ressort déjà de manière évidente que les colonies anglaises d'Amérique du Nord offrent aux colons des possibilités d'évolution personnelle inconnues dans la société canadienne, étroitement et strictement réglementée, comme dans leur patrie en Europe.

Vers 1700, quelques-unes ont déjà montré leur capacité à saisir la moindre occasion de se libérer de l'autorité monarchique. Il est tentant de rechercher dans un passé lointain les preuves de l'esprit d'indépendance qui jouera plus tard un rôle si important dans la tradition populaire. En réalité, ce serait se fourvoyer que de lire la préhistoire des États-Unis de cette façon. Les « Pères pèlerins » qui ont débarqué au cap Cod en 1620 n'ont pas été redécouverts ou élevés au premier plan de la mythologie nationale avant la fin du XVIII^{e} siècle. Pourtant, ils voulaient effectivement bâtir une nouvelle Angleterre. Ce qui est visible bien plus tôt que cette notion d'indépendance, c'est l'émergence de facteurs qui préparent le terrain pour, dans l'avenir, raisonner en ces termes d'indépendance et parler d'unité.

L'un de ces facteurs est le lent raffermissement d'une tradition représentative au cours du premier siècle de la colonisation. En dépit de leur diversité initiale, au début du siècle des Lumières les colonies travaillent chacune à la création d'une assemblée de représentants s'exprimant au nom des habitants face à un gouverneur nommé par le roi, à Londres. Certaines colonies ont dû coopérer, dans les premiers temps, pour lutter contre les Amérindiens, et, lors des affrontements avec les Français, ces coalitions ont revêtu une importance encore plus grande. Lorsque les Français envoient leurs alliés Hurons se battre contre les colons britanniques, un sentiment d'intérêt commun se fait jour au sein des différentes colonies. L'événement incite d'ailleurs les Britanniques à mettre de leur côté les Iroquois, ennemis jurés des Hurons.

De leur diversité économique aussi émerge une certaine corrélation. Les planteurs du sud et des colonies médianes

produisent du riz, du tabac, de l'indigo et du bois ; la Nouvelle-Angleterre construit des bateaux, raffine et distille de l'alcool de grain et de mélasse, cultive le blé et pratique la pêche. De plus en plus grandit le sentiment, fondé sur une pensée apparemment cohérente, d'une possible aptitude des Américains à diriger leurs affaires dans leur propre intérêt, y compris celui des colonies antillaises, plutôt que dans l'intérêt de la mère patrie. La croissance économique modifie aussi les attitudes. Dans l'ensemble, les colonies de la Nouvelle-Angleterre, au nord du continent, sont sous-estimées, voire honnies par la métropole : ce sont des rivales dans le domaine de la construction navale, et des concurrentes illégales dans les Caraïbes. Comme les colonies de planteurs, elles ne produisent rien de ce dont la métropole a besoin. Et elles grouillent de dissidents religieux.

Au XVIII^{e} siècle, les richesses et la civilisation de l'Amérique britannique progressent considérablement. La population totale des colonies continue à augmenter, pour dépasser largement le million vers le milieu du siècle. Dans les années 1760, on évoque même l'idée que les colonies du continent puissent bientôt être beaucoup plus précieuses pour la Grande-Bretagne que les Antilles autrefois. En 1763, Philadelphie est à même de rivaliser avec de nombreuses grandes villes européennes en matière d'élégance et de culture. Cette année-là marque aussi la fin d'une grande incertitude : les Britanniques ont conquis le Canada, qui leur est définitivement cédé aux termes d'un traité de paix avec la France. L'événement change l'horizon de nombreux Américains, à la fois par rapport à la valeur à accorder à la protection du gouvernement impérial et par rapport à la question de l'expansion vers l'ouest. Car les fermiers colons gagnent du terrain, grignotant la totalité de la plaine côtière atlantique, et ils en viennent à traverser la barrière montagneuse des Appalaches et à descendre dans les

vallées fluviales qui se trouvent de l'autre côté, jusqu'au cours supérieur de l'Ohio et aux territoires du Nord-Ouest.

Pour le gouvernement britannique, le risque de conflit avec les Français est désormais écarté, mais il est d'autres considérations à prendre en compte dans la gestion de l'expansion vers l'ouest après 1763. Les droits des Amérindiens et leur probable réaction sont d'autres paramètres qui entrent en ligne de compte. Se les mettre à dos reviendrait à aller au-devant d'un danger certain. D'un autre côté, éviter des guerres avec les Indiens en refoulant les colons obligerait à placer des troupes à la frontière pour maintenir l'ordre. À Londres, le gouvernement finit par décider d'imposer une politique foncière à l'ouest : l'expansion sera limitée et l'on prélèvera des taxes aux colonies pour couvrir le coût du maintien de l'ordre ; le commerce fera l'objet d'une réglementation plus stricte, et il ne sera plus question de fermer les yeux sur les infractions. Malheureusement, tout cela prend de l'importance au moment où les anciennes présomptions sur l'économie des dépendances coloniales et leur relation à la patrie cessent d'être acceptées sans détour, comme elles l'étaient jusqu'à présent, par les artisans de la politique coloniale.

Deux siècles et demi se sont écoulés depuis l'arrivée des premiers colons européens dans le Nouveau Monde. L'incidence globale de l'expansion aux Amériques sur l'histoire de l'Europe et du monde est déjà extrêmement forte, mais on aurait beaucoup de peine à la définir. Il ressort finalement qu'au XVIII^{e} siècle toutes les puissances coloniales ont pu tirer un certain profit de leurs colonies, bien que sous des formes différentes. L'afflux d'argent vers l'Espagne en est le signe le plus évident, avec, bien sûr, tout ce que cela implique pour l'ensemble de l'économie européenne, voire asiatique. L'augmentation de la population coloniale contribue aussi à stimuler les exportations et les manufactures. À cet égard, les colonies

anglaises ont joué un rôle de la plus haute importance, traçant la voie pour un flux croissant d'immigrants venus d'Europe et d'Afrique d'abord, puis d'Asie. Ces mouvements de population se termineront par les dernières grandes vagues migratoires du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècle. L'expansion coloniale doit aussi être associée au développement prodigieux des transports maritimes et de la construction navale. Constructeurs, armateurs et capitaines de vaisseau, tous en ont profité, que ce soit par le biais de la traite des esclaves, du commerce de contrebande, des importations et exportations légales entre la métropole et la colonie, ou de la pêche, pour approvisionner les nouveaux marchés. L'effet étant progressif et impossible à évaluer, il est très difficile de mesurer les conséquences de la possession des colonies américaines pour les grandes puissances des débuts de l'ère impérialiste.

En revanche, il est possible d'évoquer avec plus de certitudes l'importance primordiale, à long terme, de la colonisation sur le plan culturel et politique : culturellement, l'hémisphère occidental est européen. Espagnols, Portugais et Anglais sont peut-être différents, mais pas plus que ne le sont les versions révisées d'un même texte. Tous apportent avec eux des morceaux choisis de la civilisation européenne. Politiquement, cela revient à dire que, de la Terre de feu à la baie d'Hudson, deux immenses continents seront finalement organisés suivant des principes juridiques et administratifs européens, même quand ils auront cessé de dépendre de la puissance coloniale. L'hémisphère occidental sera aussi chrétien. L'hindouisme et l'islam y feront leur apparition, mais non en tant que rivaux d'une culture fondamentalement chrétienne. Ils resteront l'apanage d'une petite minorité.

Tout cela revêt une importance phénoménale, bien sûr. Aux Amériques, comme plus tard en Océanie et en Sibérie, les Européens ne se sont pas contentés de conquérir des territoires ; ils ont exterminé les civilisations et les

populations locales pour les remplacer par les leurs. Les dernières régions faiblement peuplées le seront bientôt par des Européens de souche, au moins au début de leur phase moderne. C'est une évolution si étonnante, lorsqu'on élargit la perspective de l'histoire de l'humanité, qu'elle incite encore aujourd'hui à s'y arrêter. Du fait du rythme particulier de l'évolution de l'Europe, des cultures beaucoup plus anciennes seront privées de la possibilité de peupler les nouveaux mondes, ou de leur imprimer leur marque. À l'ère du nationalisme asiatique, au XX^{e} siècle, on y verra le parfait reflet de la rapacité de l'Europe et sa marque de fabrique, le sceau d'une injustice dans les affaires internationales que les grandes puissances européennes ont imposée par la force.

Les conséquences écologiques de l'expansion coloniale européenne sont également colossales. Des milliers d'espèces ont disparu faute de pouvoir se défendre contre les nouvelles populations ou les animaux vecteurs de maladies. Parallèlement, des animaux et des plantes ont fait le voyage inverse, depuis les colonies jusqu'au Vieux Continent. Trois espèces de plantes, d'une importance capitale lors des explosions démographiques ultérieures, sont originaires des Amériques : la pomme de terre, la patate douce et le maïs. Les animaux d'élevage − porcs, moutons et poulets − ont pris la direction opposée. Cet « échange colombien » a peut-être marqué l'histoire de l'humanité plus fondamentalement que tout autre événement politique ou sociétal.

Néanmoins, la politique a eu son importance elle aussi, et celle-ci est en grande partie liée à la différenciation future des deux continents américains, nord et sud. Il est certain qu'en termes de culture les tribus amérindiennes du Nord ne pouvaient faire état de réalisations aussi impressionnantes que les grandes civilisations de l'Amérique centrale ou latine. Mais le colonialisme a été lui aussi facteur de différenciation. Il n'est pas fantaisiste de

rappeler certains parallèles avec l'Antiquité. Les colonies de la Grèce antique étaient des communautés majoritairement indépendantes, un peu comme celles du littoral nord-américain. Une fois établies, elles tendaient à évoluer vers une prise de conscience de leur propre identité. L'Empire espagnol, lui, a visiblement créé un cadre institutionnel ordinaire, essentiellement métropolitain et impérial, s'inspirant plutôt du modèle des provinces romaines.

Il a fallu du temps pour comprendre que la forme initialement donnée à l'évolution des colonies britanniques de l'Amérique du Nord dessinerait les contours d'une future puissance mondiale. Cette évolution devait par conséquent façonner l'histoire du monde autant que celle de l'Amérique. Deux facteurs de transformation importants produiront encore leurs effets avant que les grandes lignes de l'avenir de l'Amérique du Nord ne soient arrêtées : les environnements différents découverts à mesure que le nouveau continent nord-américain se remplit des colons de la ruée vers l'ouest, et un afflux bien supérieur en nombre d'immigrants non anglo-saxons. Mais ces éléments se couleront dans et autour de moules hérités des Anglais, qui laisseront leur marque dans les futurs États-Unis comme Byzance en Russie. Une nation ne se débarrasse pas de ses origines, elle apprend seulement à les regarder autrement. Parfois, les étrangers sont mieux placés pour le faire. Bien des années plus tard, à la fin du XIX^{e} siècle, un journaliste demandera à Bismarck quel est, selon lui, l'événement le plus marquant du siècle, et le chancelier prussien répondra : « Le fait que la Grande-Bretagne et les États-Unis parlent la même langue ! »

XVII
Une nouvelle esquisse de l’histoire du monde

Pour les colonies d’Amérique, 1776 est le point de départ d’une série de révoltes qui mettront plusieurs décennies à trouver leur épilogue. Outre qu’ils marquent une époque dans l’histoire des deux continents américains, ces soulèvements constituent un excellent observatoire pour considérer dans sa globalité la première phase de l’hégémonie européenne. D’autres parties du monde connaissent elles aussi une sorte de changement de rythme, en raison de facteurs particuliers comme l’élimination de toute concurrence française sérieuse pour les Britanniques en Inde et l’ouverture à la colonisation du dernier-né des continents habitables, l’Asie australe. À la fin du XVIII^{e} siècle flotte dans l’air un sentiment de fin d’époque, avec déjà les prémices d’une autre. Un bon point de départ, en somme, pour juger de la façon dont les trois siècles précédents ont fait diverger le cours de l’histoire du monde.

Trois cents ans au cours desquels l’hégémonie européenne a surtout pris la forme de conquêtes directes, suivies d’une occupation. Grâce à elles, l’Europe a acquis les richesses lui permettant d’accroître encore sa relative supériorité sur les autres civilisations, et elle a pu mettre en place des structures politiques étendant son influence sous d’autres formes. Ces conquêtes sont l’œuvre d’une poignée d’États européens, premières grandes puissances mondiales sinon par leur force, du moins par l’étendue géographique de leurs intérêts : ce sont les pays de la façade atlantique, à qui l’époque des grandes découvertes a fourni des

opportunités et permis des destinées historiques distinctes de celles d'autres États européens.

Les premiers à sauter sur ces occasions ont été l'Espagne et le Portugal, les deux seules grandes puissances coloniales du XVI^{e} siècle. Mais en 1763, au moment de la signature du traité qui met fin à la guerre de Sept Ans, leur heure de gloire est passée. Le traité de Paris constitue un excellent marqueur du nouvel ordre mondial qui a déjà remplacé la suprématie de l'Espagne et du Portugal. Il reflète l'ascendant qu'exerce outre-Atlantique la Grande-Bretagne sur sa rivale, la France, un grand sujet de préoccupation pour les Britanniques depuis presque trois quarts de siècle. Le duel n'est pas fini et les Français peuvent encore espérer reconquérir les territoires perdus. Il n'empêche, la Grande-Bretagne est devenue la grande puissance impériale de demain. Les deux nations, française et britannique, ont éclipsé les Hollandais, qui au XVII^{e} siècle avaient comme elles bâti un empire, profitant du déclin des puissances portugaise et espagnole. Cependant, l'Espagne, le Portugal et les Provinces-Unies détiennent toujours de vastes territoires coloniaux. La carte du monde porte encore leur empreinte.

Au XVIII^{e} siècle, leur activité sur les océans a différencié ces cinq nations des pays enclavés d'Europe centrale comme des États méditerranéens, si importants au cours des siècles précédents. Les intérêts commerciaux particuliers des colonies d'outre-mer ont donné aux diplomates de nouveaux lieux et motifs à défendre. La plupart des autres États ont mis plus de temps à reconnaître la possible importance des questions extérieures à l'Europe, comme parfois certaines de ces cinq nations. L'Espagne, engagée dans d'âpres combats (d'abord contre les Habsbourg en Italie, puis contre les Ottomans, et enfin, pendant la guerre de Trente Ans, pour la suprématie en Europe), a fini par dilapider le trésor rapporté des « Indes occidentales ». Quant aux Français, engagés dans un long

bras de fer avec les Britanniques, ils ont toujours été plus prompts que leurs rivaux à se laisser distraire et à détourner leurs effectifs militaires afin d'intervenir sur le continent.

Après tout, personne ne s'aperçoit encore vraiment que les questions extra-européennes sont intrinsèquement liées aux intérêts diplomatiques. Une fois qu'Espagnols et Portugais ont délimité les leurs d'une façon qui leur convient, il reste peu de choses susceptibles d'intéresser les autres nations d'Europe. Le sort d'une colonie française huguenote qui tente de s'établir en Floride, ou l'absence totale de considération pour les vagues revendications espagnoles, implicite dans les expéditions à Roanoké, ne troublent guère les diplomates européens et influent encore moins sur les négociations. Les choses commencent à bouger lorsque les dommages occasionnés par les pirates anglais et les corsaires d'Élisabeth I^re^ à la flotte et aux colonies espagnoles deviennent vraiment importants. Bientôt, les Hollandais s'y mettent eux aussi. Dès lors apparaît l'un des grands thèmes de la diplomatie du siècle à venir ; pour reprendre les termes de Colbert, ministre de Louis XIV, « le commerce cause un combat perpétuel en paix et en guerre entre les nations de l'Europe, à qui en emportera la meilleure partie ». En deux cents ans, la situation a donc beaucoup évolué.

Certes, les souverains se sont toujours intéressés aux richesses, et aux occasions d'en amasser. Venise a longtemps défendu son commerce à grands renforts de diplomatie, et les Anglais ont signé de nombreux traités pour protéger leurs exportations de drap de laine en Flandre. Il est communément admis que les profits ne sont pas illimités et qu'un pays ne peut donc s'enrichir qu'aux dépens des autres. Toutefois, il a fallu longtemps avant que les diplomates ne soient obligés de tenir compte de la course au trésor extra-européenne. On a même la trace d'une tentative de séparation formelle entre les deux

préoccupations : en 1559, Français et Espagnols conviennent que toute intervention de leurs capitaines de vaisseau « au-delà de la ligne des Amitiés » (c'est-à-dire au-delà du méridien à l'ouest des Açores et au sud du tropique du Cancer) ne saurait être considérée comme une cause d'affrontement entre les deux États.

Le revirement qui va aboutir à une révision des présupposés diplomatiques, si l'on peut parler ainsi, commence par des conflits avec l'Empire espagnol à propos du commerce. Il est encore communément tenu pour acquis que, dans le domaine des relations avec les colonies, les intérêts de la puissance métropolitaine priment toujours. Pour autant qu'il s'agisse d'intérêts économiques, les colonies sont censées représenter un net avantage pour la mère patrie, soit par l'exploitation des ressources minérales et naturelles, soit par leur balance commerciale, si possible en restant dans l'autosuffisance tandis que les comptoirs commerciaux donnent à la métropole la capacité de dominer certains secteurs du trafic international. Vers 1600, il apparaît clairement que de la puissance maritime dépendra le règlement des droits et prétentions, et, depuis la défaite de l'Invincible Armada, les Espagnols ne sont plus maîtres des mers et ne commandent plus le même respect qu'avant.

Philippe II est confronté à un dilemme fondamental sur l'endroit où porter ses efforts : d'un côté l'Europe, où la lutte contre Élisabeth Tudor et les Valois, ainsi que la révolte des Pays-Bas et la Contre-Réforme, exigent la mobilisation de ses effectifs militaires ; de l'autre, les Antilles, où la sécurité réside uniquement dans la puissance maritime et l'organisation efficace de l'envoi de denrées espagnoles pour répondre aux besoins des colons. Le roi d'Espagne choisit de tenter de garder l'empire et de s'en servir pour payer sa politique européenne. Ce faisant, il sous-estime la difficulté de contrôler un territoire aussi vaste avec l'administration et les communications que l'on connaît au XVI^{e} siècle. Néanmoins, l'Espagne va s'efforcer

de garder pour elle le trésor des Indes au moyen d'un système très complexe de convois réguliers, d'une concentration du commerce avec les colonies autour de quelques ports autorisés, et du maintien de l'ordre par des navires garde-côtes.

Les premiers à montrer clairement leur volonté de se battre pour obtenir leur part du gâteau sont les Hollandais, obligeant ainsi les diplomates, pour la première fois, à s'intéresser au commerce extra-européen et à déployer toutes leurs compétences en vue d'une réglementation. Pour les Hollandais, la prédominance des échanges commerciaux prévaut sur toute autre considération. Dès le début du XVII^{e} siècle, ils montrent clairement leur détermination en envoyant des flottes importantes aux Indes orientales, aux Caraïbes et au Brésil contre les forces hispano-portugaises protégeant le premier producteur mondial de sucre. La dernière tentative les conduit à leur seule défaite sérieuse : en 1654, ils sont expulsés de leurs garnisons par les Portugais, qui reprennent le contrôle de la région sans être inquiétés par la suite.

Cette quête d'un graal commercial contrarie les désirs du plus protestant des gouvernements anglais du XVII^{e} siècle. Au siècle précédent, l'Angleterre a été l'alliée des Gueux en révolte, et Cromwell n'aimerait rien tant que diriger une alliance de protestants contre l'Espagne catholique. Au lieu de cela, il se trouve embarqué dans la première de trois guerres anglo-néerlandaises. L'enjeu du conflit, qui durera de 1652 à 1654, est essentiellement commercial : les Anglais ont décidé de restreindre leurs importations aux marchandises transportées sur les navires de Sa Majesté ou ceux des pays producteurs. Il s'agit là d'une manœuvre délibérée pour encourager la marine marchande anglaise et la mettre en position de rattraper les Hollandais. Les Anglais frappent donc au cœur de la prospérité batave, les navires de commerce hollandais transportant la marchandise européenne, notamment celle de la Baltique.

Le Commonwealth d'Angleterre, avec sa flotte aguerrie, sort vainqueur du conflit. La deuxième manche a lieu en 1665, après une nouvelle provocation : la prise de La Nouvelle-Amsterdam par les Anglais. Cette fois, les Pays-Bas rallient la France et le Danemark et se montrent les meilleurs sur mer. En 1667, le traité de Breda entérine la paix. Les Hollandais sont en position d'exiger des Anglais un assouplissement des restrictions à l'importation, mais ils doivent céder La Nouvelle-Amsterdam en échange du Surinam, un rejeton des plantations sucrières de la Barbade. La paix de Breda est le premier accord multilatéral européen qui aborde autant la réglementation extra-européenne que celle de l'Europe. Aux termes de ce traité, la France rend les Antilles à l'Angleterre et reçoit en retour la reconnaissance de ses possessions en Acadie, un territoire inhabité et hostile de la Nouvelle-France, mais d'une grande importance sur le plan stratégique. Les Anglais s'en sortent bien, leurs nouvelles acquisitions dans les Caraïbes s'inscrivant dans une tradition établie sous le Commonwealth, lorsqu'ils ont enlevé la Jamaïque à l'Espagne. C'est la première acquisition transocéanique que l'Angleterre obtient par voie de conquête.

La politique de Cromwell a été perçue comme un virage décisif vers une politique sciemment impérialiste. C'est peut-être accorder trop d'importance à sa vision personnelle des choses. À leur retour, en effet, les Stuarts ont conservé sans les modifier la majeure partie des *Navigation Acts* destinés à protéger le transport des marchandises et le commerce avec les colonies. Ils s'accrochent aussi à la Jamaïque et maintiennent leur reconnaissance de la nouvelle importance des Antilles. Charles II accorde une charte royale à une compagnie qui prend le nom de Compagnie de la Baie d'Hudson, pour concurrencer le commerce français de fourrures dans les colonies du Nord et de l'Ouest. En dépit de quelques revers, Charles II et son successeur, Jacques II, pourtant incompétent à bien d'autres

égards, parviennent au moins à maintenir à niveau la flotte anglaise, de sorte que leur successeur, Guillaume d'Orange, peut en disposer lors des guerres contre Louis XIV.

Il serait fastidieux de retracer en détail l'évolution de la situation au XVIII^{e} siècle, au cours duquel s'affirme le nouvel élan impérialiste insufflé par les diplomates anglais, puis britanniques. La troisième guerre anglo-néerlandaise, de courte durée (elle n'aura pratiquement aucune conséquence majeure), n'appartient pas vraiment à une époque dominée par une longue rivalité entre l'Angleterre et la France. Avec la guerre de Succession d'Espagne, la situation est très différente. Il s'agit d'une guerre mondiale, la première, qui va décider du sort de l'Empire espagnol autant que de celui de la France en tant que puissance. À la fin du conflit, les Britanniques ne se contentent pas de prendre l'Acadie (désormais la Nouvelle-Écosse) à la France, en même temps que d'autres de ses territoires de l'hémisphère occidental, ils gagnent aussi le droit de fournir des esclaves aux colonies espagnoles et d'y envoyer chaque année un navire plein de marchandises à leur vendre.

Après cela, les affaires d'outre-mer s'interposent de plus en plus clairement dans la politique étrangère britannique. Les considérations européennes importent moins, malgré un changement de dynastie en 1714, lorsque, pour la première fois, la couronne de Grande-Bretagne passe à un prince-électeur de Hanovre. En dépit de quelques épisodes embarrassants, la politique britannique reste remarquablement cohérente, revenant toujours à son seul objectif : promouvoir, soutenir et étendre le commerce national. Souvent, le meilleur moyen d'y parvenir consiste à maintenir une paix générale, parfois sous l'effet de la pression diplomatique et parfois par les armes, pour conserver des privilèges ou un avantage stratégique.

L'importance des guerres s'impose de plus en plus clairement. La toute première fois que deux grandes puissances européennes entrent en conflit sur une affaire

tout à fait étrangère à l'Europe, c'est en 1739, lorsque le gouvernement britannique lance les hostilités contre l'Espagne. Le facteur déclenchant est essentiellement lié au droit qu'ont les « garde-côtes » espagnols d'inspecter les vaisseaux sillonnant la mer des Caraïbes − ou, pour reprendre les termes des autorités de la péninsule, aux mesures adéquates destinées à protéger leur empire d'un abus des privilèges commerciaux accordés à Utrecht, en 1713. L'épisode restera gravé dans la mémoire collective comme la « guerre de l'oreille de Jenkins », du nom du capitaine anglais venu provoquer l'indignation d'une Chambre des communes au patriotisme sensible en présentant un bocal à cornichons contenant son oreille, prétendument coupée par un garde-côte espagnol. Très vite, le conflit, rattrapé par la guerre de Succession d'Autriche, devient une lutte ouverte entre l'Angleterre et la France. Le traité de 1748 ne change pas grand-chose aux avantages territoriaux respectifs des deux rivales, pas plus qu'il ne met fin aux combats en Amérique du Nord, où les Français semblent sur le point de couper définitivement la route de l'ouest aux colonies britanniques en édifiant une chaîne de fortins. Pour les en empêcher et pour la première fois, le gouvernement britannique envoie des contingents réguliers en Amérique, mais sans succès. Il faudra la guerre de Sept Ans pour qu'un ministre comprenne que leur chance d'en finir avec ce long duel, c'est de voir la France s'engager aux côtés de l'Autriche, son alliée en Europe. Une fois les troupes britanniques affectées aux bons endroits, les victoires se succèdent rapidement en Amérique du Nord et en Inde, suivies par d'autres aux Caraïbes, dont quelques-unes aux dépens de l'Espagne. Un bataillon britannique s'empare même des Philippines. C'est une guerre mondiale.

En réalité, le traité de 1763 ne paralyse pas la France et l'Espagne autant que le souhaitent de nombreux Anglais, mais il n'en élimine pas moins la quasi-totalité de la concurrence française en Amérique du Nord et aux Indes.

Lorsqu'il est question de choisir de garder le Canada ou la Guadeloupe, une île productrice de sucre, l'un des arguments qui font pencher la balance en faveur du Canada est la crainte des planteurs des Caraïbes, déjà sous contrôle de la Couronne, de se voir concurrencer par un autre producteur de sucre. Dès lors émerge un nouvel Empire britannique, sur un territoire immense. En 1763, toute la côte est de l'Amérique du Nord et le littoral du golfe du Mexique, à l'ouest, jusqu'à l'embouchure du Mississippi, sont sous contrôle britannique. L'élimination du Canada français a écarté tout espoir − ou toute menace, selon le point de vue où l'on se place − d'un Empire français dans la vallée du Mississippi, du Saint-Laurent à La Nouvelle-Orléans, fondée par les grands explorateurs français du XVII^{e} siècle. Au large de la côte américaine, les Bahamas constituent le premier grain d'un chapelet de petites îles, éparpillées des Petites Antilles à Tobago et fermant presque entièrement la mer des Caraïbes. La Jamaïque, le Honduras et la côte de Belize sont britanniques. Au traité d'Utrecht, en 1713, la Grande-Bretagne a exigé le monopole, pour une durée limitée, du commerce d'esclaves avec l'empire colonial espagnol, mais très vite elle a largement dépassé les limites autorisées. En Afrique, la Côte de l'Or ne recense que quelques comptoirs anglais, mais ils sont le point de départ d'un gigantesque trafic d'esclaves africains. En Asie, le gouvernement direct du Bengale va permettre de lancer la phase territoriale de l'expansion britannique en Inde.

L'hégémonie de l'Empire britannique est fondée sur une puissance maritime dont on peut faire remonter la toute première origine aux vaisseaux construits sous Henri VIII, les plus impressionnants de l'époque (le *Henry Grâce à Dieu* comportait 186 canons), mais il a fallu attendre le règne d'Élisabeth I^{re} pour retrouver cette précocité. Les capitaines de la Reine vierge, disposant d'un maigre financement, de la Couronne ou d'investisseurs privés, se sont forgé une réputation à la fois dans le combat et la construction navale

avec le fruit de leurs opérations contre les Espagnols. Sous les premiers Stuarts apparaît un regain d'intérêt et d'efforts. Les revenus royaux ne peuvent suffire à construire de nouveaux navires (le financement de la construction navale fut effectivement à l'origine d'une taxe, décidée par le roi, qui déchaîna les foudres du Parlement). Ironie du sort, c'est seulement sous le Commonwealth d'Angleterre que naît cet intérêt profond et soutenu pour une puissance navale qui donnera naissance à la future Royal Navy. À cette époque, le lien entre la supériorité de la marine marchande néerlandaise et leur puissance navale est pris très au sérieux et débouche sur les *Navigation Acts*, une série de lois qui provoqueront la première guerre anglo-néerlandaise. La vitalité de la marine marchande permet d'alimenter le vivier des marins de la flotte de combat et un flux d'échanges commerciaux dont la taxation, *via* les droits de douane, financera l'entretien des vaisseaux de guerre. La force d'une marine marchande vient de son aptitude à transporter des marchandises d'autres pays que le sien, d'où l'importance de pénétrer et de concurrencer, au besoin par les armes, les secteurs réservés, comme le commerce de l'Amérique espagnole.

L'arsenal de combat développé entre le XV^{e} et le XIX^{e} siècle pour participer à cette compétition s'est spécialisé et a connu des améliorations régulières, mais aucun changement révolutionnaire. Une fois adoptés les gréements carrés et l'artillerie sur les flancs, la forme des vaisseaux est essentiellement déterminée, même si la conception de chaque bâtiment peut encore beaucoup pour décider de la supériorité navale. Au cours du duel auquel les deux nations se livrent au XVIII^{e} siècle, les Français construisent généralement de meilleurs vaisseaux. Au XVI^{e} siècle, sous l'influence anglaise, les navires se sont allongés proportionnellement à leur largeur. Globalement, sur cette même période, la hauteur relative du barrot et de la poupe au-dessus du pont a été progressivement réduite

également. Au début du XVII^{e} siècle, les canons en bronze étaient déjà très au point ; par la suite, l'artillerie a fait l'objet d'améliorations dans le dessin, la précision du tir et le poids des boulets. Au XVIII^{e} siècle ont eu lieu deux innovations majeures : d'une part la caronade en fer, de courte portée mais tirant des boulets de gros calibre et lourdement plombés, ce qui augmente considérablement la puissance de tir même sur les petits navires, et d'autre part un mécanisme de mise à feu incorporant une platine à silex, laquelle permet un tir plus précis.

Au milieu du XVII^{e} siècle, la spécialisation des bâtiments de guerre et des navires marchands, de fonction et de conception différentes, était acceptée, bien que la frontière entre les deux fût encore un peu floue, du fait de l'existence de vaisseaux plus anciens et de l'activité des corsaires. La guerre de course était une façon d'augmenter sa puissance navale à peu de frais. En temps de guerre, les souverains autorisaient des capitaines indépendants ou leurs employés à attaquer la flotte marchande ennemie, afin de tirer profit de leurs prises. Il s'agissait d'une forme de piraterie autorisée. Les corsaires anglais, hollandais et français ont tous sillonné les mers, à diverses époques, et remporté de francs succès contre les navires marchands des uns et des autres. La première grande guerre de course est celle que les Français ont perdue contre les Anglais et les Hollandais, sous le règne de Guillaume d'Orange.

Les autres innovations du XVII^{e} siècle ont été d'ordre tactique et administratif, avec la formalisation des signaux et la distribution des premières instructions de combat, les *Fighting Instructions*, à la Royal Navy. Le recrutement est alors devenu plus important et le racolage a fait son apparition en Angleterre (de leur côté, les Français ont recours au système des classes pour former des contingents de marins dans les provinces du littoral). Ainsi s'est constitué l'équipage de flottes importantes, et il est apparu clairement qu'au vu de l'égalité des compétences et des

dommages limités occasionnés par les canons, même les plus gros, le nombre était toujours un facteur décisif dans l'issue d'un conflit.

De cette grande période de développement au XVII^e^ siècle émerge en Angleterre une suprématie maritime qui va durer plus de deux cents ans et étayer une *Pax Britannica* d'envergure internationale. La concurrence hollandaise diminue à mesure que la République des Provinces-Unies ploie sous la nécessité d'avoir à défendre sur la terre ferme son indépendance contre les Français. Jusqu'à présent, en mer, la grande rivale de l'Angleterre était la France, et l'on s'aperçoit maintenant, à la fin du règne de Guillaume III, qu'un cap décisif vient d'être franchi. Confrontée à la nécessité de choisir d'être une puissance maritime ou terrestre, la France a tranché en faveur de la seconde. De ce fait, elle perd à jamais tout espoir de voir lui sourire à nouveau la promesse d'une suprématie maritime, même si la construction navale française, par sa compétence, et les capitaines de vaisseau, par leur courage, lui rapportent encore quelques victoires. Les Anglais n'ont rien qui les détournent de leur puissance sur mer ; il leur suffit de maintenir leurs alliés continentaux sur le champ de bataille ; ils n'ont pas besoin d'entretenir de grandes armées.

On ne saurait néanmoins s'arrêter à l'idée que tout cela n'est qu'une simple affaire de concentration d'effectifs militaires. La stratégie maritime britannique a également évolué d'une manière très différente de celle des autres puissances navales. Le désintérêt français pour la marine de Louis XIV, par exemple, est délibéré : il survient après qu'une défaite retentissante de la flotte, en 1692, face aux Anglais a jeté le discrédit sur l'amirauté française. Cette victoire anglaise est suivie de beaucoup d'autres semblables, qui démontrent une juste évaluation de la réalité stratégique : en définitive, la puissance maritime est une question de maîtrise des mers, où l'on permet aux

vaisseaux amis de voguer en toute sécurité tandis que les navires ennemis en sont empêchés. Le meilleur moyen de parvenir à ce résultat est de neutraliser la flotte ennemie. Tant qu'elle est présente, le danger ne peut être écarté. La vaincre dès les tout premiers stades d'un affrontement devient par conséquent le but suprême des capitaines de la marine britannique. Pendant un siècle, sans interruption ou presque, ils donneront à la Royal Navy la maîtrise des mers et une redoutable réputation offensive.

La stratégie navale entretient l'initiative impérialiste, directement mais aussi de manière indirecte, car il devient de plus en plus nécessaire d'acquérir des bases à partir desquelles les escadres peuvent opérer. Il s'agit là d'un point particulièrement important de l'édification de l'Empire britannique. Et, à la fin du XVIII^{e} siècle, cet empire est sur le point de perdre une grande partie de ses colonies, ce qui souligne une fois de plus à quel point, en dehors du Nouveau Monde, l'hégémonie européenne est, encore en 1800, une affaire de comptoirs commerciaux, de plantations et de bases insulaires, et de contrôle des navires de transport de marchandises plus que d'occupation de vastes territoires.

Il a fallu moins de trois siècles de cette forme même limitée d'impérialisme pour révolutionner l'économie mondiale. Avant 1500, il existait des centaines d'économies autarciques et autonomes, dont certaines avaient établi des relations commerciales. Les Amériques et l'Afrique étaient encore des contrées peu connues de l'Europe, et l'Asie australe totalement inconnue. À côté des vastes étendues de territoires, les voies de communication étaient d'une importance ridicule et, de ce fait, le flux des marchandises de luxe exportées d'Asie en Europe plutôt restreint. Vers 1800, un réseau d'échanges international est apparu. Le Japon lui-même y participe, et l'Afrique centrale, bien que toujours en dehors des principales voies de communication, y est liée par les esclaves et les Arabes. Deux événements

marquants sont à l'origine de ce phénomène : d'une part, le détournement des échanges entre l'Asie et l'Europe vers les routes maritimes dominées par les Portugais et, d'autre part, l'afflux en Europe des lingots en provenance des colonies hispano-américaines. Sans ce courant, du minerai d'argent surtout, le commerce avec l'Asie serait quasiment inexistant, faute de produits européens susceptibles de l'intéresser. En cela réside peut-être le principal intérêt de l'argent des Amériques, dont l'afflux atteint son niveau record à la fin du XVI^{e} siècle et durant les premières décennies du XVII^{e}.

Si cette récente abondance de métaux précieux est la première et la plus spectaculaire des répercussions économiques de la nouvelle interaction de l'Europe avec l'Asie et l'Amérique, elle est cependant moins importante que l'essor général du commerce, y compris le trafic d'esclaves envoyés d'Afrique vers les Caraïbes et le Brésil. Après avoir déposé leur cargaison humaine aux Amériques, les négriers regagnent généralement l'Europe chargés de produits coloniaux de plus en plus nécessaires aux Européens. Le port international d'Anvers voit ses activités dépassées par celui d'Amsterdam d'abord, puis de Londres, et ce en grande partie en raison de la croissance spectaculaire du volume de réexportation des produits des colonies transportés par les navires hollandais et anglais. Autour de ces artères commerciales prolifèrent des ramifications et sous-ramifications qui en amènent d'autres. La construction navale, les étoffes, et plus tard les services financiers comme les assurances, prospèrent de concert, se partageant les effets d'une extraordinaire expansion du seul volume des activités commerciales. Au cours de la seconde moitié du XVIII^{e} siècle, les échanges avec l'Orient constituent un quart de l'ensemble du commerce extérieur hollandais, et le siècle des Lumières voit multiplier par trois le nombre de vaisseaux de la Compagnie des Indes orientales au départ de Londres. En outre, ces navires de

conception améliorée transportent plus de marchandises et requièrent moins de matelots qu'aux premiers temps.

Les conséquences matérielles de cette nouvelle implication mondiale de l'Europe sont beaucoup plus faciles à jauger que l'interaction de la nouvelle connaissance du monde et de la mentalité européenne. Les états d'esprit changent : en témoigne la forte augmentation, dès le début du XVI^{e} siècle, des publications sur les grandes découvertes et les explorations. On peut dire que les études orientales ont ouvert tout un champ d'investigation au XVI^{e} siècle, même si c'est seulement autour des années 1700 que les Européens ont commencé à montrer les effets de la connaissance anthropologique des autres peuples. Si l'on s'est appesanti sur les incidences de ces exposés, c'est parce qu'ils ont eu lieu à l'ère de l'imprimerie, ce qui accroît la difficulté d'évaluer la nouveauté de l'intérêt porté au monde extra-européen. Néanmoins, au début du XVIII^{e} siècle apparaissent les signes d'un impact notable et profond sur les esprits. Les descriptions idylliques de sauvages menant une vie moralement décente sans le concours du christianisme suscitent la réflexion. Un philosophe anglais, John Locke, se sert des autres continents pour montrer que les êtres humains ne partagent aucune idée innée qui leur viendrait de Dieu. En particulier, une représentation idéalisée et sentimentaliste de la Chine fournit maints exemples permettant de conjecturer sur la relativité des institutions sociales, tandis que la pénétration de la littérature chinoise, considérablement facilitée par les études des Jésuites, révèle une chronologie dont la longueur ôte toute logique aux calculs traditionnels de la date du Déluge, décrit dans la Bible comme le second commencement de l'humanité.

Ses produits devenant plus accessibles, la Chine fait naître chez les Européens du XVIII^{e} siècle un véritable engouement pour le style oriental, dans le mobilier, la porcelaine et la mode vestimentaire. L'influence artistique et

intellectuelle de ce phénomène est plus évidente que la perspective nouvelle d'une Europe prête à faire son autocritique après avoir pris conscience de l'existence, ailleurs, de cultures différentes possédant des critères différents. Toutefois, si la comparaison entre l'Ancien et le Nouveau Monde a pu présenter des aspects dérangeants, montrant que, peut-être, l'Europe avait moins de raisons que la Chine de s'enorgueillir de son attitude à l'égard des autres religions, d'autres aspects, suggérés par de hauts faits d'armes à la façon des conquistadors, ont conforté les Européens dans l'idée qu'ils se faisaient de leur supériorité.

L'impact de l'Europe sur les peuples du monde n'est pas plus facile à résumer en quelques formules toutes simples que celui du monde sur l'Europe, mais il lui arrive parfois d'être plus spectaculaire, du moins dans certaines de ses manifestations. Il est consternant de voir que la majeure partie de la population des pays non européens n'a retiré aucun avantage matériel quelconque de la première phase de l'expansion européenne. Bien au contraire, beaucoup en ont terriblement souffert. Pourtant, la faute n'en incombe pas toujours aux Européens, sauf à considérer leur présence comme blâmable en soi. À cette époque d'ignorance quasi totale en matière de maladies infectieuses, il est impossible d'anticiper les effets dévastateurs de la variole ou d'autres maladies similaires venues d'Europe. Mais il ne s'agit pas moins là d'authentiques catastrophes sanitaires. On estime qu'au XVI^{e} siècle le Mexique a perdu les trois quarts de sa population, et que certaines îles des Caraïbes ont vu la leur disparaître complètement.

Néanmoins, l'exploitation implacable des survivants, dont le labeur est d'autant plus précieux après cet effondrement démographique, est une tout autre affaire. Ce leitmotiv de la sujétion et de la domination revient dans la quasi-totalité des exemples des premiers effets de la présence européenne dans le reste du monde. Un environnement colonial différent et des traditions européennes distinctes

offrent rarement d'autres possibilités qu'une augmentation progressive de l'oppression et de l'exploitation des autochtones. Toutes les sociétés coloniales ne sont pas fondées sur la même barbarie, mais toutes en sont entachées. La richesse des Provinces-Unies et la magnificence de leur civilisation au XVII^{e} siècle reposent sur des racines qui, au moins dans les îles aux épices et en Indonésie, poussent dans une terre gorgée de sang. Longtemps avant que l'expansion nord-américaine ne progresse à l'ouest des monts Allegheny, les bonnes relations brièvement nouées par les premiers colons anglais de Virginie avec les natifs se sont envenimées au point d'aboutir à l'extermination et à l'expulsion de ces derniers.

Bien que la population de l'Amérique espagnole ait été en quelque sorte protégée, par l'État, des pires abus du système de l'*encomienda*, la plupart des autochtones ont été réduits à l'état de péons, tandis que l'on s'efforçait de détruire leur culture, avec une grande détermination et les plus nobles motivations. En Afrique du Sud, le sort du peuple Khoï (qu'en Europe on désigne sous le nom de Hottentot) et, en Australie, celui des Aborigènes réitèrent la même leçon : la culture européenne est capable de détruire tout ce qu'elle touche, sauf les peuples protégés par d'anciennes civilisations avancées, comme l'Inde ou la Chine. Mais ces grandes nations sont elles-mêmes susceptibles d'être ravagées ou de se trouver dans l'incapacité de résister à l'Européen déterminé à user d'une force suffisante. Ce sont toutefois les colons qui illustrent le plus clairement ce schéma dominateur.

La prospérité de nombre d'entre eux dépend depuis longtemps du commerce des esclaves, dont l'importance dans le circuit économique a déjà été évoquée. Depuis le XVIII^{e} siècle, la traite des Africains obsède ses détracteurs, qui y voient l'exemple le plus brutal et le plus inhumain du comportement de l'homme envers un autre spécimen de son espèce, de l'homme blanc envers l'homme de couleur, de

l’Européen envers le non-Européen, du capitaliste envers le travailleur. Le trafic d’esclaves a dominé une grande partie de l’historiographie de l’expansion européenne et de la civilisation américaine : dans les deux cas, il a constitué un phénomène majeur. D’une manière plus secondaire, en raison de son importance dans la forme qu’a prise une si grande partie du Nouveau Monde, il a détourné notre attention d’autres sortes d’esclavage, à des époques différentes, ou même d’attitudes alternatives, comme l’extermination, intentionnelle ou non, qui a frappé d’autres peuples.

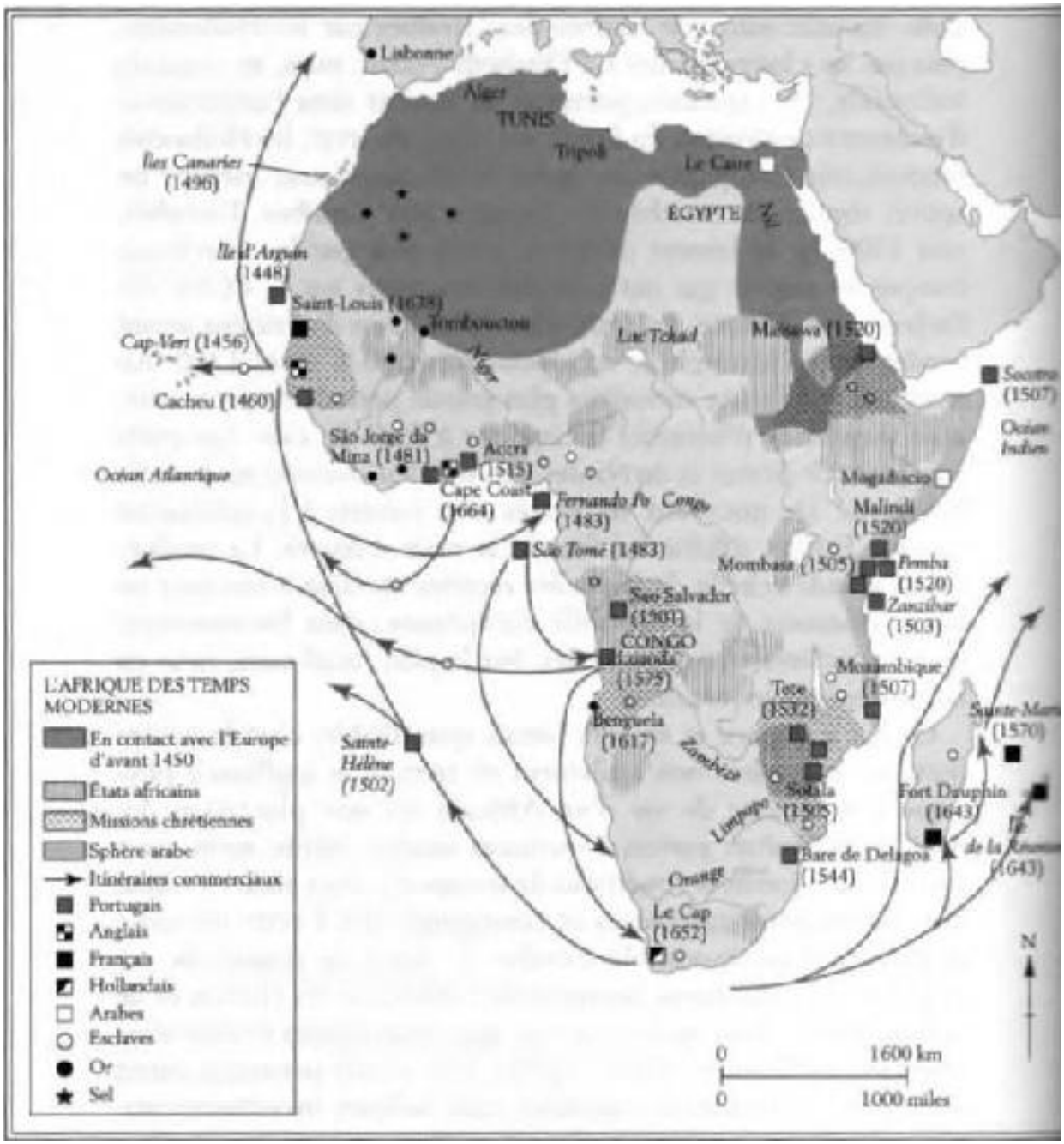
Jusqu’à l’abolition de l’esclavage au XIX^{e} siècle, les débouchés offerts dans les colonies du Nouveau Monde indiquent la direction à donner à la traite des Africains. D’abord aux îles des Caraïbes, puis sur le continent américain, nord et sud, les marchands d’esclaves trouvent leurs plus fidèles clients. Les Portugais qui dirigent ce trafic humain sont vite écartés des Caraïbes par les Hollandais, puis par les « loups de mer » d’Élisabeth Tudor ; mais, au cours du XVI^{e} siècle, les capitaines portugais se lancent dans l’importation d’esclaves à destination du Brésil. Au début du XVII^{e}, les Hollandais fondent leur Compagnie des Indes occidentales pour garantir un apport régulier de marchandise humaine aux Caraïbes. Toutefois, vers 1700, ils se laissent distancer à leur tour par les marchands français et anglais qui ont créé des comptoirs sur la « Côte des Esclaves » en Afrique. En tout, 9 ou 10 millions d’Africains seront vendus dans l’hémisphère occidental, dont 80 % après 1700. Au XVIII^{e} siècle, la traite connaît sa plus grande période de prospérité, avec 6 millions d’hommes transportés à fond de cale. Les ports européens de Bristol et de Nantes bâtissent leur fortune sur le trafic d’esclaves. De nouveaux territoires sont ouverts à l’exploitation puisque l’afflux d’Africains fournit la main-d’œuvre. La production à grande échelle de nouvelles récoltes entraîne à son tour un bouleversement de la demande européenne, dans les

structures manufacturières et commerciales. Sur le plan racial aussi, nous en voyons encore les résultats.

Ce qui a disparu et ne sera jamais quantifiable, c'est la misère humaine engendrée non seulement en termes de souffrance physique (l'espérance de vie d'un Africain sur une plantation des Antilles se limitait parfois à quelques années, même après avoir survécu aux horribles conditions de transport), mais aussi en raison des traumatismes psychiques et émotionnels liés à cette immense migration. Il est impossible d'évaluer le degré de cruauté de ces tragédies. Si l'on détient la preuve de l'existence des chaînes et de la flagellation, il est également vrai que ces pratiques étaient alors courantes en Europe, et que, *a priori*, leur intérêt personnel aurait dû inciter les planteurs à prendre soin de leurs investissements. Ce qui n'était pas toujours le cas, si l'on en croit les révoltes des esclaves, pourtant peu fréquentes, sauf au Brésil, un fait qui mérite aussi que l'on s'y attarde. Avec l'installation de plantations en Amérique, l'esclavage des hommes, devenus des objets, a atteint un nouveau stade, qualitativement différent de ce qu'il était aux premiers temps de l'histoire, un stade d'exploitation de l'homme par l'homme, garantissant que bourreaux et victimes se conforment tous deux à leur rôle. En ce sens, le Nouveau Monde est né enchaîné.

Il est encore plus difficile d'estimer les dommages causés à l'Afrique, lesquels n'ont quasiment jamais été répertoriés, les preuves étant encore plus sujettes à toutes sortes de conjectures. Les travaux les plus récents sur le sujet montrent que la traite des esclaves a probablement eu un impact direct et durable sur l'économie et la société des régions d'Afrique où elle avait cours. La diminution soudaine de la population, le caractère imprévisible des conditions de vie et la crainte perpétuelle du contact avec l'étranger ont conduit à des catastrophes sociétales. Certains économistes affirment que la chronicité du sentiment d'insécurité a provoqué une baisse du niveau de

production qui, dans certaines régions d'Afrique, a duré jusqu'au siècle dernier. Les problèmes que connaît le continent africain aujourd'hui sont peut-être plus liés à l'esclavage qu'on ne le croit généralement, même si l'on ne saurait y voir la seule explication de son relatif sous-développement.

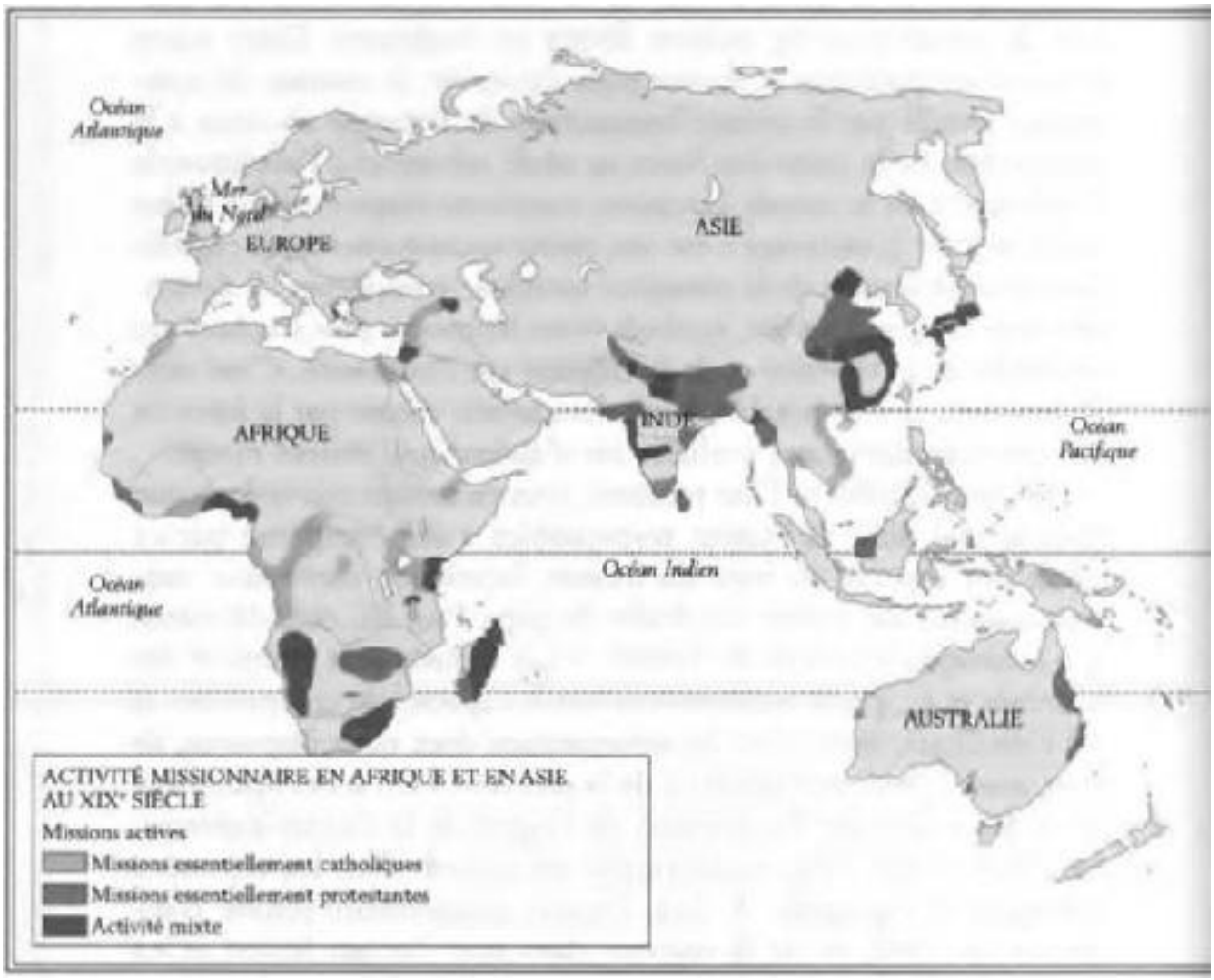


Chose remarquable, la traite des esclaves africains n'a suscité pendant longtemps aucun émoi semblable à celui des missionnaires espagnols à l'égard des Amérindiens, et les arguments avancés par les chrétiens réellement opposés à toute diminution du trafic d'esclaves laissent encore aujourd'hui une impression très pénible. C'est bien plus tard, au XVIII^{e} siècle, et surtout en France et en Angleterre, qu'un large public se laisse gagner par la culpabilité et par un sentiment de responsabilité, comme le montre l'utilisation par les philanthropes britanniques de la Sierra Leone, un territoire acquis en 1787, à vocation de refuge pour les esclaves libérés en Angleterre. Grâce à une conjoncture politique et économique favorable, le courant de compassion éveillé par la pensée humanitaire de l'époque aboutira à la suppression de la traite des Noirs au siècle suivant et à l'abolition de l'esclavage dans le monde européen, mais cette étape-là relève d'une autre histoire. L'esclavage a été une réalité socio-économique capitale dans le déploiement de la puissance mondiale européenne. Il deviendra aussi un grand mythe, symbole, à ses heures les plus sombres, du triomphe de la violence et de la cupidité sur l'humanité. C'est aussi l'expression la plus notable d'une domination accrue par la force de sociétés techniquement évoluées sur d'autres qui l'étaient moins.

Certains Européens l'ont reconnu, tout en restant convaincus que tout le mal dont ils étaient responsables a été compensé par ce qu'ils ont apporté au reste du monde, la religion chrétienne, surtout, comme en atteste une bulle du pape Paul III, celui-là même qui convoqua le concile de Trente : « Les Indiens sont vraiment des hommes et […] non seulement ils ont la capacité de comprendre la foi catholique, mais selon les informations dont nous disposons, ils sont aussi ardemment désireux de la recevoir. » Un si bel optimisme n'est pas seulement l'expression de l'esprit de la Contre-Réforme, car dès le début l'élan missionnaire est présent dans les territoires portugais et espagnols. À Goa,

l’œuvre missionnaire jésuite commence en 1542, et de là rayonne dans tout l’océan Indien et en Asie du Sud-Est, jusqu’à atteindre l’archipel nippon. À l’instar des autres puissances catholiques, la France met elle aussi l’accent sur l’activité missionnaire, même dans les pays où elle n’est impliquée ni politiquement ni économiquement.

L’entreprise missionnaire n’en retrouve pas moins une nouvelle vigueur au XVI^{e} et au XVII^{e} siècle, et il est permis d’y voir un effet dynamisant de la Contre-Réforme. Au XVI^{e} siècle, l’Église romaine enregistre un plus grand nombre de conversions qu’auparavant, officiellement du moins, en même temps qu’elle étend son action à un plus vaste territoire. Mesurer l’incidence réelle de ce phénomène est plus difficile, certes, mais le fait est que le peu de protection dont bénéficient alors les natifs leur vient de l’Église catholique romaine, dont les théologiens ont préservé, quoique très vaguement parfois, la seule notion de curatelle qui existait au début de la théorie impérialiste à l’égard des peuples assujettis.



Le protestantisme accuse un retard notable dans l'attention portée aux natifs des colonies comme dans ses activités missionnaires. Les Hollandais restent quasiment inactifs ; quant aux colons anglais d'Amérique du Nord, non seulement ils ne se soucient pas de convertir leurs voisins indigènes, mais ils en réduisent une partie en esclavage (les quakers de Pennsylvanie constituent une exception louable). Il faut attendre la fin du XVII^{e} siècle pour repérer les prémices des grands mouvements missionnaires anglo-saxons outre-Atlantique. De plus, quand il a lieu, ce don de l'Évangile au monde comporte en soi une tragique ambiguïté. Il s'agit là encore de l'exportation par les Européens d'un potentiel extrêmement corrosif, qui remet en cause et sape les structures et idées traditionnelles,

menaçant l’autorité sociale, les institutions juridiques et morales, les modèles familiaux et conjugaux. Les missionnaires deviennent, bien souvent malgré eux, les instruments d’un processus de domination et d’assujettissement qui parcourt d’un bout à l’autre l’histoire des relations de l’Europe avec le reste du monde.

Peut-être n’y a-t-il rien, dans les apports des Européens, qui ne finisse par constituer une menace, ou du moins par se révéler à double tranchant. Les plantes comestibles introduites en Afrique au XVI^{e} siècle par les Portugais venus d’Amérique − manioc, patate douce et maïs − représentent peut-être un progrès pour le régime alimentaire des Africains, mais d’aucuns y voient aussi l’origine possible d’une croissance démographique conduisant à des troubles sociaux et à des révoltes. D’un autre côté, les végétaux rapportés des Amériques sont à l’origine de nouvelles industries qui à leur tour créent une forte demande en main-d’œuvre esclave ; le café et le sucre en sont des exemples. Plus au nord, si la culture du blé dans laquelle se sont lancés les colons britanniques ne requiert pas le recours à l’esclavage, elle n’en stimule pas moins la demande de surfaces arables et ajoute à la pression qui pousse les colons à se ruer sur les terres ancestrales des Indiens chasseurs, qu’ils expulsent sans pitié.

La vie des générations suivantes s’en est trouvée façonnée, comme on peut le voir en prolongeant la perspective au-delà de 1800. Le blé a fini par transformer l’hémisphère occidental en grenier à céréales des grandes villes européennes ; au XX^{e} siècle, la Russie et les pays d’Asie en ont eux-mêmes profité. L’industrie vinicole implantée par les Espagnols à Madère et en Amérique au début du XVI^{e} siècle est toujours florissante aujourd’hui. L’introduction de la banane en Jamaïque, du café à Java et du thé à Ceylan (le Sri Lanka actuel) fournit le canevas d’une grande partie de la politique à venir. En outre, ces échanges se complexifient au XIX^{e} siècle en raison de

l’évolution de la demande, dont l’augmentation, en ce qui concerne les matières premières comme le coton, est liée à l’industrialisation (en 1760, l’Angleterre importe 2,5 millions de livres-poids de coton brut ; en 1837, elle sera passée à 360 millions). Parfois, le phénomène crée de nouvelles demandes, ce qui explique notamment la transplantation du caoutchouc d’Amérique du Sud, réussie, en Malaisie et en Indochine, un changement lourd d’implications stratégiques capitales pour l’avenir.

La portée de ces implications, aux premiers siècles de l’hégémonie européenne, va suffisamment ressortir dans les pages suivantes pour que nous puissions nous contenter ici d’en souligner une caractéristique supplémentaire, souvent répétée, à savoir sa nature imprévisible, fortuite. C’est un amalgame de nombreuses décisions individuelles par un nombre comparativement restreint de personnes. Leurs innovations les plus innocentes pouvaient avoir des conséquences explosives. Il n’est pas inutile de rappeler, en effet, que c’est à l’importation d’une douzaine de couples de lapins, en 1859, que l’on doit la dévastation en quelques années d’une grande partie des régions rurales de l’Australie par des millions d’entre eux. De la même façon, mais à plus petite échelle, les Bermudes ont été ravagées par des crapauds venus d’Angleterre.

Néanmoins, les importations délibérées de certaines espèces animales ont été plus importantes encore. La réaction première des Australiens à l’invasion des léporidés a été de faire venir d’Angleterre des hermines et des belettes ; il eût été préférable d’attendre les épidémies de myxomatose. En 1800, la quasi-totalité des animaux domestiques européens sont arrivés aux Amériques. Les plus importants sont les bovins et les chevaux. L’introduction de ces deux espèces va révolutionner la vie des Indiens des plaines et fera plus tard de l’Amérique du Sud, grâce aux bateaux réfrigérés, un grand exportateur de viande, tout comme l’Australasie lorsqu’elle développera

l’élevage des moutons qu’à l’origine les Anglais ont eux-mêmes importés d’Espagne. Et, bien sûr, les Européens amènent un cheptel humain. Comme les Britanniques aux Amériques, les Hollandais se sont longtemps retenus d’encourager la mixité ethnique. Pourtant, en Amérique latine, à Goa et dans l’Afrique portugaise, les effets en sont profonds, comme ils le sont d’une manière tout à fait différente et négative dans l’Amérique du Nord britannique, où les mariages interethniques ne sont pas légion et où la coïncidence quasi totale entre la couleur de peau et le statut servile légal laisse aux générations futures un héritage important de difficultés politiques, économiques, sociales et culturelles.

La création de fortes populations coloniales façonne la carte du monde à venir, mais cela engendre aussi des problèmes de gouvernance. Les colonies britanniques ont presque toujours eu une sorte d’institution représentative reflétant la tradition et la pratique parlementaires, tandis que la France, le Portugal et l’Espagne ont toutes trois suivi un système institutionnel autoritaire et monarchique. Aucun de ces pays n’imagine une forme quelconque d’indépendance pour ses colonies, ou leur éventuel besoin de protéger leurs intérêts contre ceux de la mère patrie, que ceux-ci soient jugés primordiaux ou complémentaires. Cette situation finit par créer des difficultés et en 1763 commencent à apparaître, au moins dans les colonies britanniques nord-américaines, des signes évoquant le temps des conflits internes entre la Couronne et le Parlement au XVII^{e} siècle. Et dans la lutte qu’ils mènent contre d’autres pays, même lorsque leur gouvernement n’est pas officiellement en guerre, les colons montrent toujours un sens aigu de leurs propres intérêts. L’alliance des Hollandais et des Anglais contre la France n’empêchera pas leurs marins et marchands de se combattre « au-delà de la ligne ».

Les difficultés rencontrées par le gouvernement impérial au XVIII^{e} siècle se résument cependant en grande partie à l'hémisphère occidental. C'est là, en effet, que les colons se sont installés. Partout ailleurs dans le monde, en 1800, même en Inde, les échanges commerciaux importent toujours plus que la possession de territoires, et nombreuses sont les régions importantes qui n'ont pas encore senti le plein impact de l'Europe. En 1789, la Compagnie britannique des Indes orientales n'envoie encore que vingt et un navires chaque année à Canton. Les Hollandais ont droit à deux par an pour le Japon. À l'époque, le seul accès possible à l'Asie centrale est toujours le long itinéraire terrestre déjà emprunté du temps de Gengis Khan, et les Russes sont encore loin d'exercer une influence efficace sur l'arrière-pays. Quant à l'Afrique, son climat et les épidémies la protègent. Il reste encore bien des découvertes et explorations à entreprendre pour compléter la carte du continent avant que l'hégémonie européenne ne devienne réalité.

Dans le Pacifique et les « mers du Sud », la situation évolue plus vite. En 1699, un flibustier originaire du Somerset, William Dampier, a commencé à intégrer à la géographie de l'époque un continent encore inconnu, l'Australasie, mais il faudra un autre siècle pour achever le travail. Au nord, preuve a été faite de l'existence du détroit de Béring en 1730. Les expéditions de Bougainville et de Cook, dans les années 1760 et 1770, ajoutent Tahiti, Samoa, l'Australie orientale, Hawaï et la Nouvelle-Zélande au dernier Nouveau Monde à découvrir. Cook franchit même le cercle polaire antarctique. En 1788, une première cargaison de 717 prisonniers débarque en Nouvelle-Galles-du-Sud. Les juges britanniques créent un nouveau monde pénitentiaire pour redresser l'équilibre du Vieux Continent, puisqu'il n'est plus possible de déverser les Anglais indésirables aux États-Unis, incidemment occupés à fonder une nouvelle nation. Plus importante encore est l'arrivée du premier

mouton quelques années plus tard : alors débute une industrie qui garantit l’avenir de la nation australienne. Avec les animaux, les aventuriers et les bons à rien, l’Évangile aussi pénètre dans le Pacifique sud. En 1797, les premiers missionnaires arrivent à Tahiti. Avec eux, on peut enfin considérer que la civilisation européenne est apparue, du moins sous une forme embryonnaire, dans tous les recoins du monde habitable.

XVIII
Idées anciennes, idées nouvelles

La culture que l'Europe a exportée vers le reste du globe est essentiellement idéologique. Les idées circonscrivent un mode opératoire, imposant des limites et ouvrant des possibilités. Elles définissent le style d'une civilisation et le regard qu'elle porte sur ses actions. De plus, bien que le XX^{e} siècle leur ait fait un tort considérable, les grandes idées esquissées par les Européens entre 1500 et 1800 jalonnent encore, pour la plupart, le parcours des hommes d'aujourd'hui. Au cours de ces trois siècles, l'assise de la culture européenne est devenue laïque et l'on a vu s'installer l'idée progressiste de développement historique − cette évolution vers un apex où les Européens ont cru se trouver. Pour finir, la certitude que l'utilisation des connaissances scientifiques selon des critères utilitaires permettrait un progrès illimité a gagné du terrain. Bref, dans l'esprit des hommes et des femmes doués de raison, la civilisation médiévale arrivait enfin à son terme.

Pourtant, les péripéties de l'histoire étant rarement claires, nettes et précises, rares sont les Européens de 1800 à avoir conscience de cette transformation. En deux siècles, peu de choses ont bougé dans la façon de comprendre et de se comporter de la plupart d'entre eux. Cette année-là encore, les institutions traditionnelles − monarchie, société à statuts héréditaires et religion − maintiennent leur emprise sur des millions d'individus. Cent ans auparavant, le mariage civil n'existait nulle part en Europe et, en 1800, c'est encore loin d'être une généralité. À peine vingt ans plus tôt, le dernier des

hérétiques a été brûlé vif en Pologne. Et en Angleterre, au début du XVIII^{e} siècle, une reine a encore pratiqué le « toucher royal » pour guérir un scrofuleux, comme les monarques du Moyen Âge. Le XVII^{e} siècle avait même entraîné une ou deux régressions. En Europe et en Amérique du Nord, la chasse aux sorcières était beaucoup plus répandue qu'au Moyen Âge lorsque Charlemagne avait condamné à mort les responsables de mises au bûcher et le droit canon interdit toute croyance « païenne » en la chevauchée nocturne des sorcières et autres pratiques imputées à la sorcellerie.

La superstition non plus n'a pas disparu. Bien après 1700, les voisins du dernier magicien anglais l'ont tourmenté jusqu'à ce que mort s'ensuive, et c'est en toute légalité que les Suisses ont procédé, en 1782, à l'exécution d'une de leurs compatriotes protestantes accusée de sorcellerie. Le culte napolitain rendu à saint Janvier de Bénévent revêt encore toute son importance politique au moment de la Révolution française, lorsque Naples tombe aux mains des Français : la liquéfaction, ou le maintien à l'état solide de son sang, conservé dans deux fioles, est censé révéler l'acceptation divine du nouveau régime républicain de la France ou au contraire son rejet. Les peines appliquées à l'époque sont encore barbares et certains crimes jugés assez atroces pour mériter un châtiment d'une exceptionnelle cruauté : c'est en tant que parricides et non régicides que Ravaillac, l'assassin d'Henri IV, et Damiens, l'auteur de l'attentat contre Louis XV, ont enduré d'effroyables tourments. Le second a été exécuté en 1757, quelques années seulement avant la publication du plus influent des plaidoyers jamais écrits en faveur d'une réforme pénale. L'éclat de la modernité dont s'est paré le siècle des Lumières est facilement trompeur ; dans des sociétés qui ont produit un art d'un raffinement exquis et fourni des exemples remarquables d'actes chevaleresques et dignes des plus grands honneurs, le

peuple s’amuse encore de l’appâtage des ours, des combats de coqs ou de la décapitation des oies.

Certes, la culture populaire est souvent le meilleur révélateur du poids du passé mais, jusqu’à la fin de la période moderne ou presque, une grande partie de l’appareil formel et institutionnel qui l’étaye est demeurée intacte dans toute l’Europe. L’exemple le plus marquant, à nos yeux d’hommes du XXIe siècle, en est la primauté attribuée encore presque partout, au XVIIIe, à la religion organisée. Dans tous les pays, catholiques, protestants ou orthodoxes, même les ecclésiastiques réformateurs tiennent pour acquise la nécessité de soutenir et de protéger la religion par le biais des lois et de l’appareil coercitif de l’État. Seuls quelques grands esprits la contestent, mais ils sont rares. Une grande partie de l’Europe ne tolère encore aucune opinion autre que celle de l’Église établie. Lors de son sacre, le roi de France jure de combattre les hérétiques, et les Français non catholiques devront attendre 1787 pour avoir un état civil, c’est-à-dire une reconnaissance légale leur permettant de légitimer leurs enfants en contractant le mariage. Dans les pays catholiques, la censure, bien que souvent loin d’être efficace, se doit encore (et parfois elle y travaille ardemment) d’empêcher la propagation d’écrits défavorables à la foi chrétienne et allant contre l’autorité de l’Église. Malgré le reflux de la Contre-Réforme et la dissolution des Jésuites, l’Index des livres interdits et l’Inquisition qui l’a constitué sont maintenus. Partout, les universités sont aux mains du clergé ; en Angleterre, celles d’Oxford et de Cambridge sont elles-mêmes fermées aux dissidents non conformistes et aux catholiques. Enfin, la religion détermine une grande partie du contenu de l’enseignement et le cursus poursuivi.

Le tissu institutionnel de la société, il est vrai, montre tout de même une amorce de changement. L’une des raisons de la perte d’importance des universités au cours

de cette période est qu'elles n'ont plus le monopole de la vie intellectuelle en Europe. Dès le milieu du XVII^{e} siècle sont apparues dans de nombreux pays, et souvent sous un haut patronage, des académies et sociétés savantes telles que la Société royale anglaise, dont la charte date de 1662, ou l'Académie des sciences, fondée quatre ans plus tard en France. Le XVIII^{e} siècle voit fleurir en abondance ce genre d'associations, qui essaiment dans les petites villes, avec des objectifs plus circonscrits et spécifiques, comme la promotion de l'agriculture par exemple. Un grand mouvement de socialisation spontanée se dégage, et s'il est surtout apparent en Angleterre et en France, peu de pays d'Europe occidentale y échappent.

Les clubs et sociétés de toutes sortes sont caractéristiques d'une époque qui ne se satisfait plus d'épuiser son potentiel dans les institutions sociales du passé, et parfois ils ou elles attirent l'attention des autorités gouvernementales. Certaines sociétés n'ont pas la prétention d'avoir pour seule fin une activité littéraire, scientifique ou agricole ; elles fournissent aussi des lieux de rencontre où l'on peut débattre, discuter ou simplement bavarder de tout. Ainsi participent-elles à la circulation d'idées nouvelles. La plus remarquable de ces associations de l'époque est la confrérie internationale des francs-maçons. Originaire d'Angleterre, elle est introduite dans les années 1720 sur le continent européen. Un demi-siècle plus tard, elle est largement répandue. Il est fort possible qu'en 1789 le nombre de maçons ait dépassé le quart de million. Plus tard, ils deviendront la cible de bien des calomnies, donnant naissance au mythe selon lequel ils auraient, depuis longtemps, des objectifs révolutionnaires et subversifs. Ce n'est pas vrai de l'entité corporative, même si cela a pu l'être pour quelques individus, mais, dans la mesure où les loges maçonniques, comme d'autres rassemblements, contribuent à discuter d'idées nouvelles et à les faire connaître, on peut aisément croire qu'elles

concourent à briser la glace de la tradition et des conventions.

La circulation accrue des idées et de l'information ne repose bien sûr pas essentiellement sur de tels rassemblements, mais plutôt sur la diffusion de la parole écrite *via* l'imprimerie. Et l'une des transformations les plus décisives de l'Europe après 1500 est l'élévation du degré d'alphabétisation. D'aucuns ont résumé cette métamorphose comme le passage d'une culture centrée sur l'image à une autre axée sur le verbe. La lecture et l'écriture (surtout la première), bien qu'elles ne soient pas universellement répandues, se sont néanmoins propagées au point de devenir en certains endroits un phénomène tout à fait banal. Elles ne sont plus l'apanage d'une élite privilégiée aux connaissances ésotériques et elles ont perdu l'aura mystérieuse liée à leur association particulière aux rites religieux.

Pour nous donner une idée de l'ampleur de ce changement, nous pouvons sortir un peu du royaume des impondérables pour entrer dans celui des données mesurables, lesquelles montrent que d'une certaine façon, malgré l'étendue des secteurs où, en 1800, prédomine encore l'analphabétisme, la société européenne est désormais instruite, ce qui n'était pas le cas en 1500. Présentée ainsi, cette affirmation n'offre pas grande utilité bien sûr, compte tenu des divers degrés d'acquisition de la lecture et de l'écriture. Néanmoins, quelle que soit la définition choisie, il reste qu'en 1800 l'Europe et ses colonies abritent probablement la majeure partie de la population instruite de la planète. Le Vieux Continent recèle donc une proportion d'érudits plus forte que les autres cultures. C'est une évolution historique cruciale. À cette époque, l'Europe est bel et bien entrée dans l'ère de la prédominance du livre imprimé, qui pour la plupart des gens instruits finit par supplanter la parole et les images comme véhicules privilégiés de l'enseignement et de la

direction spirituelle. Cette nouvelle ère se maintiendra jusqu'au XX^{e} siècle, lorsque la radio, le cinéma puis la télévision restaureront cette suprématie de l'oral et du visuel.

Pour garantir la fiabilité des sources permettant d'évaluer le degré d'alphabétisation de la population, il faut attendre le milieu du XIX^{e} siècle, époque à laquelle, semble-t-il, environ la moitié de tous les Européens ne savent encore ni lire ni écrire. Néanmoins, toutes ces sources indiquent que, malgré leur irrégularité, les progrès réalisés à partir de 1500 sont cumulatifs. On constate en effet des différences importantes entre les pays, dans un même pays à diverses périodes, entre la ville et la campagne, et selon le sexe et la profession. Il en est encore ainsi aujourd'hui, bien qu'à un degré moindre, et la difficulté de formuler des généralités s'en trouve considérablement atténuée : très récemment encore, les seules conclusions possibles étaient des plus vagues, mais quelques événements spécifiques laissent entrevoir certaines tendances.

Les premiers signes d'une démarche pédagogique étayant les progrès en matière d'alphabétisation sont perceptibles avant l'invention de l'imprimerie. Ils semblent participer du retour en force et du dynamisme de la vie urbaine entre le XII^{e} et le XIII^{e} siècle, dont l'importance a déjà été évoquée ici. Les premières traces de mandats donnés à des enseignants et de places offertes dans les écoles sont visibles notamment dans les cités italiennes, alors à l'avant-garde de la culture européenne. Assez vite apparaît une nouvelle idée : savoir lire et écrire constituerait une qualification essentielle pour occuper certaines fonctions. Des clauses stipulent notamment que pour être juge il faut savoir lire − une idée aux implications intéressantes pour l'histoire des époques antérieures.

Le côté précurseur des cités italiennes s'efface au XVII^{e} siècle devant celui de l'Angleterre et des Pays-Bas,

deux pays très urbanisés pour l'époque. Vers 1700, ce sont ceux qui présentent le plus haut degré d'alphabétisation d'Europe. Cette échappée intellectuelle illustre le caractère géographiquement inégal de l'histoire de l'alphabétisation. Pourtant, le français sera la langue internationale des publications du XVIII^{e} siècle, et la base des lecteurs qui soutiennent cette primauté s'est certainement trouvée en France. Il ne serait pas étonnant de voir un niveau d'alphabétisation proportionnellement plus élevé en Angleterre et aux Pays-Bas mais, pour ce qui est du nombre de personnes sachant lire et écrire, la France, avec sa forte population, a toutes les chances d'être la mieux placée.

Dans cette tendance générale à l'alphabétisation, il est certain que l'essor de l'imprimerie occupe une place particulière. Au XVII^{e} siècle existe un corpus de publications réellement populaires − contes de fées, histoires de grand amour non partagé, almanachs et livres d'astrologie, hagiographies. La réalité de ces ouvrages constitue la preuve de l'existence d'une demande. L'imprimerie donne une raison de plus d'apprendre à lire, la consultation de manuscrits relativement inaccessibles étant difficile et prenant beaucoup de temps. Les connaissances techniques étant maintenant très vite disponibles en version imprimée, il est dans l'intérêt du spécialiste de savoir lire pour se maintenir au niveau de compétence requis dans son art.

La Réforme est un autre événement qui contribue à l'alphabétisation. Presque partout, les réformateurs eux-mêmes soulignent l'importance de l'enseignement de la lecture aux croyants. Le haut niveau d'instruction constaté au XIX^{e} siècle en Allemagne et en Scandinavie, par rapport à beaucoup d'autres pays catholiques, n'a rien d'une coïncidence. La Réforme donnant à la lecture de la Bible un caractère essentiel, celle-ci est devenue disponible rapidement, en version imprimée et dans les langues vernaculaires, que la diffusion et la normalisation associées

à l'impression d'un texte vont ainsi renforcer et structurer. La bibliolâtrie, malgré toutes ses autres manifestations à l'évidence malheureuses, est un précieux atout pour les Lumières : elle encourage à lire et focalise l'activité intellectuelle. En Angleterre et en Allemagne, on ne saurait exagérer son influence sur la constitution d'une culture commune et dans tous les pays elle a débouché sur une traduction de la Bible, devenue un chef-d'œuvre.

Comme le montre l'exemple des réformateurs, les autorités sont souvent favorables à la promotion de l'instruction, mais pas seulement dans les pays protestants. Les législateurs des monarchies éclairées du XVIII^e^ siècle, notamment, s'efforcent souvent de favoriser l'instruction, c'est-à-dire, surtout, l'instruction primaire. À cet égard, l'Autriche et la Prusse sont des exemples particulièrement remarquables. Outre-Atlantique, la tradition puritaine rend la scolarité obligatoire dès le début de l'établissement des communautés de la Nouvelle-Angleterre. Dans d'autres pays, l'instruction est laissée aux bonnes œuvres et aux entreprises privées, informelles et non réglementées (comme en Angleterre) ou au clergé (comme en France). Dès le XVI^e^ siècle s'ouvre la grande époque des ordres religieux consacrés à l'enseignement.

Un autre effet important du développement de l'alphabétisation, qui facilite et accompagne cette évolution, est l'ascension de la presse périodique. Au XVIII^e^ siècle, les feuilles et bulletins imprimés de manière très occasionnelle deviennent des revues à parution régulière, répondant à des besoins divers. Au XVII^e^ siècle, les journaux font leur apparition dans le Saint Empire ; en 1702, un quotidien paraît à Londres, et vers 1750 existe une importante presse provinciale. Des millions de journaux sont imprimés chaque année. Dans la première moitié du XVIII^e^ siècle, les Britanniques se lancent dans la publication de magazines et revues hebdomadaires, dont la plus importante, *The Spectator*, va devenir, par ses efforts

délibérés pour façonner les goûts et les comportements, le modèle d'une forme particulière de journalisme. Le phénomène est nouveau. La République des Provinces-Unies est le seul pays où le journalisme rencontre autant de succès qu'en Angleterre, probablement à cause de la différence de degré d'alphabétisation et de la censure que tous les autres pays d'Europe subissent à des degrés divers. Revues savantes et magazines littéraires prolifèrent, mais rares sont les sources d'information et de commentaires politiques. Dans la France des Lumières, les auteurs d'œuvres incarnant des idées progressistes trouvent eux-mêmes normal de se contenter de les faire circuler sous forme de manuscrits : dans ce bastion de la pensée critique, la censure existe toujours, bien qu'arbitraire et imprévisible − et aussi, à mesure que l'on avance dans le siècle, moins efficace dans son *modus operandi*.

Il est possible que la prise de conscience du potentiel subversif de la facilité d'accès à la presse ait induit un revirement de l'attitude officielle à l'égard de l'instruction. Jusqu'au XVIII^{e} siècle ne prédomine nullement le sentiment que l'instruction et l'apprentissage de la lecture pourraient présenter un danger quelconque et que, pour cette raison, il ne faut pas chercher à les généraliser. Bien que la censure officielle ait toujours été une forme de reconnaissance des risques potentiels liés à l'alphabétisation, la tendance est surtout de la penser en termes religieux. L'une des tâches de l'Inquisition était de maintenir l'efficacité de la mise à l'Index. Rétrospectivement, il semble bien que les critiques et contestations de l'autorité en général aient eu un effet plus marqué que leur action subversive par rapport à la religion. Pourtant, leur importance ne se limite pas à cela. La propagation des connaissances techniques accélère aussi d'autres formes de mutations sociales. En effet, sans cette inflation de l'instruction, l'industrialisation n'aurait guère

été possible, et une partie de ce que l'on a appelé la « révolution scientifique » du XVII^{e} siècle doit être attribuée au pur effet cumulatif d'une plus grande rapidité et d'une meilleure diffusion de l'information.

L'origine fondamentale de cette « révolution » réside néanmoins bien au-delà, dans une sorte de revirement intellectuel. La relation de l'homme à la nature, surtout, n'est plus perçue de la même manière. Partie de l'observation perplexe et respectueusement craintive d'un monde naturel témoignant des voies impénétrables du Seigneur, une fraction de plus en plus importante de la population fait un grand pas en avant et cherche délibérément le moyen de le manipuler. Si les travaux des savants du Moyen Âge ne sauraient être qualifiés de primitifs ou jugés dépourvus de créativité, comme il était de bon ton de le prétendre autrefois, ils se heurtent à deux obstacles majeurs. D'une part, les connaissances qu'ils apportent présentent très peu d'utilité pratique, ce qui limite l'attention qu'on leur porte, et d'autre part, sur le plan théorique, ils sont insuffisants. Techniquement et conceptuellement, il faut aller plus loin. Si les idées venues du monde arabe viennent irriguer la science médiévale avec bonheur, et si d'une manière très saine l'accent est mis, dans certaines de ses branches, sur la définition et la pose d'un diagnostic, elle n'en repose pas moins sur des hypothèses non vérifiées, en partie à cause de l'impossibilité de trouver le moyen de les tester, et en partie parce que rien n'incite à le faire. La théorie dogmatique selon laquelle les quatre éléments − le feu, l'air, la terre et l'eau − sont à la base de tout ce qui existe, par exemple, n'a pas été mise à l'épreuve de l'expérience. En dépit d'une sorte de travail expérimental effectué au sein des traditions alchimiques et hermétiques, et orienté, grâce à Paracelse, vers d'autres buts que la recherche de l'or, les idées directrices sont toujours mythiques et intuitives.

Il en sera ainsi, globalement, jusqu'au XVII^{e} siècle. La Renaissance est aussi scientifique, mais cela se manifeste en général sous la forme d'études descriptives, comme le remarquable traité d'anatomie du Flamand Vésale, publié en 1543, ou de solutions apportées à des questions pratiques liées à l'art (la perspective) et aux métiers de la mécanique. Dans le domaine de la classification ou de la description pure, une branche est particulièrement impressionnante : celle qui se donne pour objet de trouver un sens aux nouvelles connaissances géographiques apportées par les découvreurs et les cosmographes. Pour reprendre les propos de Jean Fernel, médecin français du début du XVI^{e} siècle, « Ptolémée a beaucoup ajouté à ce que connaissaient Platon et Aristote, et pourtant, s'il revenait aujourd'hui, il ne reconnaîtrait pas la géographie, tant les navigateurs de notre siècle ont changé notre connaissance de la Terre ». De quoi inciter à chercher une nouvelle approche, intellectuelle, du monde naturel.

Il a fallu du temps pour y parvenir. Il est vrai qu'une petite minorité d'hommes instruits n'auraient pas trouvé facile, déjà en 1600, d'accepter l'image conventionnelle du monde telle qu'elle était fondée sur la grande synthèse médiévale de la foi et de la raison, de la Bible et d'Aristote. Certains avaient l'impression désagréable d'une perte de cohérence, d'un soudain manque de repères, d'une incertitude alarmante. Toutefois, pour la plupart de ceux qui étudiaient un tant soit peu la question, l'ancienne représentation tenait toujours, avec l'univers centré autour de la Terre, et la vie terrestre autour de l'homme, seul habitant de la planète à être doué de raison. Le plus grand accomplissement intellectuel du siècle suivant est de rendre impossible un tel raisonnement aux yeux d'une personne instruite. L'importance du phénomène est telle qu'il est considéré comme le facteur essentiel de la métamorphose du monde médiéval en un monde moderne.

Au tout début du XVII^{e} siècle, la science présente déjà un nouveau visage. Ces changements montrent qu'une barrière intellectuelle a été franchie et la nature de la civilisation définitivement transformée. En Europe, on voit apparaître une attitude nouvelle, profondément utilitariste, encourageant les hommes à investir du temps, de l'énergie et de l'argent pour maîtriser la nature par le recours systématique à l'expérience. Lorsque viendra le temps d'identifier les précurseurs de cet empirisme, le nom de Francis Bacon s'imposera. Bacon, grand chancelier d'Angleterre pendant un temps, est un homme doté d'une énergie intellectuelle exceptionnelle et d'un caractère désagréable à bien des égards. Son œuvre semble n'avoir guère eu d'effets en son temps, mais elle a attiré l'attention de la postérité sur ce qui apparaît comme un rejet prophétique de l'autorité du passé.

Francis Bacon prône une étude de la nature fondée sur l'observation et l'induction, et orientée vers son exploitation par l'homme. « Il n'est, dit-il, d'autre but véritable et légitime pour la science que d'enrichir l'existence de l'homme par des découvertes et des pouvoirs nouveaux. » Ainsi pourra s'accomplir « la restauration et la revigoration de l'homme (en grande partie du moins) dans la souveraineté et la puissance […] dont il jouissait au tout début de la Création ». Objectif ambitieux, en effet : rien moins que la rédemption de l'humanité, qui se verrait épargner les conséquences de la Chute ! Mais Bacon est certain que la chose est possible, à condition d'organiser la recherche scientifique de manière efficace. En cela aussi il apparaît comme un personnage prophétique, précurseur des futures sociétés et institutions scientifiques.

On a exagéré la modernité de Bacon. D'autres personnalités de l'époque, Kepler et Galilée notamment, avaient des choses beaucoup plus importantes à dire pour faire avancer la science. Et les successeurs de Bacon n'ont pas adhéré autant qu'il l'eût souhaité à un programme de

découverte pratique des « nouveaux arts, moyens et commodités destinés à enrichir la vie humaine » (c'est-à-dire à un savoir dominé par la technique). Néanmoins et à juste titre, par sa façon d'aller au cœur des choses dans sa défense de l'observation et de l'expérience au lieu de se livrer à des déductions de principes *a priori*, il a acquis un statut semblable à celui du héros mythologique. On l'a même dépeint comme un martyr de la science, pour être mort d'une pneumonie après avoir pris froid en bourrant une poule avec de la neige, un jour glacial de mars qu'il avait dévolu à l'observation des effets de la réfrigération sur la chair animale. Quarante ans plus tard, ses idées-forces sont devenues le lieu commun du discours scientifique. « Seule la philosophie expérimentale et mécanique peut expliquer le fonctionnement de cette grande machine qu'est le monde », dit un scientifique anglais des années 1660. Ces idées-là, Bacon les aurait comprises et approuvées. Elles jouent encore un rôle essentiel dans le monde d'aujourd'hui. Depuis le XVII^{e} siècle, le propre du savant est de recourir à l'expérience pour répondre aux questions qu'il se pose et longtemps l'interprétation des résultats a mené à de nouvelles constructions intellectuelles.

Cette façon de procéder a d'abord amené les savants à se concentrer sur les phénomènes physiques les plus observables et mesurables à l'aide des techniques disponibles. L'innovation technologique découlant de la lente accumulation du savoir-faire des ouvriers européens au fil des siècles, ces compétences pouvaient maintenant être employées à résoudre des problèmes qui à leur tour permettraient la résolution d'autres difficultés, d'ordre intellectuel. L'invention des logarithmes et du calcul faisait partie d'une instrumentation qui comportait entre autres la fabrication d'horloges et d'instruments d'optique plus perfectionnés. Lorsque l'art de l'horloger fait un grand bond en avant au XVII^{e} siècle avec l'introduction du

pendule pour la régularisation du mouvement, il facilite à son tour la mesure du temps par les instruments de précision, et par voie de conséquence l'astronomie. Avec le télescope se présentent de nouvelles occasions de scruter le ciel. William Harvey découvre la circulation sanguine en voulant vérifier une théorie par l'expérience. Et, pour comprendre comment le sang circule, il lui faudra attendre que le microscope permette de voir les minuscules vaisseaux dans lesquels il coule. Les observations à la lunette et au microscope ne jouent pas seulement un rôle essentiel dans les découvertes de la révolution scientifique, elles permettent aussi au profane d'entrevoir en partie ce qu'implique une nouvelle conception du monde.

Ce qui prendra encore beaucoup de temps, c'est la démarcation entre le savant et le philosophe, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Pourtant, un nouvel univers d'hommes de science est apparu, véritable communauté scientifique, et qui plus est internationale. Revenons à l'imprimerie. La diffusion rapide des nouvelles connaissances est d'une grande importance. Pour les véhiculer, la publication de livres scientifiques n'est pas le seul canal ; paraissent également les *Transactions philosophiques* de la Royal Society et, de plus en plus, les mémoires et actes des autres sociétés savantes. Les scientifiques entretiennent en outre une correspondance privée assez volumineuse, et leurs échanges et les calculs qu'ils contiennent constituent un témoignage des plus précieux sur l'avènement de la révolution scientifique. Certaines de ces correspondances ont été publiées. Compréhensibles pour un plus grand nombre de lecteurs, elles ont eu un public plus vaste que ne l'auraient aujourd'hui les échanges de nos éminents scientifiques.

L'une des caractéristiques les plus remarquables de cette révolution, à nos yeux d'hommes modernes, est la part importante qu'y prennent les amateurs, même dilettantes. D'aucuns ont émis l'idée que l'une des principales

explications de l'essor des activités scientifiques en Europe, comparativement à la stagnation des réalisations techniques en Chine, pourtant extraordinaires, réside dans leur association avec le prestige social de l'amateur et du gentleman. Les adhérents des sociétés savantes qui commencent à fleurir vers le milieu du siècle regorgent de *gentlemen* curieux et passionnés que, même avec beaucoup d'imagination, on peinerait à qualifier de scientifiques professionnels. En revanche, ils confèrent à ces mêmes instances le poids indéfinissable, mais néanmoins considérable, de leur statut social et de leur respectabilité, qu'ils se soient sali les mains ou non dans le travail expérimental.

En 1700 existe déjà une spécialisation des principales branches de la science, bien que ce ne soit en rien comparable à ce que l'on connaît aujourd'hui. Et la science de l'époque n'exige pas non plus que l'on y consacre tout son temps : les savants apportent des contributions majeures à leurs travaux tout en écrivant des livres sur la théologie ou en occupant un poste dans l'administration. La révolution du XVII^{e} siècle avait donc ses limites ; elle n'a pas été en mesure non plus d'aller au-delà des techniques de l'époque, lesquelles, tout en permettant de grandes avancées dans certains domaines, tendaient à refréner l'attention portée à d'autres. Les progrès réalisés en chimie, par exemple, ont été relativement modestes − même si seuls quelques rares savants acceptaient encore à l'époque la théorie aristotélicienne des quatre éléments, qui en 1600 dominait toujours la réflexion sur les constituants de la matière. La physique et la cosmologie, en revanche, ont pris rapidement leur essor pour, il est vrai, atteindre un palier, une phase de consolidation avec des progrès moins spectaculaires, mais réguliers, jusqu'à une date avancée du XIX^{e} siècle, quand d'autres approches théoriques leur ont donné une nouvelle vigueur.

Toutes les réalisations scientifiques du XVII^e siècle sont de véritables bonds en avant. D'abord, la théorie de l'univers selon laquelle les phénomènes sont le résultat direct et souvent imprévisible d'une opération divine se voit supplantée par l'idée d'un « mécanisme de l'univers », dont l'évolution procède du fonctionnement uniforme et universel des lois de la dynamique. Cette idée est encore tout à fait compatible avec la foi en Dieu, dont la majesté ne s'exprime peut-être pas dans une intervention directe au quotidien, mais dans son rôle de créateur d'une machine extraordinaire. L'analogie la plus connue fait de Lui le Grand Horloger. Ni l'étudiant en sciences ni la vision scientifique du monde ne sont antireligieux, ou opposés au théocentrisme. Bien qu'indubitablement il importe que les nouvelles idées sur l'astronomie, en retirant à l'homme sa place au centre de l'univers, contestent implicitement son caractère unique (en 1686 paraît un livre prétendant qu'il pourrait exister plus d'un monde habité), ce n'est pas la principale préoccupation des hommes qui se lancent dans la révolution cosmologique. Pour ceux-là, c'est seulement par hasard que l'autorité de l'Église s'est emberlificotée dans l'idée que le Soleil tourne autour de la Terre. Les nouvelles hypothèses qu'ils avancent soulignent simplement la grandeur et l'impénétrabilité des voies de Dieu. Ils ne doutent pas un instant de la possibilité de faire entériner leurs nouvelles connaissances par l'Église, comme Aristote au Moyen Âge.

Longtemps avant que Kant ne forge l'expression « révolution copernicienne », à la fin du XVIII^e siècle, figure en tête de la liste des auteurs de la nouvelle cosmologie le nom de Copernic, jeune Polonais qui se destine à une carrière ecclésiastique et dont le livre *Des révolutions des orbes célestes* paraît en 1543. Cette même année voit la publication du génial traité d'anatomie de Vésale et, curieusement, la première édition des œuvres d'Archimède. Copernic est plus un humaniste de la Renaissance qu'un

savant − ce qui n'a rien d'étonnant pour un homme de son époque. Des raisons en partie philosophiques et esthétiques font naître en lui l'idée d'un univers constitué de planètes qui gravitent autour du Soleil et dont le mouvement s'explique par un système de cycles et d'épicycles. Une brillante intuition, à vrai dire, car il n'a aucun moyen de vérifier cette hypothèse qui va à l'opposé du bon sens.

Les premières données véritablement scientifiques en faveur de l'héliocentrisme, nous les devons à un homme opposé à cette théorie, le Danois Tycho Brahe, connu non seulement pour son étonnante particularité physique − il a un nez artificiel −, mais aussi pour avoir commencé à noter les mouvements des planètes, d'abord à partir d'instruments rudimentaires, puis, grâce aux largesses de son roi, dans l'observatoire le mieux équipé de l'époque. Il en résulte la première collecte systématique de données astronomiques obtenues dans l'orbite de la tradition occidentale depuis Alexandre. Johannes Kepler, le premier grand savant protestant, que Brahe invite à venir lui porter assistance, se livre à des observations encore plus minutieuses et élabore une seconde grande théorie novatrice : le mouvement des planètes peut être présenté comme régulier si leur trajectoire décrit des ellipses à des vitesses irrégulières. Cette idée rompt enfin avec le système géocentrique de Ptolémée, lequel entrave de plus en plus la cosmologie, et elle va servir de base à l'explication des planètes jusqu'au XX^{e} siècle. Après Kepler, arrive Galileo Galilei, dit Galilée, impatient d'utiliser la lunette, sorte de longue-vue apparemment découverte aux environs de 1600, peut-être par hasard. Galilée est un universitaire, titulaire d'une chaire à Padoue où il enseigne la physique et le génie militaire, deux matières bien évidemment très liées aux premiers temps de la science. Ses observations à la lunette finissent par faire voler en éclats le système aristotélicien. L'astronomie copernicienne

devenant observable, on appliquera aux étoiles, au cours des deux siècles suivants, ce que l'on sait de la nature des planètes.

L'œuvre majeure de Galilée se situe cependant moins dans ses observations que dans sa théorisation et dans le lien qu'il établit entre ses théories et la pratique. Il décrit d'abord la physique permettant une approche copernicienne de l'univers en étudiant mathématiquement le mouvement des corps célestes. Grâce à ses travaux, la mécanique est propulsée du monde du savoir-faire artisanal à celui de la science. Qui plus est, ses conclusions sont systématiquement tirées de l'expérience. Elles constituent la base de ce qu'il appelle ses « deux sciences nouvelles », la statique et la dynamique. Il en sort un livre, le *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (de Copernic et de Ptolémée), publié en 1632 et considéré comme la première formulation de la révolution dans la pensée scientifique. À propos de cet ouvrage, on notera deux détails, moins remarquables que son contenu, mais intéressants tout de même : il est dédié au pape et rédigé dans une langue vernaculaire et non en latin. On ne saurait en douter : Galilée est un bon catholique. Pourtant, le livre déclenche de vives protestations, à juste titre, car il marque la fin de la vision du monde christiano-aristotélicienne, grand triomphe culturel de l'Église médiévale. Un procès est intenté au savant. Condamné, Galilée est contraint de se rétracter, mais les effets de son œuvre n'en sont pas amoindris pour autant : le système héliocentrique de Copernic domine désormais la pensée scientifique.

Galilée meurt en 1642, l'année de la naissance d'Isaac Newton. Les travaux de ce dernier apportent une explication physique à l'univers copernicien. Il montre que les mêmes lois mécaniques expliquent les théories de Kepler et de Galilée, et termine par un rapprochement entre la connaissance des objets terrestres et celle des corps célestes. Il a recours à une mathématique nouvelle, la

méthode des fluxions, que l'on appellera plus tard le « calcul infinitésimal ». Newton ne l'a pas inventé, il l'applique à un phénomène physique, ce qui lui permet de calculer la position de corps célestes en mouvement. Puis il publie ses conclusions dans une discussion sur les mouvements des planètes, un livre qui deviendra l'une des plus grandes œuvres scientifiques jamais écrites depuis Euclide. Les *Principia* démontrent que les lois de la pesanteur sont à la base de l'univers physique. Les conséquences générales de cette découverte sur la culture sont comparables à sa portée scientifique, et peut-être même plus grandes. Qu'une simple loi, découverte par l'observation et le calcul, pût expliquer autant en dit étonnamment long sur les capacités de la nouvelle pensée scientifique. La célèbre épitaphe d'Alexander Pope a été trop souvent citée, mais c'est encore celle qui résume le mieux l'impact de l'œuvre de Newton sur la pensée européenne : « La nature et ses lois gisaient dans l'obscurité de la nuit ; Dieu dit "Que Newton soit" et la lumière fut. »

Newton finit donc par être, après Francis Bacon, le second des canonisés d'une nouvelle science. Dans son cas, cela n'a rien d'exagéré. Il s'est intéressé à presque tous les sujets scientifiques et, pour reprendre une expression consacrée, presque tout ce qu'il touchait se transformait en or. Il est pourtant certain que la portée de la majeure partie de son œuvre échappe encore en partie au béotien. Manifestement, Newton a apporté la touche finale à la révolution copernicienne. Une conception dynamique remplace désormais l'ancienne idée d'un univers statique. Son œuvre est assez grande pour apporter une nouvelle cosmologie à la physique des deux siècles à venir et pour étayer toutes les autres sciences.

Ni Newton ni ses prédécesseurs n'ont cependant vu dans leurs travaux le signe annonciateur d'un conflit insoluble entre la science et la religion. Newton, en effet, semble

même content de voir que les lois de la pesanteur ne suffisent pas à soutenir l'idée d'un univers indépendant, autorégulé une fois créé. S'il ne s'agissait pas seulement d'une horloge, alors le Créateur avait pu faire plus qu'inventer, former, achever cet univers puis s'en aller. Défenseur acharné de la cause protestante, le savant se réjouit de cette brèche dans la logique, qu'il peut remplir en postulant une intervention divine.

Néanmoins, les hommes d'Église, catholiques surtout, éprouvent quelques difficultés à accepter la nouvelle science. Au Moyen Âge les ecclésiastiques ont largement contribué aux travaux scientifiques, mais entre le XVII^{e} et le milieu du XIX^{e} siècle la recherche fondamentale n'est plus leur fief − une réalité qui se vérifie davantage, certainement, dans les pays où la Contre-Réforme a triomphé. Le XVII^{e} siècle voit s'opérer entre la religion organisée et la science une rupture qui continuera à hanter l'histoire intellectuelle de l'Europe, quels que soient les efforts consentis de temps à autre pour les réconcilier. Le supplice du Napolitain Giordano Bruno en témoigne. Bruno n'est pas un savant mais un philosophe, un ancien moine dominicain qui a rompu avec son ordre et sillonne l'Europe en publiant des ouvrages controversés sur des « sciences occultes » magiques censées provenir de l'ancienne Égypte. Rattrapé par l'Inquisition, il passe huit ans dans ses geôles et finit brûlé vif à Rome en 1600, après avoir été reconnu coupable d'hérésie. Cette mise à mort deviendra l'une des bases de la future mythologie historique du développement de la « libre pensée », de la lutte entre le progrès et la religion, comme on en viendra à la considérer.

Au XVII^{e} siècle, scientifiques et philosophes ne perçoivent pas encore vraiment cette dichotomie. Newton, auteur d'une prose abondante sur des sujets bibliques et théologiques, et certain que son œuvre sur les Livres des Prophètes est aussi parfaite que ses *Principia*, semble considérer que Moïse connaissait la théorie héliocentrique

et recommande à ses lecteurs de « se méfier de la philosophie et des vaines tromperies, de même que des oppositions d'une pseudo-science », et de se référer à l'Ancien Testament. John Napier, l'inventeur des tables logarithmiques, est ravi de voir dans son invention un nouvel outil qui permettra peut-être de déchiffrer les mystérieuses références de l'Apocalypse au nombre de la Bête[26]. Le Français Descartes formule ce qu'il juge être une défense philosophique satisfaisante de la foi et de la vérité chrétiennes passées au crible du doute méthodologique qui caractérise son approche, mais cela ne l'empêche pas de s'attirer les foudres de l'Église (qui fustigera aussi le cartésianisme). À raison, les défenseurs traditionnels de la foi s'aperçoivent que le problème n'est pas seulement la conclusion à laquelle il parvient, mais aussi la voie qu'il emprunte pour l'atteindre. Un homme qui accepte de croire après une argumentation rationnelle fondée sur le doute et une réfutation satisfaisante de tous les arguments est un piètre allié pour une Église dont les enseignements soutiennent que la vérité, déclarée d'autorité, ne souffre aucune réplique. Il est donc tout à fait dans sa logique de rejeter la dévotion et le christianisme personnels de Descartes, jugés dénués de pertinence, et de mettre toutes ses œuvres à l'Index.

L'argument sur l'autorité est repris par un pasteur protestant français de la fin du XVII^{e} siècle, Pierre Bayle, qui en souligne le caractère illimité, insatisfaisant : quelle sorte d'autorité prescrit l'autorité ? Au bout du compte, il semble que ce soit une question de point de vue. Selon Bayle, tous les dogmes du christianisme traditionnel peuvent être réfutés s'ils ne s'accordent pas avec la raison. Avec ces idées débute une nouvelle phase de l'histoire de la pensée européenne, l'époque des Lumières.

Ce terme et d'autres, similaires, sont employés au XVIII^{e} siècle dans la plupart des langues européennes pour définir ce qui, selon les contemporains, distingue leur

époque intellectuelle et la sépare de celles qui l'ont précédée. L'image clé est celle de la lumière qu'on répand pour éclairer les ténèbres, mais, dans un essai resté célèbre, le philosophe allemand Kant pose la question « Qu'est-ce que les Lumières ? » en y apportant une tout autre réponse. Selon lui, il s'agit pour l'homme de se libérer de sa « minorité[27] dont il est lui-même responsable », parce qu'il a besoin de la direction d'autrui pour avoir la faculté de penser. Cette réponse est une remise en question de l'autorité qu'on s'impose à soi-même. Le grand héritage laissé par les Lumières est la généralisation d'une attitude critique. Au final, tout doit être rigoureusement examiné. D'aucuns ont le sentiment que rien n'est sacré : à très long terme ce sera vrai, mais à l'époque cette impression les induit plutôt en erreur. Les Lumières ont elles aussi leur autorité et leurs dogmes. La position critique a longtemps échappé elle-même à l'examen. En outre, ces Lumières sont autant un faisceau d'attitudes qu'un ensemble d'idées, ce qui crée une autre difficulté pour les accepter. De nombreux courants s'y rejoignent mais ils ne suivent pas le même cours. Les racines des Lumières sont embrouillées ; les développements tiennent toujours beaucoup plus du débat en continu − et parfois même d'une guerre civile, tant il y a de convictions différentes − que de la progression d'une armée unie derrière la bannière éclairée.

Selon Descartes, en matière de connaissance, le doute systématique, méthodique, est le point de départ de la certitude. Cinquante ans plus tard, le philosophe anglais John Locke présente la psychologie de la connaissance en en réduisant les matériaux de base aux impressions transmises à l'esprit par les sens. Dans la nature humaine, objecte-t-il à Descartes, il n'existe pas d'idées innées. L'esprit ne contient que des idées issues de la sensation, et les connexions qu'il établit entre elles. Cela implique, bien sûr, de ne pas avoir d'idée arrêtée sur le bien et le mal ; les

valeurs morales, nous enseigne Locke, adviennent lorsque l'esprit a fait l'expérience du plaisir et de la douleur. Ces idées-là ont un très bel avenir devant elles. Il en découlera des théories sur l'éducation, sur le devoir de la société de réguler les conditions de vie matérielles et sur beaucoup d'autres dérivations de l'environnementalisme. Et elles ont aussi un long passé derrière elles : le dualisme que Descartes et Locke expriment tous deux dans la distinction entre le corps et l'esprit, entre le physique et le moral, trouve ses racines chez Platon et dans la métaphysique chrétienne. Toutefois, à ce stade, le plus remarquable est peut-être que Locke puisse encore associer ses idées au cadre traditionnel de la foi chrétienne.

De telles incohérences continueront à infiltrer les Lumières, mais il est clair qu'une tendance générale se dégage : le nouveau prestige de la science semble lui aussi promettre que les perceptions des sens constitueront effectivement la voie d'accès à la connaissance, dont la valeur est attestée par son efficacité utilitaire. Elle permettra d'améliorer le monde dans lequel vivent les hommes, et ses techniques pourront lever le voile sur les mystères de la nature et révéler leurs fondements logiques et rationnels dans les lois de la physique et de la chimie.

Tout cela est longtemps un credo optimiste (ce qualificatif n'entre dans le vocabulaire français qu'au XVII^{e} siècle). Le monde devient meilleur et il continuera à s'améliorer. En 1600, la situation était différente. À la Renaissance, le culte voué à la période classique se combinait avec les bouleversements dus à la guerre et le sentiment toujours latent, chez les religieux, d'une fin du monde qu'on ne pourrait pas longtemps retarder. Il en résultait un pessimisme général et un sentiment de déchéance par rapport à un passé glorieux. Un grand débat littéraire s'engagea alors pour savoir si les accomplissements des Anciens dépassaient ceux des Modernes, et les auteurs de la fin du XVII^{e} siècle

cristallisèrent l'idée de progrès, celle-là même qui émerge des Lumières.

Ce credo est aussi celui de béotiens. Au XVIII^{e} siècle, il est encore possible pour un homme instruit d'associer de manière satisfaisante, au moins pour lui-même, la logique et les implications de nombreuses études différentes. Voltaire, écrivain et dramaturge célèbre, a également écrit beaucoup d'ouvrages historiques (il sera un temps historiographe du roi de France) et expliqué la physique de Newton à ses compatriotes. Et Adam Smith était déjà connu comme philosophe moraliste bien avant d'éblouir le monde avec sa *Richesse des nations*, tenu pour être le texte fondateur des sciences économiques modernes.

Dans une atmosphère aussi éclectique, la religion, elle aussi, trouve une place. Cependant, pour reprendre les termes de Gibbon : « Aujourd'hui, un scepticisme caché et même involontaire s'attache aux dispositions les plus religieuses. » La pensée dite « éclairée » semble laisser peu de place au divin et au théologique. Non que les Européens instruits ne se sentent plus entourés par la béance de l'enfer, mais le monde perd de son mystère et promet moins de tragédies. De plus en plus de désordres apparaissent dépourvus d'un caractère intrinsèquement nécessaire, mais provoqués par l'homme. Certes, des catastrophes naturelles effroyables comme des tremblements de terre apportent toujours leur lot de malheurs mais, s'il est possible de soulager la plupart des maux et si, comme l'a dit John Locke, « l'occupation propre de l'homme est de rechercher le bonheur et d'éviter la misère », quelle pertinence peuvent donc avoir les dogmes du salut et de la damnation ? Dieu est toujours inclus, pour la forme, dans l'explication de l'univers par les philosophes. Il est présenté comme la Cause première à partir de laquelle tout a commencé et la Grande Mécanique qui définit les règles de son fonctionnement, mais Son intervention ultérieure dans la marche de la machine, soit directement par l'incarnation,

soit indirectement à travers l'Église et les sacrements, a-t-elle encore une place ? Inévitablement, les Lumières mettent le feu à la révolte contre l'Église, suprême prétendante à la détention de l'autorité intellectuelle et morale.

Il s'agit là d'un conflit fondamental. Le rejet de l'autorité par les penseurs du XVII^{e} et du XVIII^{e} siècle est rarement total, en ce sens qu'ils recherchent et découvrent une nouvelle autorité dans ce qu'ils croient être les enseignements de la science et de la raison. Pourtant, l'autorité du passé est de plus en plus rejetée, et d'une manière toujours plus catégorique. De même que la querelle des Anciens et des Modernes a sapé l'autorité de l'enseignement classique, la Réforme a fait exploser celle de l'Église catholique, l'autre pilier de la culture européenne. Lorsque les réformateurs protestants ont remplacé l'ancien prêtre par un nouveau pasteur (ou par l'Ancien Testament), ils n'ont pas pu défaire le travail de sape de l'autorité religieuse qu'ils avaient eux-mêmes entrepris et que les hommes des Lumières vont porter beaucoup plus loin.

De telles implications mettent un certain temps à apparaître, quelles que soient les inquiétudes vite formulées, et justifiées, des hommes d'Église. Les caractéristiques des idées avancées du XVIII^{e} siècle s'expriment plutôt dans des recommandations assez pratiques et quotidiennes, qui dans une certaine mesure en masquent la tendance. On ne peut mieux les résumer qu'en se reportant aux croyances fondamentales qui les sous-tendent et dont elles sont issues. À la base de toute forme de confiance s'en trouve une nouvelle, dans le pouvoir de l'esprit. C'est ce que les hommes éclairés ont en commun avec Francis Bacon. Pourtant, même les grandes figures créatives de la Renaissance n'ont pas contribué autant que le XVIII^{e} siècle à donner aux Européens la conviction de leurs capacités intellectuelles, sur laquelle repose la

certitude que des progrès presque illimités sont possibles. De nombreux grands penseurs de l'époque sont des optimistes convaincus d'être arrivés au point culminant de l'histoire. Forts d'une assurance à toute épreuve, ils attendent avec impatience l'amélioration du sort de l'humanité par la manipulation de la nature et le déploiement devant l'homme de vérités que la raison a inscrites dans son cœur. Les idées innées, poussées dehors par la grande porte, reviennent discrètement par l'escalier de service. Le seul bémol à cet optimisme est la prise de conscience qu'il va falloir surmonter de grands obstacles pratiques, dont le premier est tout simplement l'ignorance. Peut-être une connaissance des causes finales est-elle impossible (comme semble le suggérer la science en révélant de plus en plus la complexité de la nature), mais ce n'est pas cette sorte d'ignorance qui inquiète les hommes des Lumières. Celle qu'ils ont en tête est d'ordre plus commun, et ils ne doutent pas de pouvoir la dissiper.

C'est précisément l'objectif de la plus grande manifestation littéraire des Lumières, l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, gigantesque compilation de savoirs et outil politique, publiée en vingt et un volumes entre 1751 et 1765. Comme le stipulent clairement certains articles, l'intolérance constitue un autre obstacle majeur aux Lumières, particulièrement lorsqu'elle interfère avec la liberté de publication et de débat. L'*Encyclopédie*, affirme l'un de ses auteurs, est une « machine de guerre » destinée à changer les mentalités autant qu'à informer. L'esprit de clocher est un obstacle de plus au bonheur. Les valeurs des Lumières, présume-t-on, sont celles de toute société civilisée. Elles sont universelles. Jamais, sauf peut-être au Moyen Âge, l'élite intellectuelle n'a été plus cosmopolite ou ne s'est exprimée davantage dans une langue commune. Ce cosmopolitisme est accentué par la connaissance des autres sociétés, pour lesquelles les Lumières montrent un intérêt insatiable, motivé en partie par une authentique

curiosité : les récits de voyages et de découvertes portent à l'attention du public des idées et institutions jusqu'alors inconnues, éveillant ainsi leur désir d'en savoir davantage sur la relativité sociale et éthique. Ces idées fournissent de nouvelles armes à la critique. La Chine, société jugée humaine et éclairée, captive particulièrement les Européens du XVIII^{e} siècle, et leur intérêt révèle peut-être à quel point ils n'ont qu'une connaissance superficielle de ses réalités.

Une fois les obstacles abolis − ignorance, intolérance et esprit de clocher −, on suppose que les lois de la nature, débarrassées de leurs entraves, dévoilées par la raison, favoriseront la réforme de la société, dans l'intérêt de tous, sauf de ceux que leur aveuglement ou la jouissance de privilèges indéfendables unissent à leur passé. Les *Lettres persanes*, de Montesquieu, inaugurent un courant de pensée selon lequel les institutions des sociétés existantes − en l'occurrence, pour lui, la législation française − gagneraient à être comparées aux lois naturelles. En annonçant un tel programme, les hommes des Lumières se désignent comme les ministres d'un nouvel ordre social. Leur vision de leur rôle de détracteurs et de réformateurs laisse apparaître pour la première fois un idéal social qui ne nous quittera plus, celui de l'intellect. Déjà existent des moralistes, philosophes, érudits et savants dont la caractéristique fondamentale est d'avoir des compétences spécialisées ; le mouvement des Lumières invente l'idéal de l'intellect critique généralisé. Il institutionnalise comme jamais une critique autonome, rationnelle, continue et universelle, qui produira notre « intellectuel » moderne.

Ce terme n'existe pas au XVIII^{e} siècle. Le type existe, mais simplement sous la désignation de « philosophe » − adaptation intéressante et élargissement sémantique d'une notion déjà familière. Le mot en vient à connoter non la poursuite mentale et spécialisée d'études philosophiques,

mais l'acceptation d'une vision commune et d'une attitude critique. Il comporte un aspect moral et évaluateur, et amis comme ennemis l'utilisent familièrement pour indiquer un zèle particulier apporté à divulguer à un vaste public de profanes des vérités révélées par une vision critique. Les archétypes des philosophes sont un groupe d'écrivains français que l'on réunit en dépit de leurs différends pour les désigner comme tels. Leur nombre et leur célébrité suggèrent à juste titre une prépondérance française au cœur des Lumières. Les autres pays n'ont pas produit autant de personnages aussi brillants issus de ce mouvement, pas plus qu'ils n'ont conféré autant de prestige et d'importance à ceux qui l'étaient.

Pourtant, les grands prêtres du début des Lumières sont les Anglais Newton et Locke. Et il ne serait pas déraisonnable de citer Jeremy Bentham comme le philosophe absolu des idéaux et méthodes du mouvement, ni de considérer l'œuvre d'Edward Gibbon comme leur plus grand monument historiographique. Plus au nord, au XVIII^{e} siècle, l'Écosse connaît une véritable efflorescence culturelle avec David Hume, l'un des philosophes empiristes les plus engagés et les plus perspicaces du mouvement, alliant un scepticisme intellectuel extrême à une bonne nature et à un conservatisme social, et Adam Smith. Parmi les pays d'origine latine, outre la France, l'Italie peut être citée pour sa contribution la plus prolifique au courant des Lumières, malgré la prédominance de l'Église catholique romaine. L'Italie éclairée est assurée d'être à jamais pérenne par le simple fait d'avoir produit un homme comme Cesare Beccaria. Auteur d'un ouvrage fondateur en droit pénal et en critique de la pénologie, le juriste italien accrédite l'un des plus forts slogans de l'histoire de l'humanité : « Le plus grand bonheur pour le plus grand nombre. » Le mouvement allemand est plus lent et moins productif dans son apport de figures emblématiques universellement reconnues (peut-

être pour des raisons linguistiques), mais avec Kant il nous livre un penseur qui, s'il tente sciemment de dépasser le cadre des Lumières, n'en incarne pas moins, dans ses recommandations morales, une grande partie de ce qu'elles défendent. Apparemment, seule l'Espagne brille par son retard, une impression qui n'a rien d'exagéré, malgré l'œuvre d'un ou deux hommes d'État éclairés : les universités espagnoles du XVIII^{e} siècle rejettent encore Newton !

Malgré l'importance de la contribution des autres nations à l'histoire de la civilisation, les Français laissent l'empreinte la plus forte sur leurs contemporains des Lumières. Maintes raisons expliquent cette influence, dont l'une est simplement liée au prestige du pouvoir, dont la France de Louis XIV s'est auréolée de manière durable. L'autre raison tient à la langue de Molière, ce merveilleux instrument de diffusion de la culture française. Au XVIII^{e} siècle, le français est devenu la « *lingua franca* » de l'Europe, pour les intellectuels comme pour les grands monarques : Marie-Thérèse d'Autriche et ses enfants l'utilisent dans leur correspondance, et Frédéric II de Prusse choisit cette langue pour composer des vers, plutôt mauvais par ailleurs. Il existe à l'époque un lectorat européen pour tout ouvrage publié en français, et cette prééminence a probablement constitué un réel obstacle au progrès culturel de la langue allemande.

Posséder un langage en commun permet la propagande, les débats et les commentaires critiques, mais les véritables accomplissements, les réformes pratiques à court terme, ne dépendent que de la politique. Les souverains qui tentent d'appliquer un certain nombre d'idées « éclairées » estiment en effet que les intérêts de l'État coïncident avec les objectifs des philosophes, comme en témoigne la forte opposition rencontrée par les « despotismes éclairés » chez les conservateurs et les défenseurs des privilèges. Ce type de conflit ressort de

manière flagrante lors de l'application de la réforme de l'instruction dans les possessions des Habsbourg, aux dépens de l'Église, ou encore dans les attaques de Voltaire adressées à l'avocat d'un ministre du roi contre un Parlement de Paris qui s'oppose à la réforme fiscale. Certains souverains, comme Catherine II de Russie, affichent ostensiblement l'influence des Lumières sur leur façon de légiférer. Peut-être est-ce toujours dans le domaine de l'éducation et de l'économie que l'on perçoit l'impact le plus important et le plus marquant de la pensée éclairée, si l'on excepte l'idée d'une réforme utilitariste visant l'Église. En France, tout au moins, les recommandations des philosophes des Lumières en matière d'économie influent sur l'administration du pays.

Les questions religieuses retiennent l'attention des philosophes avec une force exceptionnelle. La religion et son enseignement sont bien sûr encore inséparables de tous les aspects de la vie en Europe. Non que les Églises revendiquent l'autorité à ce point, mais il faut tenir compte de leur omniprésence physique liée à leurs intérêts, à la fois sociaux et économiques. La religion est impliquée, jusqu'à un certain point, dans tous les volets de la société susceptibles d'attirer l'attention des réformateurs. Quelle qu'en soit la cause − abus de l'asile religieux ou des privilèges cléricaux faisant obstacle à la réforme judiciaire, droits fonciers inaliénables empêchant le développement économique, monopole de l'instruction publique alourdissant la formation des fonctionnaires, ou dogme empêchant le traitement égalitaire de sujets loyaux et précieux −, l'Église catholique romaine, en particulier, semble toujours se mettre en travers du progrès.

Une autre raison attire néanmoins les foudres des philosophes. Ils estiment en effet que la religion peut aussi mener au crime. L'un des derniers grands scandales de l'époque des persécutions religieuses est causé par l'exécution d'un protestant à Toulouse en 1762. Accusé

d’avoir assassiné son fils pour l’empêcher de se convertir au catholicisme, Jean Calas est soumis à la question, jugé et mis à mort. Voltaire en fera la célèbre « affaire Calas ». Ses efforts ne changent pas la loi mais, malgré la violence de l’animosité qui continue de diviser catholiques et protestants dans la France méridionale, il ne sera plus possible, désormais, de répéter une erreur judiciaire conduisant à un assassinat, ni à Toulouse, ni probablement sur l’ensemble du territoire français. Pourtant, les protestants devront attendre l’édit de tolérance de 1787 pour se voir accorder des droits civiques, même limités, et l’édit ne sera pas étendu aux Juifs. À cette époque, Joseph II, fils de Marie-Thérèse, a déjà introduit la tolérance religieuse dans ses possessions catholiques.

Tout cela sous-entend l’existence d’une limite considérable à la réussite pratique des Lumières. Malgré tout son potentiel révolutionnaire, le mouvement doit opérer dans le cadre institutionnel et éthique de l’Ancien Régime, toujours très restrictif. Sa relation au despotisme est ambiguë : s’il est autorisé à lutter contre la censure ou l’intolérance religieuse dans une monarchie théocratique, il peut aussi dépendre, pour les réformes, du pouvoir despotique. Il ne faut pas non plus oublier que les idées éclairées ne sont pas les seules incitations au progrès. Les institutions anglaises que Voltaire admire ne découlent pas des Lumières, et les nombreux changements qui interviennent en Angleterre au XVIII^{e} siècle doivent plus à la religion qu’à la « philosophie ».

La portée politique du courant des Lumières réside principalement dans ce qu’il lègue à la postérité. Le mouvement a permis de clarifier et de formuler nombre des exigences essentielles de ce qui deviendra le « libéralisme », même si là encore l’héritage n’est pas dépourvu d’ambiguïté, car les hommes des Lumières ne recherchent pas la liberté pour elle-même, mais pour ce qu’elle apporte. La possibilité de parvenir à procurer à

toute l'humanité le bonheur ici-bas est la grande idée du XVIII^{e} siècle. En effet, non seulement cet objectif est devenu réalisable, mais on a aussi inventé une façon de le mesurer et d'y accéder plus facilement par l'exercice de la raison. Bentham parlera d'un « calcul de la félicité ». Et surtout, le mouvement des Lumières a répandu l'idée que la connaissance, dans sa tendance sociale, est fondamentalement inoffensive et progressiste, et par conséquent entièrement fiable. Ces idées vont avoir de profondes répercussions politiques.

Par ailleurs, c'est à la future tradition libérale européenne que les Lumières ont apporté leur contribution la plus connue, sous une forme plus spécifique et négative : on leur doit en effet l'apparition d'un anticléricalisme classique. La condamnation des agissements de l'Église catholique romaine conduit à soutenir les attaques de l'État contre les institutions et l'autorité ecclésiastiques. Le conflit entre l'Église et l'État a bien d'autres racines que philosophiques, mais il peut toujours être présenté comme un épisode parmi d'autres d'une guerre sans relâche menée par les Lumières et la Raison contre la superstition et la bigoterie. La papauté, notamment, attire la critique ou le mépris. Voltaire semble avoir cru qu'elle allait réellement disparaître avant la fin du siècle. Aux yeux de leurs ennemis comme d'un grand nombre de leurs partisans, la plus grande réussite des philosophes est d'avoir obtenu la suppression de la Compagnie de Jésus, prononcée par le pape en 1773.

Quelques philosophes ont poussé plus loin leurs attaques contre l'Église, passant au-delà des institutions pour s'en prendre à la religion elle-même. Un athéisme à tous crins, conjugué au déterminisme matérialiste, trouve à s'exprimer sérieusement pour la première fois au XVIII^{e} siècle, mais cela reste un phénomène d'exception. La plupart de ceux qui y pensent à l'époque des Lumières sont probablement sceptiques à l'endroit du dogme religieux, mais ils

conservent un vague théisme et croient certainement à l'importance de la religion en tant que force sociale. Comme l'a dit Voltaire : « Si vous avez une bourgade à gouverner, il faut qu'elle ait une religion. » Lui, en tout cas, a continué toute sa vie d'affirmer, comme Newton, l'existence de Dieu, et il est mort en paix avec l'Église.

Cette position soulève un aspect particulier des Lumières qu'il ne faut jamais perdre de vue, à savoir l'importance du côté non intellectuel et irrationnel de la nature humaine. À cet égard, la figure la plus prophétique du siècle, et celle qui s'est le plus farouchement opposée à nombre de personnalités éminentes parmi les « éclairés » et les philosophes, est le Genevois Jean-Jacques Rousseau. Son importance dans l'histoire de la pensée est inséparable de ses plaidoyers passionnés pour donner leur juste place aux sentiments et au sens moral, tous deux en passe d'être éclipsés par la raison. Rousseau estime qu'à cause de cela ses contemporains sont des créatures rabougries, des êtres injustes et corrompus, déformés par l'influence d'une société qui favorise cette éclipse.

La culture européenne va être profondément marquée, de façon pernicieuse parfois, par cette vision rousseauiste. Rousseau, dit-on, plante au sein de chaque âme un nouveau tourment. On trouve dans ses écrits une nouvelle attitude vis-à-vis de la religion − qui s'avérera revigorante −, une nouvelle obsession de la psyché individuelle, qui se répandra dans l'art et la littérature, la conception d'une approche sentimentale de la nature et de la beauté naturelle, les origines du nationalisme moderne, une nouvelle théorie de l'éducation centrée sur l'enfant, un puritanisme laïcisé qui puise ses racines dans une vision mythique de l'ancienne Sparte, et beaucoup d'autres choses encore, avec des conséquences heureuses et malheureuses. Bref, Rousseau est le personnage marquant de l'avènement du romantisme. À bien des égards, c'est un innovateur, de génie souvent. Il a aussi beaucoup de choses

en commun avec d'autres. Sa répugnance à voir la communauté érodée par le mouvement des Lumières, son sentiment d'une fraternité universelle et d'une appartenance à une entité sociale et morale ont été, par exemple, exprimés avec autant d'éloquence dans l'œuvre de l'homme politique et philosophe irlandais Edmund Burke. Celui-ci en tire néanmoins des conclusions très différentes. D'une certaine façon, Rousseau formule des idées qui commencent à être émises par d'autres, au moment où disparaît le zénith des Lumières. Mais l'importance capitale et particulière de sa personnalité dans le mouvement romantique ne saurait être mise en doute.

« Romantisme » est un mot dont on a beaucoup usé et abusé. Il peut tout à fait s'appliquer à des choses qui semblent diamétralement opposées. Peu après 1800, par exemple, d'aucuns, refusant d'accorder la moindre valeur au passé, cherchent à en rejeter l'héritage avec autant de violence que les philosophes des Lumières, tandis que d'autres au contraire se lancent avec ténacité dans la défense des anciennes institutions. Tous peuvent être − et ont été − qualifiés de romantiques, parce que pour chacun d'eux une morale enflammée compte plus que l'analyse intellectuelle. Le lien le plus évident entre ces deux positions antithétiques réside dans la nouvelle importance que l'Europe romantique accorde aux sentiments, à l'intuition et surtout au naturel. Le mouvement romantique, aux si nombreuses facettes, part presque toujours d'une prise de position contre la pensée éclairée, soit par refus de croire à la capacité des sciences à répondre à tout, soit par refus de soumettre l'intérêt individuel à la raison. Mais il a aussi des racines positives, plus profondes, dans l'élan réformiste qui a remplacé tant de valeurs traditionnelles par une seule, suprême : la sincérité. Il n'est pas totalement insensé de voir dans le romantisme, comme certains de ses détracteurs catholiques, un protestantisme

laïcisé, le but recherché étant avant tout l'authenticité, la réalisation de soi, l'honnêteté et l'exaltation morale. Toutefois, cette recherche a un coût. Les grands effets du romantisme se répercuteront durant tout le XIX^{e} siècle, de façon douloureuse en général, et, au XX^{e} siècle, ils affecteront de nombreuses autres parties du monde. Ce sera l'une des dernières manifestations de la vigueur de la culture européenne.

---

[1] Aujourd'hui, respectivement, l'Amou-Daria et le Syr-Daria. (*N.d.T.*)
[2] En français dans le texte. (*N.d.T.*)
[3] Ouest de l'Arabie Saoudite. (*N.d.T.*)
[4] Partie de la péninsule Ibérique sous domination arabe. (*N.d.T.*)
[5] En 972, Otton II, du Saint Empire, a épousé Théophano, apparentée à Nicéphore Phocas par sa mère. Elle est considérée comme l'une des souveraines les plus influentes du Moyen Âge. (*N.d.T.*)
[6] Photios. (*N.d.T.*)
[7] L'actuel Ouzbékistan et une partie du Kazakhstan. (*N.d.T.*)
[8] En italiques et en français dans le texte. (*N.d.T.*)
[9] L'actuelle Tbilissi. (*N.d.T.*)
[10] L'actuelle Xi'an. (*N.d.T.*)
[11] La bataille de Poitiers opposant Charles Martel aux Omeyyades. (*N.d.T.*)
[12] L'actuel État d'Odisha. (*N.d.T.*)
[13] Le caractère *Di* signifie « empereur ». (*N.d.T.*)
[14] Kimono à douze couches de tissu. (*N.d.T.*)
[15] Partisans de Donat le Grand, évêque de Numidie, à l'origine d'un schisme. (*N.d.T.*)
[16] L'actuel cap Boujdour, à l'extrémité ouest du Sahara. (*N.d.T.*)
[17] « La question de la Silésie n'eût-elle concerné que Frédéric et Marie-Thérèse, la postérité ne pourrait s'empêcher de reconnaître que le roi de Prusse s'est rendu coupable d'une odieuse perfidie : mais c'est une condamnation plus sévère qu'elle se voir forcée de prononcer contre une politique qui devait avoir, et qui eut, en effet, de déplorables conséquences pour toutes les nations européennes… Qu'il retombe sur la tête de Frédéric, tout le sang versé dans cette guerre qui exerça pendant plusieurs années de si horribles ravages dans tous les pays du globe : le sang de la colonne de Fontenoy, le sang des braves montagnards massacrés à Culloden ! Son crime accabla des maux les plus affreux des contrées où le nom de la Prusse était complètement inconnu. Pour qu'il pût piller un voisin qu'il avait juré de défendre, des nègres se battirent entre eux sur la côte de Coromandel, et des Peaux-Rouges se scalpèrent sur les grands lacs de l'Amérique du Nord. » (*N.d.T.*)
[18] Allusion à une parole de Macbeth (Shakespeare, *Macbeth*, acte III, scène 2) : « Nous avons neutralisé le serpent, mais nous ne l'avons pas tué. »

(*N.d.T.*)
[19] Alain Peyrefitte, *L'Empire immobile ou le choc des mondes*, Paris, Fayard, 1989, chap. 46, Lettre d'un suzerain à un vassal, 3 octobre 1793. (*N.d.T.*)
[20] La bulle des mers du Sud (frénésie spéculative due à l'envolée du cours des actions de la Compagnie des mers du Sud) a débouché sur l'un des premiers krachs boursiers, en 1720. (*N.d.T.*)
[21] Thomas More, *Utopia*. (*N.d.T.*)
[22] Les *new men* étaient cette catégorie d'hommes qui devaient tout à Henri VII d'Angleterre et sur laquelle il s'appuyait. Une sorte de « nouvelle gentry » qui succédait à la vieille aristocratie. (*N.d.T.*)
[23] Elles correspondent au Nord-Pas-de-Calais et à la Belgique actuels. (*N.d.T.*)
[24] En italiques et en français dans le texte. (*N.d.T.*)
[25] Unités territoriales fondées sur l'appartenance religieuse. (*N.d.T.*)
[26] Nombre (666) qui doit permettre d'identifier la Bête de l'Apocalypse. Dans le Livre de Daniel, il représente le pouvoir politique, mais son interprétation a donné lieu à toutes sortes de controverses. (*N.d.T.*)
[27] Incapacité à se servir de sa faculté de penser. (*N.d.T.*)